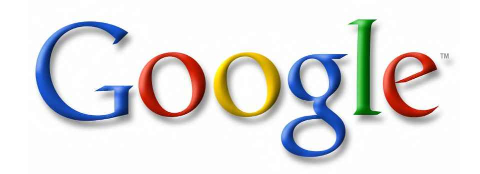





STANFORD UNIVERSITY
LIBRARIES

JOURNAL

DES

SCIENCES MILITAIRES

JOURNAL

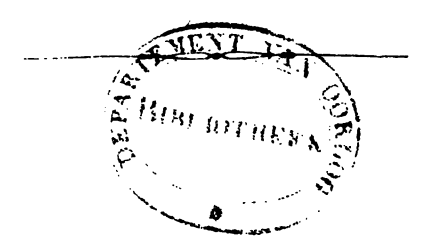
DES

SCIENCES MILITAIRES

REVUE MILITAIRE FRANÇAISE

80e ANNÉE

DIXIÈME SÉRIE. — TOME VINGT ET UNIÈME



PARIS
IMPRIMERIE ET LIBRAIRIE MILITAIRES
R. CHAPELOT & Ce
30, Rue et Passage Dauphine, 30

1904

JOURNAL

DES

SCIENCES MILITAIRES.

REVUE MILITAIRE FRANÇAISE.





Janvier 1904

LE SERVICE DE DEUX ANS ET LES MILICES

Par le fait des désastreux événements de 1870-71, nous avons été naturellement entraînés à suivre l'exemple de la Prusse après ses défaites de 1806, et pourtant, les deux situations n'étant pas identiques, nous aurions pu et même dû ne pas l'imiter aussi servilement qu'on l'a fait.

Après Auerstædt et Iéna, en effet, Napoléon avait imposé à la Prusse un *maximum* d'effectif de 40,000 hommes, qu'elle ne devait pas dépasser et dans lequel il avait même fixé la proportion des armes. C'est cette double limitation qui poussa Scharnhorst à proposer un service de *milice*, les hommes ne restant au régiment que quelques mois et cédant la place à d'autres, de façon à faire passer sous les drapeaux tout le contingent annuel, sans dépasser la limite imposée.

Cette solution était la seule qui permît d'avoir le nombre nécessaire. En la faisant adopter, Scharnhorst[1] parvint en même temps à transformer l'esprit national, à le militariser. Mais il n'y réussit que grâce à la tournure du caractère allemand, discipliné par nature et préparé par ses malheurs à accepter docilement la substitution du service à court terme à celui d'une armée de métier, qui s'était montrée impuissante à défendre le pays; tandis que l'esprit français, plus belliqueux que militaire et même frondeur, s'il n'est que trop disposé au changement, était prédisposé aussi, par d'invraisemblables désastres, aux utopies plus dangereuses encore que généreuses et à adopter un système en un mot, qui, ayant *militarisé* l'Allemagne, risquait de *bourgeoiser* l'armée de la France, selon l'expression de von der Goltz.

Or, avons-nous dit, en 1871, après le traité de Francfort, la situation n'était en France nullement la même qu'en Prusse, en 1806, après Iéna. Là, comme ici, pas de limitation d'effectif imposée par le vainqueur qui s'était borné (!) à nous prendre deux provinces et cinq milliards; donc, pas d'obligation d'adopter, pour la reconstitution de nos forces militaires, le service à court terme et toutes ses conséquences. Aussi, nous devons le reconnaître, on se contenta *sagement* d'abord de perfectionner la loi de recrutement de 1868, en transformant l'illusoire garde nationale mobile en réserve sérieuse et en créant une solide armée territoriale.

Nous disons *sagement*, parce que les lois de recrutement touchent trop profondément aux intérêts vitaux du pays pour en changer radicalement les bases fondamentales sans nécessité absolue, et nul ne doute que si, en 1870, nous avions disposé de l'armée que nous a procurée la loi de 1872, qui conserva les termes principaux de celle de 1868, nous n'ayons pu vaincre facilement les Allemands. Peut-être eût-il mieux valu cependant adopter dès lors le service de trois ans, ne fût-ce que pour n'être pas tenté d'y venir, plus tard, sans motifs plausibles, et de le réduire de même encore comme on s'apprête malheureusement

---

[1] Ce ne fut pas toutefois sans peine que Scharnhorst et ses collaborateurs arrivèrent à réaliser « contre mille préjugés, la mauvaise volonté, les intérêts particuliers, l'indolence et la routine, une organisation militaire dont la puissance devait éclater au jour décisif ».

à le faire de nouveau. Mais, en vertu du principe de stabilité énoncé plus haut, l'on ne peut reprocher aux législateurs de 1872 de n'avoir pas sacrifié aux idées nouvelles, surtout à la façon de ceux de 1889 et d'aujourd'hui, et d'avoir conservé les bases de la loi du maréchal Niel, à laquelle le temps et le bon vouloir seuls avaient manqué pour sortir ses bons effets.

Mais l'organisme procuré par la loi de 1872, excellent au point de vue militaire seul à considérer en l'espèce, répartissait inégalement *l'impôt du sang* et ne pouvait manquer de choquer la chimère d'égalité chère aux politiciens, même à la plupart de ceux qui restent patriotiquement partisans du maintien d'une bonne armée active permanente.

Nous négligeons volontairement les autres, dont ils font pourtant inconsciemment le jeu et qui recherchent dans la réduction progressive de la durée du service la substitution d'une *milice* à *l'armée de métier*.

Comme si l'égalité, nous ne disons pas l'équivalence, des charges militaires était compatible avec l'institution forcément hiérarchisée qu'est une armée, nos politiciens, hantés par leurs idées égalitaires, créèrent alors, sans que rien y poussât que leur rêve chimérique, un mouvement d'opinion en faveur du service réduit de cinq à trois ans, et il se trouva un soldat assez simple pour étudier la question et proposer un projet destiné à donner satisfaction au vœu populaire ainsi suscité. Le général Campenon n'était pourtant rien moins qu'un naïf, mais, pour si avisé qu'il fût, il n'était pas de taille à lutter contre un homme d'État de la force de M. de Freycinet, son successeur au ministère, qui avait fait sienne la loi de trois ans et qui tenait à honneur de la faire adopter par le Parlement, quelque mutilée qu'elle sortît des discussions de la Commission de l'armée. Après avoir élaboré un projet de service de trois ans très admissible et en avoir énergiquement mais vainement défendu les articles qui en complétaient l'économie, le général Campenon dut se reconnaître impuissant à en sauver intégralement les dispositions et abandonner la discussion à la suite d'un grave accident qui mit ses jours en danger. M. de Freycinet, ayant ainsi le terrain libre et tout en reconnaissant lui-même que le projet avait été, au cours de la discussion, dénaturé au point d'être renié par son auteur et était devenu défectueux au point de vue militaire, qui à lui

seul aurait dû le retenir en sa qualité de ministre de la guerre, M. de Freycinet crut devoir en emporter le vote comme celui d'une loi d'opinion, et l'on sait comment les parlementaires l'avaient imposée à cette opinion qui l'avait même perdue de vue au milieu de ses préoccupations boulangistes.

Telle quelle pourtant, cette loi eût encore été passable, si l'on s'était résolu à en faire disparaître les défectuosités reconnues à l'user. Les dispenses exagérées et la catégorie toujours grandissante des services auxilaires (S A) étaient les deux plaies principales, qu'il fallait panser et brider, en restreignant les dispenses au strict nécessaire et astreignant les S A à au moins une année de service préparatoire à leur rôle en temps de guerre. Loin de là, on parut s'appliquer à élargir ces plaies et à les aviver au point de les rendre intolérables et, avec elles, la loi qui les avait engendrées. Passant alors d'un extrême à l'autre et ne pouvant raisonnablement faire bénéficier de la dispense tous les jeunes gens non classés dans les services auxiliaires, on prétendit l'interdire à tous sous prétexte d'égalité (toujours) et, comme le budget ne permet pas d'entretenir trois contingents entiers sous les drapeaux, on en conclut naturellement à la nécessité d'une réduction de trois à deux ans de la durée du service actif pour tous. Ce sera plus dur, puisque tous feront deux ans, tandis que la moyenne n'est actuellement que de vingt-deux mois ; mais ce sera également dur pour tous, et le principe sera sauf...

*
* *

Est-ce même vrai ? Hélas, non. D'abord les hommes classés dans les services auxiliaires ne seront astreints par la nouvelle loi projetée qu'à servir un an, et en partie seulement. Puis il faudra encore compter avec le budget, qui ne pourra supporter la charge supplémentaire d'environ quatre-vingt millions qui résulterait de l'adoption de cette loi [1], et aussi avec les politiciens qui, sous couleur de le soulager, réintroduiront fatalement des

---

[1] Le Dr Rolland, promoteur de la loi, avoue 12 millions. M. Maujan, rapporteur du budget, dit 40 ou 50 millions. M. de Freycinet, président de la Commission sénatoriale de l'armée, affirme 72 millions au moins.

dispenses dans une loi qui avait la prétention de les supprimer toutes et la fausseront ainsi dans son principe et dans son application. Mais ce sera, en réalité, dans l'intérêt de leur cause électorale, et ils en profiteront alors par analogie avec ce qu'ils ont fait en faveur de la loi de deux ans, pour amener l'opinion à la condamner à son tour, parce qu'elle n'aura tenu aucune des promesses qui auront déterminé son adoption, à savoir que l'armée serait plus égalitaire, aussi nombreuse et solide et ne serait pas plus coûteuse que celle du service de trois ans.

Elle coûtera, en effet, près de cent millions de plus, nous venons de le voir. Malgré cela, elle sera moins solide et moins nombreuse parce qu'elle submergera, au moment d'une mobilisation, par des flots de réservistes ayant perdu la trop courte habitude du métier, son noyau de soldats actifs réduit de la valeur de presque toute une classe, en dépit des engagements et rengagements ruineux sur lesquels on compte sans certitude de les obtenir. Elle ne sera guère plus égalitaire enfin que l'armée du service de trois ans, puisque nombre de S A ne serviront pas du tout, les autres ne faisant qu'un an au lieu de deux, et que des dispensés y auront forcément reparu et ne serviront aussi qu'un an.

Dès lors semblera en résulter logiquement la nécessité d'en venir au service d'un an, qui peut seul remplir la condition d'égalité recherchée même aux dépens de toutes les autres et qui sera le dernier pas à faire pour en arriver enfin aux milices rêvées...

Au lieu de tout cela, ne serait-il pas vraiment plus sage d'adopter le prudent contre-projet du vicomte de Montfort, qui conserve en principe le service de trois ans, mais renvoie en fait les hommes après deux ans, au fur et à mesure de leur remplacement par égal nombre d'engagés de trois ans ou de rengagés pour un an.

A défaut, ne faudrait-il pas, au moins, s'assurer par une expérience préalable qu'on trouvera ces engagés et rengagés, ainsi que les caporaux ou brigadiers et sous-officiers également rengagés, en nombre voulu pour le solide encadrement et la bonne instruction de la nouvelle armée de service réduit, afin de ne pas se lancer dans l'inconnu à l'aveuglette ?

Ah ! nous savons bien que les politiciens, et malheureusement

parmi eux, d'anciens militaires n'ayant jamais vu l'ennemi, il est vrai, parce que trop jeunes en 1870-71 et manquant, par suite, de l'expérience de la grande guerre, font bon marché du nombre et de la valeur de l'armée active permanente. Sous prétexte que, de par la loi de deux ans, nous n'aurions sous les drapeaux que deux classes, dont une seule complètement instruite au moment probable d'une mobilisation, et que la grande préoccupation doit être de renforcer, non cette armée, mais sa réserve, « pour tous ceux qui ont la conception exacte de l'armée moderne », l'un d'eux et non des moindres, M. Maujan, se contenterait volontiers des contingents de ces deux classes, de deux tiers des sous-officiers rengagés au lieu des trois quarts, et de 4,000 à 5,000 soldats également rengagés au lieu de 35,000, destinés à maintenir nos effectifs à peu près au chiffre actuel reconnu indispensable.

Mais nous n'ignorons pas non plus que *cette conception de l'armée moderne* aboutira encore forcément aux *milices*, et alors ce n'est pas le service de deux ans ni même d'un an qu'il lui faut, mais celui de quelques mois seulement, avec un petit noyau de cadres permanents, et seuls les ennemis déclarés de l'armée osent le réclamer ouvertement dans leur folie d'internationalisme à outrance et de paix à tout prix.

Il n'y a donc pas à concevoir une *armée moderne* par opposition à une *ancienne* qui est heureusement encore *l'armée actuelle*, mais seulement *l'armée* tout court et à faire en sorte qu'elle soit dans l'avenir digne d'elle-même et de son glorieux passé. Or, le service de trois ans est le *minimum* dont puisse s'accommoder une armée véritablement digne de ce nom, car, a dit avec raison le général Trochu, « pendant la première année, le soldat se défend, il se forme dans la deuxième année, et la troisième le confirme en le perfectionnant », et c'est aussi ce qui nous a fait dire nous-même qu'il aurait pu convenir de l'adopter dès 1872.



A cette limite *minimum* de trois ans devrait donc s'arrêter la réduction de la durée du service actif, car elle permet encore à l'armée de remplir les deux conditions requises de nombre et de solidité ; tandis que, dès avec le service de deux ans, nous avons

vu que c'est impossible, malgré de considérables dépenses supplémentaires et d'énormes efforts voués fatalement à l'insuccès.

Le nombre doit être tel que nous puissions opposer à nos adversaires du Nord-Est et du Sud-Est des forces au moins égales aux leurs, c'est-à-dire environ 1,200,000 hommes de troupes de première ligne qui frapperont les premiers coups dont dépendra le sort de la guerre, et, avec ce nombre, pour qu'elles ne soient pas inférieures aux leurs en solidité, nos premières armées de campagne doivent compter au moins autant de soldats actifs que de réservistes avons-nous dit, afin que les uns ne soient pas submergés par les autres au moment de la mobilisation.

Il en résulte que la question de l'effectif actif est prépondérante, comme on l'a remarqué fort bien au Sénat, mais avec l'intention mal dissimulée de ne pas se croire lié par le chiffre légal d'environ 600,000 hommes. Il n'a jamais été atteint, à la vérité, forcément limité qu'il fut toujours par les nécessités budgétaires, et il va l'être, en outre, de plus en plus, par le défaut progressif de la natalité. Alors que la surpopulation de l'Allemagne lui permettra de porter bientôt à 680,000 hommes l'effectif de son armée active permanente, c'est tout au plus si, en prenant la totalité valide de trois contingents, nous pourrons, en effet, maintenir le nôtre au chiffre actuel, à peu près convenable, grâce au rengagement de soldats, caporaux ou brigadiers et sous-officiers le plus nombreux possible.

Comment donc a-t-on pu, dans de pareilles conditions, songer à diminuer de tout un contingent le nombre et la force de notre armée active ? Le fallacieux prétexte d'égalisation des charges militaires et l'exemple de l'Allemagne, qui a bien adopté le service de deux ans, mais ne l'a appliqué qu'à son infanterie, ne suffiraient pas à l'expliquer. Pour le faire comprendre, il faut en revenir à la conception de *l'armée moderne*, que nous combattons et que nous ne nous lasserons pas de battre en brèche, parce qu'elle est de nature à induire en erreur un public trop facile à égarer et, de plus, aussi dangereuse par ses conséquences que vicieuse dans son principe.

Elle ne tend à rien de moins, en effet, par la réduction progressive de la durée du service actif, qu'à transformer *l'armée permanente*, comme nous ne devons pas cesser de le répéter, en

une *simple milice* composée presque entièrement de soldats, pour ainsi dire improvisés puisqu'ils n'auront reçu, pour la plupart, qu'une instruction sommaire et l'auront presque oubliée trop facilement lors de la mobilisation, malgré leurs rappels périodiques. Or, voyons ce que pense de pareils soldats M. Théodore Roosevelt, président de la République des États-Unis de l'Amérique du Nord. « Il est inepte, dit-il, de croire que l'on improvise des soldats. A mesure que la guerre devient plus technique, on diminue le temps d'apprentissage du soldat et du marin : c'est le contraire qu'indique le bon sens. C'est comme si, depuis que les montres sont devenues chronomètres, on les faisait faire par des jardiniers. Vous ne sauriez croire combien un juriste est embarrassé pour commander un navire de guerre » ou un régiment, pourrions-nous ajouter. Nous l'avons bien vu, en 1870, quand, après la perte de nos armées de métier, il fallut faire appel à des gardes mobiles et à des gardes nationaux peu ou point exercés, en même temps qu'à des congédiés, comme en 1859, où ils n'avaient pas déjà fait brillante figure. Il en résulta la capitulation de Sedan en rase campagne, les défaites des armées de la Loire et du Nord, à peine interrompues par les victoires éphémères de Coulmiers, Villersexel et Bapaume, et un internement en Suisse équivalant à peu près à une capitulation.

Et qu'on ne réédite pas, pour les besoins de la cause que nous combattons, que nous ne risquons rien en adoptant le service de deux ans puisqu'il est en vigueur dans l'armée allemande ; car, encore une fois, elle ne l'a appliqué qu'à son infanterie et seulement pour utiliser un excédent de contingent annuel de 65,000 hommes, qui n'a fait que s'accroître et qu'elle ne pouvait exercer que pendant quelques semaines. De sorte qu'elle a ainsi renforcé d'autant son armée active, pour la mobilisation qu'on doit toujours avoir en vue en matière d'organisation et surtout de réorganisation militaire, tandis que tout autres sont les conditions dans lesquelles nous nous trouvons, puisque nos contingents diminuent tous les ans. Appliquer le service de deux ans, non pas seulement à notre infanterie, mais à toutes nos armes, c'est donc affaiblir bénévolement l'armée sous prétexte de la *moderniser*, comme le voudrait M. Maujan, rapporteur du budget de la guerre pour la seconde fois, qui prétend que les

troupes de réserve doivent être prépondérantes même dans les armées de première ligne, alors qu'elles ne peuvent utilement que leur servir de complément, d'entretien et de soutien.

Il ne faut pas, en effet, par une sorte de pétition de principe, se prévaloir du vice organique de constitution de l'armée moderne rêvée, pour en tirer argument en faveur d'une réorganisation qui préparerait sûrement la défaite. Car, pour tout esprit avisé, sans parti pris aveuglant de chimérique égalité militaire, il n'est pas douteux que c'est courir à de nouveaux désastres que de vouloir opposer à l'armée allemande, aussi solide que nombreuse, une armée composée en grande majorité de réservistes inentraînés, noyant dans ses trop nombreux éléments des soldats actifs en nombre infime et ne faisant que deux ans, même les cavaliers et les artilleurs à cheval...

* * *

La conception de *l'armée moderne* n'est donc pas seulement vicieuse au premier chef, elle est éminemment dangereuse et, par conséquent, à rejeter et, avec elle, la loi de deux ans dont la proposition a permis de l'émettre et autoriserait ensuite à réclamer le service d'un an et enfin celui de simples milices, à l'instar de celles de la Suisse, qu'on adopterait avec la même inconscience. Une fois entré dans cette voie de la réduction de la durée du service *minimum* de trois à deux ans, puis à un an, il n'y aurait pas de raison, en effet, pour s'arrêter en chemin et ne pas aboutir aussi logiquement que fatalement aux milices.

Or, il a été dit et répété, avec juste raison, que ce qui peut suffire, à la rigueur, à un petit pays pour sauvegarder sa neutralité garantie par tous les traités, ne saurait convenir à une grande nation exposée à l'agression de puissances voisines qu'elle peut être poussée à attaquer pour se mieux défendre, en cas de conflit toujours possible. Ce qu'il faut à cette dernière, ce n'est donc pas les forces seulement défensives d'une armée de service à trop court terme et *à fortiori* de milices, mais bien une véritable armée de métier, complétée par des réservistes, comme appoint, et soutenue par des troupes de réserve et territoriales, ainsi que nous l'avons dit. C'est bien là, encore une fois, l'exacte conception d'une armée vraiment digne de ce nom parce que,

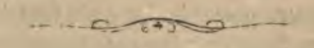
seule capable d'offensive, elle est apte à parer à toutes les éventualités de la guerre, où se maintenir sur la défensive passive c'est se résigner inévitablement à la défaite.

Et maintenant, si la Commission de l'armée et la Chambre, à sa suite, passaient outre à la discussion du projet voté par le Sénat, c'est à elles que remonterait la plus lourde responsabilité de ses graves et irrémédiables conséquences, parce que ce serait consacrer, en connaissance de cause, un vote qui semble avoir été émis de parti pris ou par surprise.

Nous les adjurons donc, sinon de rejeter le projet, ce qui vaudrait le mieux, du moins de le renvoyer au Sénat pour qu'il le mette, si possible, d'accord avec ses prémisses qui peuvent se résumer ainsi : *pas un sou de plus, pas un soldat de moins avec le service de deux ans qu'avec celui de trois ans!*

Nota. — Ce travail était fait avant que ne commençât l'examen du projet sénatorial par la Commission de la Chambre. A la tournure prise par la discussion, nous craignons fort qu'elle n'aboutisse au vote de la loi dans ses lignes principales et à son retour au Sénat à peine modifiée dans le sens désirable. Il ne nous reste donc plus à espérer seulement que la Haute Assemblée, éclairée par la double discussion de son projet, rentre en soi-même et se résigne patriotiquement à se déjuger. Si, par malheur, il n'en devait rien être, nous ne pourrions que maintenir fermement nos objurgations, avec la forte conviction de la justesse de nos appréhensions pour l'avenir de l'armée et la sécurité de la France.

Général Prudhomme.





INSTRUCTION DES OFFICIERS

AU MOYEN DU JEU DE LA GUERRE

DES EXERCICES SUR LA CARTE

ET

DES EXERCICES DE CADRE SUR LE TERRAIN

I.

A QUOI PEUVENT SERVIR LES EXERCICES SUR LA CARTE ET LES EXERCICES DE CADRE.

L'instruction militaire, qu'il s'agisse du soldat, du gradé inférieur, de l'officier pris isolément, ou de la troupe employée collectivement, comprend toujours deux ordres d'idées bien distinctes :

Le *dressage*, c'est-à-dire la préparation, la mise au point ;

L'*emploi*, c'est-à-dire l'application, la mise en pratique de l'instruction préparatoire obtenue par le dressage.

L'emploi réel, c'est la guerre ; en temps de paix, l'emploi, c'est la forme d'instruction qui s'en rapproche le plus, la manœuvre à double action.

Or, cette manœuvre peut n'être pas possible en tout temps, soit par suite du nombre restreint d'anciens soldats présents pendant la période d'hiver et de la nécessité d'instruire les recrues, soit à cause du mauvais temps, soit par manque de terrains favorables à certaines époques de l'année, et parfois même en tout temps, dans les environs de certaines garnisons.

Du reste, la courte durée des manœuvres d'automne et le petit nombre de manœuvres de garnison qu'on peut exécuter avec les crédits existants ne permettent pas de donner à l'instruction des officiers, surtout des officiers des grades supérieurs et des officiers d'état-major, tout le développement nécessaire.

Les exercices sur la carte et les exercices de cadres sur le terrain, qui en sont le prolongement en plein air, donnent le moyen d'atténuer l'inconvénient résultant pour l'instruction des officiers de cette impossibilité de pratiquer en tout temps la manœuvre à double action. Ils permettent de continuer à assouplir l'esprit de ceux qui y prennent part, en les forçant à une réflexion, à un effort personnel pour la solution des questions posées ; en un mot, ils sont un précieux moyen de dressage. Ils précèdent normalement la manœuvre à double action qui est quelquefois un exercice d'instruction pour la troupe, mais qui pour les cadres, est toujours un exercice d'application, d'emploi de la troupe.

L'exercice sur la carte et l'exercice de cadres permettent de décomposer le dressage des cadres dans ses parties principales, de faire porter l'effort successivement sur les diverses opérations de l'esprit que comportent chez les chefs, la préparation et l'exécution de tout acte de guerre, par conséquent de faire ce dressage dans les conditions les meilleures, en réduisant chaque fois l'effort au minimum : c'est *l'analyse précédant logiquement la synthèse*. Laissons pour le moment de côté l'exercice de cadres en pleine campagne sur lequel nous reviendrons plus tard, et ne nous occupons d'abord que des exercices sur la carte.

Celui-ci est incontestablement possible en tout temps puisqu'il se fait en chambre. Il ne cause aucune fatigue physique et n'expose pas les exécutants aux intempéries : la mauvaise saison n'empêche pas de s'y livrer, si ménager qu'on soit de la santé de ses inférieurs. Il permet d'écarter la mauvaise excuse du manque de terrains puisqu'il se fait sur la carte. Enfin, il ne coûte rien ou à peu près, car avec une cinquantaine de francs on peut largement payer les cartes à grande échelle et les jeux des signes en plomb colorés qui servent à marquer les positions des partis.

Presque tout le monde en France est aujourd'hui converti à l'idée de recourir aux exercices sur la carte et aux exercices de

cadres comme moyens d'instruction. Mais beaucoup d'officiers se plaignent que ce procédé ne donne pas chez nous tout ce qu'il devrait produire, tourne trop souvent en parlottes longues, fastidieuses et sans profit. Ils n'ont pas absolument tort, et il en est des exercices sur la carte comme de tout : l'outil ne vaut que par la manière de s'en servir. Le règlement allemand sur le service en campagne (Introduction, art. 11), après avoir indiqué les avantages considérables qui découlent du kriegspiel et des travaux tactiques, dit que leur valeur comme moyens d'instruction est fonction de la valeur de celui qui les dirige : « La condition primordiale est qu'ils soient habilement dirigés « par des officiers particulièrement aptes à ce rôle, *sans consi-* « *dération sur l'ancienneté de grade.* » Sans aller jusque-là, je crois que la manière dont l'exercice est conduit a une grande influence, et je me propose en conséquence d'essayer d'indiquer ce que peuvent, ce que doivent donner les exercices sur la carte, et quelles idées générales doivent guider leur emploi.

L'exécution de tout acte de guerre comprend une série d'opérations de l'esprit à tous les échelons de la hiérarchie ; ces opérations peuvent se grouper de la manière suivante :

1° La *conception*, c'est-à-dire l'idée créatrice résultant de l'appréciation de la situation et de l'application au résultat cherché des moyens matériels dont on dispose ;

2° Les *combinaisons*, qui sont les diverses manières possibles de mettre en œuvre cette idée créatrice, fruit du génie qui l'a conçue ;

3° La *rédaction des ordres*, c'est-à-dire la communication aux exécutants de la volonté du chef ;

4° La *transmission de ces ordres* du sommet de la hiérarchie jusqu'au plus modeste exécutant ;

5° Enfin l'*exécution des ordres*, c'est-à-dire l'application de l'idée, l'*emploi des troupes* en vue du but tactique poursuivi.

Il est évident que tous les officiers ont, au moins dans une sphère modeste, à faire à un moment donné œuvre de conception et de combinaisons, que tous auront certainement sinon à rédiger des ordres initiaux, du moins à transmettre ceux de leurs supérieurs en les modifiant, en les complétant ou les sim-

plifiant suivant les besoins de l'unité qu'ils commandent et le rôle qui lui est assigné. Enfin, tous auront à employer, si modeste que soit leur grade, l'unité placée sous leur commandement.

Mais l'importance de ces diverses opérations de l'esprit variera beaucoup avec le grade et surtout les fonctions remplies par l'officier.

Aux officiers généraux appartiennent essentiellement la conception et les combinaisons permettant de les exécuter;

Aux états-majors, la conception et les combinaisons, car le commandement peut charger n'importe quel officier d'état-major d'étudier et de préparer une opération quelconque, mais surtout la rédaction des ordres initiaux traduisant en langage clair, net et précis, la conception du chef et les combinaisons qui en résultent;

Aux états-majors et aux chefs de corps, la transmission des ordres émanant des échelons supérieurs, leur transformation, leur adaptation aux éléments disponibles pour les exécuter;

Enfin, aux officiers de troupe, il reste encore à faire œuvre personnelle dans le choix des moyens d'exécution pour l'emploi de la troupe sous leurs ordres, en vue de l'exécution d'un ordre donné.

Puisque les opérations de l'esprit incombant aux divers grades, aux diverses fonctions ne sont pas identiques, l'instruction à donner pour y préparer les officiers ne sera pas identique non plus. On cherchera donc dans l'emploi des exercices sur la carte ou des exercices de cadres à développer surtout les qualités nécessaires à ceux qu'on veut instruire et, par suite, il y aura mainte manière de concevoir et de diriger leur exécution.

Nous allons voir successivement ce qu'on doit demander à ce procédé d'instruction dans un régiment, ce qu'on peut lui demander dans un état-major, et qui est assez différent. Puis nous passerons à l'application et nous verrons sous quelles formes l'exercice sur la carte peut s'exécuter, c'est-à-dire l'organisation de l'exercice, le rôle du directeur et de ses adjoints d'une part, et des exécutants de l'autre; comment doivent être établis les thèmes et le travail préliminaire écrit en résultant pour les exécutants, enfin comment peut être conduit l'exercice lui-même.

Dans un autre chapitre, nous verrons comment l'exercice de cadres peut se faire sur le terrain, exécuté avec des officiers déjà rompus à ce mode de travail.

Nous ajouterons enfin quelques idées générales sur les principes qui doivent présider à la rédaction des ordres et sur les précautions matérielles de nature à les rendre clairs et faciles à lire, tout en nous abstenant de toute formule absolue, de tout schéma susceptible de limiter l'initiative et de remplacer l'effort intellectuel par la mémoire.

II.

BUT DU JEU DE LA GUERRE ET DES EXERCICES SUR LA CARTE DANS UN CORPS DE TROUPE ET EN PARTICULIER DANS L'INFANTERIE.

Puisque la principale fonction des officiers de troupe est l'emploi de la troupe dans des situations dont les données initiales résultent presque toujours de la volonté supérieure du haut commandement, extérieur au corps de troupe, c'est avant tout cet emploi qu'on doit enseigner aux officiers de troupe, et auquel on doit les préparer. C'est par l'étude rendue aussi pratique que possible de cet emploi dans les périodes de l'année où la manœuvre à double action n'est pas possible, qu'on maintiendra les officiers en haleine et qu'on développera leur aptitude à l'emploi de leur troupe.

Le premier but des exercices sur la carte dans un corps de troupe sera donc de familiariser tout le corps d'officiers avec l'emploi pratique de l'arme par la solution de cas concrets et de problèmes appropriés à chaque grade.

Mais une des grandes difficultés de notre métier étant la compréhension rapide de la pensée d'autrui et l'exécution de la volonté d'un autre en fonction de ce que font les unités voisines et l'ennemi, on voit qu'il ne suffit pas de poser à un officier isolé une question déterminée. Il faut, pour habituer chacun à agir dans le sens des ordres reçus et en fonction de l'ennemi et des unités voisines, recourir fréquemment à un travail en commun où toute la série de problèmes connexes que comporte le déroulement complet d'une opération de guerre, sera étudié successivement. Autrement dit, la connaissance des règlements prouvée

par une bonne récitation de la théorie et même le travail sur la carte fait par un officier isolé d'après une donnée concrète ne peuvent suffire à l'instruction des officiers : il faut la sanction, donnée par le frottement avec les voisins, que les résolutions de l'un n'iront pas à la traverse des résolutions de l'autre. Il faut donc *un travail en commun d'après un thème commun, sous la direction d'un chef, en vue de l'exécution d'une opération commune à tous.*

Ce n'est que par ce travail en commun préliminaire que les chefs acquerront dans leurs subordonnés une confiance suffisante pour se reposer entièrement sur eux du choix des moyens, ce qui est la base de la souplesse du commandement essentiellement fondée sur l'initiative intelligente des exécutants.

Dans l'infanterie. — Mais on ne manœuvre pas tout seul ; on a autour de soi, en liaison avec soi, les armes voisines. Les exercices sur la carte donneront donc aux officiers le moyen d'étudier également l'emploi des autres armes qu'il est très difficile de leur donner pratiquement à commander, et cet emploi sera ainsi étudié dans des conditions se rapprochant le plus possible de la pratique, puisqu'il faut les utiliser en liaison les unes avec les autres et en fonction de l'ennemi. On ne prendra donc jamais un thème ne comportant que l'emploi de l'infanterie, bien que cette arme puisse exécuter à elle seule de petites opérations. On lui adjoindra toujours au moins de la cavalerie qui est indispensable pour le service des reconnaissances et de la sûreté éloignée à la plus modeste unité d'infanterie chargée d'une mission quelconque. Tout commandant d'avant-garde, de fraction aux avant-postes, d'escorte d'un convoi, d'un détachement exécutant une réquisition, doit savoir ce qu'il peut et doit demander à la cavalerie qui lui est attribuée.

En raison du manque de précision de la représentation détaillée du terrain d'après les cartes, même à grande échelle, il est impossible d'entrer dans le petit détail d'exécution. Il est rarement possible de descendre au-dessous de la compagnie, et ce n'est d'ailleurs pas utile, car cette unité a toute facilité pour exécuter en toute saison des exercices de cadres sur le terrain, pour étudier ce détail d'une manière bien plus voisine de la réalité.

Les exercices sur la carte dans l'infanterie auront donc pour premier objectif de familiariser tous les officiers avec l'emploi d'abord de l'infanterie, puis des autres armes en fonction les unes des autres. Ils seront un excellent moyen de leur élargir les idées, de les préparer aux fonctions du grade supérieur. Ils fourniront aux capitaines l'occasion, qu'ils ont si rarement en réalité, de commander un bataillon dans un ensemble plus fort, en liaison avec la cavalerie ou avec de l'artillerie dans une opération de toutes armes. Les compagnies ne doivent être données pour la même raison qu'à des lieutenants ou sous-lieutenants. Ceux-ci seront encore très utilement employés à étudier le détail d'emploi de la cavalerie (exécution de reconnaissances, répartition détaillée d'une petite fraction de cavalerie mise à la disposition de l'infanterie, etc.....).

Dans l'artillerie. — L'artillerie ne peut manœuvrer ni même marcher dans le voisinage de l'ennemi sans se trouver en liaison avec les autres armes ou tout au moins avec l'une d'entre elles. Il est d'ailleurs indispensable aux officiers d'artillerie d'avoir des notions assez étendues sur les conditions d'emploi de la cavalerie et de l'infanterie pour pouvoir les appuyer utilement dans le combat et en tirer eux-mêmes la protection qu'ils ont le droit d'en attendre. Une grande partie des exercices sur la carte dans l'artillerie devra donc être dirigée en ce sens, sans entrer, bien entendu, dans un détail excessif. Il faudra surtout bien poser la situation tactique résultant du déroulement des phases du combat d'infanterie ou de cavalerie, afin de mettre chaque fois les officiers commandant les fractions d'artillerie en présence de cas concrets bien définis. C'est dire que, dans les exercices sur la carte d'artillerie, on mettra toujours en action des unités assez considérables, au moins un régiment d'infanterie avec un groupe d'artillerie et un ou deux escadrons, ou une brigade de cavalerie disposant d'une ou deux batteries.

Dans la cavalerie. — La cavalerie seule a des raisons sérieuses d'étudier dans ses séances d'exercices sur la carte des opérations de cavalerie opérant isolément, en raison de la fréquence à la guerre des opérations de cette nature. Toutefois, il ne faut pas perdre de vue que c'est ce genre d'opérations que la cava-

lerie étudie le plus souvent, soit dans ses manœuvres avec cadres, soit dans les manœuvres réelles sur le terrain. Son emploi en fonction de l'infanterie est des plus délicats, qu'il s'agisse d'un service de sûreté de première ligne, de la protection immédiate d'une colonne, de la coopération à fournir à des avant-postes, ou de l'intervention dans le combat d'infanterie. La présence de l'artillerie dans une masse de cavalerie, si utile et même indispensable à certains points de vue, impose à celle-ci des devoirs particuliers et parfois une véritable entrave à la facilité de manœuvre. Tout cela doit avoir été étudié à l'avance. C'est l'exercice sur la carte qui en donne le moyen.

Dans le génie. — Dans le génie, l'exercice sur la carte a des buts multiples, le plus souvent étrangers à l'emploi isolé des troupes du génie. Seul il peut développer le sens tactique en vue de l'emploi de la troupe comme infanterie, en raison du peu de temps que les exigences de l'instruction spéciale laissent disponible pour la manœuvre d'infanterie dans les troupes du génie. L'emploi des unités du génie comme troupes techniques n'a de sens que dans un ensemble, et l'exercice sur la carte aura pour but de placer les officiers de cette arme dans des situations tactiques concrètes bien déterminées permettant de prendre des solutions techniques en connaissance de cause.

Cette étude de l'emploi élémentaire de l'arme, soit seule, soit en fonction des autres armes, n'est pas le seul résultat à demander à l'exercice sur la carte dans les corps de troupe. Il doit aussi avoir pour but de forcer les officiers à réfléchir, à faire un raisonnement, à transmettre ou à donner des ordres dans une situation tactique déterminée quand ils ont le choix des moyens. Cette obligation est de nature à développer chez eux la décision, la rapidité de compréhension, la confiance raisonnée en soi-même qui seules peuvent être les fondements de l'initiative à laquelle on entend faire appel si souvent en théorie et si rarement en réalité.

Comme on le voit, les exercices sur la carte serviront à bien des choses. Chaque corps de troupe peut, avec ses seules ressources, tirer grand fruit de ce genre de travail. Mais, dans toutes les garnisons où plusieurs armes sont réunies, il y a tout

intérêt à ce qu'elles combinent leurs efforts ; à ce que les régiments se prêtent les uns aux autres des officiers qui, tout en faisant profiter de leurs connaissances sur leur arme propre les camarades des autres armes, acquerront à leur contact la compréhension des conditions dans lesquelles ces autres armes peuvent et doivent être employées. Il en résultera, en outre, l'extension d'une bonne et saine camaraderie résultant du travail fait en commun. On apprendra à mieux se connaître et partant à mieux s'apprécier les uns les autres ; on acquerra confiance les uns dans les autres, confiance qui est la base indispensable de la camaraderie de combat.

III.

JEU DE LA GUERRE ET EXERCICES SUR LA CARTE DANS LES ÉTATS-MAJORS.

Le but le plus pratique des exercices sur la carte dans les états-majors doit être de rompre les officiers d'état-major à la rédaction aussi rapide que possible des ordres, que ceux-ci soient la transformation d'ordres de l'échelon supérieur, ou qu'ils traduisent la pensée du général à la disposition immédiate de qui l'officier d'état-major est placé. Le temps employé à cette rédaction est parfois assez considérable et il importe de le réduire au minimum ; on n'y arrivera que par une pratique fréquente.

Pour que ces ordres aient une sanction pratique, il faut que l'exercice ne s'arrête pas à la rédaction des ordres. Il faut que ceux-ci soient transmis au moins aux premiers destinataires, ce qui permet de constater comment ils sont compris, et, selon le cas, transmis ou exécutés par ceux-ci. Cette partie du travail se rapproche extrêmement pour les états-majors de la réalité ; elle est donc de la plus grande importance.

Il résulte de ce qui précède que, dans une opération de brigade, le jeu de la guerre devra être exécuté dans tous les cas avec la représentation des chefs de corps et de détachements ; dans une division, également. C'est dire qu'il est indispensable que les colonels d'infanterie y soient représentés ou y prennent eux-mêmes une part complète, ainsi que le commandant de l'artillerie divisionnaire et, si c'est possible, le chef de l'escadron

divisionnaire. C'est le seul moyen pour les généraux de se mettre avec eux en communauté de pensée, car les quelques rares journées des manœuvres d'automne sont absolument insuffisantes pour l'obtention de ce résultat. Quand on arrivera à étudier des opérations de corps d'armée, on pourra pour le détail, sauf sur certains points essentiels qu'il importe de préciser, s'arrêter à la brigade.

Quand on dépasse les opérations purement tactiques de corps d'armée, on sort du jeu de la guerre ordinaire dans lequel les officiers sont réunis dans un même local ; on arrive au *travail à double action* sur la carte par *correspondance*. Pour y concrétiser la situation et donner aux décisions prises la sanction d'un commencement d'exécution, il faut, dans les travaux de cette nature où l'on étudie les opérations d'une armée, que les ordres des corps d'armée soient rédigés ainsi que ceux des services de l'arrière ; c'est la seule vérification possible de la bonne conception et de la clarté de rédaction des ordres. Il n'y a aucun inconvénient dans les travaux de cette envergure à ce que les officiers ne soient pas réunis en un même point et travaillent par correspondance ; on se trouve ainsi, au contraire, dans les conditions de la réalité.

Les officiers généraux ont tout intérêt à se livrer à ces travaux dont ils tireront le plus grand fruit, car, en dehors de la période des manœuvres, ils n'ont pas d'autre moyen d'étudier l'emploi de l'unité qu'ils commandent. Ces travaux pour eux se rapprochent du reste de la réalité, car la majeure partie des ordres qu'ils donneront à la guerre (tout ce qui a trait aux marches, aux cantonnements, aux avant-postes ; presque tout ce qui a trait au fonctionnement des services, au ravitaillement, aux préliminaires du combat) le seront d'après la carte ; c'est presque un commandement réel qu'ils exercent.

Il leur sera avantageux de laisser dans ces travaux leurs officiers d'état-major et leurs chefs de corps en situation de prendre d'eux-mêmes des décisions, et de les forcer souvent à en prendre librement sans leur communiquer leur propre volonté. Ils développeront ainsi à un haut degré leur propre confiance dans leurs subordonnés qu'ils auront vus à l'œuvre, et la confiance de ceux-ci en eux-mêmes, source de leur initiative et base de la souplesse et de la facilité du commandement.

Au point de vue de la rédaction des ordres, les officiers généraux devront éviter soigneusement d'indiquer aucun détail d'exécution afin de laisser la plus grande part de travail à leurs subordonnés, de les forcer à faire d'eux-mêmes le plus possible. Ils devront abandonner complètement la rédaction de ces ordres à leur état-major (avec correction si c'est nécessaire, bien entendu) pour arriver à se trouver, grâce à la confiance acquise, entièrement débarrassés du souci de la forme, sûrs que celle-ci répondra à leurs désirs et aux besoins de la situation. Toute leur activité cérébrale pourra alors se concentrer sur les décisions à prendre.

Il est très important que les officiers d'état-major arrivent à rédiger très vite les ordres, afin de limiter au minimum la durée des transmissions. Chaque officier diminuera par un travail assidu dirigé en ce sens le temps fixe qui lui est indispensable pour traduire clairement la pensée de son chef ou mettre au point, pour les besoins de l'unité à laquelle il appartient, les ordres reçus de l'échelon supérieur.

Les travaux sur la carte collectifs comportant l'étude d'opérations d'unités assez considérables, offrent le seul moyen de permettre l'étude pratique du fonctionnement de la plupart des services qui ne sont jamais représentés en temps de paix, ou ne le sont que d'une manière rudimentaire. Le commandement pourra ainsi préparer à leur rôle les chefs des services de l'artillerie, de l'intendance et de santé qui doivent être habitués à l'avance à soumettre avec pleine initiative au commandement des propositions relatives au mouvement et à l'emploi des éléments dont ils disposent. Ce système a l'avantage de décharger beaucoup les états-majors et de laisser aux exécutants le choix des moyens d'exécution ; bien entendu que leurs propositions ne se transforment en ordres qu'après signature du chef ou de l'officier d'état-major chargé de s'assurer qu'elles répondent à la situation, et que celui-ci pourra toujours prescrire de les modifier en conséquence.

Ce n'est que par des travaux sur la carte exécutés en fonction d'une opération de guerre complètement étudiée en ce qui concerne les éléments combattants, qu'on pourra préparer à leur rôle, souvent si difficile, les chefs des éléments qui ne fonctionnent jamais complètement aux manœuvres annuelles :

a) *Trains de combat*, c'est-à-dire sections de munitions, équipage de pont, ambulances et éventuellement hôpitaux de campagne ;

b) *Trains régimentaires*, dont la réunion, la mise en marche, la conduite et la défense seront si difficiles dans bien des cas ; on ne peut se dissimuler que les officiers de gendarmerie ne sont nullement préparés à ces fonctions en temps de paix, pas même aux manœuvres où les trains sont presque toujours neutralisés ;

c) *Convois et parcs* : Préparer les officiers d'artillerie, les intendants, les officiers du train à la conduite de ces unités si lourdes auxquelles souvent tant de fatigues sont imposées. En étudier avec soin, la marche, *les cantonnements*, la défense, les relations avec l'arrière, les opérations de ravitaillement, *préparer les états-majors à ne pas exiger d'eux des efforts exagérés qui les ruineraient prématurément ;*

d) *Service de santé :* hospitalisation sur le champ de bataille et évacuations, etc...

On voit combien est vaste le champ d'étude résultant du jeu de la guerre et des travaux sur la carte qui en découlent pour les états-majors et leurs agents d'exécution, les chefs des divers services que le *commandement n'a aucune autre manière de préparer à leur mission.*

Il est bien évident que l'on ne peut pas étudier toutes ces questions dans le jeu de la guerre proprement dit, mais celui-ci permettra de donner aux travaux sur la carte une base concrète bien précise qui rendra plus facile la tâche des officiers et fonctionnaires des différents services et donnera aux officiers généraux les moyens de juger sainement la valeur de ces subordonnés du temps de guerre qu'ils ne voient jamais à l'œuvre en temps de paix, et de les préparer à leur rôle dans la mesure du possible.

IV.

MANIÈRES D'EXÉCUTER LE JEU DE LA GUERRE ET LES EXERCICES SUR LA CARTE.

Aucun formalisme étroit ne doit limiter, pas plus en exercice sur la carte qu'ailleurs, l'initiative des directeurs de l'exercice

ni des officiers qui s'y instruisent. Il y a donc plusieurs manières d'exécuter ces exercices ; on peut les ramener à deux types principaux :

1° Un seul parti est effectivement représenté, le directeur se chargeant de faire mouvoir le parti opposé. Dans ce cas, le directeur peut choisir entre deux méthodes : soit régler les opérations de l'ennemi supposé d'après les décisions prises dans le parti réellement représenté, de manière à pouvoir mieux mettre en lumière les fautes commises ; soit régler à l'avance dans ses grandes lignes l'emploi du parti dont il se réserve la direction.

2° Les deux partis sont effectivement représentés et manœuvrent l'un contre l'autre. Le directeur dans ce cas remplit en somme les fonctions d'arbitre entre les deux partis adverses.

On peut encore soit faire assister à l'exercice un grand nombre d'officiers en plus de ceux qui ont des fonctions bien déterminées de manière à pouvoir faire étudier des opérations de détail par plusieurs officiers, à soutenir l'attention et l'intérêt par la comparaison des diverses solutions proposées, soit au contraire ne faire prendre part à l'exercice que les officiers ayant reçu le rôle de représenter certaines unités, les autres officiers restant simples spectateurs ou étant même complètement écartés de l'exercice.

Tous ces procédés présentent des avantages et des inconvénients dont la valeur relative varie avec les circonstances, le but poursuivi par le directeur de l'exercice, la personnalité de celui ci et celles des exécutants. C'est dire que les uns et les autres peuvent selon le cas être employés de préférence ou l'être successivement.

Un seul parti est représenté effectivement. — Quand le directeur se réserve la direction de l'ennemi, sa tâche matérielle devient plus facile parce qu'il n'a à juger que les opérations d'un seul parti, par conséquent à communiquer des renseignements qu'à un nombre d'exécutants moindre. Il peut, pour l'étude du détail tactique, disposer les éléments du parti dont il s'est réservé la direction, de la manière la plus susceptible de mettre en lumière les leçons qu'il veut donner aux officiers prenant part à la manœuvre. Le directeur pourra consacrer tout le temps de la séance aux opérations du même parti, par conséquent les étu-

dier plus en détail et plus à fond. Ce procédé sera donc le plus avantageux quand il s'agit de dresser à l'emploi de la troupe commandée par eux des officiers peu rompus encore à ce genre de travail ; il convient par suite pour les premières séances de chaque année dans les corps de troupe. On peut sans inconvénients, quand on se livre à ces études de détail, faire assister à l'exercice un grand nombre d'officiers qui tireront profit des observations faites en leur présence et qui recevront ainsi une préparation aux séances auxquelles ils prendront plus tard une part effective.

Jeu de la guerre à double action. — Il n'en est plus de même quand il s'agit d'augmenter la faculté et surtout la rapidité de décision d'exécutants déjà rompus à l'emploi en sous-ordre de la troupe. Dans ce cas, il y a tout avantage pour le directeur de l'exercice à constituer deux partis autonomes opposés l'un à l'autre. C'est son avantage à plusieurs points de vue.

D'abord la constitution de deux partis permettra de donner à plus d'officiers des fonctions bien définies, par conséquent d'en mettre un plus grand nombre à même de réfléchir simultanément à un problème de guerre en se plaçant chacun à un point de vue très pratique et spécial. Cela n'empêche pas, du reste, de demander à un officier son avis sur le rôle d'une autre unité, si l'on veut faire naître l'occasion de comparer des solutions différentes.

Mais le grand avantage de la méthode à double action est d'ordre moral.

La connaissance de la conduite des troupes, en effet, n'est pas une science exacte ; ses règles et ses principes ne peuvent être établis avec une précision mathématique. Il faut donc *persuader* les officiers du bien-fondé des observations faites et de l'enseignement donné. Or, cette persuasion est très difficile à obtenir, car sur le terrain tactique il est bien rare qu'une même question ne comporte pas plusieurs solutions raisonnables dont la valeur relative ne dépendra le plus souvent que des dispositions prises au même moment par l'ennemi; plusieurs opinions sensées peuvent donc se produire les unes à côté des autres.

Or, si le directeur de l'exercice ne réussit pas à persuader ceux qui ont pris part à la manœuvre du bien-fondé de ses dé-

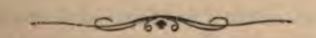
cisions, la plus grande partie de l'utilité de la séance disparaît. C'est donc surtout par des faits que le directeur cherchera à persuader les exécutants, et la meilleure manière pour lui d'y arriver est de s'appuyer sur la marche naturelle des événements. Ceux-ci, en effet, quand on a laissé toute liberté de manœuvre aux exécutants, s'imposent le plus souvent, et, si bonne opinion qu'un des officiers prenant part à l'exercice puisse avoir de soi-même, il y a bien des cas où la leçon résultant des erreurs qu'il a commises se dégagera des faits tout naturellement.

La manœuvre à double action conviendra donc dans les états-majors à toutes les périodes de l'instruction, puisque les officiers qui prennent part au jeu de la guerre ont déjà reçu une préparation tactique complète par leurs études antérieures. On l'emploiera également avec avantage dans les corps de troupe dès que les exécutants auront une habitude suffisante de ce genre d'exercice pour que le directeur puisse le mener rondement sans être obligé de donner de trop abondantes explications, ni être forcé de laisser trop de temps pour réfléchir aux officiers qui ont une décision à prendre.

En outre, la manœuvre sous cette forme est plus intéressante. Chacun s'y sent aux prises avec la volonté d'un adversaire opérant dans des conditions analogues à celles où il se trouve lui-même, et tend les ressorts de son intelligence pour essayer de réagir contre cette volonté et de l'emporter sur elle.

Enfin, pour le directeur du jeu de la guerre, le travail devient un véritable arbitrage entre les partis en présence et, pour ne pas faire traîner la séance, il faut que le directeur prenne rapidement sa décision et la communique avec netteté et sans retard aux exécutants. Ce sera pour le directeur une excellente préparation aux fonctions d'arbitre dans les manœuvres à double action.

(A continuer.)



DE

L'ORGANISATION DE L'ARMÉE COLONIALE

AVANT-PROPOS.

REMARQUES SUR L'ORGANISATION ACTUELLE DE L'ARMÉE COLONIALE.

1. — L'armée coloniale que possède la France actuellement n'a pas été créée d'un seul coup, avec tous ses organes, en vue d'éventualités bien déterminées, mais constituée par un petit noyau de troupes qui, peu à peu, s'est accru à mesure que notre domaine colonial prenait de l'extension et exigeait des effectifs de plus en plus forts pour sa défense.

Au début, les troupes coloniales étaient surtout appelées à tenir garnison dans des colonies peu étendues et pacifiques; les expéditions étaient rares et de courte durée, et le besoin d'une organisation spéciale ne se faisait pas sentir d'une façon impérieuse; c'est pourquoi on a commencé par leur appliquer les règles en usage dans l'armée métropolitaine; mais, insensiblement, à la suite des expéditions, qui devenaient de plus en plus fréquentes, on s'est aperçu que, dans les pays d'outre-mer, la manière de s'habiller, de marcher, de vivre et de combattre n'était pas comparable à celle de la métropole, et que, si l'on voulait avoir une armée réellement coloniale, outillée pour le but qu'elle doit atteindre, il fallait faire une étude spéciale de

---

NOTA. — Ce travail est extrait d'une Étude plus développée qui a dû être réduite pour se plier au cadre d'une revue périodique. En particulier on a supprimé tous les tableaux donnant, par le détail, la composition du personnel et du matériel des différents corps et services, ainsi que celle du chargement des voitures affectées aux unités mobilisées.

chacun de ses organes et chercher dans l'expérience acquise, et non dans les usages de la métropole, l'organisation qui lui convenait le mieux.

Cette étude, cependant, n'a pas été poussée avec persévérance : cela tient, semble-t-il, à ce que l'on a voulu une armée coloniale qui fût non seulement propre aux expéditions d'outre-mer, mais qui pût encore, en cas de conflit européen, venir prêter son concours à l'armée métropolitaine : on a même attribué à ce second rôle une importance prépondérante et, pour permettre à l'armée coloniale de se mobiliser rapidement en Europe et de venir y remplacer un des corps d'armée de l'armée nationale, on l'a organisée elle-même en corps d'armée, divisions et brigades, avec un armement identique à celui de la métropole, et l'on n'a tenu compte des exigences qui lui sont propres que sur des points secondaires.

2. — Il est facile de se rendre compte que l'organisation actuelle, dérivée du corps d'armée, est incompatible avec les besoins des opérations coloniales.

Dans une colonie, si le besoin d'une expédition se fait sentir, ce sont les troupes, qui en constituent la garnison normale, qui doivent former le corps d'opération, ou tout au moins le corps destiné à supporter les premiers efforts ; les renforts, s'il en est besoin, ne viendront pas, en général, des autres colonies, mais de la métropole. Dans ces conditions, la garnison de chaque colonie doit être organisée de façon à pouvoir constituer, par ses seules ressources, une ou plusieurs unités stratégiques pourvues de tous les services nécessaires à une mobilisation rapide. Or, les effectifs employés dans nos colonies n'atteignent jamais ceux d'un corps d'armée, sauf au Tonkin, et dans cette colonie, par suite de la grande étendue de frontières à défendre ou à surveiller, le corps d'occupation sera forcément morcelé, en cas d'opérations, en plusieurs fractions indépendantes.

D'un autre côté, lorsque des circonstances exceptionnelles conduisent à employer dans une expédition coloniale un corps de cette importance, on est obligé, à cause :

1° Du mauvais état des routes et de leur petit nombre,

2° Des difficultés que présentent des pays peu peuplés et pauvres, pour le ravitaillement en eau et en vivres,

De le diviser en plusieurs colonnes indépendantes, souvent éloignées les unes des autres ou séparées par des obstacles difficiles à franchir.

L'armée coloniale ne peut donc, aux colonies, tirer parti des unités stratégiques à fort effectif; on verra plus loin qu'un effectif comparable à celui d'une brigade est une limite extrême qu'il convient de ne pas dépasser, et l'organisation de l'armée métropolitaine ne comprend pas d'unité stratégique de l'espèce.

3. — Le matériel de l'armée métropolitaine ne convient pas davantage, tout au moins *à priori,* pour les opérations coloniales. C'est ainsi que la pièce de 80 de campagne, qui pèse avec son avant-train 1620 kilos et qui est munie d'un attelage à six chevaux, ne peut être employée par suite de l'absence ou du mauvais état des routes. Le canon de 80 de montagne, de son côté, dont le maniement cependant est si commode, n'est pas assez puissant pour être employé, avec succès, dans toutes les circonstances où l'on a besoin d'artillerie.

Il faut aux colonies un matériel de campagne, dont les différentes voitures n'exigent pas un attelage de plus de deux animaux et dont le poids, à cet effet, ne dépasse pas 1,200 kilos ; pour les circonstances où le projectile doit agir par la masse de son enveloppe ou de sa charge intérieure et celles où il n'est pas possible de faire du tir de plein fouet, il faut un obusier léger ; il serait bon que cet obusier fut transportable par mulets.

4. — On a toujours eu, jusqu'ici, une tendance à donner aux troupes coloniales un armement démodé ; quand l'armement change, ce sont toujours elles qui sont pourvues les dernières des armes nouvelles. Il conviendrait, au contraire, de donner à l'armée coloniale l'armement le plus perfectionné afin d'obtenir le maximum de puissance offensive avec le minimum de personnel. On augmenterait ainsi le prestige de l'Européen sur l'indigène, ce qui, en définitive, constitue l'élément le plus efficace de notre domination ; en même temps, la supériorité d'armement compensant le nombre des combattants, on pourrait diminuer l'effectif des colonnes, en éliminant tous les éléments malingres et douteux, ce qui les rendrait plus solides et plus mobiles ; il en résulterait économie de temps, d'argent et de vies humaines.

5. — Dans les corps de troupe métropolitains les hommes exécutent, eux-mêmes, toutes les corvées de transport et de propreté ; dans la plupart des colonies on ne peut les imposer aux Européens, car elles seraient pour eux trop fatigantes.

La délivrance des vivres se fait souvent assez loin des casernements et à des heures où il est dangereux pour les Européens de s'exposer au soleil ; l'eau bonne à boire est rarement à proximité du quartier ; enfin l'homme, anémié par un climat débilitant, n'est plus en mesure de porter son sac sans surmenage. Pour ces raisons, il est nécessaire de doter les corps de troupe de voitures attelées pour les corvées, et de conducteurs indigènes pour conduire ces voitures et faire tous les travaux de quartier trop fatigants ou trop répugnants pour les Européens.

6. — Ces considérations suffisent pour montrer combien l'organisation d'une armée coloniale doit différer de celle d'une armée européenne. Si l'on veut que notre armée coloniale soit en mesure de servir en Europe, le moyen d'obtenir ce résultat ne doit pas consister à modifier l'organisation de l'armée métropolitaine pour l'adapter aux nécessités des pays d'outre-mer, mais, plutôt, à faire fonctionner parallèlement les deux organisations en faisant passer les hommes de l'une à l'autre, selon qu'ils servent en France ou aux colonies.

7. — Cette incompatibilité entre l'organisation de l'armée métropolitaine et les besoins d'une armée coloniale étant reconnue, on s'est proposé dans cette étude de rechercher une organisation rationnelle pour la partie de notre armée coloniale stationnée hors de France.

L'armée coloniale est appelée à exécuter des opérations en rase campagne et à défendre les points d'appui de la flotte aux colonies, qui sont de véritables forteresses.

Une même organisation ne peut pas convenir, à la fois à ces deux genres d'opérations, d'une façon satisfaisante ; aussi, dans cette étude, on a partagé les troupes coloniales en deux parties, troupes de campagne et troupes de côte, et l'on s'est proposé de déterminer la constitution qui convenait le mieux à chacune des deux parties.

TITRE Ier.

Organisation des troupes coloniales de campagne.

CHAPITRE PREMIER.

RECHERCHES DE L'UNITÉ STRATÉGIQUE COLONIALE DE CAMPAGNE.

8. — Les opérations militaires dans les colonies ont le plus souvent pour objet soit de pacifier des régions révoltées, soit de faire la chasse à des bandes de pillards. C'est donc en vue d'éventualité de ce genre que doivent être surtout organisés les éléments de l'armée coloniale stationnés hors d'Europe, sous la réserve, bien entendu, que cette organisation convienne également aux autres éventualités qui pourraient se présenter.

L'expérience a montré que les colonnes qui se prêtaient le mieux à ce genre d'opérations devaient comprendre, comme noyau, un bataillon d'infanterie appuyé par une ou deux sections d'artillerie : avec des unités comportant des effectifs plus importants la marche et le ravitaillement deviennent difficiles, et les colonnes ne sont plus assez mobiles pour poursuivre un ennemi qui, la plupart du temps, connaît bien le pays et n'est pas embarrassé par ses bagages.

9. — Dans ces conditions, l'unité stratégique coloniale, organisée en vue d'une mobilisation rapide, devrait comprendre comme éléments essentiels :

1 état-major,
1 bataillon d'infanterie à 4 compagnies,
1 ou 2 sections d'artillerie suivant les circonstances,
1 détachement d'ouvriers (artillerie et génie),
1 peloton de cavalerie,
1 section d'ambulance,
1 détachement d'ouvriers d'administration.

Dans le cours de cette étude, cette unité porte le nom de « légion coloniale ».

10. — Si la « légion coloniale », telle qu'elle est définie ci-dessus, était complètement indépendante, certains de ses éléments auraient un effectif restreint, ce qui, en dehors des opérations militaires, présenterait les inconvénients suivants :

Difficulté d'assurer l'uniformité de l'instruction dans toutes les unités d'une même arme;

Augmentation considérable du personnel affecté à l'administration des corps de troupe, par suite du grand nombre d'unités qui seraient obligées de s'administrer isolément;

Difficulté d'assurer le commandement des petites unités dont les cadres seraient restreints, car, aux colonies, il faut toujours prévoir des indisponibilités nombreuses par suite de maladies. Les unités doivent avoir des cadres assez développés pour qu'il soit possible de faire remplir les fonctions d'un gradé, momentanément indisponible, par un de ses collègues, ce qui exige des unités d'un effectif assez élevé.

11. — Pour satisfaire aux conditions qui résultent des considérations précédentes on est conduit à adopter, comme unité stratégique normale, un groupement plus important que la « légion », mais susceptible, par son organisation même, de se subdiviser en légions pour la formation des petites colonnes : celui qui semble convenir le mieux est une unité comportant, comme noyau, un régiment d'infanterie à trois bataillons et pouvant se partager en trois légions indépendantes.

12. — Dans le cours de cette étude, cette unité porte le nom de « brigade mixte coloniale ». Sa composition serait la suivante :

1° Un état-major de brigade fournissant, en cas de mobilisation générale ou partielle, les états-majors des légions.

Cet état-major aurait à sa tête un colonel chef de brigade et commandant éventuel de la 1re légion, lorsqu'elle se mobilise seule.

2° Un régiment d'infanterie à trois bataillons s'administrant isolément, un par légion. Ce régiment serait commandé par un lieutenant-colonel, commandant éventuel de la 2e légion.

3° Un escadron de cavalerie à quatre pelotons, dont trois affectés aux légions et le quatrième réservé pour parer aux éven-

tualités et pour fournir les escortes des commandants de brigade et de légion.

4° Un groupe d'artillerie composé de :

a) Un état-major, commandé par un lieutenant-colonel, commandant éventuel de la 3e légion ;

b) Un groupe de batteries comprenant :

1 *batterie de campagne*............. } à trois sections, soit
1 *batterie de montagne* (*ou d'obusiers*) } une par légion ;

c) Un parc comprenant :

1 *compagnie d'ouvriers*, chargée de la réparation du matériel et du service du génie dans les colonies ; la compagnie comprendrait quatre sections dont trois mobiles (une par légion) et une fixe pour assurer, en tout temps, le service des gros ateliers de réparations au chef-lieu de la brigade ;

1 *compagnie de conducteurs*, qui fournirait les détachements pour la conduite des convois de munitions et de vivres.

5° Une ambulance médicale à quatre sections, dont trois mobiles (une par légion) et une fixe, formant hôpital au chef-lieu de la brigade.

6° Une ambulance vétérinaire à quatre sections, dont trois mobiles (une par légion) et une fixe servant de dépôt au chef-lieu de la brigade.

7° Un service administratif comprenant :

a) Un état-major ;

b) Une compagnie de secrétaires et ouvriers du commissariat fournissant au service administratif, en colonne et en station, les détachements de secrétaires et ouvriers nécessaires pour la préparation, l'entretien, la garde et la conduite des vivres et approvisionnements qui relèvent de ce service.

8° Un détachement de télégraphistes.................
9° Un détachement de prévoté
10° Un service de la trésorerie et des postes..........
} fournissant aux éléments mobilisés des détachements dont l'importance, variable avec les circonstances, serait fixée par le commandant de la brigade.

13. — Pour faciliter la mobilisation et permettre aux commandants éventuels de légion de se mettre en relation avec les officiers appelés à servir sous leurs ordres, la 1re légion serait formée avec les unités secondaires (bataillons, sections, pelotons) portant le n° 1 ; les 2e et 3e légions avec les éléments portant respectivement les nos 2 et 3; enfin le n° 4 serait affecté aux éléments secondaires ou de dépôt.

14. — Enfin, pour achever l'organisation d'ensemble de la brigade, on pourrait adopter pour les approvisionnements de campagne les données suivantes :

MUNITIONS :

250 cartouches pour fusil modèle 1886, dont 120 portées par l'homme[1],
36 cartouches en chargeurs par mousqueton ou carabine, dont 18 portées par l'homme,
36 cartouches par revolver, dont 18 portées par l'homme,
140 coups par pièce de campagne et de montagne,
70 coups par obusiers.

VIVRES :

2 jours portés par l'homme,
2 jours dans les voitures régimentaires,
4 jours sur les convois administratifs.

[1] Certains corps de tirailleurs indigènes sont armés avec des mousquetons au lieu de fusils, leur approvisionnement serait également de 120 cartouches par homme. Dans le cours de cette étude, on a supposé toutes les troupes d'infanterie armées du fusil.

CHAPITRE II.

DÉTAIL D'ORGANISATION DU PERSONNEL.

(Tableaux nos 1 à 4).

Article 1er. — Suppression dans les corps de troupe des hommes détournés du service actif.

15. — *Suppression des ouvriers d'art dans les corps de troupe.* — Dans l'organisation de l'armée coloniale, il convient de prévoir une forte proportion d'indisponibles par suite de maladies. Pour que l'exercice d'une fonction ou d'un service soit assuré d'une façon continue, il est nécessaire que le personnel, qui y est affecté, soit assez nombreux pour que le travail des absents puisse être réparti entre ceux qui restent. A ce titre, il faut, en particulier, éviter les emplois où il n'y a qu'un seul titulaire possible et organiser les services de façon que cette éventualité ne puisse se produire.

Ce sont ces considérations qui ont déjà conduit, en partie, à adopter, comme unité stratégique, la « brigade » au lieu de la « légion ».

Pour ces mêmes raisons, on supprime dans ce projet tous les ouvriers d'art des corps de troupe tels que armuriers, maréchaux ferrants, bourreliers, ouvriers à fer et à bois ; les travaux qui leur incombent, dans l'armée métropolitaine, sont centralisés, dans ce projet, par le parc d'artillerie qui, dès lors, peut y affecter, en cadres et ouvriers, un personnel assez élevé pour que les indispositions n'entraînent pas d'interruptions ou des retards exagérés dans l'exécution du travail.

16. — D'ailleurs l'emploi de maîtres ouvriers abonnataires dans les corps de troupe ne présente pas d'avantages aux colonies. En général, ces ouvriers sont mal outillés et mal approvisionnés parce qu'ils trouvent difficilement, sur place, les matières qui leur sont nécessaires, et ils hésitent à les faire venir de France, car cette opération, en raison d'un rapatriement toujours possible avant l'arrivée de la commande, présente pour eux trop d'aléas. D'un autre côté, les objets qu'ils achètent leur

coûtent toujours cher, soit qu'ils se les procurent sur place, soit qu'ils les fassent venir de France ; dans ce dernier cas, en effet, ils sont grevés de frais de transport élevés, résultant des commissions prélevées par de nombreux intermédiaires.

17. — L'État a donc toute économie à exécuter, lui-même, les réparations des corps de troupe, en régie directe, dans ses ateliers où il dispose d'un personnel exercé, d'un outillage puissant et d'approvisionnements de bonne qualité qu'il se procure, grâce à ses moyens d'action considérables, dans les conditions de prix les plus avantageuses.

Aussi, dans ce projet, les corps de troupe ne conservent comme ouvriers que les tailleurs et les bottiers dont les professions ne sont pas exercées dans les ateliers de l'État.

18. — *Du Service médical dans les corps de troupe.* — Les différents services de la brigade coloniale doivent être organisés de façon à se prêter à une mobilisation rapide des légions : en répartissant le service médical par corps de troupe, comme on le fait actuellement, il n'est pas possible de satisfaire à cette condition car, à part l'infanterie, les corps n'ont pas un effectif de médecins et d'infirmiers suffisant pour en détacher une partie à leurs fractions mobilisées. D'un autre côté, avec le système actuel, les formations sanitaires de campagne ne sont constituées en personnel et matériel qu'au moment où elles vont partir en colonne ; il en résulte un certain désordre au moment de la mobilisation : si ces formations fonctionnaient, même en garnison, leur passage sur le pied de guerre se ferait sans à-coups.

Pour ces raisons, le Service médical des corps de troupe est supprimé dans ce projet ; on ne conserve dans les corps qu'un infirmier pour parer aux accidents qui demandent un pansement immédiat. Tout le Service de santé est centralisé dans une ambulance médicale de brigade, dont le fonctionnement est décrit plus loin (46).

19. — *Du Service vétérinaire dans les corps de troupe.* — Les mêmes considérations s'appliquent au Service vétérinaire ; les officiers de ce service ne comptent plus dans les corps de troupe, mais à une ambulance médicale de brigade (48).

20. — *Ordonnances.* — Dans ce projet toutes les ordonnances d'officiers et les conducteurs de voitures sont des conducteurs militaires indigènes. On a pris cette mesure parce qu'il est nécessaire que ces hommes connaissent les soins à donner aux animaux et qu'ils puissent, pour leur service, sortir à toute heure du jour, ce qui est interdit aux Européens pendant une grande partie de l'année. Ces indigènes comptent à la compagnie de conducteurs d'artillerie, sauf pour les unités qui sont normalement pourvues de conducteurs indigènes (batteries et escadrons de cavalerie). Cette mesure présente encore l'avantage de ne pas distraire les combattants, les Européens surtout, de leur véritable rôle, et elle permettra de reconnaître, d'après les situations d'effectifs, le nombre de fusils sur lequel en peut compter.

Article 2. — **États-majors.**

21. — *État-major de la brigade.* — L'état-major de la brigade comprend :

1 colonel commandant la brigade et qui, en cas de mobilisation de la 1re légion, prend le commandement de cette unité,
1 lieutenant adjoint au colonel,
1 officier supérieur chef d'état-major,
3 officiers d'état-major,
1 archiviste,
3 officiers interprètes,
1 détachement de secrétaires d'état-major (4 sous-officiers, 8 hommes de troupe),
Le personnel de la justice militaire (1 officier, 2 sous-officiers et 2 secrétaires),
1 détachement de conducteurs comprenant les ordonnances d'officiers et les conducteurs de voitures,
Des vélocipédistes, plantons et estafettes fournis par les corps de la garnison selon les besoins. En colonne, les plantons et estafettes sont fournis par l'escorte de cavalerie du commandant de la brigade.

22. — En cas de mobilisation totale de la brigade, une partie de l'état-major, composée de :

1 officier,
1 archiviste,
3 secrétaires,

reste au chef-lieu de la brigade pour assurer le service courant.

23. — *État-major de la légion.* — L'état major d'une légion n'est constitué qu'au moment de la mobilisation de cette légion ; il n'existe pas dans la période de garnison, à moins que la légion ne soit détachée de la brigade.

Le personnel de cet état-major est prélevé sur l'état-major de la brigade et les différents corps et services de la brigade ; il comprend :

1 colonel ou lieutenant-colonel commandant,
1 lieutenant adjoint au commandant de la légion,
1 officier d'état major,
1 officier interprète,
1 officier du commissariat,
Des secrétaires pour l'officier d'état-major et l'officier du commissariat (6, dont 2 sous-officiers),
1 détachement de la trésorerie et des postes,
1 escorte de 7 cavaliers détachée du peloton de cavalerie de la légion, et qui fournit les estafettes et plantons nécessaires,
1 détachement de conducteurs indigènes comprenant les ordonnances et les conducteurs de voitures.

24. — Le colonel commandant la brigade est le commandant éventuel de la 1re légion, le lieutenant-colonel commandant le régiment d'infanterie est celui de la 2e légion et le lieutenant-colonel commandant l'artillerie celui de la 3e. Avec cette répartition, les trois légions ont un commandant désigné en cas de mobilisation ; d'un autre côté, ces officiers ont un service actif en temps de garnison.

Article 3. — Régiment d'infanterie.

25. — Le régiment est commandé par un lieutenant-colonel ; il se compose de trois bataillons à quatre compagnies. Les bataillons s'administrent séparément, afin d'avoir une adminis-

tration plus facile dans le cas où ils seraient appelés à opérer isolément.

Chaque régiment possède une fanfare, parce que, dans la plus grande partie des colonies, la musique est la seule distraction qu'on puisse offrir à la troupe et en particulier aux malades.

Les cadres se rapprochent de ceux qui sont fixés par les décrets du 19 septembre 1903 ; les principales différences portent sur les points suivants :

Suppression du personnel affecté au service médical, à l'exception d'un caporal par bataillon destiné à donner les premiers soins en cas de besoin urgent (18).

Suppression des armuriers (15).

Les sapeurs, au lieu d'être au petit état-major du régiment, sont versés à l'état-major des bataillons ; chaque bataillon a 5 sapeurs dont 1 caporal.

Les compagnies européennes ont la composition fixée par le décret du 19 septembre 1903, à savoir :

3 officiers,
25 hommes pour les cadres,
125 soldats.

Les compagnies indigènes ont comme effectif :

	EUROPÉENS.	INDIGÈNES.
Officiers	3	1
Cadres	10	18
Tirailleurs	»	150

Chaque bataillon comprend, en outre, un détachement de conducteurs indigènes qui servent, les uns d'ordonnances aux officiers, les autres de conducteurs pour les voitures régimentaires. De cette façon, tout l'effectif des compagnies est disponible pour le service armé.

Le détachement de conducteurs relève de la compagnie de conducteurs de la brigade ; son effectif est de :

BATAILLON.	EUROPÉENS.	INDIGÈNES.
Pour le service de garnison	24	28
En colonne	101	73

L'état-major du régiment a également son détachement de conducteurs : 4 sur le pied de garnison ; 8 sur le pied de campagne.

Article 4. — Escadron de cavalerie.

26. — L'escadron de cavalerie de la brigade est divisé en quatre pelotons ; les pelotons nº 1, 2, 3, sont affectés aux légions ; en cas de mobilisation, le peloton nº 4 fournit les escortes de cavalerie des commandants de brigade et légions : la partie qui n'est pas employée pour le service des escortes reste dans la main du capitaine-commandant.

Il comprend : 1 capitaine commandant et 4 lieutenants, 16 sous-officiers, dont 10 Européens et 6 indigènes ; il est composé d'Européens et d'indigènes dans la proportion de 2 à 3 pour les cavaliers de troupe. Il est fortement constitué en cadres, car le service de la cavalerie aux colonies demande de l'audace, de l'énergie et du sang-froid, ce qui ne peut s'obtenir qu'avec des hommes bien encadrés.

L'effectif de la troupe est de 123 cavaliers montés et de 16 cavaliers conducteurs de voitures ; ceux-ci peuvent être classés comme élèves-cavaliers et ils assurent le recrutement de l'escadron.

L'effectif en chevaux est de 134, y compris 6 chevaux disponibles.

L'escadron dispose également de 16 mulets pour la conduite de ses voitures en cas de mobilisation.

Article 5. — Artillerie.

27. — *Service du génie aux colonies.* — On a expliqué plus haut que, dans l'armée coloniale, il faut éviter les unités à faible effectif et à cadres réduits ; c'est pour cette raison que ce projet

ne prévoit pas un personnel spécial pour les travaux du génie ; en supposant ce personnel calculé d'après les mêmes principes que celui de l'armée métropolitaine, le détachement affecté à la brigade coloniale aurait un effectif d'un quart de compagnie, ce qui ne donnerait qu'un douzième de compagnie par légion mobilisée.

D'un autre côté, les travaux d'art que l'on peut avoir, à exécuter au cours d'une campagne coloniale, sont beaucoup moins importants qu'en Europe et ils n'exigent pas un personnel absolument spécialisé ; enfin le mauvais état des routes ne permet pas le transport du gros matériel des parcs du génie.

Pour ces raisons, c'est le service de l'artillerie qui, dans ce projet, est chargé des travaux de campagne ; en cumulant ces fonctions avec la réparation des voitures et du matériel, le détachement d'ouvriers d'artillerie, affecté à la brigade, acquiert une importance suffisante pour permettre la constitution d'une compagnie à effectif élevé, capable de fournir aux trois légions les sections d'ouvriers qui leur seront nécessaires.

28. — D'ailleurs il n'y a que des avantages à fondre, aux colonies, les deux services de l'artillerie et du génie en un seul, car les travaux techniques qui leur incombent peuvent être exécutés indifféremment par l'un ou par l'autre ; en les réunissant, on économise un état-major et une série d'ateliers ; de plus on cencentre tous les services techniques dans la main d'un seul directeur.

29. — *Du train.* — Le service du train est, aux colonies, excessivement important. La conduite des convois, les soins à donner aux animaux et au matériel exigent, de la part des officiers, des connaissances qui ne peuvent s'acquérir que par un séjour prolongé dans les colonies elles-mêmes. Les écoles, auxquelles sont exposés les officiers nouveau-venus, pouvant entraîner pour l'État des pertes considérables, il est indispensable que les officiers du train restent dans l'armée coloniale lorsqu'ils en connaissent les besoins et, à ce titre, qu'ils en fassent normalement partie.

Mais les cadres du train, officiers et sous-officiers de carrière, ont besoin de venir se reposer en France après les fatigues

d'un séjour colonial, et, dans l'état de choses actuel, ceci n'est pas possible, car la partie de l'armée coloniale stationnée dans la métropole ne comporte pas un service actif du train en temps de paix.

On ne peut concilier ces deux exigences qu'en confiant le service du train à l'un des deux corps qui constituent le gros de l'armée coloniale, l'infanterie ou l'artillerie. Dans ce projet, le train est affecté à l'artillerie, afin que la conduite et la réparation des voitures soient réunies sous la même direction. Les officiers, passant alternativement à la conduite et à la réparation du matériel de transport, acquerront les aptitudes et l'expérience nécessaires pour tirer de ce matériel le meilleur parti possible.

30. — *État-major du commandement de l'artillerie.* — L'artillerie est commandée par un lieutenant-colonel, qui est en même temps le commandant éventuel de la 3e légion en cas de mobilisation partielle; il est secondé par un lieutenant adjoint : il a dans ses attributions tous les services militaires et techniques qui incombent à l'artillerie et qui sont décrits plus loin; il lui est affecté un sous-officier secrétaire et deux plantons montés.

31. — *Constitution du groupe des batteries.* — Le groupe des batteries se compose de deux batteries, une de campagne et une de montagne. Lorsque l'armée coloniale sera dotée de batteries d'obusiers, il conviendra de choisir le type des deux batteries affectées à chaque brigade d'après la nature du pays et les circonstances dans lesquelles ces batteries seront appelées à opérer. Chaque batterie est à trois sections, une par légion.

L'état-major spécial aux batteries comprend : 1 chef d'escadron, 1 capitaine-major, 1 lieutenant chargé des détails, 4 sous-officiers secrétaires, 1 brigadier d'escrime, 1 brigadier trompette et 3 plantons.

32. — *Batterie de campagne.* — La batterie est mixte, c'est-à-dire composée d'Européens et d'indigènes; sa constitution en personnel diffère de celle du type C (décret du 19 sept. 1903) par les points suivants :

a) Elle a trois lieutenants au lieu de deux, afin que chaque

section, qui est appelée à opérer isolément, soit commandée par un officier.

b) Suppression des ouvriers de batterie (*voir* 15).

c) Augmentation du nombre des sous-officiers indigènes, porté de deux à trois, afin que chaque section en ait un.

d) Augmentation des conducteurs indigènes, dont le nombre est porté de 36 à 41 (y compris les 5 ordonnances des officiers): ce nombre a été calculé de façon à avoir 1 conducteur indigène pour 2 mulets ou chevaux de troupe : il est largement suffisant pour assurer la conduite du matériel de la batterie, tel qu'il est fixé dans ce projet (67), à savoir : 21 voitures : de plus, les conducteurs européens constituent la réserve de conducteurs ; à ce titre, leur nombre est ramené de 18 à 12.

e) Le nombre des mulets, qui, calculé d'après les besoins, est réduit à 42.

Tous les hommes du cadre sont montés, sauf les artificiers.

Dans ces conditions, la batterie comprend :

	EUROPÉENS.	INDIGÈNES.	TOTAL.	
Officiers	5	»	5	
Cadres	24	11	35	
Servants	21	24	45	133
Conducteurs	12	41	53	
Chevaux d'officiers	»	»	6	
Chevaux de troupe	»	»	29	
Mulets	»	»	42	

33. — *Batterie de montagne.* — Le personnel de la batterie de montagne diffère de celui de la batterie de campagne par :

a) Le nombre des conducteurs indigènes, qui est de 59 au lieu de 41 : le nombre total des conducteurs à affecter à la conduite des mulets, qui est de 66 au lieu de 48, Européens compris, ce qui donne une réserve de 9 conducteurs disponibles quand toute la batterie est mobilisée.

b.) Celui des chevaux de troupe qui n'est que de 17, car les brigadiers ne sont pas montés dans la batterie de montagne, afin de pouvoir mieux surveiller les détails du chargement et

donner un coup de main quand il est nécessaire de rétablir le chargement d'un animal.

c.) Celui des mulets qui est de 60 au lieu de 42.

Dans ces conditions la batterie comprend :

	EUROPÉENS.	INDIGÈNES.	TOTAL.	
Officiers	5	»	5	
Cadres	24	11	35	151
Servants	21	24	45	
Conducteurs	12	59	71	
Chevaux d'officiers	»	»	6	
Chevaux de troupe	»	»	17	
Mulets	»	»	60	

34. — *Batterie d'obusiers.* — Ce projet prévoit des batteries d'obusiers à six pièces, quand elles feront partie de l'armée coloniale.

Leur personnel sera identique, soit à celui de la batterie de campagne, soit à celui de la batterie de montagne, selon qu'elles seront traînées ou portées. Il y aura nécessairement des unes et des autres, et le choix, entre les deux modes de transport, dépendra pour chacune d'elle de la viabilité de la colonie dans laquelle elle sera employée.

35. — *Direction du parc.* — Le parc d'artillerie a dans ses attributions :

1° La construction et l'entretien des bâtiments militaires, des fortifications et des routes militaires ;

2° La réparation des voitures, des armes et du harnachement de toute la brigade ;

3° La conservation et l'entretien des munitions, voitures, armes et harnachements de réserve ;

4° Le ferrage des animaux ;

5° Les travaux qui incombent au génie dans les colonies ;

6° La direction et la conduite des sections de munitions et des sections de parc ;

7° La conduite des convois administratifs à l'aide de ses conducteurs ;

8° En outre, dans la plupart de nos colonies où la colonisation est à peine ébauchée, où l'outillage économique (routes, ponts, voitures, etc...) est à l'état rudimentaire, le parc est appelé à devenir un organe de colonisation des plus actifs, en créant cet outillage économique, en venant en aide aux services locaux et aux colons pour leurs travaux de construction et de réparation ; enfin, en dressant les indigènes à nos métiers.

Pour ces services le parc comprend un état-major, une compagnie d'ouvriers et une compagnie de conducteurs.

36. — *État-major de la direction des parcs.* — Cet état-major se compose de :

1 chef d'escadron, directeur du parc,
1 capitaine chargé des approvisionnements et du matériel en magasin,
1 capitaine chargé des travaux de constructions et de fortifications,
2 officiers d'administration, comptables, dont 1 pour la partie financière et l'autre pour le matériel,
1 officier d'administration, conducteur de travaux,
1 officier d'administration, ouvrier d'État,
1 officier d'administration artificier et 1 armurier, quand l'importance du parc le justifie,

2 sous-officiers gardes stagiaires, comptables, 1 sous-officier garde stagiaire, conducteur de travaux, 1 sous-officier garde stagiaire, ouvrier d'État,	pour doubler les officiers d'administration et les remplacer en cas d'indisponibilité.

1 chef armurier,
1 chef artificier,
1 maréchal-des-logis, secrétaire du chef d'escadron, directeur,
3 plantons.

37. — *Compagnie d'ouvriers.* — La compagnie d'ouvriers est mixte, car, en colonne, il ne faut pas imposer de trop grandes

fatigues aux Européens, et il est bon d'avoir sous la main un noyau d'indigènes qui, supportant mieux le climat du pays, ne risquent pas d'être indisponibles au moment où l'on a un besoin urgent d'ouvriers.

D'un autre côté, certaines professions, comme celles de forgerons et de maréchaux ferrants, sont trop pénibles pour les Européens dans les pays tropicaux. Enfin, il faut faire entrer en ligne de compte, dans une organisation coloniale, les questions de colonisation et d'éducation professionnelle des indigènes, et, à ce titre, il est utile de faire des compagnies d'ouvriers des écoles d'arts et métiers pour la race conquise.

La compagnie d'ouvriers peut se diviser en quatre sections, dont trois mobiles peuvent suivre les légions en cas de mobilisation, et la quatrième, fixe, est destinée à assurer, sans interruption, les réparations du matériel au chef-lieu de la brigade.

38. — La compagnie d'ouvriers fournit le personnel nécessaire pour les réparations du matériel, l'entretien des armes et des munitions; elle est également chargée des travaux techniques en colonnes; elle fournit encore les artificiers nécessaires aux sections de munitions.

L'effectif total se compose de :

		EUROPÉENS.		INDIGÈNES.		TOTAL.	
Officiers		5		»		5	
Sous-officiers		12		»		12	
Ouvriers.	Armuriers	4		8			
	Artificiers	10		6			140
	Bourreliers	4		12			
	Maréchaux ferrants	4	60	12	68	128	
	A bois	15		18			
	A fer	18		12			
	Peintres	2		»			
	Dessinateurs	3		»			
Chevaux d'officiers		»		»		6	

39. — *Compagnie de conducteurs.* — La compagnie de conducteurs fournit :

1° Tous les soldats ordonnances d'officiers.......... } sauf pour les corps qui ont des hommes montés ou des conducteurs (escadron de cavalerie et batteries d'artillerie).
2° Tous les conducteurs de voitures.................... }

Elle fournit également le personnel nécessaire pour la conduite des sections de munitions et des sections de parc, officiers, cadres et conducteurs, à l'exception des artificiers, qui sont fournis par la compagnie d'ouvriers.

Elle est également chargée des détachements de remonte mobile.

40. — Le nombre de conducteurs indigènes nécessaires à la brigade (non compris les sous-officiers) est le suivant :

BRIGADE MIXTE.	EUROPÉENNE.	INDIGÈNE.
Pour le service de garnison (ordonnances, conducteurs détachés dans les corps de troupe)...............	177	169
Pour une légion mobilisée........................	268	247
Pour faire passer une légion du pied de garnison sur le pied de mobilisation.........................	218	193
Pour une brigade mobilisée, non compris la partie sédentaire.	772	709
Pour une brigade mobilisée, y compris la partie sédentaire..	820	757
Pour faire passer la brigade du pied de garnison au pied de mobilisation............................	643	588

Ce tableau montre que si, en garnison, on maintenait l'effectif des conducteurs sur le pied qui permet d'assurer les besoins du service de campagne, on disposerait de 643 (B^e E) et 588 (B^e I), conducteurs pour les mouvements de matériel et d'approvisionnements de la brigade, en dehors du service courant. Ce nombre est excessif. Il est possible de le réduire en tenant compte de ce fait que, en général, aux colonies, il est facile de recruter, au moment du besoin, des conducteurs auxiliaires; les nombreuses expériences faites à ce sujet au Soudan, au Tonkin, en Chine et ailleurs, ont montré que ces auxiliaires marchaient très bien quand ils étaient suffisamment encadrés et surveillés par des conducteurs titulaires. C'est pourquoi, dans ce projet, on a réduit le nombre des conducteurs faisant du service effectif

dans la compagnie à 220 pour les raisons suivantes : Ce nombre est sensiblement celui qui permet de faire passer une légion du pied de paix au pied de mobilisation ; de cette façon, en cas de mobilisation rapide d'une légion, on n'aura pas besoin de recruter des auxiliaires ; d'un autre côté, il représente le tiers de ce qui est nécessaire pour la mobilisation de la brigade, ce qui permettra d'avoir dans les convois un conducteur titulaire pour deux auxiliaires, proportion convenable pour assurer l'encadrement de ces derniers ; enfin, il permet d'avoir un conducteur pour deux mulets, ce qui est une proportion au-dessous de laquelle il ne faut pas descendre, si l'on veut que les animaux soient bien soignés.

41. — Le nombre des mulets nécessaires à la brigade est le suivant :

BRIGADE MIXTE.	EUROPÉENNE.	INDIGÈNE.
Pour le service de garnison (corps de troupe et services)	176	176
Pour une légion mobilisée	297	252
Pour faire passer une légion du pied de garnison sur le pied de mobilisation	228	203
Pour la brigade mobilisée — non compris la partie sédentaire	815	740
Pour la brigade mobilisée — y compris la partie sédentaire	841	766
Pour faire passer la brigade du pied de garnison au pied de mobilisation	665	590

Comme pour les conducteurs, si l'on voulait exiger en tout temps le nombre de mulets nécessaire pour assurer la mobilisation, on serait conduit à maintenir, en garnison, un nombre considérable d'animaux sans emploi. Malheureusement, pour les mulets ou animaux susceptibles de les remplacer, les ressources qu'on rencontre aux colonies sont limitées. C'est pourquoi, dans ce projet, on prévoit que l'appel fait aux ressources locales en cas de mobilisation, ne portera que sur le tiers de l'effectif nécessaire pour passer du pied de garnison au pied de mobilisation, et le nombre des mulets entretenus par la compagnie de conducteurs est fixé à 440. Avec les 176 mulets employés par les corps

et services de la garnison, pour leurs corvées journalières, le nombre de mulets de la brigade sera en garnison de 616.

42. — La compagnie de conducteurs a deux capitaines et trois lieutenants, dont un indigène. Le capitaine en second est appelé à commander la section de munitions de la brigade, et deux des lieutenants sont désignés pour commander les deux sections de parc avec les détachements affectés aux deux convois administratifs.

La compagnie compte quatre comptables, dont deux brigadiers, parce qu'elle doit fournir des comptables à la section de munitions et aux deux sections de parc.

Pour la même raison, elle a quatre trompettes.

L'effectif de la compagnie serait insuffisant pour fournir des officiers, des comptables et des trompettes à tous les détachements affectés aux sections de munitions et de parc si les trois légions étaient mobilisées en même temps et séparément. Dans ce cas, on ferait appel, pour le commandement, à l'adjudant et aux capitaines en second des autres unités de l'artillerie qui n'ont pas d'emploi prévu pour la mobilisation. La comptabilité des détachements serait tenue par un des gradés désigné à cet effet; les trompettes seraient supprimés dans les détachements où l'on pourrait s'en passer.

43. — L'effectif total du personnel et des animaux faisant du service à la compagnie, comprend :

	EUROPÉENS.	INDIGÈNES.	TOTAL.
Officiers	4	1	5
Sous-officiers	12	8	20
Conducteurs	11 (1)	236	257
Chevaux d'officiers	»	»	6
— de troupe	»	»	26
Mulets	»	»	440

(1) Pour les cadres de la compagnie.

44. — *Mobilisation de l'artillerie.* — En cas de mobilisation générale, les deux chefs d'escadron prennent comme adjoint un lieutenant dans les unités qu'ils commandent.

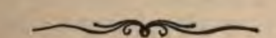
En cas de mobilisation d'une légion, les différentes sections et détachements relevant de l'artillerie sont commandés par un capitaine désigné par le commandement.

45. — *Capitaines en second.* — Ils n'ont pas d'affectation précise en temps de garnison; ils sont alors employés aux services techniques de l'arme (direction des ateliers d'artifices, des ateliers d'armurerie, travaux de topographie etc...); l'un d'eux est adjudant-major des unités.

En cas de mobilisation générale, le capitaine en second de la compagnie d'ouvriers prend le commandement du détachement sédentaire, celui de la compagnie de conducteurs commande la section de munitions; les autres sont employés suivant les besoins; en particulier à la conduite des convois, si le nombre des officiers de la compagnie de conducteurs est insuffisant.

Bouliol,
Lieutenant-colonel d'artillerie coloniale.

(*A continuer.*)



UN ÉPISODE DE LA BATAILLE DU 16 AOUT 1870

LA
BRIGADE DE WEDELL
A
VIONVILLE—MARS-LA-TOUR

L'action de la 38e brigade prussienne (brigade de Wedell), le 16 août 1870, est une action presque exclusivement d'infanterie et qui présente, par suite pour les fantassins, un intérêt tout particulier.

L'ouvrage du Grand État-Major allemand, si complet en général, passe assez rapidement sur cet épisode, qui lui semble, sans doute, pénible à plusieurs points de vue. Et encore, dans les quelques pages qu'il est forcé de lui consacrer, il arrange visiblement les faits de la façon la plus favorable aux Allemands. Convient-il de s'en indigner fortement ? Ne peut-on pas plutôt comprendre, sinon excuser, le sentiment après tout respectable, par lequel les historiens d'un pays tentent, sans outrager la vérité, de pallier les fautes que des chefs et des soldats valeureux ont payées de leur sang.

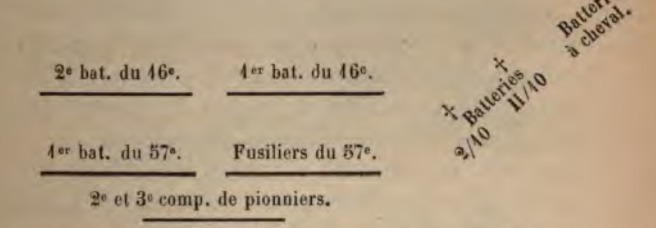
D'un autre côté, cette façon de procéder rend extrêmement ardue la tâche de ceux qui veulent dégager la vérité, afin d'en retirer les enseignements qu'elle comporte. Ainsi, et pour donner une idée des difficultés qu'on éprouve à déterminer les faits les plus simples, les moins sujets, semble-t-il, à contro-

verses et à contestations, prenons par exemple la formation préparatoire de combat de la 38e brigade.

Voici celle que donne l'ouvrage du Grand État-Major :

Le 2e bat. du 57e était resté à Saint-Hilaire.	Fusiliers du 57e.	1er bat. du 57e.
	Batterie II/10. †	Batterie 2/10. †
Le bataillon de fusiliers du 16e avait été envoyé à la ferme de Mariaville.	1er bat du 16e.	2e bat. du 16e.

Voici, maintenant, celle de la 25e Monographie (plan 2) :



Et, enfin, celle que donne Hönig, alors officier au 57e, dans son ouvrage : *La Vérité sur la bataille de Vionville—Mars-la-Tour*, récemment traduit en français.

1er bat. du 57e.	Fusiliers du 57e.	Pionniers.
Batterie II/10 †	Batterie 2/10. †	
2e bat. du 16e.	1er bat. du 16e.	

Et, ce qui est encore plus extraordinaire, c'est que la formation donnée par le Grand État-Major et celle de la 25e Monographie reposent sur le rapport d'un seul et même officier : c'est, en effet, von Scherff qui, comme capitaine, rédigea le récit du Grand État-Major et, comme général, celui de la 25e Monographie. Pareilles contradictions se retrouvent dans l'heure, le lieu du déploiement, la marche en avant, la direction de l'attaque, etc.., Tous les casse-tête ne sont pas chinois !

Aussi, lorsque les témoins oculaires n'arrivent pas à s'entendre entre eux, ni à s'accorder eux-mêmes avec leurs antérieures affirmations, n'y aurait-il pas quelque témérité à affirmer que les événements se sont passés de telle ou telle façon?

Tout ce que je puis dire, c'est qu'après avoir lu et comparé sans parti pris un grand nombre d'ouvrages français et allemands, après avoir parcouru et étudié moi-même le terrain, je ne crois avoir avancé comme historique que ce qui m'a paru être la vérité.

Cela dit, prenons la 38e brigade au moment où elle s'est rassemblée auprès de Mars-la-Tour.

Description du terrain sur lequel elle va opérer. — Placé à une sorte de col, — presque insensible à la vue, du reste, — à un croisement de plusieurs routes importantes, le village de Mars-la-Tour aligne de l'Est à l'Ouest, de chaque côté d'une de ces larges rues de village lorrain, une double rangée de maisons massives. Au milieu du village, l'église dresse son clocher crénelé, visible de tous les points du champ de bataille, — point de repère pour le tir de l'artillerie, de direction pour la marche de l'infanterie. Le village est entouré de jardins, de prairies, limités par des haies, par des poteaux que relient plusieurs rangs de fils de fer.

Au Nord, en sortant du village dans la direction de Bruville, la route descend jusqu'à un ruisseau encaissé, en contre-bas d'une quinzaine de mètres, qui, rencontrant le flanc Est du plateau de Ville-sur-Yron, se redresse vers le Nord et reçoit à droite, entre le bois de la Velterène et la ferme de Grizières, le ruisseau qui coule au fond du fameux ravin (Fond de la Cuve), tombeau de la 38e brigade.

La rive droite de ce ruisseau présente, parallèlement à la lisière nord de Mars-la-Tour et à 300 mètres au plus en avant d'elle, des talus généralement à pente assez douce; mais par endroits, pourtant, suffisamment abrupts pour permettre à une troupe de se rassembler à leur abri.

La route monte ensuite sur le plateau 257, complètement découvert, parallèle, mais de niveau légèrement inférieur à celui

de Grizières (cotes 270, 274), de sorte que des troupes placées un peu en arrière de la crête de ce dernier voient très bien ce qui se passe en face d'elles, au Sud, sans que la réciproque soit possible.



VILLAGE ET CLOCHER DE MARS-LA-TOUR

Vus du pli de terrain qui, à 300 mètres au Nord, longe le village de l'Est à l'Ouest. La maison à gauche, au premier plan, est le lavoir (voir carte au 80,000e et croquis).

A l'est du plateau de la cote 257, le bois de Tronville marque la limite où s'arrêta, vers la droite, le champ d'action de la 38e brigade.

Description du bois de Tronville[1]. — « Le bois de Tronville, qui s'étale sur une longueur de 1500 mètres environ au nord-ouest de Vionville, se compose de deux portions presque contiguës, formées en majeure partie de taillis épais dépourvus de chemins et difficilement praticables. Ces deux portions sont séparées par une trouée large d'environ 200 mètres; la plus grande, qui est aussi la plus rapprochée de Saint-Marcel, est elle-même coupée

---

[1] Lieutenant-colonel ROUSSET, 4e *Corps de l'Armée de Metz*, p. 118.

par une clairière, interrompu en son milieu, et se termine au Nord-Ouest par un saillant « en forme de bastion », couvre la partie supérieure d'une pente raccordant le plateau de Mars-la-Tour avec le Fond de la Cuve, de telle sorte que le sommet de ce saillant occupe un dos de terrain d'où l'on découvre complètement le couloir formé par le ravin. La lisière nord du bois court le long d'une berge assez raide et constituerait un point d'appui solide, si les communications étaient plus aisées à travers les fourrés. »

Ravin du Fond de la Cuve. — Parallèlement à la position qu'allait occuper le 4e corps, s'étend de l'Est à l'Ouest un ravin profond, aussi tristement célèbre dans les fastes de l'armée allemande que les glacis de Saint-Privat.

« J'aime mieux avoir ce fossé en avant de moi qu'en arrière », avait dit le général de Ladmirault, en faisant la reconnaissance du terrain. Et, de fait, l'obstacle était des plus sérieux.



LE FOND DE LA CUVE (partie Est).

La portion du ravin reproduite dans la photographie est celle où se produisit l'action du 57e. Le bois qui ferme l'horizon, à gauche, est le bois de Tronville : « Saillant en forme de bastion » (Relation allemande). Les Allemands venaient du Sud (droite de la photographie).

Profond d'une trentaine de mètres, large de 200 mètres environ, il présentait des pentes presque partout assez raides, complètement à pic même en certains endroits. Vers l'Ouest, deux petits bois couvraient ses berges : l'un sur la face Nord (petit bois de sapins), l'autre sur la face Sud (bois de la Velterène), plus important. Après avoir formé fossé devant la ferme de Grizières, le ravin se réunissait avec l'autre branche, de direction Sud-Nord, venant de Mars-la-Tour, et dont nous avons parlé plus haut.

Après avoir franchi le Fond de la Cuve, on avait à aborder un plateau en pente douce, dont la crête était jalonnée par la ferme de Grizières et deux arbres isolés, et cotée en ses points les plus élevés 274 et 277.

Projets du général de Schwartzkoppen, commandant la 19e *division.* — Rappelé en hâte de la direction de Saint-Hilaire, où il était arrivé à 10 heures du matin, le général de Schwartzkoppen — après avoir fait renverser les marmites de la 38e brigade, qui était en train de faire la soupe — s'était porté, à midi, dans la direction de l'Est avec le 57e régiment (moins 1 bataillon laissé aux environs de Saint-Hilaire pour la garde des trains), le 16e régiment, 2 batteries et 2 compagnies de pionniers.

Il arrivait à Suzemont vers 3 heures 1/2 (ici se place une discussion assez confuse, à laquelle nous avons fait allusion plus haut, sur l'heure et le point où s'arrêta la brigade), faisait rassembler sa colonne et lui prescrivait de prendre sa formation préparatoire de combat, en même temps qu'il lançait le bataillon de fusiliers du 16e régiment vers la ferme de Mariaville, « afin de maintenir, quoi qu'il advienne, la liaison avec les autres fractions du corps. » (Grand État-Major.) Il envoyait également sur la route d'Étain un escadron mis à sa disposition.

Remarques. — I. A proximité de l'ennemi, faire faire la soupe au milieu de la journée est une mauvaise mesure ; la faire renverser en est une encore plus mauvaise. Si peu compliquée, en effet, que soit sa préparation, elle exige plusieurs heures pour être menée à bien ; or, qui peut, en pareilles circonstances, être jamais sûr de pouvoir disposer d'un temps aussi long ? En préparant, au contraire, la soupe le soir au cantonnement et en

gardant la moitié de la viande froide, on la mangera à un moment quelconque de la journée du lendemain, avant de prendre le café, que vingt à vingt-cinq minutes (un quart d'heure de plus seulement que la halte horaire normale) suffisent à préparer.

Il est possible, il est probable même, que, si les soldats de la 38e brigade avaient eu dans le corps le repas qu'ils ont jeté à Saint-Hilaire, ils auraient abattu d'un pas plus allègre les 42 kilomètres de leur étape, et abordé d'un jarret plus vigoureux les pentes du Fond de la Cuve. « Mes lapins, disait le maréchal de Villars, n'ont pas de pain. Et, sans pain, pas de lapins ! »

II. Laisser tout un bataillon — le sixième de son effectif ! — pour garder ses bagages, semble une mesure de prudence exagérée. Les malades, les éclopés, quelques cavaliers eussent été bien suffisants pour cette mission, en même temps qu'ils auraient débarrassé les unités auxquelles ils appartenaient du spectacle — toujours démoralisant — de soldats qui traînent la jambe ou restent en arrière.

III. Faire prendre dès Suzemont la formation préparatoire de combat semble aussi une précaution vraiment bien prématurée.

Parmi les trois dispositifs dont nous avons donné plus haut les croquis, quel que soit celui qu'on adopte comme vrai, on voit que les deux régiments de la brigade, placés l'un derrière l'autre, avaient leurs bataillons côte à côte, en ligne déployée. Il est toujours assez long et difficile de faire mouvoir, même sur un terrain favorable, une grosse unité en ligne déployée. La colonne double ouverte de nos règlements, quoique infiniment plus souple, est encore moins maniable, toutefois, que la colonne de route. Il aurait donc mieux valu, semble-t-il, conserver cette dernière, soit qu'on se décidât à se porter par Ville-sur-Yron sur le flanc droit des Français, soit qu'on courût au plus pressé : au secours de Voigt-Rhetz, dans la direction du bois de Tronville.

IV. Enfin, — et sans vouloir entrer ici dans les polémiques passionnées auxquelles le fait a donné lieu en Allemagne, — il est incontestable que, dans tous ces préliminaires, aussi bien, du reste, que dans la suite même de l'action, le général de division de Schwartzkoppen, commandant jusqu'à des bataillons, sortit fréquemment de ses attributions et ne laissa pas au gé-

néral de Wedell, chef de la 38e brigade, la part d'autorité, d'initiative et, par suite, la responsabilité qui lui incombait.

Dans une armée bien instruite et bien équilibrée, si chacun doit savoir son métier, chacun aussi doit rester à sa place.

Projets de Schwartzkoppen (suite). — « Le général de Schwartzkoppen[1] avait eu d'abord, paraît-il, l'intention de tomber par Ville-sur-Yron sur notre flanc droit, dont il ignorait d'ailleurs la position précise, mais que, d'après la fumée, il jugeait beaucoup moins étendu qu'il ne l'était en réalité.

« Mais les nouvelles assez inquiétantes qu'il recevait l'engagèrent à rallier avant tout la gauche prussienne, fort éprouvée et qui perdait en ce moment même le bois de Tronville; puis, après avoir établi sa liaison avec elle, à agir au mieux des circonstances dans un sens offensif. »

Le raisonnement du général était conforme — dans les deux cas — aux nécessités de la situation et aux desseins du commandement; il était inspiré par cette tournure d'esprit offensif, cette saine doctrine de guerre, dont les inspirations générales devaient, au courant de cette campagne, racheter souvent les erreurs particulières, les fautes même commises dans le détail, fautes dont nous allons avoir précisément à constater quelques-unes.

Protégées plus spécialement par le 1er dragons de la garde, placé au sud-est de Mars-la-Tour, et — à plus grande distance — par deux escadrons de cuirassiers laissés à l'angle sud-est du bois de Tronville, ainsi que par la brigade Barby (renforcée des 13e et 16e dragons) qui évoluait vers l'ouest de Mars-la-Tour, les deux batteries de la 38e brigade ouvrirent le feu en avant et à droite (nord-est) du village.

Pendant ce temps, les troupes de la 38e brigade avançaient toujours, ralliées par le bataillon de fusilliers du 16e, rappelé de Mariaville, et se rassemblaient dans la position suivante :

Aile gauche. — Dans la dépression au nord du village, les 2e et 1er bataillons du 16e, ayant — déployées en première ligne — deux compagnies précédées de leurs tirailleurs. Dans chaque

---

[1] *Le 4e Corps de l'Armée de Metz.*

bataillon, en arrière du centre de l'intervalle des deux compagnies de tête, les deux dernières compagnies, accolées, formaient une seconde ligne assez rapprochée de la première.

Centre. — Dans le pli de terrain au sud-sud-est de Mars-la-Tour arrivait de Mariaville le bataillon de fusiliers du 16e, dans la même formation que les deux autres bataillons de son régiment. A côté de lui et à sa droite, le 1er bataillon du 57e, également dans la même formation.

Aile droite. — Enfin, à l'aile droite, le bataillon de fusiliers du 57 [1], en formation compacte, et les deux compagnies de pionniers.

L'aile gauche faisait face au Nord, le centre au Nord-Est et l'aile droite à l'Est.

Remarques. — I. Ici encore, nous voyons l'artillerie précéder à grande allure la troupe à laquelle elle est attachée, se mettre rapidement en batterie, contre-battre l'artillerie adverse et faciliter par son feu l'entrée en ligne de son infanterie.

Jusqu'à ces dernières années, cette façon de faire était regardée comme une règle absolue, on pourrait presque dire comme un dogme contre lequel il y aurait eu hérésie à s'élever. L'artillerie, lancée en avant et formant, dès le début, l'ossature du champ de bataille, était une de ces phrases sonores qui frappent l'esprit, mais trop souvent aussi l'empêchent de réfléchir. Alors qu'à la guerre, si les principes sont immuables, leur application se modifie avec l'infinie variété des cas, il serait cependant étrange que, seul, l'emploi de l'artillerie restât soumis à des règles invariables et intangibles.

Il est incontestable que le procédé a donné, en général, de bons résultats aux Allemands pendant la guerre de 1870 ; mais n'y aurait-il pas lieu de remarquer qu'ils avaient beau jeu à cette époque, plus beau jeu, certes, qu'ils ne l'auraient à présent? En premier lieu, leur matériel avait une grande supériorité sur celui de notre artillerie, comme portée et comme rapidité de chargement ; aujourd'hui, la proportion serait plutôt renversée en notre faveur. En outre, hypnotisée par la valeur balistique de

---

[1] Le 2e bataillon du 57e était resté, comme nous l'avons vu, à la garde des bagages.

son fusil, dont elle attendait les succès décisifs que donnent seuls la manœuvre, le mouvement, l'action, l'infanterie française restait cramponnée à ses positions.

Et, pourtant, le IXe corps n'a-t-il pas été sur le point de se voir enlever, le 18 août, toute son artillerie si imprudemment lancée en avant sans soutien? Et, le 16 août, également, l'artillerie du IIIe corps, celle de la cavalerie et une partie de celle du Xe corps n'ont-elles pas miraculeusement échappé à un désastre bien mérité ?

Des renseignements les plus récents fournis par les Revues militaires sur les tendances actuelles de la tactique allemande, il résulterait que, de l'autre côté du Rhin, l'artillerie est restée fidèle à ses anciens errements. Souhaitons qu'elle y persévère, et il y aura de beaux coups à faire pour l'infanterie pleine d'entrain et d'audace que nous devons être — et que nous serons.

Il n'est pas douteux que, dans certains cas, l'artillerie pourra agir par grandes masses; mais, fréquemment aussi, elle aura intérêt à se fractionner, et, du reste, elle ne pourra pas faire autrement. La concentration des feux n'implique pas forcément la concentration des batteries, et, dans un pays accidenté, dans les montagnes où, en général, les positions d'artillerie sont à la fois assez nombreuses et de médiocre étendue, l'emploi de l'artillerie en grandes masses semble peu indiqué. L'énorme rendement de notre matériel de campagne actuel, l'adoption de la poudre sans fumée, diminuant les avantages de la concentration, augmentent ceux de la dispersion, qu'il ne faut pas confondre avec la dissémination.

On dira qu'une artillerie non concentrée recevra moins facilement les ordres et la direction du commandement. L'objection est de valeur. Elle n'est pas sans réplique. Et, si nous ne voulions pas éviter de trop longs développements, nous pourrions étudier par quels arguments il serait possible de la réfuter[1].

II. L'emplacement, la formation choisis pour le rassemblement de la 38e brigade étaient-ils judicieux ?

---

[1] Il ne faudrait pas qu'on se méprît sur notre pensée. Nous voulons dire simplement ceci : la concentration de l'artillerie doit rester la règle ; mais, dans certaines circonstances, il y aura lieu, peut-être, de chercher seulement la

Le 16e régiment était en avant du village, dans le village même et en arrière du village ; le 57e un peu à droite et en arrière du 16e — tous deux dans l'axe de tir de l'artillerie française, de sorte que les coups courts, les coups justes et les coups longs de cette artillerie tirant sur Mars-la-Tour étaient également meurtriers.

En outre, cette formation massée en colonnes denses était des plus vulnérables.

Il semble qu'il eût été préférable de déployer sur une seule ligne le 16e au nord-ouest, le 57e au nord-est de Mars-la-Tour, à cheval sur la route de Bruville et à 200 ou 300 mètres en avant, les hommes appuyés contre le talus de la rive droite du ruisseau — talus dont nous avons parlé plus haut et qui, très raide en bien des endroits, eût constitué un abri de valeur.

Jusqu'ici les dispositions adoptées par Schwartzkoppen ne prêtent pas outre mesure à la critique. Nous allons voir à présent l'oubli ou la négligence des principes aboutir pour la 38e brigade à un complet désastre.

Quel était, en effet, le but que poursuivait Schwartzkoppen ? De tous les documents consultés, il semble ressortir que ce but ne fut jamais très précis dans sa pensée et encore moins, par conséquent, dans celle de ses sous-ordres.

En admettant comme vraie la version du Grand État-Major, — et il y aurait bien des réserves à faire à ce sujet, — on voit que ce but était pour le moins double : il s'agissait en effet, d'une part, de soutenir l'aile gauche de Voigt-Rhetz (20e division), d'autre part, de déborder l'aile droite des Français. Enfin, il résulterait du point de direction donné à la brigade (Poirier du Bois-Dessus) que Schwartzkoppen visait encore un troisième objectif : attaquer les batteries françaises placées au centre du 4e corps (Ladmirault).

Si, en toutes circonstances, il est bon de ne pas courir deux lièvres à la fois, et à plus forte raison trois, c'est surtout à la guerre qu'il importe de ne pas disperser ses efforts, mais de les

---

concentration des feux, celle d'immenses batteries pouvant être dangereuse et même irréalisable. En tout cas, il sera toujours dangereux de lancer en avant, comme en 1870, des masses d'artillerie, insuffisamment protégées et qui risqueront de donner dans le vide, — ou de se faire enlever.

concentrer sur un seul point, le point principal, le point décisif. Encore faut-il, pour le connaître, et ne pas marcher à l'aventure, s'être entouré de renseignements dans la mesure du possible, avoir fait faire de nombreuses reconnaissances. Or, Schwartzkoppen exécuta, au contraire, son attaque tête baissée, pour ainsi dire, si bien que, tandis qu'il croyait prendre en flanc les Français, ce fut lui qui leur présenta le flanc :

> Tel, comme dit Merlin, cuide engeigner autrui,
> Qui, souvent, s'engeigne soi-même.

Après avoir rassemblé la brigade Wedell, ainsi qu'il a été dit plus haut, le général Schwartzkoppen devait :

1° Faire reconnaître la position en avant et sur les flancs ;

2° Examiner les différentes solutions qui se présentaient à lui ;

3° Adopter — en tenant compte des renseignements recueillis, des ordres reçus, ainsi que de la situation générale — celle qui lui semblait présenter le plus d'urgence ;

4° Orienter sa troupe face à l'objectif choisi et lui indiquer une direction bien déterminée ;

5° Lui faire prendre une formation appropriée au terrain et aux circonstances ;

6° Répartir ses forces d'après l'effort à fournir et le but à atteindre.

Nous allons examiner chacun de ces points successivement, car les principes qui se dégageront de cette analyse, vrais pour une brigade, seront également applicables à une troupe d'infanterie d'effectif beaucoup moindre, et c'est pour nous la justification de cette étude.

1° *Faire reconnaître la position en avant et sur les flancs.* — Le terrain sur lequel allait se produire l'action de la 38e brigade était, il est vrai, largement découvert.

Et, cependant, nous allons voir la brigade rencontrer sur sa route, presque à l'improviste, un ravin profond d'une trentaine de mètres, aux pentes parfois abruptes et presque infranchissables pour son infanterie, fatiguée par une longue marche sous un soleil de feu. Elle trouvera ensuite devant elle, entre 30 et

200 mètres, — et toujours sans s'en douter, — toute une division française (de Cissey), jusque-là dissimulée par une faible crête et qui l'écrasera de ses feux.

Or, tout ce terrain avait été foulé pendant une bonne partie de la journée par les escadrons de l'aile gauche allemande, auxquels il eût semblé tout indiqué de demander des renseignements sur le terrain et ses obstacles.

A défaut de ces renseignements, quelques groupes d'éclaireurs lancés en avant et sur les flancs auraient été d'un sage et prudent emploi. Ils auraient appris au général de Schwartzkoppen, qui ne le soupçonnait même pas, que tout un corps d'armée ennemi occupait le mouvement de terrain au nord du Fond de la Cuve.

2° *Examiner les différentes solutions qui se présentaient à lui.* — Nous avons vu plus haut que trois solutions semblaient avoir arrêté l'attention de Schwartzkoppen.

a) Soutenir l'aile gauche de Voigt-Rhetz ;

b) Déborder l'aile droite des Français ;

c) Enlever les batteries françaises placées au centre du 4e corps.

De ces trois solutions, la première avait été inspirée par la tournure, fâcheuse pour les Allemands, qu'avait prise la situation peu de temps avant l'arrivée sur le champ de bataille de la brigade Wedell. Au moment même où elle entrait en ligne, la situation de la 20e division était, il est vrai, moins compromise, et le secours moins urgent à apporter. En tout cas, si c'était à elle qu'on s'arrêtait, il eût mieux valu se couvrir du bois de Tronville pour dissimuler sa marche, occuper ensuite la lisière de ce bois, que venaient d'organiser les Français, et organiser solidement ce point d'appui contre tout retour offensif.

La seconde, plus conforme au plan général poursuivi par l'État-Major allemand, plus en rapport également avec la doctrine adoptée dès cette époque par nos adversaires et pratiquée encore aujourd'hui par eux [1], présentait des dangers sérieux en

---

[1] Voir la *Revue militaire* de février 1900 (Compte rendu des grandes manœuvres allemandes en 1899).

confiant à une simple brigade une mission tout à fait hors de proportion avec ses forces.

Pour qu'elle eût quelques chances d'aboutir, il eût fallu qu'elle se produisît entièrement dans les flancs et sur les derrières du 4e corps, en utilisant, par exemple, le ravin qui va de la partie nord-ouest de Mars-la-Tour au bois de la Velterène, pour couvrir la marche d'approche, le bois lui-même comme place de rassemblement, et en donnant Bruville comme point de direction à la brigade.

Il eût encore été préférable de lancer, sur le plateau de Ville-sur-Yron la 38e brigade soutenue par toute la cavalerie disponible et tout ce qu'on aurait pu lui adjoindre d'artillerie, avec mission de déborder complètement la ligne française et de menacer sa ligne de retraite.

Quant à la troisième, elle n'avait pas le sens commun, et il n'y avait pas à s'y arrêter : sans aucune préparation lancer à l'assaut, — à 2,400 mètres, en terrain complètement découvert et battu par le feu de dix batteries et de trois divisions françaises, — cinq malheureux bataillons d'infanterie, sans soutiens ni réserves, est une opération de haute fantaisie vouée à un échec certain.

3° *Adopter la plus urgente.* — Il s'ensuit que des deux solutions acceptables, la première était plus prudente et peut-être plus sage. La seconde (mouvement sur le flanc et sur les derrières du corps avec la cavalerie et l'artillerie disponibles), plus dangereuse, — tout au moins en apparence, — pouvait donner des résultats considérables. On devine sans peine à laquelle vont nos préférences.

4° ***Orienter sa troupe face à l'objectif choisi et lui fixer une direction bien déterminée.*** — Il est essentiel, en effet, qu'une troupe soit, avant sa mise en marche, orientée face à son objectif. C'est une utopie que d'espérer faire marcher des hommes sous un angle incliné d'une façon quelconque par rapport à la ligne de feu ennemie : ils se redresseront d'eux-mêmes du côté où ils recevront des coups de fusil, — l'expérience de toutes les guerres, celle même des manœuvres où, pourtant, il n'y a pas de balles dans les fusils, le prouve d'une façon constante et absolue. Et

nous verrons, tout à l'heure, la droite de la 38e brigade qui, au début, marchait sur le saillant nord-ouest du bois de Tronville (du Sud-Ouest au Nord-Est) se redresser d'elle-même et finir par marcher perpendiculairement au ravin du Fond de la Cuve (du Sud au Nord).

Quant au point de direction choisi, il résulte d'une discussion assez confuse entre von Scherff et Hönig que le point de direction indiqué à toutes les compagnies du centre fut un (ou deux) arbre isolé. Les unes (celles du 16e régiment) crurent que c'était le Poirier du Bois-Dessus, les autres (57e), un arbre isolé sur la cote 257, au sud du ravin.

« Par suite, dit Hönig [1], le front d'attaque devait se retrécir au fur et à mesure qu'il s'avançait, formant une masse compacte au lieu d'une ligne largement déployée et incapable de faire usage de son moyen de combat : le feu. La 25e Monographie le met en relief, et je n'y contredis pas. Mais c'est aussi une preuve qu'on ne doit jamais avoir la mauvaise idée de diriger une attaque de masses sur un point. On peut donner comme but un village, une portion de forêt, etc... mais, jamais, un arbre ! »

On ne saurait mieux dire. Le choix du point (ou des points) de direction doit, non seulement dépendre de la distance, mais encore être proportionné au front de la ligne d'attaque. Si l'on choisit ces points trop éloignés les uns des autres, ils entraînent une action divergente ; trop rapprochés, ils amènent le chevauchement des unités, l'encombrement, le désordre. Leur choix et leur détermination n'est pas une des moindres difficultés du commandement.

5° *Lui faire prendre une formation appropriée aux circonstances et au terrain.* — En admettant la solution adoptée par Schwartzkoppen, la formation qu'il fit prendre à la brigade Wedell était-elle judicieuse ? Il est permis d'en douter.

Voici, d'après Rustow [2], quelle fut cette formation : Sur deux lignes, la première en colonnes de compagnie, la seconde à

[1] *La Vérité sur la bataille de Vionville—Mars-la-Tour.* (Traduction Lallement, p. 96). — Librairie Chapelot.

[2] *Etudes stratégiques et tactiques sur les guerres les plus récentes*, tome III.

200 mètres à peine en arrière, en demi-bataillons. En avant du dispositif, quelques groupes de tirailleurs.

Traverser de grands espaces découverts sous le feu de l'artillerie et de l'infanterie non ébranlée sera toujours une opération des plus dangereuses et qu'il faudra, autant que possible, éviter. Mais enfin, les nécessités du combat exigeront, parfois, qu'on l'entreprenne sur un point du champ de bataille. Encore faudra-t-il, pour qu'elle ait quelque chance de réussir et ne se transforme pas en inutile boucherie, employer des procédés d'exécution tels que tout l'effectif ne soit pas fauché en route et qu'il reste assez d'hommes pour accomplir la mission donnée.

Or, les formations compactes, avec la portée et le rendement des fusils et des canons actuels, doivent être absolument rejetées. La garde prussienne allait l'éprouver le surlendemain sur les glacis de Saint-Privat, et la brigade Wedell en aurait fait une expérience peut-être encore plus cruelle si, sous la pression des circonstances, ses fractions n'avaient pas adopté d'elles-mêmes, instinctivement, des procédés tactiques plus appropriés à leur marche. Nous verrons tout à l'heure lesquels.

6° *Répartir ses forces d'après l'effort à fournir et le but à atteindre.* — La 38e brigade ne sut ni échelonner ses éléments, ni graduer ses efforts. Sans réserves, on peut presque dire : sans soutiens, elle se jeta tout entière en ligne déployée pour une attaque décisive sur un objectif inconnu placé à 2,500 mètres. Une pareille façon d'agir devait échouer immanquablement.

Revenons maintenant à notre brigade, que nous avons laissée en formation de rassemblement auprès de Mars-la-Tour.

Le 16e régiment occupait le village avec deux bataillons ; son bataillon de fusiliers (arrivé de Mariaville) était à l'abri dans les jardins situés à 200 mètres environ de la sortie orientale du village, vers le Sud.

En même temps, les deux batteries de la 19e division, postées en avant de Mars-la-Tour, comme nous l'avons vu plus haut, ouvraient le feu sur notre artillerie en position au nord du ravin du Fond de la Cuve, à cheval sur la route de Bruville, et le régiment n° 57 recevait l'ordre de s'avancer dans la dépression qui longe le village au Sud, sur un espace d'environ 500 mètres.

Il était environ 4 heures 45.

« A ce moment, prétend la 25e Monographie (page 39), Schwartz Koppen donna au chef de la 38e brigade l'ordre de former les cinq bataillons, la gauche en avant, et de marcher à l'attaque des batteries placées à gauche (Ouest) de la pointe du bois de Tronville. »

Remarquons, d'ailleurs, en passant, qu'en réalité il n'y avait aucune batterie française en cet endroit-là.

Il donnait comme point de direction, d'après Hönig, qui affirme l'avoir entendu : au 1er bataillon du 57e, le saillant nord-ouest du bois de Tronville ; le 2e bataillon, lui, ne reçut aucun ordre.

Au 16e régiment, d'après von Scherff, un groupe d'arbres dont nous avons vu plus haut qu'il était difficile de déterminer exactement l'emplacement.

Enfin, s'il faut en croire la 25e Monographie, le colonel de Brixen (du 16e régiment), faisant preuve d'une initiative déplacée, imaginait de faire attaquer la ferme de Grizières, et donnait en conséquence l'ordre au major de Klitzing, qui se tenait à l'intérieur du village avec les compagnies 5 et 6 (du 16e), sous le feu de l'artillerie française, de prendre le commandement de ces deux compagnies et de marcher avec elles sur Grizières.

Voici ce qui résulta de ces différents ordres :

Mouvements préparatoires et déploiement. — Extrême gauche. — Les deux compagnies (5e et 6e) du major von Klitzing se portèrent aussitôt en avant. Elles prirent pour direction : l'une (la 5e), le bois de la Velterène ; l'autre (la 6e), un boqueteau de pins qui garnit, plus à l'Est, la berge septentrionale du Fond de la Cuve.

Centre. — Les dix autres compagnies du 16e quittèrent Mars-la-Tour : « Le terrain est très morcelé en cet endroit, dit le lieutenant-colonel Rousset, d'après Hönig[1], les cultures étaient alors clôturées de haies et de fils de fer (elles le sont encore), ainsi que les prés qui bordent le ruisseau coulant en arc de cercle au Nord du village. Il fallut abattre ces fils avec des serpes sous le feu de l'ennemi, et, de là, des arrêts, des retards et des pertes. Néanmoins, l'ordre put être à peu près rétabli, et

---

[1] *Le 4e Corps de l'Armée de Metz*, p. 140.

le 16e se mit un peu en mouvement avant que le 57e n'arrivât à sa hauteur.

Aile droite. — Le 57e, qui longeait la lisière Sud de Mars-la-Tour, avait à se redresser, le village dépassé, pour marcher vers le Nord-Est, en faisant, par suite, une conversion d'environ 45° : « Le bataillon de fusiliers du 57e, qui marchait à l'aile extérieure, dit la 25e Monographie, commença, pour se porter sur l'alignement du front d'attaque, une conversion à gauche. Mais, comme le 1er bataillon, exposé au feu des obus, précipitait sa marche en avant, les fusiliers, une fois leur mouvement terminé, se trouvèrent en seconde ligne. Plus en arrière, s'avançaient les deux compagnies de pionniers. »

La 38e brigade se trouvait donc bien, en effet, déployée, l'aile gauche en avant et par échelons, ainsi que le dit la Relation allemande, mais pour des raisons absolument indépendantes de la volonté de son chef et de sa direction.

2,400 mètres séparaient l'extrême-gauche de l'extrême-droite, mais les éléments de la brigade étaient loin d'être répartis de façon uniforme sur cette longue ligne de combat. En effet, par suite d'ordres mal donnés et de points de direction défectueux, les 5e et 6e compagnies du 16e formaient un petit paquet isolé agissant, à la gauche, pour son propre compte. Les deux compagnies de pionniers et une compagnie, environ, du 57e se jetaient, à droite, dans le bois de Tronville, tandis que, au centre, la droite du 16e et la gauche du 57e allaient chevaucher l'une sur l'autre !

Marche en avant et attaque. — Extrême gauche. — La 5e compagnie du 16e, chassant devant elle quelques tirailleurs français de la brigade Pradier, postés dans le bois de la Velterène, avait occupé le bois et en avait même garni la lisière nord. Mais, alors, le 64e (brigade Pradier) déploya ses 2e et 3e bataillons, et le 98e, trois compagnies sur la croupe que couronne la ferme de Grizières. Les Prussiens, que personne ne pouvait secourir, furent refoulés et maintenus par le feu.

C'était faire vraiment beaucoup d'honneur à cette malheureuse compagnie que de lui en opposer quinze. Il aurait mieux valu déployer moins de monde et exécuter, par contre, une poursuite vigoureuse.

La 6e compagnie, qui marchait sur le boqueteau, souffrit énormément du feu de notre artillerie, auquel la 5e compagnie échappait presque complètement. Elle ne put atteindre le ravin, et, dès 5 h. 15, dut se replier en désordre vers Mars-la-Tour, laissant sur le terrain 6 officiers et 85 hommes hors de combat.



Le Fond de la Cuve
(Partie Ouest, à gauche de la route Mars-la-Tour—Bruville).

A l'horizon, la crête du plateau de Ville-sur-Yron. Le boqueteau, au second plan à droite, sur la berge nord du ravin, est le bouquet de pins sur lequel marcha la 6e compagnie. Celui dont on ne voit que l'extrémité, au troisième plan, à gauche, est la pointe nord du bois de la Velterène.

Centre. — Pendant ce temps, le gros de la brigade Wedell avait marché de l'avant. D'abord protégés par le terrain qui contourne Mars-la-Tour à l'Est, les deux bataillons du régiment no 57 ne commencèrent à souffrir qu'au passage de la grande-route ; là, ils reçurent non seulement des projectiles d'artillerie en grand nombre, mais aussi quelques balles lancées par la

3e compagnie du 5e bataillon de chasseurs à pied français. Quant au 16e régiment, il arriva sans trop d'encombre sur la crête qui est au nord-est de Mars-la-Tour, — il était alors 5 heures du soir, — mais dès lors, il se trouva dans la zone battue et subit immédiatement des pertes, malgré l'appui prêté à l'attaque par quatre batteries qui avaient, à l'Est, traversé la grande-route le long du petit bois de Tronville et débordé ce petit bois (c'étaient les 5e et 6e légères, la 4e lourde et la 4e légère du Xe corps)[1].

« Grâce à une dépression de terrain assez accentuée, il put mettre en ligne cinq compagnies, qui, d'un bond, se jetèrent dans le Fond de la Cuve, à l'Est de la route de Bruville et gravirent ensuite la berge nord, refoulant devant elles la 3e compagnie du 5e bataillon de chasseurs, obligeant même à rétrograder toute la droite de notre ligne d'artillerie, dont une seule batterie resta en position. »

Pendant ce temps, la marche du 57e continuait : dirigée primitivement, d'après les ordres reçus sur le saillant du bois de Tronville, elle s'infléchissait de plus en plus vers la gauche, sous l'influence de nos feux arrivant dans leur flanc, et la majeure partie du régiment atteignait, par échelons, le Fond de la Cuve, en arrière et à droite du 16e.

Comment s'effectua ce mouvement en avant?

« Les régiments westphaliens, dit le Grand État-Major, malgré un feu terrible de mousqueterie et d'artillerie, n'en continuent pas moins leur marche avec une énergie que rien n'arrête ; la seconde ligne se porte sur l'alignement des tirailleurs pour boucher les larges trouées que les projectiles ennemis y ont déjà ouvertes, et quelques groupes restent seuls en ordre serré, en arrière du pont.

« Parcourant 100 à 150 pas à la course, puis se jetant à terre pour reprendre ensuite un nouvel élan, les compagnies descendaient ainsi par bonds successifs, quand, tout à coup, elles se trouvent en face du ravin... »

Il s'en faut de beaucoup que les choses se soient passées avec cette sorte de méthode et cette belle régularité. En somme, le

---

[1] *Le 4e Corps de l'Armée de Metz*, p. 141 et 142.

mouvement en avant a consisté en une vaste course, non pas au clocher, mais à l'endroit défilé des coups ! Hönig l'appelle « une chasse à courre ». Quand les hommes n'en pouvaient plus, ils se jetaient à terre pour reprendre haleine un instant, puis se précipitaient de nouveau vers le ravin. Comme le dit très justement la 25e Monographie : « L'instinct de la conservation apprenait aux hommes ce qu'ils n'avaient jamais fait à la manœuvre. »

Hönig dit d'autre part[1] : « Trois bataillons de la brigade : fusiliers du 16e, 1er bataillon et fusiliers du 57e s'avancèrent au pas accéléré, en vogue à cette époque, sans faire une pause quelconque. Quant à savoir si le 2e et le 1er bataillon du 16e se sont jetés à terre, puis portés en avant, je ne puis en décider. » Et, plus tard, il écrit[2] : « J'ai dit dans mes Recherches sur la tactique (Untersuchungen) que l'attaque avait été décousue. Il ne pouvait guère en être autrement, étant données la distance de 2,200 à 3,000 mètres à laquelle s'était produite l'attaque et la conversion de 90 à 120 degrés exécutée par l'aile droite. Même une troupe fraîche, en pareilles circonstances et en pareil terrain n'aurait pu faire mieux, surtout au milieu d'une aussi épaisse fumée. Ici, les troupes avaient parcouru une étape de 37 kilomètres par une chaleur écrasante, et marché en formation préparatoire de combat depuis le point de déploiement jusqu'à l'endroit (Sud-Est de Mars-la-Tour) où elles reçurent l'ordre d'attaquer. J'en conclus que si l'exécution de l'attaque ne répondit pas à ce qu'on attendait, cela tient à ce que les formations prises dépassaient la capacité de direction de la troupe. Il n'y a aucun reproche à adresser à nos troupes à ce sujet. »

Laissons souffler un moment dans le Fond de la Cuve les compagnies des 16e et 57e régiments westphaliens, et reprenons les points sur lesquels il y avait à faire quelques remarques, — remarques que nous avons rejetées ici pour ne pas interrompre et hacher outre mesure le récit des événements.

Remarques. — I. Nous avons vu que le 16e régiment s'était trouvé gêné dans son débouché de Mars-la-Tour par les haies et

---

[1] *Untersuchungen über die Tactik der Zükünft*, p. 107 et 108.
[2] *La Vérité sur la bataille de Vionville*, p. 111.

les fils de fer entourant les prairies dans lesquelles il était rassemblé. Cette constatation nous montre que le premier soin d'une troupe en formation d'attente doit être de se créer des débouchés et des communications faciles dans toutes les directions. Des hommes munis d'outils doivent immédiatement faire les travaux, les destructions, ouvrir les brèches nécessaires.

II. Nous avons vu également le colonel de Brixen prendre sur lui de donner à deux de ses compagnies une direction et une mission absolument différentes de celles qu'avait arrêtées le général dont il dépendait. On sait que l'initiative est extrêmement en honneur dans l'armée allemande. On peut néanmoins penser que, — dans le cas considéré, — celle que prit le colonel du 16e fut vraiment intempestive. Et, puisque ce mot d'initiative vient d'être prononcé, il est trop essentiel à la bonne exécution du service et des manœuvres qu'une entente complète existe entre les officiers d'une même compagnie sur cet important sujet pour que nous ne lui consacrions pas quelque développement.

Beaucoup de vieux officiers, et des meilleurs, ne regardent l'initiative qu'avec méfiance, lorsqu'ils ne la repoussent pas absolument. Beaucoup de jeunes officiers, par contre, et des moins bons, tressaillent au contraire d'enthousiasme dès qu'on parle d'initiative et trouvent toujours qu'on ne leur en laisse pas assez. Il semblerait, à les entendre, que c'est une panacée universelle capable de rendre la vue aux aveugles, l'ouïe aux sourds, le mouvement aux paralytiques! Est-ce donc à dire que l'initiative est une chose mauvaise, contre laquelle il sied de se tenir en garde? Nullement. Ce qui excite la méfiance des uns, l'enthousiasme exagéré des autres, c'est l'abus, non l'usage. Contenue dans de justes limites, à égale distance de l'indépendance et de l'inertie, elle peut donner et donnera des résultats excellents qu'on aurait tort de laisser échapper.

L'initiative est simplement la faculté d'agir sans ordres, quelquefois même contrairement à des ordres antérieurs ; mais toujours conformément aux desseins du commandement et au but à atteindre.

Il s'ensuit qu'elle est fonction de deux quantités :

1° La distance qui sépare une troupe du commandement ;

2° La rapidité — variable avec chaque arme — des moyens d'action de cette troupe. Il est évident, par exemple, qu'une compagnie du génie, — placée, comme elle l'est, sous la main même du général, — disposera d'infiniment moins d initiative qu'un escadron de découverte.

Il s'ensuit aussi que, pour que l'initiative des sous-ordres ne risque pas de s'égarer, il sera bon que le chef communique à ses subordonnés, en proportion du rôle qu'il compte leur assigner, tout ce qu'il pourra, sans inconvénient, leur dévoiler de ses intentions.

III. L'expérience montre que des hommes qui ont à franchir un vaste espace découvert, battu à bonne distance par le feu d'un ennemi non ébranlé, ne pourront pas être maintenus en formation compacte. Ils fuiront — soit en avant, soit en arrière — jusqu'à ce qu'ils aient trouvé un abri contre le feu qui les décime. « La tactique change tous les dix ans, » a dit Napoléon. Il n'en est pas de même pour le cœur humain !

Revenons à présent aux 16e et 57e wesphaliens et suivons-les dans leurs suprêmes efforts pour prendre pied de l'autre côté du ravin.

Attaque décisive et retraite. — 16e *régiment.* — Au moment où elles arrivaient à une centaine de mètres au delà de la crête, les cinq compagnies du 16e régiment, dont nous avons parlé, se trouvèrent en prise au feu de notre infanterie, qui garnissait le plateau.

Immédiatement, leurs soutiens, qui étaient très rapprochés, vinrent se fondre sur la ligne : « En sorte, dit le lieutenant-colonel Rousset, qu'il y eut bientôt sur un étroit espace de 300 mètres huit compagnies, dix même, car les deux dernières, restées seules en arrière un moment sur la pente du ravin, vinrent presque aussitôt renforcer la chaîne à leur tour..... » (Les deux dernières — 5e et 6e — agissaient, nous l'avons vu, pour leur propre compte à l'extrême gauche.) « Serrée en ligne compacte, ajoute la 25e Monographie, homme contre homme, cette chaîne est couchée sur le bord de la crête au nord du ravin ; derrière elle, à genoux et debout, se tiennent les soldats qui

n'ont pas trouvé place au premier rang; en maints endroits, ils sont sur six rangs de profondeur et font feu par-dessus les tirailleurs couchés. »

57ᵉ *régiment*. — « Presque au même moment, les compagnies de tête du 57ᵉ essayaient d'émerger du terrain où elles avaient trouvé un abri momentané. Seules, deux compagnies et demie du 57ᵉ purent atteindre la berge septentrionale; quand celles qui les suivaient arrivèrent dans le thalweg, elles se heurtèrent à leurs débris déjà refoulés. La fumée était si intense qu'on ne distinguait plus rien; le bruit de la fusillade, si violent qu'on n'entendait plus ni les commandements ni la sonnerie de la charge[1].

« Dans ces conditions, la crise ne pouvait se prolonger. En réalité, elle dura à peine dix minutes. Décimés, fusillés sur leurs deux flancs, d'ailleurs épuisés par une marche de 42 kilomètres sous un soleil de plomb, les Prussiens redescendirent en ordre dans le ravin, où nos soldats, les foudroyant à bout portant, achevèrent de les anéantir. »

« Les cinq bataillons de la brigade Wedell qui avaient pris part à cette attaque, dit le général Canonge, présentaient, au début, un effectif de 95 officiers et de 4,546 hommes; ils éprouvent — en y comprenant environ 370 prisonniers — une perte totale de 72 officiers et de 2,542 hommes (dont 1,785 pour un seul régiment : le 16ᵉ). La proportion des tués aux blessés est de 3 à 4. Le régiment de gauche (le 16ᵉ) a perdu son drapeau, que capture le sous-lieutenant Chabal, du 57ᵉ régiment d'infanterie, de la division de Cissey. Le général de Wedell a été contusionné. »

Voilà pour l'état matériel de la brigade Wedell!

Quant à son état moral, voici ce qu'en dit Hönig :

« On voyait des hommes vigoureux s'affaisser, inertes; une chaleur suffocante, une marche forcée suivie d'une attaque particulièrement pénible avaient épuisé les forces. Quant à l'attitude de ces soldats, si durement désillusionnés, elle variait avec leur sensibilité. J'en vis qui pleuraient comme des enfants

---

[1] *Le 4ᵉ Corps de l'Armée de Metz*, p. 143 et 144.

d'autres qui s'affalaient sans mot dire. Cependant, chez la plupart, la soif avait fait taire toute autre sensation, la nature reprenant ses droits : « De l'eau ! de l'eau ! », tel est à peu près le seul mot que j'entendisse proférer par ces fantômes. Et, bien que la fusillade ennemie crépitât encore drue comme grêle à travers nos débris misérables, on ne se retirait que lentement, les têtes penchées sous la fatigue. Les traits apparaissaient affaissés ou grimaçants sous la couche de poussière crayeuse qui s'était collée aux visages trempés de sueur. On avait dépassé la limite extrême des forces humaines, et aucun homme n'était plus capable du moindre effort. Nul sentiment, qu'il fût noble ou vulgaire, ne pouvait l'émouvoir. Il ne reconnaissait ni ses amis ni ses chefs.

« Ainsi, les hommes traversèrent en sens inverse ces vastes champs qui, si peu de temps auparavant, avaient retenti de leurs chansons de marche. Si quelques escadrons étaient survenus brusquement, pas un n'en eût réchappé ! Quand une fois on a vu les visages de pareils hommes, leurs traits restent ineffaçablement gravés dans la mémoire ; ils sont la vivante expression de la folie, car c'étaient bien des fous qu'on aurait cru voir, des êtres devenus fous à la suite de l'épuisement des corps et des effroyables émotions de l'âme ! »

Malheureusement, les escadrons français ne parurent pas. Alors que la cavalerie allemande se lança aussitôt pour arrêter notre poursuite, d'ailleurs menée bien peu vigoureusement, et conjurer, autant que possible, les conséquences de la déroute, la nôtre manqua pour assurer la victoire. Là, comme ailleurs, nous avions oublié l'exemple et les leçons d'Iéna.

Nous arrêterons ici cette étude, déjà suffisamment longue, laissant les malheureux débris de la 38e brigade fuir vers Thiaucourt, où ils arrivèrent dans la nuit du 16 au 17 août, vers 3 ou 4 heures du matin.

Des enseignements qu'elle a pu nous fournir, le plus important, peut-être, et le plus triste en même temps, est justement celui qu'avec intention nous avons passé sous silence. On a pu remarquer, en effet, et c'est ce que je tiens à mettre en relief, qu'il était possible d'étudier presque entièrement l'opération de la brigade allemande sans être contraint de faire inter-

venir en quoi que ce soit la manœuvre de son adversaire, qui servit ainsi presque uniquement de plastron.

Bien des reproches injustes ou passionnés ont été adressés, après la guerre, à notre ancienne armée et à ses chefs. A Dieu ne plaise que je m'y associe, si peu que ce soit! Si, trop jeune encore, l'honneur ne m'a pas été donné de prendre ma part de ces luttes, j'ai eu, du moins, l'inoubliable joie — dont je suis fier — de partager à Metz ses privations et quelques-unes de ses souffrances, de prendre aussi avec elle le chemin de la captivité..... Mes yeux d'enfant ont gardé l'éblouissement de ces beaux uniformes, de ces admirables sous-officiers, de ces vieux soldats chevronnés et médaillés, de ces jeunes et pimpants officiers, qui allaient gaiement au combat, le képi crânement posé sur l'oreille ; de ces généraux vénérés dont les noms évoquaient nos victoires d'Algérie, de Crimée, de Chine ou du Mexique, toute cette prestigieuse campagne d'Italie! Mais, sans porter atteinte au respect que nous devons à nos aînés, sans rien répudier de la solidarité qui nous unit à eux, il est juste et salutaire de rechercher les causes de leur insuccès et de l'attribuer pour la plus grande part, en dehors des fautes commises par la direction supérieure, au funeste esprit de défensive passive que la supériorité de notre chassepot avait fait prédominer dans les décisions du commandement et jusque dans les instructions ministérielles du maréchal Niel.

Des deux moyens d'action de l'infanterie, j'insiste encore sur ce point : le feu et le mouvement, le second, le plus important, le seul décisif, avait été laissé de côté. Nous recherchions de « belles positions », avec clef et tout ce qui s'ensuit ; nous les garnissions en ordre linéaire, nous les défendions avec héroïsme, avec parfois même un succès passager. Mais l'ennemi, aidé du reste par une grande supériorité numérique, manœuvrait en avant et sur les flancs de ce plastron. Et la victoire finissait par lui rester.

Ne nous lassons jamais de méditer ces leçons, appliquons-nous, tout en laissant au tir sa part légitime d'influence, à ne pas nous laisser éblouir par de mirifiques résultats de polygone ; à obtenir, en revanche, par une éducation raisonnée et un entraînement méthodique, tout ce que nous pouvons attendre de la souplesse, de la mobilité, de l'intelligence et du dévouement de

nos braves petits fantassins, dont le pied puissant saura bien encore, comme par le passé, reculer la frontière mutilée vers laquelle sont tournés notre pensée et notre cœur, — et dont l'énergique cadence de marche semble rythmer le battement même du cœur de la Patrie !

Georges L...,
Capitaine d'infanterie.

LE
CHARGEMENT DU SOLDAT

Qui de nous n'est pas ému à la vue des troupiers qui, couverts de sueur et de poussière, cheminent le long des routes et des sentiers pierreux, manœuvrent par monts et par vaux sous la pluie ou le soleil, ayant sur le dos une charge qui leur cause d'indicibles malaises?

« Il y a vraiment de la barbarie (je dirais presque c'est un crime de lèse-nation), s'écriait le maréchal Bugeaud, à les charger de 7 à 8 jours de vivres, 60 cartouches, chemises, souliers, marmites, etc., etc... Beaucoup succombent sous un tel poids, et les plus forts ont besoin d'être conduits avec une lenteur telle qu'il est impossible de faire de ces mouvements rapides qui seuls peuvent donner du succès. »

Après lui, le maréchal de Saint-Arnaud écrivait : « On a, en France, la manie inhumaine, cruelle, absurde, brutale, intolérable, funeste au plus haut point, de charger les fantassins plus que les mulets. »

Que disait le général Morand, tué en 1870 : « On abuse de la force et de la bonne volonté du fantassin ; aussi la fatigue y fait-elle dans les rangs de l'infanterie plus de victimes que les balles. Le havresac est trop large et trop haut, le paquetage trop volumineux et trop lourd. »

Écoutez le général Lamiraux : « Le poids que les hommes portent est excessif ; il serait presque impossible au soldat de faire un service de tirailleur un peu actif et, à plus forte raison, serait-il difficile de faire donner aux hommes ainsi chargés un vigoureux coup de collier pour l'enlèvement d'une position. »

Si ces chefs autorisés tenaient un tel langage à l'égard de vieilles troupes rompues aux fatigues, que diraient-ils de nos

soldats d'aujourd'hui ? En raison des nombreux moyens de transport dont on dispose, les hommes arrivent au régiment bien moins préparés pour marcher et porter les fardeaux. D'autre part, la durée du service ne permet pas de rectifier la nature au point de lui rendre les qualités physiques perdues peu à peu par le temps, puisque un grand nombre d'entre eux ne fait qu'une année de service tout au plus.

Plus récemment, le général Dumont, dans la préface du livre *Sac au dos*, du commandant Lavisse, s'exprimait ainsi : « Les plus belles conceptions du chef ne sont-elles pas vaines et inutiles avec des troupes fatiguées ou débilitées ? C'est toujours avec les jambes du soldat que se gagnent les batailles. Or, le sac coupe les jambes. » Rappelant par ces paroles ce passage frappant des *Lettres sur l'Infanterie*, du prince de Hohenlohe : « A quoi peuvent servir les dispositions les plus géniales, si les troupes ne sont pas du tout capables d'aborder l'ennemi, ou si elles n'arrivent sur lui qu'avec un effectif réduit de moitié, ou qu'elles ne soient pas à même de soutenir la lutte ? Nous battons l'ennemi autant avec nos jambes qu'avec nos fusils. Par suite, de quel précieux concours ne se prive-t-on pas si l'on enlève à ces jambes le meilleur de ce qu'elles peuvent donner. »

Je pourrais multiplier les citations. Napoléon Ier n'a-t-il pas écrit cette phrase caractéristique : « Il est essentiel que le sac soit aussi petit que possible, qu'il ne saillisse jamais de plus de trois pouces sur le dos du soldat. » Ces citations suffisent amplement.

Mais s'il est vrai de reconnaître que le soldat est trop chargé, je me permets d'ajouter que le plus grand mal provient moins de la charge que de la façon de l'arrimer : c'est moins son poids qui écrase le soldat que sa répartition dont la défectuosité l'oblige à des efforts considérables, se traduisant par une perte sèche de travail utile. Tel qu'il est, le mode de porter le sac est contraire aux lois de l'hygiène, puisque, par les funestes effets qu'il produit sur tous les organes du tronc, il paralyse les forces, les annihile.

S'il était nécessaire de recourir à un exemple pour prouver que le poids n'est rien, si je puis m'exprimer ainsi, que la manière de porter est tout, il suffirait, pour rendre sensible cette vérité, de porter 10 kilos sur l'épaule, puis 10 kilos à bras tendu.

Dans le premier cas, l'homme n'ayant d'effort à faire que pour porter sa charge, qui se trouve presque en équilibre, il peut la porter longtemps sans fatigue ; dans le second, au contraire, la charge se trouvant éloignée du centre de gravité de toute la longueur du bras, il a non seulement à la porter, mais à la maintenir dans cette position. Cet effort, dont la valeur est représentée par le poids de la charge multiplié par le bras du levier, est tel qu'au bout de quelques instants ses forces sont épuisées. Voyez-vous, pour se servir d'un exemple qui se présente journellement à nos yeux, cet homme qui porte un seau plein d'eau : il est obligé d'incliner très fortement le haut du corps du côté opposé à la main qui tient le seau, afin de se maintenir en équilibre, d'où une position anormale qui produit rapidement la fatigue ; si, au lieu d'un grand seau, cet homme en porte deux petits, un dans chaque main, il peut marcher dans la position verticale et il se fatigue bien moins.

A l'appui de cette assertion qui tend à établir la nécessité absolue de modifier sans retard la répartition du chargement du soldat, j'apporterai l'avis des docteurs Champouillon, Judée, Morache, Lèques, Forgues, Viry ; des commandants du Puy de Podio, de Pouvourville, Raoul, Lavisse ; du capitaine Richard.

Je ne doute pas que cet avis soit partagé par la masse des médecins et des officiers, sans parler des soldats, dont le sentiment est unanime à cet égard.

Ainsi deux solutions se présentent : l'une consiste à alléger la charge, l'autre à la mieux répartir.

La première solution ne peut donner que des résultats insuffisants, à moins qu'on ne supprime le sac. Les effets ou objets qui composent le chargement du soldat, soumis à différentes reprises à un examen des plus minutieux, paraissent tous indispensables. La seconde, au contraire, semble susceptible de produire les meilleurs résultats. Aussi je me propose d'étudier, me rappelant combien j'avais peiné comme jeune soldat, le problème de la charge au point de vue particulier et pratique de l'arrimage du sac, d'où provient, avons-nous dit, le plus grand mal.

J'ai recours à l'étude de la nature.

En présence des nombreux exemples qu'elle m'offrait de toutes parts, où le problème de la charge était résolu à la satisfaction des porteurs, j'ai cru qu'en s'inspirant de ces procédés il

était possible de doter l'armée d'un sac qui remplît presque toutes les conditions désirables de simplicité, de commodité et d'hygiène.

C'est le résultat de ces recherches que je me permets de communiquer aujourd'hui.

Dans cette étude, je vais examiner :

1° Les conditions d'hygiène que doit remplir un sac de troupe ;

2° Le contraste frappant qui existe entre le sac actuel et ces conditions ;

3° Les exemples que nous offre la nature pour nous guider dans la voie à suivre ;

4° Présenter un modèle de sac où le mode de répartition de la charge serait autrement rationnel que celui du sac actuellement en usage.

1° Conditions d'hygiène que doit remplir un sac de troupe.

La charge, dit le docteur Forgues, doit n'entraîner chez le fantassin que le moins possible des conditions défavorables dans l'équilibration du corps, dans le rendement en travail utile, dans la dépense organique et la fatigue.

Par suite, le meilleur mode de chargement est celui qui, en station ou aux diverses allures, trouble le moins la statique normale du corps, permet aux forces de l'homme de produire le meilleur rendement, gêne le moins le porteur dans ses mouvements et dans l'usage de ses armes, apporte l'obstacle minimum à la respiration et à la circulation du sang.

C'est celui qui, en dehors des efforts musculaires nécessaires pour enlever tout le poids pendant la marche, oblige le moins à produire d'autres efforts musculaires pour le maintenir.

Celui où le centre de gravité se trouve à l'intersection de deux plans verticaux perpendiculaires passant par le milieu du corps dans le sens de la longueur et de la largeur, autrement dit celui où la charge est égale, si c'est possible, en avant, en arrière ; égale à droite et à gauche, sur la partie antérieure du corps et également des deux côtés de la colonne vertébrale sur la partie postérieure.

Celui où le sac est équilibré, autant que possible, de manière à faire supporter cette charge par la partie du corps qui est la plus apte à cette fonction, c'est-à-dire par les épaules et par la partie supérieure du dos de façon à supprimer le plus possible les pressions et les frottements, et à donner à la charge un point d'appui suffisant.

En un mot, le meilleur dispositif est celui qui permet de placer le fardeau sur le haut du dos et de l'équilibrer, en totalité ou en partie, par un chargement fixé sur l'épaule, puisque par ce moyen la poitrine et le ventre sont gênés aussi peu que possible dans leur fonctionnement.

Il faut donc, si l'on veut soulager notablement le soldat en campagne, lui rendre la mobilité dont l'importance à la guerre est capitale, arriver à le doter d'un sac dont la charge placée sur le haut du dos soit équilibrée par un chargement reposant sur l'épaule, de manière que le centre de gravité de la charge passe par le centre de gravité du corps ou s'en rapproche le plus. De cette façon le corps constamment droit dans le travail ne perdra rien de son aplomb, de son attitude normale, ni surtout de la liberté d'action de ses mouvements.

Je n'ignore pas que dans l'occurrence je m'écarte de certaines idées en cours. Des militaires, partant de ce principe de statique que le centre de gravité de la charge doit se rapprocher le plus possible du centre de gravité du corps, ce qui, « pris au pied de la lettre, dit le docteur Lèques, obligerait à tout porter à la ceinture », demandent que la charge soit portée sur les reins.

A leur encontre, j'élève la charge au-dessus du centre de gravité du corps, et je la place sur le haut du dos et l'épaule, de manière à l'équilibrer le plus possible entre ces deux parties qui, de l'avis de tous, sont les plus fortes et les plus aptes à porter.

En agissant ainsi, il m'a semblé que je ne faisais qu'appliquer les procédés de la nature qui doit être notre modèle.

Il m'a paru que si l'équilibre est plus stable en appliquant le premier principe, cette plus grande stabilité est acquise au prix de graves inconvénients.

Les flexions des reins en avant ou en arrière, les torsions à droite ou à gauche que l'homme est obligé de faire à chaque instant, soit qu'il regarde en arrière ou seulement sur le côté,

soit qu'il quitte ou prenne la position assise, à genou ou couchée, qu'il grimpe ou descende un talus, qu'il franchisse un obstacle ou qu'il se redresse après un faux pas, soit enfin qu'il fasse un effort quelconque plus ou moins violent, ces flexions, ces torsions, dis-je, doivent être des plus pénibles, des plus fatigantes. Les organes abdominaux doivent éprouver de cruels tiraillements. La respiration doit être considérablement gênée. Cette charge ainsi suspendue ne peut que brûler les reins après quelques heures de marche, surtout pendant les chaleurs, et causer d'insupportables douleurs, en même temps que les jambes de l'homme à qui la guerre impose d'être un marcheur par excellence, perdent toute leur souplesse, toute leur élasticité.

Par l'application du second principe, si la disposition de la charge fournit un équilibre un peu moins stable, ce léger inconvénient est largement compensé par les grands avantages que nous verrons plus loin. Disons, en passant, que les jambes conservent toute leur aisance, toute leur mobilité, toute leur vigueur, que les forces de l'homme plus utilement employées donnent un rendement de beaucoup supérieur.

2° Contraste qui existe entre le sac actuel et ces conditions.

Le sac actuel répond-il aux conditions que nous venons d'énumérer ?

Nous savons tous, les uns pour l'avoir porté, les autres pour avoir constaté la fatigue qu'il cause au soldat, combien son mode d'arrimage, quoique consacré par une longue expérience, est défectueux à tous les points de vue.

De longs développements ne seront donc point nécessaires. Un exposé succinct des graves inconvénients auxquels sont soumises les diverses parties du tronc suffira amplement à démontrer la nécessité absolue de le modifier sans retard.

1° *Épaule.* — Les épaules sont enserrées, bridées, attirées en dehors, meurtries par les bretelles qui étreignent de chaque côté les masses de muscles pectoraux, ces puissances inspiratrices par excellence (Dr Forgues), dont les forces s'épuisent rapidement par l'obligation dans laquelle ils se trouvent de faire

une énergique et constante contraction pour résister à cette violente traction. Ces muscles repoussés vers ceux du cou compriment les carotides et troublent la circulation du sang dans le cerveau. C'est ce qui explique, dit le capitaine Richard, dans sa brochure sur *La marche du Fantassin*, ce fait d'expérience qu'après plusieurs heures de marche avec le sac chargé, le soldat ne pense plus à rien, ne s'intéresse à rien et souvent ne voit plus les objets qui l'environnent que sous un voile. Interrogez-le à ce moment, demandez-lui ce qu'il pense, il vous répondra invariablement : « à rien ». Le cerveau, en effet, ne fonctionne plus normalement, par suite du trouble provoqué par la compression des muscles et des artères du cou.

2° *Bras, mains.* — Par l'énergique constriction que les bretelles exercent sur les épaules, sous les aisselles, la circulation du sang étant presque interrompue, les bras s'engourdissent, se paralysent.

Les mains violacées sous l'afflux du sang s'enflent et n'ont presque pas la force de soutenir le fusil qu'elles doivent serrer fortement à l'épaule pendant le tir.

3° *Colonne vertébrale.* — Le centre de gravité de la charge, passant très en arrière de celui du corps, la colonne vertébrale est ramenée en arrière. Pour résister à cette traction le soldat est obligé de contracter les muscles du thorax et de l'abdomen, ce qui devient intolérable pendant la marche. Il doit porter le haut du corps en avant pour rapprocher le chargement de la verticale passant par le centre de gravité normal de son corps ; il doit se pencher, pour garder l'équilibre, d'autant plus en avant que le fardeau est par sa nature plus lourd ou plus chargé en arrière, en vertu de ce principe qu'une charge est d'autant plus lourde que son centre de gravité s'éloigne davantage de la verticale passant par le centre de gravité du corps ; par suite il est contraint à courber le cou et le dos, à voûter les épaules, à creuser la poitrine, à prendre en un mot une attitude de marche aussi disgracieuse que pleine d'inconvénients. Ces marches, en effet ne peuvent être que d'un faible parcours, fatigantes pour l'homme et d'une action dangereuse pour la poitrine, en tant qu'elles ne dégagent pas assez la région pectorale, qu'elles ne

laissent pas le jeu nécessaire aux fonctions respiratoires, qu'elles procurent dans le cou, dans le haut du dos, de violentes courbatures. (De Pouvourville.)

En vain, le règlement, devant ces inconvénients, recommande aux hommes de mettre le sac à hauteur des épaules, afin de relever la charge le plus possible pour la faire porter sur la partie supérieure des omoplates, et de diminuer ainsi la pression des courroies sous les aisselles. Cette prescription reste lettre morte. En vain, les officiers et les gradés interviennent pour la faire observer, elle n'est pas moins transgressée.

D'où vient que cette sage mesure reste inapplicable ? C'est que pour maintenir le sac à hauteur des épaules, le soldat est obligé de les serrer très fortement. Cette constriction provoque une telle gêne que l'homme le plus robuste ne peut y résister ; au bout de quelques instants, il éprouve le besoin irrésistible de donner un peu plus de jeu au sac, il déserre les bretelles. Aussitôt la charge retombe sur les reins et occasionne des malaises dont les effets pour être moins prompts que les précédents sont aussi funestes.

4° *Dos, reins.* — Le dos n'est pas plus épargné. Sans parler des blessures que les médecins ont eu plus d'une fois à constater, la trop grande adhérence du sac harasse le soldat. Une sueur abondante se produit, la chemise se colle au corps, les vêtements de dessus et le sac lui-même sont transpercés. Que, sur ces entrefaites, un coup de vent survienne, la sueur se glace, le soldat est saisi, une pleurésie se déclare.

Sans évoquer de si fâcheux accidents, qui ne voit que, par suite de l'air qui circule difficilement, la transpiration s'effectue avec peine; de là une gêne qui, s'ajoutant à celle que provoquent les effets mouillés que le soldat est obligé de garder jusqu'au bout de l'étape, cause de graves malaises.

Les reins sont à leur tour brisés, meurtris par les coups sans cesse répétés que leur donne la partie inférieure du sac pendant la marche, pendant la course et pendant le franchissement des obstacles. Ce sont surtout les hommes de petite taille, chez lesquels le havresac chevauche sur la cartouchière et s'appuie sur le bas du dos, qui ont particulièrement à souffrir.

5° *Thorax, abdomen.* — Le thorax et l'abdomen n'exécutent qu'avec peine et presque toujours incomplètement les mouvements d'ampliation nécessaires au jeu des poumons et du cœur. Ces deux organes, dit le docteur Champouillon, faisant d'infructueux efforts pour se dilater, à la longue l'un se congestionne de sang noir, l'autre s'hypertrophie ou se dilate jusqu'à l'anévrisme.

En dehors de ces considérations humanitaires, quel est l'officier qui n'a pas remarqué la difficulté qu'éprouve le soldat pour engager la bretelle dans la boucle de derrière et surtout pour mettre l'ardillon de la boucle dans le trou convenable, afin que les deux côtés supérieurs du sac soient à la même hauteur, autrement dit afin que l'aplomb du sac sur le dos soit assuré. Si cette opération est malaisée pour les anciens soldats, par suite du poids du paquetage qui tend à glisser, par suite de l'obligation de manœuvrer les mains derrière le dos, les bras retournés, que sera-ce pour le jeune soldat? Aussi, pendant les premiers mois, il a besoin d'avoir recours à un camarade. Dès lors, qui ne voit à première vue que cet assujétissement du sac sur les épaules nécessite un temps relativement long, tandis qu'il devrait se faire vite et pour ainsi dire machinalement.

Supposons une troupe au repos, les faisceaux formés, les sacs à terre. Tout à coup l'alerte est donnée, les plus lestes et les plus habiles ajusteront tant bien que mal leur sac sur leur dos; d'autres, moins adroits, s'attarderont pour s'équiper; d'autres enfin, privés de leurs moyens sous le coup de l'émotion, maladroits dans la précipitation, abandonneront leur paquetage pour rejoindre au plus tôt leurs camarades. (Commandant Lavisse.)

Que penser de ce passage du règlement qui prescrit de parcourir très rapidement les espaces découverts? Si nous pouvions avoir quelque illusion à ce sujet, il suffirait de voir ce qui a lieu dans les manœuvres du temps de paix. Lorsqu'au pas de charge succède le pas gymnastique, puis le pas de course, nous voyons tous que les soldats, qui sont cependant bien moins chargés qu'en temps de guerre, s'arrêtent haletants, brisés de fatigue, au bout d'une centaine de mètres. Cependant l'infanterie aura parfois à franchir très rapidement des distances considérables avant d'atteindre la position qu'elle doit attaquer, témoin la garde prussienne à Saint-Privas.

Au point de vue du tir, sur quels résultats peut-on compter avec des hommes arrivant ainsi chargés sur le champ de bataille, quand on songe qu'au bout de très peu de temps les plus énergiques, les plus forts seront eux-mêmes incapables d'épauler, tant les mouvements de la mise en joue sont rendus pénibles par la compression des épaules ?

Ai-je besoin d'insister sur la difficulté qu'éprouve le soldat pour se relever de la position couchée, avec une aussi lourde charge sur le dos ?

La conséquence de ce qui précède est que ce sac est impropre au service de guerre. J'en appelle à l'expérience des campagnes du second Empire, où l'usage courant était de mettre sac à terre avant l'assaut. Qui ne se rappelle la bataille de l'Alma, où les Français victorieux abandonnèrent la poursuite des Russes pour venir reprendre leurs sacs et ne purent ainsi profiter de tout le fruit de leur victoire ? Que serait-il arrivé, s'ils avaient été battus ? Les sacs étaient perdus à tout jamais ; plus de bivouacs possibles, plus d'effets pour se changer, plus de nourriture assurée. Les troupes couraient à un désastre. Nous pourrions apporter encore plusieurs exemples tirés de la guerre de 1870.

Après ce rapide tableau, n'est-il pas de toute évidence que ce serait plus qu'une négligence, presque un crime, de laisser porter plus longtemps ce sac, qui étouffe les soldats, si bien que dans les prises d'armes en tenue de campagne on en voit tomber, et que dans une marche un peu longue la respiration devient si difficile, l'oppression si forte, que les uns, vaincus, terrassés par cette compression, s'arrêtent ou tombent et viennent encombrer les ambulances et les hôpitaux. Quant aux autres, ce n'est qu'au prix de grands efforts et en donnant de nombreux coups de sac pour déplacer la charge, afin de respirer un peu plus à l'aise, qu'ils arrivent à l'étape.

3° Exemples qu'offre la nature pour guider dans la voie à suivre.

Jusqu'ici tous les efforts des officiers et des médecins qui se sont occupés de cette question ont échoué ; est-ce à dire qu'il n'y a pas de remèdes, qu'il est inutile de faire de nouvelles recherches ? Sous prétexte que cette question a été étudiée et réétudiée

depuis plus d'un siècle, est-on sûr qu'on ait tout essayé ? Que rien n'ait échappé aux investigations des chercheurs ? Qu'il n'y ait place pour une idée nouvelle ? Le progrès n'est-il pas incessant ? Ne perdons pas courage ; creusons, fouillons toujours ; ce que l'un n'a trouvé, un autre peut le trouver et un autre trouver mieux encore.

Pour moi, divers sentiers restent inexplorés ; je me jette hardiment dans l'un d'eux.

Mais avant de parler de cette voie nouvelle qui me semble en conformité avec les leçons de la nature, il est bon de faire voir ce qui a été déjà dit sur ce sujet.

Si l'on examine, dit le docteur Aronsohn, la manière dont les hommes portent les fardeaux dans les différents pays, l'on remarque deux choses :

1° Il n'y a que les fardeaux légers qui soient portés dans un sac en bandoulière ou sur le dos au moyen de bretelles ;

2° Les fardeaux lourds sont toujours portés sur la nuque et le dos au moyen d'une large bande appuyée sur le front ; ainsi font les forts des halles et des ports, les Indiens du Mexique, les hammals de Constantinople.

Cette considération lui suggère le dispositif suivant :

Le sac serait composé de deux parties qu'il appelle l'une, le sac de combat, l'autre le sac de charge.

Le sac de combat contiendrait l'indispensable, c'est-à-dire le manteau, les cartouches et deux jours de vivres : rien de plus. Avec l'armement, la marmite, la petite gamelle et le petit bidon, ce serait un poids total de 15 kilogrammes, avec lesquels le soldat marcherait toujours. Tout le reste, c'est-à-dire, un autre poids de 15 kilogrammes serait réuni en rouleau et constituerait ce qu'il appelle le sac de charge que l'on placerait au-dessus du sac de combat, où on l'y réunirait solidement. Une large banderole y serait fixée et pourrait être placée sur le front, de façon que tout le poids serait supporté par la tête et que la poitrine serait entièrement dégagée. Les bretelles ne figureraient plus alors que pour ordre. En pays ennemi, dans des marches longues et pénibles, le soldat serait heureux d'avoir un moyen de porter commodément son fardeau. Il s'en servirait du reste à volonté ; si dans un moment donné il voulait, par amour-propre, paraître insouciant de sa charge, d'un mouvement il relèverait

la tête, rejetterait la banderole en arrière et ne porterait plus que par les bretelles.

De son côté, le docteur Forgues, après avoir constaté que les paysans des Alpes briançonnaises véhiculent, jusqu'à leurs champs aux pentes raides, leurs charges de fumier dont le faix principal porte sur les lombes, soutenu par une sorte de courroie qui passe sur le front, et que le montagnard maintient des deux mains, utilisant ainsi, comme un bœuf sous le joug, la puissante contraction des muscles de la nuque, est d'avis qu'il y aurait lieu de faire à l'équipement des troupes de montagne l'application de cette expérience populaire et d'essayer chez les chasseurs alpins un chargement qui serait plutôt lombaire que dorsal.

Ces deux systèmes ne me paraissent pas résoudre pratiquement le problème. Avec le premier, le soldat serait plus mal partagé que la bête de somme; il ne pourrait tourner la tête ni à droite ni à gauche. Sans doute, ce mode de transport donne pour le portefaix de bons résultats, mais cet homme ne porte ainsi sa charge que pendant quelques minutes ; il a le temps, pendant qu'il va reprendre un nouveau fardeau, de se dégager complètement la tête. Pour le soldat, c'est pendant 50 minutes qu'elle serait sous l'effort. Une pareille contention des muscles de la tête et du cou, si elle est possible, ne présente-t-elle pas les plus grands inconvénients ?

Le second système, en admettant que son auteur n'emploie pas la banderole, ne me semble pas meilleur. En faisant porter le poids de la charge sur les lombes, il a le grave inconvénient d'exercer une pression sur le sacrum, de gêner les mouvements des hanches, des cuisses, de rendre par cet abaissement du centre de gravité la marche pénible à l'excès, surtout dans les régions montagneuses (Dr Korting). Or, rappelons-nous cet axiome du maréchal de Saxe : « C'est dans les jambes qu'est tout le succès des combats ; c'est aux jambes qu'il faut s'appliquer. Quiconque fait autrement est un ignorant de ce qu'on appelle le métier de la guerre. »

Il ne faut donc imposer à ces dernières aucune entrave, aucune gêne pour ne leur rien enlever de leur mobilité, de leur vigueur.

Je me permettrai en outre de faire remarquer que si les

Briançonnais portent leurs fardeaux sur les reins, c'est pour eux une nécessité. Leur charge est encombrante, volumineuse. La rapporter sur le haut du dos, rendrait l'équilibre des plus difficiles et des plus pénibles. Le moindre faux pas, le moindre coup de vent ne manquerait pas de faire tomber le porteur, ou du moins de lui imprimer des oscillations très fatigantes. La charge sur les reins qui permet de porter un petit poids sous un gros volume, comme font les boulangers, est un cas particulier. Remplacez le fardeau de ces montagnards ; au lieu de fumier, donnez-leur à porter un sac de ciment ou de chaux, un morceau de plomb ou de fer ; leur mode de porter changera à mon avis, du tout au tout ; ils porteront sur le haut du dos le poids qu'ils portaient sur les reins. C'est qu'à l'école de l'expérience, l'homme trouve à la suite d'exercices répétés le meilleur mode de porter sa charge selon le genre de travail auquel il est astreint. S'il fallait des exemples pour corroborer cette assertion, considérons les apprentis maçons, employés à porter les uns le mortier, les autres les pierres pendant huit, dix heures par jour, sous un soleil brûlant.

Les premiers portent leur fardeau sur le haut du dos, au moyen d'un appareil en bois dont les supports reposant sur les épaules permettent de ramener la charge sans aucune difficulté en avant ou en arrière et de la disposer de manière que la verticale passe par la verticale du centre de gravité du corps et que le poids soit parfaitement équilibré.

Les seconds portent pareillement leur charge sur les omoplates au moyen d'un sac dont une partie prend appui sur la tête, tandis que l'autre formant coussinet repose sur le dos.

Les uns et les autres utilisent toute leur puissance avec des moyens très simples et toujours appropriés au genre de fardeau qu'ils doivent porter.

Que font les porteurs d'eau, les porteurs de lait ? Les uns et les autres font reposer sur leurs épaules un appareil primitif auquel ils suspendent leurs cruches ou leurs bidons, soit partie en avant du corps, partie en arrière, soit sur les côtés, partie à droite, partie à gauche.

Que font les forts de la halle ? Ils portent leur sac sur la nuque et sur le haut du dos, leur charge dépasse en avant et s'appuie en arrière sur le haut de la colonne vertébrale.

Et les femmes de Provence, les paysannes de Gascogne, les nègres du Soudan? Tous portent sur la tête leurs lourds fardeaux.

Que font les rudes montagnards de l'Ardèche à l'époque des vendanges? A l'instar des apprentis maçons, ils portent sur le haut du dos, à l'aide d'un coussinet de paille, leurs comportes pleines de raisins.

Je vois encore un vieillard parvenant par un procédé tout aussi simple qu'ingénieux à obtenir de ses faibles forces le maximum de rendement.

Un gros fagot de bois était placé en travers sur le haut du dos, maintenu dans cette position par deux gros piquets de $1^{m},50$ de long, reposant sur les épaules et dont la partie la plus mince traversait le fagot, l'autre servait, par sa longueur et sa lourdeur, de contrepoids à la charge.

Partout le principe est le même, la charge est placée de manière que le centre de gravité se trouve sur la verticale du centre de gravité de l'homme ou s'en rapproche le plus possible; seuls les moyens employés diffèrent selon le genre de fardeau que l'homme est appelé à porter.

Qui donc a appris à ces hommes, pour la plupart d'une intelligence bornée, à porter leur faix de la façon la plus commode, la moins fatigante? Est-ce le fruit de longues théories faites par des professeurs éminents?

Ils le doivent uniquement à la dure école de l'expérience acquise par les difficultés journalières auxquelles leur dur métier les soumet.

Pour le soldat qui peine, il eût trouvé depuis longtemps le meilleur mode de chargement, s'il eût été possible de le laisser libre de disposer son fardeau à son gré, de le répartir selon ses besoins.

Les corps faisant le plus souvent campagne et connus par leur endurance à la marche (troupes coloniales, armée d'Afrique) nous en offrent un frappant exemple. Ils édifient leur sac en hauteur; c'est au-dessus des épaules que s'étage leur fourniment. Qui ne connaît, par l'image au moins, le sac si pittoresquement paqueté des zouaves, surmonté des effets et de la couverture, pliés en accordéon, au-dessus desquels se dresse verticalement la marmite de campement, supportant elle-même

la gamelle individuelle, le tout couronné du pain de munition ? Ils réalisent d'instinct cette condition physique de l'équilibre : rapprocher les lignes de gravité de la charge et du corps.

Malheureusement, ce chargement donne un équilibre des plus instables ; par la fréquence de ses oscillations, qui provoquent des battements très gênants pour la tête, il expose à des chutes à une allure un peu vive et rend le tir couché presque impossible.

Appelons-en aux troupes qui manœuvrent dans les Alpes. Combien de fois n'avez-vous pas vu le soldat, quand la fatigue le gagne, prendre son bâton ferré, l'engager entre le sac et la couverture, et s'en servir comme d'un levier pour soulever la charge qui lui coupe les épaules ? S'il ne va pas toujours si loin de crainte d'une punition, combien y en a-t-il qui saisissent leurs piquets ou leur bâton ferré et les ramènent en avant. Par ce stratagème, ils parviennent à soulever le sac par derrière et à le rapprocher des épaules ; ils mettent, sans s'en douter, sur le même prolongement la ligne du centre de gravité du corps et de la charge ; autrement dit ils équilibrent leur charge le mieux possible.

Le voilà mis en pratique par la force des choses, ce vieux principe militaire qu'invoque le général Lamiraux comme la panacée vis-à-vis des inventeurs de système et de moyens, quand il dit :

« Comment a-t-on fait l'autre jour en pareille circonstance ? De telle manière, répond l'état-major. Eh bien ! si cela a marché, recommençons et faisons de même. Inutile d'essayer autre chose qui irait peut-être moins bien. »

Un tel raisonnement ne donne-t-il pas le droit de répondre : Si le soldat agit ainsi, n'est-ce pas parce qu'il a ce moyen à sa disposition et qu'il s'en sert pour le mieux ; mais, s'il en avait d'autres, n'agirait-il pas autrement ?

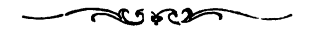
Aussi, à l'encontre de cette opinion qui laisse au soldat pour toute consolation la latitude de se soulager comme il peut, poussant plus avant, je cherche à tirer de ces faits d'expérience les enseignements salutaires qu'ils comportent à l'aide du raisonnement suivant :

Puisque, pressés par la nécessité, les soldats trouvent le moyen d'alléger leur charge, de diminuer la pression des bre-

telles, pourquoi ne mettrions-nous pas en tout temps à leur disposition un procédé analogue ? Puisque, à l'instar des colporteurs, des chemineaux, ils se servent de leur bâton comme d'un levier, pourquoi ne pas perfectionner ce levier ?

CHALENÇON,
Capitaine au 55e rég. d'infanterie.

(*A continuer.*)



LA
BATAILLE DE COLENSO[1]

CHAPITRE IV.

DISCUSSION SUR L'INITIATIVE DU COLONEL LONG.
— EMPLOI DE L'ARTILLERIE MODERNE.

Le général Buller a attribué la perte de la bataille de Colenso à la détermination prise par le colonel Long qui, on se le rappelle, avait poussé ses deux batteries, sans soutien, sous le feu d'infanterie des Boers. Nous avons vu que des choses d'ordre plus élevé sont la vraie cause de la défaite anglaise.

Néanmoins, la discussion sur l'initiative du commandant du premier groupe d'artillerie présente le plus vif intérêt.

Dans son rapport sur la bataille, le commandant en chef dit : « J'avais montré personnellement au colonel Long où je désirais qu'il se mît en batterie avec les canons de marine seulement, car la portée était trop considérable pour les canons de campagne. Au lieu d'exécuter ces ordres, il se porta en avant avec ses batteries, si vite qu'il laissa en arrière l'escorte d'infanterie et les canons de marine traînés par des bœufs et vint s'établir dans une position dominée, à une distance d'environ 1200 mètres, par la hauteur triplement retranchée de Fort-Wylie et à 300 mètres environ des trous de tirailleurs de l'ennemi. »

En réalité, les batteries se trouvaient à 600 ou 700 mètres de la Tugela et à 1200 mètres des tranchées boers, puisqu'il n'y avait sur la rive sud, en cet endroit du champ de bataille, aucun détachement ennemi.

---

[1] Voir les livraisons de 1903.

La résolution prise par le commandant du premier groupe doit-elle approuvée ? Oui, répondons-nous, sans hésitation.

L'artillerie, d'une façon générale, reçoit les ordres du commandant des troupes pour les changements de position, mais, comme le fait observer notre règlement (16 novembre 1901), « dans les situations qui comportent une prompte décision les commandants de l'artillerie et les commandants de groupe, ne doivent pas hésiter à porter des batteries en avant, en particulier pour donner à l'infanterie l'appui matériel et moral nécessaire ». C'est exactement ce qu'a fait le colonel anglais.

Il y avait près de trois heures que l'infanterie anglaise répondait par une violente fusillade, à l'ennemi retranché ; les troupes ne pouvaient progresser, ce que voyant, les deux batteries de campagne se portèrent en avant pour les appuyer « naturellement et moralement ».

Les pertes éprouvées par les deux batteries sont exagérées par le rapport de la bataille. Servies par des canonniers ayant pour leurs pièces le dévouement légendaire dans l'artillerie, elles auraient pu, même dans cette situation critique, riposter au feu de l'ennemi à condition de combiner leurs efforts avec ceux de l'infanterie.

Donnons un exemple pour justifier cette appréciation : à Wissembourg, le château du Geisberg, occupé par une poignée de Français qui s'y défendaient avec une rare bravoure, était complètement cerné, dans l'après-midi, par les masses de l'ennemi. La ligne d'investissement se resserrait peu à peu mais ne pouvait venir à bout de la résistance, lorsque des batteries prussiennes, gravissant la pente, vinrent se mettre en batterie à 300 mètres du château dont elles commencèrent aussitôt le bombardement, donnant ainsi à leur infanterie l'appui dont elle avait besoin. Malgré des pertes sensibles, les canonniers restèrent à leurs postes jusqu'à la reddition de la garnison du château, dont la résistance tomba avec l'épuisement des munitions.

Le reproche qu'on peut donc faire au commandant du premier groupe, c'est de ne pas avoir fait couvrir ses batteries par un ou deux bataillons qui se seraient avancés jusque sur la Tugela. Le commandant de l'artillerie avait donc le devoir d'informer de son mouvement l'infanterie à proximité. Les raisons qui lui ont fait négliger le concours de l'arme sœur résident

sans doute dans l'espoir qu'il avait de triompher, en quelques coups de canon, de la résistance des Boers comme cela lui avait réussi, au Soudan, contre les Derviches.

La perte des 14e et 66e batteries est un événement qui demande une grande méditation. Il condamne d'une façon absolue la doctrine allemande. Certainement le commandant de cette artillerie a dû lire avec profit les nombreux ouvrages qui attribuent nos défaites de 1870 à la puissance et à l'emploi de l'artillerie de nos ennemis.

Qu'on ouvre une relation sur les combats de cette campagne, on y lit, presque toujours, que les canons nous ont écrasés en devançant les colonnes, servant de charpente au front de bataille, s'établissant, souvent avec une audace incroyable, à portée efficace de la mousqueterie, bien qu'étant à peine soutenus par de faibles troupes et quelquefois même sans soutien. Jamais, en parlant de Wœrth, par exemple, on ne dit que l'armée française lutta avec 40,000 combattants contre 165,000 [1].... Il n'est question que de la batterie de 84 pièces tirant sur Frœschwiller. Jamais on ne dit que nos troupes, vaillantes s'il en fut, restèrent cramponnées au sol, sans direction, sous la mitraille convergente, attendant impassibles et résignées la marée montante des masses noires et profondes de l'armée germanique...

Les procédés pour obtenir la victoire étant des réminiscences de l'histoire, les Allemands disent dans leur règlement : « Il importe de déployer dès le commencement un nombre de pièces supérieur et d'agir de bonne heure par masses. » Souhaitons-le et souhaitons, surtout, de nous trouver, ce jour de fête, à l'avant-garde. Certainement nous n'attendrons pas d'ordres pour marcher sur les batteries insuffisamment soutenues et leur faire subir le sort des canons anglais à Colenso ; car si l'artillerie peut, aux allures vives, se porter rapidement sur le front de combat ; l'infanterie, elle, ne peut marcher qu'au pas. Les bataillons avancés seront-ils suffisants pour mettre toutes les batteries d'une grande unité à l'abri des audaces d'un adversaire

[1] Dans le Niederwald, les soldats de la division de Lartigue se battirent comme des lions. Cette héroïque division, commandée par un des chefs les plus énergiques de l'armée, supporta l'effort de deux corps d'armée (XIe prussien et Wurtembergeois).

décidé à vaincre, des entreprises d'une infanterie et d'une cavalerie intelligemment conduites ? Car une artillerie non protégée est une proie facile pour la cavalerie. Citons les souvenirs d'un officier qui servit pendant la dernière guerre : « Que de fois n'avons-nous pas été à même, pendant cette misérable campagne de 1870-1871, — j'en appelle aux camarades de cette époque — d'attaquer des batteries disposées à 1,000 mètres, pas davantage, de notre front, que nous tenions au bout de nos sabres ou de nos lances, et qui ont pu nous canonner tout à leur aise pendant des heures sans que nous fissions autre chose que des déplacements latéraux, parce que le général en chef qui se trouvait à 4 ou 5 kilomètres de là, peut-être plus loin encore, n'avait pas permis de les enlever. »

La leçon a été cruelle mais elle a servi ; nos escadrons n'hésiteraient pas aujourd'hui à charger sur ces batteries pour les capturer ou les détruire.

En ce moment, on tend en Allemagne à ne plus donner à l'avant-garde une forte proportion d'artillerie comme autrefois, mais sous l'impression du triomphe la mise en action de cette arme « tout entière », au début du combat, est encore en honneur. Chose curieuse, bien faite pour frapper les esprits, l'Angleterre épouse entièrement les idées germaniques. Une instruction sur le combat, signée par le maréchal Roberts, dit que *toute* l'artillerie doit se déployer de bonne heure. L'exemple des batteries perdues à Colenso n'a pas attiré l'attention des rédacteurs du règlement sur l'impossibilité de faire soutenir la totalité des batteries par les éléments avancés. Sans doute, les règles générales sont des exceptions, mais l'on peut dire que la proportion entre l'artillerie et l'infanterie *engagées* doit être observée ; c'est la condition essentielle pour qu'elles puissent se donner un mutuel appui.

Le règlement français (16 novembre 1901), rompt complètement avec les procédés en usage depuis bientôt trente ans et dit : « Avoir constamment à sa disposition le plus grand nombre possible de batteries prêtes à entrer en action, mais n'en faire tirer tout d'abord que le nombre jugé suffisant pour obtenir dans le minimum de temps, le résultat cherché. Ce nombre dépend, en général, de l'étendue du front à battre. »

On conçoit qu'il faille mettre en tête des colonnes les batteries

pour en « avoir à sa disposition le plus grand nombre possible », mais on comprend aussi l'engagement progressif à mesure des besoins. On verra, sous peu, l'Allemagne entrer dans cette voie qui paraît être la seule vraie. Il suffit de suivre par la pensée le développement du combat moderne pour comprendre que l'artillerie à tir rapide doit surprendre l'ennemi par le feu, en tirant soudainement par rafales, et non se montrer, s'exposer aux coups de l'ennemi en entrant sans nécessité « en ligne tout entière ».

Les commandants d'artillerie, de groupe et de batterie, feront la reconnaissance des positions à occuper en précédant leurs unités. Les angles de site et de tir seront soigneusement calculés, les points de pointage remarqués, puis les pièces arriveront, en arrière de la crête jusqu'à la ligne de leur défilement.

La batterie ainsi prête à tirer, et parfaitement dissimulée, guettera le moment où un objectif vulnérable se présentera dans sa zone d'action. Un bataillon, par exemple, ne soupçonnant nullement la présence de l'artillerie adverse, en surveillance, à 3,000 mètres de là, marchera en formations denses. Grande sera sa surprise quand tout à coup un déluge de fer s'abattra sur lui.

Le résultat obtenu, la batterie cessera le feu pour le reprendre quand un nouvel objectif vulnérable s'offrira à ses coups.

Malheur aux unités, compagnies, batteries, escadrons, qui éprouveront la surprise par le feu!..... C'est surtout sur les réserves placées imprudemment dans le rayon d'action des batteries que le canon à tir rapide exercera les plus grands ravages.

Au combat, les deux armes sœurs se donneront un mutuel appui. Si la comparaison est permise, nous dirons que, dans la bataille moderne, *le canon est au directeur de l'action ce que le fusil est au chasseur*. Celui-ci, à l'affût, l'arme au bras et prêt à faire feu, attend que son aide indispensable, qui fouille avec ardeur les moindres couverts, fasse sortir de l'abri la proie convoitée. Tout à coup, celle-ci apparaît, alors la décharge se produit, la proie tombe inerte, le chasseur *recharge son arme et attend une nouvelle occasion de tirer*.

C'est à l'infanterie agressive et mordante qu'il appartient de faire sortir de leurs terriers les fantassins et les artilleurs en-

nemis. Sous la menace de l'attaque, ceux-ci se montreront pour repousser l'infanterie assaillante ; leurs réserves se mettront en mouvement pour renforcer la ligne de combat et appuyer les contre-attaques ; *alors l'artillerie, dissimulée et restée peut-être jusque-là silencieuse*, a beau jeu pour saisir, hacher ces troupes en quelques rafales, facilitant ainsi la tâche « rude et laborieuse » de l'infanterie qu'elle soutient.

De cette façon, les fantassins protègent contre la mousqueterie leurs frères de l'artillerie et *obligent l'infanterie ennemie à se montrer, ce qui la rend vulnérable,* et les artilleurs, avec leurs terribles engins, abattent, en face d'eux, tout être qui émerge du sol.

C'est là, croyons-nous, la vraie tactique, la vraie camaraderie de combat qui exclut tout « duel » entre armes de même espèce.

Lorsque l'artillerie ennemie est insuffisamment soutenue, les conseils ci-après peuvent trouver leur application par nous, officiers d'infanterie, si le bonheur nous place en tête des colonnes :

1° S'approcher des batteries ennemies le plus possible et très rapidement, de manière à ne pas donner au gros de l'infanterie adverse le temps d'arriver. Désigner, au besoin, des fractions pour tenir tête aux soutiens de l'artillerie ennemie pendant que d'autres continuent la marche en avant ;

2° Dès qu'on est à portée efficace, tirer à répétition, de préférence sur les attelages, faire surveiller par une partie des tireurs les pièces en détresse afin d'en rendre le sauvetage impossible, et se diriger sur les canons pour les emmener ou les mettre hors de service.

Dans ces opérations, il faut un coup d'œil exceptionnel pour prendre à propos une décision. L'initiative des commandants de compagnie doit être encouragée, approuvée publiquement par le commandement, lorsque, dans une manœuvre, le fait se produit ; elle doit être approuvée, quand bien même elle aurait abouti à un échec.

La guerre prochaine nous réserve de ces surprises. Attendre des ordres en pareil cas, c'est porter le plus grand préjudice à la cause commune, car, plus tard, l'occasion ne se représentera pas, comme le dit le poète allemand : « L'éternité tout entière

ne ramènera pas la minute perdue. » Et voilà pourquoi, dans ces opérations délicates, il faut que la conception soit vive et rapidement mise à exécution.

CHAPITRE V.

QUELQUES PRINCIPES DE GUERRE.

a) *Offensive.* — La guerre du Transvaal a-t-elle permis de poser de nouveaux principes de combat? D'une façon générale, non.

Quand on lit les effets terribles du nouvel armement sur les batteries anglaises, on est tenté de croire que, désormais, c'en est fait de l'offensive, que l'attaque directe ne reparaîtra plus dans la grande lutte. Et pourtant rien n'est plus inexact. Qu'on se batte avec des fusils à pierre comme à Essling, à aiguille comme à Sadowa, perfectionnés comme à Colenso, la guerre sera toujours la guerre : il y aura des morts, des mourants, des amputés, des veuves et des orphelins. Mais la gloire, dont les rayons lumineux embellissent tout, masquera de son éclat la vision hideuse du carnage; l'atmosphère, étouffante avant le conflit, sera purifiée par l'orage..... Le victorieux sera celui qui jouera la partie avec le ferme espoir de vaincre.

Il faut que l'esprit d'offensive, le seul qui convienne au tempérament français, soit plus en honneur que jamais dans notre armée.

Quelques principes de guerre méritent d'être rappelés :

1° *La direction du combat appartient à celui qui commande dans la zone d'action de l'unité. Les réserves ne doivent être engagées que sur son ordre; on doit rapprocher les troupes du lieu de l'action et provoquer des ordres, mais non créer au directeur de la bataille une situation confuse et délicate par l'engagement, sans son ordre, des unités sur lesquelles il comptait, peut-être, pour accomplir son dessein.*

Ainsi, la réserve générale n'est engagée que sur l'ordre du commandant en chef; dans un régiment, le bataillon maintenu en arrière ne participe à l'action que sur l'ordre du colonel, *et, pour le bataillon, les compagnies de soutien ne se portent sur la ligne de feu que sur l'invitation du chef de bataillon.*

C'est l'initiative française, celle que nous avons toujours conseillée dans de précédentes études[1], celle qu'employa Desaix à Marengo. L'évocation de ces deux noms suffit pour convaincre les plus obstinés adversaires de ces théories.

Mais il reste entendu que, *lorsque les unités sont engagées, il appartient à leurs chefs de prendre toutes les mesures qu'ils jugeront nécessaires pour remplir la mission qui leur a été confiée avec le moins de pertes possible : c'est l'initiative des sous-ordres*.

Il faut se garder des *théories allemandes, qui ne tendent rien moins qu'à l'abdication complète du directeur de la bataille*. La formule est connue : « Refouler l'ennemi partout où on le rencontrera. » Cela réussit quand on dispose d'un effectif quatre fois supérieur, comme à Wœrth ; mais cela ne réussira pas quand on aura en face de soi, non un ennemi docile, « inerte et résigné », manquant de direction, mais un adversaire manœuvrier, commandé par un chef tel que Davout, Masséna ou Bonaparte.... ;

2° Faire connaître à tous la pensée de celui qui commande, de manière que, si la direction vient à manquer, l'impulsion donnée ne subisse pas d'arrêt.

On connaît la fameuse proclamation lancée la veille d'Austerlitz et indiquant à tous ce qui devait être fait le lendemain. Il serait téméraire, imprudent, de démasquer son plan la veille de l'action; mais *dès que le chef décide d'engager la lutte pour avoir une solution, tout le monde, si possible, doit connaître le fond de sa pensée;*

3° Les zones d'action sont données au régiment, et unités plus fortes, en se servant de la carte ; elles sont attribuées aux bataillons, sur le terrain, en désignant nettement, pour chacun d'eux, des points de direction ou des lignes de démarcation, de façon à éviter les malentendus avec les unités voisines et à obtenir la cohésion dans la marche en avant ;

4° *Chacun doit avoir à cœur d'arriver le premier sur la position ennemie. Il n'y a pas d'attaque de front, tournante ou enveloppante pour les troupes. Cette question n'intéresse qu'une seule personnalité : le commandant en chef. Pour les troupes, nous le*

---

[1] *Avant-postes*. Paris, Chapelot, 1900.

répétons, il n'y a que la marche en avant jusqu'à l'expulsion de l'ennemi de sa position ;

5° Utiliser le terrain pour échapper aux vues de l'ennemi. Si l'on pouvait, à l'instar des sous-marins, disparaître de la surface pour émerger au cœur même de l'ennemi, ce serait parfait. On fera reconnaître, par un gradé intelligent, les cheminements par lesquels les groupes pourront se porter d'un abri à l'autre.

Lorsque le sol à traverser est complètement découvert et battu par les feux de l'ennemi, on passe rapidement par petites fractions constituées (escouades et demi-sections), en faisant ouvrir les intervalles de manière à avoir cinq ou six pas, au moins, entre les tirailleurs. Autant que possible ces intervalles sont pris *avant de quitter l'abri ;* on évite ainsi un déploiement en éventail sous le feu ; un groupe n'est mis en mouvement que lorsque celui qui le précède a dépassé la zone battue. La théorie de homme par homme traversant à la course est très séduisante, mais irréalisable dans la grande bataille ; il faudrait trop de temps ;

6° Les troupes de l'avant-garde s'accrochent au sol et emploient, au besoin, la fortification passagère pour conserver les points qui serviront d'appui au développement du combat. Les soldats, pourvus d'outils portatifs, construiront rapidement un abri contre la balle ;

7° Toute troupe qui marche à l'ennemi se fait éclairer par une fraction constituée de manière à éviter la surprise par le feu, aussi démoralisante que destructive. Avoir soin de quitter les formations denses dès qu'on entre dans le rayon d'action probable des batteries ennemies, *lesquelles peuvent être parfaitement dissimulées ;*

8° Échelonner les troupes en profondeur ; ainsi un bataillon pourra ne présenter qu'une compagnie en première ligne. Cette compagnie détachera une ou plusieurs sections pour éclairer le front du bataillon et refouler les patrouilles de l'ennemi[1]. Les

[1] Pour le bataillon, qui est la véritable unité de combat, nous préconisons la formation suivante, qui affecte la forme du losange :

1° Une compagnie balayant le front d'action du bataillon ; elle emploie pour obtenir ce résultat une ou plusieurs sections ;

2° Deux compagnies de soutien. Leur zone « de mouvement a 300 mètres

autres sections soutiendront la ligne de feu. Les compagnies, maintenues en arrière, utiliseront les masques dans leur zone d'action de manière à ne pas donner de prise au tir de l'ennemi. *Elles ne doivent se porter sur la chaîne que sur l'ordre du chef de bataillon* ;

9° Respecter le principe de l'économie des forces en n'engageant que le strict nécessaire pour obtenir le résultat désiré. Si un homme suffit on ne doit en employer qu'un ;

10° Exercer la poussée constante de la chaîne en la renforçant à propos et gagner ainsi, d'abri en abri, une position d'où l'on puisse tirer efficacement sur l'ennemi. A ce moment-là seulement, on doit donner au feu la plus grande intensité en mettant en ligne, et brusquement, le plus grand nombre possible de fusils.

C'est l'instant où la lutte est palpitante et pleine de grandeur. L'artillerie de l'attaque soutient vigoureusement son infanterie et pour cela ne craint pas de se porter en avant pour attirer sur elle le feu des batteries adverses et « aveugler l'ennemi » en couvrant ses lignes de projectiles à fumée abondante. Ce redoublement d'énergie et de feux doit *ouvrir* l'action.

C'est ici que ressortent les précieuses qualités de l'offensive. On lutte presque à chances égales de vulnérabilité avec l'adversaire qui est bien obligé de se découvrir pour tirer. Mais son moral est sérieusement ébranlé, son tir devient *fou*, c'est-à-dire irrégulier et inefficace ; il voit devant lui une ligne dense de fusils dont les effets meurtriers produisent des vides dans ses rangs... Il redoute le corps à corps, il se sent perdu, alors que l'agresseur, de plus en plus confiant, ajuste son tir et n'attend qu'un signal pour bondir sur les tranchées adverses ;

11° *Tous les efforts doivent avoir pour but la reprise du mouvement en avant*. Les troupes de choc se rapprochent de la ligne de feu en suivant les cheminements utilisés par les fractions qui les ont précédées. Elles attendent ainsi le moment solennel de

---

de profondeur, mesurés de la ligne des soutiens de la compagnie de tête. Chaque compagnie de soutien utilise les abris et se « meut » dans 150 mètres de front, à droite et à gauche de l'axe de marche ;

3° Une compagnie, ayant pour se mouvoir 200 mètres de profondeur et tout le front du bataillon. La profondeur du dispositif est de 200 + 300 + 200 = 700 mètres au maximum.

l'assaut. Surgissant de terre, elles marchent, alors, droit à l'ennemi, sans arrêt, poussant tout devant elles.

La meilleure formation à employer paraît être la ligne de sections par quatre à intervalles ouverts, parce que les gradés, en tête, donnent l'exemple du devoir en ouvrant la marche ; d'autre part, dans ces moments de crise, l'homme suit assez facilement celui qui le précède.

Quant aux pertes que l'on peut éprouver dans cette formation elles sont élevées, mais inférieures à celles qu'on éprouverait en marchant en lignes déployées, successives et parallèles à la chaîne.

La colonne de compagnie présente aussi de grands avantages, mais elle a de graves inconvénients. Si la première section est rompue, le maintien de l'ordre dans le rang est impossible ; pour faire des feux on se déploie difficilement alors qu'avec la ligne de sections par quatre, à intervalles ouverts, il n'y a qu'à se former en ligne par section. Les expériences ont prouvé que la colonne de compagnie est plus vulnérable, aux petites distances, que la ligne de section par quatre, le tir de l'ennemi étant uniformément réparti sur le front ;

12° *On doit tout faire pour faciliter la marche de l'infanterie assaillante. Si le terrain s'y prête, il ne faut pas craindre de faire charger la cavalerie* en fourrageurs, en la faisant passer dans les intervalles du front de combat. Si extraordinaire que puisse paraître cette idée, elle n'est pas d'une réalisation impossible ; on objectera que les escadrons subiront des pertes élevées. Qu'importe s'ils peuvent un instant détourner sur eux les feux de la défense, si quelques chevaux emballés arrivent dans les lignes de l'ennemi et y jettent le désordre !

Il suffit, en effet, de quelques cavaliers arrivant dans les rangs adverses pour y jeter le trouble et favoriser de la sorte la marche de l'infanterie. La charge célèbre des 80 lanciers de Sicile paralysant l'action de toute une division de l'infanterie italienne est un modèle du genre (Custozza, 1866) ;

13° Dès que la position est enlevée, poursuivre l'ennemi sans retard de façon qu'il n'ait pas le temps de se reformer ; avec l'armement moderne, la poursuite bien organisée fait dégénérer en désastre une bataille longuement disputée ;

14° Si l'attaque échoue, contenir l'ennemi avec les réserves

encore disponibles et l'artillerie qui ne doit pas hésiter à sacrifier son matériel, s'il le faut, pour permettre à l'infanterie refoulée de se reformer et recommencer la lutte.

Il vaut mieux rester face en avant, car, aujourd'hui, *une troupe tournant « les talons » sera impitoyablement massacrée par le tir cruel de l'ennemi qui retrouve alors toute sa précision.*

C'est pendant la retraite qu'on perd le plus de monde. L'artillerie victorieuse creuse des sillons sanglants dans les débris des vaincus pendant les longues heures que dure leur écoulement.

b). *Défensive.* — 1° La valeur des positions croît avec les perfectionnements de l'armement. Il est certain qu'au commencement du siècle dernier, le passage de la Tugela pouvait être tenté avec succès. Aujourd'hui, une position comme celle de Colenso ne peut être abordée de front à cause de l'obstacle infranchissable qui la couvre *en limitant le mouvement offensif de l'assaillant.*

On ne saurait fixer, d'une façon absolue, le front que doivent occuper les unités. Les Boers présentaient 16 kilomètres de développement pour 4,000 fusils, c'est beaucoup trop ; mais on peut dire, d'une façon générale, que quelques bataillons judicieusement placés pourront tenir longtemps en échec des forces importantes ;

2° La position choisie doit appuyer ses ailes à des obstacles infranchissables ou à des travaux de fortification de manière que la ligne de retraite soit à l'abri des tentatives de l'ennemi ; si ces conditions ne peuvent être réalisées, il y a lieu d'échelonner les réserves en arrière des extrémités du front afin de pouvoir parer aux mouvements enveloppants ;

3° *Plus encore que dans l'offensive il est nécessaire que le combat défensif ait un directeur.* Pour remplir l'idéal celui-ci doit être un homme de grand talent, avoir le coup d'œil prompt, la conception vive, afin de choisir à propos le moment où il faudra passer de la défensive à l'attaque, de la parade à la riposte adroite et vigoureuse. Les généraux qui possèdent ces qualités sont extrêmement rares si l'on s'en rapporte à la lecture de l'histoire. Ils s'appellent Bonaparte, Masséna, Davout, archiduc Albert ;

4° La masse de manœuvre est couverte en avant, et au loin,

par des détachements de trois armes, surtout beaucoup d'artillerie, sans impédimenta, de manière qu'ils puissent manœuvrer avec la plus extrême agilité. C'est l'avant-ligne organisée solidement. Les Boers ont largement usé des avant-lignes. Dès que l'ennemi était sur le point de s'emparer de la première, car il y en avait plusieurs, les défenseurs, en un temps de galop, gagnaient la seconde, et l'opération était à recommencer pour les Anglais. Ces méthodes de guerre ne sont pas possibles en Europe : il faudrait des territoires immenses et une organisation toute spéciale aux Boers qui étaient tous montés ;

5° L'avant-ligne (ou les avant-postes, si l'on veut) a pour mission de s'accrocher au sol, *de combattre avec la dernière énergie pour obliger l'ennemi à montrer ses réserves, à se déployer pour combattre, à livrer en un mot une véritable bataille*, c'est pour cela qu'il faut y mettre beaucoup d'artillerie et l'organiser puissamment ;

6° *Pendant ce combat acharné*, le chef fait sa reconnaissance de manière a être fixé sur les intentions et les forces de l'ennemi. Dès que sa décision est prise, il la communique à tous ; les ordres sont immédiatement donnés ;

7° Au préalable, la position a été mise en état de défense. On utilise le terrain de façon à donner à l'armement toute sa puissance ; il faut accumuler, en avant du front, les obstacles qui doivent briser l'élan de l'ennemi et le maintenir sous le feu. C'est pour ne pas avoir mis en état de défense la belle position de Frœschwiller que le 1er corps français a été débordé sur sa droite. Des travaux de fortification auraient dû garnir le front et barrer l'entrée du vallon de l'Eberbach ;

8° *Pas de déploiement avant l'attaque ;* les troupes maintenues en arrière et *en attente* font surveiller le terrain en avant des lignes par des gradés intelligents. On ne garnit les ouvrages que lorsque l'ennemi dessine franchement son attaque.

C'est exactement ce qu'ont fait les Boers à Colenso. Ils n'ont occupé leurs retranchements que lorsqu'ils ont vu l'armée anglaise descendre en masse vers la Tugela ; c'est aussi la tactique qu'employèrent les Turcs à Plewna. La position d'attente en arrière des lignes de défense est donc classique ;

9° Quelques détachements d'infanterie, lancés en avant, recueillent et renforcent les détachements de couverture. Le

combat continue avec la plus extrême vigueur. De cette façon, l'ennemi arrivant devant la position principale se trouvera dans des conditions ne lui permettant pas de donner l'effort final.

Il peut arriver que le combat principal soit porté sur la couverture, les fractions de la masse manœuvrant pour la renforcer et prendre, si l'occasion se présente, une vigoureuse offensive, comme le fit si habilement l'archiduc Albert à Custozza ;

10° Le front doit être démasqué, en temps opportun, par les détachements en retraite, afin de permettre l'exécution des feux. On reconnaîtra les cheminements par lesquels les détachements de couverture devront se retirer ;

11° *Une position n'a de valeur qu'autant qu'elle permet d'utiliser toute la puissance de l'armement*. Il faut donc avoir des vues, en avant et dégager complètement le champ de tir. Comme l'a dit un général allemand : dans toute l'étendue de l'empire germanique, il n'y a pas de position ayant les propriétés défensives de celle de Saint-Privat. Il est rare, en effet, d'avoir devant soi un parfait glacis, des ravins, des érosions profondes, des vallons et autres masques permettent souvent à l'assaillant de cheminer à couvert jusque dans les lignes de défense. Ce sont ces couverts qu'il importe de faire surveiller et tenir par des détachements de force variable, afin d'en interdire l'accès à l'ennemi ;

12° Repérer les distances pour le tir. Pour l'artillerie notamment tout doit être calculé. Le front à battre est divisé en zones affectant une batterie, en principe, à chaque zone de 200 mètres (front à battre). La batterie tire, on le sait, parallèlement lorsque ses bouches à feu occupent un front égal à celui qui doit être battu, par convergence, quand le front battu est plus petit que celui des pièces, et en éventail lorsque c'est le contraire. Il est admis qu'en fauchant, une batterie de quatre bouches à feu peut arroser 200 mètres de front.

Lorsque l'ennemi se présente il faut le surprendre par le feu. Un tir prématuré est une maladresse, car il prévient l'ennemi, facilite sa reconnaissance et fait découvrir l'emplacement des pièces dont il est difficile de dissimuler les lueurs. On tire lorsque le but présente une réelle vulnérabilité ;

13° Comme dans l'offensive, les chefs des différentes unités

font connaître la place qu'ils occuperont pendant le combat afin qu'on puisse les trouver facilement.

A Wissembourg (4 août 1870), le combat manqua de direction après la mort du général Douay, survenue vers 10 heures du matin. Grâce à l'inertie de la cavalerie allemande, les débris de la division purent se retirer à travers la forêt ; mais, s'il y avait eu une direction, les Français auraient perdu moins de monde. La garnison de la ville, notamment, aurait été prévenue du mouvement de retraite.

Les chefs d'état-major des grandes unités devraient être autorisés à donner des ordres pour la continuation de la manœuvre initiale, lorsque, pour un motif quelconque, le commandant de la grande unité vient à disparaître. Le successeur du chef disparu ayant en mains la direction du combat, le chef d'état-major, reprend ses fonctions. Toutes les susceptibilités doivent s'effacer devant l'intérêt commun ;

14° L'intérieur de la position principale doit être parfaitement organisé de manière que les communications entre les différents échelons soient faciles. Des cheminements permettront aux réserves de s'approcher de la ligne de feu sans être sous le tir de l'ennemi, notamment celui de son artillerie ;

15° Les commandants de compagnie, comme du reste tous les échelons de la hiérarchie, doivent porter une attention particulière au remplacement des munitions et à leur utile emploi. Avec la rapidité du tir, le soldat aura vite fait de brûler les cartouches du sac et de la voiture de compagnie, si l'on n'observe la plus rigoureuse discipline du feu, si l'on brûle des munitions sur des objectifs autres que des buts réellement vulnérables.

Nous avons cité, à ce sujet, l'exemple des soldats anglais ayant brûlé plus de 300 cartouches au combat de Modder-River. Qu'en sera-t-il dans la bataille européenne qui pourra durer plusieurs journées ?

VI.

LA CHARGE DU SOLDAT.

Avant de terminer cette étude, nous voudrions dire un mot de la charge du soldat. Il est entendu que, pour utiliser le terrain sous le feu de l'ennemi, il faut avoir des hommes robustes et

alertes. Comment le soldat pourra-t-il avoir la souplesse voulue avec le chargement de campagne? Ne pourrait-on pas, comme les Allemands l'ont fait dans la dernière guerre, surtout pendant l'été, diviser en deux parties bien distinctes, la charge du soldat? La première (cartouches et un jour de vivres) ne ferait qu'un avec lui; la seconde contenue dans le sac, compléterait le chargement actuel. Dans ces conditions, l'homme peut momentanément se séparer du sac, qu'on placerait, dans la mesure du possible, sur les voitures (voitures de compagnies, fourgons, etc.). Il y a là, croyons-nous, une question du plus haut intérêt.

Quoi qu'on dise, cela a été fait dans toutes les guerres et cela se fera quand il faudra *tendre les ressorts*, donner le suprême effort. Qu'importe l'abandon des sacs quand l'enjeu de la partie est la victoire?

Malgré toute la sollicitude, malgré toutes les recherches et les expériences faites pour alléger notre soldat, son sac est encore trop lourd. Les bretelles compriment le thorax de l'homme, le sac cause une transpiration considérable du dos et gêne le jeu des poumons. Loin de nous la pensée de faire du sentimentalisme; il s'agit de proposer des mesures pouvant contribuer à nous donner le succès.

Il y aurait avantage, croyons-nous, à envisager pour les jours de grande crise l'éventualité de l'abandon des sacs, afin de rendre au soldat, comme nos aînés l'ont fait, toute sa souplesse et son entrain. Ainsi allégé, il se glissera comme un rat dans les sinuosités du sol et donnera vigoureusement l'assaut.

CONCLUSION.

Que faut-il retenir de ce qui s'est passé dans le Sud de l'Afrique à la fin du XIXe siècle? Deux nations civilisées, le Transvaal et l'Orange, ont succombé dans la lutte; l'effacement de la carte du monde a été la conséquence de leur défaite. « Le plus grand fléau pour une nation, a dit Joseph de Maistre, c'est la perte de son indépendance. »

Aujourd'hui, la guerre revêt un caractère qu'elle n'avait pas autrefois. Le règlement de comptes sera cruel pour le parti vaincu. Vainement celui-ci fera appel aux puissances restées

neutres; ces dernières garderont l'impassibilité la plus absolue. C'est ainsi que l'Europe est restée l'arme au pied devant l'écrasement du Danemark, de l'Autriche et de la France. Oui, le mot célèbre de Brennus : *Væ Victis!* sera cruellement appliqué à la fin de la sombre tragédie. Les exigences du vainqueur seront d'autant plus grandes que le vaincu sera devenu plus faible. Hélas! de longtemps la force primera le droit; de longtemps la diplomatie la plus habile, soutenant les causes les plus justes, ne triomphera qu'avec l'appui des baïonnettes... ; de longtemps, la voix du canon couvrira celle de l'humanité! Il faut être prêt! Chacun dans sa sphère doit penser au lendemain et se dire qu'on est écouté, respecté quand on est fort.....

Après Colenso et Maggersfontein, certains « philanthropes » s'appuyaient sur les succès des Boers pour préconiser les milices. Mais quand ces victoires restèrent sans lendemain, donnant ainsi à l'Angleterre le temps d'envoyer sur le théâtre de la guerre l'armée la plus formidable qu'elle ait jamais mobilisée, on s'aperçut que la cause de cette attitude passive, *après le succès*, était toute naturelle. L'armée des Républicains était brave, dévouée, mais non disciplinée. L'héroïque De Wett l'a dit avec un douloureux regret : les Boers manquaient de la pensée directrice, *obéie*, qui fait converger les énergies individuelles vers le but commun.

La comparaison entre les premières troupes anglaises, celles du début de la campagne, et celles mobilisées à la hâte et envoyées dans l'Afrique du Sud, donne encore plus de force à cette thèse. Dans les combats, les officiers anglais, admirables de courage, réussissaient difficilement à entraîner des soldats qui n'avaient fait avec eux que la traversée.

Dans le combat moderne, le rôle de l'officier de compagnie et du sous-officier a pris la première place, et c'est certainement en connaissance de cause que tous les règlements européens recommandent de faire marcher les soldats avec leurs éducateurs militaires.

Nous avions terminé cette étude lorsque l'État-Major de l'Armée a publié un examen de « l'instruction combinée » sur le combat, dont a été dotée dernièrement l'armée anglaise, instruction basée sur les enseignements de la guerre sud-africaine. « Pour obtenir la victoire, il faut l'utilisation intelligente du ter-

rain et la *concentration de forces supérieures sur le point décisif.* » Le grand maître de la guerre a posé ce principe tactique il y a plus de cent ans; quant aux effets terribles du feu, les expériences de polygone nous avaient appris qu'avec des armes à trajectoire tendue, « l'étendue de la zone de mort est le plus puissant facteur du combat ».

Parlant des reconnaissances à faire avant l'attaque, l'instruction dit : « Un chef n'engagera pas ses troupes avant d'avoir fait un examen *personnel* du terrain devant lui. » Ne croirait-on pas entendre critiquer la conduite du commandant en chef de l'armée du Natal, qui lança ses colonnes sur la Tugela sans en avoir fait reconnaître ou plutôt sans en avoir reconnu le cours, ainsi que la vallée ?

Nous avons fait remarquer que Napoléon, en pareil cas, examinait soigneusement le terrain avant de rédiger ses ordres; c'est ainsi qu'il opéra en 1809 pour passer le Danube, et en 1812 pour franchir le Niémen.

Quant à l'inaction de la cavalerie anglaise avant Colenso, nous ne pouvons résister au désir de citer la phrase de l'instruction qui indique à cette cavalerie, comme nous l'avons fait précédemment, l'opération qu'elle aurait dû entreprendre : « Là où le terrain le permettra, elle cherchera à tourner un flanc de l'adversaire pour *opérer contre ses réserves et ses communications.* »

Quant à l'artillerie, « son premier objectif sera habituellement l'artillerie ennemie, autant qu'on pourra la découvrir ».

C'est donç la lutte d'artillerie, chère aux Allemands. Mais si, pendant que les pièces concentrent leur attention sur celles de l'ennemi, l'infanterie de celui-ci se porte en avant, que fait l'artillerie ? Laisse-t-elle les bataillons adverses continuer le mouvement offensif pour avoir uniquement la gloire du triomphe sur sa rivale ? Pour faire taire les canons ennemis, laisse-t-elle progresser les tirailleurs qui les précèdent ?

Le rédacteur de l'article fait justement observer qu'il n'est nullement question de porter en avant de l'artillerie pour soutenir l'infanterie assaillante : « Est-ce au souvenir des surprises de la guerre sud-africaine, dit-il, de celle de l'artillerie du colonel Long à Colenso en particulier, qu'il faut attribuer cette lacune ?

C'est sans doute aussi en souvenir de la perte des batteries du premier groupe que l'instruction recommande de donner à l'artillerie des soutiens spéciaux lorsque l'infanterie avancée du dispositif général ne couvre pas suffisamment les batteries. Mais, à l'encontre de ce qui se fait chez nous, le commandant du soutien est aux ordres du commandant de l'artillerie.

La guerre de l'Afrique du Sud a démontré la nécessité de combiner les feux de l'artillerie avec les efforts de l'infanterie assaillante. La chose était connue depuis l'échec de la garde prussienne à Saint-Privat et celui des Russes à Plewna. « Le défenseur, s'il n'est pas menacé par celle-ci sur sa position (par l'infanterie assaillante), évitera de s'exposer, et l'artillerie ne produira aucun effet. Si, au contraire, on *établit* un détachement d'infanterie à portée efficace, c'est-à-dire à environ 1400 yards de l'ennemi, *sur des positions* qui le menacent, celui-ci ouvrira probablement le feu et s'exposera ainsi à celui de l'artillerie..... Ces positions sont, autant que possible, marquées dans les ordres, et il *doit être bien compris par tous les chefs qu'on n'avancera pas davantage, tant que la préparation par l'artilerie ne sera pas terminée.* »

Chacun comprend la guerre comme il l'a vu faire ou comme il l'a étudiée. Les Anglais ont eu, devant eux, en Afrique australe, des hommes ignorant les choses les plus élémentaires de l'art militaire. Contre les Boers, la tactique qui vient d'être exposée réussirait *peut-être;* mais, en face de troupes commandées par des professionnels, l'infanterie assaillante *établie*, c'est-à-dire immobilisée sur une position, brûlerait inutilement ses cartouches. Les chefs du parti opposé se soucieraient fort peu du tir de l'assaillant et conserveraient leurs troupes, en attente, près de la position à défendre. Si « on n'avance pas davantage », l'artillerie pourra tirer longtemps, comme elle l'a fait à Colenso, *sur des tranchées et non sur des troupes.*

Pourtant, les lignes suivantes, pleines de bon sens, sont en contradiction avec ce qu'on a lu plus haut : « Quand la bataille commence par un bombardement d'artillerie (*sic*), les troupes, à l'exception de quelques officiers et soldats, *chargées de surveiller le terrain, sont tenues abritées en arrière de la position ou dans de profondes tranchées.* Si l'artillerie ennemie est précédée par de l'infanterie, ce *sera sans doute* dans le but d'engager la

défense à ouvrir le feu et à s'exposer à celui de l'artillerie. *Il sera suffisant, tant que l'attaque ne paraîtra pas sérieuse, de ne mettre en ligne que quelques tirailleurs.* »

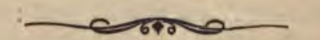
Ce qui veut dire, en résumé, que, l'infanterie anglaise attaquant, il lui suffira de s'établir à 1400 yards de l'ennemi pour obliger ce dernier à garnir ses lignes et devenir vulnérable à l'artillerie; au contraire, l'ennemi étant l'agresseur, il lui faudra s'engager vigoureusement et à fond pour obliger l'infanterie anglaise à occuper la ligne de combat et à tirer pour devenir vulnérable!

Eh bien! non; l'infanterie assaillante ne peut être bridée..... *Son but est d'arriver sur la position ennemie le plus tôt possible, sans s'arrêter, sans tirer un coup de fusil, si elle peut le faire.*

A Colenso, le manque de coordination dans les efforts donnés par les brigades anglaises fait ressortir, d'une façon suffisante, combien il importe que le commandant en chef dirige le combat en faisant sentir son action par l'intervention des réserves. De là l'absolue nécessité d'échelonner les troupes en profondeur, ce qui permet de n'employer, progressivement, que les forces nécessaires pour obtenir le résultat voulu.

C'est la méthode du vainqueur d'Austerlitz, méthode que la doctrine de l'initiative allemande a vainement cherché à détrôner. Les combats futurs prouveront que c'est la seule vraie; ils prouveront que l'initiative de Desaix à Marengo, accourant avec sa division au bruit du canon *pour prendre les ordres du directeur de la bataille*, est préférable à « l'intelligente désobéissance » des généraux allemands de 1870.

PAOLI,
Capitaine au 3e régiment de zouaves.



LA

GUERRE DE LA SUCCESSION D'AUTRICHE[1]

(1740-1748).

CAMPAGNE DE 1741-1743.

OPÉRATIONS MILITAIRES DANS LA HAUTE-AUTRICHE ET EN BAVIÈRE.

XIII.

CAMPAGNE DE BAVIÈRE (1743).

Au lieu du 1er mai, comme il avait espéré être en mesure de le faire, ce fut le 6 mai seulement que Lüttwitz put amener sa colonne forte de 1800 hommes devant le château d'Auerburg[2] défendu par 160 soldats bavarois et quelques paysans armés. Il ne fallut rien moins qu'un bombardement de deux jours, qu'un combat soutenu contre un petit détachement bavarois accouru au secours d'Auerburg, combat qui, sans l'intervention des Croates du lieutenant-colonel Raphaelis, aurait tourné au désavantage du colonel de Lüttwitz, pour obliger la garnison à se rendre le 8 au soir.

Le détachement parti de Kitzbühel sous les ordres du lieutenant-colonel Schengen avait rencontré moins de résistance du côté de Kössen et avait enlevé sans grand effort un groupe de

---

[1] Voir les livraisons de 1903.

[2] Château fort situé près d'Ober-Audorf, sur la rive gauche de l'Inn, sur une hauteur qui barre la vallée de l'Inn.

redoutes et de blockhaus élevés à peu de distance de la frontière.

Pendant ce temps, l'armée autrichienne était arrivée sur les positions choisies par son chef, et, le 6 mai, elle était tout entière réunie d'une part à Karpfham-Griesbach, de l'autre à Altheim. La cavalerie légère avait déjà depuis trois jours commencé son service et essayé de procurer au général en chef des renseignements précis sur la véritable position de ses adversaires et plus particulièrement sur celle de l'armée française sur laquelle les rapports de ses émissaires ne lui avaient fourni que des indications vagues et pour la plupart contradictoires. A la nouvelle reçue par lui, le 3 mai, que 18,000 Français devaient arriver le lendemain sur Braunau, le prince Charles avait ordonné à Nadasdy de pousser une reconnaissance sur cette place, à Baranyay de s'éclairer du côté de Burghausen. L'apparition de Nadasdy devant Braunau suffit d'ailleurs pour alarmer les troupes postées sur la rive gauche de l'Inn et que ce général évalua à deux régiments d'infanterie et trois de cavalerie. D'après le dire des éclaireurs de Baranyay qui avaient été accueillis à coups de fusil à hauteur de Burghausen, l'armée bavaroise campait à Tüstling, où l'on attendait sous peu l'arrivée de l'empereur. Le 4 et le 5, les reconnaissances n'avaient pu constater que la présence d'un gros détachement français à Pfarrkirchen. Enfin, le 6 mai, avant de rentrer à Karpfham, Nadasdy avait réussi à enlever un petit parti d'une trentaine d'hommes de la compagnie franche La Croix établis au château de Neudeck.

Malgré le résultat insignifiant et presque négatif de ces reconnaissances, le prince Charles, bien qu'il continuât à ignorer les positions occupées par l'armée française, n'en persista pas moins dans son idée de porter toute son armée en avant dès le 8 mai. Toutefois, afin d'essayer de voir un peu plus clair, il chargea, le 7, Nadasdy avec 300 hussards, Bärnklau avec 500 cavaliers allemands, 6 compagnies de grenadiers et 2 obusiers, d'enlever Pfarrkirchen.

Jusqu'au 6 mai, les Français n'avaient pas bougé entre l'Inn et l'Isar, et Broglie s'était borné à prescrire à ses généraux de se replier dès que les Autrichiens s'avanceraient vers l'Isar. Il avait entre temps trouvé moyen, en prétextant une indisposition subite, d'échapper à l'entrevue qu'il aurait dû avoir avec

Charles VII. L'entretien même que l'empereur eut le lendemain, 7 mai, à Munich avec Maurice de Saxe ne servit qu'à lui prouver que Broglie faisait aussi peu de cas de ses volontés que des ordres de la cour, et cependant, avec l'entêtement qui est le propre du désespoir, le pauvre empereur n'en persistait pas moins à croire que Broglie finirait par céder à ses désirs. Les incidents qui se produisirent pendant qu'il conférait avec le comte de Saxe allaient toutefois se charger de le faire revenir de son erreur et dissiper ses dernières illusions.

Le 6 mai, Phélippes, à la nouvelle de la présence de 9,000 Autrichiens à Griesbach, avait envoyé à ses troupes l'ordre de se rapprocher de l'Isar. Kermelec et d'Argouges se replièrent le jour même sur Eggenfelden, d'où ils avaient ordre de rétrograder le lendemain vers Dingolfing, et Kermelec, se conformant à ces instructions, ne laissa à Pfarrkirchen qu'un petit parti de 400 hommes sous les ordres du colonel La Croix. Dans la nuit du 7 au 8, Nadasdy et Bärnklau cernèrent entièrement Pfarrkirchen et après un engagement de peu de durée obligèrent La Croix à se rendre.

Insignifiant en lui-même, le petit combat de Pfarrkirchen eut cependant une portée inattendue, puisqu'il eut pour conséquence la retraite immédiate derrière l'Isar de toutes les troupes françaises établies entre l'Inn et cette rivière. Le 8 au matin, abandonnant ses malades et ses blessés, Phélippes se retira en toute hâte sur Frontenhausen et le lendemain sur Dingolfing.

Seckendorff, auquel l'empereur avait fait connaître l'entretien qu'il avait eu avec le comte de Saxe, avait en conséquence résolu de masser son armée à Marktl et chargé dès le 7 son aide de camp général de porter à Minuzzi l'ordre de faire rentrer tous ses postes avancés aussitôt que les Français se mettraient en retraite; de mettre à Braunau une garnison de 2,500 fusiliers, 5 compagnies de grenadiers, 150 dragons; enfin de ramener sur Marktl toutes les troupes campées autour de Braunau, dès qu'il verrait les Autrichiens s'avancer sur la gauche de l'Inn.

Minuzzi avait à peine eu le temps de prendre connaissance de ces instructions, lorsque, sans même en donner avis à Seckendorff, les Français commencèrent leur retraite. Ne se doutant pas du danger que courait l'armée bavaroise, Minuzzi et Seckendorff restèrent le 8 mai l'un sur ses positions de Simbach, l'autre

à son quartier général de Landshut, à deux jours de marche du gros de ses troupes.

La retraite volontaire, inexplicable et inattendue des Français facilitait singulièrement la réalisation de la première partie du programme du prince Charles. Contre toute attente, il n'avait même pas eu besoin de livrer un combat pour arriver à séparer les deux armées, et rien ne l'empêchait plus maintenant de jeter le gros de ses forces sur les Bavarois, de les forcer à soutenir à eux seuls tout le poids de ses efforts et à accepter la bataille qu'il voulait leur donner.

N'ayant désormais plus rien à craindre pour sa droite et pour sa communication avec Schärding, le prince Charles résolut de se tourner au plus vite contre le gros des Bavarois, qu'on lui signalait du côté de Braunau, et de les empêcher, par la rapidité même de son mouvement, de se dérober à l'instar des Français. Changeant immédiatement la direction de sa marche, il se porta le 8 au matin droit sur Simbach après avoir prescrit à Hohenems de pousser sur Braunau en se tenant à hauteur du gros de l'armée.

Le 8 au soir, l'armée du prince Charles s'arrêtait à Malching, et le corps d'observation à Haselbach.

Les Bavarois avaient à ce moment, tant à Braunau qu'à Simbach, 13 bataillons d'infanterie, 10 compagnies de grenadiers et 15 escadrons, sous les ordres de Minuzzi. Le prince d'Hildburghausen commandait la place de Braunau.

Le 9 mai, à 5 heures du matin, l'armée autrichienne, qui avait bivouaqué, reprenait sa marche dans le plus grand silence, se portant sur trois colonnes sur Simbach, longeant l'Inn et passant par Winklham et Erlach, précédée par une avant-garde forte de 2,000 chevaux et de 19 compagnies de grenadiers, sous les ordres du feld-maréchal-lieutenant comte Berlichingen.

Un espion avait, dans la nuit du 8 au 9 mai, prévenu Minuzzi de l'arrivée à Malching d'une colonne autrichienne, dont il évaluait la force à 15 bataillons avec 12 régiments de cavalerie, et, de plus, le 9 de grand matin, on lui avait signalé la marche des Autrichiens se portant contre lui par Winklham.

Aux termes des instructions envoyées par Seckendorff, Minuzzi aurait dû se mettre immédiatement en retraite sur Marktl

et ordonner à la garnison du château de Stubenberg de l'évacuer.

On ne saurait donc s'expliquer la résolution prise par Minuzzi, cette résolution en contradiction complète avec les ordres qu'il avait reçus, que par la confiance exagérée qu'il avait dans la force de sa position sur la rive droite du Sim-Bach, position couverte en avant de son front par des prairies marécageuses, dont la droite était protégée par un cours d'eau, l'Altwasser, et dont la gauche s'appuyait à une hauteur boisée. A 2,500 pas en avant de cette position, s'élevaient sur une colline les quelques maisons et l'église du village d'Erlach, occupé par 50 grenadiers bavarois postés derrière des palissades et des abatis.

Vers 7 heures, Berlichingen déploya ses grenadiers des deux côtés du chemin de Winklham à Erlach, sa cavalerie sur leur droite, mit ses 2 pièces en batterie sur sa gauche et se porta contre Erlach, dont Minuzzi renforça l'occupation dès le début de l'engagement.

Le général bavarois envoya au même moment un régiment de dragons au nord-ouest de la colline d'Erlach et déploya un régiment d'infanterie entre Simbach et Erlach. Bien que ces deux régiments ne prirent pas directement part à la lutte, l'infanterie bavaroise se défendit si vigoureusement à Erlach que le prince Charles, à son arrivée sur le terrain, fit avancer 4 pièces qui, tout en canonnant l'église d'Erlach et la position occupée par les dragons, couvrirent le déploiement du gros, auquel il avait donné l'ordre d'entrer en ligne à droite de l'avant-garde et d'obliquer vers les hauteurs boisées au nord d'Erlach.

Obligé d'abord de faire reculer ses dragons, inutilement exposés au feu de l'artillerie autrichienne, le général Minuzzi ne tarda pas à être contraint, en présence du mouvement du gros autrichien vers les hauteurs, de ramener son régiment d'infanterie à Simbach et d'abandonner à leur sort les quelques troupes qui défendaient héroïquement Erlach, mais qui, pressées de toutes parts, ne tenaient plus que l'église et continuèrent une lutte désespérée jusqu'au moment où, cernées de tous côtés, elles durent enfin déposer les armes.

Le gros de l'armée bavaroise avait, pendant ce temps, pris sa formation de combat, la cavalerie à l'aile gauche, l'infanterie en masse à la droite, l'artillerie en batterie en avant du centre.

Minuzzi, qui avait fait filer ses convois sur Marktl, avait envoyé dès le matin au régiment d'infanterie hessoise posté sur la gauche de l'Inn, ainsi qu'au régiment de dragons campé à Oetting, l'ordre de le rejoindre de suite à Simbach, où il avait également fait venir quelques groupes d'infanterie et 2 canons tirés de Braunau.

Un peu avant midi, le gros de l'armée autrichienne, qui couronnait les hauteurs boisées au nord de Simbach, y avait achevé son déploiement sur plusieurs lignes, et son artillerie ouvrait le feu contre la position de Minuzzi, que le prince Charles se proposait d'attaquer de front. Reconnaissant bientôt l'extrême difficulté d'une pareille entreprise, rendue encore plus scabreuse par les incendies que les Bavarois avaient allumés à Simbach pour en interdire l'accès aux Autrichiens, le prince résolut d'attendre pour donner le signal de l'attaque que les troupes de Berlichingen eussent débordé la gauche de Minuzzi.

A 1 heure, ce général, débouchant d'Erlach, se porta, sur l'ordre du prince Charles, d'abord sur Kirchberg et de là, en décrivant un assez grand crochet et en passant par une hauteur boisée, sur Andersdorf. Pendant le temps assez long qu'allait prendre l'exécution de ce mouvement, le prince Charles se contenta d'occuper l'ennemi sur son front et chercha à détourner son attention de ce qui allait se passer sur sa gauche en détachant de sa propre gauche des Croates et deux régiments d'infanterie. En même temps, le gros de l'armée, obliquant de plus en plus vers la gauche et se portant insensiblement en avant, arrivait sur deux lignes jusqu'à 500 pas environ du village de Simbach. L'artillerie continuait à canonner les positions bavaroises, tandis que Nadasdy, arrivé à midi de Pfarrkirchen avec ses hussards, y recevait l'ordre de pousser lui aussi vers la gauche des Bavarois.

Minuzzi, rassuré par la quasi-immobilité du centre, n'ayant de craintes que pour sa droite et pour la route de Braunau, avait progressivement fait refluer toute son infanterie vers sa droite, de sorte qu'à 3 heures de l'après-midi son extrême droite s'étendait jusqu'à la lisière sud de Simbach et qu'il avait laissé un vaste espace inoccupé entre son infanterie et sa cavalerie restée sur ses positions primitives.

Jusque-là, l'affaire s'était en somme bornée à un duel d'artil-

lerie dans lequel les Autrichiens, tout en ayant l'avantage, n'avaient pourtant pas réussi à ébranler l'infanterie bavaroise. Minuzzi croyait même que le prince Charles allait rompre le combat et se contenter de la possession des hauteurs de la rive gauche du Sim-Bach, lorsque, entre 3 et 4 heures, la cavalerie de la colonne de Berlichingen déboucha tout à coup près d'Andersdorf, sur la gauche de ses lignes. Minuzzi lui opposa sans plus tarder un régiment de dragons soutenu par 150 fantassins; mais, avant que les dragons aient eu le temps de se déployer, ils étaient déjà chargés sur leur gauche par les cavaliers du général Lucchesi, sur leur droite par les hussards de Nadasdy, rompus et bousculés avant d'avoir pu être soutenus par la cavalerie hessoise et par un escadron bavarois. Leur déroute démoralisa tout le reste de la cavalerie de l'aile gauche, qui tourna bride et s'enfuit dans le plus grand désordre, cherchant un refuge derrière les lignes de l'infanterie. Cette infanterie essaya pendant quelques instants de faire bonne contenance; mais, ébranlée et rompue par les cavaliers qui essayaient de se dérober à la poursuite des Autrichiens en se frayant un passage, elle se débanda à son tour, au moment où trois régiments d'infanterie autrichienne, qui avaient passé le Sim-Bach, puis traversé Simbach en flammes, se disposaient à l'aborder, et s'enfuit, elle aussi, dans le plus grand désordre vers Braunau et Marktl.

L'affaire tout entière n'avait pas duré trois quarts d'heure. Une partie des fuyards avait, en essayant de s'échapper le long du Sim-Bach, donné contre les troupes autrichiennes du centre, qui n'eurent d'autre peine que de les arrêter et de les ramasser; d'autres, trouvant le pont de l'Altwasser encombré, se jetèrent dans le ruisseau et s'y noyèrent pour la plupart. Un régiment d'infanterie bavaroise et les quelques compagnies de grenadiers postées au pont de l'Altwasser firent seuls bonne contenance et réussirent à arrêter les Autrichiens, jusqu'à ce que la cavalerie et la plus grande partie de l'infanterie aient pu se réfugier dans Braunau.

La journée avait été bonne pour le prince Charles : 867 prisonniers, parmi lesquels le général Minuzzi et les généraux Gabrieli et Peysing, 5 drapeaux et 5 canons étaient tombés entre ses mains. L'avantage signalé qu'il venait de remporter pouvait

avoir pour lui des conséquences d'autant plus considérables, que la plus grande partie de l'armée de Minuzzi s'était jetée dans Braunau et que, grâce à la présence du corps d'observation sur la rive droite de l'Inn, il était désormais facile de l'empêcher d'en sortir[1].

Le 9 mai au soir, Hohenems recevait les ordres en conséquence; mais, lorsqu'ils lui parvinrent, la plus grande partie de la cavalerie bavaroise avait déjà quitté Braunau, et les 800 hussards qu'il expédia de nuit sur ses traces ne parvinrent à ramasser à minuit à Ranshofen que 2 officiers et 80 cavaliers. L'occupation de Ranshofen n'avait cependant pas été inutile. Elle força, en effet, 13 bataillons et 10 compagnies de grenadiers à rester dans Braunau, dans une place dont les approvisionnements n'avaient pas été constitués en prévision d'effectifs aussi nombreux.

Bien que le château de Stubenberg n'eut pour toute garnison que deux faibles compagnies, le général Brettlach n'aurait pas réussi à triompher de leur résistance et à les contraindre à capituler sans l'intervention, fort opportune pour lui, du général Bärnklau qui, en marche sur Simbach, vint le rejoindre au moment même où il était sur le point de renoncer à l'entreprise dont il avait été chargé,

Des deux groupes principaux dont se composait l'armée bavaroise, l'un, celui de Minuzzi, pouvait être considéré comme anéanti ou du moins comme hors d'état de prendre désormais

---

[1] *Correspondance politique* 1127, à Seckendorff, Berlin, 5 juin 1743. Après avoir remercié le feld-maréchal de l'envoi du journal détaillé « de tout ce qui a été fait avant et depuis la fatale journée du 9 », Frédéric ajoutait « qu'il était extrêmement fâché de voir le train que les affaires de l'empereur prenaient par la molle et flasque conduite des Français qui lui paraît incompréhensible ». Il assure Seckendorff « qu'il prend vivement à cœur les intérêts du prince, son maître », mais il lui déclare en même temps « qu'il ne veut pas ressembler à celui qui, à force de vouloir retirer un ami des eaux, s'y noie lui-même..... »

C'était à peu près dans le même sens qu'il s'était exprimé, même avant l'affaire de Braunau, lorsqu'écrivant au feld-maréchal comte de Schmettau (*Ibidem* 1115, Potsdam, 27 avril), qui lui avait communiqué une lettre de Seckendorff, il lui disait : « Je ne sais ce que font les Français, mais ils marchent bien lentement. Vous pouvez écrire à Seckendorff que le roi de Prusse ne se précipite pas et qu'il saurait bien quand il serait temps de paraître, mais que son heure n'est pas encore venue. »

part aux opérations actives, puisqu'il suffisait de quelques troupes d'observation pour empêcher ses débris de sortir de Braunau. Rien n'aurait donc empêché le prince Charles de se porter contre l'armée de Broglie s'il avait eu, le 9 au soir, des données exactes sur l'ensemble de la situation. Mais il ignorait à ce moment quelle avait été la composition, la force du corps qu'il venait de battre si complètement, et il était loin de se douter qu'il ne restait plus guère à Seckendorff que de la cavalerie. On comprend donc jusqu'à un certain point que le prince Charles se soit borné, le 10, à ne pousser sur Thann que la moitié de son armée, sa première ligne, qu'il ait laissé l'autre devant Braunau, envoyé sur l'Isar de gros partis de cavalerie et attendu l'arrivée des renseignements que ces escadrons allaient recueillir pour prendre une résolution définitive. Il essaya toutefois de décider Hildburghausen à lui ouvrir les portes de Braunau et tenta infructueusement en présence de son refus à mettre le feu aux magasins de la place. Son artillerie de campagne ne put parvenir à lui assurer l'avantage considérable qui aurait été la conséquence de cette destruction des dernières ressources de la garnison de Braunau. Il s'en consola en faisant enlever la tête de pont de l'Inn et détruire le pont même dans la nuit du 10 au 11.

Pendant ce temps, les quelques fractions du corps Minuzzi, qui avaient échappé au sort du gros, s'étaient repliées d'abord sur Marktl, puis sur Oetting, et la cavalerie, qui avait réussi à sortir de Braunau, avait campé, le 10, près de Burghausen sur la rive gauche de la Salzach. Seckendorff, resté, comme nous l'avons dit, à Landshut, apprit seulement, le 9 au soir, que Minuzzi s'était engagé contre des forces autrichiennes supérieures en nombre. Désolé de la désobéissance de son lieutenant, s'attendant à quelque événement fâcheux, il voulait se rendre à Braunau pour y prendre personnellement le commandement, lorsqu'un billet du prince d'Hildburghausen l'informa du désastre et le décida à partir immédiatement pour Neu-Oetting, afin d'y rallier les débris de son armée et d'adopter sur place les dispositions commandées par la gravité de la situation. Les nouvelles qui lui parvinrent à ce moment de la frontière du Tyrol, l'état dans lequel il trouva les quelques troupes qui s'étaient repliées sur Neu-Oetting suffirent pour lui démontrer

l'impossibilité absolue pour lui de tenir sur l'Inn. Il aurait donc dû se reporter immédiatement plus en arrière sur l'Isar; mais espérant encore que Broglie finirait par le soutenir et se déciderait à renforcer les troupes établies sur la Vils, il résolut, après avoir fait couper le pont de Marktl, de ramener tout ce qu'il avait à Marktl, à Burghausen et à Neu-Oetting, sur Wasserburg, point d'où il pensait pouvoir sans danger, soit se souder aux Français s'ils se renforçaient sur la Vils, soit, dans le cas contraire, se replier sur Landshut. Il avait de plus envoyé à Hildburghausen l'ordre de défendre Braunau jusqu'à la dernière extrémité.

Au moment où Seckendorff se mettait, le 11, en marche sur Wasserburg, la première ligne et le quartier général de l'armée autrichienne s'établissaient à Thann. L'exploration avait donné de si maigres résultats, que le prince Charles crut plus sage de ne pas continuer à marcher le 12. Pensant qu'il n'y avait entre l'Inn et l'Isar que des Bavarois, que la ligne de l'Isar était gardée par les Français, il en avait conclu que Seckendorff devait encore se trouver sur la droite de l'Inn et il avait, en conséquence, dès le 11, conçu le projet de continuer son offensive en se portant sur Dingolfing. Aussi, dès que, grâce aux renseignements recueillis par sa cavalerie, il sut de façon positive que les Français tenaient deux de leurs groupes à Dingolfing et à Landau, et que leur gros était établi à Plattling, il résolut de mettre son idée à exécution et dirigea le 14 sa première ligne sur Eggenfelden et la deuxième sur Thann. Si, en dehors de rumeurs vagues d'après lesquelles Seckendorff se serait replié de Wasserburg sur Haag, il continuait, il est vrai, à être sans nouvelles des mouvements exécutés par les Bavarois, il avait, en revanche, acquis la presque certitude de la présence en avant de Dingolfing de 7,000 à 8,000 Français sous les ordres du prince de Conti et de l'existenee d'un gros rassemblement de troupes bavaroises, dont on n'avait pu évaluer exactement la force, du côté de Landshut.

Décidé à enlever Dingolfing, le prince Charles fit arriver le 15 mai sa deuxième ligne à hauteur de la première, à Eggenfelden, et poussa le 16 sur Reissbach et Frontenhausen. Sa cavalerie lui ayant fait savoir dans l'après-midi que les Français continuaient à se tenir sur la droite de l'Isar, il chargea le feld-

maréchal-lieutenant Daun de se porter à minuit, avec tous les grenadiers à pied et à cheval, tous les carabiniers, 1000 fantassins, 500 chevaux de cavalerie allemande, un régiment de hussards et tous les Warasdiner, 2 obusiers et 4 canons de siège, contre ce point, d'attaquer l'ennemi partout où il le rencontrerait et de faire tous ses efforts pour le couper de la ville. Tout en promettant à Daun de le soutenir en cas de besoin, il lui avait fait remarquer qu'il lui faudrait de huit à dix heures pour faire entrer l'armée en ligne.

Pendant que Daun se dirigeait sur Dingolfing, on apprit au quartier général que le lieutenant-général de Phélippes avait levé son camp pour se porter par Dingolfing sur la gauche de l'Isar. Ce mouvement était déjà achevé lorsque Daun parut devant Dingolfing, où Phélippes, avant de s'établir sur deux lignes de l'autre côté de la rivière, avait laissé 1400 hommes tirés de différents régiments et 7 compagnies de grenadiers sous les ordres du maréchal de camp marquis du Châtelet.

Bien que Dingolfing fut à cette époque entourée de vieilles murailles, bien que les Français y eussent exécuté quelques travaux à l'intérieur de l'enceinte, cette ville était d'autant plus difficile à défendre qu'elle était absolument commandée de toute part par des hauteurs et que les troupes de l'attaque pouvaient de plus s'en approcher à couvert.

Après avoir canonné Dingolfing jusqu'à 2 heures de l'après-midi, Daun lança ses grenadiers et ses Croates sur les quelques ouvrages extérieurs, que les Français leur abandonnèrent sans lutte, quelques instants après l'arrivée sur le terrain du prince Charles et de Khevenhüller. Deux heures plus tard, Daun, qui avait réussi à démolir les portes avec ses canons, poussait deux colonnes d'assaut sur la ville même, que du Châtelet donnait l'ordre d'évacuer. A ce moment, une partie des grenadiers de Daun, contournant l'enceinte, étaient déjà sur le point d'atteindre le pont, pendant que le reste des grenadiers et les Croates pénétraient vivement dans la ville.

Ce fut à grand'peine et seulement grâce à la protection de l'artillerie de la rive gauche que les défenseurs de Dingolfing parvinrent à rejoindre le général de Phélippes, après avoir toutefois perdu près du tiers de leur effectif. 10 de leurs officiers étaient au nombre des morts, et 103 au nombre des blessés. Les

Français, quoique vivement poursuivis, avaient cependant eu le temps de détruire complètement le pont de l'Isar.

Avant de rentrer dans son camp, le prince Charles avait donné à Daun l'ordre d'attaquer Landau dès le 18 au matin. De retour à Reissbach, il décida de porter sa deuxième ligne sur Dingolfing, tandis que la première, commençant son mouvement le 18 à 9 heures du matin, se dirigerait sur Landau. Il avait à ce moment l'intention, de se faire rejoindre aussitôt après la prise de Landau, par toutes les forces qui ne seraient pas absolument indispensables devant Braunau, d'arriver, en longeant l'Isar, avec son armée sur le Danube, de passer ce fleuve et de se relier avec Lobkowitz, et de profiter du léger temps d'arrêt imposé par l'obligation d'attendre l'arrivée des troupes qu'Hohenems devait lui amener de Braunau pour ravitailler l'armée et se faire rejoindre par le reste de l'artillerie.

Dès que la colonne de Daun s'approcha de Landau, les Français mirent le feu à la ville basse et se renfermèrent derrière les solides remparts de la ville haute.

A midi, la ville basse n'était plus qu'un monceau de ruines fumantes et le prince Charles, qui avait entre temps rejoint Daun avec sa première ligne, ordonna à son artillerie de canonner le front est de l'enceinte. Pendant toute l'après-midi, tandis que le prince faisait entourer la ville par son infanterie, l'artillerie autrichienne ne cessa de bombarder Landau, sans réussir toutefois à faire la moindre brèche dans les remparts. Le soir, en présence de l'épuisement presque absolu des munitions, le prince Charles essaya sans plus de succès de faire jouer la mine. Il croyait même qu'il allait lui falloir un certain temps pour réduire cette place, lorsqu'un peu après minuit plusieurs incendies, qui ne tardèrent pas à prendre une extension considérable, éclatèrent tout à coup. La garnison française, qui les avait allumés, avait d'ailleurs évacué Landau un peu auparavant et réussi à gagner la rive gauche.

Le 20, l'armée autrichienne resta sur ses positions, la première ligne à Landau, la deuxième à Dingolfing, tandis que Seckendorff ramenait sur l'Isar les 12 bataillons et les 34 escadrons qui constituaient désormais toute son armée. Assez mal renseigné sur ce qui se passait, il ne s'était mis en route que le 16 et avait établi le 20 et le 21 son infanterie à Landshut et sa

cavalerie entre Freising, Moosburg et Landshut. L'effectif total dont il disposait, après avoir laissé 600 hommes de garnison à Wasserburg et mis 1 bataillon à la disposition du feld-maréchal-lieutenant Preysing, qui commandait à Rosenheim, ne s'élevait pas à plus de 5,000 fantassins et 2,000 cavaliers.

Afin de contrarier les tentatives de Seckendorff, les démonstrations à l'aide desquelles il aurait pu chercher à faciliter la sortie de Braunau des troupes qui avaient dû s'y enfermer après la défaite de Minuzzi, le prince Charles, dès qu'il eut connaissance du mouvement du feld-maréchal sur Landshut, avait immédiatement donné à Nadasdy l'ordre de se rapprocher de ce point et de surveiller de près le nouveau camp des Bavarois.

Renseigné assez exactement par Nadasdy et par le feld-maréchal-lieutenant Bernes sur les mouvements et les positions de ses adversaires, le prince Charles, tout en se rendant compte que ce mouvement allait encore éloigner son aile droite de la gauche, qu'il laissait encore à Dingolfing, n'en poussa pas moins le 23 sa première ligne sur Osterhofen, où Hohenems le rejoignit le lendemain avec 1 régiment d'infanterie, 1 de cavalerie et 2 de hussards.

On avait jeté dès la veille un pont sur le Danube à Nieder-Alteich et établi la communication entre les deux ailes de l'armée à l'aide d'un bataillon établi à Landau et d'un détachement de 300 hommes laissé à Ober-Pöring.

Dans l'intervalle, dans la nuit du 21 au 22, la garnison de Braunau, soit que, ce qui paraît le plus probable, elle eût eu connaissance du départ d'Hohenems, soit qu'elle eût reçu avis de l'arrivée de Seckendorff à Landshut, avait tenté une sortie, passé l'Inn et enlevé après une courte lutte la tête de pont, que le général Helfreich avait vainement tenté de reprendre. Hildburghausen se contenta du reste de ce léger succès et n'essaya même pas de crever les lignes d'investissement.

Dans le Haut-Palatinat, Lobkowitz, qui était jusque-là resté immobile dans ses cantonnements sur la Naab et la Regen, avait commencé le 20 mai à préparer la concentration de ses troupes entre Schwandorf et Nittenau.

Pendant que le prince Charles portait son armée sur Osterhofen, Seckendorff, dont la désastreuse désobéissance de Minuzzi n'avait pu abattre l'énergie, n'avait pas renoncé à l'espoir

de communiquer avec Braunau et même de dégager cette place. En présence du mouvement du prince Charles vers le Danube, il avait une fois de plus, le 20 mai, supplié Broglie de mettre à sa disposition 2 brigades d'infanterie et 12 escadrons, à la tête desquels il voulait reprendre l'offensive et pousser de l'Isar vers l'Inn. Charles VII avait de son côté écrit dans ce sens à Versailles. Mais Broglie, bien qu'il eût reçu l'ordre d'obtempérer à ce désir de l'empereur, lui répondit cette fois encore par de belles promesses et fit savoir à Seckendorff que, ne pouvant lui donner les 2 brigades et les 12 escadrons qu'il lui demandait, il était cependant tellement convaincu de l'importance de l'opération proposée par le feld-maréchal, qu'il allait mettre à cet effet à sa disposition..... deux bataillons[1].

Malgré cette mauvaise volonté de plus en plus évidente, l'empereur et Seckendorff ne renoncèrent pas à leur projet sur Braunau et le feld-maréchal, trompé par une fausse nouvelle qui lui annonçait, le 25 mai, que Nadasdy s'était porté avec ses hussards du côté de Wasserburg, poussa le 26 au matin sur Taufkirchen 300 hussards et 300 grenadiers à cheval, posta au pont de la Vils, à Münchsdorf, 200 grenadiers et 100 fusiliers chargés de les recueillir en cas de besoin, et fit prendre position à 400 cuirassiers sur une hauteur qui commande le chemin de Landshut à Münchsdorf.

Partis à 11 heures de Landshut, arrivés à Taufkirchen sans avoir rien trouvé sur leur route, le colonel Poitiers et le lieutenant-colonel Ferrari y apprirent de la bouche des habitants qu'on avait vu la veille à Dorfen une centaine de hussards autrichiens. Sans se donner la peine de contrôler ces renseignements déjà un peu anciens et sans hésiter à enfreindre les ordres qu'ils avaient reçus, ils résolurent de se porter sur Dorfen, que Nadasdy, qui n'avait détaché que peu de monde, occupait avec tout son détachement.

Tandis que les hussards bavarois d'avant-garde se jetaient sur quelques petits postes de Croates et les rejetaient sur les hussards de Nadasdy, le reste du détachement traversait encore en formation de marche un défilé, d'où venait seulement de

[1] *Archives du Grand Etat-Major*, Berlin. Seckendorff à Törring, Seligenthal, 26 mai 1743 : « Broglie se moque de moi en m'offrant deux bataillons..... »

déboucher un escadron de grenadiers. Cet escadron, qui avait accéléré l'allure afin d'être plus à portée de l'avant-garde, n'avait pas encore eu le temps de se déployer lorsqu'il fut chargé de front et sur le flanc gauche par les hussards de Nadasdy, qui le culbutèrent et le mirent complètement en déroute. Malgré les efforts de leurs officiers, les autres escadrons ne tardèrent pas à faire demi-tour et à s'enfuir à bride abattue, poursuivis vivement pendant plus de 15 kilomètres par les cavaliers autrichiens.

Le colonel Poitiers et le lieutenant-colonel Ferrari, 1 major, 10 officiers et 170 cavaliers bavarois avaient été faits prisonniers pendant cette courte et désastreuse affaire, dans laquelle ce détachement de 600 hommes avait eu, en outre, plus de 300 hommes mis hors de combat.

L'imprudence et la désobéissance des chefs de ce détachement allaient avoir des conséquences autrement graves que la perte de quelques centaines d'hommes. Leur défaite obligeait Seckendorff à renoncer à son projet, à abandonner tout espoir de dégager Braunau.

Depuis la retraite de Phélippes sur l'Isar, le maréchal de Broglie n'avait guère modifié les positions occupées par ses troupes qu'en étendant sa droite jusqu'à Wörth et en somme il avait continué à tenir son monde en cordon sur l'Isar et le Danube.

Le 17 mai, son armée était en conséquence restée répartie comme suit :

6 bataillons et 6 escadrons à Wörth sur l'Isar, 9 bataillons et 11 escadrons à Dingolfing, 9 bataillons et 2 escadrons en face de Mamming, 7 bataillons et 8 escadrons à Pilsting (en face de Landau), 3 bataillons et 6 escadrons à Mosfurt, 6 bataillons et 17 escadrons à Plattling, et 6 bataillons et 30 escadrons à Deggendorf.

Sur le Danube, son infanterie occupait entre Deggendorf et Stadt-am-Hof, le long de la Vils jusqu'à Amberg, exactement les mêmes positions qu'à la fin d'avril. Seule, la cavalerie avait été dirigée de Straubing vers l'Isar.

Le 26 mai, cependant, Broglie avait semblé vouloir se rendre au désir de Charles VII. Il se disposait à envoyer les brigades d'infanterie Vermandois et Poitou, ainsi qu'une brigade de cava-

lerie, soutenir Seckendorff à Landshut, lorsque les événements survenus pendant la journée du lendemain, en modifiant du tout au tout sa résolution, le mirent cette fois dans l'obligation de contremander ce mouvement.

Le 24 mai, aussitôt après avoir été rejoint par Hohenems, le prince Charles, accompagné par Khevenhüller, qui avait eu la première idée de cette opération, était allé avec quelques centaines de chevaux reconnaître Deggendorf. Il voulait s'assurer si, malgré les nombreuses redoutes construites pendant l'hiver sur les hauteurs par les Français, il serait possible de tenter un coup de main sur cette position. Le soir même, à son retour à Osterhofen, il chargeait le feld-maréchal-lieutenant Browne d'exécuter cette opération avec un détachement de 17 compagnies de grenadiers, 3 bataillons d'infanterie, 1000 cavaliers allemands, 200 hussards et 500 Liccaner.

Le 26 mai au matin, Browne, après avoir passé le Danube, poussait d'abord jusqu'à Seebach (à l'ouest d'Hengersberg), où il laissa 3 bataillons d'infanterie et sa cavalerie allemande, pendant que le reste du détachement continuait sa marche et arrivait à la nuit sur les hauteurs à l'est de Deggendorf, sur lesquelles les hussards et les Croates avaient depuis le 24 établi quelques petits postes.

Khevenhüller, qui avait accompagné le petit corps de Browne, ordonna aussitôt aux grenadiers, aux Croates et aux hussards de profiter de la nuit pour investir les retranchements au nord et à l'est de la ville. En même temps, il disposait sur les deux ailes des batteries qui, couvertes par des épaulements, ouvraient le 27 mai, à 4 heures du matin, le feu contre les redoutes les plus avancées. L'infanterie qu'il avait laissée à Seebach avait rejoint le gros vers le matin et vint, sur son ordre, se déployer sur la droite de la position qu'il avait choisie.

Le feu de l'artillerie entretenu pendant deux heures n'avait pas jusque-là produit grand effet, lorsqu'on remarqua tout à coup de nombreux mouvements désordonnés dans la petite redoute voisine du couvent des capucins. On lança aussitôt contre cet ouvrage les grenadiers de l'aile droite et quelques Croates, qui l'enlevèrent sans grand effort, rejetèrent la garnison sur une deuxième redoute plus grande que la première et établie un peu en arrière, dont ils s'emparèrent également et d'où ils poussè-

rent plus en avant, jusque sur les hauteurs qui s'élèvent à proximité du faubourg de Deggendorf.

Au même moment, les Français évacuaient, sans attendre l'attaque des Croates, les redoutes établies devant la gauche autrichienne, traversaient en désordre le faubourg, entraînant dans leur fuite les troupes de deuxième ligne, et se précipitaient vers la tête de pont, tandis que les unités chassées des redoutes par les grenadiers se repliaient en bon ordre, quoique serrées de près, sur la ville même.

Pendant ce temps, les fuyards, après avoir essayé un moment de tenir dans les retranchements élevés en avant de la tête de pont, n'avaient pas tardé à les abandonner et à gagner la rive droite du Danube.

Browne avait, dans l'intervalle, rapproché son artillerie du Danube et fait canonner les ouvrages de la tête de pont ; puis, voyant que les troupes françaises continuaient à passer sur la rive droite, il avait envoyé l'ordre de donner l'assaut à la ville même. Il aurait peut-être même réussi à couper la retraite à la petite garnison qui y avait tenu bon, si les Croates, au lieu de s'amuser à piller, avaient bien voulu prendre préalablement possession des points qui leur avaient été assignés. Les Français parvinrent de la sorte à détruire le pont fixe du Danube, mais ils échouèrent toutefois dans les tentatives qu'ils firent tant pour ramener sur la rive droite le pont de bateaux que pour empêcher les pontonniers autrichiens d'arrêter et de recueillir les pontons qui descendaient à la dérive le cours du fleuve.

L'affaire de Deggendorf avait coûté aux Français 600 hommes tués ou blessés et 136 prisonniers. Les bagages et les chevaux du prince de Conti, ceux des autres généraux et des approvisionnements considérables étaient restés entre les mains de Browne.

La prise de Deggendorf faisait tomber le dernier obstacle qui aurait pu contrarier la jonction de l'armée du prince Charles avec le corps de Lobkowitz et perdre aux Français une position d'autant plus importante pour eux qu'elle était à la fois un excellent point d'appui et de passage. Ce nouveau succès devait avoir d'ailleurs des conséquences stratégiques considérables. Dans un conseil tenu le 28 mai au quartier général de Nieder-Alteich, conseil auquel assistaient Khevenhüller et Lobkowitz, le prince

Charles, décidé à porter le gros de son armée sur la rive droite du Danube, résolut de forcer le passage entre Ober-Alteich et Maria-Pösching, et de ne laisser sur l'Isar que deux régiments d'infanterie, les Liccaner et les Carlstadter, avec 300 cavaliers allemands et un régiment de hussards, chargés de faire quelques démonstrations sur la rive gauche de cette rivière. Lobkowitz devait faciliter l'opération du prince Charles en concentrant son corps sur la ligne Schwandorf—Nittenau.

L'affaire du 27 mai avait obligé d'autre part Broglie à modifier la répartition et l'emplacement de ses troupes. Voulant avant tout les établir sur une position où il n'aurait pas à redouter, au moins pendant quelques jours, l'attaque d'un adversaire disposant de forces supérieures en nombre, préoccupé des conséquences que pourrait avoir le passage de l'Isar par les Autrichiens, il s'arrêta à l'idée de ramener le plus tôt possible son armée sur Ingolstadt et éventuellement même sur Donauwörth. Il ordonna en conséquence, le 28 mai au soir, à Maurice de Saxe de replier de suite sur Stadt-am-Hof toutes les troupes postées sur la Vils et la Naab, à l'exception de la garnison d'Amberg. En même temps, il faisait repasser le Danube à tout ce qu'il y avait encore entre Wörth et Straubing et couper le pont de Donaustauf.

Dans la nuit du 1er au 2 juin, dès que Broglie lui eut fait connaître qu'il n'avait pas l'intention de défendre Stadt-am-Hof, Maurice de Saxe, dont les troupes légères de Lobkowitz commençaient déjà à inquiéter les postes, ramena son petit corps sur la rive droite du Danube.

Ces mouvements étaient à peine achevés que Broglie, afin de montrer enfin son bon vouloir à l'empereur et d'échapper ainsi à des responsabilités qu'il redoutait, renonça momentanément à son projet de retraite immédiate sur Ingolstadt, et consentit à essayer de tenir la ligne du Danube et de l'Isar, à s'établir entre Stadt-am-Hof et Fischersdorf, non pas pour défendre sérieusement la ligne du Danube, puisqu'il s'empressa de retirer presque toutes ses troupes de Straubing et de laisser aux Bavarois seuls le soin de défendre ce point essentiel, mais en réalité pour mieux préparer et régler la retraite de son armée. Il mandait du reste à ses lieutenants, dans des instructions confidentielles, qu'on devait laisser ignorer à Seckendorff, « que si les Autri-

chiens réussissaient à passer l'Isar ou le Danube, ils devaient aussitôt se replier sur Pfatter ou sur Ratisbonne ».

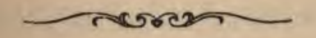
Le 4 juin, les troupes françaises étaient en conséquence réparties comme suit :

Amberg, 3 bataillons; Kehlheim, 6 escadrons; Stadt-am-Hot (Maurice de Saxe), 13 bataillons d'infanterie, 1 d'artillerie et 35 escadrons ; Donaustauf, 1 bataillon ; Pfutter, 1 bataillon; Straubing, 2 bataillons, 15 escadrons; de Wischelburg à Fischerdorf, 7 bataillons ; à Plattling, 2 bataillons d'infanterie, 1 d'artillerie, 4 escadrons ; à Mosfurt, 8 bataillons et 7 escadrons; à Landau, 7 bataillons et 3 escadrons; à Mamning, 1 bataillon et 6 escadrons; à Dingolfing, 9 bataillons et 9 escadrons; à Wörth, 6 bataillons et 6 escadrons ; à Eger, 5 bataillons; à Ingoldstadt, 4 bataillons; à Friedberg, 1 escadron; à Vohburg, 1 escadron ; à Donauwörth, les convalescents des bataillons revenus d'Eger; et enfin, à Wemding, quelques hussards.

Rassuré par les protestations et les déclarations de Broglie, qui lui promettait de tenir ferme sur ses positions, Charles VII, sourd aux conseils de Törring et de Seckendorff, avait résolu de prolonger son séjour à Munich. Il croyait si peu à la possibilité, à la probabilité d'un passage de l'Isar ou du Danube par les Autrichiens, qu'il songeait plus sérieusement que jamais à dégager Braunau, grâce à une opération exécutée par le petit détachement à la tête duquel Saint-Germain avait remplacé le feld-maréchal-lieutenant Preysing.

Major Z.

(A continuer.)



RÉFLEXIONS

SUR LA

CONDUITE DU FEU[1]

II.

DE L'OBJECTIF.

Infanterie.

Le point délicat du tir contre l'infanterie est généralement l'indication de l'objectif que l'on se propose de prendre à partie ; dans certaines circonstances cette indication deviendra même très difficile, pour ne pas dire impossible, et cela pour plusieurs raisons dont les principales sont :

1° La difficulté de se faire entendre et comprendre, sur un front de section déployée, au milieu du tumulte et de l'émotion faciles à prévoir sur la ligne de combat ;

2° La distinction à faire d'un groupe ennemi, au milieu de plusieurs autres identiques, qui ondulent en marchant, se fusionnent à certains moments, pour se rompre irrégulièrement à certains autres ;

3° La rareté ou l'absence absolue de points de repère, permettant de préciser la position de l'élément de troupe à ajuster.

Il s'ensuit que pour le chef de section, la désignation de l'objectif est une question de coup d'œil, d'à-propos, d'adresse, et aussi d'élocution, pour savoir employer le terme, clair, précis,

---

[1] Voir la livraison de septembre 1903.

et surtout caractéristique qui sera de suite compris de la troupe, en évitant ce verbiage et ces explications trop souvent employés dans les tirs de polygone, mais vraiment peu pratiques sur le champ de bataille. On ne saurait en tous cas trop s'y exercer, car il faut véritablement user parfois de trouvailles et d'inspirations; en outre, il n'y a point ici de règles absolues : tel procédé applicable à certaines circonstances sera souvent à éviter dans d'autres.

Voici quelques indications pratiques propres à guider la détermination :

De la formation dite de surveillance. — C'est un fait purement instinctif et humain qu'une troupe, groupée autour de son chef, est non seulement mieux à même de l'écouter et de le comprendre; mais qui plus est, elle s'imprègne en quelque sorte de sa pensée, de sa volonté, et gagne à ce resserrement, qui n'est pourtant que matériel, un certain appoint moral.

(La réussite des coups de main et des tentatives audacieuses n'a peut-être pas d'autre secret que ce *rassemblé* préalable, avant de s'éparpiller pour agir...?)

Nous n'entreprendrons pas de rechercher ici toutes les circonstances du combat où ce procédé peut présenter des avantages (avant un bond hardi en avant, avant la traversée d'un espace découvert, d'un passage étroit battu par le feu, d'un pont, etc...); en tous cas, et sans sortir du cadre de cette étude, le feu n'est-il pas l'acte de la lutte, où il faut au plus haut point une entente étroite entre la volonté du chef et celle de ses hommes ?

Toutes les fois qu'on pourra le faire sans danger d'être vu, il conviendra donc de grouper la section en arrière d'un couvert propice, dans une formation qu'il serait superflu de préciser ou de régulariser, mais qui se définit parfaitement ainsi : *formation de surveillance* (par analogie avec *la position de surveillance* de notre artillerie).

Elle implique que l'essaim de tirailleurs groupé autour de son chef, et à même de découvrir l'ennemi et le terrain en avant, guette l'objectif qu'on lui a désigné, le suit du regard, prend la hausse prescrite, charge l'arme et n'attend qu'un mot, un signal pour se déployer rapidement et ouvrir le feu.

La formation de surveillance n'est donc autre chose qu'un

moyen terme, une transition, entre la *position d'attente* prescrite par notre règlement et l'occupation de l'emplacement de combat ; transition utile néanmoins, car, sans elle, on risque fort de faire ouvrir le feu à des gens ahuris et ne sachant trop de quoi il retourne.

En arrière d'une crête, la figure 14 *bis* donne à titre d'exemple et comme simple indication les différentes positions que peuvent



Fig. 14 *bis*.

prendre plusieurs rangées d'hommes autour du chef de section, pour découvrir le terrain en avant ; mais sans chercher, bien entendu, un alignement rigoureux et une régularité absolue.

En arrière d'un mur ou d'un angle de bâtiment, on peut indiquer l'objectif à plusieurs rangées d'hommes qui viennent successivement se porter dans le prolongement des deux observa-



Fig. 15. Fig. 15 *bis*.

teurs de la figure 15....., de façon à rester défilés autant que possible derrière le mur.

Pour éviter l'imprudence que commettraient certains hommes en se démasquant trop, il est bon que le chef de groupe se

tienne en A et ne permette point de dépasser la ligne A B repérée de telle sorte que l'objectif soit visible ; c'est d'ailleurs au point A qu'il se trouve le plus convenablement placé pour donner ses indications (*fig.* 15 et 15 *bis*).

NOTA. — Il est à remarquer que la disposition en profondeur est toujours avantageuse pour désigner l'objectif à un groupe ou lui faire reconnaître son champ de tir, car les hommes voient *perspectivement* le terrain dans les mêmes conditions que celui qui leur parle, chose qui n'a plus lieu quand la troupe est déployée.

Différents procédés pour indiquer l'objectif.

Si l'objectif est seul visible (cas d'une fraction d'avant-garde, d'une section qui débouche d'un couvert ou apparaît au sommet d'une crête), la question se trouve d'elle-même simplifiée puisque les tireurs ne pourront faire de confusion ; mais il faut prévoir le cas plus général où plusieurs groupes ennemis se démasqueront simultanément.

Usage des points de repère du terrain. — Ce procédé est incontestablement le meilleur et le plus sûr à employer; mais à deux conditions, cependant :

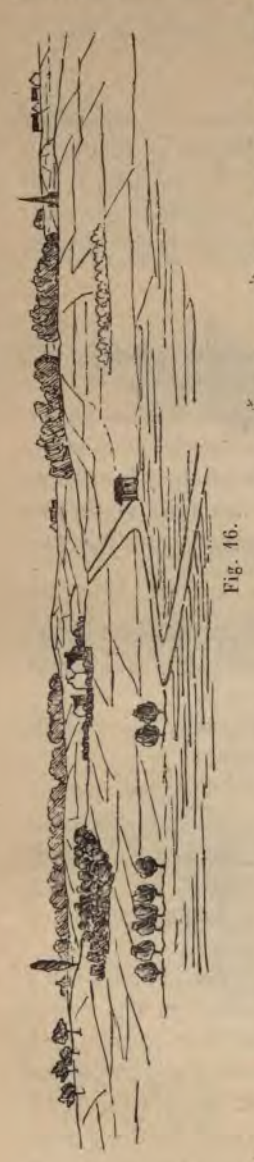
1° Il ne faut employer par rapport aux points choisis comme repères que des termes simples, précis et clairs :

A gauche, *à droite*, *devant*, *derrière* (ou bien encore par un procédé analogue à celui employé dans l'artillerie et utilisable dans certains cas : *à une largeur de main à gauche ou droite de tel point*).

On suppose naturellement le bras tendu et la main dans une position sensiblement verticale ;

2° Il est indispensable qu'entre le chef et ses hommes il n'y ait aucune espèce d'équivoque sur la dénomination des points de repère ; ceci est primordial. Que signifie, par exemple, « à gauche de la maison blanche ! » s'il s'en trouve plusieurs plus ou moins blanches ; « à droite du champ vert » ? Dans la saison où un champ est vert, le regard n'a pas besoin d'errer bien loin pour en trouver un autre de la même couleur, à une nuance de ton

près. Qu'est-ce encore que « l'arbre touffu »? s'il y en a plusieurs dans ce cas. L'essence des arbres les plus communs dans nos contrées se reconnaît facilement ; à 800 ou 1000 mètres, un chêne se distingue d'un sapin et un pommier ne se confond pas avec un saule ou un peuplier. Autant vaut en profiter ! Deux maisons, deux fermes à proximité l'une de l'autre ont-elles une ressemblance gênante ? Baptisez-les *ferme de Paul* et *ferme de Jean*, voire même d'un surnom plus pittoresque, si vous avez la plaisanterie facile (ce qui est toujours d'un bon effet au moment du danger); mais il est certain que le doute disparaîtra et que vos tireurs ne s'y tromperont point.


Fig. 16.

C'est précisément au moment où la troupe est en *formation de surveillance* qu'il convient de lui faire faire connaissance avec la *zone d'action* qu'elle est appelée à battre par son feu.

On promènera le regard des hommes de droite à gauche, en choisissant pour leur faire remarquer les différentes particularités du terrain, l'appellation *définitive* dont on se servira au moment du tir (en suivant par exemple sur la figure 16) ;

A droite le clocher de Souvigny (peu importe le nom exact, si la carte fait défaut ; il suffit que le chef et ses soldats se comprennent) ;

Plus à gauche, le bois des Renards, traversé par une allée ;

La route de Pontoise ;

Trois maisons entourées de haies ;

Un taillis ;

Un peuplier ;

Quatre pommiers ;
Plus en avant : une ligne de saules ;
Puis deux saules ;
Un abri de cantonnier ;
Enfin une haie à flanc de coteau.

Il n'en faut pas plus, et quelques minutes suffisent pour repérer ainsi tout son champ de tir et pouvoir par la suite y promener son feu selon l'occurrence.

Ajoutons cependant que l'excès des points de repère nuit tout autant que leur absence ; en pays couvert par exemple ce sont les détails saillants et nettement visibles qu'il faut choisir à l'exclusion des autres qui seraient plus embarrassants qu'utiles.

Dans les opérations qui préludent à la défense d'une position, cette petite reconnaissance que nous venons de décrire, si simple et si naïve qu'elle paraisse, a tout au moins autant d'importance que l'appréciation des distances, car elle est la condition *sine quâ non* du réglage en direction, et de la conduite effective du feu par le chef de la troupe ; dans un langage imagé, on pourrait la définir ; *le baptême des points de repère.*

Procédé des directions repérées. — On peut rencontrer certains champs de tir qui n'ayant par eux-mêmes aucun point de repère, possèdent soit en arrière, soit en avant d'eux, une zone de terrain qui en présente suffisamment pour assurer le réglage du tir en direction.



Fig. 17.

Le repérage de ces différents points doit s'exécuter comme dans le cas précédent, et au moment du feu, on les utilisera de la façon suivante :

Sur la ligne ennemie, dans la direction de.....

Deux cas sont à envisager ; suivant que le point de repère ou

signal choisi se trouve en arrière ou en avant de la ligne ennemie.

Avec le signal en arrière, le tir ne sera jamais dispersé, quelque soit même la distance du repère, on battra par le feu un front toujours inférieur à celui de la section qui tire, et le réglage sera d'autant plus serré que le point choisi sera plus près de l'objectif ennemi.

En commandant par exemple : sur la ligne ennemie dans la direction des trois peupliers....., du moulin à vent....., de la ferme A....., du clocher C....., de l'extrémité gauche du bois B, les tireurs seront fixés (*fig.* 17).

Il ne faudrait pas dire en tout cas, *dans la direction du bois B*, l'indication serait vague, et si le bois en question avait une certaine étendue, il pourrait s'en suivre que le tir fut dispersé.

Quant aux réserves qui pourraient apparaître éventuellement, en arrière de la chaîne et dans un des alignements choisis, la confusion n'est guère à craindre, car le seul instinct commande



Fig. 18.

au tireur d'ajuster l'adversaire le plus pressant et par conséquent le plus rapproché; il est d'ailleurs facile de préciser l'indication en disant : *sur la ligne ennemie la plus rapprochée, dans la direction de.....*

Le cas des repères choisis en avant de l'objectif est plus aléatoire ; il peut néanmoins se présenter dans l'hypothèse d'un terrain analogue à celui de la figure 18, c'est-à-dire une croupe absolument nue et découverte, mais cependant à portée efficace de tir.

Pour que le tir ne soit pas trop dispersé, il faut que les points choisis présentent peu de largeur et se trouvent *plus près de l'objectif que des tireurs ;* placés à mi-distance, ils donneront un front battu sensiblement égal à celui du front de la section qui tire; placés au delà, ils donneront un front battu moins grand ; placés en deçà, un front battu plus grand, comme le démontre

la figure 19, où les proportions sont d'ailleurs exagérées à dessein.

En se reportant à la figure 18, où sont cotées les distances supposées des différents repères, on peut se rendre compte que, *faute de mieux*, ils pourraient encore être utiles, dans la phase du combat représentée, autrement dit quand l'adversaire parvient sensiblement à la ligne fictive AB ; il est à remarquer qu'à ce moment le peuplier P et les extrémités de la haie HH' ne pourraient être d'aucune utilité comme indication, parce qu'ils sont trop près des tireurs, par rapport à l'ennemi.



Fig. 19.

La figure 19 prouve encore qu'en resserrant le front des ireurs on resserre le tir ; par conséquent, si l'on dispose d'un abri qui permette de mettre les hommes sur deux rangs, on aura tout avantage à le faire.

Désignation directe de la fraction ennemie sur laquelle on veut tirer. — Dans certains cas, ce procédé est pratique et très commode à employer, si l'objectif est caractérisé par une particularité qui permette au tireur de le reconnaître facilement ; par exemple, quand il s'agit :

1° D'une avant-garde, dont les éléments se succèdent dans un ordre facile à distinguer, à cause des officiers montés qui les accompagnent et sont autant de repères précieux ;

2° D'une fraction, section, peloton ou compagnie, qui exécute un bond en avant d'une chaîne (*son mouvement suffit alors, en effet, à la caractériser*) ; s'il s'agit d'une compagnie, comme il est généralement difficile de déterminer ses différentes sections, et comme elle comporte par ailleurs un front relativement étendu, il sera nécessaire de dire : *sur le centre*....., *la droite*...., ou *la gauche ;* mais cette indication doit être considérée comme suffisante pour assurer le réglage en direction.

Lorsqu'il s'agit de lignes plus étendues, se portant en avant sur un terrain absolument nu et découvert, sans points de repère, en avant ou en arrière, l'indication de l'objectif devient particulièrement difficile (*fig.* 19), car l'on ne disposera pour orienter le tir que des indications fournies par l'ennemi lui-même et à son insu (fractionnement ou échelonnement nets et caractéristiques, vides accusés en certains points de la chaîne, poussière plus intense à tel ou tel endroit, trouble et désordre manifestes sur un point, renforcement qui s'accomplit sur un autre, etc......) ; autant de procédés, ou plutôt d'expédients, très aléatoires, il est vrai, mais que les circonstances inspireront et dont il faudra essayer de tirer le meilleur parti possible, sous peine d'aboutir à une fusillade peu efficace avant *600 mètres* (distance à laquelle le tir individuel est considéré comme produisant un résultat).

Cavalerie.

Il est une particularité qui nous a souvent frappé aux manœuvres, c'est le peu de souci que prend l'infanterie appelée à repousser une charge, de faire un choix judicieux des emplacements qui sont à *sa portée*, pour recevoir dans les meilleures conditions possibles de *sécurité*, et par conséquent de *sang-froid*, la horde de cavaliers qui s'avance.

L'idée qui prédomine, consacrée d'ailleurs par l'inévitable routine du champ de manœuvres, est d'exécuter un déploiement fiévreux et d'ouvrir un feu plus fiévreux encore. Tant s'en faut que ce soit là l'esprit du règlement, et il nous semble difficile d'admettre qu'il ait été dans sa pensée d'interdire les ralliements derrière..... *un chemin creux*, par exemple, ou d'autres obstacles en tenant lieu, quand de pareils emplacements peuvent se gagner en quelques enjambées.

Le seul bon sens indique cependant qu'en pareil cas il vaut infiniment mieux tirer quelques cartouches de moins et placer sa troupe dans des conditions propres à rétablir *son assurance et son sang-froid;* le temps perdu pour l'effet utile se trouvera ainsi largement compensé par un feu foudroyant ouvert à courte portée ; mais tant s'en faut que cette façon de faire soit passée dans nos mœurs ; c'est pourtant l'enseignement de l'histoire, à toutes les époques et avec tous les armements. Or, comme le

sang-froid du fantassin ne s'est pas perfectionné en proportion du fusil qu'il a entre les mains, tout porte à croire que la recette en question serait encore valable demain.

Artillerie.

L'infanterie qui a la bonne fortune de surprendre à portée efficace de tir une artillerie qui manœuvre, amène les avant-trains ou exécute une mise en batterie, se trouve dans des conditions exceptionnellement favorables et qui dispensent d'insister sur ce cas.

Mais il en va tout autrement si l'artillerie, déjà établie, a ouvert le feu ; il est cependant à prévoir que l'infanterie aura à faire usage de son feu dans de pareilles conditions ; or, qu'apercevra-t-elle? Des lueurs rapides comme un éclair, émergeant derrière une crête, et ce sera tout.

Il est donc de toute nécessité d'accoutumer nos hommes à un objectif aussi fugitif, de les familiariser avec lui, enfin de les habituer à repérer lesdites lueurs sur le terrain où elles apparaissent.

Voici à ce sujet un procédé très simple, susceptible d'être employé dans toutes les garnisons et permettant de simuler les différents tirs de l'artillerie (tir de réglage, tir d'efficacité, etc.); nous l'avons expérimenté dans notre compagnie, et, au bout de quelques séances, il nous a donné d'excellents résultats. Son emploi n'est d'ailleurs pas limité au tir ; il peut être utilisé pour pratiquer la marche sous le feu de l'artillerie et, d'une façon générale, dans toutes les manœuvres à double action où il y a lieu de faire intervenir cette arme.

L'équipe destinée à représenter une batterie de quatre pièces se compose d'un officier ou sous-officier expérimenté et de quatre soldats, munis chacun d'un miroir plan de dimension moyenne (20 centimètres sur 15) et de deux bâtons.

Un jour où il fait du soleil (c'est là une condition facile à trouver), la batterie prend position de manière qu'en faisant face à la troupe ennemie elle ait le soleil sensiblement devant elle, ou tout au moins sur un flanc de la direction jalonnée par son propre emplacement et celui de l'ennemi (*fig.* 20); si elle avait le soleil dans le dos, la réflexion au moyen du miroir ne

serait pas impossible au sens exact du mot, mais, en tous cas, difficile à réaliser dans la direction à battre.

Pour envoyer un éclair à la troupe adverse, chaque soldat (représentant une pièce) amène le jet lumineux de son miroir vers la partie inférieure des deux bâtons plantés en terre à

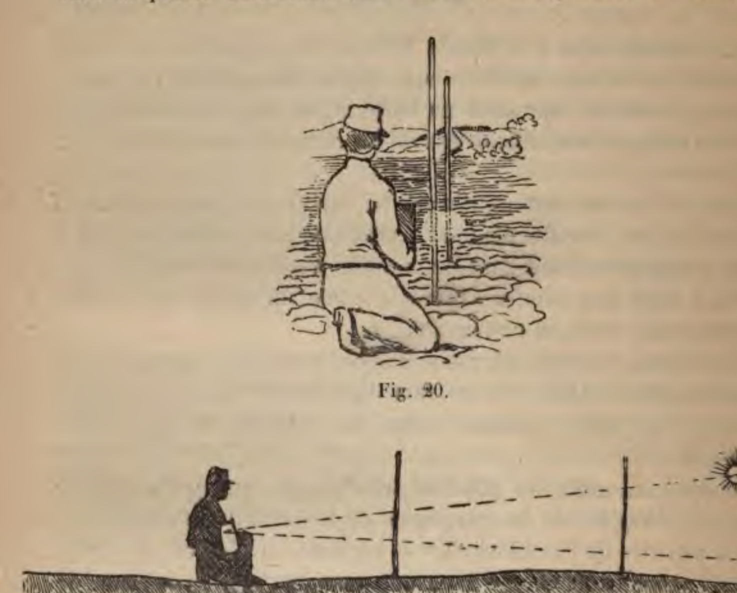


Fig. 20.

Fig. 20 *bis*.

quelques pas en avant de lui, et dont l'alignement est repéré sur l'objectif; il lui suffit alors de relever rapidement le miroir, tout en maintenant le reflet du soleil sur les deux bâtons, pour produire un réfléchissement qui donne à l'œil une sensation comparable à celle produite par la lueur d'un coup de canon (*fig.* 20 et 20 *bis*).

Il est indispensable d'avoir deux bâtons comme repères, car, le miroir étant essentiellement mobile, un seul jalon ne suffirait point à assurer la direction du jet lumineux sur l'objectif; en outre, il y aura avantage à recouvrir ces bâtons d'une couleur sombre, afin d'apercevoir plus facilement le reflet du soleil sur eux, lorsque, par suite de leur orientation, ils ne seront que très

légèrement ombrés. Inutile d'ajouter que les lueurs en question se voient de très loin, étant donnée la puissante source lumineuse qui les produit.

III.

LE TEMPS.

L'intérêt qu'il y a à ouvrir le feu au bon moment, ni trop tôt, ni trop tard (et l'on peut dire que l'*art du feu* repose en grande partie sur cette condition) nécessite de la part du chef de section, non seulement un sentiment exact de *la situation* et *du temps matériel* indispensable pour la mise en œuvre de ses fusils, mais encore une saine appréciation du terrain où se trouve l'objectif à battre. Il est bon notamment qu'il puisse se faire une idée approximative des pentes qui sont devant lui, et du temps que l'ennemi mettra à les parcourir.

Les lignes artificielles ou naturelles du terrain, et, en particu-

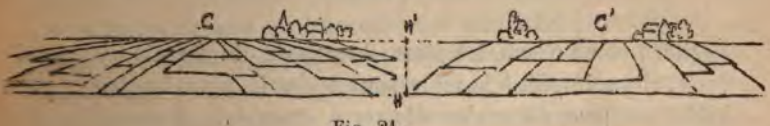


Fig. 21.

lier les limites de culture, seront souvent une indication précieuse en pareil cas.

Voici, par exemple, deux croupes C et C', qui se présentent sous la même hauteur apparente H H'. A la seule inspection des lignes de culture qui les sillonnent, on se rend compte, néanmoins, que les lignes plus fuyantes de la croupe C indiquent une pente plus douce que celle de la croupe C'. Toutes choses égales, d'ailleurs, le champ de tir C est donc plus avantageux que le champ de tir C', que l'adversaire pourra peut-être franchir d'un seul bond, pour atteindre à la course l'angle mort A'B' (*fig.* 21).

Considérons maintenant (*fig.* 22) la croupe C C' et le rideau d'arbres A A'; supposons un premier élément d'avant-garde engagé sur la route R et apparaissant au sommet de la crête C C'. Est-ce le moment de tirer sur lui? Pas encore; il semble préférable de le laisser un peu s'engager sur la pente, de façon que, sans pouvoir gagner impunément, et d'un seul bond, le rideau

d'arbres AA′, où il échapperait aux vues, il n'ait pas non plus la tentation de se terrer sitôt les premiers coups de fusil tirés, derrière la crête CC′, pour attendre une occasion favorable de se porter en avant; il semble que le moment propice d'ouvrir le feu se présentera quand l'objectif sera à proximité du point P; il peut même avoir alors un ***instant de trouble et d'hésitation***, qui lui sera très préjudiciable.

S'agit-il au contraire d'une troupe déployée BB' qui prononce un mouvement offensif en avant de la crête; là, il n'y a pas à



Fig. 22.

hésiter; comme son intention de gagner du terrain est manifeste, il y a intérêt à la tenir sous le feu le plus *longtemps possible*; on peut donc s'en donner à cœur joie et ouvrir le feu sitôt que la troupe est nettement visible, au sommet de la crête.

Il ne faut point oublier qu'une troupe obligée de se découvrir pour tirer et qui, étant démasquée, charge les armes et dispose la hausse, perd un temps précieux et s'expose inutilement au tir adverse, avant d'avoir pu faire usage du sien. En règle générale (règle à l'encontre de laquelle vont généralement les exercices du champ de manœuvres et du polygone), ces préludes doivent s'accomplir auparavant, de façon que l'ouverture du feu suive immédiatement l'arrêt ou le déploiement; seule, l'indication de l'objectif n'est parfois possible que sur l'emplacement même ou dans son voisinage; encore faut-il mettre à profit toutes les circonstances qui permettent d'y procéder avant d'être *en cible*, car c'est l'opération qui réclame le plus de sang-froid et d'attention de la part des tireurs, sans parler du temps appréciable qu'elle réclame pour être exécutée consciencieusement.

IV.

LE GENRE DE FEU.

Le feu de rafale substitué au feu de salve. — La disparition du feu de salve dans le nouveau règlement n'a pas été sans émouvoir beaucoup d'esprits, qui attachaient à ce genre de feu des vertus telles qu'ils le préféraient à tout autre ; sa précieuse qualité était en effet de faire croire, au moyen de belles détonations exécutées *sans déchirer de la toile*, à une instruction très poussée de la troupe.

C'est précisément *le feu de salve en déchirant de la toile* ou, pour mieux dire, les décharges à *volonté*, mais à *l'indication du chef*, laissant au tireur la possibilité d'ajuster sans l'énerver par l'attente d'un commandement intempestif, que nous voudrions voir consacré par le futur règlement.

On obtiendrait ainsi des rafales à raison d'une cartouche par homme, moins flatteuses peut-être pour l'oreille, mais qui auraient probablement un effet moral et meurtrier plus certain.

Tous les avantages du feu de salve (maintien de la discipline de la troupe en main, consommation réglée des munitions, réglage du tir possible à la vue) se trouvent ainsi conservés, et par ailleurs il y a maintes circonstances où le tir en rafales trouve un emploi pratique ; notamment en pays couvert, où l'on se trouve souvent dans la nécessité de saisir un objectif qui n'apparaît qu'à de très courts intervalles, laissant tout au plus le temps de tirer un coup de fusil *ajusté*.

Il n'en demeure pas moins établi que si l'objectif reste visible pendant un temps plus appréciable, ce n'est pas au feu de salve ni à la rafale qu'il faut avoir recours, mais bien *au feu à volonté*, et surtout *au feu à répétition* ou *au feu rapide*, véritablement qualifiés pour produire en un court moment l'effet utile maximum.

Du tir en mitrailleuse. — Les circonstances du combat amèneront parfois à occuper des localités, sans avoir eu le temps de leur donner la moindre organisation défensive ; souvent, même, on sera obligé de les disputer à l'ennemi par un combat de rues. En pareil cas, voici un expédient qui peut rendre service, princi-

palement s'il s'agit de battre des passages étroits, des couloirs resserrés, ou bien encore des *bas-côtés* d'avenues plantées d'arbres, par lesquels l'adversaire peut être tenté de se faufiler, *car ces cheminements, en raison même de leur peu de largeur, ne se prêtent guère au feu d'enfilade d'une fraction déployée.*

Le procédé à employer est simple, il suffit de réunir à couvert et à proximité d'une embrasure, (fenêtre, porte, pan de mur, angle de bâtiment ou coin de rue) un certain nombre de tireurs sous les ordres d'un gradé chargé de diriger leur tir, de l'arrêter



Fig. 23.

ou de le reprendre selon l'occurence. Quand il y a lieu d'ouvrir le feu, chaque soldat vient à son tour se porter à l'embrasure et exécuter un feu à répétition; son magasin épuisé, il se dégage rapidement et réapprovisionne son arme, pendant que le suivant continue à entretenir le feu et cède ensuite la place au troisième... (*fig.* 23).

Avec un tant soit peu d'habitude et d'exercice, on peut arriver à faire tirer 15 à 16 coups en une minute par une seule embrasure; si l'on dispose de quatre embrasures, on arrive à un total de 60 coups par minute, résultat déjà appréciable pour rendre

circonspect un ennemi engagé dans une coulée étroite, où un grand nombre de balles ont des chances de porter.

Ce tir paraît surtout être avantageux vers 400, 500 ou 600 mètres; mais il serait de la dernière imprudence de compter *uniquement* sur lui pour arrêter un assaut ou une attaque à fond. Quand la résistance ne doit point se prolonger, il convient donc de ne pas attendre l'ennemi à courte portée et de n'occuper les étages supérieurs des maisons qu'avec la possibilité d'une retraite facile et rapide ; mais en ce cas on peut mettre deux tireurs, l'un debout, l'autre à genou, derrière les pans de murs, angles de bâtiment et coins de rue.

V.

LA SITUATION TACTIQUE.

De tous les facteurs susceptibles d'influencer la conduite du feu, *la situation tactique*, est incontestablement le plus important, et celui dont il convient de s'inspirer avant tout autre, puisqu'il assigne implicitement le but à atteindre et les moyens dont on dispose pour y arriver.

Mais par situation tactique, il ne faut pas seulement, (quand il s'agit de tir) envisager la question de l'offensive ou de la défensive; il faut aussi tenir compte de la situation du *moment;* autrement dit, de la phase du combat dans laquelle on se trouve, car c'est elle qui éclaire et renseigne sur le parti que l'on peut tirer du feu, *sur la possibilité d'en rester maître et de pouvoir le diriger effectivement.*

Une action peut s'engager de différentes façons, suivre en raison des circonstances un cours accidenté ou imprévu ; mais il n'en est pas moins établi qu'elle passe le plus généralement par un certain nombre de phases, plus ou moins longues, plus ou moins écourtées, ayant chacune leur caractère propre et particulier.

Ces phases sont :

L'engagement ;

Le développement de l'action ;

L'assaut ;

La poursuite ou la retraite.

Savoir d'une façon positive, ce que l'on peut entreprendre par

le feu, au cours de ces différentes situations est évidemment essentiel.

Une infanterie qui n'est pas encors engagée, qui se trouve en réserve ou momentanément retirée du combat, disposant, par-conséquent, dans un certain rayon, de sa liberté d'allures et du choix de son objectif, est à même d'user de son tir dans des conditions tout autres que celle qui est déjà aux prises avec l'infanterie ennemie. S'agit-il pour elle, non plus de tenir l'adversaire à distance, mais de donner l'assaut ou de le repousser, les circonstances changent encore, en ce qui concerne le feu, par suite du danger plus pressant et de l'émotion plus poignante à l'approche de la crise finale.

Ce sont les particularités inhérentes à chacune de ces phases, et leurs caractères généraux que nous allons essayer de résumer ici.

Feux prémédités. — Tant que l'infanterie n'a pas entamé la lutte contre l'infanterie adverse, elle reste en quelque sorte maîtresse de son feu, sous la réserve d'en disposer bien entendu d'une façon judicieuse, sans perdre de vue le but tactique à atteindre, contre des objectifs favorables et à portée efficace. Les préludes du combat fourniront souvent de semblables occasions; mais ce n'est point là cependant une règle absolue; à tout instant du combat, les réserves pourront se trouver dans un cas analogue, soit qu'il s'agisse de contrebattre momentanément l'artillerie ennemie, soit qu'il y ait lieu de surveiller un flanc menacé par les entreprises de la cavalerie, ou simplement de tenir celle-ci à distance. Il y a lieu enfin de mentionner ici *l'ouverture générale du feu contre l'infanterie adverse*, moment délicat à apprécier et à choisir, et dont les conséquences pourront parfois être décisives pour l'issue du combat.

Le caractère commun à ces différents genres de feu est *la préméditation*, qui suppose un temps relatif pour se déterminer et agir à bon escient; après avoir réuni le plus grand nombre d'atouts possibles dans son jeu, dont le plus avantageux est incontestablement *la surprise*.

Tous les moyens que le temps dont on disposera permettra d'employer pour rendre le tir plus sûr et plus efficace, ne seront point à négliger :

Les chefs de section devanceront leur unité et procéderont à une reconnaissance rapide de l'objectif, du terrain qui l'environne et de l'emplacement qu'ils comptent occuper; ils prendront leur décision quant à la distance et au genre de feu; feront prendre la hausse, indiqueront l'objectif et prescriront de charger les armes, de façon qu'au moment d'agir, l'ouverture du feu suive immédiatement le déploiement sur l'emplacement choisi; car il y a toujours danger et perte de temps à procéder à ces différentes opérations une fois démasqué.

Feux du tac au tac. — Cette expression *du tac au tac*, empruntée au langage de l'escrime, est celle qui semble le mieux caractériser cette phase de la lutte où les deux infanteries sont aux prises et se fusillent réciproquement aux moyennes distances; l'une se propose généralement de progresser en faisant alterner le feu avec les bonds en avant; l'autre s'efforce par le feu seul d'arrêter ou tout au moins de retarder considérablement les progrès de l'adversaire, en lui infligeant des pertes sensibles. De chaque côté, en tous cas, l'objectif s'impose : ce sont les fractions de la ligne ennemie que l'on a devant soi, *dans sa zone d'action.*

Les procédés applicables aux feux de *préméditation* ne peuvent guère s'employer ici, pour bien des raisons :

1° Les troupes sont déployées sur leurs emplacements de combat; on ne pourra donc leur donner que des indications simples et très laconiques quant à l'objectif choisi (c'est précisément ici qu'il sera avantageux d'avoir préalablement fait reconnaître aux hommes le terrain qu'ils ont devant eux et les différents points de repère qui s'y trouvent) ;

2° Le feu est ouvert; il s'agit, et c'est là le point essentiel, d'en rester maître, de le faire cesser lorsqu'il devient inutile ou d'un effet douteux, pour le faire reprendre dans les instants propices sur les groupes qui se découvrent soit pour tirer, soit pour se porter en avant ou renforcer la chaîne.

L'idéal du tir, durant cette période du combat semble devoir se réduire à une succession d'accalmies et de reprises du feu courtes mais énergiques, exécutées aux moments favorables; un feu continuel, outre qu'il n'aurait sur un ennemi en partie

abrité ou masqué que des effets douteux, présenterait surtout le grave danger de vider les cartouchières en très peu de temps.

De quels moyens dispose le chef de section pour transmettre sa volonté aux tireurs ?

Il a ses deux serre-files, chefs de demi-sections. C'est peu pour un front de 50 hommes déployés, surtout quand les instants sont précieux, qu'il faut compter non pas par minutes, mais par secondes, et c'est précisément le cas ici ; nous pensons donc que la place des caporaux serait plus avantageuse en arrière de la chaîne, à portée de leurs sergents, de façon à être les premiers *colporteurs* des ordres, qui, d'après les indications fort sages du nouveau règlement, doivent voler de bouche en bouche sur la ligne des tireurs.

Le meilleur moyen en tout cas pour agir vite et en temps opportun, semble surtout consister à avoir une attention constamment éveillée sur les faits et gestes des fractions ennemies que l'on a devant soi.

Une troupe qui sort d'un couvert, qui quitte un abri ou se relève pour se porter en avant, ne le fait pas, malgré toute sa vigueur et son entrain, aussi spontanément qu'une compagnie de perdreaux qui s'échappe d'un sillon ; il y a généralement certains indices qui revèlent son intention : le feu se ralentit puis s'éteint, les hommes se relèvent, quelques-uns plus agiles ou plus déterminés prennent les devants ; ce sont autant d'indications dont on peut profiter pour faire charger les armes ; disposer la hausse (s'il y a lieu de la modifier) ; enfin fixer l'attention des tireurs et voire même détourner leurs yeux de spectacles plus voisins, propres à les impressionner sans aucun profit.

Faut-il toujours tirer par section ? Ce serait là un principe trop absolu et par conséquent dangereux ; d'autant plus que dans certains cas (pays couverts et coupés, abris scindés par des intervalles et néanmoins avantageux à utiliser), le fractionnement s'impose et se prête même à une répartition plus judicieuse des fusils.

En conséquence, tout en considérant la section comme la véritable unité de feu, ainsi que le prescrit le projet de règlement, il y a des circontances à prévoir, où il sera de toute nécessité de la diviser en deux ou plusieurs groupes ; il ne s'en suit pas d'ailleurs pour cela que le chef de section *abdique la direction du*

feu au profit de ses sous-ordres ; car ce qui est impossible pour le capitaine vis-à-vis de ses quatre sections déployées sur 150 ou 200 mètres de front, ne le sera pas pour lui vis-à-vis des deux ou trois groupes qu'il aura formés : il pourra se porter rapidement de l'un à l'autre, et, selon l'occurrence, *en jouer comme d'un clavier :* donner à chacun d'eux des indications et des ordres qui seront plus facilement compris et plus rapidement exécutés, en raison du front moins étendu de ces petites fractions.

Il n'y a donc pas lieu de s'inquiéter outre mesure de ce fractionnement que la nature de certains pays rendra souvent indispensable, voir même avantageux, si les sergents et caporaux ont été dressés à ce rôle éventuel de *chefs de groupe agissant sous l'impulsion du chef de section ;* celui-ci leur donne les indications relatives à la hausse et à la zone ou partie de la ligne ennemie dans laquelle ils ont à choisir leurs objectifs ; il ne leur reste par conséquent qu'à prescrire l'ouverture du feu à l'instant qui convient, et à le faire cesser lorsqu'il devient inutile; sur ce dernier point l'autorité du chef de section ne doit pas hésiter à intervenir, quand l'effet du tir reste douteux.

Feux d'assaut, de poursuite et de retraite. — On peut également leur donner comme dénomination générale : feux de la crise finale, et, par le fait des conditions particulièrement critiques où ils sont employés, on conçoit qu'ils diffèrent sensiblement des feux *de préméditation* et *du tac au tac.*

La seule tactique de feu susceptible de réussir ici doit être avant tout simple, sommaire, et se passer des indications ou de commandements inutiles qui auraient d'ailleurs peu de chances d'être compris, voire même entendus ; l'*exemple* et le *fait* y suppléeront avantageusement dans bien des cas, et c'est parfois *le fusil en main que les chefs de section arriveront le mieux à se faire comprendre.*

Il ne saurait être question en pareil moment *d'unité de feu de tel ou tel effectif :* le mélange des unités est consommé par suite des renforcements successifs ; c'est un fait accompli, et les chefs de section n'ont qu'un devoir : prendre le commandement des hommes qu'ils ont sous la main, leur imprimer une direction en vue du but commun et de l'union des efforts.

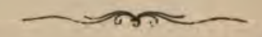
Quant à la hausse; il n'y a qu'une précaution à observer : s'assurer que *la hausse de combat* est bien prise, et qu'on n'ait pas conservé celle de 600 ou 700 mètres.

Dans bien des cas, la désignation de l'objectif sera inutile : mettre une troupe nez à nez avec l'ennemi c'est implicitement lui commander de tirer dessus, et dans le combat rapproché la concentration des feux doit être bien plus le résultat des emplacements que l'on fait occuper aux différentes fractions, que celui d'indications à la voix qui courent grand risque de ne point être entendues; au surplus, dans de pareils moments, ce n'est plus guère de *tir collectif* qu'il s'agit, à proprement parler, mais plutôt d'un *tir individuel d'ensemble*.

Il est cependant des cas, où les particularités du terrain se prêtent à l'indication de l'objectif; on doit alors ne pas hésiter à s'en servir (s'il s'agit par exemple d'un pont sur lequel l'ennemi défile, d'une rue de village ou d'un chemin sous bois dont il débouche); dans les feux de poursuite, on peut admettre également qu'au bout de quelques instants, la troupe aura repris du sang-froid et une assurance suffisante pour exécuter non pas des salves, mais des *rafales* sur telle ou telle fraction de l'adversaire en retraite.

Si les feux de poursuite sont considérés à juste titre comme le meilleur moyen de rétablir un ordre relatif dans une troupe victorieuse, on est de même autorisé à penser que *la reprise du feu* est également le procédé le plus efficace, pour rallier une troupe rompue et désunie après un assaut malheureux. En raison de l'infériorité morale qui caractérise une pareille situation, c'est naturellement au terrain qu'il faut demander un appui en même temps qu'un refuge; cette *reprise du feu* ne doit donc s'effectuer qu'en arrière de couverts ou d'abris, procurant aux tireurs une sécurité relative; les exposer en cible et à petite distance au feu d'un adversaire victorieux n'aurait probablement d'autre effet que d'accentuer la débacle.

LEFEBVRE,
Lieutenant au 4e rég. d'infanterie.



LES LIVRES MILITAIRES

Publication du 2e Bureau de l'État-Major de l'Armée. — La Guerre Sud-Africaine, par le capitaine FOURNIER, de l'Etat-Major de l'Armée. — Tome III et dernier. — 1 vol, in-8° avec cartes. — Paris, R. Chapelot et Cie.

Le capitaine Fournier vient de publier le tome III et dernier de sa magistrale histoire de la Guerre Sud-Africaine. Nous n'avons pas à revenir sur la valeur de cette œuvre après toute la presse militaire. Nous voulons seulement signaler à nos lecteurs l'apparition de cette publication impatiemment attendue, qui vient couronner l'édifice historique si savamment et si impartialement élevé.

Peut-être eût-on souhaité voir le capitaine Fournier s'étendre plus longuement sur la suprême phase de la lutte et regrettera-t-on que la passionnante guérilla qui suivit la proclamation *officielle* par les Anglais de la défaite des Boers, n'ait été que résumée, non pas étudiée avec les mêmes détails que les épisodes de la grande lutte. Mais ce ne saurait être là une critique ; c'est plutôt l'expression d'un espoir. Espérons en effet que M. le capitaine Fournier, qui vient de quitter l'Etat-Major de l'Armée pour le poste d'attaché militaire à New-York, pourra consacrer quelque jour son grand talent à un quatrième volume, en quelque sorte supplémentaire ; et constatons en tout cas que, au point de vue de l'instruction militaire des officiers, comme à celui de l'histoire impartiale et élevée, et à celui des enseignements de la guerre, son œuvre est dès maintenant complète. Elle restera classique. — K. J.

Un gentilhomme suisse au service de la Hollande et de la France. — Le comte Guillaume de Portes 1750-1823 (d'après des lettres et documents inédits), par Conrad DE MANDACH. — 1 vol. in-8° de 338 pages. — Paris, Perrin et Cie.

Le comte Guillaume de Portes, d'une famille française, dont une branche avait émigré à Lausanne après la révocation de l'Edit de Nantes, naquit à Genève le 22 mai 1750. Il entra au service de la Sardaigne en 1763 ; en 1765, il passa au service des Etats de Hollande.

Il prit une part très active à la campagne de 1787. Venu en France après son issue malheureuse, il obtint, en qualité d'officier réfugié de Hollande, une commission de mestre de camp et séjourna à Paris jusqu'à la fin de 1789.

Rentré en Suisse, le comte de Portes joua un rôle important dans la révolution de sa patrie. En 1803, on le chargea d'une mission à Paris, et il continua à s'occuper des intérêts politiques helvétiques jusqu'en 1815. Il mourut accidentellement en 1823.

C'est à l'aide des Archives d'Amsterdam, de la correspondance du

comte, de documents de famille que M. de Mandach a pu reconstituer la vie de son aïeul et la placer dans le cadre des événements.

« De Portes n'a point pris une part active aux événements caractérisant son temps, mais sa vie entière en porte l'empreinte. Bien que les épisodes qui se déroulent, dans ces temps troublés, en marge de la grande Histoire, ne soient que des reflets, ils ne sont pas sans projeter la lumière sur une époque. »

Ainsi s'exprime l'auteur dans sa préface ; le critique ne saurait mieux définir l'ouvrage et son intérêt. — L. H.

Petite Garnison, par le lieutenant Bilse. — Traduit de l'allemand. — 1 vol. in-8°. — Paris, *Librairie populaire Universelle.*

Le fameux roman de mœurs militaires du lieutenant Bilse, vient d'être traduit en français et de paraître sous le titre de *Petite Garnison.*

On sait le bruit qu'a fait Outre-Rhin la publication de ce livre, et le procès intenté à son auteur. Ce qu'on sait moins peut-être, c'est que le livre est curieux et fort vivement écrit, et que, à défaut d'un véritable talent littéraire, l'auteur y a fait preuve de qualités intéressantes d'humour et — malheureusement pour lui sans doute — d'observation.

L'amusant récit qui, saisi et interdit en Allemagne, vient d'atteindre, à Vienne, son cent-trentième mille en moins d'un mois, est précédé du compte rendu détaillé de l'extraordinaire procès du lieutenant Bilse devant le conseil de guerre de Metz, des 9, 10 et 11 novembre 1903.— X.

Neue Kanonen? (*Nouveaux canons?*) — Broch. in-4° de 42 pages, par le général-lieutenant von Alten. — Berlin, Mittler et fils.

L'auteur de cette brochure, bien connu comme tacticien et qui a publié récemment l'*Art de la guerre en problèmes,* s'occupe aujourd'hui de la question des nouveaux canons. L'avis du général von Alten sur les canons à long recul et à boucliers, comme ceux adoptés en France ; alors qu'en Allemagne on a envisagé la question d'une autre manière, cette opinion, disons-nous, tient compte, non seulement du point de vue technique, mais aussi de celui de l'emploi des troupes.

Après une description sommaire, mais fort judicieuse et fort bien comprise, des divers éléments qui distinguent le matériel d'artillerie nouveau et dont quelques-uns donnent lieu à controverse, l'auteur n'hésite pas à se prononcer catégoriquement en faveur du genre de canons adoptés en France, à long recul sur l'affût, avec deux espèces de projectiles (obus brisants et shrapnels), et à boucliers dont il déclare l'emploi indispensable pour protéger les servants contre les éclats. Le calibre doit être aussi grand que le permettent les considérations de manœuvre, de mobilité, etc. Mais il faut supprimer, dans les formations de guerre des troupes de campagne, les pièces de gros calibre destinées à remplir un but spécial, qui ne se présentera qu'exceptionnellement en campagne, et la place de ces pièces sera à l'arrière.

Ce petit opuscule, qui résume si parfaitement les diverses données du problème des nouveaux canons, peut être utilement consulté surtout

par ceux qui veulent avoir des notions claires et succinctes sur la question.

Signalons encore que le général von Alten est d'avis d'attribuer des mitrailleuses uniquement à la cavalerie, et non à l'infanterie. — J. B.

Planimétrie de précision ou Études d'analyse planimétrique, par José DE ELOLA, lieutenant-colonel d'état-major de l'armée espagnole, professeur à l'Ecole supérieure de guerre de Madrid, commandeur de l'Ordre civil d'Alphonse XII, etc. — 1 vol. in-folio de 682 pages, avec atlas de 52 planches. — Madrid, Etablissement typographique des successeurs de Rivadeneyra.

L'ouvrage ci-dessus mentionné est la première partie du travail que le savant auteur se propose de publier sur la topographie; elle contient les théories et les descriptions des instruments employés et constitue une œuvre des plus intéressantes et des plus originales, ainsi qu'on pourra en juger par les extraits suivants d'autorités compétentes.

L'Ecole supérieure de guerre de Madrid dit que ce travail n'est pas seulement un traité de plus sur la topographie; mais le plus intéressant de tous à consulter, *en raison de son intérêt exceptionnel et de son extraordinaire nouveauté*, et, après avoir loué la méthode rigoureuse et logique des théories, ajoute qu'il n'est pas question d'un livre seulement spéculatif, mais au contraire *extrêmement pratique, d'une extension, une profondeur et une nouveauté très peu communes.*

Le Comité d'état-major espagnol déclare que l'autenr se montre *franchement innovateur en théories peu traitées et peu connues*, et plus consciencieux que la plupart des auteurs qui ont écrit sur la question. Il loue chaudement la manière de réfuter des erreurs admises par de très notables auteurs. Il qualifie de *très notables* les nouvelles formules déduites et célèbre l'esprit critique de l'auteur, ainsi que la manière facile d'exposer des théories très compliquées dans d'autres livres, quoique en employant des calculs d'un ordre beaucoup plus élevé. Il fait ressortir le mérite de cet ouvrage qui, de préférence à tout autre, peut servir à l'enseignement parce que, même avec un caractère élémentaire, il s'appuie sur des bases solides et arrive à des développements importants.

L'Ecole des mines de Madrid qualifie l'ouvrage de « *grand banquet que l'auteur offre aux amateurs de topographie* ». Il est d'avis que certaines parties constituent des *trouvailles d'une grande valeur* et que le plan des travaux, création de l'auteur, constitue une théorie de frappante nouveauté et d'extraordinaire importance, qui fait tomber des yeux le bandeau avec lequel on marchait en tâtonnant dans un terrain si peu et si mal exploré jusqu'aujourd'hui.

L'Assemblée consultative de guerre espagnole déclare que ce livre repousse énergiquement la manière empirique et peu rationnelle d'appliquer les instruments et méthodes, mais d'une manière non moins raisonnée que catégorique. Il met en relief que l'ouvrage, au point de vue scientifique, est caractérisé par l'emploi d'une consciencieuse analyse mathématique, comme moyen d'arriver, par des procédés très rigoureux, à fixer de vraies limites aux approximations instrumentales, et à celles de méthodes. Ce livre, vrai fondement d'une *topographie rationnelle*, constitue un travail absolument nouveau, d'où il résulte que le

développement du plan devient la source de théories originales pour l'idée, le fond et la forme. Enfin, un des plus grands mérites de l'ouvrage est sa valeur extrêmement pratique, en plaçant l'élève en face des difficultés du terrain et en lui donnant de précieux conseils pour les vaincre.

L'examen du livre paru ne fait que confirmer le bien-fondé de ces appréciations. On ne peut qu'en louer le fond et la forme, car il n'a paru, à notre connaissance, aucun ouvrage aussi complet, aussi original, aussi bien compris, aussi bien édité tant pour luxe de l'impression que pour la finesse des nombreuses gravures, de sorte qu'il paraît impossible de s'occuper sérieusement de topographie sans avoir étudié le remarquable traité du colonel José de Elola. Cet ouvrage a d'ailleurs reçu l'unique prix décerné à l'Ecole des mines de Madrid à la suite de seize concours, et la plus haute récompense que puisse attribuer le ministère de la guerre.

Un *aide-mémoire* de poche, à l'usage du topographe, publié par le même auteur, contient une profusion de tables, de cadres et de formules, d'après un plan presque tout nouveau, et ne peut manquer de rendre de grands services dans l'application, car il est d'un emploi extrêmement commode, rapide et pratique. — J. B.

L'Artiglieria nella guerra campale, par Tozzi et Bazan, capitaines d'artillerie. — Torino, Lattes.

L'ouvrage de MM. Tozzi et Bazan embrasse l'ensemble des questions relatives à l'artillerie moderne. L'introduction résume le rôle de l'artillerie, les effets qu'elle produit dans le combat. Puis vient l'étude sommaire du matériel, considéré au point de vue de son emploi : mobilité, puissance, vitesse de tir, boucliers ; quelques mots sur l'unité de projectiles, de calibre, de modèle, et enfin sur les attelages, sur le personnel et sur le terrain. Comme on le voit, ces préliminaires sont assez étendus : ils forment plus du quart de l'ouvrage.

Celui-ci est divisé en deux parties : 1° l'artillerie considérée en elle-même ; 2° l'artillerie en liaison avec les autres armes.

La première partie étudie la reconnaissance et l'occupation des positions ; la conduite des batteries dans le combat, direction du tir, choix des objectifs, divers genres de tir, ravitaillement en munitions, remplacement du personnel.

Dans la deuxième partie, les auteurs discutent la proportion d'artillerie nécessaire, sa répartition, sa place dans les colonnes, son rôle dans les préliminaires de la bataille défensive ou offensive, puis dans l'attaque décisive. Ils terminent en examinant les cas particuliers.

On trouvera donc dans ce volume de 400 pages l'exposé critique de toutes les questions qui intéressent l'artillerie moderne à tir rapide. — C. D.

Le Propriétaire-Gérant : R. Chapelot.

Paris. — Imprimerie R. Chapelot et Cᵉ, rue Christine, 2.



JOURNAL

DES

SCIENCES MILITAIRES.

REVUE MILITAIRE FRANÇAISE.

Février 1904

LES

PSEUDO-TENDANCES NOUVELLES

DE

L'ARMÉE ALLEMANDE

Dans la *Revue des Deux-Mondes* du 1er septembre 1901, a paru un article signé « trois étoiles » et portant comme titre : *Les tendances nouvelles de l'armée allemande*.

Cet article tendancieux était sans doute destiné, dans l'esprit de l'auteur, à préparer les lecteurs français aux théories émises dans un second article : *Quelques enseignements de la guerre Sud-Africaine* qu'a publié la même revue à la date du 15 juin 1902.

Il ne s'agissait rien moins que de détruire dans ce second article les principes sur lesquels reposent, depuis la mise en vigueur du décret sur le service des armées en campagne de 1895, les doctrines tactiques de l'armée française, pour

leur substituer des procédés purement mécaniques ne tenant compte ni du but, ni de l'ennemi, ni du terrain.

M. le général Langlois et nous-même avons répondu aux prétentions aussi dangereuses que peu justifiées de l'auteur anonyme en publiant des travaux qui montrent combien peu les récents progrès de l'armement modifient les principes de la guerre moderne créés par Napoléon, puis mis en œuvre, moins d'un demi-siècle après sa mort, par ses élèves : les généraux prussiens.

On pouvait penser dès lors que, sans même avoir besoin de s'appuyer sur de récentes expériences plutôt fâcheuses, la question était jugée une fois pour toutes.

Aussi quelle n'a pas été notre surprise en lisant, ces jours-ci, dans une revue militaire, sous les initiales d'un officier breveté, un parallèle entre la tactique française et la tactique allemande, attribuant à cette dernière les procédés que lui prête l'article de la *Revue des Deux-Mondes* du 1er septembre 1901.

Dans l'intérêt des jeunes officiers peu versés en l'art des batailles et enclins par leur âge à voir « tout nouveau, tout beau », nous croyons utile d'analyser *Les Tendances nouvelles de l'armée allemande,* ainsi que nous l'avons fait pour *Quelques Enseignements de la guerre Sud-Africaine.*

Suivant l'auteur, dans une nation :

« La vitalité commerciale, le bien-être des classes laborieuses dépendent de la puissance militaire. »

Pour nous, cette assertion n'est qu'en partie vraie.

La puissance militaire sans emploi est une cause d'appauvrissement. C'est seulement lorsqu'elle a procuré la victoire que l'on voit se produire un essor commercial et industriel considérables.

« Pour être forte, l'organisation militaire d'un peuple doit logiquement découler de sa constitution politique. Quand les institutions se modifient, les bases de l'armée doivent se transformer parallèlement. Celle-ci acquiert toute sa force lorsque son organisme correspond intimement à l'état social du pays. »

L'organisme militaire et l'état social réagissent l'un sur

l'autre, et c'est une erreur de vouloir subordonner en principe les institutions militaires d'un peuple à sa constitution politique. Tel état social est favorable au développement de la force armée, tel autre lui est contraire.

Une nation dans laquelle des factions nombreuses se disputent le pouvoir ne peut avoir une bonne armée qu'à la condition de soustraire celle-ci aux fluctuations de la politique, tandis que chez un peuple où règnent l'ordre moral et l'unité de vues, l'armée devient ou reste forte en vertu de la continuité des efforts dirigés dans le même sens.

Au lendemain de la guerre de 1870-1871, l'Assemblée nationale, frappée des défauts qu'avaient présentés les armées du second Empire, voulut reconstituer l'armée française sur les bases d'une armée purement nationale, à maintenir rigoureusement en dehors des vicissitudes de la politique intérieure et à laquelle on ne demanderait que de travailler avec ardeur au relèvement de la puissance militaire du pays sous le couvert d'un loyalisme et d'un patriotisme à toute épreuve.

Ce concept a donné dans l'application des résultats remarquables.

« L'étroite liaison de la mentalité de la nation avec les procédés d'instruction et de discipline est nécessaire pour donner à l'armée son maximum de puissance.

« Jusqu'à présent l'armée allemande avait négligé ce principe. Elle tend *maintenant* à l'appliquer. »

Depuis Frédéric le Grand, les moyens répressifs usités dans l'armée prussienne ont été en diminuant de sévérité au fur et à mesure que le peuple bénéficiait d'une meilleure éducation civique et présentait des mœurs moins rudes.

Mais il est une question sur laquelle le haut commandement prussien ne transigera jamais, c'est celle de la discipline la plus rigoureuse qui a fait l'admiration du monde au cours de la campagne de 1870-1871.

En 1872, pendant que se discutait au Reichstag la loi sur le nouveau Code militaire de l'empire allemand, Moltke prit la parole en ces termes :

« Autorité en haut, obéissance en bas ; c'est en cela que

réside la discipline, seule capable de donner à l'armée l'âme qu'il faut.

« Une armée sans discipline ne saurait être qu'une institution coûteuse, insuffisante pendant la guerre, dangereuse pendant la paix. »

Un écrivain de talent développa en ces termes dans le *Militärische Blätter* la définition que le maréchal avait donnée de la discipline.

« La condition d'existence de toute armée réside dans l'inégalité des positions et dans la subordination.

« Ce n'est point le sentiment du droit et de la protection garantis par la loi qui doit amener le soldat à l'obéissance, mais l'action de la discipline sous l'autorité incontestée du supérieur.

« Quand le corps est glacé jusqu'à la moelle par le froid et la pluie, quand il est épuisé par la faim et les privations, quand le fer et le feu répandent la mort et la destruction dans les rangs, il faut encore obtenir l'obéissance ; la discipline seule y parvient. C'est en vue des circonstances de cette gravité qu'elle doit être établie.....

« Les succès à la guerre dépendent avant tout de l'unité du commandement ; l'intelligence et la capacité ne viennent qu'en seconde ligne. Cette unité ne s'obtient qu'au moyen de la subordination la plus absolue à l'autorité du supérieur...

« L'abus de l'autorité est nuisible à la discipline parce qu'il indispose et décourage les subordonnés. Mais cet inconvénient est moindre que le danger de l'insubordination ; celle-ci est contagieuse, l'autre n'est qu'isolée. Voilà pourquoi la pénalité doit différer en raison des conséquences très différentes de la faute...

« La discipline veut que la *peine* soit *un moyen* de retenir et de corriger, et *non une expiation.* »

En 1900 nous avons publié un livre[1] qui est l'expression des travaux exécutés en trois années de commandement d'un régiment d'infanterie.

Voici comment nous y avons défini la discipline.

« La discipline est une vertu qui nous porte à réaliser les

---

[1] *Infanterie. Méthodes d'Éducation, d'Instruction et de Commandement* (librairie Chapelot).

intentions du chef, par devoir et dans l'intérêt général, en développant dans ce but toute l'activité physique, morale et intellectuelle dont nous sommes capable.

« Si l'on admet cette définition de la discipline, les moyens de l'obtenir sont purement moraux, et point n'est besoin de recourir aux punitions.

« Le droit de punir est pourtant nécessaire, moins pour en user que pour inspirer au soldat une crainte salutaire, surtout à ses débuts dans l'armée.

« Notre règlement autorise tous les gradés, depuis le caporal, à infliger des punitions. Ce droit est trop étendu ; mais en fait, un capitaine digne de ce titre ne maintient la punition donnée par un de ses subordonnés qu'après enquête personnelle. »

Il y a deux sortes de discipline :

La discipline coercitive obtenue à coups de punitions, et la discipline morale qui naît du bon vouloir.

La première ne résiste pas aux effets déprimants de la guerre, tandis que la seconde se fortifie au contact des événements.

La *discipline* purement *coercitive* ne nécessite de la part des cadres qu'un minimum d'efforts puisque *chaque faute* est *expiée* suivant une *pénalité* en quelque sorte *automatique*.

Tout autre est la *discipline morale* qui *exige*, pour être développée et entretenue, des *officiers actifs*, *vigoureux*, *dévoués*, *animés du feu sacré* et consacrant la meilleure partie de leur temps à vivre auprès de leurs hommes pour les éduquer par l'exemple et par la parole.

C'est cette discipline qui fait la force de l'armée prussienne depuis plus de quarante ans, et c'est avec des troupes ainsi disciplinées que Guillaume Ier a remporté les succès constants qui lui ont valu le surnom de « Victorieux ».

Depuis la réforme de 1808, provoquée par les désastres de 1806, le soldat prussien a cessé d'être un automate encastré dans le rang.

Aux termes d'un article fort bien fait de la *Revue militaire de l'Étranger*, datant de janvier 1872 :

« Depuis lors (1808), les automates ont disparu, malgré quelques apparences qui ne peuvent tromper que des observateurs superficiels, et il est resté à leur place des soldats soumis à une discipline sévère qui se traduit extérieurement par la stricte

observation des formes militaires, mais, avant tout, instruite en vue de la guerre.

« Cette instruction est dirigée avec un zèle aussi éclairé qu'infatigable par un corps d'officiers auquel on a donné pour mot d'ordre :

« Développement de l'aptitude individuelle, du sentiment « national et de l'esprit militaire chez les subordonnés.

« Liberté d'action mais aussi responsabilité étendue chez « ceux qui ont charge d'instruire. »

Deux ans plus tard, en 1874, le même écrivain de la *Revue militaire de l'Étranger*, revenant sur la méthode d'instruction du fantassin prussien s'exprimait ainsi :

« Si dans le dressage de la place d'exercices, on exige toujours du soldat, à un moment donné, la précision et la passivité, l'instant d'après on le livre à sa propre initiative ou à celle d'un simple gefreite chef de groupe, pour lui faire reprendre encore, quelques minutes plus tard, à un geste, à un signal, sur un mot, la position et les allures compassées.

« C'est ainsi que le tirailleur qui, tout à l'heure, vif, alerte, bondissant, l'œil et l'oreille au guet, courait gaillardement d'un point à un autre, marchant, s'arrêtant, observant, se couchant, se relevant, faisant feu, se repliant, s'abritant, doit se retrouver tout à coup l'homme du rang, l'esclave de la discipline la plus stricte et la mieux observée. C'est ainsi que l'homme du champ de manœuvres peut se transformer du jour au lendemain et devenir sans étonnement, sans trouble l'homme du champ de bataille ! »

Ainsi, d'une part, discipline morale obtenue, à quelques exceptions près, sans avoir besoin de sévir et, d'autre part, instruction purement guerrière en ne conservant, pour assurer la cohésion, qu'un minimum de formes rigides, tels sont les deux pôles autour desquels s'exerce l'activité de l'armée prussienne depuis 1808 et mieux encore à partir du jour où Guillaume Ier, devenu régent du royaume, décentralisa le commandement intérieur des corps de troupe en assurant l'autonomie des compagnies, escadrons et batteries.

Ancien combattant de l'armée du Rhin, nous avons pu juger des résultats de l'instruction et de l'éducation militaires prussiennes sur deux champs de bataille.

Plus tard, de 1878 à 1901, nous avons eu l'occasion d'observer à plusieurs reprises les troupes prussiennes ou allemandes dans leurs garnisons et aux manœuvres d'automne.

Toujours nous avons constaté chez elles l'application plus ou moins heureuse des principes d'instruction, d'éducation et de tactique qui s'étaient révélés avec tant de force à nos yeux, tant sur les terrains de combat de 1870 que dans la riche bibliographie allemande éclose au lendemain de la guerre.

Les progrès de l'armement ont eu pour effet de provoquer quelques modifications de détail dans les formes du combat observées par nous en 1899 et 1901; mais, au fond, l'armée allemande, si elle a bénéficié des améliorations résultant du progrès en toutes choses, est restée fidèle à ses traditions de discipline et d'adaptation des moyens au but sans rien sacrifier aux procédés de dispersion automatique que pronent, en Allemagne comme en France, quelques esprits imaginatifs.

L'auteur de la *Revue des Deux-Mondes* affirme, pour satisfaire aux exigences de la thèse qu'il soutient, que depuis Frédéric le Grand jusqu'à l'année 1900 les procédés de discipline et d'instruction de l'armée prussienne n'ont pas varié.

Une affirmation, pour si absolue qu'elle soit, n'a de valeur que si elle s'appuie sur des réalités; or, les faits démontrent de la façon la plus éclatante qu'aussi bien en 1870 qu'en 1866 l'armée prussienne était pourvue d'une discipline, d'une éducation et d'une instruction qui n'avaient rien de commun avec la discipline brutale et purement coercitive du XVIII[e] siècle.

Voici en quels termes l'auteur s'efforce de faire passer ses convictions dans l'esprit du lecteur :

« Les armées exclusivement composées de soldats de métier n'ont jamais la valeur de celles que donnent la conscription. Elles se lassent vite de la guerre, surtout lorsque l'espoir du pillage ne peut les animer. La discipline coercitive que nécessite leur personnel ne développe ni le dévouement ni le courage, et, dans les circonstances dangereuses, elles mettent facilement bas les armes. Pour les entraîner au combat, les officiers, forcés de payer de leur personne plus qu'il ne faudrait, se sacrifient en grand nombre, et il peut arriver tel moment où ces troupes, mal recrutées et manquant de cadres, deviennent incapables de remplir leur mission, quel que soit leur nombre. »

Jusqu'ici la thèse peut se défendre, quoique l'armée anglaise, l'armée américaine du Nord, nos turcos et notre légion étrangère offrent des exemples de troupes n'ayant rien de commun avec la conscription et cependant fort énergiques, endurantes et braves; mais passons :

« A la fin du XVIIIe et au commencement du XIXe siècle, la Prusse avait des institutions militaires de cet ordre. Elles amenèrent des désastres. Aussi, à la suite des événements de 1806, la conscription et le service personnel furent-ils introduits; mais, quoique la qualité des soldats fut devenue très bonne, *les anciens procédés d'instruction et de discipline furent maintenus !*

« Malgré les profonds changements de l'état social de l'Allemagne, *ils se sont perpétués jusqu'à nos jours!* Pour remédier à cette cause de faiblesse, *une importante évolution commence !* »

On a vu, par les extraits que nous avons donnés plus haut d'études parues, peu de temps après la guerre, dans un organe officiel dirigé par le regretté général Vanson, alors lieutenant-colonel, combien peu les procédés d'instruction et de discipline des troupes prussiennes de 1870 ressemblaient à ceux en usage au temps de Frédéric.

L'importante évolution qui commencerait à peine est depuis longtemps accomplie, n'en déplaise à l'auteur.

« Il ne faut pas perdre de vue que la tactique, les procédés de combat, sont intimement liés à la nature de la discipline. Dans une armée où l'obéissance n'est obtenue que par la menace de la coercition, les troupes doivent être étroitement encadrées et surveillées. Il faut que le soldat combatte à sa place dans le rang. Aucune initiative ne peut lui être laissée, car la plupart du temps il en ferait mauvais usage. On est ainsi amené à des formes tactiques formalistes et rigides, où le soldat est constamment tenu sous le regard de son chef, à l'emploi des colonnes et des masses, même lorsque les progrès de l'armement les condamnent.

« Au contraire, lorsque les troupes ont un moral élevé et qu'elles obéissent à une discipline librement consentie, faite de dévouement et d'abnégation, les chefs n'on plus qu'à les guider. La tactique peut alors devenir celle que l'armement comporte. Le combat de tirailleurs, où l'homme est souvent abandonné à lui-même, devient le procédé le plus actif et le plus puissant. L'éducation du soldat doit alors tendre au développement de son individualité.

« De deux armées, dont l'une sera fondée sur la discipline coercitive et l'autre sur la discipline morale, celle-ci battra toujours celle-là. De tout temps, il en fut ainsi. »

Le morceau est excellent dans le fond et dans la forme; il n'a que le défaut de retarder de trente ans. Que l'on consulte, en effet, la collection de la *Revue militaire de l'Étranger* de 1871 à 1875, on y trouvera des dissertations littéraires sur l'évolution de l'armée prussienne, comprise entre les années 1806 et 1870, qui sont conçues et écrites dans le même esprit, sinon avec la même virtuosité.

« *L'évolution qui s'opère en ce moment* dans l'armée allemande et *que les grandes manœuvres de* 1900 *ont mise en lumière* tend à remplacer de plus en plus la discipline coercitive par la discipline morale. De là une *tactique nouvelle* fondée sur le développement de l'initiative à tous les degrés, sur la confiance des chefs dans leurs cadres inférieurs, dans leurs soldats, et sur l'esprit de sacrifice. »

L'armée allemande est de toutes les armées européennes celle où les punitions disciplinaires sont le moins nombreuses.

Il nous souvient de l'étonnement que causa aux officiers allemands la trouvaille faite sur le champ de bataille de Sedan d'un registre des punitions d'une compagnie d'infanterie française. A cette époque chacun de nos hommes de troupe était pourvu d'un folio mobile de punitions rattaché par deux tringles métalliques à un registre.

Les Allemands furent stupéfaits en constatant que tous les soldats, ou à peu près, avaient des punitions marquées, que, pour quelques-uns, deux ou trois folios étaient remplis, enfin que certains sous-officiers avaient encouru des punitions nombreuses et graves.

Aujourd'hui le nombre et la gravité des punitions ont beaucoup diminué dans notre armée, en raison des procédés d'éducation mis en pratique et du niveau plus élevé du corps d'officiers, mais il faut prendre garde de croire que la discipline est meilleure par le seul fait qu'il n'y a pour ainsi dire plus de punitions.

Tout progrès sous le rapport de la diminution des punitions doit être le corollaire d'un commandement plus actif, plus

dévoué, plus intelligent, plus parfait en un mot, sinon le progrès n'est qu'apparent et marque une discipline faible ou chancelante.

La discipline coercitive que l'auteur prête à l'armée allemande contemporaine est remplacée depuis bien longtemps par la discipline morale ; quant à *la tactique nouvelle* qu'il croit avoir découvert récemment dans cette armée, elle était déjà pleine de vigueur en 1866 sur les champs de bataille de Bohême et n'a fait que s'accentuer dans les combats ou batailles de 1870-1871.

Un officier français, très perspicace, M. le commandant Heintz, du 3e voltigeurs de la garde, devenu dans la suite général de division, commandant de corps d'armée, a rédigé en 1869 une conférence portant l'étiquette de la Commission ministérielle instituée par le maréchal Niel, où l'on trouve ceci :

« Les instructions prussiennes sur le service des tirailleurs sont fort *succinctes ;* elles ne contiennent pour ainsi dire *pas de règles fixes,* et la théorie des mouvements n'y est indiquée que d'une manière très générale...

« En 1866.... *l'armée prussienne* a fait un *très grand usage des tirailleurs* et généralement avec un avantage marqué. Ces tirailleurs se sont montrés, suivant les circonstances, prudents ou audacieux, se couvrant très adroitement des accidents de terrain et se lançant avec entrain lorsque la situation l'exigeait.

« Leur tir a causé beaucoup de pertes à l'ennemi. »

....

« En résumé, les procédés tactiques de l'infanterie prussienne peuvent se caractériser par deux traits principaux :

« *Le fractionnement du combat ;*

« *L'effet du feu.*

« Elle a habilement exploité ce dernier moyen.

« Quant *au premier* qui lui est plus particulièrement propre, il nous *paraît reposer sur un principe faux* (?) *car s'il engage l'initiative individuelle dans une voie parfois avantageuse, ce n'est, le plus souvent, qu'au détriment de l'unité d'action.* Il y a certainement là un abus dont un adversaire qui tiendra mieux ses subdivisions en main pourrait faire son profit. Certains esprits en Prusse semblent le comprendre, mais la masse conserve son engouement pour *un système* auquel elle attribue une partie de ses succès. »

L'auteur de la *Revue des Deux-Mondes* expose ensuite à sa manière les origines de la discipline prussienne, restée, suivant lui, stationnaire jusqu'à présent, mais à la veille d'une transformation radicale.

De ce que l'armée de Frédéric le Grand comprenait une assez forte proportion d'étrangers racolés un peu partout, voire même de prisonniers de guerre qu'il fallait maintenir dans le devoir par une discipline de fer, l'auteur conclut que cette armée était de « médiocre qualité » et, pour étayer son dire, il rappelle les défaites que les armées russes, recrutées par « une sorte de conscription », donc nationales, suivant lui, ont infligées aux armées prussiennes dans la guerre de Sept Ans.

Le gain ou la perte d'une bataille ne dépendent pas seulement de la valeur des troupes, et le commandement y a une part souvent prépondérante.

Il est certain, par exemple, que Frédéric a perdu les batailles de Kollin et de Kunersdorf par sa faute, en voulant attaquer, à la suite d'une longue marche de flanc, l'aile la plus éloignée de l'ennemi qu'il supposait à tort devoir rester inerte.

D'ailleurs, le soldat russe, à cette époque comme au temps de Napoléon et plus tard en Crimée puis devant Plewna, est de tous les soldats de l'Europe le plus difficile à vaincre, parce qu'il est soutenu jusqu'au sacrifice par la passion religieuse et que sa nervosité est presque nulle.

Frédéric, au cours de la guerre de Sept Ans, a livré dix batailles sur lesquelles il a obtenu sept victoires et essuyé trois défaites.

Vouloir diminuer la valeur combative de l'armée prussienne en s'appuyant sur cette considération qu'à la bataille de Zorndorf elle a été à deux doigts de sa perte et qu'à celle de Kunersdorf les Russes lui ont infligé un échec des plus complets, c'est comme si l'on disait que la Grande Armée de Napoléon s'est montrée bien inférieure sous le rapport des vertus militaires aux armées russes qu'elle a eu à combattre, sous le prétexte qu'à Eylau et à La Moskowa le stoïcisme russe a tenu en échec la *furia francese*.

Napoléon, dans ses *Commentaires sur la guerre de Sept Ans*, exprime, comme il suit, son opinion sur les armées prussienne et autrichienne au début de la campagne de 1757, la seconde et la plus importante de cette longue guerre :

« En 1757, les armées prussienne et autrichienne étaient égales en force, mais *l'armée prussienne était composée de vieilles troupes aguerries et disciplinées*. La plus grande partie de celles du duc de Lorraine (général en chef autrichien) étaient fort médiocres et de nouvelles levées.

Avouons-le ! nous préférons le jugement de Napoléon à celui de l'écrivain militaire de la *Revue des Deux-Mondes*.

Les quelques victoires moscovites de la guerre de Sept Ans, attribuées par l'auteur à la supériorité du recrutement par conscription de l'armée russe en ce temps-là, tendent à diminuer aux yeux du lecteur la valeur de l'armée de Frédéric et vont permettre à l'auteur de lui montrer une armée française encore inférieure à l'armée prussienne par la qualité de ses soldats.

C'est ici que les arguments tendancieux vont intervenir plus qu'ailleurs pour soutenir une thèse agréable à certains idéologues dont le pouvoir et l'influence ne sont pas à dédaigner.

Donc, suivant l'auteur, une armée prussienne médiocre bat, à Rosbach, l'armée française parce que celle-ci est plus médiocre encore.

Les troupes françaises réglées se recrutaient par voie d'engagements volontaires obtenus par le racolage. A ces troupes, l'écrivain de la *Revue des Deux-Mondes* oppose les milices provinciales recrutées par tirage au sort et employées en petit nombre aux armées. Aux premières il attribue tous les vices, aux secondes, toutes les vertus.

Pour lui, le commandement n'a eu qu'une influence secondaire sur le sort de la bataille de Rosbach, puisqu'il dit à ce sujet :

« C'est bien la valeur des troupes qui est en cause, plus encore que celle des généraux. »

Ce n'est pas l'avis de Napoléon écrivant dans ses *Mémoires :*

« A la bataille de Rosbach, le prince de Soubise imagina de vouloir singer l'ordre oblique. Il fit une marche de flanc devant la position du Roi. Les résultats en sont assez connus. Frédéric, à Kollin, ne perdit que son armée ; Soubise, à Rosbach, perdit son armée et l'honneur. »

Pour l'auteur, les milices provinciales dépassaient haute-

ment en vertus militaires les troupes réglées, et, à l'appui de son dire, il reproduit des fragments de lettres émanant, l'une du prince de Soubise, l'autre du prince de Condé, dans lesquelles est exaltée la valeur de quelques bataillons de grenadiers royaux provenant de la milice.

Aujourd'hui, ce mot de milice sonne bien aux oreilles de beaucoup de gens. Il en était de même en 1869, époque à laquelle la transformation prévue à court terme de l'armée française en milice incitait un certain nombre de jeunes officiers, *inter quos ego*, à étudier le droit ou la médecine en vue de se créer une position civile.

A la suite des victoires de Frédéric obtenues avec une armée « de si médiocre qualité », la paix d'Hubersbourg (1763) eut le privilège de provoquer dans toutes les armées de l'Europe la copie plus ou moins servile des procédés militaires prussiens.

La France, avec le comte de Saint-Germain comme ministre de la guerre, participa au mouvement, et l'on vit distribuer, à la parade journalière, des coups de plat de sabre aux soldats fautifs.

C'était méconnaître tout à fait le tempérament et la nature des Français.

L'ordonnance de 1776 qui consacrait ces pratiques ainsi que les formes du service usitées en Prusse, fut abrogée après quelques années d'application plutôt fâcheuse.

« Pendant les guerres de la Révolution et de l'Empire, écrit l'auteur, la cohésion des armées fut fondée sur une discipline librement consentie. »

Cela est vrai ; mais, avant d'en arriver là, que d'exécutions ne fallut-il pas faire !

Et puis, le génie de Napoléon était si puissant !

Le général Pelet, dans son ouvrage sur la guerre de 1809 en Allemagne, publié trois ans après la mort de Napoléon Ier, a écrit des pages vibrantes sur les sentiments qui animaient les troupes françaises de la Grande Armée.

En voici quelques extraits :

« Le plus bel éloge de Napoléon, éloge que rien ne pourra détruire, est dans l'amour et la fidélité de cette armée fran-

çaise si loyale, si généreuse, si fière, au milieu de laquelle il vivait si familièrement; dont il partageait les bivouacs, les fatigues, tous les dangers; qu'il avait conduite à mille batailles ou combats et à autant de victoires.....

« Cette sublime et touchante confraternité produisait un ardent dévouement et quelque chose de plus dans les cœurs magnanimes, dans les âmes élevées, surtout dans ceux qui pouvaient voir d'un peu haut les miracles du génie.....

« Dans notre garde impériale..... *distinguée par la plus rigide discipline, toute d'honneur, et qu'elle-même maintenait sans punitions*, dans notre garde, ces sentiments prenaient encore, si c'est possible, une nouvelle exaltation.....

« Maître des parties sublimes de la guerre, possédant à fond tous ses détails, il (Napoléon) fut plus passionné que tout autre, et c'est une grande erreur de lui avoir cru une âme froide et insensible. Malheur à ceux qui l'ont approché et qui n'ont pas su lire dans cette âme ardente ! Là était le foyer du feu sacré qu'il répandait sur les masses. Plus qu'aucun guerrier il sut d'un mot, d'un regard, enflammer les passions..... Nul ne prit jamais un tel ascendant sur les troupes nationales, étrangères et même ennemies. *Aucun n'a pu comme lui établir et conserver dans nos corps cette discipline digne du nom français, qui avait l'honneur pour principe et la gloire pour récompense.* »

L'auteur de l'article sur « les tendances nouvelles de l'armée allemande » expose qu'à la suite de ses désastres de 1806, la Prusse adopta notre conscription, tout en conservant les méthodes d'instruction frédériciennes.

Cette allégation est contraire aux enseignements de l'histoire, qui nous montrent les Scharnhorst, les Gneisenau, les Hardenberg travaillant activement, à partir de la paix de Tilsitt, au relèvement de la puissance militaire prussienne en empruntant à l'armée victorieuse ses méthodes d'instruction et d'éducation, ses procédés de combat, et à la France elle-même son organisation administrative et financière.

En 1808, les châtiments corporels furent abolis dans l'armée prussienne, sauf pour les soldats de 2e classe, qui formaient, comme aujourd'hui, une infime minorité de mauvais sujets en quelque sorte dégradés, dépourvus de la cocarde nationale et privés de toute arme en dehors du service.

Les troupes prussiennes de 1813, 1814 et 1815 combattirent *à la française*, en faisant un usage constant des tirailleurs et des petites colonnes ; c'est même pendant la campagne de 1815 qu'est née la tactique des colonnes de compagnie, qui a rendu tant de services aux Prussiens de 1866 et de 1870-71 quand ils eurent à combattre des troupes encore rivées à la tactique des colonnes de bataillon.

Pendant que l'armée prussienne se libérait de ses anciens procédés de discipline et d'instruction pour adopter ceux qui avaient procuré de si nombreuses victoires aux troupes françaises de la Révolution et de l'Empire, la Restauration de la Royauté en France renouait le fil des traditions, rompu par la mort de Louis XVI, et l'armée française se trouvait ramenée aux méthodes usitées vers la fin du siècle précédent, comme si Napoléon n'eût jamais existé.

C'est ce qu'a voulu exprimer l'auteur anonyme, mais en se trompant d'adresse, quand il a écrit :

« Les règlements sont alors appliqués au pied de la lettre, sans tenir compte des causes..... Ces procédés ont encore beaucoup d'adeptes, car ils favorisent l'inertie et couvrent les responsabilités. Le chef n'a nul besoin de faire appel à son intelligence et à son jugement. Il applique un article de règlement et se retranche derrière cette forteresse. Quoi qu'il arrive, il est couvert. Système commode qui, en temps de paix, développe la paresse, brise les initiatives et décourage les bonnes volontés, tandis qu'en temps de guerre il amène l'inertie et par là le désastre. »

Le tableau est très ressemblant. Il dépeint en termes d'une absolue vérité d'expression les mœurs militaires de l'armée française depuis 1815 jusqu'à une époque fort rapprochée.

Nous avons dû nous-même, à Saint-Cyr, et plus tard jeune officier, réciter littéralement, non seulement le règlement d'exercices, y compris ses observations dénommées alors « petit tabac », mais encore d'autres règlements, tels que ceux qui régissaient le service intérieur ou, même, le tir.

A ce jeu, beaucoup d'intelligences s'étiolaient rapidement et, d'ailleurs, il ne serait jamais venu à l'idée des officiers de ce temps-là d'interpréter le règlement dans un esprit tant soit peu large; l'essentiel était d'appliquer à la lettre les formes régle-

mentaires. Combien de fois n'avons-nous pas entendu discuter sérieusement, entre lieutenants, la question de savoir si le mouvement de « face en arrière en bataille » était successif ou simultané! Dans le premier cas, on devait faire mettre, par peloton, l'arme au bras, aussitôt l'évolution terminée, tandis que dans le second cas c'était au chef de bataillon à commander : l'arme—bras.

L'armée prussienne avait perdu jusqu'au souvenir de ces discussions symptomatiques de l'esprit bysantin en matière d'art militaire, quand s'ouvrit pour elle la campagne de 1866, et à plus forte raison, lorsqu'éclata la guerre de 1870.

Le général russe de Woyde, dont les vives sympathies pour la France ne font de doute pour personne, a écrit un livre magistral intitulé *Causes des succès et des revers dans la guerre de* 1870[1].

De ce livre nous reproduisons, ci-dessous, quelques conclusions relatives aux batailles de Frœschwiller, de Spicheren et de Rezonville :

« Dans les deux batailles de Frœschwiller et de Spicheren, les chefs en sous-ordre allemands firent surtout preuve d'initiative et de spontanéité, ainsi que de l'esprit de solidarité et de camaraderie le plus absolu, tandis que l'on cherche vainement ces qualités chez les chefs français. »

Parmi les causes d'infériorité de l'armée française, à cette époque, il convient de signaler : « Une centralisation du commandement, passée à l'état d'axiome, qui déniait aux chefs en sous-ordre le droit de penser et d'agir par eux-mêmes. »

En résumé, à Frœschwiller et à Spicheren, comme à Rezonville, « ce ne furent pas seulement deux armées, mais deux systèmes tout à fait différents qui furent opposés l'un à l'autre, et la victoire échut, en ces circonstances, à celui des deux qui était le plus parfait.

« L'un de ces systèmes se manifesta par une activité débordante de vie et d'intelligence, spontanée et fructueuse ; l'autre, par une routine opiniâtre et une inaction funeste. »

L'écrivain anonyme de la *Revue des Deux-Mondes* prête au capitaine prussien, il y a peu d'années, l'expression « Meine Maschinen sind bereit » (mes machines sont prêtes) pour faire

---

[1] Librairie Chapelot.

savoir à son colonel que ses recrues avaient terminé leur instruction individuelle.

Nous serions curieux de voir démontrer, avec documents à l'appui, que le « Meine Maschinen sind bereit » était d'un usage courant dans l'infanterie prussienne, il y a moins de quarante ans.

« Tout le principe de la discipline coercitive est dans ces mots. Transformer l'homme en une machine, n'ayant ni pensée, ni volonté, ni action en dehors du commandement ; tel est le but.

« Cette discipline a même la prétention de mener l'homme à la mort malgré lui.

« Elle a conduit à cette hérésie qu'une position peut être forcée à coups d'hommes.

« Elle avait si profondément pénétré dans l'esprit du commandement allemand qu'en 1870, malgré la puissance de la mousqueterie nouvelle, on le voit s'efforcer de la mettre en pratique.

« Cette erreur capitale peut avoir les plus graves conséquences. »

La discipline prussienne de 1870 reposait avant tout sur la *discipline intérieure* de chaque soldat, discipline due, en partie à la race, en partie à l'éducation familiale, et complétée par l'habitude acquise au régiment d'accomplir tous les actes de la vie militaire, pour si minimes qu'ils fussent, avec zèle et ponctualité.

Une telle discipline, quand elle règne chez une troupe bien commandée, autorise des actions surhumaines, entre autres celle de marcher à la mort sans sourciller.

L'écrivain anonyme de la *Revue des Deux-Mondes* considère comme une hérésie de vouloir forcer une position à coups d'hommes.

A coups de quoi veut-il donc vaincre ?

Espère-t-il, à l'image de certains généraux de la guerre de Sept Ans, tel Massenbach [1], « amener l'ennemi à la retraite par la puissance de la manœuvre ? » Serait-il parent de ce conférencier d'après lequel la bataille de Saint-Privat serait devenue victoire française si la garde impériale eût été lancée le 18 août

[1] Von der Goltz, *La Nation armée.*

dans la matinée, de Plappeville, par Metz, sur Pont-à-Mousson, dans le but d'agir sur le moral du grand quartier général allemand et de l'inciter à lâcher prise, comme le fit Brunswick à Valmy?

D'après le général von der Goltz :

« Quel est l'adversaire, tant soit peu solide, qui s'en laissera imposer par de simples menaces?

« Des manœuvres sans coups à redouter feraient sur nous la même impression que les simulacres de combat des héros d'opéra-comique.

Clausewitz avait conscience du danger des théories humanitaires appliquées à la conduite des opérations militaires quand il écrivait, après 1815, dans son ouvrage immortel sur la « Grande guerre » :

« Qui sait si, dans quelques générations, on ne verra pas reparaître l'engouement pour la vieille escrime et pour les méthodes surannées, et condamner les campagnes et les batailles de Bonaparte comme des actes de barbarie et d'inutile brutalité!

« C'est à mettre en garde contre ces dangereuses erreurs que tous les efforts des écrivains militaires doivent tendre désormais. Que le ciel daigne accorder à nos travaux d'exercer une salutaire influence à ce propos sur l'esprit des hommes auxquels il réserve, dans l'avenir, le gouvernement et la direction des intérêts de notre chère patrie!.....

« De ce que la victoire ne peut être que le prix du sang, on peut logiquement conclure qu'il faut ou ne pas faire la guerre ou la conduire avec la plus extrême énergie. »

A l'appui de sa thèse, l'auteur anonyme de la *Revue des Deux-Mondes* cite l'attaque de Saint-Privat, le 18 août 1870, vers 5 heures 30 du soir, par la 1re division de la Garde royale prussienne, attaque considérée par lui comme *une erreur capitale.*

Nous sommes loin de partager son opinion.

L'attaque de la Garde s'imposait afin d'amener la décision le jour même, sinon l'armée française non entamée et non déprimée pouvait se retirer dans la nuit du 18 au 19 dans le camp retranché, franchir la Moselle et commencer, le 19, une série de marches qui l'amèneraient en peu de jours, par Lunéville et Épinal, hors des atteintes immédiates des Allemands.

D'autre part, à 5 heures du soir, le prince Frédéric-Charles

supposait la 23ᵉ division saxonne près de Roncourt et pouvait compter sur sa participation, à cette heure-là, aux attaques sur Saint-Privat.

Les fautes commises, à la 2ᵉ comme à la 1ʳᵉ division de la Garde, résultèrent de la précipitation que mit le prince Auguste de Wurtemberg, commandant de ce corps d'armée, à lancer les attaques sans une préparation suffisante par le feu et sans utiliser pour la 1ʳᵉ division le cheminement, au nord de Sainte-Marie, qui eût permis de disposer les troupes de cette division, sans essuyer de pertes, face à leur objectif.

Si, à la 1ʳᵉ division de la Garde, ces conditions eussent été remplies, les tirailleurs se dégageant de la masse abritée, auraient gagné du terrain vers l'ennemi, et, par cela même, contraint l'infanterie française à se démasquer et à offrir un but précis aux nombreux canons de la Garde et du XIIᵉ corps.

Faute d'avoir rempli cette disposition préparatoire de toute attaque décisive, les régiments de la Garde prussienne firent des pertes considérable, mais réussirent néanmoins à conserver le terrain conquis et à préparer la victoire dont les lauriers furent cueillis par les troupes saxonnes.

L'écrivain anonyme de la *Revue des Deux-Mondes* passant au combat de Gravelotte livré, le même jour, par les VIIIᵉ et VIIᵉ corps prussiens aux 3ᵉ et 2ᵉ corps français, affirme que :

« Sur ce point (à l'est de Gravelotte), vers 4 heures, les Allemands avaient l'intention de *percer le centre français* à la ferme de Moscou. Là devait avoir lieu *l'attaque décisive.* »

Le récit que nous faisons plus loin des événements de ce combat fait ressortir qu'il n'a jamais été question, au grand quartier général allemand, de percer le centre français à l'aide d'une attaque décisive.

Si nous avons cru devoir nous étendre assez longuement sur le combat de Gravelotte, c'est que l'exposé qu'en a fait l'auteur de la *Revue des Deux-Mondes* est, non seulement erroné, mais encore très superficiel.

Voici son texte :

« Le roi de Prusse, le maréchal de Moltke, le général de Steinmetz,

tout le Grand-État-Major sont réunis à la sortie nord-est de Gravelotte, sur la route de la ferme Saint-Hubert et de Moscou.

« Devant eux, au son des tambours et des fanfares, défilent les troupes lancées à l'attaque.

« Cette attaque avait été préparée par l'action du VIIe corps *tout entier* et d'une division (la 15e) du VIIIe corps, et cela depuis midi et demi, avec l'appui de 108 bouches à feu. Le front était inférieur à 2,600 mètres.

« A 5 heures 30, tous les efforts ont échoué. Le roi de Prusse fait encore venir à Gravelotte le IIe corps qui se massait aux environs de Rezonville.

« A 7 heures du soir, pour la troisième fois de la journée, l'attaque à fond est ordonnée. Une division toute fraîche du IIe corps est en tête. Le front d'attaque n'a pas en ce moment 2 kilomètres, et, sur ce front, il y a 5 divisions engagées : soit 65 bataillons, 26 hommes par mètre courant !

« Tous ces efforts sont vains, personne ne peut dépasser Saint-Hubert : les troupes, confondues, bordent les pentes est du ravin de la Mance, dans un inextricable désordre.

« A 9 heures du soir, le combat cesse, l'attaque a totalement échoué. Dans le ravin, entre le bois des Genivaux et le bois de Vaux, c'est-à-dire dans un espace de 900 mètres de front sur 600 de large, il y a 20,000 hommes de tous les corps, complètement mêlés, inertes, incapables d'un effort quelconque. Ce ne fut que le lendemain qu'un peu d'ordre put être remis dans cette cohue. »

Après la bataille de Vionville-Rezonville, le 16 août au soir, le prince Frédéric-Charles se rendit compte que la majorité de l'armée française avait combattu ce jour-là contre les IIIe et X^e corps renforcés d'une division du VIIIe corps. Il envoya en conséquence des ordres, la nuit même, pour faire arriver, le lendemain, le IXe corps entre Gorze et Flavigny, et le XIIe corps ainsi que la Garde, à Mars-la-Tour.

De son côté, Moltke, de Pont-à-Mousson, pressa le passage de la Moselle par les VIIe et VIIIe corps (Ire armée).

Mais la Garde et le XIIe corps ne pouvaient pas être concentrés à Mars-la-Tour, le 17, avant 4 ou 5 heures du soir.

Il fallait donc éviter, ce jour-là, tout ce qui pouvait amener une reprise de la lutte. C'est dans ce but que la cavalerie, à l'exception de la division saxonne dirigée vers Étain, fut maintenue en arrière de l'infanterie.

On fut, par suite, sans nouvelles précises de l'ennemi pendant toute la journée du 17. Toutefois le VII[e] corps envoyé à Ars-sur-Moselle et au bois de Vaux fit connaître la présence de camps importants sur les hauteurs du Point-du-Jour et de Moscou.

Le grand quartier général était arrivé, ce jour-là, vers 6 heures du matin sur la hauteur sud de Flavigny, où se trouvait aussi le prince Frédéric-Charles.

Celui-ci, attribuant à l'ennemi les dispositions que lui-même aurait prises, affirmait que l'armée française était en retraite depuis le 17, dès la première heure, sur Briey, sur Longuyon, peut-être même sur Thionville, et que les troupes signalées à Moscou et au Point-du-Jour ne pouvaient être qu'une forte arrière-garde.

Moltke était d'un avis contraire ; mais, ne pouvant le faire prévaloir, il fit adopter pour le lendemain une disposition ingénieuse qui permettait, soit de poursuivre directement l'ennemi vers le Nord, soit de se rabattre rapidement sur lui s'il était en position sur les plateaux à l'ouest des forts de Metz.

Sa directive conçue dans ce sens, fut exprimée en ces termes :

« *Aux Commandants en chef des I[re] et II[e] armées.*

Hauteur de Flavigny, 17 août 1870, 1 h. 45 soir.

« La II[e] armée rompra, demain matin 18, à 5 heures, et s'avancera en échelons entre l'Yron et le ruisseau de Gorze (en ligne générale, entre Ville-sur-Yron et Rezonville).

« Le VIII[e] corps[1] se liera à ce moment à l'aile droite de la II[e] armée.

« Le VII[e] corps[2] aura d'abord pour mission de couvrir le mouvement de la II[e] armée contre les entreprises venant de Metz.

« Les ordres ultérieurs de Sa Majesté dépendront des mesures prises par l'ennemi. Adresser les comptes rendus destinés à Sa Majesté d'abord sur la hauteur sud de Flavigny. »

« DE MOLTKE. »

---

[1] Le VIII[e] corps était à Gorze.
[2] Le VII[e] corps était à Ars et au bois de Vaux

Moltke était si convaincu, *par intuition*, que la journée du 18 ne s'achèverait pas sans que l'armée française fut rejetée dans le camp retranché, qu'il écrivait, le 17, à 10 heures du soir, au général Manteuffel resté avec le Ier corps en observation à Courcelles-sur-Fied (à l'est de Metz) :

« Il semble tout à fait invraisemblable que l'armée française vienne d'*ici peu de jours* tenter une offensive avec des forces supérieures contre le Ier corps d'armée. Toutefois, dans cette éventualité, l'intention de Sa Majesté serait que Votre Excellence se retirât dans la direction de Remilly pour couvrir nos communications. »

Le 18, à 4 heures du matin, Moltke envoya au général de Steinmetz la directive suivante :

« Le VIIe corps aura (le 18) d'abord à observer une *attitude défensive*. La liaison avec le VIIIe corps ne peut être cherchée que vers l'avant.

« *Si l'armée ennemie se rejetait sur Metz, il en résulterait de notre part un changement de direction à droite.*

« La Ire armée sera, en cas de besoin, directement soutenue par le deuxième échelon de la IIe armée. »

En fait, le 17, de bonne heure, le contact était perdu, sauf au VIIe corps, placé à l'extrême droite.

Le 18, à 6 heures du matin, le grand quartier général vint de nouveau se poster sur la hauteur sud de Flavigny.

En vertu des ordres donnés, la veille et le matin même, par le prince Frédéric-Charles, la IIe armée s'avance, le 18, à partir de 5 h. 1/2 du matin, en échelons de corps d'armée *en masse*.

Le IXe corps, partant de Rezonville, doit s'arrêter à la ferme de Caulre, la Garde à Doncourt, le XIIe corps à Jarny, jusqu'à ce que de nouvelles prescriptions leur parviennent.

Le IIIe corps, affecté au rôle de réserve pour la Ire armée, reste provisoirement à Vionville, et le Xe corps, à Tronville, doit suivre la Garde quand le moment sera venu.

Vers 10 heures du matin, on apprend par la division de cavalerie saxonne, que, le 16 et le 17, aucune troupe française n'a utilisé la route d'Étain, à l'exception de l'empereur et de son escorte.

Partout ailleurs, on est encore dans le vague, faute d'avoir

avant les 5e et 6e divisions de cavalerie, ainsi que la
le la garde prussienne.

is, on sait, par un rapport de la cavalerie du VIIIe corps,
plusieurs bataillons français dans le bois des Geni-
la ferme la Folie est occupée et que les camps
a veille à Moscou et au Point-du-Jour sont encore en

parvient à convaincre le prince Frédéric-Charles que
mée française est à l'ouest de Metz, et celui-ci, à
envoie l'ordre au IXe corps de marcher sur Verné-
dans le cas où la droite ennemie ne se prolongerait
de la Folie, d'entamer l'action par une vigoureuse

, ordre à la Garde de marcher sur Vernéville en
e corps. Quant au XIIe, il restera provisoirement
ny.

ec le prince Frédéric-Charles, Moltke dicta alors
suit :

andant en chef de la IIe armée.

Hauteur sud de Flavigny, 18 août, 10 h. 30 matin.

renseignements reçus, on peut admettre que
maintenir sur le plateau entre le Point-du-Jour
ange.

llons ennemis se sont avancés dans le bois des

ime qu'il y a lieu de mettre le XIIe corps et la
dans la direction de Batilly, afin, soit d'at-
rès de Sainte-Marie-aux-Chênes dans le cas
ers Briey, soit de l'attaquer par Amanvillers
sterait sur la hauteur.

rait être donnée, *simultanément*, par la
du bois de Vaux et de Gravelotte, par le
bois des Genivaux et Vernéville, et par l'aile
mée venant du Nord. »

« De Moltke. »

ue cette directive est adressée uniquement

au prince Frédéric-Charles, bien qu'elle concerne la Ire armée au même titre que la IIe.

On voit aussi que la présence *actuelle* de toute l'armée française sur les hauteurs à l'ouest de Metz ne fait aucun doute pour Moltke et que, s'il y a lieu de se préoccuper de la *marche éventuelle* de l'ennemi sur Briey, c'est uniquement dans le cas où il commencerait, *à ce moment même,* un mouvement par la droite. On devrait alors lui barrer la route à Sainte-Marie-aux-Chênes.

Cette dernière éventualité semble si peu sérieuse à Moltke, que ses ordres visent uniquement des attaques de front et de flanc à lancer contre l'ennemi supposé en position entre le Point-du-Jour et la Folie.

Mentionnons l'erreur commise en employant le terme d'*attaque* pour les engagements de la Ire armée et du IXe corps, alors que *le moment des attaques sur le front* dépend des progrès accomplis par les corps chargés de l'enveloppement et ne peut être déterminé que par le généralissime.

Le 18, vers 10 heures du matin, le VIIIe corps est à Rezonville, en liaison avec le IXe corps ; au VIIe corps, une brigade mixte occupe Ars, cinq bataillons sont postés sur les lisières ouest et nord du bois de Vaux, enfin le reste de l'infanterie est en réserve au sud et à l'ouest de Gravelotte, tandis que l'artillerie, en colonne sur la route d'Ars à Gravelotte, attend de pouvoir monter sur le plateau.

Le général de Steinmetz n'ayant pas reçu *officiellement* la directive du 18, 10 h. 1/2 du matin, pense que la directive du même jour, 4 heures du matin, conserve, en ce qui le concerne, toute sa valeur et qu'en conséquence le VIIe corps doit observer une attitude défensive.

Le VIIIe corps a été rattaché indirectement depuis la veille à la IIe armée, en sorte que le général de Steinmetz mécontent du rôle insignifiant qui lui est dévolu évite de donner des ordres au général de Gœben et se borne à lui faire dire que lorsqu'il attaquera, sa zone aura pour axe la route de Gravelotte à Metz.

A midi moins quelques minutes, la canonnade se fait entendre du côté de Vernéville et prend bientôt une grande intensité.

Croquis n° 1.



Dispositif des Ire et IIe armées allemandes vers 11 heures du matin, et déploiement de l'armée française entre midi et 1 heure.

Le général de Gœben n'hésite pas : la directive de 10 h. 1/2 ordonne d'attaquer, il attaque.

Toute l'artillerie du VIIIe corps est mise en batterie entre Malmaison et Gravelotte : elle est prolongée au Sud par l'artillerie du VIIe corps, sur l'ordre du général Steinmetz.

En même temps, la 15e division est portée en avant vers l'Est, une brigade par le nord de la route et sur la route elle-même, un régiment par le Sud.

Il est une heure environ.

A 2 heures, les bataillons et compagnies, après avoir débouché du taillis de la Mance sans ensemble, exécutent des attaques partielles, les unes contre Moscou, les autres contre le Point-du-Jour, et toutes sont repoussées par le feu.

Cependant vers 2 h. 1/2, quelques bataillons parviennent à se loger à proximité de la ferme Saint-Hubert, poste avancé qu'occupe un bataillon français, et, à 3 heures, ils courent dessus et s'en emparent.

Le général de Steinmetz en observation un peu au nord de Gravelotte, assiste à ce léger avantage, lui donne une importance exorbitante, se figurant que c'est pour l'ennemi le commencement de la débâcle, et alors il prend des dispositions pour exploiter le succès à fond[1].

Il faut dire qu'à partir de 2 heures, l'artillerie française, très inférieure à l'artillerie allemande forte de 150 canons, s'était tue complètement.

Vers 2 heures également, était arrivée une dépêche de Moltke à l'adresse du général de Steinmetz, dont voici le contenu :

« Le combat que l'on entend en ce moment est un simple engagement partiel, au sud de Vernéville, qui ne doit pas être pour la Ire armée le signal de l'attaque générale.

« Cette armée ne doit pas engager de grandes forces, mais seulement de l'artillerie dans la limite nécessaire pour préparer l'attaque qui n'aura lieu que plus tard. »

Quand la directive toucha le commandant de la Ire armée, le VIIe corps, dont une division était fortement engagée, ne pouvait plus se conformer aux intentions du grand quartier général.

---

[1] C'était appliquer, par avance, la théorie qu'a émise l'auteur anonyme de la *Revue des Deux-Mondes* dans son article du 15 juin 1902.

Quoi qu'il en soit, à 3 heures, le général de Steinmetz donne des ordres pour faire affluer sur le terrain à l'est de la Mance deux brigades d'infanterie (une du VIIIe corps et une du VIIe corps), toute l'artillerie et la 1re division de cavalerie, celle-ci venue en position d'attente à l'ouest de Malmaison, et il envoie en même temps l'ordre à la brigade du VIIe corps restée à Ars de marcher sur Vaux et au delà, contre l'aile gauche française.

La route étant le seul moyen d'accès pour l'artillerie et la cavalerie, une cohue inexprimable s'y produit entre 3 h. 1/2 et 4 heures. Quatre batteries de corps débouchent, tombent sous le feu de mousqueterie des tranchées de Moscou et du Point-du-Jour, et, sur les quatre, une seule parvient à tirer dans des conditions passables, grâce à une particularité de sa position.

La 1re division de cavalerie, à laquelle se sont joints deux régiments de hussards appartenant aux VIIe et VIIIe corps, fait demi-tour et revient à son point de départ, à l'exception de son régiment d'avant-garde qui la rejoindra plus tard.

C'est presque un désastre.

Le roi, sa suite et le grand quartier général avaient quitté la hauteur sud de Flavigny, vers 2 heures, pour se rapprocher de la bataille.

A Rezonville, où le Roi s'était porté, au pas, on reçut du général de Steinmetz des rapports favorables, entre autres, un daté de 3 heures qui annonçait la retraite des Français en face de Gravelotte comme imminente.

Le grand quartier général se rendit à Gravelotte, toujours au pas, mais, au moment d'arriver, il reçut du général de Steinmetz un nouveau rapport daté de 4 h. 1/4 et disant « que la poursuite n'avait pu avoir lieu et que pour arriver à gagner du terrain vers le front de l'ennemi, il était nécessaire de prononcer un vigoureux effort contre sa droite. »

Ce rapport était superflu, car on voyait alors revenir la 1re division de cavalerie sous un aspect qui n'avait rien de décoratif.

Le Roi, suivi du grand quartier général, alla se poster, vers 5 heures, près de Malmaison, en évitant de rencontrer le général de Steinmetz.

A partir de 5 heures, un calme relatif régna sur cette partie du champ de bataille.

Auparavant, vers 1 heure, le IIIe corps, désigné pour servir de réserve à la 1re armée, avait été repris, avec l'autorisation du Roi, par le prince Frédéric-Charles, et le IIe corps, arrivé, à 11 heures, à Buxières et à Onville, avait reçu du prince Frédéric-Charles l'ordre de se porter à Rezonville « pour former la réserve de l'aile droite ».

A 5 h. 1/2, la 3e division et l'artillerie de corps du IIe corps étaient rassemblées près de Rezonville où devait arriver, une heure plus tard, la 4e division.

Le général de Steinmetz fut rejoint, à Gravelotte, vers 5 heures, par le général de Fransecky, venu de sa personne aux renseignements, et lui donna l'ordre d'amener le IIe corps à Gravelotte, en soutien du VIIIe corps.

Le général de Fransecky refusa net, disant qu'il était réserve de l'aile droite et non réserve de la Ire armée.

Le général de Steinmetz envoya aussitôt son quartier-maître général[1] auprès du Roi[2] pour lui exposer la situation et lui demander le concours du IIe corps.

Le Roi accéda à cette demande, et, à 5 heures 30, ordre fut envoyé au IIe corps de venir à Gravelotte à la disposition de la Ire armée.

La 3e division suivie de l'artillerie de corps commença son mouvement, en masses de brigade, vers 6 heures.

A partir de 2 heures de l'après-midi, des isolés, en très grand nombre avaient quitté la ligne de combat et s'étaient embusqués dans le ravin de la Mance. D'autres également nombreux accompagnaient ou transportaient des blessés à Gravelotte et s'esquivaient ensuite.

Il en résulta que les trois brigades du VIIIe corps et une

---

[1] Sous-chef d'état-major général de la 1re armée.

[2] Le Roi et le grand quartier général étaient à 1.500 mètres du point où se tenait le général de Steinmetz.

partie de la brigade du VIIe corps engagées à la lisière est du taillis de la Mance, formaient, vers 6 heures, un mélange confus d'hommes démoralisés à la suite de toutes les attaques infructueuses dirigées, en majorité, contre les positions de Moscou.

Quand, vers 6 heures, le général Gœben vit le IIe corps se rapprocher de Gravelotte, il lança dans la fournaise sa dernière brigade, avec mission de relever les troupes épuisées de la ferme Saint-Hubert et environs.

A 6 heures 30, l'accalmie, commencée vers 5 heures, régnait encore en face de Gravelotte.

Le Roi, en proie à une illusion semblable à celle qui avait coûté si cher au général de Steinmetz, crut la défense à bout de forces.

D'autre part, le jour tirait à sa fin, et l'on entendait une forte canonnade dans la direction du Nord.

Le Roi, malgré les objections que lui fit Moltke[1], se résolut à donner l'ordre au général de Steinmetz d'enlever de vive force la position du Point-du-Jour en lui laissant toute initiative quant aux moyens d'exécution.

Une fois l'ordre reçu, à 6 heures 45, le général de Steinmetz prit ses dispositions qui furent communiquées aux troupes vers 7 heures, savoir :

1° L'infanterie disponible du VIIe corps attaquera, en partant du bois de Vaux, les positions comprises entre les grandes carrières du Point-du-Jour et Rozérieulles ;

2° Les bataillons disponibles du VIIIe corps renforceront les troupes disposées sur les lisières du taillis de la Mance au nord de la route ;

3° Le IIe corps en entier exécutera l'attaque du Point-du-Jour.

Un peu après 7 heures, la 3e division se porte en masse des environs sud de Gravelotte vers l'entrée du défilé que forme la route au ravin de la Mance.

---

[1] Pour marquer sa désapprobation, Moltke, suivi des officiers du Grand Etat-Major, quitta aussitôt l'emplacement où se tenait le Roi et s'en alla voir défiler les troupes du IIe corps sur la route. Son départ fut interprété par tous comme un blâme à l'adresse du Roi.

L'avant-garde rompt sur la route, au son des musiques, des tambours et aux cris de « hurrah ! »

A la sortie du défilé, le 2e bataillon de chasseurs, par ordre du général de Fransecky, appuie franchement à droite et se dirige vers les grandes carrières. Le 54e se déploie à son tour sur deux lignes, et, comme le bruit court que les Français ont repris la ferme de Saint-Hubert, ce régiment attaque cette ferme suivant les règles, c'est-à-dire par un feu rapide suivi d'une marche cadencée au son du tambour.

Une panique effroyable s'empare alors des hommes embusqués dans l'excavation au sud-ouest de la ferme.

Le 54e est bousculé, mais parvient néanmoins à Saint-Hubert où la méprise est alors seulement reconnue.

Les deux régiments suivants trouvent la route encombrée, franchissent le taillis au Sud et débouchent du couvert, compagnie par compagnie, dans un désordre complet. Il est 8 heures et la nuit vient.

Ces deux régiments forment en ce moment plusieurs lignes confuses qui se mettent à tirer les unes sur les autres.

Le 54e, après sa pseudo-prise de Saint-Hubert, a été lancé sur les tranchées de Moscou, n'a pu gagner que quelques centaines de mètres, et ses hommes se sont couchés en attendant mieux.

Le dernier régiment de la division, conduit par le chef d'état-major, arrive par la route et parvient à se rassembler un peu à l'est de Saint-Hubert. Il est alors plus de 9 heures, et la nuit est faite.

La 4e division débouche à son tour par la route et, vers 10 heures, elle est en train de se rassembler au sud-ouest de la ferme Saint-Hubert par brigades successives. Mais à 10 heures, si le feu de l'artillerie a depuis longtemps cessé, celui de mousqueterie est plus violent que jamais. On tire de tous les côtés à la fois, et les Français font feu au jugé, dans le tas.

Le général de Fransecky, de sa personne à la ferme Saint-Hubert, a une idée lumineuse. Il fait exécuter par des clairons la sonnerie de « Cessez le feu ! ». Le tir cesse comme par enchantement, et, le plus étrange, c'est que les Français se conforment au signal allemand.

Désormais, le silence est complet.

Le général de Fransecky avait eu l'intention, à 7 heures, en

raison de l'obscurité naissante, d'exécuter une attaque de nuit en masse, dès que son corps d'armée serait rassemblé, c'est-à-dire vers 10 heures, mais il n'osa pas, de crainte d'un désastre, et le IIe corps dut attendre le lever du jour, l'arme au pied.

Quant aux VIIe et VIIIe corps, impuissants, eux aussi, à obtenir un résultat quelconque sur un terrain aussi défavorable aux attaques, ils furent ramenés, par ordre du Roi, à l'ouest du ravin de la Mance et leur reconstitution n'était pas terminée quand le soleil se leva, le 19, sur le champ de bataille.

Moltke, dans son Abrégé de la guerre de 1870-71, a écrit, au sujet de l'attaque du IIe corps, le 18 août au soir :

« Il eût été préférable que le chef du Grand État-Major de l'armée qui se trouvait là, n'eût pas permis (!) cette attaque à une heure aussi avancée. Le lendemain, il pouvait être très avantageux d'avoir ces troupes d'élite (IIe corps) absolument intactes, tandis que c'est à peine si, ce soir-là, elles pouvaient amener un changement sérieux dans la situation. »

C'est du loyalisme le plus pur.

Par l'exposé qui précède, on voit que Moltke n'a jamais eu l'intention de percer le centre français, à la ferme de Moscou, au moyen d'une attaque décisive dirigée sur ce point et qu'au contraire il s'est efforcé, trop tard à la vérité, de modérer l'ardeur du général de Steinmetz en lui recommandant de retarder les attaques de la Ire armée jusqu'au moment où l'attaque principale enveloppante serait en bonne voie.

L'écrivain de la *Revue des Deux-Mondes* s'est donc laissé emporter par son imagination, faute d'avoir suffisamment étudié la bataille du 18 août 1870, quand il a prêté au grand quartier général allemand des intentions que démentent les faits.

Cet auteur tire de l'insuccès des attaques menées par les VIIe, VIIIe, IIe corps et Garde, auxquels il aurait pu ajouter le IXe corps, contre le front des positions françaises, cette conclusion que :

« Quelle que soit la bravoure des troupes et l'héroïsme des officiers, on ne peut forcer une position à coups d'hommes. »

Il ne s'agit pas, dans une bataille offensive, de forcer la position de l'ennemi sur tous les points.

Le général en chef, par la répartition initiale qu'il donne à ses troupes et par les objectifs qu'il affecte à leurs attaques, calcule les chances de réussite en tel ou tel point et bâtit son plan en conséquence; mais les troupes engagées n'ont pas à entrer dans ces calculs. Pour elles, il ne saurait y avoir de différence entre le combat destiné, dans l'esprit du commandant en chef, à revêtir un caractère d'indécision et le combat à forme décisive. Suivant l'expression imagée du général Cardot, elles doivent uniquement *taper dans le tas*. Si elles sont nombreuses et disposées au bon endroit, leurs efforts seront couronnés de succès; sinon, elles auront usé l'ennemi en s'usant elles-mêmes. Mais, par cela même qu'elles attaquent partout et toujours, elles acquèrent sur leurs adversaires la supériorité morale qui prépare la victoire.

Le général Von der Goltz a très justement écrit, au sujet des batailles de l'avenir :

« On se propose d'attaquer avec la masse de son armée, non pas la totalité, mais une fraction de l'armée ennemie.....

« Toutefois, on ne peut plus, comme au XVIIIe siècle, négliger complètement la fraction de l'armée ennemie que l'on ne veut *pas* attaquer.....

« La mobilité des troupes, l'indépendance des chefs sont devenues telles, qu'on ne verra plus la moitié d'une armée assister passivement à la défaite de l'autre moitié.

« Il faut donner de la besogne à toutes les deux.

« Les démonstrations et les attaques simulées, qui permettaient autrefois d'obtenir l'immobilisation de l'ennemi, ont fait leur temps.

« Les actions préliminaires, qui constituaient le premier acte de la bataille, devront donc avoir, sur tous les points, la même vigueur, afin que l'ennemi soit amené à commettre des fautes..... », et nous ajouterons, parmi lesquelles l'emploi prématuré de ses réserves est la plus grave.

On ne saurait trop insister sur ce point :

Toute bataille est une œuvre sanglante exigeant, pour devenir une victoire, les plus hautes vertus militaires, entre autres, le

mépris de la mort, qui, seul, permet à une troupe de supporter sans faiblir des pertes immenses.

Les généraux de la fin du XVIIIe siècle et en particulier ceux que l'on vit à la tête des armées de la première Coalition en 1792 avaient foi dans *la puissance de la manœuvre* et subordonnaient tout à cette idée purement intellectuelle que l'on peut vaincre sans effusion de sang.

Fort heureusement pour la France alors menacée du démembrement, les Conventionnels ne partageaient pas, sur le respect de la vie humaine, les idées de la noblesse d'Europe, émasculée par un demi-siècle de sentimentalité morbide, et la notion juste du sacrifice de l'individu au bien général permit aux premières levées de la Révolution, encore informes, de résister victorieusement aux attaques mollement conduites de la Coalition, dont la bataille — ou canonnade — de Valmy offre l'exemple le plus saisissant.

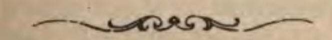
L'auteur de l'article du 1er septembre 1901 de la *Revue des Deux-Mondes* passe ensuite à la guerre turco-russe de 1877-78 pour démontrer, au moyen d'exemples pris dans cette guerre, que :

« Les mêmes procédés d'attaques soit disant décisives, *menées en bloc*, produisent les mêmes conséquences. »

M. le général Langlois a victorieusement réfuté dans son livre *Enseignements de deux guerres récentes*, paru il y a quelques mois, les sophismes de l'écrivain de la *Revue des Deux-Mondes*. Nous ne saurions mieux faire que d'y renvoyer le lecteur.

Général Bonnal.

(*A continuer.*)



LE TRANSSIBÉRIEN

I.

CONSTRUCTION DU TRANSSIBÉRIEN.

Le Transsibérien. — La Russie reconnut vers 1860 la nécessit d'ouvrir à l'avenir de son génie une porte sur l'océan Pacifique elle fit *Vladivostok*.

Mais, comme l'accès de la porte manquait d'un couloir, ell décida le *Transsibérien*.

Les études commencées en 1885 ont été terminées en 1891.

Le tsarévitch Nicolas, l'empereur actuel, président du Comi du chemin de fer transsibérien, qui avait pour but, outre l construction de la voie ferrée, l'éveil économique de la Sibéri et le mouvement d'émigration vers l'Est, pose à Vladivostok, l 31 mai 1891, la première pierre du chemin de fer de l'Oussour

C'est le signal de la mise en œuvre.

Les 6,000 kilomètres de rail furent répartis en six sections :

1. De *Tchelabinsk à l'Obi* (ligne de l'Ouest sibérien),
2. De l'*Obi à Irkoutsk* (ligne de la Sibérie centrale),
3. D'*Irkoutsk à Missovaia* (ligne du Circumbaïkal),
4. De *Missovaia à Strietensk* (ligne du Transbaïkal),
5. De *Strietensk à Khabarovsk* (ligne de l'Amour),
6. De *Khabarovsk à Vladivostok* (ligne de l'Oussouri).

La nouvelle ligne prenait le réseau russe à Tchelabinsk, suivait l'étroite bande de terres fertiles qui, par Omsk, Krasnoïarsk et le Baïkal, s'étend de l'Oural au bassin supérieur de l'Amour, évitant au Sud la montagne et la steppe, au Nord la taiga silencieuse et les toundras désolés.

Le travail fut sectionné : 150,000 ouvriers l'attaquèrent simultanément. Dès 1894, le tronçon occidental était ouvert à l'exploitation depuis Tchelabinsk jusqu'à Omsk ; il atteignait l'Obi en 1896, Kansk en 1897, Irkoutsk en 1899. Le chemin de fer de l'Oussouri fonctionnait régulièrement dès 1897 ; seul, le tronçon transbaïkalien, gêné par les inondations, ne fut achevé qu'en 1900.

On ajourna le Circumbaïkal dont la construction exigeait des travaux d'art onéreux, car on recherchait la rapidité dans l'économie, et l'on se contenta de deux ferry-boats pour le transbordement.

On avait en sept années, c'est-à-dire en sept semestres, car l'année ouvrable n'est que de six mois, posé 5,284 kilomètres de rails. La main-d'œuvre avait donné un rendement moyen de quatre kilomètres par jour.

La ligne est à voie unique et à croisements éloignés. On a adopté l'écartement russe et le rail léger, évité les expropriations en passant loin des bourgades, fait les gares en bois, écarté soigneusement le tunnel, et réservé aux seuls cours d'eau un luxe remarquable de ponts métalliques.

La ligne n'en a pas moins coûté 730 millions, soit 130,000 fr. le kilomètre. Ce chiffre exagéré tient certainement au prix élevé des matériaux russes exclusivement employés et peut-être aussi à des coutumes administratives négligées.

En 1900, au moment des complications chinoises, tout était terminé, à l'exclusion du Transmandchourien.

Le Transmandchourien. — En 1895, la France, la Russie et l'Allemagne persuadèrent le Japon d'abandonner la presqu'île de Liao-Toung contre une indemnité de guerre.

La Russie obtint aussitôt de la Chine l'autorisation de créer, sous le nom de « Société des Chemins de fer de l'Est chinois », une compagnie chargée de construire une ligne ferrée allant, à travers la Mandchourie, de *Tchita à Vladivostok*.

Cette ligne réduisait le Transsibérien de 600 kilomètres. Le Transmandchourien devenait une enclave russe en terre chinoise, la Mandchourie une terre chinoise sous police russe.

Deux ans plus tard, la Chine reconnaissante cédait à bail à la Russie : Port-Arthur, avec autorisation de le fortifier et d'y atta-

cher le point de mer du Transsibérien. C'était le port libre de glaces enfin trouvé. La Chine armait la Russie contre le Japon, la Russie dominait la Chine par le Japon. L'une était contente de l'autre, l'une et l'autre contentes de soi. Le Japon, moins heureux, s'armait pour la vengeance.

Profitant de ses avantages, le gouvernement russe mène les travaux à toute haleine.

100,000 Chinois travaillent sous la surveillance de 4,000 Cosaques. L'avancement est à ce point rapide qu'en juin 1900 M. Yougovitch, l'ingénieur en chef, ne craint pas d'affirmer que la ligne sera livrée à l'exploitation en 1902.

M. Yougovitch n'avait pas prévu le mouvement boxeur; l'amitié chinoise semblait en écarter la Russie; la Russie avait compté sans la cour de Pékin.

Sur des ordres impériaux, la voie ferrée est détruite; le personnel et les troupes sont réduits à des retraites sanglantes, l'ingénieur Yougovitch et le général Guerngross bloqués à Kharbin, Blagovetchenk est assiégé, la Mandchourie en feu.

Les circonscriptions militaires de l'Amour et de Sibérie sont aussitôt mobilisées et, deux mois après, les Russes avaient repris Aïgoun, Tsitsikar, Kirin et Moukden, parcouru la Mandchourie de leurs armes victorieuses et réoccupé les 2,500 kilomètres du Transmandchourien.

Les travaux sont repris partout avec une formidable activité car l'impatience japonaise épiait l'heure, et en février 1902 après un effort titanesque, le rail portait le génie russe du Baïkal à Port-Arthur, de Vladivostok à Kharbin.

La grande pensée du tsar Alexandre III était un fait accompli.

II.

DE PÉKIN A PARIS PAR CHEMIN DE FER.

1° De Pékin à Port-Arthur (1000 kilomètres, 4 jours).

Le 19 février 1902, le colonel Marchand prit la route de France par le Transsibérien, auquel la ligne anglo-chinoise conduisait jusqu'à Chan-Hai-Kouan.

La Compagnie a son terminus occidental à Pékin, où elle possède deux gares, l'une au Temple du Ciel, l'autre à Tsien-Men ; toutes deux sont rudimentaires. Les murailles de la ville chinoise ont été éventrées pour donner accès aux voies ferrées. Le ressentiment chinois n'a pas encore pardonné ce sacrilège.

De Pékin à Tien Tsin, le pays est sans flore, sans couleur et sans gaieté ; ce sont d'insipides champs de sorgho alternant avec des mares d'eau boueuse.

Tien-Tsin, avec son million d'habitants, se devine à peine au centre d'un immense cimetière. Seules quelques constructions élevées des concessions européennes, les hautes cheminées des arsenaux chinois, l'affluence de jonques sur le Peï-Ho, dénoncent l'existence d'une cité importante.

Les Français ont la garde de la voie jusqu'à Tong Kou, devenue depuis la campagne une gare considérable, un important dépôt de charbon.

En continuant vers le Nord-Est par la ligne en remblai qui suit la mer, on laisse à l'Est Petang, où débarquèrent les Alliés en 1860, et, après avoir franchi le Petang-Ho, on rencontre les centres miniers de Tang-Chan et de Kai-Ping. C'est là que sont les ateliers de la Compagnie anglo-chinoise.

Les locomotives de la ligne viennent presque toutes d'Amérique. Elles sont d'un type unique : Machines Rogers à trois essieux couplés, du poids adhérent de 52 tonnes. Les énormes voitures de voyageurs à bogies, ont deux classes, non compris les private-cars pour les gens de marque.

La plèbe chinoise a aussi ses private-cars. Ce sont les wagons de marchandises dans lesquels elle consent exclusivement à voyager.

Chin-Wan-Tao. — On quitte Kai-Ping pour Pei-Ta-Ho, le Trouville des Européens là-bas, et par une contrée où la vue trouve enfin le repos de la verdure, on arrive à Chin-Wan-Tao. C'est dans ce port que, le 2 octobre 1900, l'amiral Pottier débarqua le 1er bataillon de zouaves, qui occupa les forts de Shan-Hai-Kouan, après une regrettable méprise où les Russes, croyant reconnaître des Boxers, nous tuèrent deux hommes et en blessèrent dix.

Chin-Wan-Tao n'est jamais bloqué par les glaces, et les grands

fonds avoisinent la côte. Les amiraux des escadres alliées y avaient construit un wharf et une voie ferrée en vue des débarquements de la mauvaise saison. Nous y avions une concession d'espérance qu'on a cru bon d'abandonner. Les Anglais y ont entrepris des travaux considérables. Unique débouché du Petchili l'hiver, Chin-Wan-Tao sera bientôt un des points de ravitaillement du commerce maritime de la région : mais ce sera, hélas ! un port anglais.

Depuis Tong-Kou, la ligne était gardée par les troupes de Sa Majesté ; à Chan-Hai-Kouan, nous trouvons nos frères de Russie.

La ville adossée à la Grande Muraille, est entourée d'imposants remparts ; les forts qui descendaient jusqu'à la mer ont été démolis.

Nous pénétrons en Mandchourie par une large brèche pratiquée dans la Grande Muraille. Ici c'est une Chine qui a perdu du caractère chinois, une Chine impressionnée d'influence russe.

Des Cosaques au masque farouche gardent la voie.

Yin-Ko ou Niou-Tchouang. — La région est montagneuse jusqu'à Kabantze, embranchement à peine ébauché de la ligne de Moukden, et l'on arrive à Yin-Ko ou Niou-Tchouang par la gare de la rive droite, l'ancienne gare anglaise, aux quais vieillis, aux bâtiments provisoires, misérable d'aspect, tandis qu'en face, de l'autre côté du fleuve qu'aucun pont ne traverse encore, la gare russe, jeune en sa robuste membrure de pierre, regorge de matériel et de mouvement.

Le port de Niou-Tchouang, formé pas l'estuaire du Liao-Ho, ne permet pas l'accès des navires calant plus de 12 pieds. Il n'est fréquenté que par les pavillons anglais, allemands et japonais. Fermé 5 mois par les glaces, gagné de plus en plus par les vases, son mouvement commercial a cependant de l'importance. Les douanes maritime et fluviale ont, en 1901, rapporté cinq millions.

Entrepôt de coton, de chanvre, de grains et de houille, la ville a 70,000 habitants. Elle est d'aspect triste et doit à ses voitures toute son animation. Il s'y trouve une petite concession internationale et un évêché catholique.

Le 21 février 1902, le Liao-Ho était complètement gelé. Nous le traversâmes dans les dvoukolki de la compagnie d'infanterie russe qui occupait les bâtiments de la gare rive droite. Qu'elles escaladent les berges ou s'arrachent aux ornières, ces ébauches de charrettes traînées par des fantômes de chevaux, vont à toute allure dans la main du maître cocher qu'est le Cosaque.

Seize heures de chemin de fer avec arrêt à Ta-Shih-Chiao pour manger la *bortch*, rude soupe sibérienne au bœuf, carottes et oignons, et l'on arrive à Port-Arthur, par une région au sol rougeâtre, aux montagnes basses, rocheuses et nues.

Port-Arthur. — Une baie d'une superficie de 300 hectares, au lit bas et vaseux, forme le port que des hauteurs de 200 mètres dissimulent au large. La baie communique avec la haute mer par un canal large de 300 mètres et profond de $8^m,50$.

La rade extérieure est spacieuse, mais la côte qui la protège des vents de l'Ouest et du Nord, la rend dangereuse sous l'influence des vents opposés.

Le port militaire, placé à l'est de la baie, est l'œuvre des Chinois. Il mesure 450 mètres sur 300 mètres et ne peut guère contenir plus de dix gros navires. Les quais ont 1,500 mètres de développement. Des voies ferrées en parcourent la longueur; des grues à vapeur en desservent la manutention.

L'arsenal renferme des chantiers, des ateliers, des magasins, possède une cale pour torpilleurs et une forme pour cuirassés. Mais tous ces moyens répondent insuffisamment aux besoins de l'escadre russe d'Extrême-Orient.

La ville, de construction capricieuse, a 20,000 habitants. Elle porte l'empreinte de l'assaut japonais : elle garde l'impression de la menace qui pèse sur elle. Ce n'est plus une ville, ce n'est pas encore un port, c'est un chantier.

Les Russes se proposent de creuser la baie à 25 pieds et de l'entourer de quais, d'augmenter l'arsenal par la démolition d'une partie de la vieille ville, de faire une ville neuve au nord du vieux port, d'achever la forteresse et de constituer un vaste camp retranché de Port-Arthur à King-Tchéou.

Quand nous passâmes à Port-Arthur, le traité anglo-japonais venait d'être publié. Les Russes n'avaient eu le temps que de remanier les forts chinois hors d'usage pour la guerre. Toute-

fois l'emplacement excellent des puissantes batteries de côtes qui couronnent les hauteurs sud, les nombreuses pièces qui surveillent habilement l'entrée du port sous le couvert impénétrable des rochers, rendaient tout coup de main impossible. Mais deux ou trois années encore sont nécessaires pour rendre la position en mesure de soutenir victorieusement un siège de longue durée.

Une minutieuse visite des casernes sous la conduite du général Kondratovich, l'enchantement d'une soirée au 9e tirailleurs et le lendemain nous étions à Dalny.

Dalny. — Dalny est une conception. La baie de Port-Arthur ne pouvait contenir deux idées : son exiguité ne permettait pas d'en faire à la fois un grand port militaire et un grand port marchand.

Le Ministre des finances résolut de diviser l'effort. Il arrêta ses vues sur la rade de Talien-Wan. M. de Witte pensa la ville, l'ingénieur polonais Kerbest l'exécuta.

C'est dans la petite baie de Victoria, sur une plage rocheuse, qu'une pléiade de jeunes ingénieurs — l'aîné n'avait pas 40 ans — édifia, avec des reproductions fidèles de l'architecture de l'Exposition, une ville de toutes pièces.

Dalny est la société russe gravée sur pierre : celle-ci est sectionnée en classes, celle-là est classée en secteurs.

Quartier administratif au port, près des usines ; — quartier commercial le long des bassins et des voies de chemin de fer ; — quartier des employés aux pieds de la montagne ; — quartier élégant accroché à ses flancs ; — tous les monuments publics au centre ; — une pépinière à l'Est pour séparer le quartier européen de la ville chinoise.

Le prix des terrains, les types d'habitations seront fixés d'après la position sociale des futurs occupants. Les seuls droits d'accostage et de réparation équilibreront, pense-t-on, le budget commercial, car il n'y aura pas de droits de douane. Dalny sera port libre. La banque russo-chinoise a assumé l'entreprise pour 24 millions de roubles, sur lesquels 14 millions ont déjà été employés. Les dépenses totales atteindront probablement 36 millions de roubles, c'est-à-dire environ 100 millions de francs.

40,000 Chinois travaillent à l'édification de la ville.

Toutes les rues sont tracées, les canalisations d'eau et d'électricité terminées, la plupart des constructions déjà élevées, le port ouvert au commerce, quatre cales sèches achevées. Et cependant la ville reste vide. Le gouvernement russe ne la livrera à l'habitant que la clef sur la porte.

L'essor commercial de la Russie exigeait Dalny, parce que Chin-Wan-Tao anglais et que Vladivostok, trop haut dans le Nord, n'est pas toujours libre de glaces.

Mais, au point de vue militaire, le port est un danger, en raison même de l'étendue de la baie de Talien-Wan. Il exigera une défense mobile considérable dont l'efficacité est toujours subordonnée à la vigilance de ses unités, et la vigilance de ses unités à la hardiesse de conception des unités ennemies.

Port-Arthur et Dalny coûteront ensemble 200 millions de francs, mais tous deux feront honneur à leur banquier, car l'avenir n'a pour eux que de flatteuses espérances. Cette fois encore, le portefeuille français aura bien mérité de la reconnaissance russe.

2° De Port-Arthur à Kharbin (966 kilomètres, 3 jours).

Le 25 février 1902, jour de notre départ, Port-Arthur était tout gai de soleil. Les courants chauds de Corée tempèrent le climat du Liao-Toung. Le froid y atteint rarement — 7°. Le printemps pointe à mi-mars, un printemps météore, et, tout de suite, on a l'été très chaud et ses pluies torrentielles, suivi d'un automne magnifique qui ne veut pas finir.

Le climat mandchourien s'annonce dès Moukden avec les froids extrêmes, les neiges rares et les vents violents. La température descend à — 40° à Kharbin. La Soungari porte trois pieds de glace pendant la moitié de l'année. En revanche, mai fait épanouir quatre mois de chaleur torride.

Cette contrée, d'une plus grande superficie que la France, est une plaine Nord-Sud immense, fermée à l'Ouest par les hauts plateaux des grands Kinghan, à l'Est par les Tchan-Bochan mystérieux.

La Mandchourie est un pays d'agriculture et d'élevage. La race de ses chevaux est réputée. Son sol accuse des richesses. A beaucoup d'endroits, mais plus particulièrement à Moukden, on

ncontre de la houille et du fer. Il y a de l'or au Liao-Toung. La population, évaluée à 15 millions d'individus, comprend à peine 600,000 Mandchoux de race privilégiée.

De Port-Arthur à Kharbin, 1000 kilomètres de pays pareil : de la plaine à l'Ouest, du mamelon à l'Est, une profusion de monotonie. Dans de vastes wagons chauffés, un trajet de trois jours, coupé, pendant des heures interminables, par des arrêts de fortune, un peu partout et n'importe où. De temps en temps, de modestes buffets où la bortch, la volaille, la charcuterie, la bière et le vin de Crimée s'offrent à des prix discrets ; mais il est bon qu'on sache le nom russe de ces denrées.

Des soldats toujours, sortis du poste voisin ou accourus des campements éloignés; des soldats venus de partout apporter aux frères de France le salut de leur âme simple.

A Kaï-Yuen, une compagnie d'infanterie montée nous attendait, les hommes groupés autour de leur étendard. Pendant notre réception sous la tente par les officiers, ils exécutèrent des chants nationaux. Nous fûmes charmés par la mélodie sauvage de ces échos de la steppe. Ce sont de longues plaintes harmonieuses, entrecoupées d'accents vigoureux, c'est le bruissement du vent à travers les bouleaux, le mugissement de la tempête par d'immenses plaines marécageuses. Le train part, les tirailleurs nous suivent au trot rapide de leurs petits chevaux éveillés ; leurs voix se perdent peu à peu dans l'immense plaine, et longtemps nous regardons leur groupe dans le lointain. Nous restons sous l'impression de la puissance étrange et mystique de ces guerriers d'une autre époque. C'est la race conquérante, la race qui vit de la griserie des espaces infinis, de la lutte journalière, des satisfactions victorieuses.

Tout au fond de l'Est, ***Moukden***, sainte et murée, gardienne des tombes impériales, et nous voilà chez les Khoun-Khous, les Boxeurs agréés.

Anciens soldats ou émigrés, réfugiés sur la montagne, blottis dans la forêt, ils obligent les Russes à de fréquentes répressions militaires.

Khoun-Khous et Japonais encombrent le pays. On en rencontre partout : Khoun-Khous dans la campagne ; dans les gares, Japonais. Ils prennent toutes les figures, ces Japonais espions, camelots, liquoristes, photographes. Presque tous sol-

dats d'hier, ils attendent l'heure de servir les débarquements en gênant par les pires moyens la concentration des troupes russes.

Kharbin. — On traverse la Soungari sur un pont métallique de 790 mètres et l'on arrive à Kharbin où 3,000 hommes tiennent garnison. L'existence y est décevante ; le jeu et la boisson sont les lamentables gaietés du soldat qui confie souvent son désespoir au suicide.

Centre administratif du Transmandchourien et point de valeur stratégique de la Mandchourie, Kharbin est l'enfant du rail.

L'ingénieur en chef de la Compagnie de l'Est chinois, M. Yougovitch, dont nous faisons la connaissance, est l'ancien ami de Skobeleff et le constructeur des chemins de fer Riazan—Oural. Notre nouvel ami nous explique avec une modestie charmante combien fût facile son œuvre admirable. Nourrir, répartir et approvisionner 78,000 ouvriers n'est pas pour lui au premier rang des difficultés.

Comme pour le Transsibérien, la ligne fût attaquée sur tous les points. Tous les modes de transport furent employés : le rail pour Kaïdalovo et Nikolsk, le fleuve pour Kharbin, la mer pour Port-Arthur et Niou-Tchouang.

Il fallait faire très vite et profiter des enseignements du Transsibérien.

On renforça le ballast, on employa le rail lourd, on doubla l'écoulement des trains en modifiant les pentes. On faisait à la fois une ligne provisoire dans la vallée et une ligne protégée à flanc de coteau. Pour franchir les crêtes des Khinghans et des Tchan-Bo-Chan, on installait des « Tupiki », lignes à zig-zags et à points de rebroussement, en même temps qu'on entreprenait des voies à tunnel pour adoucir les rampes.

Tandis qu'on confiait la construction des locomotives, énormes machines Compound à 4 essieux couplés, en France aux compagnies de Fives-Lille et de Raismes, en Amérique à Baldwin de Philadelphie, on jetait des merveilles de ponts métalliques sur la Soungari, la Nonni et le Hun-ho.

Le Transmandchourien est le tronçon d'honneur du grand Chemin asiatique.

3° De Kharbin à Khabarovsk et à Vladivostok. — Transmandchourien : Kharbin—Frontière chinoise (550 kilomètres, 32 heures). — Tronçon Nikolsk—Frontière chinoise (120 kilomètres, 10 heures). — Chemin de fer Oussourien (770 kilomètres, 31 heures) : Nikolsk—Khabarovsk (660 kilomètres), Nikolsk—Vladivostok (110 kilomètres).

De Kharbin à Pogranitchnaia (32 heures), on traverse une région montagneuse et forestière. Les sites sont pittoresques. Les forêts sont défrichées sur 500 mètres de chaque côté de la voie pour en permettre la surveillance. Cette région est battue par des bandes de Khoun-Khous ; les attaques contre les convois sont à craindre.

Sur la ligne, de distance en distance, sont d'immenses chantiers de bois ; c'est la fabrique de traverses du Transmandchourien, c'est aussi la réserve alimentaire du train, car les locomotives et les wagons sont chauffés au bois.

Après avoir traversé le Mutan-Chiang, gros affluent de la Soungari, on arrive aux fameux tupiki. La voie s'arrête au fond d'une charmante vallée alpestre et s'élève sur le flanc de la montagne par des lacets avec points de rebroussement. Une machine est attelée en tête du train, une autre en queue. Le convoi est au besoin coupé en deux tronçons. 250 mètres de différence de niveau sont franchis par ce procédé rapide, pratique et original. On perd assurément du temps et le nombre de wagons des trains est limité, car les pentes sont raides ; une voie plus savante est en construction ; elle s'élèvera lentement à flanc de coteau et évitera par un tunnel une partie des différences de niveau.

La gracieuse petite ville de Pogranitchnaia est un sanatorium dans un cirque de montagnes boisées. C'est la douane mandchourienne, une gare de triage considérable. Il y a un bon buffet.

De Pogranitchnaia à Nikolsk (10 heures), on descend de Pogranitchnaia vers Nikolsk par une gorge où s'étagent de nouveaux et interminables tupiki ; puis c'est Grodekovo, la station-frontière de la province sibérienne maritime. Le pays est affreux, désolé, sans habitation ; le sol est couvert de neige.

Nikolsk. — Nikolsk est une importante station; elle renferme de vastes ateliers de construction; c'est le dépôt principal du matériel du chemin de fer d'Oussouri.

La ville ou plutôt l'immense village de Nikolsk a doublé depuis la construction de la gare chinoise orientale. Le nombre des habitants atteint 15,000. C'est un centre militaire très important, le chef lieu du Ier corps d'armée de Sibérie. Nous y retrouvons le général Linéwitch, qui commandait en chef, en 1900, les troupes russes débarquées au Petchili. Le général nous fait visiter le 17e régiment de tirailleurs, une batterie d'artillerie et l'hôpital. Les casernes sont confortables, les chambres très bien chauffées. Cela se conçoit dans un pays où une grande partie de l'instruction doit être donnée à la chambrée. Les murs de celle-ci sont couverts de portraits de l'empereur, des deux impératrices et de généraux célèbres, de tableaux patriotiques et d'images de piété. Il y a de nombreux dessins très soigneusement coloriés relatifs au fusil, au paquetage et aux uniformes de l'armée allemande.

Les exercices préparatoires de tir sont très poussés; les hommes ont comme but des silhouettes de soldats debout, à genou, abrités, de cavaliers, etc.

Les fusils sont au ratelier, entourés d'une housse. La baïonnette n'est jamais retirée.

Le fantassin russe porte son équipement sur les reins. Le sac est remplacé par une sacoche qui renferme du linge, du thé et du pain. Le manteau gris est roulé et porté en sautoir, les deux bouts se rejoignant dans la gamelle en aluminium; les bottes de rechange sont accrochées au manteau.

Les chevaux de l'artillerie sont superbes. Ils viennent de la région d'Irkoutsk. Ce sont des chevaux entiers, noirs; ils ont la crinière et la queue longues et abondantes, l'encolure puissante, la croupe énorme. Les écuries, en bois, sont très soignées; les poteaux et les cloisons sont entourés de paille tressée. Les gardes d'écurie sont revêtus de vestes chaudes en peau de mouton.

L'hôpital est parfaitement compris; les chambres, nombreuses, ne renferment que quatre, six ou huit malades.

Le général Linéwitch, le commandant du corps d'armée, est adoré des soldats et de ses officiers; c'est un homme méticuleux,

qui apporte un soin extrême aux questions intéressant le bien-être des troupes. Le général se multipliait, découvrait les lits pour nous montrer l'épaisseur des couvertures, interrogeait les soldats, nous faisait goûter la soupe au poisson et le rata, qui étaient excellents.

Nous sommes loin des soldats négligés qui circulaient dans Tien-Tsin et même des gardes-frontières du Transmandchourien. Ces troupes russes d'Extrême-Orient, instruites, disciplinées, vigoureuses, maniées par des officiers d'élite, forment la redoutable armée d'avant-garde que les Japonais rencontreraient d'abord en Mandchourie. Peut-être s'apercevraient-ils alors qu'il ne suffit pas d'avoir vaincu les Chinois pour être invincibles.

De Nikolsk à Khabarovsk, on met vingt-quatre heures; la ligne ouverte à l'exploitation depuis 1897 fonctionne bien. Le paysage est, paraît-il, très intéressant. Nous n'avons que le souvenir de terrains parfois ondulés, mais couverts de neige, de grandes forêts touffues; le temps était brumeux, une neige fine tombait, les gares étaient les seules habitations qu'on aperçût.

Nous sommes dans la région de l'Oussouri, la partie méridionale de l'immense province maritime qui, de Vladivostok au Sud, s'étend le long des mers du Japon, d'Okhotsk et de Behring, jusqu'à l'Océan glacial.

Les montagnes de cette contrée sont riches en minerais. On a trouvé de la houille au bord même de la mer, au golfe de Possiet et dans le bassin de la Souifoun, la rivière de Nikolsk. Les forêts atteignent une grande épaisseur; c'est la véritable forêt vierge. On y rencontre quantité d'animaux, depuis le tigre à longs poils et l'antilope, jusqu'à la zibeline et à l'élan. On tire 120 à 150 tigres par an dans le pays d'Oussouri.

Le climat est rude. Cela tient au courant polaire qui vient baigner les côtes dans la partie septentrionale de la mer du Japon. La moyenne de la température, l'hiver, est de 27° centigrades à Khabarovsk et de 18° à Vladivostok.

La région est peu peuplée : 170,000 habitants seulement. Cependant, de nombreux émigrants, des déportés, peuplent peu à peu l'Oussouri méridional.

Khabarovsk est une jolie ville toute neuve bâtie sur une colline

dominant l'Amour. C'est le terminus septentrional du Transsibérien. La ville actuelle est l'œuvre des généraux gouverneurs de la circonscription militaire de l'Amour et qui joignent aux fonctions de généraux en chef des troupes russes, à l'ouest d'Irkoutsk, celles de gouverneurs civils. Il y a 15,000 habitants à Khabarovsk, 12,000 hommes, 3,000 femmes seulement. Le grand nombre de soldats, l'immigration de Chinois travailleurs, la dureté de l'existence, expliquent cette faible proportion du sexe féminin. C'est la même chose dans toute la Sibérie orientale.

Khabarovsk est la ville intellectuelle de l'Extrême-Orient. Le général gouverneur Grodekow apporte au développement des institutions savantes la sollicitude d'une intelligence très cultivée, l'énergie d'un tempérament des plus vigoureux. Il existe à Khabarovsk une société de géographie, un comité de lectures populaires, une société de secours pour émigrés. Nous visitons une école de cadets et assistons à des exercices de chant, de gymnastique et de danse. Un élève de chaque classe vient se présenter au colonel Marchand et lui faire le rapport en français. Au gymnase des jeunes filles, toutes les demoiselles apprennent le français; le chant de la *Marseillaise* salue notre entrée. Nous assistons à une fête très populaire, l'anniversaire du poète Gogol, le Molière de la Russie. Le musée est très intéressant; il renseigne sur la flore, la faune de l'extrême Sibérie et sur les coutumes des populations primitives qui parsèment les plaines glacées du Nord-Est et l'île désolée de Sakahline. Sakahline renferme beaucoup de houille. Les mines sont exploitées par des forçats russes. Le climat de cette île est terrible; il n'y a pas plus de cinquante jours de temps serein par an.

Nous avons pu faire sur l'Amour une promenade en traîneaux à chiens. Le fleuve est gelé près de six mois par an; l'épaisseur de la glace atteint 2 mètres. Celle-ci est loin d'être régulière; sur les rives, et le long des îles sont d'énormes amoncellements de blocs qui ressemblent à des vagues. Les traîneaux se composent d'une frêle ossature de bois en forme de pirogue. Six ou huit chiens attelés à une longue corde tirent l'esquif, sur lequel on est fort mal assis et dont un Sibérien, accroupi derrière vous, maintient l'équilibre à l'aide de deux piquets ferrés. Il faisait un vent cinglant et 30° au-dessous de 0.

Partis le 7 mars 1902, à 9 heures du matin, de Khabarovsk, nous arrivions le 8, à 11 heures du matin, à Nikolsk et à 4 h. 1/2 du soir à Vladivostok, soit 770 kilomètres en trente et une heures.

Le pays est intéressant entre Nikolsk et Vladivostok; c'est d'abord la jolie vallée de la Souifoun; la voie contourne ensuite la baie d'Amour; on aperçoit quelques forts sur les montagnes, c'est Vladivostok.

Vladivostok. — Le magnifique port naturel de Vladivostok est formé par la baie dite de la Corne-d'Or; la baie d'Oussouri la fait communiquer avec la mer; une longue presqu'île couverte de forts la sépare de la baie d'Amour. La Corne-d'Or, longue de 6 kilomètres, large de 1200 mètres, profonde de 10 à 30 mètres, est accessible aux plus grands navires. Elle se couvre de glaces du 15 décembre au 4 avril, mais un bac brise-glace entretient un chenal qui permet l'entrée et la sortie des navires presque tout l'hiver.

Vladivostok est une très jolie ville de 30,000 habitants (25,000 hommes, 5,000 femmes), sur lesquels il y a plus de 10 000 soldats et environ 12,000 Chinois et Japonais, marchands et artisans. Ses constructions s'étagent sur les pentes de la montagne, le long de la rive Nord de la Corne-d'Or. Il y a d'excellents hôtels, de grands magasins, des usines actives. La banque sino-russe y possède une succursale.

Le mouvement maritime de Vladivostok est important. C'est le terminus de la ligne des bateaux de la flotte patriotique. La création de Dalny dirigera évidemment vers ce port la plus grande partie du mouvement commercial du Transsibérien. On ne croit pas cependant que l'importance de Vladivostok diminue. La province maritime a de l'avenir, Vladivostok sera toujours la porte d'accès orientale de la Sibérie. Les relations avec l'Amérique, le cabotage avec le Japon, les charbonnages et les richesses minières de l'Oussouri méridional assureront l'activité à ce grand port.

Enfin, Vladivostok garde une partie de son importance stratégique. C'est la grande forteresse de la Sibérie et un point d'appui de premier ordre pour l'escadre russe d'Extrême Orient. Les fortifications de Vladivostok sont très considérables, on les

augmente encore chaque jour. La garnison, composée de troupes de forteresse, dépasse 10,000 hommes.

Quand nous arrivâmes à Vladivostok, le général Tchitchagoff, gouverneur de la place, était absent. La générale nous reçut en son nom, nous présenta aux officiers, nous conduisit en ville, nous accompagna au théâtre et nous fit les honneurs de la forteresse. Cette femme de grand caractère, de haute culture, de volonté réfléchie, n'a pas reculé devant un voyage de six mois à l'époque où le Transsibérien n'était pas encore achevé, pour rejoindre, avec ses enfants, son mari à Vladivostok.

L'exode est une mode chez les femmes d'officiers. Nous avons rencontré en Mandchourie la jeune femme d'un capitaine de Cosaques, qui fit toute la campagne contre les Boxeurs, guerroyant sous l'uniforme militaire aux côtés de son mari.

L'existence librement consentie de la femme russe, dans l'aridité de la steppe, son dévouement, son énergie donnent l'indication troublante de ce que peut en courage l'armée de Sibérie.

4° De Kharbin à Mandchouria (950 kilomètres, 3 jours, 4 heures).

Le 10 mars, nous quittions Vladivostok, pour arriver le 13 à Kharbin et en repartir le 14 pour la Russie.

Cette partie du trajet se fait lentement ; la voie, très abîmée par les Boxeurs, a été réparée hâtivement, la vitesse ne dépasse pas 18 kilomètres à l'heure, les longs arrêts sont fréquents, les gares très espacées ; il faut se munir de provisions.

On traverse la Soungari sur un viaduc en fer qui mesure 1015 mètres de longueur et comprend dix-neuf piles. Aux abords de la station, dite Soungari I, se trouve entassée une énorme quantité de matériel ; un immense bassin d'hivernage contient la flotte de remorqueurs et de chalands qui font le service, l'été, entre Kharbin et Khabarovsk.

C'est ensuite le désert jusqu'à la Nonni, où l'on achevait un magnifique pont métallique de 700 mètres. Le pont comporte sept grandes travées de 80 mètres, sept petites de 25 mètres. Le travail commencé le 15 octobre 1901, devait être achevé le 15 avril 1902, à la débâcle du fleuve. Un pont provisoire en bois longeait le pont définitif. En attendant, une voie avait été posée

sur la glace, le train coupé en deux tronçons était tiré par une petite locomotive, les ingénieurs n'osant pas lancer sur la glace les machines de 100 tonnes du Transmandchourien. Vingt-sept maçons piémontais, aidés par quatre-vingts Russes, ont construit les piles. Ces ouvriers spécialistes gagnaient, à la tâche, jusqu'à 10 roubles (27 francs) par jour. 5,000 coolies chinois secondaient le personnel européen.

Tsitsikar (70,000 habitants) est laissée à 16 kilomètres.

La voie s'élève progressivement par des steppes ondulés, jusqu'au Grand Khingan qu'on franchit par des tupiki. On construit un tunnel qui évitera les lacets. Ce tunnel aura trois kilomètres, il ne sera achevé que dans le courant de 1904; ce sera le seul tunnel important du Transsibérien.

De l'autre côté des Khingans, c'est la steppe mongol; nous longeons l'Argoun; dans la prairie neigeuse circulent d'énormes troupeaux de chevaux. Ce pays est balayé par des vents violents, les habitations sont creusées dans le sol, les toits recouverts de terre. Les villages sont très rares. Quelques dunes de sable, c'est l'extrémité du grand désert mongol, la patrie du cheval sauvage, que les indigènes chassent et dont ils mangent la chair.

Nous arrivons enfin à Mandchouria, la station-frontière, bon buffet. On y change de train. Nous pénétrons dans la Transbaïkalie.

5° De Mandchouria au Baïkal (1250 kilomètres, 3 jours 12 h.)

La Transbaïkalie rompt la monotonie de l'immense voyage. La région est montagneuse; la chaîne des Iablonovois la parcourt du Sud-Ouest au Nord-Est, avec des hauteurs variant de 2,500 mètres, sur la frontière chinoise, à 1200 mètres vers Stretensk. C'est le haut bassin des grosses rivières qui forment le fleuve Amour et de la Selenga, l'affluent du Baïkal. D'épaisses forêts couvrent les montagnes, les vallées sont pittoresques.

Il y a de la houille et du fer magnétique; la plupart des rivières charrient des sables aurifères. Enfin on a découvert quantité de sources minérales. Le climat est très rigoureux. La flore et la faune de la Transbaïkalie sont extrêmement variées. La population totale de cette province, aussi vaste que l'All.

magne, s'élevait en 1897 à 665,000 habitants. Elle se compose de Cosaques, de déportés et d'indigènes, Toungous et Bouriats. Les Cosaques sont anciens, ils proviennent d'indigènes et de Russes. C'est dans cette réserve que le gouvernement russe a plusieurs fois puisé pour peupler promptement et solidement la région de l'Amour. Les forçats et les déportés sont 17,000, ils restent dans le pays après avoir subi leurs peines et forment la lie de la population. Les Bouriats sont des nomades, ils parlent la langue mongolique et sont boudhistes ou lamaïstes. Ils s'occupent d'élevage que favorisent les excellents pâturages de la région.

La délicatesse du gouvernement russe avait fait mettre à notre disposition un wagon splendide, où nous pûmes jouir des gracieux paysages que nous parcourûmes.

C'est encore le steppe ondulé jusqu'à l'Onon, rivière très encaissée qu'on franchit sur un pont de 230 mètres, puis on pénètre dans les montagnes. On franchit plusieurs chaînes par une série de courbes en S très hardies. On atteint l'Ingoda à Kaidalovo, d'où part l'embranchement vers Stretensk.

La vallée de l'Ingoda est pittoresque, la rivière décrit de nombreux méandres ; la voie ferrée remonte la rive gauche du fleuve, accrochée aux flancs de rochers superbes.

Les montagnes sont couvertes de sapins.

Tchita, le chef-lieu de la province, est une ville jolie de 12,500 habitants, située dans un élargissement de la vallée. Une importante garnison l'occupe.

On pénètre ensuite dans le large bassin du Chilok, affluent de la Selenga, et l'on atteint cette dernière à *Verkhnieoudinsk*, ville industrielle et commerçante, le point du départ de la grande route de Pékin par Kiakhta, Ourga et la Mongolie. C'est par cette voie qu'arrivaient jusqu'à présent, par caravanes de chameaux, par convois de charrettes, les 27 millions de kilogrammes de thé que la Chine exporte en Russie. Il est à présumer qu'une grande partie de ce transit passera désormais par le Transsibérien.

La voie ferrée atteint le Baïkal près de Missovaia, grande gare de tirage. C'est la douane russe, très sévère, sauf pour les officiers français. C'était à Missovaia qu'on prenait le traîneau ou le ferry-boat pour traverser le Baïkal. 40 kilomètres du Cir-

cumbaïkal sont construits de ce côté du lac, le terminus est actuellement à Pereemnaja.

6° Le Baïkal. — Traversée en traîneau, 3 h. 1/2; traversée en bateau à vapeur, 4 heures.

Le Baïkal était, le 21 mars 1902, une immense plaine de neige, entourée de hautes montagnes noires. On ne peut se faire une idée, même approchée, de la distance qui sépare les deux rives. Il y avait 40 kilomètres au point où nous avons traversé le lac, et la rive Ouest nous semblait voisine. Nous avons pris place dans d'excellents petits traîneaux, traînés par trois chevaux. Enveloppés dans d'épaisses fourrures, enfoncés dans la paille, nous n'avons pas souffert du froid, cependant assez vif : il y avait — 25°. La route est jalonnée avec soin par des branches de sapin, car la piste est mauvaise et la glace très irrégulière. Les chevaux sont presque toujours au galop. On fait halte à mi-chemin dans une auberge dont les murailles de bois et le parquet sont soigneusement revêtus d'épaisses nattes de laine.

Cette traversée du Baïkal est périlleuse. Les bourrasques de neige sont fréquentes. La température s'abaisse souvent jusqu'à — 50 ou 60° ; on perd alors toute notion de la route fréquemment bouleversée elle-même par de larges crevasses qui déchirent la glace sur une longueur de plusieurs centaines de mètres.

On aborde la rive Ouest à la station de Baïkal, où se trouve le dock des deux bacs brise-glace qui fonctionnent du 15 avril à la fin décembre.

Le « Baïkal », le plus important des deux navires, a été construit chez Armstrong, il est en acier Martin Siemens. Sa longueur est de 100 mètres, sa largeur de 19 mètres, il cale 6m,50 et déplace, chargé, 4,200 tonnes ; les trois machines ont une force de 3,750 chevaux. Le bâtiment a quatre hélices. L'une d'elles est à l'avant et sert à soulever le bateau, qui retombe ensuite, brisant la glace par son poids.

Des citernes à eau déplacent à volonté l'équilibre du navire. Le « Baïkal » peut briser une glace de 1m,20 d'épaisseur, ce qui est insuffisant d'ailleurs pour lui permettre de marcher toute l'année ; les courants violents qui agitent le lac favorisent, en

effet, la formation de véritables banquises qui atteignent 7 et 8 mètres d'épaisseur. Sur le pont principal, dans une sorte de hangar, il y a trois voies munies de rails sur lequelles peuvent se placer 25 wagons. Le train est amené jusqu'à l'arrière du ferry-boat et y pénètre par un pont-levis manœuvré par une grue puissante. Le pont supérieur du navire contient des cabines, une salle à manger, un salon pour 150 voyageurs.

Un deuxième brise-glace auxiliaire, « l'Angara », de dimensions plus faibles, aide ou supplée le « Baïkal » dans sa traversée.

Ces navires, la construction des débarcadères, ont coûté plus de 15 millions. Ils n'ont pas rendu tous les services qu'on en attendait. Le Baïkal est un véritable couloir où s'engouffrent des vents violents. L'été, le lac est agité par d'épouvantables orages qui surgissent de tous côtés et soulèvent des vagues étroites, hautes de six à sept pieds qui fatiguent les ferry-boats au point de compromettre leur stabilité.

Le « Baïkal » ne fait en moyenne qu'une traversée et demie par jour, c'est un transbordement de 35 à 40 wagons seulement; il en résulte qu'il y a toujours encombrement de wagons et entassement de marchandises, l'été, sur les deux rives du lac. L'hiver, il faut décharger les trucs, transporter les colis sur des traîneaux dont la capacité est fort restreinte, et recharger de l'autre côté. Enfin il y a arrêt complet de la circulation deux fois par an, en décembre et en avril, époques de la congélation et de la débâcle.

Aussi les Russes sont-ils décidés à pousser activement l'exécution du Circumbaïkalien.

Cette ligne coûtera très cher, 120 millions pour 300 kilomètres, et la quantité de travaux d'art nécessités par la construction de cette voie difficile, creusée dans les falaises qui bordent le lac, ajournera à trois ou quatre années encore l'achèvement de la voie ferrée, ininterrompue de l'Oural au Pacifique.

7° De Baïkal à Irkoutsk (70 kilomètres, 2 heures).

Un groupe d'officiers d'état-major russes nous attendait à la station de Baïkal. Ces messieurs nous invitèrent à monter dans un wagon-salon, où un déjeuner très sibérien était servi :

Zakouski, c'est-à-dire hors-d'œuvre de toutes sortes;
Sterlet, sorte de truite saumonnée, salade russe;
Gélinottes rôties aux groseilles et concombres.

La route du Baïkal à Irkoutsk est très pittoresque. L'Angara sort du lac en véritable torrent. Ses eaux bleues et profondes tranchent sur le blanc des pentes neigeuses. Le courant est si violent que l'Angara ne gèle jamais en cet endroit, même par les plus grands froids. Puis la vallée s'élargit et, sa vitesse diminuant, la rivière finit par être prise par les glaces. A Irkoutsk, on fait en traîneau le trajet entre la gare, située rive gauche, et la ville, qui s'étale sur la rive droite du fleuve.

Irkoutsk, la capitale intellectuelle et commerciale de la Sibérie, est une ville superbe — pour le pays — de 50,000 habitants. Une cathédrale bysantine, de nombreux monuments, une forêt de clochetons, de coupoles, lui donnent un aspect qui impressionne.

Nous ne pûmes rester que quelques heures à Irkoutsk. Nous visitâmes la compagnie des prisonniers militaires, très bien installés d'ailleurs, et un escadron de Cosaques d'Irkoutsk; ce sont, plus soignées encore, les chambres et écuries superbes que nous avons signalées à Nikolsk. Les chevaux de la région, chevaux noirs à encolure musclée, sont très vigoureux : ce sont les meilleurs de la Sibérie. Dans un box d'honneur, un superbe étalon qui fut monté par l'Empereur voici deux ans; personne ne s'en servira plus, il terminera ses jours entouré d'un respect religieux.

8° D'Irkoutsk à Moscou (5,465 kilomètres, 8 jours) :
D'Irkoutsk à Tchelabinsk (3,262 kilomètres, 5 jours).
De Tchelabinsk à Moscou (2,203 kilomètres, 3 jours).

Cet énorme trajet, environ cinq fois la distance de Lille à Marseille, se fait en huit jours par le Transsibérien-express, train de luxe qui part deux fois la semaine d'Irkoutsk. L'un des trains, celui que nous avons pris, est composé de voitures de la Compagnie internationale des Wagons-Lits ; l'autre, plus luxueux, sorte de train-réclame, est russe ; il se compose d'énormes wagons-lits, restaurant, sport et même église.

Le paysage ne présente pas d'intérêt, sauf au passage des grands fleuves et de la région de l'Oural. De longues ondulations existent entre Irkoutsk et l'Iénisséi; puis c'est l'effroyable plaine neigeuse, parsemée heureusement de quelques forêts, de maigres sapins et bouleaux. La réverbération de cette neige est fatigante. La voie est légèrement construite. La vitesse moyenne ne dépasse guère 30 kilomètres à l'heure; les arrêts dans les stations sont de 5 à 10 minutes, de 30 à 50 dans cinq ou six grandes gares seulement.

Le prix du trajet en 1re classe est de 90 roubles, environ 250 francs; chaque voyageur a droit au transport gratuit de 1 poud (16 kilogrammes) seulement de bagages. La cuisine du wagon-restaurant est bonne; les prix ne sont pas exagérés. C'est la partie monotone du voyage.

On traverse l'Iénisséi sur un magnifique pont métallique de 938 mètres. Ce pont se compose de six énormes travées, couvertes de fermes, ayant entre les axes des parties de soutien une longueur de 146 mètres. Le tablier du pont permet le passage des voitures. Les piles sont munies vers l'amont d'énormes brise-glace.

Krasnoïarsk, qu'on rencontre immédiatement sur la rive gauche de l'Iénisséi, est une ville industrielle de 30,000 habitants. C'est le centre d'une vieille région aurifère. Il y a de grands établissements métallurgiques alimentés par les minerais du haut bassin de l'Iénisséi. Les ateliers de la gare emploient 1500 ouvriers.

L'Obi se traverse sur un pont de 800 mètres; celui de l'Irtych a 700 mètres. *Omsk* est une grande ville de 50,000 habitants, très commerçante. C'est un centre militaire important.

Cette immense plaine entre l'Iénisséi et l'Oural est la région des terres noires; c'est le grenier de la Sibérie; la culture des céréales et des plantes textiles y est favorisée par cinq mois consécutifs de belle saison et de fortes chaleurs; le blé y mûrit plus vite qu'en France.

Enfin, on atteint *Tchelabinsk*, le point initial du Transsibérien, immense entrepôt de blés, gare de triage, point de réunion des émigrants. Depuis l'ouverture du chemin de fer de la Sibérie occidentale, c'est-à-dire depuis 1893, il a été signalé à Tchelabinsk un million d'émigrants.

On pénètre bientôt dans l'Oural : des panoramas enchanteurs succèdent aux effroyables plaines des jours précédents. L'Oural ressemble au Jura, c'est la montagne gracieuse. La voie circule à flanc de coteau, on jouit de charmants points de vue. Les richesses minières considérables de cette région ont amené une activité industrielle très grande, les usines sont nombreuses; c'est dans ces établissements qu'on été construits les rails et la plupart des poutres en fer du Transsibérien. On fait de très belles armes à Zlataoust, les usines de Satkinsk travaillent pour l'artillerie. Dans toute cette section, on utilise le pétrole pour le chauffage des locomotives.

Samara, grande ville de 91,000 habitants, domine la Volga, que nous traversons lentement sur le pont Alexandre, construction métallique très légère, de 1500 mètres environ de longueur. La Volga est énorme et serpente majestueusement. La rive droite domine le fleuve de 15 à 20 mètres. De Sizerane à Moscou, on met environ 30 heures ; on parcourt d'immenses plaines marécageuses tachetées de forêts de bouleaux.

Enfin, le 30 mars, nous étions à Moscou où nous attendaient, sur le quai de la gare, un colonel de l'état-major de S. A. I. le grand-duc Serge, commandant en chef la circonscription de Moscou, et les membres de la nombreuse et florissante colonie française de la ville.

Quelques jours après, nous filions de Moscou sur Pétersbourg, environ 13 heures de chemin de fer, et le 18 avril, nous arrivions à Paris après avoir traversé l'Allemagne.

Nous avions, depuis le 19 février, parcouru par voie ferrée 16,000 kilomètres.

III.

L'ŒUVRE DU TRANSSIBÉRIEN.

Le Transsibérien est plus qu'une œuvre cyclopéenne : c'est un fait historique. Il a d'un coup percé la nuit des temps asiatiques, augmenté les ressources économiques de la Russie, accru dans une singulière mesure sa puissance militaire.

L'œuvre économique. — La Sibérie, avec ses terres incomparables et ses forêts immenses, ses richesses minérales et ses fleuves

magnifiques, était semblable à un corps splendidement constitué auquel il ne manque aucun organe et dont tous les organes sont sains, mais qui attend la vie.

A ces cours d'eau isolés glissant côte à côte pour se perdre dans une mer fermée, tranchées infranchissables entre les terres qu'ils arrosent, il fallait une arche, comme à une gerbe il faut un lien.

Le rail fut cette arche et fut ce lien.

Telle était sa nécessité qu'en 1896, époque de son entrée en exploitation, la ligne accusait une si notoire insuffisance qu'on s'empressa d'en doubler les croisements, d'augmenter l'importance et la fréquence des trains.

Le paysan avait tout de suite compris le profit qu'il pouvait tirer de sa culture ; l'indigène avait par lui entrevu un horizon au delà des fumées du hameau.

La poste, les thés de Chine et les objets de luxe qu'emportent les trains rapides, ne connaissent déjà plus d'autre mode d'écoulement, mais les grosses marchandises continueront à emprunter longtemps encore la voie de mer, plus commode et moins coûteuse.

Il faut excepter de ce développement le Transbaïkalien et le Transmandchourien, plus récents et plus éloignés, mais ceux-ci ne tarderont pas à être banalisés à leur tour, quand personne n'ignorera plus que la voie ferrée conduit les voyageurs de Paris à Port-Arthur à moitié prix et moitié temps que les compagnies de navigation les plus rapides[1].

L'œuvre sociale. — Le Transsibérien n'est pas seulement le

---

[1] *Transsibérien.* — Service de mai 1903.

	DURÉE DU TRAJET.	PRIX DES PLACES 1re cl.	2 cl.
	—	fr. c.	fr. c.
De Paris à Port-Arthur..................	16 jours.	999 85	671 20
De Paris à Pékin (*via* Alexandrowo).	18 jours.	1,013 15	706 50
Messageries maritimes : Service de 1904.			
De Marseille à Chang Haï (nourriture comprise........	33 jours.	1,525 »	1,050 »

De Chang-Haï à Takou ou Chin-Wan-Tao, 4 jours, 120 francs, sans compter le trajet de Paris à Marseille, un séjour à Chang-Haï et le trajet de Takou ou Chin-Wan-Tao à Pékin.

premier colon de la Sibérie ; il est lié aux destins futurs de la Russie.

La Russie regorge d'habitants dont l'existence est difficile et dont l'activité s'impatiente. Chez elle, l'émigration est une nécessité de son histoire. L'empire la conduit sous la protection des Cosaques qui reculent chaque jour plus loin leur pénétration.

Le Cosaque tire la civilisation, la civilisation pousse le Cosaque ; l'un est accroché à l'autre comme la charrue aux bœufs. La chose se passe d'ailleurs sans surprise : les émigrants choisissent leurs terres que des émissaires envoyés gratuitement vont reconnaître eux-mêmes. Ils partent ensuite avec une avance de 80 roubles accordée par le gouvernement, qui leur laisse 20 années pour la rembourser. Des baraquements chauffés, des soins médicaux, des installations de bains, de la nourriture, les attendent sur la route.

De 1893 à 1900, le chemin de fer a transporté un million d'émigrants. En 1900 seulement, on a construit, dans les concessions nouvelles, 73 églises et 100 écoles.

En attirant par l'émigration le peuple au bien-être comme l'oiseau au miroir, en passionnant la multitude autour de son idée, le gouvernement russe a résolu heureusement la question du socialisme agraire.

L'œuvre stratégique. — Mais si la pensée du Transsibérien fut économique et sociale, la rapidité presque invraisemblable de son exécution fut essentiellement militaire.

Le Japon que l'entente de la Russie avec la France et l'Allemagne avait, en 1895, inopinément frustré des avantages longuement convoités de sa victoire, n'avait, depuis lors, cessé de préparer avec une volonté précise et un soin minutieux la lutte nécessaire contre le spoliateur.

En Chine, l'antagonisme des armées russe et japonaise était à ce point ouvert que les Alliés se quittèrent dans le revoir d'un conflit.

Émus par l'irréductibilité nipponne, les Russes employèrent le temps à outrance.

Au lendemain de la publication du traité anglo-japonais, le Japon disposait d'une flotte de 130 unités, dont 40 gros navires, et parmi ceux-ci 8 cuirassés et 6 croiseurs de première classe.

Son armée permanente mobilisée à 200,000 hommes, pouvait, par les ressources considérables de la marine marchande, être transportée en 20 jours à Port-Arthur et à Vladivostok. Elle avait en outre 300,000 hommes en réserve immédiate.

L'escadre russe était composée de 40 bâtiments, parmi lesquels se trouvaient les plus puissants cuirassés et croiseurs de la flotte. Les troupes de Port-Arthur et de Vladivostok comprenaient 24,000 hommes. Le général Grodekow qui commandait la circonscription de l'Amour, comptait bien réunir en un mois une centaine de mille hommes à Kharbin.

Mais, si l'on envisage que 1000 kilomètres séparent Kharbin de Port-Arthur, on est obligé d'admettre que les premiers débarquements japonais ne sauraient être sérieusement inquiétés. C'est Dalny menacé, Port-Arthur investi, mais le siège figerait l'ennemi.

Chaque jour gagné par la Russie est une défaite japonaise. La Russie a le Transsibérien pour elle, le Japon l'a contre lui.

Pour juger le Transsibérien à sa valeur, il faut songer au parti qu'en 1900 les Russes tirèrent de la ligne inachevée. Tel qu'il est, pris dans ses imperfections de hâte, c'est déjà un chemin incomparable. Même dans l'audacieuse hypothèse de la mer libre, les Japonais devront créer de toutes pièces une base d'opérations, rétablir les voies détruites, égréner une grosse partie de leurs forces dans les sûretés de l'arrière. Et le pays n'a pour les servir qu'un climat difficile, des ressources rares et une population ingrate. Il manque encore à l'armée mikadonale l'exercice de la grande guerre; il lui manque surtout l'arme d'exploration, de protection et de retraite : la cavalerie, qui est à une armée ce que sont l'œil et le nerf au corps humain.

L'expérience de 1895 a pu satisfaire l'impatience d'une armée avide de lauriers et l'orgueil d'une nation ambitieuse. On n'en saurait tirer pour l'avenir de conclusions fortifiantes.

Redoutables au point de vue militaire, les conséquences pour le Japon d'une guerre avec la Russie sont, au point de vue politique, éminemment désastreuses.

Examinée sous son jour d'application, l'alliance anglaise a toute la valeur d'un contrat entre agent et patron. Celui-ci ne s'engage que pour se servir de l'autre.

Où est, dans le cas japonais, l'intérêt de l'Angleterre?

La Russie est sa voisine aux Indes, sa rivale en Perse et l'alliée de la France, et la France, amie des États-Unis, de l'Italie et de l'Espagne, est avec elle en pleine lune de miel de l'entente cordiale.

Des inimitiés partout, des assurances nulle part : voilà le bilan anglais de l'alliance japonaise. L'intérêt anglais est donc contre le Japon. Et puis l'Angleterre est mal préparée par son tempérament à fournir à son alliée l'occasion de fortifier par une victoire l'exigence de ses prétentions, tandis que la voix claire de son intérêt imposera tout de suite la fin de sa confiance au Japon vaincu.

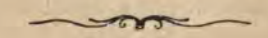
Aux premiers succès, elle acceptera un arrangement moyennant la concession d'un traité de commerce et l'ouverture d'un port à son trafic; aux premiers revers, elle désintéressera sa responsabilité, comme on l'a vu récemment au Venezuela.

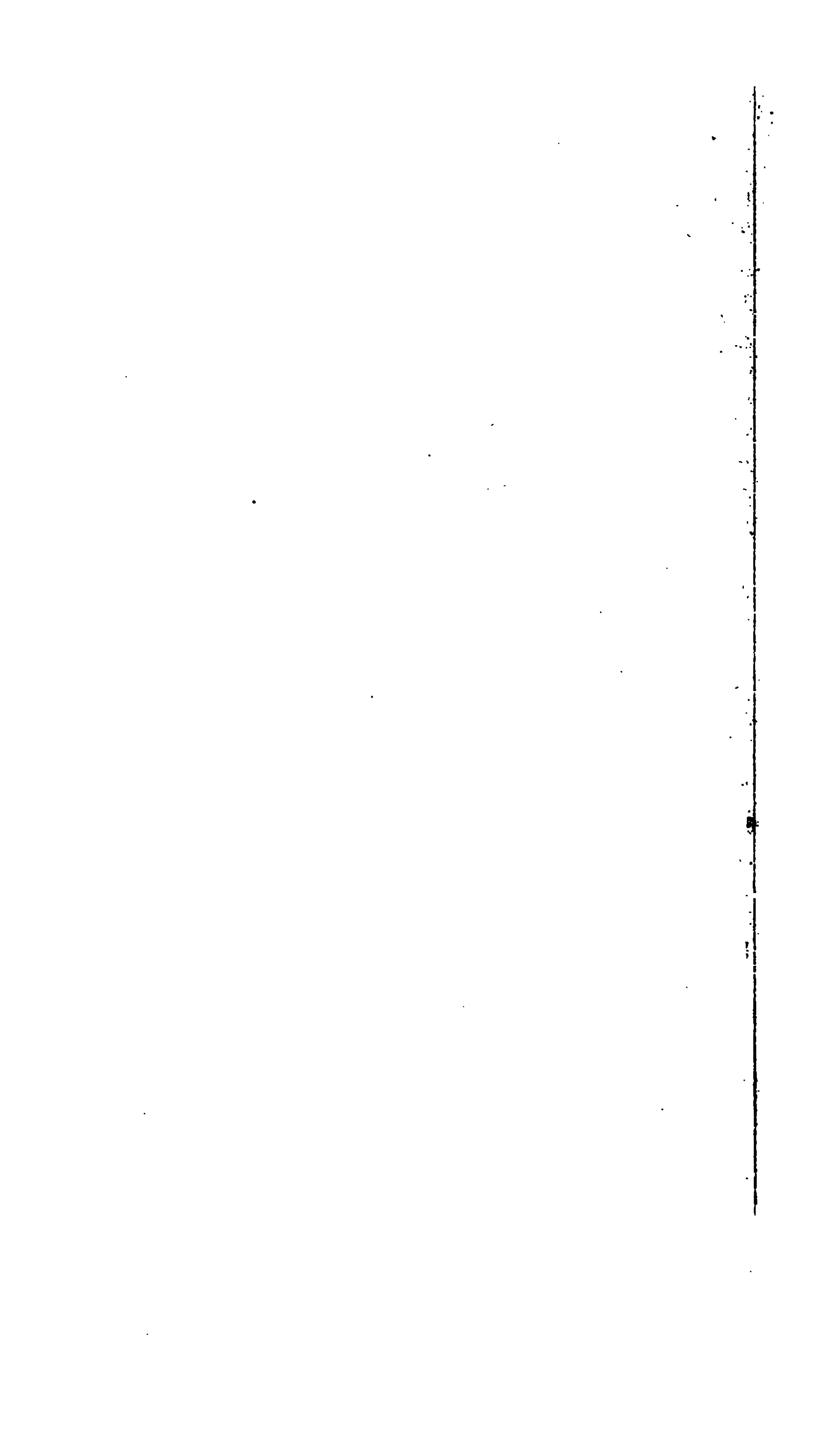
Si alors, exalté dans son ambition par le bonheur des armes ou animé dans son orgueil par l'infortune des rencontres, le Japon continue la guerre, le Japon aura vécu.

Un conflit avec lui seul ne saurait absorber ni toute la somme d'effort, ni toute la puissance d'activité de ses adversaires. Il demeure pour eux un événement de façade. Poussés à prolonger une crise où le temps est leur allié, ils attendront la victoire de l'épuisement du Japon.

Si, au contraire, — et ce cas est pour nous l'éventualité certaine, — les alliances n'interviennent pas, la France peut avec assurance envisager l'issue d'un conflit russo-japonais. Tandis que le jeune Japon, torturé de grandeur, précipite nerveusement l'échéance d'une guerre, appel impatient dont il attend la gloire, la Russie, qui est d'un poids immense dans les lendemains du monde, suit une certitude si irrésistible de progrès et d'avenir qu'elle prend peu de soucis des revers de surface, accidents momentanés qui n'importent qu'à l'instant, sans inquiéter le fond imperturbable de ses destinées.

Capitaine SAUVAGE,
breveté d'état-major.





L'ARTILLERIE DE LA MARINE

Trois questions qui, *à priori*, ne paraissent dépendre l'une de l'autre par aucune relation nécessaire, se trouvent actuellement, en France, pour des raisons qu'on ne peut découvrir que par l'étude de leur développement progressif et parallèle, associées de la manière la plus intime. Ce sont celles qui concernent la *construction des canons de la marine, l'organisation de la défense des côtes* et *la constitution d'une armée coloniale*.

La loi sur l'armée coloniale, en date du 6 janvier 1900, n'a, pour ainsi dire, fait que consacrer le système antérieur qui, de l'aveu de tous, était des plus défectueux. Maintenant que cette loi commence à faire ses preuves, qu'on en discerne les lacunes et qu'on songe déjà à la modifier, il peut paraître utile d'étudier avec quelque détail une des faces des questions qu'elle embrasse.

Mais, tandis que les questions de la *défense des côtes* et de *l'armée coloniale* ont fait l'objet d'un très grand nombre d'études et sont tombées, pour ainsi dire, dans le domaine public si bien que chacun se croit assez de compétence pour en disserter avec autorité, la question de la *construction des canons de la flotte*, qui appartient à un domaine presque exclusivement technique et qui exige plus qu'une compétence banale, est partout laissée dans une ombre discrète.

Si l'on considère que le corps militaire, qui a la mission de fabriquer le matériel de l'artillerie navale, est aussi chargé de la défense d'une partie des côtes de la France et du service actif de l'artillerie aux colonies, on comprend qu'il est impossible de séparer les trois questions et que toute étude qui n'embrasse pas l'ensemble ne peut qu'aboutir à des conclusions incomplètes et qu'étayer un projet boiteux.

Loin de vouloir présenter un tableau minutieux et technique du matériel de l'artillerie de bord, nous avons essayé dans ces pages, en exposant le rôle de l'artillerie de la marine, de discerner, parmi la complexité infinie des détails, la simplicité des principes directeurs et de dégager les idées générales et les enseignements pratiques de la forme technique, souvent très abstraite, sous laquelle ils se dissimulent.

1. — Corps technique et corps combattant.

En France, la fabrication du matériel de l'artillerie navale, bouches à feu, munitions et affûts, est à l'heure actuelle confiée au corps de l'artillerie coloniale, anciennement « *artillerie de la marine* ». Nous lui conserverons encore ce dernier nom pour la commodité du discours.

Or, c'est un lieu commun, presque passé, en France, à l'état d'axiome, qu'il est sinon nécessaire, du moins fort utile que les mêmes officiers qui sont appelés à se servir des canons à la guerre, soient chargés d'en établir les projets et d'en assurer la fabrication. C'est là, dit-on, le sûr moyen d'avoir un matériel de guerre réellement pratique.

Comme c'est justement le cas au Département de la guerre, où l'artillerie est à la fois un corps technique et un corps combattant, l'exemple est tout près du précepte.

C'est, d'ailleurs, en vertu du même principe qu'on entendra, parfois, réclamer pour les officiers de vaisseau le privilège de construire eux-mêmes leur matériel d'artillerie navale. D'autres fois, cherchant à expliquer comment il peut se faire que le corps de l'artillerie de la marine ait pu doter la flotte d'un excellent matériel de bord que ses officiers ne servent cependant pas, on rappellera, pour l'occasion, que ce corps est aussi artillerie coloniale et artillerie de côtes, et l'on avancera que c'est dans ces fonctions actives que ses officiers ont acquis la pratique de l'arme qu'ils construisent.

Nous ne combattrons point cette thèse usuelle par quelque démonstration par l'absurde, en parlant du fantassin seul capable d'inventer un fusil ou du cavalier seul compétent pour fabriquer son sabre. Nous omettrons même de jeter un coup

d'œil sur les nations voisines qui, quoique le même principe y soit systématiquement violé, n'ont, ce semble, ni un matériel de combat inférieur au nôtre, ni des corps de troupe moins aptes à s'en servir.

Mais, examinant en eux-mêmes les fondements réels de cette opinion, est-il permis d'affirmer que le maniement usuel et l'usage journalier de la machine qu'est le canon moderne, puisse constituer, à un titre quelconque, une instruction utile sur les principes qui ont servi à sa construction ? Le mécanicien qui obtient chaque jour de sa locomotive le rendement maximum est aussi incapable de la fabriquer ou de la perfectionner que l'ingénieur qui l'a conçue est inhabile à la conduire.

Ce n'est point, en effet, dans la pratique journalière et le maniement constant d'un même objet que l'ingénieur puise sa science, même sa science dite pratique, mais dans deux opérations de l'esprit qui sont la *comparaison* et *l'expérimentation* : la première rapprochera des objets de même nature et en nombre aussi grand que possible pour en étudier les relations mutuelles et en noter les différences ; la deuxième fera varier volontairement et systématiquement les conditions intimes qui caractérisent un objet pour en régler l'emploi le plus judicieux et rendre le modèle de cet objet de plus en plus parfait.

Or, ces moyens d'investigation intellectuelle, qui exigent l'usage de mesures et l'emploi d'appareils spéciaux, manquent totalement à l'officier combattant qui ne doit avoir pour objectif que d'apprendre à manœuvrer l'arme qu'il possède, que d'en étudier les règles d'emploi pratique, que d'en utiliser les propriétés au point de vue tactique, et ses efforts s'appliquent à celle-là même et non pas à une autre presque semblable, à celle-là même avec ses qualités et ses défauts.

Si l'instruction technique ne peut résulter de l'utilisation de l'arme en service courant, le corps combattant ne peut même pas imposer à l'ingénieur d'artillerie les conditions qu'il désirerait que son arme remplisse, en dehors des conditions très évidentes et très générales de rusticité, de sécurité, de mobilité, etc. L'histoire de l'artillerie montre, en effet, d'une manière indiscutable, et par des exemples répétés que c'est la tactique

qui s'incline toujours devant la technique et que c'est de mauvais gré que le soldat reçoit l'arme nouvelle qui modifie ses règlements, confond ses prévisions et bouleverse ses plans.

Ce n'est pas le tacticien de la guerre de campagne qui a jamais réclamé le chargement par la culasse, complication redoutée d'un matériel auparavant si rustique, ou la poudre sans fumée, sortie tout d'un coup du laboratoire d'un chimiste, ou encore le tir rapide réalisé d'abord par la marine et si prodigue de munitions.

C'est en dehors du champ de manœuvre et indépendamment de l'officier de troupe que se créent les armes modernes.

L'artillerie a cessé d'être un art pour devenir une science : la fabrication des canons est, à présent, un problème industriel et international qu'abordent, dans tous les pays, avec un succès sensiblement égal, les états fabricants et les usines privées; la solution de ce problème est, à chaque instant, fonction de l'état de la métallurgie, des connaissances sur les poudres, des progrès des affûts, et le constructeur de canons apprendra la pratique de son métier non aux écoles à feu des régiments, mais dans les usines et dans les polygones d'expériences.

Non pas que l'ingénieur d'artillerie doive se désintéresser de l'arme qu'il a construite, sitôt qu'elle est mise en service courant; non pas qu'il ne puisse tirer, de l'étude de son fonctionnement journalier, les indications les plus utiles. Au contraire, l'accumulation des faits de même espèce constitue un genre spécial d'expérimentation qui, par exemple, mettra en évidence tous les accidents possibles, quelque minimes que soient les chances de leur production. Mais ce n'est point en restant attaché au service spécial de quelques pièces qu'on aura chance de voir se révéler des faits intéressants ; il faudra considérer non quelques unités, mais tout l'ensemble. C'est donc sous forme de visite du matériel en service ou d'inspection des tirs d'exercice que l'ingénieur étudiera, avec profit, les faits généraux qui formeront son instruction pratique, et pourra, dans le détail, améliorer le matériel dont il aura ainsi reconnu expérimentalement les défauts.

Non pas que le corps combattant doive se désintéresser des progrès de l'artillerie : sa place est marquée dans les conseils qui décident des principes généraux de l'armement, des qua-

lités militaires à donner aux armes à construire, du programme de la fabrication, et, dans ces conseils, on doit entendre la voix autorisée des chefs militaires qui ont la responsabilité de la guerre future. Le corps combattant trouvera encore sa place naturelle à côté du corps techniqne lorsque le canon, sorti de l'usine, sera mené au polygone d'expériences; la collaboration des deux services autour de l'arme fabriquée est logique et peut être des plus efficaces.

Ainsi, il n'apparaît point comme une chose nécessaire que le corps qui fabrique une arme de guerre soit en même temps un corps combattant. Mais ce cumul ne peut-il être nuisible? Oui, certes, il le sera : si les deux fonctions sont incompatibles entre elles, si les obligations qu'elles imposent sont d'espèces tout à fait différentes, si les connaissances et les aptitudes qu'elles exigent sont contradictoires, si l'on arrive à faire faire alternativement au personnel deux métiers sans liens entre eux, si les intérêts de l'officier sont mis en contradiction avec ses goûts, si le mode de recrutement consacre et entretient deux courants d'esprit et de tendances opposés, si le fonctionnement du service exige l'instabilité du personnel, si l'organisation du commandement est telle qu'une des deux fonctions soit considérée comme accessoire vis-à-vis de l'autre et sacrifiée dans l'esprit des chefs communs aux deux services, si la scission que présagent les spécialisations en diverses branches divergentes apparaît comme imminente sitôt qu'on desserrera un peu les liens d'une unité factice.

Quelles sont donc les conditions nécessaires pour qu'un corps d'officiers assure à un important service de l'État dont il est chargé un fonctionnement régulier et capable de donner le rendement maximum ? Nous les imaginons au nombre de quatre :

1° Ce corps aura une autonomie suffisante pour que, dans toute l'étendue de ses attributions, qui doivent former un tout homogène et bien défini, son action s'exerce en toute plénitude et pour que, par cela même, sa responsabilité puisse être effective ;

2° Il sera assez nombreux pour que l'ambition légitime de ses membres trouve sa satisfaction dans un avancement sans

trop d'à-coups, pour que les capacités diverses puissent se manifester dans les positions élevées et influentes de la hiérarchie et ne puissent rester étouffées, sans profit pour le service, par la présence permanente des mêmes hommes à la tête du corps. Il doit y avoir en personnel un fonds de roulement important, pour que la routine ne barre point périodiquement la route du progrès, route qui doit être parcourue non par bonds successifs, mais d'une allure régulière et continue;

3° Il aura des attributions assez larges et assez diverses, sans être cependant contradictoires, pour que, les aptitudes variées de ses membres y trouvant un aliment suffisant, la spécialisation soit possible et profitable au bien général du service; pour que le théoricien y rencontre des thèmes pour ses spéculations, l'expérimentateur des questions pratiques pour ses recherches et ses observations;

4° Enfin, il comportera alternativement des fonctions d'un caractère sédentaire où les efforts de l'intelligence sont tendus vers les études abstraites, et des fonctions actives où l'homme puisse reposer son esprit par le mouvement physique et par la vie extérieure.

2. — Caractères de l'artillerie navale.

Tandis que, dans l'armée de terre, on constate pour tous les corps l'unité absolue de l'armement, et que les changements de matériel y sont très rares et très radicaux, on est frappé, tout au contraire, quand on veut examiner de près l'artillerie navale, de la diversité prodigieuse des modèles de ses canons et des modifications de détail qui sont apportées chaque jour à tout son matériel.

On sait assez quelles raisons tactiques imposent aux formations de campagne l'unité d'armement, et, d'autre part, quelles raisons financières s'opposent aux changements trop fréquents du matériel de guerre. Cette opération, que les grands États militaires sont obligés de subir, à peu près simultanément et à l'envi l'un de l'autre, est si grave qu'elle paraît presque une provocation à la guerre et si lourde qu'elle menace de détruire les équilibres budgétaires des nations armées.

Il en résulte qu'entre deux modèles consécutifs d'artillerie de campagne, entre l'artillerie qui figurait en 1870 sur les champs de bataille et l'artillerie de Bange du modèle 1877, entre celle-ci et la nouvelle artillerie du calibre de 75 millimètres, le bond technique est si grand qu'il paraît presque impossible de saisir la filiation de ces trois systèmes et de les rattacher logiquement les uns aux autres; ainsi, dans le dernier, la poudre sans fumée, le tir rapide, l'affût sans recul font leur apparition brusque et simultanée.

Et, de fait, pour trouver trace des transitions, pour reconstituer la genèse de chaque détail et pour établir l'historique de chaque perfectionnement, il ne suffira pas simplement de consulter les archives des bureaux où ce matériel a été conçu, des ateliers de construction où il a été fabriqué, des polygones où il a été expérimenté : il faudra regarder d'une part vers l'artillerie navale, tant en France qu'à l'étranger, et ses canons à tir rapide; d'autre part feuilleter le recueil des brevets d'invention et se souvenir que l'industrie privée, guidée par de légitimes intérêts, se place bien souvent en tête des progrès et de l'initiative hardie.

Lorsque enfin est acquise la solution satisfaisante, c'est-à-dire celle qui, constituant sur l'ancienne un progrès considérable est en harmonie avec l'état actuel de la science de l'artillerie, lorsque le nouveau matériel a été fabriqué, l'activité créatrice de l'ingénieur d'artillerie de campagne s'éteint naturellement pour de longues années ; il n'a presque d'autre rôle, alors, que de surveiller d'un œil quasi spéculatif les progrès lents et sûrs, qui, par ailleurs, continuent leur marche, et à attendre l'avènement de l'artillerie nouvelle qui détrônera celle dont le règne commence et qui, en dehors de lui, naît et grandit dans les laboratoires de chimie, dans les usines à canons, dans les polygones de l'industrie et de la marine.

Tout autre est le rôle de l'artilleur de la marine, et dans la marche générale vers le progrès il se trouve par devoir au premier rang; c'est une place d'honneur qui n'est point sans danger.

Les deux raisons qui pour l'armée de terre exigent l'unité de l'armement et l'espacement des progrès n'existent point dans la

marine. Chaque navire est une unité complète par elle-même qui a sa vie propre et ses caractères distincts ; c'est une forteresse qui emporte avec elle tous les approvisionnements dont elle aura besoin dans la lutte et qui possède, à terre, ses propres magasins, avec ses munitions spéciales, ses armements et rechanges de toutes sortes, disposés soigneusement à l'avance en des points d'appui très sûrs, très peu nombreux et très bien défendus.

Et comme l'exécution d'un plan de défense navale exige de nombreuses années, comme la construction des navires est continue, tandis que leur mise en chantier n'est que successive, de même que chaque navire, au point de vue de la science de l'architecte naval, se distingue du précédent et constitue un progrès sur lui, de même le modèle d'artillerie qui armera ce navire lui sera spécial et sera, par quelque côté, un perfectionnement sur les modèles antérieurs.

La multiplicité des modèles des canons de bord qui est telle que, à chaque millésime, correspond presque une artillerie nouvelle; dans chaque modèle même, la diversité des cas particuliers, la variété dans les dispositions intérieures, le défaut d'unité dans les conditions de chargement des mêmes canons, le nombre des tables de tir, les différences dans les installations à bord, l'impossibilité de trouver deux tourelles ou deux affûts identiques, frappent quiconque essaye de se rendre compte en détail de l'artillerie navale, et il semble que l'arbitraire seul a pu engendrer une complexité si grande qu'elle paraît n'être que du désordre.

C'est qu'il manque un fil conducteur et que pour comprendre et juger l'artillerie de la marine, il faudrait en savoir l'histoire, qui est presque celle des progrès de l'artillerie.

Et cette histoire n'est point, comme on pourrait le croire, une nomenclature aride de perfectionnements de détail et de procédés d'atelier; une simple étude technique d'une fabrication où n'entrent en jeu que les propriétés de la matière inerte. L'histoire de l'évolution et des progrès du matériel de l'artillerie navale française ne peut se comprendre que si l'on y fait intervenir intimement l'influence des hommes avec leurs passions, leurs intérêts, leurs mérites et leurs fautes ; si, à côté de l'exécution, on ne distingue pas l'idée qui a guidé, l'influence qui a été pré-

pondérante; si l'on oublie la répercussion des idées tactiques sur les idées techniques; si l'on ne rapproche pas les périodes où la conception du matériel a été faible et flottante de celles où la direction du service a été précaire et hésitante; si l'on ne distingue pas, en maint endroit, les ingérences étrangères au service de l'artillerie, tantôt l'omnipotence d'un corps technique rival, tantôt la prépondérance incompétente d'un corps non technique; si l'on oublie le rôle du Parlement, l'influence de la presse, les nervosités de l'opinion publique, les intérêts cachés de l'industrie privée.

Chaque canon de l'artillerie navale est ainsi l'occasion d'un enseignement, et il est permis de regretter que les loisirs que laisse aux artilleurs de la marine leur service si complexe, soient si courts que cette histoire, instruction vivante et philosophique de leur arme, n'ait guère de chance d'être écrite un jour.

3. — Historique sommaire de l'artillerie navale.

Cette histoire commencerait vers le milieu de ce siècle par le tableau de l'état de l'artillerie lisse et de ses très lents progrès: l'unité, l'ordre et la simplicité règnent dans ce système d'artillerie, où les armes sont rustiques, les affûts grossiers, les tirs peu précis; le canon, simple tube à âme lisse, est coulé directement en fonte ou en bronze; le boulet est rond; la poudre est unique pour tous les calibres. Tous les détails de ce matériel sont réglés avec minutie et harmonie et peu susceptibles de grands changements, tant le nombre de variables est restreint. A peine s'il y a des problèmes: l'artillerie est un art qui s'aide en pratique de quelques formules mnémo-techniques très simples.

Vers 1850, l'idée très ancienne de rayer les canons entre dans la voie de l'expérience, puis dans celle de la pratique; des inventeurs nombreux se présentent. A l'un d'eux entre autres, Delvigne, esprit original et hardi, on facilite les expériences dans les polygones de la marine. Le premier modèle d'*artillerie rayée* porte le nom de modèle 1855; ce sont des canons en fonte se chargeant par la bouche, à deux rayures; ils tirent des projectiles oblongs à tenons en fonte.

Le second progrès dont l'idée est aussi ancienne, le *frettage* des canons, opération qui a pour but d'en augmenter la résistance, parut avec le modèle 1858-60 de l'artillerie navale.

Enfin le troisième progrès qui achève de donner à l'artillerie naissante ses caractéristiques, le *chargement par la culasse*, apparaît dans les canons de la marine du modèle 1864. Considéré tout d'abord par ses promoteurs comme un simple moyen d'accélérer le tir, combattu d'autre part par ses détracteurs au moyen d'arguments que l'on retrouvera en face de tous les progrès (savoir la nécessité à la guerre d'avoir un matériel très simple et la crainte des accidents qu'on s'imagine fonction croissante de la complication), le chargement par la culasse, avec la vis Treuille de Beaulieu que la marine adoptait dès le premier jour, contenait en germe tous les progrès de l'artillerie.

Puis résumant dans une conception d'ensemble et une résultante totale les efforts des inventeurs, les essais des commissions d'expériences, les progrès partiels déjà acquis dans les modèles antérieurs, les recherches des théoriciens, les comparaisons avec le matériel étranger, l'artillerie navale produit son modèle 1870.

Canons en fonte, frettés et tubés en acier : les formules du général Virgile en permettaient le calcul théorique; les essais de polygone des modèles antérieurs en avaient démontré l'excellence.

Chargement par la culasse : la vis à filets interrompue Treuille de Beaulieu, rendue plus légère et plus maniable, complétée par un obturateur fixe en cuivre, présentait une fermeture d'une simplicité remarquable et d'une sécurité complète.

Mise de feu par l'arrière et étoupille obturatrice : ces dispositions rendaient plus facile et plus précis le tir en mer et présentaient une grande sécurité d'emploi.

Rayures nombreuses de l'âme et ceinture en cuivre pour le projectile : grâce à l'obturation parfaite contre les fuites des gaz de la poudre, les érosions sont évitées et la pièce ménagée ; la tenue du projectile oblong sur sa trajectoire dans l'air est assurée.

Poudre lente à gros grains, appropriée au calibre : on la fait

venir de la poudrerie belge de Wetteren et elle remplace l'unique poudre à canon d'autrefois, trop vive et trop brisante.

Les vitesses initiales des projectiles avaient crû de 340 mètres avec le modèle 1855 à 440 mètres avec le modèle 1870.

Mais la bouche à feu n'avait pas été seule à progresser. Les anciens affûts en bois à échantignolles et à roues avaient fait place à des affûts en fer à châssis, puis à des affûts munis de freins à lames ; puis étaient apparus les premiers freins hydrauliques qui rendaient l'artillerie de bord plus maniable et moins encombrante.

Les projectiles avaient commencé leur lutte contre la cuirasse en fer dont l'épaisseur atteignait 25 centimètres et qui ne résistait pas au tir du canon de 27, modèle 1870.

D'autre part, les méthodes de recherches se perfectionnaient ; les instruments de mesure des vitesses des projectiles et des pressions de la poudre atteignaient un haut degré de perfection ; la balistique pliait ses méthodes au nouveau problème de l'artillerie rayée ; la théorie des poudres noires s'ébauchait.

La création du modèle 1870 marque donc une date des plus importantes dans l'évolution de l'artillerie navale, et sa conception, son exécution et son expérimentation sont des exemples qui restent classiques pour les ingénieurs d'artillerie. La pratique de ces canons à bord n'a, peut-on dire, fait que confirmer hautement la qualité de ces armes.

Le corps de l'artillerie de la marine était alors fortement organisé ; encouragé par l'empereur, ingénieur d'artillerie lui-même ; indépendant au point de vue technique ; dirigé par un homme du plus haut mérite, le général Frébault ; ayant dans les cadres de ses officiers une stabilité très grande, possédant des établissements de production bien installés et un polygone d'expériences parfaitement outillé ; ayant recours en général, à l'industrie française, mais avec la possibilité, dont on usa, de s'adresser au besoin à la fabrication étrangère, ce corps travaillait dans les conditions les meilleures pour fournir un excellent rendement.

Sitôt après la guerre de 1870, on fit tomber la tête de l'artil-

lerie de la marine et l'on en brisa les cadres ; on lui enleva toute autonomie technique et elle devint la vassale du corps des constructions navales. L'activité de ses officiers se détourne en partie du service technique vers d'autres objets d'intérêt en apparence plus pressant ; l'opinion publique est peu favorable aux choses de la marine, et sous une direction trop vague, trop changeante et trop peu sûre, la période des tâtonnements et des hésitations commence.

Fort heureusement, la base était solidement établie sur un terrain conquis définitivement : on avait l'artillerie du modèle 1870, dont il suffisait de chercher les perfectionnements de détail. On gagne 40 mètres de vitesse en agrandissant les chambres à poudre et en utilisant un type de poudre mieux appropriée ; on dut faire un canon de 32 centimètres contre les plaques de 35 centimètres qui apparaissaient sur les navires. C'est l'artillerie modèle 1870 M.

Puis, on passa, d'un bond, à l'artillerie modèle 1875, tout en acier. Les résistances des artilleurs qui représentaient que les usines françaises n'étaient pas encore en état de fournir des blocs d'acier de qualité suffisante ; que la mise en service de ces bouches à feu exigeait des expériences de polygone que l'on n'avait pas ; que l'usinage de ces nouveaux canons n'était point assuré, durent céder devant la volonté du service directeur, étranger à l'artillerie, qui obéit à l'opinion publique lancée par des intérêts particuliers et un patriotisme mal éclairé dans la discussion des choses techniques.

Aussi, cette artillerie du modèle 1875 semble-t-elle composée par une série indépendante de canons d'expériences, où toutes les dispositions possibles anciennes et nouvelles de tubage, de frettage, de chambrage, de vissage se trouvent réunies ; c'est la confusion, et c'est l'image des tâtonnements et de la nervosité du service directeur. Un accident douloureux, survenu à bord de l'*Amiral-Duperré*, le seul que l'artillerie de la marine française ait à enregistrer et à déplorer comme imputable au vice de construction et au défaut de résistance de ses bouches à feu, est dû à un canon de 34 centimètres, du modèle 1875.

On atteignait, avec ce modèle, des vitesses de 500 et 550 mètres, et l'on créait les canons monstres de 42 centimètres,

pour répondre à l'accroissement de la cuirasse qui allait à 45 centimètres et pour faire figure en face des canons de 100 tonnes, anglais et italiens.

L'artillerie modèle 1875 M, modification de la précédente par l'agrandissement des chambres, ce qui fait gagner 40 mètres de vitesse; l'artillerie modèle 1881, qui profite des progrès dans la fabrication de l'acier pour simplifier peut-être à l'excès le mode de construction des canons; l'artillerie modèle 1884, qui, semblant désavouer la hardiesse de la précédente, revient au tubage de l'artillerie modèle 1870, sont les étapes dernières de l'artillerie de la poudre noire.

Celle-ci aussi s'est transformée. Après les poudres belges de Wetteren, on fabrique en France les poudres A, mieux appropriées aux calibres des bouches à feu; puis viennent, imitées d'Allemagne, les poudres *prismatiques* brunes, qui marquèrent l'apogée et en même temps la fin de la carrière quatre fois centenaire des poudres noires.

Ainsi donc, dans cette période, on assiste simplement à l'évolution logique de l'artillerie du modèle 1870 et ce sont ses derniers progrès que résume l'artillerie modèle 1884, avec ses canons en acier et ses 600 à 650 mètres de vitesse initiale.

D'ailleurs, à cette époque, le rôle de l'artillerie, dans un combat naval, était fort discuté; une arme nouvelle et redoutable venait de faire bruyamment son apparition. La torpille automobile que le torpilleur autonome, affût intelligent et invisible, dirigeait au milieu de la fumée du combat, devait, disait-on, rendre inutile toute lutte d'artillerie.

Cependant, pour combattre ce nouvel adversaire, agile mais frêle, l'artillerie s'outillait d'armes légères à grand débit, dont elle faisait la commande à d'ingénieux industriels, Hotchkiss, Nordenfelt, etc.; elle étudiait les propriétés de ces nouvelles armes, les modifiait pour leur nouveau rôle et les plaçait à bord, si bien que le jour où le champ de bataille fut débarrassé de ses nuages et qu'on put se battre en pleine lumière, l'artillerie redevint la reine incontestée du combat naval et força son rival d'un instant à réserver pour la nuit la menace de ses coups.

Telle fut la première conséquence de l'invention de M. l'ingé-

nieur Vieille, qui, avec la poudre sans fumée, révolutionnait la tactique navale et la science de l'artilleur.

Car c'était bien une ère nouvelle qui commençait pour l'artillerie et, dès la première heure, les problèmes pressants se présentèrent en foule.

Par bonheur, une des causes du désarroi dans la conception et du flottement dans l'exécution, qui caractérisent la période précédente, prit fin vers cette époque. L'artillerie de la marine reprenait la direction effective de son service technique, par la création d'une « Direction » autonome, et le général de La Roque, mis bientôt à sa tête, s'attaquait de front aux questions complexes qui surgissaient de tous côtés.

Il fallait d'abord s'assurer au plus vite l'avantage tactique de la nouvelle poudre, encore secrète. On remplace donc, en partant des canons les plus récents qui arment les navires les plus puissants de la flotte, la poudre noire par la poudre B, en charges équivalentes et sans rien gagner en puissance.

Puis on songe à l'artillerie nouvelle et au progrès qu'on peut réaliser. On fait l'âme des canons plus longue pour mieux utiliser la lenteur des nouvelles poudres, et l'on crée l'artillerie modèle 1887, qui tire à 800 mètres de vitesse initiale.

Cependant, les canons anciens peuvent profiter des avantages de cette poudre : on leur procure ainsi un gain de 70 mètres de vitesse initiale; même certains d'entre eux sont assez résistants pour subir une modification plus importante : on agrandit leur chambre, et leur vitesse initiale croît de 100 mètres environ.

Ainsi, en peu de temps, la substitution pouvait être faite d'une manière complète et la flotte était dotée d'une artillerie dont les qualités nouvelles faisaient presque un matériel nouveau.

Ce n'était là, bien entendu, que la mise à hauteur du passé ; il fallait prévoir l'avenir, et, pour cela, on multiplie les expériences : à celles qu'exige la transformation du matériel ancien, on n'hésite pas à ajouter des expériences purement spéculatives qui permettent de se rendre maître des propriétés de cette poudre nouvelle.

C'est ainsi que la théorie des poudres B s'ébauche ; que l'on apprend ce qu'elles peuvent donner et comment on doit disposer le canon en vue de leur meilleure utilisation. D'autre part, la qualité de l'acier fourni par les usines s'améliore ; la théorie de la construction des canons progresse et l'on construit un système d'artillerie modèle 1893, où l'on a les mêmes vitesses initiales qu'avec l'artillerie modèle 1887, mais avec des longueurs d'âme moindres et des sécurités plus grandes ; puis un système d'artillerie modèle 1896, où, utilisant pleinement les propriétés des poudres B et la résistance des aciers, les vitesses atteignent 900 mètres avec un projectile plus lourd.

Parallèlement, la conception du canon se fait autre ; le tir rapide s'impose avec ses multiples exigences : chargement commode et accéléré, douilles métalliques, éjection automatique, approvisionnement ininterrompu de munitions, affût mobile et recul réduit, retour en batterie rapide, pointage à l'épaule, nouveau rôle des servants, appareils de visée indépendants, etc. L'ancien canon, masse inerte et grossière, fait place au canon moderne, à la machine, outil à produire de la force vive, à l'engin puissant, compliqué et docile.

C'est l'infinité de problèmes que soulève cette révolution : freins, récupérateurs, confection des douilles, mécanismes de culasse, percuteurs, amorçage, etc. ; ce sont les difficultés qu'on rencontre à l'improviste : les longs feux, le défaut d'obturation, les pressions ondulatoires, l'encuivrage de l'âme, l'insuffisance des ceintures, etc., etc. ; ce sont les questions de sécurité à la culasse qui apparaissent avec un caractère impérieux à cause de l'indépendance des servants et de la rapidité du tir.

Puis, en même temps encore, les explosifs aux propriétés brisantes apparaissent. La marine veut les utiliser ; mais, le problème qu'elle se pose est un des plus complexes qui soient, puisque la solution doit remplir et concilier trois conditions contradictoires : la sécurité des servants contre un éclatement dans l'âme, la sensibilité au choc contre les tôles, puisque celles-ci doivent en provoquer l'éclatement, et enfin l'efficacité contre le navire ennemi, ce qui exige que l'explosion ne se fasse qu'après la traversée de la tôle.

On se met avec acharnement à cette étude ; partant du même point de départ que l'artillerie de terre, préoccupée au même instant d'un problème analogue, on arrive logiquement à une solution tout autre qu'imposent les conditions spéciales de la guerre navale.

On utilise d'abord les anciens projectiles en fonte, puis d'autres en acier ; l'étude systématique de l'amorçage et des détonateurs se poursuit et, pas à pas, on arrive à la solution du triple problème des obus à explosifs.

Cependant, la lutte de la cuirasse et du canon ne s'interrompt pas : la cuirasse se fait plus légère, passe du fer à l'acier, essaye des plaques mixtes et utilise des aciers de plus en plus durs. On crée pour elle de nouveaux métaux où entrent le nickel et le chrome : le projectile en suit les progrès pas à pas.

Puis, c'est le succès brusque et universel de la plaque *harveyée*, l'échec du projectile qui se brise sur sa face durcie par la cémentation. Mais il revient à l'attaque et muni de la coiffe d'acier que lui a imposée le général Makaroff, il redevient le maître.

L'artillerie, dans cette lutte, dédaigne même d'utiliser toutes ses ressources, et, négligeant les canons de 420, elle réduit ses calibres au 305 et vainc la cuirasse par la vitesse plutôt que par la masse de ses projectiles.

Enfin, mieux que les expériences de polygone, mieux que les inductions des tacticiens, la guerre vient montrer l'excellence de l'outil de destruction que, sur tout le globe, tous les peuples, à l'envi, lui ont préparé sur un modèle presque uniforme. Les batailles du Yalu et de Santiago ne sont que le triomphe du tir rapide de l'artillerie, sans que ni l'éperon que la bataille de Lissa avait mis si haut, ni la torpille que ses partisans avaient tant vantée, aient eu, dans ces combats, l'occasion même de se montrer.

Et nul ne peut prévoir quels seront les progrès de demain. Sans doute la vitesse des projectiles augmentera encore et l'on demandera aux aciers à canon une résistance de plus en plus grande ; le canon tendra à devenir de plus en plus automatique ; des armes légères comme les mitrailleuses, si perfectionnées actuellement, le principe de l'automaticité, avec son cortège

d'avantages tactiques et de complications techniques, s'étendra aux moyens calibres; pour la grosse artillerie, on utilisera le recul pour le chargement et le pointage et on rendra le canon dans sa tourelle totalement indépendant de la machinerie du bateau. Ni les poudres ni les explosifs ne sont à la limite de leurs perfectionnements et il n'est permis à personne de prévoir la date de la prochaine découverte qui révolutionnera encore une fois l'art de la guerre.

Chez aucune des puissances militaires, il ne manque ni d'inventeurs, ni de théoriciens, ni d'expérimentateurs qui, sans trêve, l'esprit tendu vers le progrès de l'artillerie, unissent leurs efforts pour préparer à leur pays des armes en vue des luttes futures, pour sa grandeur ou pour son existence. Il importe que la France ne se laisse point distancer dans cette course haletante vers le progrès.

4. — Organes centraux de l'artillerie de la marine.

En face des problèmes techniques si pressants et si complexes que soulèvent les progrès continus de la science de l'artillerie, en présence de la situation pleine de menaces qui a rappelé récemment avec insistance l'attention générale sur l'éventualité des guerres navales, et forcé l'opinion publique à se préoccuper avec une légitime émotion des choses de la marine, il sera peut-être de quelque intérêt d'exposer dans une sorte de revue d'ensemble, qui dégagera les principes généraux de l'infinité des détails spéciaux, quelles sont les ressources techniques, tant sous forme d'outillage industriel que sous forme d'organisation du personnel, dont peut disposer le corps de l'artillerie de la marine, constructeur de l'artillerie navale.

Si, dans la conception d'un navire de guerre, le rôle de l'architecte naval est prépondérant, cependant les conditions générales qui lui imposent le type, le déplacement, le rayon d'action, la puissance militaire de son navire, ne lui sont pas dictées par le seul état de l'industrie et de l'art naval. Les considérations de politique intérieure et extérieure, les idées stratégiques courantes sur le rôle soit défensif soit offensif de la marine nationale dans les guerres éventuelles, l'enseignement des combats

navals, les vues tactiques qui en découlent, la situation financière de l'État, entrent concurremment en ligne pour déterminer « la flotte nécessaire » et préciser les types des navires dont elle se composera. C'est là le rôle du Parlement qui éclairé pour les points techniques par le ministre ou les commissaires du gouvernement, ses délégués, fixe, à des périodes plus ou moins espacées le « plan de défense navale ».

Comme le vaisseau doit, avant tout, être considéré comme une forteresse et que de la puissance de son armement dépend sa valeur militaire offensive, il est naturel que dans les conseils du ministre, à côté des représentants de la flotte combattante, de ceux des constructions navales, de ceux des finances de l'État, le corps chargé de construire les canons de bord soit représenté avec autorité et compétence et puisse, ayant sa voix dans ce Conseil d'amirauté, exposer l'état de l'artillerie, dire ce qu'elle peut pour le présent, ce qu'elle exige pour donner le maximun d'effet et ce qu'elle cherche pour l'avenir.

Il y aura donc, à la tête du corps, mais sans immixtion directe dans le service technique proprement dit de la fabrication, un organe auquel on donne le nom d' « Inspection générale de l'artillerie de la marine » et dont le rôle sera celui de conseiller vis-à-vis du ministre, de collaborateur dans l'œuvre collective qu'est le plan de la flotte, d'inspecteur pour le service technique [1].

Le personnel tout entier du corps sera sous la dépendance de cette autorité, dont l'action bornée à une impulsion générale et une orientation directrice, s'étendra, par cela même, à toutes les branches du service.

Au point de vue technique, c'est la « Direction d'artillerie de la marine » qui est l'organe actif.

Prise dans son ensemble, c'est une usine à canons qui reçoit ses commandes du ministre et est responsable vis-à-vis de lui de la bonne exécution et de la livraison régulière du matériel de l'artillerie de bord. Comme toute industrie, elle poursuit deux objectifs : 1° livrer à temps et en bon état le matériel courant;

---

[1] L'Inspection générale de l'artillerie navale a été supprimée récemment.

2° étudier et mettre sur pied le matériel nouveau qui réalise un progrès sur l'ancien.

Ses attributions doivent être bien définies et comprennent le canon et tous ses organes, les affûts et les munitions. La coopération des trois services, flotte, constructions navales et artillerie, évidemment indispensable pour le « compromis » qu'est le plan d'un navire de guerre, doit être limitée aux études d'ordre général; celles-ci pour l'artillerie, par exemple, se borneront à fixer le nombre des bouches à feu, leur calibre, leur emplacement (isolées, couplées ou en batterie), leur protection (en tourelles ou en casemates), leur encombrement et leur poids maximum, la quantité de munitions qui leur est nécessaire. Une fois réalisée cette entente préalable, la Direction d'artillerie doit, dans ce domaine bien délimité, être laissée maîtresse des dispositions de ses canons et de tous les organes, sans exception, qui en assurent le fonctionnement complet.

La « Direction d'artillerie de la marine », comprend quatre grands services qui répondent à une division naturelle du travail : l'*élaboration*, la *fabrication*, l'*expérimentation* et l'*installation*. Nous omettons ici, de propos délibéré, le côté administratif de la Direction d'artillerie, qui, ayant son budget propre, en a la disposition et la responsabilité.

L'élaboration. — Ce service qui est assuré par un « bureau technique » placé près du directeur d'artillerie, dont il est l'organe direct, est le centre actif où convergent tous les renseignements et où s'étudient tous les projets.

Les renseignements viendront des établissements de l'arme et en particulier des polygones d'expériences comme réponses à des questions posées par le bureau lui-même; des escadres où le matériel de l'artillerie est en service courant; des usines à canons tant françaises qu'étrangères, tant nationales que privées; des publications techniques de tous les pays industriels et militaires qui seront suivies avec une attention méticuleuse; des missions que l'on confiera à des officiers compétents ; de l'initiative privée, brevets d'invention ou propositions directes des inventeurs; des services voisins, guerre, flotte, constructions navales, avec lesquels l'artillerie de la marine doit entretenir des relations constantes.

Les projets seront de deux espèces : ils peuvent s'appliquer, en effet, tout d'abord, à l'établissement du matériel qui doit être mis en fabrication pour le service à bord ; ils doivent être alors réglés dans tous leurs détails avec un soin minutieux, basés sur des expériences complètes et définitives et sur la pratique courante du matériel antérieur ; ils ne renfermeront que des dispositions parfaitement sûres et éprouvées, de telle sorte qu'aucun retard dans la livraison ne puisse se produire du fait de l'hésitation, de l'erreur ou de l'insuffisance.

Les projets de seconde espèce s'appliquent à l'organisation des expériences ; la conception des expériences doit être hardie, large et originale, aller directement au point important de la question à l'étude et ne viser à la fois qu'un seul but bien défini ; elle doit pousser aussi loin que possible l'étendue des expériences et le plus souvent dépasser franchement les limites de la pratique. Les instructions envoyées aux expérimentateurs doivent renfermer l'exposé net du but visé ; mettre en lumière, sans vaines cachotteries, la position de la question et son intérêt général ; indiquer les moyens d'ensemble pour arriver à la solution ; mais elles laisseront aux expérimentateurs la liberté des procédés à mettre en œuvre et l'initiative des détails.

Les projets d'expériences doivent être comme l'avant-garde des progrès. La Direction d'artillerie ne doit ni ignorer une idée nouvelle, quelle qu'en soit l'origine, ni demeurer incapable d'en dire la valeur. L'ingérence des pouvoirs publics, représentés par le Parlement et ses commissions, dans les services techniques est souvent considérée comme un déplorable envahissement d'un domaine très spécial par l'incompétence et les passions politiques. Elle est cependant un très grand bien si elle force le service technique à sortir du cercle restreint où il a tendance à tourner, si elle l'oblige à répondre par des faits précis aux interrogations des enquêteurs et aux curiosités de l'opinion publique. Ce n'est pas par de vaines considérations générales, par l'affirmation d'une compétence particulière et d'un flair spécial qu'on doit s'attacher à faire entrer la conviction dans les esprits de bonne foi. La Direction d'artillerie entend-elle parler du succès des canons à air comprimé du *Vesuvius*, elle doit en essayer un dans ses polygones ; des canons segmentés

de Brown, elle doit en construire un exemplaire; des affûts à éclipse, que n'en montre-t-elle un modèle? Veut-elle démontrer que ses projectiles de rupture ont le rendement maximum et qu'ils ne peuvent, sans devenir moins efficaces, être ni plus longs et partant plus lourds, ni plus courts et partant plus légers, qu'elle présente les procès-verbaux de ses expériences et que l'affirmation, de quelque bouche qu'elle sorte, ne soit jamais, devant qui que ce soit, tenue pour une preuve.

Le bureau technique de la Direction d'artillerie doit être ouvert à toute idée de progrès; il doit pousser de tout son pouvoir les usines dans la voie du perfectionnement de la métallurgie, leur montrer une sympathie éclairée pour leurs nouveautés, encourager leurs audaces, leur ouvrir gracieusement ses polygones et travailler de concert avec elles; il doit écouter avec intérêt les inventeurs et encourager les recherches des théoriciens.

De la méthode de travail suivie au bureau technique, de l'esprit qui y règne, de la valeur personnelle des officiers qui sont à sa tête dépend donc, en grande partie, l'état de prospérité ou de déclin de l'artillerie navale. On n'y doit appeler que des officiers expérimentés, ayant l'esprit large et mûr, l'intelligence active et ouverte à tous les progrès; possédant les connaissances générales et spéciales les plus étendues; ayant la conception claire de leur rôle technique; assez sûrs d'eux-mêmes pour ne pas craindre l'initiative et même l'audace; assez modestes pour ne pas croire à leur propre infaillibilité; ne mettant pas leur amour-propre dans un entêtement irréductible pour leurs idées; estimant la théorie pour les clartés qu'elle donne, l'expérience pour les bases solides qu'elle fournit; ayant dans leur carrière touché de près à tous les services importants : fonderie, usines, polygones d'expériences, pyrotechnie, ports.

Et ces qualités fussent-elles réunies chez tous les officiers qui composent le bureau technique, elles perdront toute leur efficacité et se transformeront en une stérile confusion si le chef, le Directeur d'artillerie, ne les possède pas lui-même à un degré plus éminent encore; si, à une compétence reconnue, il ne joint pas une autorité incontestable; s'il n'est pas en même temps

organisateur et administrateur, et si son esprit n'anime pas, e les dirigeant vers un but unique, les volontés de tout le per sonnel sous ses ordres.

Ainsi conçu, par la responsabilité qu'elle comporte, par l'au torité qu'elle confère, par l'intérêt des problèmes qu'elle agit par l'activité qu'elle exige, par les capacités qu'elle suppos par les services qu'elle rend, la fonction de Directeur de l'arti lerie de la marine est une des plus belles qu'il soit permis à u homme d'ambitionner dans sa carrière.

Commandant P. Charbonnier,
de l'artillerie coloniale.

(*A continuer.*)



DE

L'EMPLOI DES RÉSERVES

SUR

LE CHAMP DE BATAILLE[1]

EXAMEN DE LA TACTIQUE DE COMBAT ALLEMANDE D'APRÈS QUELQUES ENGAGEMENTS DES GRANDES MANŒUVRES DES DERNIÈRES ANNÉES.

Nous ferons cet examen en nous plaçant spécialement au point de vue de l'emploi des réserves.

Ce qui caractérise la tactique de combat des grandes unités de l'armée allemande, c'est une application plus systématique que jamais de l'offensive violente, hardie, qui cherche le succès bien plus dans l'énergie et dans la persistance des procédés directs et simples que dans la valeur des combinaisons.

L'initiative laissée aux chefs dans les procédés d'exécution est plus complète encore que pendant la guerre franco-allemande, malgré les inconvénients que beaucoup d'écrivains militaires ont relevés comme étant la conséquence de ces actes d'initiative, souvent poussés jusqu'à l'indépendance.

On s'est départi complètement d'une forme tactique conventionnelle, presque toujours employée en 1870-71, et qui consistait à n'appliquer que l'enveloppement d'un ou de deux flancs, tandis que l'attaque de front ne se développait que pour fixer l'adver-

---

1 Voir les livraisons de 1903.

saire au terrain et que la décision se recherchait dans le succès du mouvement de flanc.

On ne connaît plus, en Allemagne, les expressions de *combat démonstratif, combat traînant*, qui laissent croire à certaines troupes qu'elles ont, moins que d'autres, à s'engager à fond.

Nous pourrons faire notre profit des enseignements de ces manœuvres, car il semble que notre tactique de combat soit devenue trop formaliste, presque routinière, à cet égard, au point qu'on voit ériger en règle que toujours l'attaque de front doit se régler sur l'attaque de flanc et jamais cette dernière sur l'attaque de front, tandis qu'en réalité ces deux actions tactiques doivent se produire de manière à être concurrentes, la prédominance de l'une sur l'autre dépendant du terrain et d'autres circonstances.

Peut-être faut-il attribuer la cause de ce formalisme qui se remarque dans nos manœuvres, à l'article 584 du règlement belge qui accorde trop dogmatiquement la prédominance à l'attaque enveloppante et prescrit à l'attaque de front de se régler sur elle.

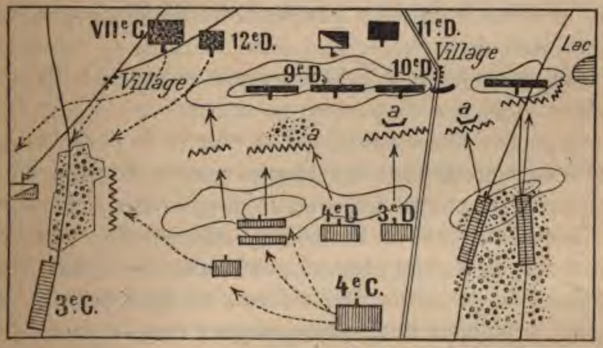
Le projet de règlement des exercices et des manœuvres de l'armée française est loin de vouloir entrer dans cette voie. On y lit : « Une partie des forces *peut être employée* à une attaque de flanc, et cette attaque *peut même* devenir la principale. » Nous en dirons autant des contre-attaques qui se font par un des partis en position. Presque généralement, pour ne pas dire toujours, nous voyons, dans nos manœuvres, la troupe de contre-attaque, placée derrière une aile, attendre pour agir que l'adversaire ait prononcé son mouvement de flanc. Cette troupe de contre-attaque, que nous avons appelée *réserve*, attend ainsi l'assaillant. C'est une règle.

Dans les manœuvres allemandes, nous verrons que la contre-attaque est de règle *à tous les moments de la lutte ;* elle se produit aussi bien par une des divisions réparties sur le front, que par une troupe placée derrière une aile, et le plus souvent cet acte de vigueur s'exécute en allant chercher l'ennemi loin de la position qu'il se propose d'envelopper, ou en tombant dans son flanc lorsqu'il paraît vouloir avancer un de ses groupes tactiques.

Cas concret du général von Bogulawski.

Dans un ouvrage sur la *Conduite de la guerre*, le général von Bogulawski, dont les écrits font autorité en Allemagne aussi bien que dans les autres armées, a posé, comme exemple de tactique générale, un cas concret qui met en lumière les tendances de l'armée allemande.

Il s'agit d'une bataille livrée entre une armée « Nord », forte de trois corps d'armée avec une brigade de cavalerie, et une armée « Sud », de quatre corps d'armée avec une division de cavalerie. (Voir croquis n° 1.)



Croquis n° 1.

Les divisions sont largement pourvues d'artillerie d'après les derniers progrès : canons à tir rapide et obusiers.

Le commandant de l'armée Nord, pour compenser son infério rité numérique, a fait occuper par ses troupes une position avantageuse, à cheval sur la route principale suivie par l'armée Sud, en ayant recours à la fortification.

Son V^e corps a déployé deux divisions sur la position d'une étendue de 9 kilomètres 500, appuyée à gauche à un lac, avec un fort point d'appui (village fortifié) au centre, deux fermes et un petit bois formant postes avancés devant le front. Mais la défensive n'étant admise en Allemagne que comme moyen d'économiser des forces sur une partie du champ de bataille, afin d'agir offensivement sur telle autre partie, tout le VIIe corps et la 12e division sont en arrière de l'aile droite et la débordent, afin

de se porter sur l'ennemi dès que, selon les probabilités stratégiques et tactiques, il chercherait à envelopper cette aile.

On n'a conservé en réserve générale derrière le centre que la 11e division, dont la 21e brigade fut assez tôt engagée pour la reprise du bois *a* tombé aux mains de l'attaque.

Le projet du commandant de l'armée Sud consiste à fixer l'ennemi sur sa position en le faisant attaquer par les 1er et 2e corps d'armée, tandis que le 3e corps d'armée, avec la division de cavalerie, envelopperont le flanc droit. Le 4e corps formera la réserve générale au début.

Mais à peine le commandant de l'armée Nord vit-il l'action engagée et eut-il connaissance de la marche du 3e corps Sud, qu'il fit prendre l'offensive par les trois divisions placées en dehors de son aile droite.

Ces troupes refoulèrent le 3e corps vers le Sud et le tinrent en respect.

On eut généralement admis que la réserve de l'armée du Sud ou partie de cette réserve fut dirigée vers le 3e corps pour le dégager et lui permettre d'accomplir sa mission enveloppante.

Mais le commandant de l'armée Sud cherche un résultat plus immédiat : il engage son 4e corps résolument sur le front comme troupe de choc. Ce corps d'armée est, en conséquence, dirigé de façon à prolonger le front de combat vers la gauche, avec une brigade en échelon derrière la gauche.

En même temps, les 1er et 2e corps reçoivent l'ordre de passer à l'attaque générale ; la 4e division, épuisée, celui de se rassembler derrière l'attaque du 4e corps. On adopta, pour l'assaut dans le 4e corps, la tactique *des lignes :* un régiment en première ligne, un en deuxième ligne, dans chaque brigade, chaque régiment étant formé en deux échelons de colonnes de compagnies en ligne.

La raison donnée pour procéder à cette attaque en engageant jusqu'au dernier homme de la réserve est entièrement basée sur le règlement :

« Dans les circonstances de la lutte engagée, l'espace pour le déploiement étant suffisant, on avait renoncé à la réserve, d'autant plus que la situation critique de l'aile gauche obligeait le commandant en chef à chercher le résultat décisif immédiat par un choc violent sur le front.

Les troupes d'attaque comprenaient tout le 4e corps et la 4e division : 5 brigades et 1 brigade en échelon.

Cependant, le VIIe corps et la 12e division du parti Nord, après avoir refoulé le 3e corps, se portèrent, par un changement de front, à l'attaque du flanc gauche de l'armée Sud; mais, grâce à l'existence de la 4e division reformée, celle-ci put contenir cette attaque dangereuse pendant le temps nécessaire à la réussite de l'offensive générale.

Le commandant de l'armée Nord avait, d'ailleurs, engagé la la 22e brigade, sa dernière réserve, pour opiniâtrer la résistance sur le front; puis il l'avait réunie à la 21e brigade, afin d'exécuter une contre-attaque contre la gauche de l'armée assaillante.

Mais, comme l'observe le général von Bogulawski, la gauche du défenseur se trouvait, sans réserve, en lutte avec des forces imposantes de la droite de l'assaillant, la 10e division dut battre en retraite, ce qui entraîna le mouvement rétrograde de toute l'armée Nord.

Ce cas concret montre bien la doctrine, quant à l'emploi des réserves : l'offensive, pour obtenir une rapide décision et pour dégager son 3e corps aux prises avec des forces supérieures, se résout à exécuter une violente attaque frontale. Comme c'est la réussite de cette attaque qui doit décider du sort de la bataille, on y consacre toute la réserve générale.

Quant au défenseur, sa position défensive ne lui sert qu'à obliger l'assaillant à déployer du monde; avec la moitié de ses troupes massées en dehors de l'aile probablement menacée, il prend l'offensive énergiquement contre les troupes assaillantes qui s'approchent pour envelopper la position.

De part et d'autre, la fin de la bataille a vu toutes les forces au combat jusqu'au dernier homme. On ne discute que sur un point : l'opportunité du moment de l'engagement des réserves du défenseur.

Grandes manœuvres allemandes. — Année 1896.

L'armée de l'Ouest comprenait les XIIe et XVIIIe corps (quatre divisions) et la division de cavalerie A. L'armée de l'Est se composait des Ve et VIe corps (quatre divisions) et la division de cavalerie B.

Ces deux armées avaient stratégiquement l'obligation de chercher un rapide et décisif succès tactique. En effet, l'armée de l'Est, commandée par le général von Waldersee, devait, comme armée d'observation, rejeter loin de Breslau, avant qu'elle reçoive des renforts, l'armée de secours « Ouest » qui marchait pour débloquer cette place :

Les deux partis avaient forcé la marche : celui d'Ouest pour avoir passé la Sprée avant l'arrivée du parti Est qui aurait pu s'y opposer ; celui-ci pour parvenir à frapper son ennemi au moment du passage de la rivière.

Le 9 septembre, les deux fractions d'armée furent en contact. Des deux côtés l'on déborda la gauche du parti adverse et l'on prit l'offensive.

Dans les deux armées l'on obtint un succès marqué sur la gauche de l'adversaire qui fut refoulée et l'on s'attribua la victoire ; les quatre divisions furent mises en ligne.

Il est à remarquer que, dans une pareille tactique, qui se représente assez souvent dans les manœuvres allemandes[1], à cause de l'esprit d'offensive qui est à l'ordre du jour, cette action sur l'aile symétriquement opposée amène fatalement comme conséquence le pivotement des deux armées sur le flanc refoulé.

C'est ainsi que les armées de l'Ouest et de l'Est orientées, le 8 septembre, danns la direction Nord-Sud, se trouvèrent, le 10, dans la direction Nord-Ouest-Sud-Est, ayant chacune avancé l'aile droite et refusé la gauche. Cela créait un danger pour l'armée de l'Est, parce que, de Güben, qu'elle avait dans le dos, étaient attendus les renforts destinés à l'armée de l'Ouest.

Aussi, le général von Waldersee était-il décidé à frapper le lendemain un coup vigoureux et décisif pour sortir de cette situation et reprendre l'ascendant moral. Il ne plaça en réserve que deux régiments d'infanterie pris dans deux divisions différentes, pour laisser celles-ci suffisamment fortes dans leur autonomie ; à chacun des régiments il adjoignit un groupe de batteries et cette brigade improvisée resta à sa disposition derrière le centre.

Le prince Georges de Saxe voudrait rejeter son adversaire

---

[1] Pareille situation fut créée pendant les manœuvres françaises de 1901.

vers le Nord et s'emparer de la route de Bautzen à Lobaü-Gorlitz pour se porter sur Breslau.

La division de gauche (8e) du parti Ouest fut refoulée, tandis que la gauche du parti Est fut tournée par le XIIe corps, chacun ayant pris l'offensive par la droite.

L'armée de l'Est dut refuser sa gauche, si bien qu'elle faisait face au Sud à la fin de la bataille. Mais l'intervention, à point nommé, de la réserve générale et de la division de cavalerie ppelée de l'aile droite laissa le parti Est en possession du terrain t ramena la droite ennemie en arrière.

Ce qu'il faut constater, c'est l'engagement de toutes les forces



Croquis n° 2.

e part et d'autre. En effet, les deux partis ayant la même composition sous le rapport des effectifs et ayant réciproquement efoulé une aile de l'adversaire, pouvaient s'attribuer la victoire.

Toutefois, au point de vue stratégique, le parti Est était plus éfavorablement placé, car les renforts attendus de Güben par e parti Ouest avaient fait un mouvement vers le Sud, se rapprochant donc à revers des troupes du général de Waldersee qui se eplia sur la rive droite du Löbau.

L'empereur d'Allemagne prit en personne le commandement du parti Est, le 11 septembre ; il l'établit sur la rive droite du Lõbau. (Voir croquis n° 2.)

Aile défensive, sur 5 kilomètres de front, composée de la 10e division derrière le cours d'eau.

Les 9e, 11e et 12e divisions formaient l'aile offensive qui ne se développait que sur 4 kilomètres, soit d'après une densité quadruple.

Tandis que le parti Ouest partait à l'attaque, le XIIe corps contre la gauche du parti Est, le XVIIIe corps marchait de Bautzen sur Wurschen pour attaquer la partie défensive du front ennemi.

Mais, de nouveau, l'imprévu dû à l'offensive à outrance, joua son rôle dans cette bataille.

L'empereur, aussitôt qu'il vit sa gauche engagée contre le XIIe corps qui manœuvrait dans un terrain très défavorable, fit attaquer le XVIIIe corps à Wurschen, par la 10e division abandonnant ses fortes positions et soutenue à sa gauche par la 9e division qui avait concouru à l'offensive du VIe corps contre le XIIe.

Comme l'observent la *Revue militaire de l'Étranger* et le *Militär Wochenblatt*, l'attaque concentrique de l'aile défensive se transforma en attaque de flanc.

« Disposer environ le quart de ses forces dans une bonne position, laisser déployer l'ennemi contre ce rideau et tomber avec la masse principale sur une partie du front ou sur une aile de l'ennemi, telle est la combinaison que l'empereur offrit à ses généraux pour être employée d'une manière constante.

« Dès qu'une colonne se heurte à une résistance, ajoute la *Revue militaire de l'Étranger*, le commandant donne ses instructions et s'abstient d'intervenir dans le combat autrement que par le jeu des réserves, certain que la troupe opérera de son mieux en vue d'exécuter sa mission. »

Les divisions agissent donc au moyen de leur réserve propre. L'armée déploie toutefois ses quatre divisions sans constituer de réserve générale.

Somme toute, la bataille du 12 septembre 1896, offerte comme type aux généraux allemands, est une répétition de la bataille d'Austerlitz. On se garde avec peu de forces et l'on prend vigou-

reusement l'offensive avec les trois quarts de ses forces dès que l'adversaire fait mine d'attaquer.

Manœuvres de 1898.

Combat du 7 septembre. — Les manœuvres de 1897 furent principalement des opérations stratégiques.

Nous citerons le combat du 7 septembre 1898 tout aussi caractéristique que celui du 9 septembre 1896. Ce fut une bataille de rencontre.

Le VII[e] corps, augmenté des 7[e] et 37[e] divisions, constituait une fraction d'armée opposée au X[e] corps, augmenté des 17[e] et 38[e] divisions.



Croquis n° 3.

Chacune de ces fractions d'armée agissait comme détachement protégeant le flanc de l'armée principale exécutant des opérations hypothétiques.

Le 7 septembre eut lieu une rencontre des adversaires, dans laquelle chacun d'eux voulut contenir le front du parti ennemi et déborder sa gauche. (Voir croquis n° 3.)

Dans le parti Ouest (VII[e] corps), les 13[e] et 14[e] divisions combattaient de front, tandis que la 37[e] division marchant à couvert dans le bois de Buckerberg, en deux colonnes, attaquait le

flanc gauche vers Obernkirchen, la 7e division étant poussée sur Geldorf de façon à enfoncer l'aile gauche.

Pour préparer cette attaque, trois groupes d'artillerie devaient s'établir près du Hartberg.

Mais, de son côté, le commandant du détachement Est avait résolu d'avancer sa 38e division de l'aile droite sur Rusbend et d'attaquer vigoureusement la gauche du parti Ouest avec le concours de la 17e division, tandis que les 19e et 20e divisions se maintiendraient sur le front.

Le parti Ouest, bien qu'il eût réussi dans son mouvement enveloppant dut battre en retraite, sa gauche étant débordée et sa retraite sur Minden compromise par le fait que la cavalerie du parti Est, libre de ses mouvements par suite du succès des 38e et 17e divisions, poussait sur Minden et Wietensheim, points de passage sur le Weser.

On a, dans ce combat, mis en ligne des deux côtés, les quatre divisions qui combattirent d'une manière autonome, chacune ayant une mission déterminée en vue du résultat d'ensemble. *La Revue militaire de l'Étranger,* souligne l'absence de la réserve générale dans l'un et l'autre parti.

Manœuvres de 1899.

Journée du 12 septembre. — Nous ne citerons que la rencontre tactique du 12 septembre, dans laquelle on voit se confirmer les principes appliqués en 1896 et 1898. L'empereur se réserva le commandement du parti bleu composé du XIIIe corps (26e et 27e divisions) et du XIVe corps (28e et 29e divisions) avec une division de cavalerie à trois brigades (A).

Le parti rouge comprenait également quatre divisions, mais formées en un seul corps d'armée, le XVe (30e, 31e, 41e et 39e divisions) et une division de cavalerie à trois brigades (B).

Les deux partis avaient reçu pour instructions de prendre l'offensive. La division de cavalerie B devait opérer contre la droite ennemie par un mouvement tournant.

L'armée bleue s'était établie sur les hauteurs de la rive gauche de la Glems, que ses avant-postes avaient occupées. (Voir croquis no 4.)

La 28e division, soit le quart de l'effectif, était fortement

:hée ; on avait creusé plusieurs rangs de tranchées étagées
xtrême droite que cette division occupait.
gauche, la 29e division était masquée dans un pli de ter-
l'abri des vues près de Hemmingen.
6e division prolongeait le front à Schokingen et la 27e divi-
rmait la gauche jusqu'à Hofingen où la Glems haute cou-
e flanc. Le front était de dix kilomètres et demi, de
:oningen à Hofingen.



Croquis n° 4.

ipereur projetait de conserver la 28e division dans sa forte
n, attirant sur elle les efforts des 41e et 39e divisions
ies.
: le XIIIe corps et la 29e division, soit les trois quarts de
:ces, il prononcerait l'offensive en débordant la droite
ie par une action concentrique sur Hochdorf.
quatre divisions du parti rouge étaient déployées depuis
dingen jusqu'à Heimerdingen en passant par Hochdorf.
e de bataille était disposé de telle sorte qu'on débordait la
de la position vers le Nord.
ommandant de cette armée voulait contenir la gauche de
saire, la fixer en l'attaquant avec la 31e division et
ler sa droite en portant les 30e, 39e et 41e divisions sur
roningen.

Mais l'empereur fit prendre l'offensive sur Hochdorf par la 29e division, dès qu'il vit le parti rouge s'ébranler pour attaquer sa droite. Cette division vint se heurter, à Hochdorf, à la 41e division rouge, bientôt appuyée sur ses flancs par les 30e et 39e divisions; si bien que, par décision arbitrale, cette attaque fut considérée comme aventurée. La 29e division reçut ordre de se reporter sur ses positions. Son attaque avait cependant reçu l'appui de la 28e division.

En vertu du même principe qui avait été appliqué le 12 septembre 1896 sur la Löbau, le XIIIe corps se porta vivement à l'attaque de la droite du parti rouge, en prenant une direction concentrique vers Hochdorf, de façon à transformer l'attaque en attaque de flanc.

Tandis que la 27e division assaillait à Heimerdingen la 31e du parti rouge, la 26e conversait vers Hochdorf.

A l'instant où cette offensive parut bien engagée, la 28e division, sortant de ses retranchements, fut formée en colonnes d'attaque; la 29e division fut chargée de l'appuyer et, tandis que le XIIIe corps débouchait des bois au sud d'Hochdorf, tout le parti bleu prononça une offensive générale en fonçant sur l'ennemi au son des fifres et des tambours, l'empereur conduisant la masse principale l'épée à la main.

Cette manœuvre brutale fut-elle considérée comme ayant réussi ?

Certains comptes rendus l'affirment, d'autres l'ont nié en critiquant vivement l'emploi de colonnes d'attaque aussi fortes devant le feu des fusils et des canons actuels.

Quoi qu'il en soit, on admit que le parti rouge devait se considérer comme battu, et la position d'accueil qu'il occupa dut même être abandonnée.

Il faut voir dans cette manœuvre une affirmation de la volonté d'employer toujours l'offensive.

On remarquera que, dans les deux partis, toutes les forces furent engagées.

Le 13 septembre, le roi de Wurtemberg prit le commandement des XIIIe, XIVe, XVe corps; il fut formé un XXe corps provisoire qui occupa une position défensive de 6 kilomètres d'étendue, comme pivot d'une armée avançant son aile gauche.

Cette position fut attaquée par le roi, tandis que l'empereur

se mettait à la tête d'un corps de cavalerie formé des divisions A et B pour dessiner par le Nord un vaste mouvement tournant qui devait compromettre la retraite du XXe corps.

Dans cette journée, il est remarquable de constater que le roi de Wurtemberg ne constitua en réserve générale qu'un seul régiment sur les six divisions dont il avait la disposition.

Autant dire qu'il ne fut point constitué de réserve, ce que fait ressortir, d'ailleurs, le compte rendu de cette manœuvre publié par la *Revue militaire de l'Étranger* en disant qu'il n'y eut, en général, que peu ou pas de réserve mise à la disposition du commandant en chef au cours de ces manœuvres.

Manœuvres allemandes de 1900.

Combat du 13 *septembre.* — Plus caractéristiques encore sont les manœuvres exécutées en 1900 par l'armée allemande. Parti rouge, IIe corps avec la 41e division ; parti bleu, trois divisions du corps de la garde prussienne.

Chaque parti avait une division de cavalerie.

Le 13 septembre, on prit l'offensive de part et d'autre, bien que le thème général et le thème particulier pour le parti rouge lui eussent assigné comme mission de contenir le parti bleu, afin de permettre à l'armée principale rouge, dont le IIe corps était détaché, de trouver, après son débarquement qui s'opérait à Camin, l'espace nécessaire à son déploiement et bien que la forte position Kortenhagen—Babbin s'offrit au commandant du parti rouge pour s'y établir avantageusement et y arrêter l'ennemi.

Dans les deux partis les trois divisions marchèrent à la rencontre de l'adversaire en deux colonnes (croquis n° 5).

Dans le parti bleu (Garde), la 1re division, qui marchait au centre, avait concouru avec la 3e division de la Garde à l'attaque de la 41e division formant la droite des rouges. Dès que le succès qu'elle cherchait fut obtenu, cette division se retourna pour donner dans le flanc droit de la 4e division rouge, primitivement victorieuse, grâce à l'appui de la 3e division et de la cavalerie. Malgré l'avantage que la 4e division avait remporté sur la 2e division de la Garde, elle dut se replier par suite de cet appui mutuel de la 1re division de la Garde.

L'armée rouge était battue ; mais elle avait contenu l'enn
elle avait entièrement rempli sa mission *à sa façon*, en
quant avec énergie l'adversaire sur tous les points, après
portée au-devant de lui.

On voit les deux armées combattre en actionnant toutes
troupes sans constituer de réserve générale, parce que cha
d'elles recherchait, dans une énergique offensive, l'accomp
ment de sa mission.



Croquis n° 5.

Encore une fois, les deux adversaires firent réciproque
l'effort principal sur la droite ennemie.

Pour la journée du 14 septembre, la fraction d'armée r
continuait à avoir pour mission de contenir l'ennemi et
céder qu'en cas d'absolue nécessité, afin de permettre le dé
ment du gros de l'armée dont elle avait couvert le débarque

La 42e division avait été ajoutée à ce parti ; mais elle
dû être détachée dans la direction de Stettin pour s'oppose
renforts venant du Meklembourg en destination de la fra
d'armée bleue.

Cette division se déploya sur un grand front et manœuvra
attirer l'ennemi dans la direction de la position occupée pa
troupes dont elle faisait partie.

Arrêtée sur place, elle passa, d'après le thème pour la jou
du 14, au parti bleu, mettant ainsi le parti rouge en infér
numérique.

Cette division devenue ennemie était placée sur l'échiquier à Alt-Daum d'où elle était menaçante pour le flanc droit et les derrières de la fraction d'armée rouge dans la direction Glien—Neumarck.



Croquis n° 6.

Croquis n° 6 *bis*.

Cette situation, critique par elle-même, devenait mauvaise pour le parti rouge, par le fait que son chef avait été avisé par la Direction des manœuvres de ce que l'ennemi faisait marcher vers le Nord, par la rive Est, du lac Madu, une division de cavalerie qui ne tarderait pas à atteindre la pointe Nord de ce lac sur la direction de retraite de la fraction d'armée rouge. Celle-ci, malgré toutes les circonstances qui eussent dû la porter à battre

en retraite, avait néanmoins reçu l'ordre de ne se retirer que contrainte.

Devant l'infériorité manifeste des forces, on aurait admis, cette fois, que la défensive fut conservée par le parti rouge et qu'il se bornât à retarder la marche de l'adversaire.

Le général fortifia la position naturellement forte Kortenhagen—Babbin d'une étendue de 7 kilomètres, sur laquelle il établit la 41e division à droite, la 4e division à gauche. La 3e division fut placée derrière l'aile droite sauf un détachement de trois bataillons avec trois batteries et un escadron, dont le général en chef se réserva la disposition et qui fut placé en réserve générale derrière l'aile gauche. C'est donc une réserve qui ne dépassa pas le douzième des forces totales. La division de cavalerie fut maintenue au Sud et une brigade de cavalerie fut formée au moyen des escadrons divisionnaires d'après une coutume assez généralement suivie dans les manœuvres allemandes. (Voir croquis nº 6 et 6 *bis*.)

L'armée bleue avait le projet de tourner, par le Nord, le flanc droit du parti rouge et avait, dans ce but, serré ses divisions sur sa gauche pour se lier avec la 42e division.

Dès que le commandant du parti rouge s'aperçut de ce que les masses de son adversaire prenaient la direction de son aile et de son flanc droits et de ce que la cavalerie venue du lac Madu tentait de l'envelopper du même côté, il fit prendre résolument l'offensive contre ces troupes par la 3e division gardée derrière sa droite et il prescrivit à son détachement de réserve générale de se porter vers Neumarck pour protéger ses derrières.

D'autre part, tandis que sa 41e division tenait ferme dans ses positions retranchées, il poussa offensivement la 4e division dans le flanc droit de l'armée bleue, vers Neuhaus, pour arrêter son attaque.

Le parti rouge fut battu ; il devait l'être devant la grande supériorité des forces de son ennemi ; mais il ne l'eut pas été moins en se défendant sur place et fit payer cher la victoire.

Ce qu'il faut surtout considérer en ce combat, c'est l'utilisation de la réserve, dès l'ouverture de la lutte, et l'esprit d'offensive à outrance qui porta le commandant du parti rouge à pousser son aile gauche dans le flanc de l'attaque, bien qu'il occupât une position fortifiée, avec une mission défensive.

Manœuvres de 1901.

Ces manœuvres sont très instructives.

Dans la rencontre du 17 septembre, entre le Ier corps (rouge) et le XVIIIe corps[1] (bleu), on vit les deux partis, agissant offensivement, rechercher l'enveloppement stratégique de l'aile droite ennemie pour le transformer en enveloppement tactique, après un succès marqué de la cavalerie rouge sur la cavalerie bleue.

Le mauvais temps du 17 septembre obligea à donner repos le 18.

Pour la journée du 19 septembre, une grande supériorité numérique fut donnée au parti bleu, qui reçut, comme renforts, la 10e division et un détachement de marins débarqués. (Voir croquis n° 7.)



Croquis n° 7.

Néanmoins, les deux partis étaient décidés à l'offensive. On vit, dans cette journée, restreindre à trois fois cette initiative systématique, cette impatience à prendre l'offensive qui se manifestent à l'état latent dans les troupes allemandes.

Le général d'infanterie von Lentze, commandant le XVIIIe corps

---

[1] Composition du Ier corps : 1re, 2e, 37e divisions ; 1 division de cavalerie ; composition du XVIIIe corps : 35e, 36e, 41e divisions, puis 10e division ; 1 division de cavalerie.

Le 19 septembre, 1 détachement de marins débarqués.

(bleu), voulait réunir les élements de son corps d'armée et attendre le concours de la 10e division qu'il destinait à l'attaque de la gauche du parti rouge, vers 10 heures, dans la direction de Schwaroschin.

Dès 6 heures du matin, les commandants des 35e et 36e divisions, entraînés par des actions d'avant-postes, avaient pris l'offensive contre le parti rouge ; ils durent rompre le combat et se reporter en arrière. Le commandant du XVIIIe corps d'armée fit aussitôt rétrograder la 41e division placée à la gauche de son ordre de bataille, qui, à 9 heures, avait prématurément prononcé un mouvement offensif contre la droite ennemie.

Le commandant de la 10e division avait ordre d'attaquer la gauche du parti rouge vers Swaroschin ; il crut mieux faire, devant l'extension du Ier corps, d'appuyer en se dirigeant sur Zduny et il en prévint le général von Lentze qui, aussitôt, donna l'ordre d'exécuter le mouvement sur Swaroschin, tel qu'il avait été prescrit.

Toutefois, dans la suite, le commandant du XVIIIe corps ordonna la marche de la 10e division sur Zduny quand il fut plus complètement éclairé.

En sorte que tous les divisionnaires de ce corps d'armée eurent à revenir sur des décisions intempestives ou contraires à la volonté du commandant en chef.

Dans ce corps d'armée, il fut laissé, entre les 35e et 36e divisions, vers le centre du front, un intervalle libre dans lequel fut déployée la *réserve générale* du corps d'armée, composée du 152e régiment d'infanterie, du 2e bataillon de chasseurs et du 79e régiment d'artillerie.

C'est donc en vue de l'attaque décisive que cette réserve fut constituée ; mais on remarque son peu d'importance dans une armée de quatre divisions d'infanterie, une division de cavalerie et un détachement spécial de marins.

Au surplus, cette réserve avait une destination préconçue ; c'était, à proprement parler, une troupe de choc.

Les arbitres n'admirent pas une audacieuse offensive prise par le parti rouge, dont la 2e division, placée à la gauche de la position, s'était portée à l'attaque de la droite du corps d'armée bleu. Cette division dut rétrograder pour reprendre ses positions primitives.

Est-ce une réaction contre l'exagération des mouvements offensifs exécutés, envers et contre tout, pendant les manœuvres de 1900 et pendant les manœuvres antérieures?

Est-ce par suite de circonstances particulières du combat que les arbitres ont connues et que les Allemands n'ont garde de publier?

Toujours est-il que les contre-ordres donnés dans le parti bleu et la décision arbitrale appliquée au parti rouge changent quelque peu la physionomie habituelle des manœuvres allemandes.

Le parti rouge, qui était forcé cette fois à la défensive et qui était débordé par ses deux ailes, fit une résistance aussi active que possible. Il avait conservé une réserve derrière son aile droite, au moyen de deux détachements de deux bataillons et de trois batteries laissés primitivement à la garde des passages de la Motlau et qui ne tardèrent pas à être appelés sur la position.

Ces deux détachements durent être engagés vivement pour contre-attaquer le corps de débarquement qui menaçait le flanc droit. Ils prolongèrent le front de ce côté et l'on reconstitua une réserve en réunissant trois bataillons tirés des régiments d'infanterie n°s 150 et 151.

Ces errements confirment bien les tendances nouvelles : peu ou point de réserves générales; quand on la constitue, elle est d'effectif relativement faible et elle est formée d'unités empruntées aux diverses fractions de l'armée, afin de conserver aux grandes unités de bataille leur autonomie ; on voit, enfin, employer résolument ces réserves et ne jamais les envisager comme un en-cas destiné à protéger la retraite.

Manœuvres de 1902.

On trouve encore la confirmation de cette doctrine tactique dans les manœuvres de 1902. Le parti rouge (V^e corps d'armée), après avoir traversé la Vistule, marchait dans la direction de l'Ouest, conjointement avec un corps d'armée fictif venant de la Silésie.

Ce corps d'armée était en mesure, le 10 septembre, jour de la bataille avec le parti bleu, de donner la main au Ve corps, car son avant-garde, d'après le thème pour la journée du 10, se

trouvait depuis le 8 septembre à Sagan, à deux journées de marche de l'Oder.

Le parti bleu (IIIe corps d'armée), s'il avait été contenu pendant quelques heures le 10 septembre par le Ve corps, aurait donc combattu contre ce dernier corps alors qu'il aurait eu sur son flanc droit le corps d'armée fictif venu de Silésie.

Tout indiquait donc pour le Ve corps de gagner du temps, en l'établissant dans une forte position, et le terrain s'y prêtait.

Malgré ces circonstances, le commandant du Ve corps se décida pour une offensive énergique parce qu'il estimait plus avantageux de tomber avec ses forces plus concentrées sur l'une des divisions ennemies que le service des renseignements lui signalait comme étant assez éloignée des autres divisions adverses.

De son côté, le commandant du parti bleu (IIIe corps), dont la mission était, d'après le thème général, de refouler l'ennemi envahisseur, voulait envelopper l'aile droite du parti rouge, résolution qu'il abandonna dans la suite, devant le mouvement en avant du parti rouge.

On vit, le 10 septembre 1902, l'application complète de la doctrine que nous avons mise en lumière. Dans chaque parti, les trois divisions s'engagèrent résolument dans un combat de rencontre, chaque division agissant d'après les vues du commandant en chef et en soutenant la division voisine.

Il n'y eut pas d'intervention de réserve générale pour emporter la situation. Les arbitres donnèrent la victoire au parti rouge, parce que ce parti avait obtenu un succès décisif par sa division du centre (10e), contre la 6e division du parti bleu dont le déploiement méthodique avait eu pour cause l'entrée en ligne tardive de sa 12e brigade, après que de fortes pertes avaient atteint la 11e brigade.

Tandis que ce succès s'obtenait au centre, la 9e division rouge contre-balançait les efforts de la 5e division bleue, au sud du champ de bataille et l'empêchait de secourir la 1re division de la Garde aux prises avec la 41e division rouge, renforcée d'une partie de la 10e division victorieuse.

La doctrine se poursuit donc, dans cette manœuvre, avec persévérance. Et, de fait, quand on examine la manière dont les troupes furent aux prises, on se demande comment les chefs du parti rouge et du parti bleu eussent pu manœuvrer, animés tous

deux de l'esprit d'offensive, pour se ménager une masse destinée au coup de force ?

On s'était frotté, sur toute la ligne, dans des combats de rencontre, sur une étendue de plus de 16 kilomètres, avec une trouée de 3 à 4 kilomètres séparant les divisions engagées au sud du champ de bataille, de celles engagées au centre et au Nord.

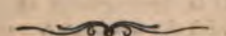
Dans une bataille embrassant pareil front, comment le général en chef pourrait-il discerner, assez à temps, l'endroit et le moment favorables, à l'intervention d'une masse gardée en réserve générale ?

Cette masse eut d'ailleurs fait défaut sur la partie du front où les divisions furent aux prises.

Quand on songe qu'il s'agit ici de l'engagement de part et d'autre de trois divisions, il est facile d'admettre que dans une grande bataille où seraient aux prises plusieurs corps d'armée, voire plus d'une armée, la conception de la conduite de toutes ses troupes par un généralissime ne peut être envisagée. Dans de pareilles batailles, c'est le plan de Napoléon à Bautzen, celui du roi de Prusse à Sadowa et à Saint-Privat, qui doit prévaloir.

On peut, d'ailleurs, être assuré, d'après ce qui se passe aux manœuvres allemandes, que si l'on avait, devant soi, une armée allemande de plusieurs corps, jamais son chef ne l'établirait comme le fit Benedeck le 2 juillet 1866, comme le fit Bazaine le 18 août 1870 ; mais qu'elle ferait agir les corps d'armée d'après une idée d'ensemble, chacun d'eux ayant une mission d'après sa position stratégique avant la bataille, chacun ayant connaissance de la mission du corps voisin pour le soutenir, chacun déployant la plus grande énergie en engageant jusqu'à son dernier homme pour accomplir sa tâche particulière et se retourner aussitôt contre l'ennemi aux prises avec le corps voisin. Quel plus beau rôle de masse destinée au coup de massue que celui d'un corps victorieux intervenant dans le flanc de l'ennemi aux prises avec le corps contigu.

Colonel baron W. de Heusch,
Commandant le régiment de grenadiers,
ancien professeur d'Art et d'Histoire militaires
à l'École militaire de Bruxelles.



ESSAI SUR CLAUSEWITZ

DEUXIÈME PARTIE.

ÉTUDES CRITIQUES DES CAMPAGNES DE NAPOLÉON.

La Campagne de 1814[1]

L'étude de Clausewitz sur la campagne de 1814 comprend :

1° Un Exposé sommaire de la campagne ;

2° Une Critique des opérations stratégiques. C'est de cette critique seule que je m'occuperai ici.

CRITIQUE STRATÉGIQUE DE LA CAMPAGNE.

Cette critique comprend deux parties :

1re partie : *Exposé des plans de campagne.*

2e partie : *Critique de leur exécution.*

PREMIÈRE PARTIE.

LES PLANS DE CAMPAGNE.

Plan de l'assaillant[2]. — Après la bataille de Leipzig, quel pouvait être le plan des Alliés ? En défalquant les 65,000 hommes nécessaires à l'investissement des places fortes, ils disposaient de 180,000 hommes contre les 70,000 hommes que Napoléon pouvait à grand'peine réunir, et ils avaient trois ou quatre

---

[1] Voir les livraisons de 1900, 1901 et 1903.

[2] *La Campagne de* 1813 *et la Campagne de* 1814. — Traduction de M. le commandant Thomann. — Chapelot, éditeur.

[3] Voir, pour l'exposé de la Campagne du côté français, mon ouvrage, *La Guerre Napoléonienne ; Précis des Campagnes.* — Chapelot, éditeur.

semaines pour les écraser avant l'arrivée des renforts que l'Empereur allait tirer d'Espagne, d'Italie et faire sortir du sol de la France.

Dans ces conditions, écrit Clausewitz, les Alliés auraient dû se porter immédiatement en avant, poursuivre sans relâche les débris de l'armée française et obliger Napoléon à subir une seconde bataille qui aurait été pour lui une seconde défaite. Toute autre conduite, qu'on la nommât guerre méthodique ou qu'on la qualifiât prudence, n'était que témérité.

C'était témérité de laisser à un adversaire de l'énergie de Napoléon[1] le temps de mettre sur pied de nouvelles armées. Sans doute, les 180,000 hommes dont disposaient à ce moment les Alliés n'eussent pas été suffisants pour venir à bout de l'Empereur si la France s'était levée en masse ; mais on pouvait espérer qu'une seconde défaite de Napoléon déchaînerait une révolution politique qui provoquerait sa chute.

Ainsi, la situation commandait aux Alliés une offensive immédiate. Sur quel objectif ? Sur l'armée française d'abord, sur Paris ensuite.

Pour rencontrer l'armée française, quelle direction prendre ? La route la plus directe de Leipzig à Paris, par Mayence, Metz et Châlons, car il y avait toute probabilité que les forces françaises s'établirait sur cette route pour couvrir Paris. Toutefois, comme une masse de 250,000 hommes ne peut marcher sur une seule route, il convenait d'utiliser les routes voisines, mais seulement dans la mesure nécessaire pour assurer la nourriture et le logement des troupes.

L'axe de la marche une fois déterminé, où fallait-il fixer le point de réunion des forces coalisées en vue de la bataille ? On pouvait prévoir, écrit Clausewitz[2], que les forces françaises se rassembleraient vers Châlons. C'était donc sur ce point qu'il convenait de faire la réunion, ou plus au Sud, si Napoléon, pour opérer plus rapidement sa jonction avec les troupes rappelées d'Espagne et d'Italie, se plaçait lui-même plus au Sud. En

---

[1] Dans son *Étude*, Clausewitz appelle l'Empereur « Bonaparte ». Il a paru inutile de conserver ici cette dénomination.

[2] Clausewitz ne dit pas pourquoi.

tous cas, il fallait s'abstenir, pour le moment, de toute opération divergente en Hollande et en Belgique, ne pas s'attaquer aux places fortes et respecter la neutralité de la Suisse qui couvrait le flanc gauche de la ligne d'opérations. La base d'opérations[1] devait être prise sur le Rhin, entre Huningue et Coblentz.

Ayant ainsi fixé la conduite à tenir par l'assaillant, Clausewitz passe du côté du défenseur.

Plan du défenseur. — Après la bataille de Leipzig, écrit Clausewitz, Napoléon était condamné à une défensive absolue.

Evidemment, l'objet final de cette défensive ne pouvait être que la défaite de l'armée alliée ; mais, en attendant qu'il en eût les moyens, l'Empereur devait veiller à ce qu'aucun corps ennemi ne pût approcher assez près de la capitale pour provoquer une révolution qui, du coup, eût terminé la guerre.

Quels étaient les moyens de cette défensive ? Comme moyen direct : l'armée ; comme moyens indirects : les forteresses, un soulèvement national, la mauvaise saison.

Avant tout, Napoléon avait à gagner le temps nécessaire au retour des vieux soldats d'Espagne et d'Italie.

Dans ces conditions, quel caractère s'imposait à cette défensive ? Un caractère de temporisation.

Il fallait tenir sur la première barrière qui s'offrait en travers de l'offensive des Alliés, c'est-à-dire sur le Rhin, de Mannheim à Coblentz, jusqu'à ce qu'on y fût en danger, et répéter la même défense sur tous les obstacles en arrière : Sarre, Vosges, Moselle, Ardennes, Meuse, forêt d'Argonne, en réglant ses mouvements sur ceux de l'assaillant. Si celui-ci était résolu, le délai gagné serait court ; mais, Napoléon pouvait espérer que son adversaire commettrait des fautes et lui laisserait le temps de se renforcer des troupes d'Espagne, d'Italie et des nouvelles levées.

Une fois en possession de toutes ses forces, où devait-il les réunir en vue de la bataille ? En travers de la ligne de marche de l'ennemi sur la ligne Paris—Mayence ? C'eût été prendre le point de réunion trop au Nord, eu égard aux troupes attendues d'Espagne et d'Italie. Mieux valait faire la réunion vers Chau-

[1] On doit remarquer l'emploi fait par Clausewitz du terme *base d'opérations*. Napoléon, lui, ne s'en est jamais servi.

mont ou Dijon. On eût, il est vrai, découvert Paris, d'où nécessité d'y laisser un corps d'effectif suffisant pour mettre la ville à l'abri d'un coup de main.

« Supposons Napoléon vers Dijon et Chaumont avec une armée forte d'environ les deux tiers de l'armée alliée ; supposons Paris suffisamment défendu pour ne pouvoir être attaqué que par une armée de 50,000 hommes ; il est clair que les Alliés n'auraient pas osé marcher avec leurs forces réunies sur Paris sans se soucier de Napoléon, ou bien envoyer 50,000 hommes contre la capitale et se tourner avec le reste contre l'Empereur. »

Au pis aller, Napoléon pouvait continuer sa guerre de temporisation jusqu'à Paris et « en s'établissant deux fois défensivement derrière la Seine : une fois à Troyes et l'autre fois entre Nogent et Montereau ; il pouvait donc compter qu'il gagnerait au moins quatorze jours de délai, dans le cas où les Alliés continueraient à marcher franchement en avant. Pendant ces quatorze jours, il aurait sans doute reçu de 15,000 à 20,000 hommes de troupes de nouvelle formation ; il aurait pu rappeler Mortier et Macdonald, ce qui lui aurait donné un renfort de 20,000 hommes ; en un mot, il pouvait se battre sous Paris avec 90,000 hommes au lieu de livrer combat à La Rothière avec 50,000 hommes, et l'on pouvait prévoir que jusqu'à Paris les Alliés s'affaibliraient considérablement ».

Ainsi, suivant Clausewitz, la forme stratégique la mieux adaptée aux circonstances, était une *défensive de temporisation*, plus ou moins prolongée et terminée par une *bataille défensive* entre Dijon et Chaumont ou sous Paris.

C'est, on le voit, la stratégie subie plutôt que voulue par les Russes en 1812, stratégie dont la réussite a impressionné au plus haut point Clausewitz et qu'il transporte du théâtre russe à notre théâtre français. Et il est vraiment extraordinaire qu'un esprit critique comme le sien ne se soit pas préoccupé de démêler, dans les résultats de la Campagne de 1812 ce qui revient au système stratégique des Russes et ce qui revient au théâtre de la guerre. En 1812, l'armée française a fondu avec rapidité du fait même de la contrée : étendue, pauvreté, rareté des chemins, climat qui, du jour à la nuit, passe de l'extrême chaleur à l'extrême froid. Mais peut-on espérer un affaiblisse-

ment notable de l'envahisseur sur notre théâtre sans profondeur, riche, bien routé, sous notre climat tempéré ? Il faudrait reculer jusque derrière la Loire ; c'est-à-dire abandonner les ressources de la moitié de la France.

En fait, ni les Alliés ni Napoléon ne suivirent les procédés prônés après coup par Clausewitz.

Au lieu de poursuivre sans relâche les débris de l'armée française pour transformer sa défaite en déroute et provoquer une révolution à Paris, les Alliés, après Leipzig, perdirent deux mois à réorganiser et à accroître leurs forces et ne franchirent le Rhin que le 31 décembre.

Quant à Napoléon, il prescrivit bien à ses maréchaux une *défensive de temporisation* sur le Rhin et les obstacles en arrière pendant que, rentré à Paris, il travaillait à reconstituer une armée. Mais cette défensive, il l'abandonna dès le 23 janvier 1814 avant d'avoir reçu tous ses renforts. Et, au lieu de chercher le salut dans une *bataille défensive*, c'est par des opérations offensives sur *région centrale* entre la Seine et la Marne qu'il s'efforçait de détruire ses adversaires.

DEUXIÈME PARTIE.

CRITIQUE DES OPÉRATIONS.

Des huit chapitres que comprend cette seconde partie, les sept premiers (52 pages) sont consacrés à la critique des opérations des Alliés, le huitième et dernier (12 pages) à celles de Napoléon.

Clausewitz a-t-il jugé que les admirables opérations de l'Empereur contenaient moins d'enseignement que les fautes de ses adversaires ? Ce n'est guère admissible. En fait, vis-à-vis de Napoléon, Clausewitz ne se sent pas en terrain sûr. Ne disposant pas de la correspondance de l'Empereur[1], il n'a compris qu'en partie ses conceptions ; la critique qu'il en fait est même

[1] Clausewitz ne disposait sans doute que de la Relation du général Koch, dont il écrit : « En ce qui concerne le plan du défenseur, on ne peut considérer ce qu'en dit l'ouvrage de Koch que comme des extraits inintelligibles. »

assez singulière de la part d'un écrivain militaire qui a fait une si grande place aux *forces morales* dans sa théorie de la guerre.

Cette seconde partie est mal ordonnée. Pour permettre au lecteur de s'y retrouver et éviter les redites, je commencerai par l'examen des manœuvres de Napoléon. Cette marche est d'ailleurs rationnelle : l'Empereur, malgré son rôle de défenseur, a conservé jusqu'au bout l'initiative des opérations.

Critique des opérations de Napoléon. — Suivant Clausewitz, comme nous l'avons vu plus haut, Napoléon aurait dû laisser devant Paris un effectif suffisant pour couvrir cette ville contre un corps de 50,000 hommes que les Alliés pouvaient détacher, puis concentrer le reste de ses troupes entre Dijon et Chaumont. C'est là que, renforcé de 20,000 hommes tirés de l'armée de Suchet et de l'armée d'Italie, il aurait livré une bataille défensive à ses adversaires diminués par l'usure provenant de la mauvaise saison et des marches et aussi par les détachements consacrés à l'investissement des places fortes.

Napoléon pouvait aussi se retirer sous Paris pour y livrer bataille avec 90,000 hommes.

« Bonaparte sacrifia ces avantages pour mettre à profit le courage et l'esprit exalté qui animent toute troupe au moment où elle est conduite en masse au-devant de l'ennemi, surtout quand elle est fière et vaniteuse comme les Français ; il les sacrifia aussi pour ne pas enterrer sa réputation dans la capitale par une retraite de quatorze jours, et parce que pour lui, comme pour les gens de son espèce, il semble toujours plus naturel d'affronter carrément le danger que de se dérober sagement, de combattre avec passion plutôt qu'avec prudence. »

Pourquoi donc opposer *prudence* à *passion* ? Il s'agit de toute autre chose ? Napoléon n'a jamais vu dans la défensive de temporisation qu'un procédé inférieur, pouvant permettre à un général de second plan de traîner des opérations sans se compromettre [1], tandis que la guerre se décide ailleurs. Mais lui,

[1] « On ne peut espérer d'une ligne que les avantages suivants : rendre la position de l'ennemi tellement difficile qu'il se jette dans de fausses opérations et qu'il soit battu par des forces inférieures ; ou, si l'on a en tête (devant soi)

lorsqu'il est inférieur en forces à son adversaire, c'est à un autre procédé qu'il demande la victoire.

« Lorsque, avec de moindres forces, j'étais en présence d'une grande armée, groupant avec rapidité la mienne, je tombais comme la foudre sur l'une de ses ailes et je la culbutais. Je profitais du désordre que cette manière ne manquait jamais de mettre dans l'armée ennemie pour l'attaquer dans une autre partie avec toutes mes forces. Je la battais ainsi en détail et la victoire qui en était le résultat était toujours, comme vous le voyez, le triomphe du grand nombre sur le petit[1]. »

De ce procédé dont son génie a tiré de si belles manœuvres et de si brillantes victoires en 1796, lorsqu'il défendait l'approche de Mantoue, il montrera, cette fois encore, toute la fécondité. Mais, maintenant, ce n'est plus une place d'Italie qu'il lui faut couvrir, c'est Paris, c'est la capitale de la France, et cela tout en poursuivant l'anéantissement de l'adversaire.

Pour asseoir son attente stratégique, il ne dispose pas d'un théâtre comparable à celui que forment autour de Mantoue, le lac de Garde, le Monte-Baldo, l'Adige, la place de Vérone, les monts Lessini. Pourtant, embrassant d'ensemble cette région entre Paris et la Meuse où s'avancent les Coalisés, il y découvre les éléments d'opérations sur *position centrale*. Cette région est découpée par la Seine et ses affluents en zones orientées d'une façon générale de l'Est à l'Ouest. Les ponts sont rares ; ils sont gardés par de petites villes qui possèdent encore leurs fossés et leurs vieilles murailles. Renforcées par quelques travaux, elles donnent ce que Napoléon appelle « un poste militaire » susceptible d'opposer à l'ennemi une résistance de quelques heures, voire d'un jour ou deux. C'est dans cette région et sur ces cours d'eau que Napoléon va combiner des manœuvres, destinées à battre séparément les armées ennemies dont les lignes natu-

---

un général de génie, l'obliger à franchir méthodiquement des obstacles créés à loisir et aussi gagner du temps. Du côté au contraire de l'armée française, aider à la faiblesse du général, rendre sa position tellement indiquée et facile qu'il ne puisse commettre de grandes fautes, et, enfin, lui donner le temps d'attendre des secours. » (Note au vice-roi sur la défense de l'Italie, 1809.)

[1] Réponse au directeur Gohier au retour de la Campagne de 1796 en Italie.

relles de marche sont : pour l'armée de Silésie qui vient de Metz, la vallée de la Marne ; pour l'armée de Bohême qui vient de Langres, les vallées de l'Aube et de la Seine.

Considérons une carte générale de ce terrain, nous distinguons une *zone centrale* bornée au Nord par la Marne, avec les villes de Chaumont, Joinville, Saint-Dizier, Vitry, Châlons, Épernay, Château-Thierry, La Ferté-sous-Jouarre, Meaux, Lagny et Paris ; bornée au Sud par l'Aube, puis par la Seine, avec les villes de Bar-sur-Aube, Nancy, Nogent, Bray, Montereau, Melun et Paris.

Sur la rive droite de la Marne, c'est-à-dire sur la route obligée de l'armée de Silésie, l'Ornain, puis l'Ourcq, qui se jettent dans la Marne, l'un près de Vitry, l'autre au-dessus de Meaux, forment obstacles à l'armée de Silésie vers Paris.

Au sud de la ligne d'eau Aube—Seine que doit suivre l'armée de Bohême, la Seine, en amont de Romilly, l'Yonne, le Loing et l'Essonnes qui, venant du Sud, se jettent dans la Seine respectivement à Montereau, Moret, Corbeil, forment obstacles à la marche de cette armée.

Ces rivières sont de médiocre largeur, mais, grossies par les pluies de l'hiver, elles n'en forment pas moins, avec leurs vallées marécageuses, d'excellentes *lignes de défense*. Sous leur protection, de faibles effectifs pouvaient en arrêter de très considérables dans le temps que le gros écraserait quelque fraction des forces adverses.

D'autre part, la possession des petites villes placées sur les cours d'eau et mises en état de défense, assurait à Napoléon des points de passage fixes, des magasins de vivres et de munitions, des hôpitaux pour ses malades et ses blessés, et lui permettait de ne pas traîner de lourds équipages de pont, de longs convois. Il aura donc une extrême facilité de déplacement en face d'un adversaire alourdi par d'énormes quantités de voitures, dans une région marécageuse et, en 1814, fort mal routée.

Malheureusement, les travaux ordonnés par Napoléon pour la mise en état de défense de ces petites places ne furent pas poussés avec assez d'activité, et les avantages qu'il en espérait ne furent pas entièrement réalisés.

C'est dans la zone centrale que Napoléon aura sa ligne de communication sur Paris et son *centre d'opérations* qu'il dépla-

cera, suivant ses manœuvres, de Châlons à Arcis, à Sézanne, à Nogent, à Provins. C'est par cette zone centrale qu'il s'efforcera de séparer l'armée de Silésie de l'armée de Bohême. Ce résultat obtenu, Napoléon portera son gros contre une des armées, tandis qu'un de ses lieutenants, se servant d'un des cours d'eau comme ligne de défense, contiendra, avec peu de monde, l'autre armée ennemie.

Sans cesse, contre l'armée qu'il tient sous griffe, Napoléon emploiera sa manœuvre favorite, la *manœuvre sur les derrières*, pour accabler cette armée dans le flagrant délit d'un passage de cours d'eau ou d'une marche en retraite et éviter ainsi les hasards d'une bataille rangée.

Cette conception générale de la campagne, Clausewitz ne semble pas l'avoir saisie ; aussi, sans discuter la relation écourtée qu'il donne des opérations de Napoléon, me bornerai-je à opposer l'entrée en campagne de l'Empereur à la *défensive de temporisation*, avec, au bout, la bataille défensive prônée par l'écrivain militaire prussien.

De Nancy et de Langres, les armées de Silésie et de Bohême s'avancent sur Châlons. Il n'est que temps, si l'on veut empêcher leur jonction, de quitter la temporisation et de manœuvrer.

Sur cette armée de Silésie qui s'avance sans défiance vers Saint-Dizier, poussant devant elle Ney et Victor, Napoléon va tomber comme la foudre. De toutes les forces disséminées, il veut constituer à Vitry, comme par miracle, une armée de 80,000 hommes, dont 12,000 de cavalerie, avec le chiffre énorme de 300 bouches à feu.

Avec le gros de ses troupes, il marchera droit sur Blücher, c'est-à-dire sur Saint-Dizier, tandis qu'il appellera Marmont, de l'Argonne, sur les derrières de l'ennemi, pour rendre la bataille décisive.

Mais Victor a abandonné Saint-Dizier, Blücher est déjà passé filant sur Brienne, on n'atteint que son arrière-garde.

Napoléon veut refaire sur Brienne le coup qui vient de manquer sur Saint-Dizier. Tandis qu'il dirige son gros sur Brienne par la traverse d'Eclaron et de Montiérender, il envoie Marmont à Vassy, et, en avant de Marmont, la division Duhesme à Doule-

vant, pour couper la ligne de communication de Blücher sur Saint-Dizier et sur Joinville. En cas de bataille à Brienne, Marmont et Duhesme se rabattront sur la droite ennemie.

Comptant détruire Blücher avant sa jonction avec Schwarzenberg, Napoléon l'attaque à Brienne. Il le bat, le force à reculer sur Trannes; mais Blücher est trop près de l'armée de Bohême pour que la défaite devienne un désastre.

Le 1er février, Schwarzenberg envoie a Blücher une partie de ses forces, ce qui permet au général prussien d'opposer à La Rothière plus de 100,000 hommes à 40,000 soldats. Désespérant de vaincre, Napoléon se retire pendant la nuit derrière l'Aube et se porte sur Troyes, d'où, depuis deux jours, Mortier signale l'approche de détachements ennemis. Marmont se retire par la rive droite de l'Aube pour y retenir Blücher.

En se portant sur Troyes, c'est-à-dire en découvrant la route directe de Paris, Napoléon, n'en déplaise à Clausewitz, espère bien que Blücher s'empressera de s'y engager en se séparant de Schwarzenberg[1].

De fait, le 5 février, Blücher s'avance par Arcis-sur-Aube vers la Marne, offrant à Napoléon l'occasion des admirables manœuvres qui vont amener la destruction presque complète de l'armée de Silésie.

Quel effet moral dut produire sur les Coalisés cette entrée en campagne d'un homme qu'on croyait réduit à la plus misérable défensive, on peut l'imaginer.

Cet effet moral, la défensive de temporisation prônée par Clausewitz pouvait-elle le donner ?

D'autre part, songeons à l'impression faite sur nos soldats et sur le pays tout entier par cette offensive audacieuse et inversement à la dépression morale qu'eût amenée une retraite sur Dijon.

---

[1] Le 2 février il écrit au Ministre de la guerre : « Il serait possible que l'armée de Blücher se portât entre la Marne et l'Aube, du côté de Vitry et de Châlons. De Troyes, suivant les circonstances, j'opérerai pour retarder le mouvement de la colonne qu'on m'assure se diriger par Sens sur Paris ou pour revenir manœuvrer sur Blücher et retarder sa marche. »

Et quel spectacle tragique que celui de Napoléon, à l'affût dans sa zone centrale, guettant ses deux adversaires.

Dès que l'un d'eux pousse vers Paris, il s'élance sur ses derrières, lui enlève ses convois, ses magasins, et l'amène ainsi à faire retraite en désordre, de façon à l'accabler dans le flagrant délit de cette retraite.

Puis il se retourne à toute allure sur son autre adversaire, qui, pendant ce temps, a replié devant lui quelqu'un de nos maréchaux.

Sans se lasser, sans cesse il recommence, jusqu'au jour où la trahison promet aux Alliés bon accueil à Paris ; la manœuvre sur les derrières perd alors tout effet.

Mais, à différentes reprises, il s'en était fallu de bien peu qu'elle ne lui donnât la victoire décisive.

Que ces admirables manœuvres n'aient pas arraché à Clausewitz un mot d'admiration, c'est ce qu'on ne saurait lui pardonner.

Critique des opérations des Alliés. — « Puisque l'assaillant avait finalement en vue une grande bataille décisive, il faut, écrit Clausewitz, condamner la division des forces alliées.

« Les armées ne se divisent pas pour le plaisir de se réunir, comme font les danseurs dans une figure de quadrille. »

Ne pas se diviser, tel est à peu près le seul enseignement à rebours que fournit la stratégie des Alliés, et l'on voit combien Clausewitz, aussi bien pour cette campagne que pour 1813, est éloigné de présenter cette stratégie d'armées séparées par de grands intervalles et convergeant sur Paris comme une stratégie nouvelle et merveilleuse : la stratégie de l'avenir.

Pour les opérations des Alliés, je renvoie le lecteur au texte de Clausewitz. Je ne m'arrêterai que sur l'état d'âme de Blücher après qu'il eut fait à Soissons sa jonction avec Bülow et Winzingerode, parce qu'on saisit là, sur le vif, le désarroi dans lequel les manœuvres de Napoléon jettent ses adversaires.

Opérations de Napoléon contre Blücher après la réunion de ce dernier à Soissons avec Bülow et Winzingerode. — Après sa réunion avec Bülow et Winzingerode, Blücher dispose de 100,000 hommes contre les 50,000 hommes

qu'il attribue à Napoléon. Sa première idée est de se placer derrière l'Aisne pour surprendre l'Empereur dans le flagrant délit d'un passage de rivière. Mais Napoléon se garde bien de franchir l'Aisne devant l'armée de Silésie. Il se dirige sur Fismes et Berry-au-Bac, coupant ainsi cette armée de sa ligne naturelle de retraite sur Reims.

Blücher forme alors le projet d'attaquer l'Empereur après son passage à Berry-au-Bac; il y renonce bientôt et se décide à aller *prendre position* à Laon.

On surprend ici la confusion dans laquelle l'offensive jette l'adversaire et le peu que vaut, dans la réalité de la guerre, cette conception d'une contre-offensive partant d'une position de flanc, pour assaillir l'ennemi en flagrant délit de franchissement d'un obstacle de terrain.

Comme l'armée prussienne en 1806, guettant Napoléon derrière la Saale, Blücher, derrière l'Aisne, renonce à la contre-offensive bien qu'il ait 100,000 hommes contre 50,000. Finalement il prend position à Laon pour couvrir la seule ligne de communication qui lui reste, celle des Pays-Bas, et il y reçoit l'attaque de Napoléon.

Dans les conditions d'effectifs où la bataille s'engage, Blücher aurait dû remporter un succès décisif. Mais il était incapable, aussi bien que ses conseillers, d'établir un plan de bataille qui permît d'utiliser la supériorité numérique. Il se borna à recevoir les assauts de la petite armée française ; bien plus, il s'en laissa imposer deux jours entiers par Napoléon.

« Là, écrit Clausewitz, nous voyons Blücher ne plus être lui-même pour la première fois dans cette guerre. Bonaparte qui, le 10, a l'audace de rester en face de lui avec 30,000 hommes et de le menacer d'une attaque, lui impose à ce point qu'il rappelle York et Kleist et ne poursuit pas l'armée française qui bat en retraite le 11, tandis qu'il fait prendre à ses troupes ses quartiers de rafraîchissement[1]. »

Napoléon demeure deux jours à Soissons ; il y laisse Mortier et se dirige le 13, sur Reims, pour tomber sur les généraux

---

[1] Page 179.

St-Priest et Jagow. Blücher reste immobile jusqu'au 18 mars, jour où il apprend que Napoléon est retourné sur l'Aube. Il le suit alors très lentement.

« On ne peut, écrit encore Clausewitz, chercher la cause de cette inaction de Blücher pendant les quatorze jours qui séparent la bataille de Laon de la marche sur Paris que dans les circonstances. D'abord sa méfiance à l'égard de l'armée de Schwarzenberg; puis le souvenir des désastres de février et la crainte de voir ces désastres se renouveler ; enfin sa maladie et sa faiblesse qui, dans ces derniers jours, était arrivée à un degré tel qu'il fût à peine en état de conserver son commandement. »

Soit, Blücher était malade, mais Gneisenau ne l'était pas ; il n'y a qu'un mot qui explique l'inaction de l'armée prussienne : la terreur inspirée par Napoléon, cette terreur que l'Empereur expliquait dans sa lettre du 24 février au roi Joseph : « Quoiqu'il en soit, la terreur est dans les rangs ennemis. Il y a peu de jours, ils croyaient que je n'avais pas d'armée ; aujourd'hui, il n'est rien où leur imagination s'arrête : 300,000 ou 400,000 hommes ne leur suffisent pas. Ils croyaient naguère que je n'avais que des recrues ; ils disent aujourd'hui que j'ai réuni tous mes vétérans et que je ne leur oppose que des armées d'élite, que l'armée française est meilleure que jamais... Voilà ce que c'est que la terreur. »

Pendant cette expédition contre Blücher, le roi de Prusse avait obtenu de Schwarzenberg, en retraite sur Chaumont, qu'il se reportât en avant. Déjà de Wrède et Wittgenstein sont au delà de la Seine, poussant devant eux Oudinot et Macdonald, quand on apprend que Napoléon revient sur l'armée de Bohême. Immédiatement Schwarzenberg se met en retraite en toute hâte.

Une fois en sûreté vers Troyes, renseigné sur la faiblesse de nos forces, il prend l'héroïque résolution de se reporter en avant pour attaquer Napoléon au moment où il débouchera de l'Aube, à Arcis. Mais il attaque si mollement, le 20 mars, que le champ de bataille nous reste ; le 21, il se met sur la défensive avec ses 100,000 hommes en cercle autour d'Arcis. Napoléon qui n'a que 28,000 hommes, désespérant de vaincre, rompt le combat et fait retraite sans être inquiété.

C'est sur Saint-Dizier qu'il se porte pour appeler à lui les garnisons des places de Lorraine et d'Alsace et menacer les derrières des Coalisés. Et l'épouvante est telle à l'état-major de l'armée de Bohême que, dans un conseil de guerre tenu à Pougy, la retraite sur la Suisse est tout d'abord proposée. Pourtant on s'enhardit et l'on décide d'abandonner la ligne d'opération sur Chaumont pour rejoindre, à Châlons, l'armée de Silésie et vivre avec elle sur la ligne de communication préparée de Reims sur Mons et les Pays-Bas, et, ainsi réunis, de se porter contre Napoléon à Saint-Dizier. Le mouvement commence aussitôt ; mais le 24, les nouvelles reçues de Paris font connaître la détresse du gouvernement impérial. Sûrs de trouver des intelligences dans la capitale, les Alliés se mettent immédiatement en marche vers l'Ouest. Le 30 mars nos troupes évacuaient la capitale.

Conclusions. — Laissons de côté les enseignements de détail, les intéressantes réflexions qu'on trouve à chaque page de l'Étude de Clausewitz et ne retenons que cette question capitale : Napoléon, au lieu de recourir à des manœuvres sur position centrale, aurait-il mieux fait, après avoir couvert Paris avec un simple détachement, de prendre avec toutes ses forces une position de flanc vers Dijon pour y recevoir le choc des Alliés? Les arguments de Clausewitz ne semblent pas décisifs. Ici, d'ailleurs, le meilleur juge n'est-il pas le principal intéressé? Or, Napoléon, bien qu'il ait dans sa vie gagné bien des batailles, bien qu'il fût seul alors en Europe à savoir bâtir un plan et conduire une action de masses, se méfiait singulièrement du hasard des batailles et n'était guère disposé à remettre le sort de la guerre à une seule grande action, et surtout à une seule grande action défensive.

D'autre part, les Alliés, grâce à leur énorme supériorité numérique, pouvaient, tout en investissant Napoléon, faire sur Paris un détachement considérable qui aurait eu facilement raison de notre faible corps de couverture et aurait suffi à provoquer dans la capitale une révolution et d'un coup terminé la guerre.

D'ailleurs le système stratégique adopté par Napoléon était sans contredit le mieux adapté à son génie et au caractère du

soldat français. Et de fait, il s'en est fallu de bien peu, à plusieurs reprises, que ce système donnât la victoire décisive. Si finalement il se trouva en défaut, ce fut par la trahison de Fouché et de Talleyrand.

Est-ce à dire que ce système nous soit absolument commandé au cas d'une invasion analogue à celle de 1814? Ceci est une question qui sort des limites de cette Étude.

Quoiqu'il en soit, je pense en avoir dit assez pour montrer le haut intérêt de l'Étude de Clausewitz sur la campagne de 1814.

H. Camon,
Chef d'escadron d'artillerie, breveté d'état-major.



1814.


Rethel
Stenay
Argonne
Aisne
Aire
Verdun
Meuse
Châlons-s-Marne
S.t Mihiel
Bar-le-Duc
Commercy
Vitry
Ligny
S.t Dizier
Sommepuis
Marne
Ornain
Montiérender
Vassy
Lesmont
Joinville
Brienne
la Rothière
Doulevant
Neufchâteau
Trannes
Bar-s-Aube
Bar-s-Seine
Chaumont

COMPTABLES

ET

COMPTABILITÉ DES CORPS DE TROUPE[1]

AMÉLIORATIONS IMMÉDIATEMENT POSSIBLES

VII.

MODIFICATIONS POSSIBLES POUR RÉDUIRE LES DIFFÉRENSES EXISTANT ENTRE LES DOCUMENTS DE COMPTABILITÉ A TENIR EN TEMPS NORMAL ET EN CAMPAGNE.

Si, comme nous avons cherché à le faire sentir, il est impossible d'adopter, pour les deux périodes de paix et de guerre, des modèles identiques, étant donné que ces modèles doivent servir à l'enregistrement d'actes d'administrations différentes, on peut cependant chercher à créer des modèles uniques dans lesquels entreraient tous les renseignements nécessaires pour l'établissement des deux comptabilités.

On en serait quitte pour ne pas utiliser, dans chacun des deux cas, les parties et colonnes du registre ou du document qui ne trouveraient pas leur emploi dans la circonstance, et l'on aurait le sérieux avantage de se servir, en tout temps, de modèles identiques, avec lesquels se seraient familiarisés les comptables et auxquels la mobilisation et la démobilisation n'apporteraient aucun changement.

C'est là, nous en avons la conviction, la seule solution qui,

---

[1] Voir la livraison de décembre 1903.

bien qu'incomplète du fait même du problème, serait, néanmoins, une amélioration notable aux errements en vigueur.

Dans ce but, il est, de prime abord, indispensable d'examiner les modifications qui, dans la comptabilité des corps de troupe, entraînent avec elles celles qu'apporte à leur administration du temps de paix leur administration du temps de guerre.

Or les mesures adoptées en campagne pour assurer les allocations en deniers et en vivres sont, comme nous allons en juger, peu différentes de celles de la période de paix.

Les allocations en deniers sont, en effet, perçus par les conseils d'administration sur les mêmes *états de solde* dans les deux cas, et elles parviennent aux hommes toujours par l'intermédiaire des commandants d'unités administratives qui, tous les cinq jours, établissent une *feuille de prêt* dont la contexture n'a pas varié. Les seules différences à signaler, différences n'affectant pas d'ailleurs le tracé des pièces comptables, sont que, en temps de guerre, le prêt est perçu d'avance et que les corps n'ont plus à se préoccuper de la perception de l'indemnité de viande puisque celle-ci leur est fournie en nature.

Enfin, les masses d'habillement et de harnachement étant supprimées dès la mobilisation, les états mensuels de payement pour la perception de ces masses deviennent sans objet.

En résumé, sous le rapport des perceptions des allocations en deniers, le but que nous poursuivons est atteint, puisque, en temps de guerre et en ce qui les concerne, l'officier chargé des détails et les commandants d'unités n'ont à se servir que des modèles usités en temps de paix, à l'exclusion d'un seul modèle qui n'a plus sa raison d'être.

Ce que nous venons de dire pour les allocations en deniers se reproduit pour les *allocations en nature*.

Ces dernières se perçoivent, en effet, en campagne comme en temps normal, c'est-à-dire sur bons partiels dont l'officier, chargé des détails, assurera l'enregistrement sur un *registre d'effectif et des distributions*, qui condense, dans un seul document, les renseignements qu'en temps de paix le trésorier inscrit sur deux registres, celui d'effectif et celui des distributions.

Les seules différences qui distinguent les perceptions de vivres en temps de guerre n'affectent pas le mode ordinaire de comptabilité ; elles ne sont que les conséquences fatales de cette période

exceptionnelle, conséquences dont les plus importantes sont la fourniture par l'administration de toutes les denrées sans exception, la quotidienneté des perceptions et l'intervention de l'officier d'approvisionnement.

Il est à remarquer que, pour ce dernier, les imprimés en usage au moment des grandes manœuvres sont les mêmes que ceux dont il aura à se servir au cours des opérations de guerre.

Nous nous sommes demandé s'il y aurait possibilité d'adopter, dès le temps de paix, le registre d'effectif et des distributions que nous avons mentionné plus haut et que prescrit, pour le temps de guerre, le décret du 10 juin 1889. Nous n'y voyons aucun inconvénient, et son adoption entrainerait une simplification puisqu'on se servirait en tout temps d'un même modèle.

Sans entrer dans le détail d'un tracé, que nous avons proposé en 1898, il est facile de se figurer un registre comportant à la fois tous les renseignements de la situation-rapport servant à la tenue à jour du registre d'effectif actuel et ceux enregistrés sur le registre des distributions également en vigueur[1].

Il faudrait, bien entendu, ouvrir dans ce nouveau registre, à l'article des perceptions, des colonnes concernant les rations et denrées spéciales au temps de guerre (ration normale et forte de campagne par exemple), colonnes qui ne seraient pas utilisées en temps normal.

Ce registre d'ensemble pourrait être, d'ailleurs, du même format (0,26 × 0,18) que celui prescrit par le décret du 10 juin 1889, avec cette seule différence qu'au lieu de s'ouvrir suivant l'axe de la grande dimension (0,26), il s'ouvrirait suivant le petit axe (0,18). C'est avec intention que nous donnerions à ce nouveau registre la forme, en grand, du carnet de chèques des banques commerciales, c'est-à-dire la grande dimension dans le sens horizontal ; dans ces conditions, chaque feuillet pourrait être divisé en quatre bandes horizontales journalières, deux au recto et deux au verso, et servir pour quatre jours.

Il serait trimestriel comme celui du règlement de juin 1889 et comporterait, par conséquent, pour un trimestre vingt-cinq feuillets (4 × 25 = 100), c'est-à-dire serait très portatif.

---

[1] Modèle n° 16 du décret du 14 janvier 1889.

L'utilisation de ce registre serait identique dans les deux cas, sauf que, en temps normal, on n'aurait qu'à se servir des bandes journalières correspondant aux jours de perception des denrées et à l'inscription des effectifs, cette dernière restant fixée aux 1er, 11 et 21 de chaque mois, conformément aux dispositions arrêtées par le règlement du 26 mai 1890 sur la solde et les revues. En campagne, au contraire, toutes les bandes seraient utilisées, les inscriptions étant, dans ce cas, journalières.

Pour le matériel, le régime du temps de guerre apporte de profondes modifications à celui du temps de paix, modifications qui sont, comme nous l'avons déjà constaté, la conséquence de la suppression de certaines masses dès la mobilisation.

L'administration se réserve, en effet, le soin d'assurer directement, en campagne, la fourniture aux corps de troupe des effets, objets et combustible que les corps, en temps de paix, se procurent eux-mêmes au moyen de ces masses [1].

Le système des masses, que des raisons budgétaires ont fait adopter en temps normal, ne peut fonctionner, comme nous l'avons déjà vu, que dans les périodes de calme, au cours desquelles les transactions commerciales sont faciles et les questions d'économie doivent primer toutes les autres considérations.

Il en résulte que l'État reprend, par exemple, au corps de troupe, dès que les effectifs de guerre ont été habillés et équipés, tous les effets restant disponibles dans les magasins des unités et du corps. Alors, comme conséquence, disparaissent les registres des entrées et sorties, ceux des distributions et réintégrations, spéciaux au matériel appartenant au corps et trimestriels comme le sont, d'ailleurs, tous les documents comptables basés sur le fonctionnement de la masse d'habillement. Ne subsistent plus, alors, que ces mêmes registres annuels concernant le matériel de l'État qui, en temps normal, sont tenus pour la comptabilité de la *réserve de guerre*.

En ce qui concerne le matériel, il faut donc retenir, pour la comptabilité-matières des corps de troupe, la suppression des

---

[1] A partir de la mobilisation..... les effets de toute nature des services de l'habillement et du harnachement sont fournis, remplacés et entretenus directement au compte de l'État. (Instruction ministérielle du 8 novembre 1901. Art. 1er.)

gistres trimestriels intéressant le matériel acheté sur les fonds e la masse d'habillement supprimée à la mobilisation, ainsi ue la disparition des comptes trimestriels et annuels produits n temps ordinaires pour cette masse.

Ces changements se répercutent évidemment dans la compta-ilité de l'unité administrative. Du registre de comptabilité de unité (1re partie) disparaissent, en effet, les quatre paragraphes elatifs au compte trimestriel des fonds particuliers (§ 3) et au natériel acheté au compte des différentes masses (§ 4, 5 et 6).

Le registre des entrées et sorties de l'unité n'est également lus tenu et les bons mensuels décomptés ne sont plus éta-lis. Les commandants d'unité n'auront plus qu'à fournir des ons ou bulletins de versement numériques, et leurs comptes de natériel se réduiront à la simple inscription chiffrée, dans le hapitre IX du carnet de comptabilité en campagne, des éceptions, distributions et versements.

En résumé, il résulte de toutes nos observations que, pour 'unité administrative, la comptabilité-matières, très simplifiée n temps de guerre du fait de la suppression des masses, ré-lame, en temps normal, l'établissement de documents, comptes t registres qui n'ont plus cours après la mobilisation.

VIII.

NOUVEAU CARNET DE COMPTABILITÉ TRIMESTRIELLE PROPOSÉ POUR L'UNITÉ ADMINISTRATIVE.

Il paraît, en conséquence, avantageux de rechercher, comme *moyen terme*, s'il ne serait pas possible d'adopter, pour l'unité administrative, un modèle de registre ou carnet pouvant servir dans toutes les circonstances et présentant l'intégralité des enre-gistrements et comptes nécessités par les exigences des deux comptabilités du temps de paix et du temps de guerre. On lais-serait inutilisés ceux des paragraphes et chapitres qui ne trou-veraient pas leur emploi dans l'une ou l'autre de ces deux périodes.

C'est une *cote mal taillée* que nous nous sommes efforcé de trouver et que nous allons essayer de présenter à l'examen de

nos lecteurs, tout en écartant, autant que possible, ce que pourrait avoir d'aride un détail de colonnes et de tracés.

Nous n'avons, en effet, pas d'autre but que de bâtir, en quelque sorte, une charpente dans laquelle viendraient s'encadrer ces questions de détail qui, d'ailleurs, ne sont que l'accessoire.

Le registre de comptabilité, actuellement en usage pour le temps de paix dans l'unité administrative et servant à l'enregistrement de toutes les perceptions, distributions, réintégrations et mouvements est un registre divisé en deux parties bien distinctes :

1° Une *première partie*, subdivisée en sept *paragraphes* et exclusivement réservée à l'inscription des éléments servant à l'établissement des comptes *trimestriels* ;

2° Une *seconde partie*, comprenant huit *sections*, dans lesquelles sont énumérées toutes les opérations auxquelles donnent lieu les mouvements du matériel de l'État en compte dans l'unité et servant à l'établissement des comptes *annuels*.

Les deux premiers paragraphes de la première partie (Situations et mutations journalières, Solde de la troupe et Rations diverses) sont, chaque trimestre, remises au trésorier.

Les paragraphes 3 (Compte trimestriel du fonds particulier, Habillement), 4 (Compte trimestriel du fonds particulier, Harnachement), 5 (Matériel acheté au compte de la masse des écoles), 6 (Matériel au compte du fonds particulier) de cette même première partie sont également, tous les trois mois, remis à l'officier d'habillement, et, en fin d'année, la deuxième partie du registre est, en entier, versée à ce dernier comptable.

Le carnet de campagne, dont la tenue est prescrite pour le temps de guerre par le décret du 10 juin 1889, remplace à la mobilisation le registre précédent. Il est *trimestriel* et, dans les cinq premiers jours qui suivent le trimestre, adressé au bureau spécial de comptabilité après avoir subi la vérification du capitaine-major et de l'officier chargé des détails. Dans les dix *chapitres* qui le composent sont inscrites sommairement les différentes opérations de l'unité et insérés (Chapitres IV, V et VI) les contrôles des officiers de la troupe et des chevaux.

Tels sont, *grosso modo*, les deux documents synthétiques dans lesquels sont, avec la réglementation en cours, mentionnés tous

s éléments permettant l'établissement des comptes des unités ministratives en temps de paix et en temps de guerre.

Nous estimons qu'il est possible d'adopter un registre commun ces deux périodes, dont la contexture comporterait, conformé- ent au désidératum que nous avons exprimé, toutes les lonnes nécessaires dans les deux cas et condenserait, pour utes les circonstances, tous les éléments des comptes.

Ce nouveau registre, qui pourrait s'appeler *carnet de compta- ité trimestrielle*, serait, comme le carnet de campagne actuel, visé en chapitres, sans distinction de parties, et trimestriel.

C'est possible avec la création d'un *bureau des gestions et des mptes*, puisque ce dernier, auquel incomberait non seulement établissement des comptes du corps, mais aussi de ceux des nités administratives, trouverait, dans les quatre carnets versés nnuellement par chaque unité, tous les renseignements néces- aires à la production des comptes trimestriels et annuels.

Les chapitres I (Renseignements sur les diverses positions de unité) et II (Renseignements relatifs aux allocations de vivres e campagne, d'indemnités et fournitures extraordinaires) du arnet de campagne en vigueur seraient conservés sans modifi- ations, en substituant seulement le simple mot *vivres* à ceux de *ivres de campagne* dans la rubrique de ce chapitre II. Bien que registre de comptabilité aujourd'hui en usage pour le temps e paix ne comporte pas ces deux chapitres étant donné qu'ils gurent dans le tracé de la feuille de journées, nous sommes 'avis qu'ils deviennent très utiles dans l'hypothèse d'un bureau es gestions et des comptes établissant cette même feuille de ournées dans toutes les circonstances.

Le chapitre III du carnet de campagne (Situations et Muta- ions journalières) qui, d'ailleurs, a déjà son similaire dans le premier paragraphe de la première partie du registre de comp- tabilité actuel, serait à conserver aussi sans changement.

Les chapitres IV, V et VI de ce carnet, que nous maintien- drions également, ne sont, en quelque sorte, que la reproduction les renseignements actuellement mentionnés dans les *contrôles nominatifs annuels* que tient chaque unité administrative.

Ce maintien permettrait la suppression de ces contrôles, au- jourd'hui séparés du registre de comptabilité du temps de paix, t le bien faible inconvénient qui, en fin de trimestre, résulte-

rait du report, sur le nouveau carnet trimestriel que nous proposons, des noms figurant sur celui du trimestre écoulé, serait largement compensé par l'avantage d'avoir, sous la même reliure, les noms et les mutations nominatives de toutes les parties prenantes.

Le chapitre VII du carnet de campagne actuel (§ 1er, Solde de la troupe et § 2, Fournitures en nature à titre gratuit) n'est autre chose que le paragraphe 2 de la première partie du registre de comptabilité du temps de paix.

Pour en permettre l'utilisation en tout temps, il n'y aurait qu'à le compléter en y introduisant quelques colonnes pour les *sommes reçues à titre d'indemnité de chauffage*, et les *fournitures remboursables*, et à modifier la rubrique du paragraphe 2 en substituant les mots *rations diverses perçues* à ceux de *fournitures à titre gratuit*. (Il va de soi, en effet, que les rations diverses perçues en campagne le sont à titre gratuit).

Au chapitre VIII du carnet de campagne en usage (§ 1er Enregistrement sommaire des bulletins de réparations ayant nécessité l'emploi de matières neuves au compte de l'État. § 2, Pertes résultant du cas de force majeure), chapitre qui n'a son utilisation qu'en temps de guerre, on ajouterait un chapitre VIII *bis* qui, au contraire, ne servirait qu'en temps normal et comprendrait, dans trois paragraphes, les éléments de la comptabilité des masses, condensés, aujourd'hui, dans les trois paragraphes 3, 4 et 5 de la première partie du registre actuel de comptabilité.

Dans le chapitre IX (Comptes du matériel), on n'utiliserait, en temps normal, pour l'habillement, que le paragraphe 3 relatif aux effets gratuits du régime de paix et, pour le harnachement, que le paragraphe 5 *ter;* on le compléterait enfin par l'addition de trois nouveaux paragraphes (nos 9, 10 et 11) qui, seulement tenus en temps de paix, comprendraient les comptabilités des *matériel des écoles, matériel hors de service* et *literie et casernement*.

Ainsi que nous avons déjà eu l'occasion de le faire remarquer, ce chapitre IX, qui embrasse toute la comptabilité du matériel de l'État, ne serait plus annuel comme l'est, aujourd'hui, la deuxième partie du registre de comptabilité, mais deviendrait trimestriel. Le *bureau des gestions et des comptes* aurait, dans les quatre carnets trimestriels, que lui aurait, pendant l'année,

versés chaque unité administrative, tous les renseignements nécessaires pour l'établissement des comptes.

IX.

COMPTABILITÉ DE L'ORDINAIRE DANS L'UNITÉ.

En temps de paix, la comptabilité de l'ordinaire est, dans l'unité administrative, aujourd'hui enregistrée sur un livret d'ordinaire annuel qui est, en quelque sorte, si l'on peut se servir de cette expression, un simple « livre de ménage. »

Il n'y a aucun inconvénient à ce que cette comptabilité soit trimestrielle, et il serait, conséquemment, facile de substituer au livret en usage pour le temps de paix le carnet trimestriel adopté pour le temps de guerre et dont le modèle est inséré dans le règlement du 29 juillet 1889. Ce carnet pourrait, au moyen de très minimes modifications, être adapté aux besoins des deux périodes.

En résumé, après avoir passé en revue toutes les adaptations désirables pour pouvoir utiliser dans toutes les circonstances les principaux registres de la comptabilité du temps de paix, il nous semble permis de dire qu'il n'existe aucune difficulté, aucun inconvénient à adopter, dès le temps de paix, certains registres communs aux deux régimes. Le principal, le *carnet de comptabilité trimestrielle*, proposé dans cette petite étude, comprendrait tous les chapitres et paragraphes nécessités, dans les deux cas, par l'administration de l'unité, quitte à laisser en blanc celles de ces subdivisions qui n'ont pas leur emploi dans telle ou telle période. Cette condensation s'obtiendrait par l'adjonction de quelques nouvelles colonnes dans les tracés du carnet de campagne du règlement du 10 juin 1889 et de cinq ou six feuilles seulement pour les nouveaux chapitres et paragraphes, c'est-à-dire sans augmenter sensiblement le poids et le volume de ce document, qui doit, avant tout, rester très portatif.

Le bureau des gestions et des comptes centraliserait, en tout temps, les situations et carnets des compagnies, escadrons ou batteries, tiendrait et arrêterait leurs feuilles de journées, c'est-à-dire établirait les comptes des unités comme cela est déjà prescrit pour le temps de guerre par le décret du 10 juin 1889.

Il y aurait donc, sous ce rapport, analogie complète de procédés pour les deux régimes.

X.

SIMPLIFICATIONS DÉSIRABLES DANS LES ÉCRITURES. SITUATION-FEUILLE DE PRÊT.

Dans les trois conditions indispensables au bon recrutement des comptables des corps de troupe, nous avons énuméré aussi la simplification des écritures.

On a, depuis bien des années, essayé de la réaliser et cela sans résultat bien sérieux et nous pensons qu'on aurait pu aboutir efficacement si l'on avait cherché la réalisation d'une mesure radicale, si, en un mot, on avait pris *le taureau par les cornes*.

Les commissions, chargées de cette mission, l'ont toujours écartée et nous ne ferons que la signaler parce que nous savons, par expérience, combien cette mesure soulève de terreur exagérée dans les milieux comptables militaires.

Ils se font, à notre avis, injure à eux-mêmes et ils ne devraient pas hésiter à proclamer bien haut que, pas moins que les comptables civils, ils sont capables de tenir la *comptabilité en partie double*. Cette comptabilité présente, en effet, sur la partie simple, l'énorme avantage de se contrôler, en quelque sorte, elle-même, automatiquement et, par conséquent, de ne pouvoir laisser échapper aucune erreur.

On peut dire qu'elle repose tout entière sur ce principe *qu'aucun compte ne peut être débité sans qu'un compte soit crédité*. Il en résulte que l'ensemble des totaux du *débit* doit être égal à l'ensemble des totaux du *crédit*.

Son fonctionnement est si apprécié que cette comptabilité, bien que le Code de commerce n'en prescrive pas l'obligation, s'est imposée dans toutes les grandes sociétés et cette unanimité est, plus que toute autre considération, une garantie de l'efficacité du système.

Nous ne nous dissimulons pas toute la hardiesse de cette indication et nous nous contenterons, aujourd'hui, de signaler à nos lecteurs une simplification qui, tout en n'apportant aucune révolution dans l'état actuel de la comptabilité des corps de

troupe, n'en apporterait pas moins une diminution assez sérieuse des écritures.

Il s'agit de l'adoption immédiatement possible d'une *situation-feuille de prêt* qui réunirait, en un seul document, la situation administrative journalière et la feuille de prêt actuelles.

Dans notre étude de 1898, à laquelle nous avons fait allusion au début de ce travail, nous avions déjà signalé cette simplification.

Chaque unité administrative établit actuellement, tous les jours, deux situations :

1° Une *situation-rapport* qui est une pièce de commandement, d'ordre seulement militaire et présentant, entre autres renseignements, les subdivisions de l'effectif sous le rapport des présents sous les armes, — c'est-à-dire des baïonnettes ou des sabres pouvant être mis en ligne, — ainsi que le détail des punitions infligées;

2° Une *situation administrative*, d'ordre exclusivement comptable, ne détaillant l'effectif que sous la seule préoccupation de faire ressortir les droits aux diverses prestations et servant à tenir la feuille de journées, celle-ci n'étant, en quelque sorte, que l'historique des droits, *la facture justifiée*, si l'on peut s'exprimer ainsi, de l'unité créancière de l'État.

Puisque les prestations en deniers (solde, indemnités, hautes paies, primes, etc.) résultantes des journées de présence ne sont réglées que tous les cinq jours au moyen d'une feuille de prêt, nous nous sommes demandé s'il ne serait également pas possible de ne faire ressortir que tous les cinq jours les éléments du calcul du prêt, c'est-à-dire le nombre des journées de présence des hommes des différents grades constituant l'effectif de l'unité.

La chose nous a paru réalisable et l'on pourrait, sans grande difficulté, trouver un modèle donnant satisfaction à ce désidératum ; un document de ce genre présenterait le grand avantage de comporter en lui-même ses éléments de vérification.

Sans entrer dans le détail du tracé que nous avons proposé en 1898, la *situation-feuille de prêt* donnerait, outre les renseignements déjà mentionnés dans la situation administrative journalière en usage, le décompte, par grade pour les deniers, par nombre de journées de présence, sans distinction de grade,

pour les rations, de toutes les allocations dues à l'unité pour l[a] période de cinq jours envisagée.

Pour bien nous faire comprendre, si, par exemple, pour l[es] allocations de solde, nous appelons n, n', n'', etc., les nombr[es] des présents dans chaque grade au premier jour de la périod[e]; a, a', a'', etc., les augmentations résultant des mutations; d, d', d'', etc., les diminutions; t, t', t'', etc., les tarifs de solde affé-rents aux différents grades, le schéma de la partie de la situa-tion-feuille de prêt relative au décompte des sommes dues pour le prêt est le suivant :

	(Indication des grades).			
	G	G′	G″	
Nombre de présents le 1er jour de la période des 5 jours. .	n	n'	n''	....
Pour 5 jours, sans tenir compte des mutations..........	$5\,n$	$5\,n'$	$5\,n''$	....
Augmentations d'après les mutations.	$+\,a$	»	$+\,a''$	....
Totaux....	$5\,n + a$	$5\,n'$	$5\,n'' + a''$	....
Diminutions d'après les mutations.....	»	$-\,d'$	»	....
Totaux des journées de présence acquises pour la période des cinq jours....	$5\,n + a$	$5\,n' - d'$	$5\,n'' + a$	....
Décompte des allocations en deniers, par grade........	$(5\,n + a) \times t$	$(5\,n' - d') \times t'$	$(5n'' + a'') \times t'''$	....
Montant du prêt....	Σs			

L'addition Σs de tous les totaux partiels (s) des soldes acquises pour les différents grades serait, précisément, le montant de la feuille de prêt, et au-dessous de cette addition serait porté l'ar-rêté en toutes lettres du commandant de l'unité.

Tous les cinq jours, conformément au règlement sur la solde et les revues, les situations-feuilles de prêt seraient, après vérification du capitaine adjudant-major, chargé de la surveillance permanente des détails de la comptabilité du corps, remises au chef du bureau des gestions et des comptes.

Ce dernier, après nouvelle vérification, payement et inscription sur les feuilles de journées, enverrait la situation-feuille de prêt, au plus tard le surlendemain du payement, au sous-intendant militaire, qui, conformément aux prescriptions de l'article 94 du règlement du 29 mai 1890, les retournerait, après arrêté, au corps aussitôt que celles de la période consécutive des cinq jours lui seraient parvenues et qu'il aurait pu vérifier les variations d'effectif d'une période à l'autre.

Il est facile de se rendre compte qu'avec une pareille situation le chef du bureau des gestions et des comptes, comme le chef de l'unité administrative, aurait, *rassemblés dans une seule pièce*, tous les éléments du décompte des allocations et le moyen de le vérifier en quelque sorte automatiquement.

L'adoption de la situation-feuille de prêt réduirait de cinq à une les situations à établir par l'unité et à vérifier par le sous-intendant pour chacune des unités du corps. Les inscriptions sur les feuilles de journées seraient réduites dans les mêmes proportions.

Il y aurait donc une diminution et une simplification notables d'écritures.

Faisons, enfin, remarquer que cette amélioration n'apporterait aucun trouble en ce qui concerne la connaissance des effectifs, connaissance qu'il est indispensable d'acquérir journellement, surtout à la guerre. L'article 12 du décret du 10 juin 1889 maintient, en effet, l'obligation de produire la situation-rapport journalière, et c'est, d'ailleurs, cette dernière qui, à l'exclusion de toute situation administrative, doit servir à l'officier chargé des détails pour la tenue à jour du registre d'effectif et des distributions du corps.

Il nous reste, en terminant cette petite étude, dont nous ne nous sommes pas dissimulé l'aridité, à nous excuser auprès de nos lecteurs d'avoir essayé de leur présenter un sujet aussi ingrat.

Nous n'avons cependant pas hésité à leur demander de

s'abstraire quelque peu pour nous suivre dans une voie aussi dure, parce que nous avons la conviction qu'on pourrait tirer grand profit des quelques innovations que nous avons exposées.

L'officier ne saurait, d'ailleurs, se désintéresser des plus minimes détails, lorsque ces détails peuvent avoir une répercussion heureuse dans l'organisation des services de l'armée et, s'adaptant l'aphorisme du philosophe latin, il doit prendre pour guide, dans la vie militaire, cette maxime :

Miles sum ; nihil militari a me alienum puto.

Pas plus dans l'Armée qu'au Palais, l'accessoire ne doit entraîner le principal, et c'est, à notre avis, faire œuvre utile que de chercher à alléger la charge des corps de troupe sous le rapport de la comptabilité, c'est-à-dire de leur laisser plus de temps pour la préparation à la guerre, but principal, raison d'être de toute armée.

L. Chaplain,
Sous-intendant militaire de 2e classe,
breveté d'état-major.

A PROPOS

DU

NOUVEAU RÈGLEMENT DE L'INFANTERIE

AVANT-PROPOS.

« Que celui qui veut être véritablement officier se rapproche des hommes qui peuvent l'instruire.

« S'il a l'avantage de se trouver dans la même garnison que des troupes d'autres armes, qu'aux instants de liberté que lui laisse son service il coure au plus vite dans les arsenaux, sur les ouvrages qu'élève le génie militaire, aux polygones de notre artillerie, sur le terrain de manœuvre de l'infanterie.

« Là seulement, il prendra les rapports relatifs des armes entre elles, il jugera les difficultés et les possibilités de l'attaque et de la défense, en appréciant les vitesses des formations, les distances de tir, etc... »

Si sensés et si vrais dans leur simplicité, ces conseils du général de Brack que nos anciens avaient, ainsi que nous, pu lire et méditer sur les bancs de l'École, n'étaient pourtant jusqu'à ces dernières années, guère compris ou du moins guère appliqués.

Séparées comme par d'épaisses et hautes murailles nos trois armes se connaissaient à peine. Destinées aux mêmes luttes futures, devant confondre sur le champ de bataille leur savoir, leur énergie et leurs sacrifices, elles restaient dans leur préparation à cette noble tâche, isolées et comme impénétrables l'une à l'autre.

Tandis que bien loin devant l'infanterie, portées par des

réglements simples et pratiques, l'artillerie et la cavalerie galopaient dans la voie du progrès et de l'utilisation rationnelle de leurs forces et de leur énergie, l'infanterie marquait le pas.

Un fait pourtant s'était produit en mai 1899 : l'apparition du *Règlement sur les Exercices et les Manœuvres de la Cavalerie*, qui n'avait pas été sans émouvoir nombre de fantassins curieux et cherchant à hausser leur tête par-dessus les crêtes du mur mitoyen.

Ces trois petits volumes, en effet, renvoyaient de chacune de leurs pages l'éclatante certitude d'une idéale perfection dans l'école et dans l'emploi des diverses unités. Simples et nets comme la vérité, rigoureux et logiques comme la raison même, ils respiraient une intuition de la guerre, une intelligence de ses besoins, une hauteur d'idée et une unité de vues qui laissaient loin au-dessous d'elles, les pratiques timorées et vieillies sous le joug desquelles était courbée l'infanterie.

Ni les réglements de 1875, ni ceux de 1884, ni les modifications ultérieures n'avaient su nous donner, en effet, des règles simples et une doctrine féconde.

Manque de principes directeurs, décousu dans l'exposition et les méthodes, étroitesse dans les prescriptions et minutie dans les détails, tels étaient les maux dont nous souffrions et dont la plupart d'entre nous, d'ailleurs cherchaient à s'affranchir par l'emploi de la méthode dite *des assouplissements*.

Aussi, lorsque parurent les fascicules de 1901 beaucoup d'officiers n'y trouvèrent-ils que l'exposition et la confirmation de leurs idées de manœuvre et de leurs méthodes courantes. Mais ils répondaient cependant à un besoin parce que ces idées et ces méthodes, très variables d'un régiment à l'autre, avaient besoin d'être coordonnées, codifiées, universalisées. D'ailleurs n'était-il pas bizarre de constater que les troupes les plus manœuvrières étaient précisément celles qui se préoccupaient le moins du formalisme réglementaire et qui, dès le départ pour l'extérieur laissaient dans leurs quartiers, comme bagage inutile, alignements rigides et formations carrées ?

Présenté sous forme de *Projet* en 1901 et mis en essai dans quelques corps de troupe, le nouveau Règlement fut donné en 1902 à toute l'infanterie, mais grevé encore, en son titre, de la restriction : « *Provisoire* ».

Tel qu'il est le Règlement de 1902 réalise un très incontestable et très appréciable progrès, mais enfin il n'existe pas encore en sa forme dernière et il est permis d'en conclure que ses auteurs eux-mêmes n'ont pas voulu le considérer comme définitif et parfait. Après deux ans d'études et une année d'expérience générale, il semble qu'on puisse utilement en discuter aujourd'hui et chercher le mieux qui, quoiqu'on en dise, n'est pas toujours l'ennemi du bien....

Cette discussion je vais la tenter, et je crois utile, pour la rendre plus nette et plus fructueuse, de l'éclairer au contact de l'ancien Règlement d'infanterie et du nouveau de la cavalerie qui est le véritable inspirateur du nôtre....

GÉNÉRALITÉS

Tout d'abord il y a lieu, semble-t-il, de regarder les choses d'un peu haut et de se demander *quel est le but d'un règlement*.

Je crois pouvoir répondre sans soulever aucune objection : *le but d'un règlement est de donner à l'arme qu'il concerne les moyens de manœuvrer et de combattre en liaison avec les autres armes.*

Or les moyens de manœuvrer et de combattre *en liaison avec les autres armes* nos règlements, tant celui de 1902 que ses prédécesseurs, nous les donnent-ils ?

Ils en ont il est vrai la prétention, mais d'où tirent-ils cette prétention, comment la justifient-ils ?

Les doctrines qu'ils émettent *engagent-elles les autres armes ?*

Nullement !...

Les doctrines émises par les autres armes *engagent-elles l'infanterie ?*

Pas davantage !

Chaque arme a sa doctrine, chacune demeure entièrement libre d'agir, de manœuvrer, de combattre à sa guise ; c'est, pour me servir d'une expression un peu banale mais qui peint bien la situation, le particularisme élevé à la hauteur d'un principe.

D'autre part les écoles nous donnent-elles ce que nos règlements nous refusent ?...

Les écoles secondaires : Saint-Cyr, Fontainebleau, Saint-Maixent, Saumur, Versailles, s'ignorent entre elles et s'ignoreront

taut qu'il n'y aura pas, en France, un général inspecteur permanent des écoles, chargé d'harmoniser et d'unifier les programmes d'instruction.

L'École supérieure, celle de guerre, a eu des hommes professant des doctrines : les Maillard, les Langlois, les Bonnal, mais de doctrine propre elle n'en a pas, ou, si elle en a, elle ne l'impose pas à l'armée.

Le seul moyen d'arriver à l'unité de doctrine, source nécessaire et féconde de toute liaison et de tout emploi coordonné des troupes au combat, serait de faire découler d'un *Règlement unique* les *Instructions particulières* à chaque arme. C'est ainsi que l'on a procédé pour le *Service en campagne* et l'on se demande pourquoi cette méthode si simple, si rationnelle dont on a depuis longtemps pu reconnaître les avantages, n'a pas été étendue à nos règlements de manœuvre.

Le Combat (titre XIV du décret du 26 mai 1895 sur le service en campagne) est bien un chapitre, remarquablement exposé d'ailleurs, de règlement unique, mais il n'en remplit pas absolument l'office ; d'abord parce qu'il ne présente pas un corps de doctrine complet, et, en second lieu, parce que, inséré on ne sait pourquoi dans le *Service en campagne*, il n'y a pas l'autorité et la force de direction qu'il posséderait s'il était placé en tête du règlement de manœuvre de chaque arme.

Le *Règlement unique devrait comprendre :*

1° *Une étude sur la tactique générale ;* dans cette étude, chaque arme puiserait, pour son règlement particulier, les principes de son emploi sur le champ de bataille et ceux de sa liaison avec les autres armes ;

2° *Une série de définitions et de principes fondamentaux des formations communes aux trois armes.* Une sorte de lexique et de grammaire militaire.

Car, nous en sommes à ce point de ne pas parler le même langage, de ne pouvoir nous comprendre entre armes différentes : *dans l'infanterie,* une troupe dont les éléments sont placés les uns à côté des autres, est dite en ligne ; *dans la cavalerie et l'artillerie* elle est dite en bataille.

Dans l'infanterie, la masse est formée de lignes déployées placées les unes derrière les autres ; *dans la cavalerie,* la masse est formée d'escadrons en colonnes avec intervalles : c'est exacte-

ment notre ligne de colonnes de compagnie. *Dans l'artillerie*, la masse est formée de batteries en colonne par deux pièces ou en colonne par pièces, placées les unes derrière les autres.

La cavalerie appelle *disposition* ce que nous appelons *dispositif; flanc offensif ou défensif* ce que nous appelons *crochet offensif ou défensif*. L'artillerie appelle *agents de liaison* ce que nous appelons *hommes de communication*.

Dans le domaine scientifique même nous différons; ainsi le *point de chute* est *pour un fantassin* le point où la partie descendante de la trajectoire coupe le prolongement de la ligne de mire; pour un *artilleur*, c'est le point où la trajectoire rencontre le sol. Notre manuel de tir dénomme ce dernier: *point d'arrivée*.

La liste serait longue, si on la voulait complète, des anomalies dont je viens, à titre d'exemple, de mettre quelques-unes en relief. C'est une grosse difficulté pour des officiers stagiaires ou appelés à commander un détachement des trois armes que de se plier immédiatement à leur idiome et à leurs signaux conventionnels.

Quel service rendu à l'armée en général, à l'état-major et au commandement supérieur en particulier; quelle facilité singulière dans l'agencement et le glissement de tous les ressorts si l'on suppose, donnés à tous : d'abord, mêmes principes tactiques; puis, même langage pour exprimer ces principes! « A la guerre, « a dit Napoléon, il faut d'abord bien établir la langue pour « s'entendre, car c'est faute de cela qu'on prend une chose pour « une autre. »

Ainsi, participant d'ailleurs du vice originel de leurs aînés et de ceux des autres armes, nos règlements ne peuvent nous assurer ni unité de doctrine, ni principes indiscutables de liaison avec les autres armes, parce que cette unité et ces principes qui flottent partout ne sont fixés nulle part; parce que cette unité et ces principes, dont tout le monde parle et dont beaucoup professent, aucune autorité assez haute ne les a encore codifiés et imposés à tous.

Mais, à défaut de ce document tactique régulateur, dont je crois avoir démontré la nécessité, de quelle idée maîtresse doit s'inspirer un règlement?

Sa première préoccupation doit être une étude approfondie des

facultés et des possibilités de l'arme, autrement dit de son *emploi au combat*, et l'exposé de cet emploi dans un titre spécial dont découlera l'*école*.

L'*emploi commande l'école*, telle est la devise du règlement de notre cavalerie et telle doit être celle de tout règlement bien compris.

Mais alors, logiquement, dans le texte du Règlement, l'*emploi doit précéder l'école, afin de l'éclairer et de la justifier*.

C'est ce qu'a parfaitement compris et réalisé le règlement de la cavalerie; c'est ce que n'ont fait aucun de nos règlements, et, pas plus que ses devanciers, celui de 1902 qui avait cependant, comme exemple, celui de l'arme sœur.

Pourtant, l'effet n'est pas douteux : placé en tête du Règlement, le titre concernant l'*emploi de l'arme*, c'est-à-dire *le combat*, en est le phare qui l'illumine de ses rayons puissants, lui donne sa raison d'être et sa véritable portée, sa signification et sa grandeur. — Arrivant au contraire en fin de volume, le même titre n'a plus que la valeur d'une étude, d'une sorte de dissertation ou d'amplification, oserai-je dire d'un hors-d'œuvre ?...

Comment le nouveau Règlement, si moderne dans ses idées, si heureux dans la plupart des emprunts qu'il a faits à celui de la cavalerie, n'a-t-il point su s'inspirer de cette pensée : « La préparation au combat, tant pour le cavalier que pour les unités de tout ordre est le but essentiel auquel doit tendre le règlement d'exercice, et cette préparation *doit être éclairée par une vision aussi nette que possible de l'emploi de l'arme*. »

Ainsi, un premier reproche se dresse tout d'abord contre nos règlements pris en bloc pour les trois armes : *manque d'unité de doctrine, manque d'unité de langage*.

Un second s'élève en particulier contre l'infanterie : *défaut de logique dans l'agencement*, qui a sa répercussion jusque dans l'âme elle-même de l'œuvre.

Insister plus longtemps sur ces questions générales ne paraît pas utile et j'aborde sans délai le vif de mon sujet par l'examen successif des diverses parties du Règlement de 1902.

TITRE I. — BASES DE L'INSTRUCTION.

L'article Ier, *Définitions* que, logiquement, le Règlement de 1894 plaçait en tête de ses *Bases de l'instruction*, est supprimé par celui de 1902. De telle sorte que la communauté de langage que je réclamais tout à l'heure pour les trois armes, et qui existait au moins chez nous, aura vécu si cette suppression est maintenue. On ne se comprenait déjà pas entre fantassins, cavaliers et artilleurs, on ne s'entendra plus désormais même dans l'infanterie !

L'article II, des *Bases de l'instruction*, comprenait un certain nombre de prescriptions d'ordre plutôt administratif : composition d'un régiment, classement des bataillons et compagnies, etc..., le Règlement de 1902 les a supprimées avec raison. Ce même article énumérait les places de certains officiers ou employés militaires et celle du drapeau dans la formation du régiment, tout cela est logiquement reporté par le Règlement de 1902, à la fin de son troisième volume : *Instruction pour les revues et défilés.*

L'article III de l'ancien Règlement de 1894 intitulé : *Instruction*, est seul maintenu par le Règlement de 1902 sous le titre : *Bases de l'instruction*, subdivisé lui-même en trois articles.

L'article Ier met en vedette ce principe auquel nous nous rallions tous : *La préparation à la guerre est le but unique de l'instruction des troupes.* Il montre que cette préparation exige, outre des troupes manœuvrières, des cadres parfaitement instruits, des officiers distingués tant au point de vue moral qu'intellectuel, ayant au plus haut degré le sentiment du devoir.

L'article II fixe la marche de l'instruction et les devoirs de chacun. Le capitaine est chargé de l'instruction et de l'éducation de sa compagnie, le chef de bataillon dirige l'instruction du bataillon et *s'occupe spécialement de développer les connaissances professionnelles et l'instruction tactique de ses officiers. Le colonel dirige l'ensemble sans entrer dans les détails.*

L'article III, *Règles de commandement*, ne présenterait pas grand intérêt si l'on n'y voyait poindre, sous *l'unité des commandements et des signaux* prescrits pour la place d'exercice et

pour le terrain varié, *l'unité de manœuvre* elle-même qui est un des grands progrès du nouveau Règlement.

Dans ces *Bases de l'instruction*, comme plus tard au cours des divers chapitres, il est fait un large appel à l'initiative aux divers degrés de la hiérarchie. Cette initiative est la conséquence directe des efforts que l'on impose à chacun, et des résultats qu'on lui demande, car, comme disait le Règlement de 1876 sur les manœuvres de la cavalerie : *La responsabilité ne saurait être que le corollaire de l'initiative,* et il ajoutait fort judicieusement : « Il appartient au Règlement de chercher à équilibrer dans une juste mesure les deux termes entre lesquels chaque grade doit se mouvoir aisément en laissant à égale distance les velléités d'indépendance et les abdications d'autorité. »

Mais cet équilibre si désirable entre l'initiative de l'inférieur et l'autorité du supérieur est plus encore peut-être affaire de milieu, d'habitude, de mœurs que de règlements.

De grands progrès sous ce rapport ont été faits dans l'infanterie ; aveugle qui ne les verrait point, cependant il reparaît encore en nous, à certains moments, du vieil homme. Nous ne nous figurons pas toujours assez que nos inférieurs sont capables d'accomplir la tâche qui leur incombe et, voulant les y aider malgré eux, nous les entravons dans leurs idées, nous les gênons dans l'exécution et nous faussons les résultats. De tels procédés amoindrissent l'inférieur et le retardent dans le développement de sa personnalité ; mais ils sont peut-être encore plus pernicieux au supérieur qui perd dans la recherche du détail la notion vraie de son rôle et l'habitude d'une généralisation qui lui devient plus nécessaire à mesure qu'il s'élève davantage dans la hiérarchie militaire.

Le général Maillard, dans son cours de l'École de guerre, cite plusieurs extraits d'une brochure du prince Frédéric-Charles parue en 1860 et intitulée : *Tactique de combat des Français.* Le prince y écrivait :

« L'officier français ne connaît point cette crainte, cette gêne de ses supérieurs qu'on trouve si souvent dans nos troupes ; il ne se sent point écrasé par la présence d'un chef, et chaque général comme chaque officier, marche au combat sans arrière-pensée, sûr de lui-même, plein de confiance dans son courage, quelque

peu fondées que soient ses prétentions. On comprend l'autorité que doivent avoir de pareils officiers comparés à ceux qui craignent la critique encore plus que l'ennemi et auxquels on a donné l'habitude *d'une responsabilité limitée.* »

Si cette critique était fondée, elle ne fut que trop bien comprise de l'armée allemande qui, six ans plus tard en Bohême, dix ans plus tard en France, fit preuve à tous les degrés de la hiérarchie d'un développement inouï d'action personnelle et d'une initiative à outrance.

A notre tour, en France, refaisons nôtres ces vertus de nos pères, ces sentiments de valeur individuelle et ce goût des responsabilités qui sont la marque des caractères bien trempés, l'apanage des âmes fortes et les atouts de la victoire....

Sachons, suivant l'esprit des prescriptions de 1902 et suivant le texte du Règlement allemand, « même dans les circonstances les plus extraordinaires, engager à fond toute notre personnalité et remplir notre mission sans attendre les ordres de détail.

« Agissons toujours avec la plus grande résolution dans le sens indiqué, chacun (aussi bien le général en chef que le plus jeune soldat) étant convaincu, à toute heure, qu'une négligence ou un manque d'initiative lui seront toujours plus fatals qu'une erreur dans le choix des moyens. »

Titre II. — École du soldat.

Généralités.

Le Règlement de 1894 comprenait l'école d'escouade et l'école de section.

Ces deux écoles faisaient évidemment double emploi.

Les deux unités qu'elles concernaient sont d'importance trop minime et de types trop peu différents pour qu'il fût nécessaire de donner à chacune d'elles des procédés spéciaux d'instruction. L'escouade est une petite section, la section est une grosse escouade.

Des deux écoles celle qui devait disparaître, évidemment, est celle d'escouade, car cette minime unité ne compte pas au point de vue tactique ; seule la section a une certaine importance et

peut même, le moment venu, avoir à faire preuve d'individualité.

En supprimant l'école d'escouade le Règlement de 1902 s'est rapproché du Règlement de la cavalerie qui ne donne aucun intermédiaire entre l'homme et le peloton, et aussi du Règlement allemand qui procède de même avec cette circonstance aggravante que le peloton est le tiers de la compagnie allemande, tandis que la section est le quart seulement de la compagnie française.

Ainsi allégée de son école d'escouade, l'école du soldat ne comporte plus que le dressage individuel de l'homme, soit sur la place d'exercice, soit en terrain varié.

La place d'exercice.

J'estime qu'il y avait lieu de ne toucher que d'une main très délicate à l'instruction individuelle du soldat, cette base fondamentale de l'instruction d'ensemble, de n'y apporter que les modifications absolument indispensables et d'en conserver, autant que possible, le texte et même le cadre, pour ainsi dire matériel. Cela pour deux raisons.

La première, c'est que là n'était pas l'infériorité du Règlement de 1894. On est en définitive toujours bien obligé d'apprendre à l'homme à se tenir, à marcher, à se servir de son arme pour le tir et l'escrime à la baïonnette ; les anciens procédés y pourvoyaient amplement et un instructeur habile y trouvait tous les moyens d'amener l'homme dans les meilleures conditions, au *summum* de ce qu'il devait connaître....

Mais une autre raison, au moins aussi forte, militait à mon avis, en faveur du *statu quo,* c'est que notre école du soldat de 1894 nous venait déjà, presque sans modifications, de 1875, que tous nos hommes et tous nos gradés (réserve et active) ont été instruits d'après son texte dont ils ont encore les formules et les commandements gravés dans la mémoire et qu'il paraissait du plus haut intérêt de ne pas bouleverser ces connaissances si précieuses, qu'il sera presque impossible de remplacer par d'autres....

Telle n'a pas été l'opinion à laquelle se sont rangés les rédacteurs du Règlement de 1902.

L'ancienne division de l'école du soldat en cinq articles, a tout d'abord été bouleversée et remplacée par la suivante :

Article I. — Mouvements sans arme.
Article II. — Mouvements avec l'arme.
Article III. — Escrime à la baïonnette.

Cette division, empruntée aux Allemands, paraît plus nette tout d'abord et plus logique.

Mais l'examen ne confirme pas la première impression.

Les mouvements sans arme de l'article I doivent forcément être repris avec l'arme dans l'article II, et beaucoup des mouvements de l'article II, dits avec l'arme, doivent tout d'abord être faits sans arme ; tels les positions du tireur, le pas de charge. D'autre part, dans cet article II, les mouvements du tireur essentiellement réfléchis, souples, liants, hurlent de se trouver amalgamés avec ceux du maniement d'armes qui sont, par nature, instinctifs, saccadés, brutaux. Il y a là de quoi remplir d'idées les plus fausses l'esprit de gradés jeunes et insuffisamment avertis. Le Règlement de 1894 présentait, dans son article V, un résumé de l'instruction du tireur parfaitement coordonné, progressif et complet. Tous les vrais instructeurs le regrettent, je crois, et l'on se demande sous l'empire de quelle nécessité on l'a coupé en deux tranches pour le servir mi-partie à l'école du soldat et mi-partie dans le manuel de tir. Le résultat est d'obliger les cadres inférieurs à un travail de reconstitution et d'assemblage, peut-être un peu délicat pour eux et que l'ancienne rédaction ne leur imposait pas. En ce qui concerne l'article III : *Escrime à la baïonnette*, il constitue bien, essentiellement, une série de mouvements *avec l'arme*, pourquoi ne les a-t-on pas incorporés dans l'article II et leur a-t-on fait, *plutôt qu'au tir*, les honneurs d'une section spéciale ?

La marche. — Ces observations générales posées, je discuterai quelques points particuliers et d'abord le plus intéressant, celui de la marche.

Tout était à faire dans nos règlements eu égard à la théorie et aux principes de la marche ainsi qu'à ceux de la course. L'École du soldat de 1894 et le Manuel de gymnastique de 1893 étaient, à ce point de vue, d'une infériorité notoire. L'École du soldat et

le Manuel de gymnastique de 1902, tout en se renfermant dans une concision voulue, posent au moins des principes rationnels.

Sachons-leur gré, tout d'abord, d'avoir autorisé le fantassin à marcher désormais comme tout le monde, son pied posant à terre, le talon en premier et se déroulant ensuite sur le sol pour s'en détacher la pointe la dernière.

Les tendances actuelles sont à l'allongement du pas dont la conséquence est, évidemment, une diminution dans le rythme. Il convient, dit notre nouveau Règlement, « de s'attacher à obtenir du soldat qu'il fasse le pas de la longueur voulue sans dépasser la cadence de 120 à la minute. *Cette prescription a pour but de le préparer à fournir de longs parcours avec le minimum de fatigue.* » « Les physiologistes modernes, écrit le général Bonnal[1], enseignent que la nutrition et, par suite, le développement d'un groupe musculaire se font d'autant mieux que les muscles mis en jeu exécutent des mouvements plus étendus. Nous savons, d'autre part, par expérience, que le jeu de l'articulation de la hanche est susceptible d'une grande extension. De ces deux faits d'expérience nous pouvons, dès à présent, conclure que les pas allongés fortifient plus que les pas courts et que les recrues peuvent arriver à faire de grands pas. » Partant de ces principes le général demande une cadence de 100 à 122 avec une longueur de 80 à 82.

Notre nouveau Manuel de gymnastique donne, comme la plus avantageuse, la cadence *variable suivant les individus* comprise entre 110 et 130 pas avec des longueurs de $0^{m},75$ à $0^{m},85$.

Le Règlement allemand prescrit une longueur de $0^{m},80$ à un rythme de 114 qui, dans certains cas, peut-être accéléré.

Enfin on a pu voir aux grandes manœuvres de l'Est en 1901, un bataillon de chasseurs marcher à une longueur de $0^{m},90$ et au rythme de 120. Ce bataillon spécialement et journellement entraîné en tous terrains, à cette allure, couvrait sur route le kilomètre en 10 minutes et une étape de 30 kilomètres en 6 heures. C'est une remarquable capacité de marche ; reste à savoir au prix de quel degré de fatigue et d'usure elle était obtenue.

---

[1] Dans son ouvrage : *Infanterie*.

Le médecin-major de 1re classe Cassedebat, dans son ouvrage: *L'Entrainement et ses Effets chez le Fantassin*, affirme que pour fournir le pas de $0^m,75$ il faut une taille au moins égale à $1^m,75$ et il ajoute : « Assez facilement, je le reconnais, des hommes de petite taille arrivent à faire le pas de $0^m,75$, mais tout travail physique hors de proportion avec la structure anatomique des organes, exige des efforts qui engendrent la fatigue et l'usure. En effet, pour compenser cette insuffisance de longueur de leviers, il faudra demander davantage aux ressorts qui les actionnent et aux foyers donnant la puissance à ces ressorts ; il ne sera donc pas surprenant si la fatigue et l'usure retentissent sur les organes centraux aussi bien que sur ceux de la périphérie, surtout en considérant la lourde charge que l'on fait porter au fantassin pendant les marches. »

Il paraît donc sage de considérer la longueur de $0^m,75$ comme un maximum que l'on peut atteindre, mais pas dépasser.

En ce qui concerne la cadence, il faut bien reconnaître que celle de 120, maintenue par le Règlement de 1902, n'a ni fierté, ni vigueur, ni enlevé ; qu'elle donne à la troupe une allure flottante, indécise, et qu'elle se répercute fâcheusement sur l'attitude et la démarche de l'homme isolé. Il y a là une question de cocarde et de moral que j'estime de la plus haute importance. Si le rythme de 120 est suffisant pour l'étape il ne l'est pas pour la manœuvre proprement dite ni pour la parade.

A mon sens, il y a confusion. Ce n'est pas l'allure d'étape que l'on devrait demander à nos règlements de préparer, mais bien l'allure de manœuvre tant sur la place d'exercice que sur le terrain du combat, et celle-ci ne saurait être *trop vive, trop rapide, trop hardie*. Ceux qui ont vu les corps de l'Est défiler en septembre 1896 devant le Czar, au camp de Châlons, ont tous senti, par avance, se formuler en eux cette appréciation d'un journaliste anglais : *L'armée française passait comme un torrent !*... Si ces braves troupes avaient fait, devant l'empereur de Russie, du 120 à la minute il est probable qu'elles n'auraient pas donné cette sensation d'impétuosité et de puissance !...

Je regrette donc que le Règlement de 1902 n'ait pas cru devoir restituer au pas de manœuvre la vitesse 128 qui lui avait été donnée en 1894 et qui a été ramenée à 120 par la circulaire ministérielle du 14 novembre 1896.

Avec cette cadence nos jeunes soldats auraient eu à l'exercice, à la parade et même isolés, cet air vif et agile qui leur va si bien. Sur route le ralentissement se serait opéré de lui-même et suivant les circonstances, car là il est impossible de fixer aucune cadence pas plus que celle de 120 que celle de 130. L'allure est essentiellement variable et s'établit d'après les difficultés à surmonter : état et pentes de la route, circonstances atmosphériques, longueur de l'étape, situation physique et morale des troupes. C'est au cours des marches militaires, avec chargement complet de campagne, que se fait la véritable école d'entraînement au pas d'étape et non sur le terrain d'exercice.

En ce qui concerne le pas gymnastique, le Règlement de 1902 en a posé le vrai principe par la substitution du glissement au sautillement. La longueur de $0^m,90$ et la cadence de 180, soit 1,620 mètres en dix minutes, paraissent convenables ; elles sont néanmoins inférieures aux désidérata du général Bonnal : 1 mètre de longueur et 180 de vitesse (1,800 mètres en 10 minutes), et aux prescriptions du Règlement allemand, 1 mètre de longueur et 170 de vitesse (1,700 mètres en 10 minutes). D'autre part, le général Bonnal envisage l'éventualité du pas de course que le Règlement ne précise pas, et il le porte à 200 pas de $1^m,20$ à la minute (2,400 mètres).

Je me suis un peu étendu sur cette question de la marche, parce qu'elle est, pour le fantassin, d'une importance qu'aucune autre ne saurait égaler.

Mouvements avec l'arme. — Le projet de 1901 avait conservé le mouvement de : *Présenter l'arme*, l'édition de 1902 le supprime. Certes il fallait réagir contre les errements qui tendaient à faire du maniement de l'arme toute l'instruction, mais il est, dans les honneurs à rendre, dans ceux surtout concernant le drapeau, une grandeur morale qu'il convient de matérialiser aux yeux de tous par des signes spéciaux et solennels. Le mouvement de *Présenter l'arme*, noble et beau, d'ailleurs facile à exécuter, remplissait bien les conditions voulues. Quel instructeur mêlé de près à la vie régimentaire pourra estimer que la suppression de ce mouvement avance d'une minute l'instruction générale de son unité !...

Escrime à la baïonnette. — L'emploi de la baïonnette tend à devenir de plus en plus rare au combat, mais nous devons toujours le tenir en grand honneur, pour implanter dans l'esprit de nos hommes l'idée d'offensive et la conviction que le but final de leurs efforts est de joindre l'ennemi.

Envisagé à un autre point de vue, l'escrime à la baïonnette est un parfait assouplissement, à condition qu'on lui conserve son caractère propre d'individualité.

Le Règlement de 1902 a donc agi sagement en le maintenant; aux instructeurs et aux inspecteurs de ne pas oublier qu'il faut y rechercher non l'ensemble, mais seulement la vigueur et la rapidité.

De Fonclare,
Chef de bataillon au 49e rég. d'infanterie.

(*A continuer.*)



LE

RÔLE DU CORPS DÉTACHÉ

DANS

LA GUERRE MODERNE

I.

DANS LA GUERRE NAPOLÉONIENNE.

Des études récentes, faites d'après la correspondance de Napoléon et les documents inédits des Archives de la guerre, ont permis de mettre en lumière les traits caractéristiques des manœuvres napoléoniennes. Si ces manœuvres ne se rattachent pas à un type unique comme « l'ordre oblique frédéricien »; si chacune a son génie particulier qui en constitue le côté artistique, toutes sont basées sur un certain nombre de principes invariables que jamais général ne sut faire ressortir mieux que lui.

Ces principes régissent encore et régissent plus que jamais les méthodes de la guerre moderne; tel est, par exemple, l'emploi du corps détaché.

Pour l'Empereur, le corps détaché n'est autre que l'application au domaine de la guerre d'une loi physique vieille comme le monde : *L'économie des forces.*

Il suffit pour s'en convaincre de rappeler brièvement les principaux procédés stratégiques de Napoléon.

Comme toutes les belles manifestations de la pensée humaine, le concept napoléonien est simple. Il revêt généralement l'une des formes suivantes :

En présence d'un adversaire supérieur en nombre, l'Empereur va profiter d'une extension démesurée du front d'opérations de l'ennemi pour pénétrer au milieu de ses colonnes ou de ses cantonnements et en battre ensuite successivement les deux fractions.

C'est la manœuvre dite en « lignes intérieures » qui consiste à maintenir par un détachement l'un des tronçons des forces adverses et à fondre sur l'autre avec toutes ses réserves (1796-1814-1815).

Napoléon est-il dans l'incertitude sur la position de l'ennemi, il lancera des avant-gardes sur les axes principaux où l'on a chance de le rencontrer et portera le gros de ses forces dans une position centrale (*Géra* ou *Preussisch-Eylau*), attendant que « le voile soit déchiré » pour faire appuyer par le gros de son armée celle de ses *antennes* qui vient d'accrocher l'ennemi (1806-1807, Iéna-Friedland). Dans ce cas, l'antenne qui a pris le contact doit gagner du temps pour permettre au gros d'accourir. Celle qui a donné dans le vide doit au contraire se rabattre au moment opportun sur le champ de bataille dans les meilleures conditions tactiques : les flancs ou les derrières de l'ennemi.

En face d'un adversaire dont on connaît l'infériorité numérique le procédé diffère ; les principes sont les mêmes.

Un détachement va masquer l'ennemi, le tromper par ses démonstrations, s'efforcer de l'immobiliser sur place pendant que le reste de la Grande Armée gagne à marche forcée les communications de l'adversaire pour lui livrer ensuite une bataille à front renversé (Mack en 1805. — Manœuvre de Wilna en 1812).

L'Empereur est-il enfin réduit à la défensive stratégique ? Il confiera à un corps d'observation le soin de contenir et de retarder l'ennemi pendant que, derrière le rideau formé par les troupes de couverture, il prépare une manœuvre décisive sur

l'une des ailes de l'adversaire (Eugène en 1813. — Lefèvre en 1809).

Ce rapide aperçu des procédés stratégiques de Napoléon suffit pour faire éclater immédiatement le rôle capital joué dans chaque manœuvre par un détachement déterminé, rôle qui se résume dans cette mission aussi nette que délicate : accrocher et retenir loin du champ de bataille principal des forces numériquement supérieures aux *siennes*.

La manœuvre basée sur la capacité de résistance d'un corps détaché était difficilement praticable dans les guerres anciennes. Le combat antique aboutissait, en effet, très rapidement à l'abordage en raison de l'insuffisance des armes de jet. Le corps détaché eut risqué d'être détruit à bref délai avant d'avoir accompli sa mission, mettant ainsi l'armée principale en posture difficile et l'exposant à l'enveloppement.

L'invention des armes à feu et les perfectionnements successifs qui y furent apportés permirent de compter progressivement sur la valeur défensive d'un corps isolé en présence d'un adversaire supérieur en nombre ; grâce au ralentissement occasionné chez l'assaillant par la marche sous le feu, une troupe d'effectif inférieur pouvait rompre à temps le combat sur un point pour aller le recommencer plus loin et remplir ainsi sa mission.

Il appartenait à Napoléon d'exploiter le premier cette propriété caractéristique du feu par des exemples éclatants.

Depuis le premier Empire, l'intervention des armes à tir rapide et à trajectoire tendue a augmenté de beaucoup la capacité de résistance d'un corps détaché. *Loin d'enlever sa valeur à la doctrine napoléonienne, la puissance dilatoire des armes modernes confirme plus que jamais l'excellence de cette méthode de guerre.*

Le corps détaché est donc appelé à jouer un rôle prépondérant dans les manœuvres de l'avenir.

Ce rôle n'en reste pas moins fort délicat. Il exige :

1° Des troupes manœuvrières et au moral fortement trempé ;

2° Un corps d'officiers possédant à un haut degré « le sens militaire ».

En présence d'un adversaire supérieur, le corps détaché doit combattre avec un grand front pour tromper l'ennemi sur son effectif réel. Or, si la puissance des armes actuelles rend possibles

et *parfois même* nécessaires les formations diluées avec larges intervalles entre les unités, il n'en est pas moins vrai que du fait de cette extension des fronts les unités subordonnées échappent d'avantage au commandement supérieur, d'où nécessité de posséder des sous-ordres débordant d'initiative, habitués à deviner les intentions du chef, à prévenir les ordres et non à les attendre.

Ces qualités indispensables au sous-ordre le sont encore davantage au chef du détachement. Celui-ci ne doit pas être simplement un bon exécutant, il lui faut une envergure plus haute, l'intelligence de ce que Napoléon appelle « la grande tactique » autrement dit l'idée d'ensemble de la manœuvre.

Mais ce n'est pas tout.

Du fait de son éloignement le corps détaché n'aura que de rares communications avec le haut commandement ; il ne recevra que des directives et non des ordres. Le caractère doit donc être chez lui à hauteur de l'intelligence, car c'est sous le poids des responsabilités qu'il va falloir, dans les moments critiques et de sa propre inspiration, adopter la solution la plus conforme au but à atteindre.

L'étude attentive des manœuvres napoléoniennes montre que toutes les fois où ces manœuvres ont avorté, la faute principale en remonte au chef d'un corps détaché.

A l'aurore de l'épopée impériale, la valeur des troupes, l'infériorité de l'adversaire (Autrichiens ou Prussiens), l'étendue restreinte du théâtre d'opérations rendaient relativement facile la tâche du chef de détachement.

Mais, quand à la guerre de corps d'armée succéda la guerre d'armée, quand la qualité de l'instrument s'affaiblit, quand enfin on se trouva en face d'un adversaire comprenant la méthode napoléonienne et la pratiquant à son tour, le cas se compliqua singulièrement ; alors, on reste confondu de l'insuffisance des sous-ordres dont disposait Napoléon, et une question se pose immédiatement à l'esprit :

Comment ces compagnons de gloire de l'Empereur, illustrés dans cent combats, ont-ils pu figurer dans toute l'épopée sans rien comprendre à la manière du maître ? La guerre ne serait-elle donc pas l'école de la guerre ?

La réponse à cette question on la trouve en jetant les yeux sur un passé plus récent, en suivant à l'œuvre les généraux prussiens

de 1866 et de 1870; ceux-là n'ont derrière eux aucun passé de gloire; ils n'ont pas figuré dans cinquante batailles rangées. A les voir opérer pourtant on reconnait immédiatement une pratique du métier, une entente de la guerre telle qu'on l'eût souhaité aux lieutenants de Napoléon. Ils n'ont pas servi sous les ordres de l'Empereur et ils savent s'inspirer de sa doctrine.

Des exemples feront mieux saisir au lecteur cette différence caractéristique. Il suffira de mettre en parallèle deux chefs de détachements agissant dans des conditions analogues, l'un sous le premier Empire, l'autre pendant la guerre franco-allemande; les faits parleront d'eux-mêmes. La conclusion nous la tirerons ensuite.

II.

NEY EN 1815.

Les preuves abondent pour démontrer dans quelle ignorance de la grande guerre se trouvaient les généraux de Napoléon, mais c'est peut-être dans sa dernière et sa plus malheureuse campagne, celle de Waterloo, que cette infériorité se révèle de la façon la plus frappante comme aussi la plus lamentable.

Si l'une des plus belles conceptions stratégiques de l'Empereur aboutit au désastre que l'on sait, la faute en revient aux deux corps détachés sur lesquels était basée cette manœuvre, et ces deux corps ont failli à leur mission uniquement par l'insuffisance de leurs chefs: Ney et Grouchy.

Depuis longtemps déjà les historiens ont associé le nom de Grouchy à celui de Waterloo. Grouchy pourtant ne devrait pas être seul à porter le poids des responsabilités; Ney, tout au moins, les partage largement avec lui. Le premier a hérité d'une situation fort difficile créée en partie par les fautes du second.

Nous allons suivre pas à pas Ney dans l'accomplissement de sa mission. La façon dont ce rôle a été compris est de nature à montrer sous un jour saisissant la mentalité militaire de la plupart des généraux du premier Empire.

Tout le monde connaît l'idée maîtresse de cette manœuvre qui eut son premier acte à Ligny et son dénouement à Waterloo.

Fixé sur l'emplacement des armées de Wellington et de Blücher, connaissant l'extension démesurée de leurs cantonnements

qui s'étendaient d'Ostende à Nivelles pour les Anglais, de Charleroi et Dinant à Namur et Liége pour les Prussiens, l'Empereur s'était décidé, par une brusque invasion de la Belgique, à prendre ces deux adversaires en flagrant délit de dispersion, à pénétrer entre leurs zônes de rassemblements respectifs et à les battre séparément.

C'était renouveler vingt ans plus tard les manœuvres fameuses « en lignes intérieures » qui avaient si bien réussi au général Bonaparte autour de Mantoue contre Wurmser et Alvinzi. Mais ici est la tâche autrement laborieuse.

Le mouvement de navette va se faire non pas avec 30,000 hommes, mais avec 120,000 ; non plus avec un adversaire manœuvrant « à la manière autrichienne » et puisant ses inspirations au Conseil aulique, mais en face de deux hommes réputés, l'un par sa ténacité de fer, l'autre par son indomptable énergie, connaissant la méthode napoléonienne pour en avoir déjà éprouvé les effets, décidés enfin à tous les sacrifices pour en finir une bonne fois avec le « tyran corse ».

Jamais l'Empereur n'aura à pratiquer jeu plus serré.

Pourtant tout marche à souhait au début.

Après un rassemblement exécuté derrière le couvert de la forêt de Beaumont, dans des conditions de rapidité et de secret qui constituent pour les hommes du métier un modèle du genre, l'Empereur a démasqué ses batteries, dans la matinée du 15 juin, et les 120,000 hommes de l'armée ont fait brusquement irruption sur trois colonnes, au point du jour, dans la vallée de la Sambre.

A ce moment Wellington se préparait à aller au bal à Bruxelles ; Blücher venait d'écrire à sa femme que Bonaparte ne les attaquerait pas avant un an. Aucun ordre d'en haut n'était venu troubler encore la quiétude des « cantonnements de rafraichissements où s'étalaient les armées prussiennes et anglo-hanovriennes. »

La surprise stratégique est complète. Dans l'après-midi du 15 juin l'armée française refoulant les avant-postes de Ziethen [1], vient d'atteindre la région Marchiennes—Charleroi.

---

[1] Celui des corps de Blücher placés dans la région de Charleroi.

Ici commence la manœuvre « en lignes intérieures ».

L'Empereur a devant lui, vers Fleurus et Sombreffe, les Prussiens ; sur sa gauche dans la direction de Nivelles, les Anglais.

Il va d'abord marcher contre l'adversaire qui s'offrira le premier à ses coups : probablement les Prussiens ; ceux-ci une fois mis hors de cause, on courra sus aux Anglais.

Cette manœuvre va donc, nous l'avons vu déjà nécessiter l'emploi de deux corps détachés.

Le premier jouera son rôle dès le début, c'est lui qui contiendra les Anglais pendant que se livrera l'effort décisif contre les Prussiens.

Le deuxième sera constitué ultérieurement. Il aura pour mission de mener l'épée dans les reins l'armée déjà battue et de l'éloigner ainsi du champ de bataille où se videra la querelle avec les Anglais.

Chez tous ceux qui ont lu les poignants récits de la campagne de 1815 cette simple indication suffit pour évoquer les noms de Ney et de Grouchy...

Jusqu'au 11 juin, il n'avait été question de Ney pour aucun commandement à l'armée du Nord[1]. Pris de remords en quittant Paris, Napoléon écrivit au Ministre de la guerre : « Faites appeler le maréchal Ney ; s'il désire se trouver aux premières batailles qui auront lieu, dites-lui qu'il soit rendu le 14 à Avesnes, où sera mon quartier général. » Ney n'était pas homme à manquer au rendez-vous. Parti le 12 juin de Paris, obligé de s'arrêter à Avesnes pour y trouver des chevaux (l'avis de l'Empereur l'avait pris complètement au dépourvu), le maréchal rejoignit Napoléon seulement le 15 juin à 3 heures de l'après-midi en avant de Charleroi.

L'Empereur lui confia aussitôt le commandement de sa colonne de gauche (1er et 2e corps, cavalerie légère de la Garde) avec cette instruction précise : « Poussez l'ennemi sur la route de Bruxelles et prenez position aux Quatre-Bras. »

Un coup d'œil jeté sur la carte de Belgique suffit pour montrer l'intérêt capital qu'attachait Napoléon à la prompte occupation des Quatre-Bras.

---

[1] Henri Houssaye, *Waterloo*.

Ce point est, comme son nom l'indique, l'intersection des chaussées qui vont l'une de Bruxelles à Charleroi, l'autre de Namur à Nivelles. Maître de ce nœud important des routes, on privait d'abord les Anglais de leur seule communication directe avec les Prussiens : la chaussée de Namur à Nivelles. On les devançait de plus sur le centre de réunion naturelle où devaient converger leurs colonnes avant de marcher au secours des Prussiens.

L'établissement de Ney aux Quatre-Bras avait donc le double avantage *d'entraver la concentration* des Anglais sur leur gauche et de laisser Napoléon libre d'accabler Blücher *isolément*.

Ney avait quitté l'Empereur vers 4 heures du soir à la guinguette de Belle-Vue au-dessus de Charleroi. Une demi-heure lui suffisait pour rejoindre les deux corps placés sous son commandement.

De fait, il arriva en vue de Gosselies au moment où l'avant-garde de Reille (tête de la colonne de gauche) attaquait ce village que défendait un régiment de la division Steinmetz. Cette division, qui appartenait au corps de Ziethen, était en voie de concentration autour de Gosselies quand l'avant-garde du 2e corps français (Reille) avait débouché de Marchiennes. Grâce à la résistance du détachement prussien établi à Gosselies, la division Steinmetz parvint à se dégager en passant au Nord du village pour de là se diriger sur Sombreffe par Heppignies.

Vers 5 heures les Français étaient maîtres de Gosselies ; on était à 12 kilomètres des Quatre-Bras, mais quatre heures de jour restaient encore.

Que va faire Ney ? On s'attendrait à voir ce vétéran des guerres napoléoniennes, tout pénétré de l'idée de son chef, précipiter le mouvement de ses colonnes sur la route de Bruxelles, se conformer, coûte que coûte, aux ordres de l'Empereur en s'assurant dès le soir même la possession des Quatre-Bras.

Mais Ney opérant isolément à la tête d'une subdivision d'armée, n'est pas le terrible enfonceur d'Iéna et d'Hohenlinden ; il est l'homme d'Eylau, Bautzen et Dennevitz.

Merveilleux sous-ordre pour agir droit devant lui, sous les yeux de l'Empereur, avec une tâche bien déterminée, tous ses moyens sont paralysés quand, livré à lui-même, il lui faut se

la tâche et démêler des situations plus ou moins com-
sous le poids des responsabilités.

oléon ne semble pas s'en être rendu compte exactement d il écrit dans ses Mémoires : « En 1815 Ney n'était plus ême homme. » Ney est toujours le même homme : il va e avorter la manœuvre de Ligny, comme il a fait manquer e de Bautzen deux années auparavant. Cela ne l'empêchera s deux jours après de montrer à Waterloo la bravoure entraînante et l'ardeur parfois intempestive dont il fit preuve à Iéna.

Comme Marmont, mais pour des raisons différentes, Ney préère manier 30,000 hommes sous les ordres de l'Empereur que 10,000 isolément. Et ici il est à la tête de deux corps d'armée!

C'est qu'en effet chez ces deux chefs l'équilibre n'existe pas entre les facultés de penser et d'agir.

Marmont, intelligence très ouverte et esprit critique très développé, voit trop le pour et le contre de toute opération de guerre ; comme conséquence il ne se décide jamais. Ney, nature impulsive, mais intelligence peu cultivée, a besoin d'être orienté pour [illegible]r agir. Il faut guider ses décisions, sans quoi son esprit tâtonne e[illegible]el ses dispositions s'en ressentent aussitôt.

Ici, c'est bien le cas.

En arrivant à Gosselies il voit la division Steinmetz se dérobe[illegible]er vers l'Est. Immédiatement l'indécision s'empare de lui.

Est-ce bien aux Quatre-Bras qu'il faut aller, puisque l'enne[illegible]mi bat en retraite vers l'Est ?

Un esprit plus avisé se fut dit: L'ennemi se replie vers l'E[illegible]st, c'est tout naturel, puisque ce sont des Prussiens, dont le po[illegible]nt de concentration est forcément vers Namur. — Mon but à [illegible]oi n'est pas de ce côté, c'est affaire à l'Empereur qui a le gros de ses forces vers Fleurus. Je dois m'interposer le plus tôt possible entre les deux armées ennemies et faire face aux Anglais.

Il faut donc sans délai courir aux Quatre-Bras.

En conséquence, Ney devait après la prise de Gosselies se contenter de faire suivre la division Steinmetz par un détachement, lancer toute sa cavalerie sur la route de Bruxelles et acheminer derrière elle les deux corps de Reille et de d'Erlon.

Agir ainsi c'était se conformer aux vrais principes de la guerre et aux instructions précises de Napoléon. Mais il a suf de l'incident Steinmetz pour bouleverser chez Ney le sens ex

de la situation. Le but : l'occupation des Quatre-Bras, va devenir pour lui l'accessoire; il se contentera d'envoyer dans cette direction les cavaliers de Piré et de Lefèvre-Desnoëttes. Tout le reste de ses troupes, maintenu à Gosselies et environs, va faire face à la direction de l'Est où s'est évanouie la division prussienne dont il n'a même pas su garder le contact.

Ce chef qui faisait la guerre depuis vingt ans commettait ainsi la seule faute qu'on puisse toujours reprocher à un chef : l'inaction.

Pourtant il n'était que 5 heures du soir et on l'avait encore belle du côté des Quatre-Bras !

Jusqu'à 7 heures, en effet, cet important nœud de routes devait rester inoccupé par les Anglais.

Prévenu à Genappe, très avant dans l'après-midi, du passage de la Sambre par les Français, le prince de Saxe-Weimar allait de sa propre inspiration appeler de Nivelles sur les Quatre-Bras quatre bataillons d'infanterie, et jeter sur Frasnes un poste avancé comprenant un bataillon et une batterie aux ordres du major Norman.

Ce fut à ce détachement que se heurtèrent d'abord Piré et Lefèvre-Desnoëttes.

Faute d'infanterie pour les appuyer, ils ne purent tout d'abord s'emparer de Frasnes. Enfin, vers 6 h. 1/2, la division Bachelu, envoyée sur Mellet pour faire elle aussi face à l'Est, mettait à la disposition de la cavalerie un de ses bataillons.

L'intervention de ce soutien d'infanterie permettait d'enlever Frasnes; elle était insuffisante pour mener battant le détachement du major Norman. Celui-ci alla s'installer tranquillement et en bon ordre au Bois-Bossu, à deux kilomètres environ des Quatre-Bras, couvrant ainsi l'établissement en ce point des quatre bataillons du prince Bernard de Saxe-Weimar.

Il était 7 heures du soir.

Deux heures de jour restaient encore pour attaquer les Quatre-Bras et reconnaître l'ennemi. La chose était possible, si le 2ᵉ corps avait continué le mouvement sur Frasnes, au lieu de piétiner sur place à Gosselies.

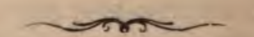
A ce moment, ses têtes de colonne débouchant en face du Bois-Bossu, n'auraient pas permis au major Norman de s'y installer aussi commodément qu'il se fit.

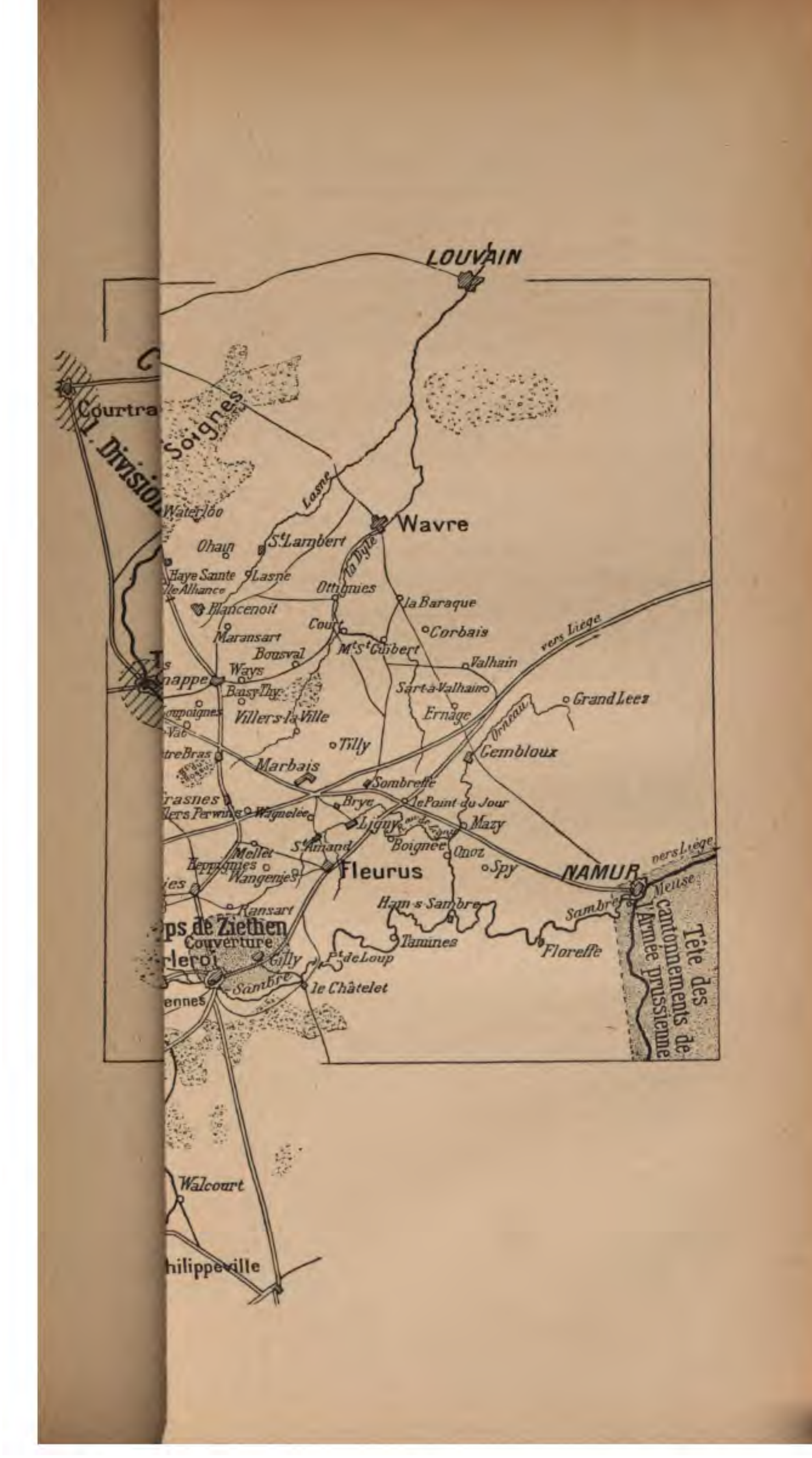
Si l'on songe d'autre part que les quatre bataillons anglais établis aux Quatre-Bras disposaient à peine de dix cartouches par homme, on conçoit facilement que la question pouvait être réglée sans peine dès le 15 au soir.

Admettons cependant qu'au moment où le 2e corps débouchait de Frasnes, l'heure avancée du jour, la fatigue des troupes et l'incertitude sur les forces exactes de l'adversaire eussent déterminé Ney à différer son attaque jusqu'au lendemain.

La situation se présentait des meilleures pour la journée du 16. Les avant-gardes étaient au contact, le gros des corps de Reille et de d'Erlon allaient serrer sur la tête de colonne, et l'on était dès lors en mesure d'attaquer les Quatre-Bras au point du jour avec 40,000 hommes. Que pouvait devant cette avalanche la division Perponcher, réduite à ses propres forces jusqu'à midi ? L'inaction des corps de Reille et de d'Erlon autour de Gosselies, dans la soirée du 15, allait être grosse de conséquences. Ney ignorait donc le prix du temps à la guerre ?

(*A continuer.*)




LOUVAIN
Soignes
Courtra
Waterloo
Ohain
St Lambert
Lasne
Wavre
la Dyle
Haye Sainte
Lasne
Ottignies
la Baraque
Plancenoit
Court
Corbais
Maransart
Bousval
Mt St Guibert
Valhain
vers Liège
Ways
Sart-à-Valhain
Grand Leez
Villers-la-Ville
Ernage
Orneau
Tilly
Gembloux
Marbais
Sombreffe
Bryé
le Point du Jour
Ligny
Mazy
St Amand
Boignée
Onoz
Mellet
Fleurus
Spy
NAMUR
vers Liège
Meuse
Wangenies
Ham-s-Sambre
Sambre
Ransart
Couverture
Tamines
Floreffe
Gilly
Pt de Loup
Sambre
le Châtelet
Tête des cantonnements de l'Armée prussienne
Walcourt

LES LIVRES MILITAIRES

Annibal en Gaule, par J. Colin, capitaine d'artillerie breveté à la Section historique de l'Etat-Major de l'Armée. — 1 vol. in-8, avec cartes en couleurs. — Paris, R. Chapelot et Cᵉ.

Le chemin suivi par Annibal à travers la Gaule, et surtout dans les Alpes, est depuis des siècles l'objet de recherches et de discussions passionnées ; mais on y apportait plus d'imagination que de méthode et de bon sens, et d'ailleurs on ne possède que depuis peu d'années toutes les connaissances nécessaires pour résoudre la question. Elle est discutée dans le présent ouvrage suivant les règles strictes de la critique moderne.

Un premier chapitre fait connaître au lecteur, aussi exactement que possible, l'état physique et politique du pays traversé par Annibal. On peut juger ainsi du plus ou moins de vraisemblance des diverses solutions qui ont été proposées.

L'auteur aborde ensuite l'étude des textes par lesquels nous sommes renseignés sur la marche d'Annibal. Grâce aux procédés d'analyse employés par les philologues allemands, il parvient à reconstituer à peu près exactement les originaux dont Polybe et Tite-Live ont fait usage, et à fixer la valeur des divers renseignements fournis par eux.

Les éléments de la question, ainsi précisés, suffisent amplement à déterminer l'itinéraire d'Annibal, depuis son départ d'Ampurias, en Espagne, jusqu'aux portes de Turin, Polybe donnant avec une grande précision les distances parcourues depuis Ampurias jusqu'au passage du Rhône, de là jusqu'à l'entrée des Alpes, et enfin de l'entrée à la sortie des montagnes. Les autres circonstances mentionnées par les historiens viennent se placer à pöint nommé sur ce parcours et achèvent d'en garantir l'exactitude.

Si le fait d'aboutir à des conclusions identiques par plusieurs voies et en se plaçant à des points de vue différents permet de considérer un résultat comme définitif, on peut dire que M. le capitaine Colin a pleinement réussi dans son entreprise, et cela n'étonnera personne de la part du savant historien. — R. M.

Traité d'Histoire et d'Art militaires (Encyclopédie théorique et pratique des connaissances civiles et militaires, publiée sous le patronage de la Réunion des officiers), par le général Canonge, avec une préface du général Pierron. — I. *Histoire militaire*, gr. in-8, avec cartes, plans et croquis. — Paris, Fanchon.

M. le général Canonge a entrepris de vulgariser les notions d'Art militaire et en les basant sur l'Histoire des guerres. Art et histoire militaires sont intimement unis, et, dit le général, ils se pénètrent au point qu'il est impossible d'étudier fructueusement l'un sans l'autre.

Son traité, basé sur cette donnée que l'étude de l'art militaire par elle-même demeurerait vague et aride, que l'étude de l'histoire deviendrait fastidieuse, réduite au simple exposé des faits, comprendra huit parties : l'Histoire militaire des Anciens ; l'Histoire du Moyen-Age ; de 1453 à 1642 ; de 1642 à 1756 ; de 1756 à 1815 ; de 1815 à 1866 ; de 1866 à 1900 ; expéditions lointaines ou coloniales ; guerre de montagne.

Les trois premières parties ont aujourd'hui paru : celles qui embrassent la période comprise entre l'Antiquité et la guerre de Sept Ans ; la quatrième partie, qui débute à Frédéric II pour se clore par Napoléon, est en cours de publication : l'œuvre paraît par livraisons. Enfin, la fin de la cinquième partie, depuis la guerre de Crimée, et le commencement de la sixième, la campagne de Sadowa, sont mises au jour et constituent un volume complet et définitif.

Après la préface de M. le général Pierron, il ne reste plus à faire l'éloge de l'ouvrage. On connaît la méthode du général Canonge : il réunit à la connaissance approfondie de son sujet et à une solide érudition les dons de l'écrivain et du penseur ; il tire donc avec justesse des événements les causes et leurs conséquences ; aucun détail utile n'est omis ; rien n'est de trop et tout est à point ; cette encyclopédie des guerres anciennes et modernes est donc une œuvre sans épithète qu'on ne saurait trop recommander. — L. H.

Campagne de l'empereur Napoléon en Espagne (1808-1809), par M. le commandant breveté Balagny. — Tome III : *Napoléon à Chamartin. — La Manœuvre de Guadarrama.* — In-8 de 703 pages avec 5 cartes, plans et croquis. — Paris, Berger-Levrault et Cᵉ.

M. le commandant Balagny poursuit sa remarquable histoire de la Campagne d'Espagne de 1808-1809. Voici le troisième volume qui mène le lecteur jusqu'à la fin de décembre 1808.

L'Empereur vient de conquérir Madrid. Après une étude juste et approfondie, sur Napoléon et les Espagnols, sur Napoléon et Joseph, le commandant Balagny reprend le récit des opérations, celles dirigées de Chamartin par Napoléon et qui ont pour but de poursuivre dans le bassin du Tage les restes des armées espagnoles. Puis, le 19 décembre, les nouvelles reçues de divers généraux, confirment l'Empereur dans ce qu'il savait, il prend ses mesures en conséquence et nous sommes à la manœuvre de Guadarrama.

Dans ce volume une grande partie revient à l'auteur, la plus grande ; il reproduit des documents, mais les essentiels, ceux qui sont indispensables pour appuyer le récit et permettre au lecteur de se faire une idée personnelle. D'où un volume attrayant et instructif que terminent les opérations de Soult sur le Carrion, du 4 au 26 décembre, et celles des armées anglaises et de La Romana, pour la même période.

Quelques documents annexes, des situations complètent le volume, et les cartes jointes permettent de suivre les opérations. — L. H.

Le Propriétaire-gérant : R. Chapelot.

Paris. — Imp. R. Chapelot et Cᵉ, rue Christine, 2.

JOURNAL

DES

SCIENCES MILITAIRES.

REVUE MILITAIRE FRANÇAISE.

Mars 1904



LES

PSEUDO-TENDANCES NOUVELLES

DE

L'ARMÉE ALLEMANDE[1]

L'auteur des tendances nouvelles de l'armée allemande revient sans cesse sur la connexité qui existerait, suivant lui, entre la discipline dite coercitive et *l'attaque formant bloc.*

Pourquoi cette haine du bloc?

Quel rapport peut-il bien exister entre la discipline purement artificielle obtenue à coups de punitions et la marche à l'attaque d'une troupe à rangs serrés?

L'auteur croit-il que la crainte des punitions ait jamais suffi à maintenir dans le devoir des soldats dépourvus de bravoure, de dévouement à leurs chefs et de patriotisme?

[1] Voir la livraison de février 1904.

« Dans la tactique issue de la discipline coercitive, a-t-il écrit, il a admis que les troupes *formant bloc* peuvent tout renverser devant elles si elles sont énergiquement commandées. »

L'histoire des campagnes de Napoléon fournit un seul exemple d'abordage par une grande unité d'infanterie ; ce fut au combat d'Amstetten, en 1805, lorsque la division de grenadiers Oudinot, impuissante à briser, par le feu, la résistance de l'arrière-garde russe, marcha sur elle, la joignit et la refoula à coups de baïonnette.

Bismarck a dit un jour :

« Pour les Français, les mots ont la valeur des faits. »

Les rédacteurs du Règlement d'exercices de l'infanterie du 29 mai 1884, ayant eu la malencontreuse idée d'attribuer le terme de *troupe de choc* à toute unité d'attaque, non déployée en tirailleurs, l'expression a été prise à la lettre.

On s'est figuré qu'une *troupe de choc* n'avait d'autre objet que le corps à corps, et, circonstance aggravante, on a cherché à réaliser la chose dans les manœuvres en lançant la *troupe de choc* sur l'ennemi, à la façon d'un boulet.

Un tel concept, outre qu'il est gros de conséquences funestes, ne répond pas aux enseignements de l'histoire des temps modernes.

Contrairement à l'opinion de l'écrivain anonyme de la *Revue des Deux-Mondes*, le feu de mousqueterie jouait déjà sous Frédéric un rôle des plus importants.

Ce n'est qu'après avoir obtenu la désorganisation de l'ennemi, par un tir écrasant exécuté à 200 mètres au plus, que les Prussiens de la guerre de Sept Ans exécutaient l'attaque à la baïonnette, sorte de consécration de l'efficacité du feu et marque visible d'un moral supérieur.

Il en fut de même dans les premières campagnes de Napoléon où l'on vit se produire de grandes attaques destinées bien moins à renverser par le choc les troupes ennemies qu'à exploiter au maximum un premier succès obtenu au point décisif grâce à la combinaison puissante de feux d'artillerie et d'infanterie accumulés par surprise devant ce point.

Napoléon n'a-t-il pas écrit :

« En bataille, comme à un siège, l'art consiste à faire con-
« verger un grand nombre de feux sur un même point. La

« mêlée (combat sur tout le front) une fois établie, celui qui a « l'adresse de faire arriver subitement et à l'insu de l'ennemi, « sur un de ces points, une masse inopinée d'artillerie est sûr « de l'emporter. »

A la bataille d'Austerlitz, les masses[1] qui prirent pied sur le plateau de Pratzen à la suite du 4e corps déployé sur un front de 2,400 mètres ne se bornèrent pas à occuper le sommet du plateau ; elles firent, dans la mesure du nécessaire, face à droite, se déployèrent, avancèrent dans la nouvelle direction et prirent sous leur feu les colonnes austro-russes qui marchaient sur Sokolnitz et Telnitz dans le but de tourner l'armée française et de la couper de Vienne.

A la bataille d'Iéna, le mouvement débordant du corps Soult, en dehors de la gauche prussienne, donna lieu au déploiement de la division Saint-Hilaire dont les bataillons agirent par leur feu dans le flanc des lignes ennemies, tandis que les corps Ney, Lannes et Augereau les pressaient de front, concurremment avec les divisions de la réserve de cavalerie.

Plus tard, à partir de 1809, lorsque la qualité des troupes françaises et alliées eut baissé et que l'ennemi instruit par ses précédentes défaites fut devenu plus redoutable, Napoléon et ses lieutenants eurent une tendance marquée à renforcer la masse d'attaque, considérée antérieurement comme une réserve, et à diminuer, voire même à supprimer les premières lignes de l'attaque chargées de la préparation par le feu.

L'idée décadente qui consistait à vouloir faire pénétrer une masse compacte dans les rangs de l'ennemi, à la façon d'un coin, reçut une application énorme, le 6 juillet 1809, sur le champ de bataille de Wagram, lorsque Macdonald se porta contre le centre autrichien à la tête d'une colonne de trois divisions d'infanterie, affectant la forme d'un carré de 800 mètres de côté, dont la quatrième face était comblée par deux régiments de grosse cavalerie.

Tout d'abord, la colonne Macdonald fit brèche dans les lignes autrichiennes, mais bientôt, fusillée et canonnée de toutes parts, elle fut contrainte de s'arrêter et ne dut son salut qu'à la bra-

---

[1] Division Oudinot, 1er corps d'armée, garde impériale et réserve de cavalerie.

voure des troupes qui répondirent au feu par le feu et surent imposer à l'ennemi jusqu'au moment où d'autres troupes actionnées par Napoléon en personne vinrent la tirer d'une situation presque désespérée.

La folie du choc ne fit que se développer à la suite de cette bataille et atteignit son paroxysme le jour de Waterloo où l'on vit le général d'Erlon former une colonne d'attaque dans laquelle chaque subdivision était constituée par un bataillon en bataille (ligne déployée).

Une colonne aussi monstrueuse ne put faire que quelques pas ; le germe de sa désorganisation était en elle-même.

La forme survit à l'idée.

Nombre de généraux du premier Empire n'avaient retenu, des attaques organisées par Napoléon dans un parfait esprit d'adaptation des moyens au but, que leur caractère de puissance morale, et leur erreur fut de croire que l'action en masse peut, à elle seule, procurer la victoire, indépendamment d'une préparation très efficace par le feu.

La masse d'attaque, improprement appelée troupe de choc, a une double mission à remplir. Elle pousse *moralement* en avant la ligne de feu renforcée au maximum utile et, quand l'ennemi a été chassé par la ligne de feu hors de la partie de terrain qui constitue le point d'attaque, cette masse, jusqu'alors articulée en largeur et en profondeur selon les besoins du moment, prend pied sur la brèche, l'élargit en déployant un certain nombre d'unités, organise la poursuite, se tient prête à repousser les contre-attaques intérieures qui peuvent survenir, entame en un mot l'exploitation du succès obtenu au point décisif, afin, non-seulement de le rendre définitif, mais encore de le transformer en victoire.

Le rôle de la masse d'attaque, avec accompagnement des tambours et des musiques, ressortit essentiellement à la psychologie des armées et à ce titre veut être déterminé par des généraux sachant accorder à la technique de l'armement la part à laquelle elle a droit, et rien de plus.

Arrivons maintenant à la partie la plus importante de l'article de la *Revue des Deux-Mondes* du 1er septembre 1901, celle où

l'auteur expose les procédés tactiques de l'armée allemande qu'il a cru découvrir dans les livres, journaux ou brochures les plus récents et qu'il qualifie de tendances nouvelles.

L'auteur pense qu'après la guerre de 1870-1871 la discipline frédéricienne (!) a été imposée aux divers contingents de l'Allemagne, avec son attirail obligé de formations rigides et d'attaques compactes.

Nous avons montré, d'après des documents remontant aux années 1872, 1873 et 1874, la valeur que l'on doit raisonnablement attribuer à une telle assertion.

L'auteur ajoute :

« Mais, à mesure que l'unité allemande se développait, que *le maître d'école* ainsi que les Sociétés de vétérans faisaient pénétrer dans la masse l'idée de la patrie allemande *dominatrice* (?), la discipline revêtait des formes moins rudes. »

Jamais la passion de l'unité allemande n'a été plus ardente qu'en 1870, au moment où la guerre a éclaté.

Les troupes allemandes de cette époque firent preuve d'un véritable fanatisme, analogue à celui que développèrent les soldats républicains de 1794 lorsqu'ils accomplirent l'effort formidable qui sauva la France du démembrement.

C'était bien assez, — trop même, — d'attribuer la victoire de Sadowa au maître d'école prussien, sans venir nous parler de l'influence actuelle du maître d'école allemand sur la discipline militaire.

Voici quelques extraits des lettres d'un officier russe des plus distingués, qui fit un séjour de plusieurs mois en Prusse vers la fin de l'année 1872 et au commencement de 1873, extraits qui montrent ce qu'il faut penser de l'influence du maître d'école sur les victoires allemandes de 1870-71.

C'est à « l'*Invalide russe* » de 1873 que l'on doit la publication desdites lettres.

« Il n'y a pas actuellement, dans le monde militaire, de ques-
« tion plus débattue que celle-ci :

« A quelle cause attribuer les victoires remportées par la
« Prusse, ou mieux par l'Allemagne ?

« Certains penseurs ont affirmé nettement que le résultat était

« dû au *maître d'école ;* d'autres observateurs profonds ne
« trouvent pas l'explication suffisamment fondée et vont cher-
« cher cette cause, non pas chez *le maître d'école*, mais *dans une*
« *organisation militaire bien comprise.....* d'autres enfin, phi-
« losophes militaires d'une sagacité plus grande encore, ren-
« contrent la solution *dans les qualités politico-physiologiques de*
« *la race germanique.*

« Quant à moi, toutes ces explications me plaisent infiniment;
« j'en aime surtout la brièveté et ne leur fais qu'un seul reproche,
« celui de ne rien expliquer du tout........................

« Dernièrement, je causais familièrement, — sans sortir de
« l'étiquette militaire, — avec un officier général :

« — Savez-vous, me demanda-t-il, quelle est la vraie cause
« de nos succès militaires ?

« Cette cause fondamentale elle est dans les excellentes qua-
« lités de notre corps d'officiers et dans l'éducation militaire
« (*Ausbildung*) donnée à la compagnie.

« A la bonne heure ! Voilà une explication plus précise que
« les axiomes cités plus haut; après y avoir réfléchi, *je me range*
« *à son avis.* »

Suivant l'auteur de la *Revue des Deux-Mondes*, « la comparaison des manœuvres impériales, en 1898, 1899 et 1900, fait *saisir la pensée directrice de l'évolution.* »

Ainsi, la transformation de la discipline frédéricienne en discipline librement consentie, entraînant, comme corollaire, une modification profonde de la tactique de combat, se serait effectuée de 1898 à 1900 sous la forme d'une évolution que nous n'hésitons pas à qualifier de *galopante.*

« Pendant les manœuvres de 1898, écrit l'auteur, *il est impossible de constater une différence entre les procédés tactiques employés et ceux des années précédentes.* Toutefois, on perçoit un courant d'idées qui peut se résumer ainsi. »

C'est ici qu'il faut faire attention, parce que ledit courant d'idées émane d'un cerveau qui n'est autre que celui de l'auteur doué d'une imagination si vive qu'il prend, sans s'en douter, ses désirs pour des réalités.

« Les dernières guerres ont montré que les batailles modernes procédaient par des successions d'actions violentes, suivies d'accalmies. Ces actions violentes, sortes de crises, durent peu lorsque les troupes sont énergiques. Au contraire, les accalmies sont d'autant plus longues que la crise a été plus violente et que les troupes qui sont alors amenées pour la reprise du combat ont été tenues plus éloignées. »

De ce que les batailles modernes ont procédé par des successions d'actions violentes, que conclure, sinon que l'ordre perpendiculaire a présidé à la dispositions des troupes pour le combat ?

Dans sa conférence régimentaire de 1869, le général Heintz, alors chef de bataillon aux voltigeurs de la Garde, avait su discerner le fond de la tactique prussienne quand il disait :

« Les Prussiens ont pour règle générale de n'engager que le « moins de forces possibles à la fois, en exigeant de chacune « d'elles son maximum d'énergie.

« Chaque fois qu'on aura à lutter contre un corps d'infanterie « prussienne, on le trouvera partagé en trois fractions distinctes « (avant-garde, gros, réserve), pouvant chacune combattre iso- « lément, formées chacune *en profondeur* plutôt qu'en largeur, « et devant opérer par *la succession* plutôt que par la simulta- « néité des efforts.

« Ce fractionnement est la conséquence d'un système adopté « en principe et qui constitue l'*ordre perpendiculaire*, pour « lequel les Prussiens, s'ils veulent bien *en faire remonter l'idée « première à Napoléon Ier*, prendraient volontiers un brevet de « perfectionnement, et qu'ils ont, *disent-ils*, substitué avec *un « incontestable avantage* à l'*ordre linéaire* régnant encore dans la « plupart des autres armées, *même dans l'armée française !* »

Les actions violentes et successives, dont parle l'écrivain de la *Revue des Deux-Mondes*, sont dues à l'entrée successive en action des troupes fraîches chargées d'alimenter le combat et de lui communiquer une vigueur croissante jusqu'à l'heure du dénouement.

« A mesure que les armes se perfectionnent, les crises deviennent plus courtes, tandis que les accalmies se prolongent. »

Ceci est exact, parce que l'effort de chaque grande fraction (bataillon, régiment, brigade), à son arrivée sur la ligne de feu,

s'épuise plus vite que par le passé, en raison de la rapidité du tir, de la justesse des armes et de la localisation de plus en plus étroite des pertes.

Mais quelles conclusions l'auteur va-t-il en tirer ?

« Les Allemands estiment que la puissance des armes nouvelles rendra la décision plus prompte que par le passé. Dès lors, quand l'action est résolue, il y a tout intérêt à la mener très vite, avec la plus grande vigueur. »

Il s'agit de savoir ce qu'il faut entendre par le mot action.

Tout combat offensif comporte trois phases :

L'engagement ;
La préparation de l'attaque ;
L'exécution de l'attaque.

L'engagement est le fait des avant-gardes plus ou moins renforcées et de tout ou partie de l'artillerie ; il a lieu sur toute l'étendue du front de l'ennemi.

C'est grâce à la période d'engagement que le directeur du combat trouve le temps d'assurer une *répartition judicieuse* de ses forces principales, d'après le but qu'il se propose d'atteindre.

La préparation de l'attaque est obtenue par le renforcement des troupes engagées sur les points importants, et c'est durant cette phase que s'effectuent les mouvements destinés à placer en face de leur objectif les troupes destinées à frapper plus particulièrement le coup décisif, soit qu'elles se trouvent déjà en dehors d'une aile de l'ennemi, soit qu'elles aient été maintenues derrière le front.

Le général von der Goltz s'exprime en ces termes à ce sujet :

« En s'appliquant à bien engager le combat on assure la « mise en œuvre simultanée et méthodique, sinon de toutes les « forces, du moins de la majorité d'entre elles. On épargne « beaucoup de sang et l'on regagne largement dans l'exécution « le temps consacré à la préparation.

« Si l'on accorde dans l'avenir une plus grande place que dans « les dernières guerres à cette phase préliminaire du combat, « on verra se rectifier l'idée que l'on se fait actuellement de la « consommation progressive des forces. *La durée générale des « combats ne sera pas diminuée*, parce que l'*engagement* com-

« porte des *préliminaires* et une *préparation qui demandent* « *beaucoup de temps*, mais l'*acte décisif* proprement dit sera « ramené à une crise de courte durée et *reprendra le caractère* « *d'un immense et commun effort produit par une puissante* « *masse de combattants, au lieu d'être la somme d'une série de* « *petits chocs isolés* n'ayant entre eux d'autres liens que celui « qui résulte de leur commune tendance à la destruction d'un « même obstacle. »

De ce que les Allemands estiment qu'il y a lieu, une fois l'action résolue, de la mener très vite, avec la plus grande vigueur, l'écrivain de la *Revue des Deux-Mondes*, donnant au terme « action » le sens de combat dans son ensemble et non celui d'acte décisif, écrit :

« De ces considérations se dégage ce principe que, dans l'offensive tactique, comme dans l'offensive stratégique, l'énergie et la promptitude de l'action sont les principaux éléments du succès, *et cela dès le début.* »

Nous faisons des vœux pour que les Prussiens agissent de la sorte. Ce serait pour eux un second Iéna en perspective.

A cette bataille, tous les canons et tous les fusils disponibles, du côté prussien, entrèrent en jeu dès la première heure ; mais ce fut comme un feu de paille.

Aux batailles de Frœschwiller, de Spicheren, de Borny, de Rezonville, de Sedan, etc..... les Français firent de même, offrant des buts visibles et compacts aux coups d'un ennemi bien masqué qui *savait alimenter le combat et conserver des troupes fraîches pour le moment décisif*.

L'auteur dont nous analysons l'article ajoute :

« Le feu violent du combat moderne dissout rapidement les unités constituées et *fait passer la direction aux mains d'une quantité de chefs subalternes*, dont il faut développer l'initiative.

« *Le succès de l'attaque sera souvent dans leurs mains.*

« En outre, la tendance à déborder une aile de l'adversaire ou à envelopper un flanc, afin de le mettre entre deux feux, s'accentue davantage.

« C'est là *le seul moyen sûr* de conquérir la supériorité du feu, *disent les généraux* (?) ».

Cette citation contient deux idées chères à l'auteur.

En vertu de la première, les chefs d'un rang élevé abdiqueraient toute autorité, sous le prétexte que les troupes soumises à l'action des nouvelles armes s'émietteront de plus en plus.

Nous ne saurions partager cette manière de voir. Assurément, la conduite du combat est plus difficile aujourd'hui que par le passé en raison de l'éparpillement des troupes de première ligne, mais les généraux, les colonels et commandants de bataillon n'ont pas à donner des ordres de détail. Leur rôle, plus élevé, est double. Il consiste à assurer l'unité d'action parmi les éléments de première ligne et à diriger le combat au moyen des renforts et des réserves dont la disposition est leur apanage.

Admettre que la conduite du combat passera aux mains des subalternes, autrement dit des lieutenants, c'est supposer gratuitement un commandement supérieur incapable ou dénué d'énergie. Cette hypothèse, l'auteur ne l'a sans doute pas envisagée, préoccupé qu'il est d'assurer un parrainage prestigieux aux idées sur le combat qu'il devait longuement développer, quelques mois plus tard, dans son article : *Quelques Enseignements de la Guerre Sud-Africaine*.

En second lieu, la tendance à déborder ou à envelopper une aile est vieille comme la guerre. Pour réussir, il faut, non seulement que la manœuvre à laquelle cette tendance donne lieu soit préparée, puis exécutée habilement, mais encore que l'ennemi s'y prête par sa sottise ou par son inertie.

« L'art de la guerre indique qu'il faut tourner et déborder une « aile sans séparer l'armée », a dit Napoléon.

Quant à l'opinion des généraux allemands, que le seul moyen sûr d'obtenir la supériorité du feu consiste dans l'enveloppement d'une aile de l'ennemi, nous ne l'acceptons que sous bénéfice d'inventaire.

Le principe de l'enveloppement d'une aile, que l'écrivain de la *Revue des Deux-Mondes* prête d'une façon absolue aux Allemands, va lui permettre, en prenant ce principe pour base, d'établir un système qu'il s'efforcera de faire prévaloir dans notre armée.

« Ce principe conduit à l'extension des fronts, pour *chercher la force de l'attaque dans l'enveloppement.* »

Ainsi, plus d'attaques à coups d'hommes; la force de l'attaque est dans l'enveloppement, autrement dit dans la manœuvre.

A la fin du XVIII[e] siècle, Massenbach faisant l'éloge du prince Henri, frère de Frédéric-le-Grand, s'écria dans un beau mouvement oratoire:

« Le prince courtisa la fortune par des marches hardies et, « plus heureux que César à Dyrrhachium, plus grand que « Condé à Rocroi, semblable à l'immortel Berwick, *il remporta* « *la victoire sans combat*[1]. »

Voilà sans doute l'idéal de la nouvelle école : vaincre sans essuyer de pertes, par la force de l'enveloppement.

L'auteur expose les conséquences du principe en disant :

« Aussi, loin de se resserrer et de se concentrer avant la bataille, comme le font la plupart des armées européennes, les généraux allemands vont-ils, dès 1898, *s'étendre considérablement*. Cette séparation, en présence de l'ennemi, semble au premier abord *très dangereuse*. Elle est absolument contraire à l'enseignement des écoles. *Ce danger* est-il réel? En raison de la grande portée des armes, les troupes entrent en action à des distances souvent considérables. L'arc de cercle sur lequel se fera le premier déploiement sera aussi très grand. Les troupes qui viendront d'une seule direction ou qui seront concentrées d'avance devront donc se séparer de nouveau pour pouvoir envelopper l'adversaire. D'autre part, le parti qui est attaqué peut-il *sans danger* lancer une contre-attaque dans l'arc de cercle qu'on lui présente? On sait à quel point il est difficile de contre-attaquer en partant d'une position occupée défensivement. Il semble donc que, pendant la durée de l'enveloppement tactique, *le danger* d'être percé par un adversaire entreprenant devient faible. »

La bataille d'Austerlitz offre, du côté des Alliés, un exemple immortel du *danger* de l'enveloppement lorsque la manœuvre débordante n'est pas accompagnée d'une action énergique sur tout le front.

Par contre, à la bataille de Saint-Privat, l'armée française non commandée, passive et ayant sa réserve générale du côté opposé à la seule aile attaquable, a permis aux Allemands d'exécuter en toute liberté la manœuvre enveloppante qui, de

[1] Général VON DER GOLTZ, *Rosbach et Iéna*.

concert avec de vives attaques sur tout le front, leur a procuré la victoire.

Le général von der Goltz, tout Prussien qu'il est, n'a pu s'empêcher de reconnaître que l'issue de cette bataille aurait pu être toute différente si les Français eussent été commandés par un véritable homme de guerre.

« Supposons, dit-il, que le 18 août 1870, la Garde impériale « eût été disposée derrière l'aile *droite* de la position française, « au lieu d'être placée derrière l'aile *gauche*, et qu'un Bonaparte se fût trouvé sur les hauteurs de Saint-Privat, un grand « succès aurait pu être réservé à une contre-attaque prononcée « dans la direction de Sainte-Marie-aux-Chênes contre nos « bataillons clairsemés et épuisés, au moment où l'attaque du « corps de la Garde prussienne se trouvait enrayée et où le « mouvement enveloppant des Saxons n'avait pas encore pro- « duit son effet. »

D'autre part, si, comme l'expose l'auteur de l'article de la *Revue des Deux-Mondes*, le parti offensif s'étend considérablement en largeur avant d'entamer la lutte, pourquoi le parti défensif n'en ferait-il pas autant?

Celui-ci a choisi pour combattre un terrain que l'on doit croire favorable et qu'il peut renforcer à l'aide de travaux de campagne. Dans ces conditions, le défenseur offrira à l'assaillant, un front de moyenne étendue mais il aura, en arrière d'une aile (ou de toutes les deux) et la (ou les) débordant, de puissants échelons qui contre-attaqueront en flanc, et par surprise, les troupes enveloppantes quand elles croiront tenir le succès.

Mais pourquoi raisonner dans le vide en étayant sur un principe très contestable des procédés d'exécution qui s'appliquent à tous les cas, autant dire, à aucun.

L'enveloppement d'une aile, combiné avec des combats sur tout le front de l'ennemi est certainement la forme la plus simple de l'attaque, mais telle circonstance de répartition des forces ou de terrain incitera l'assaillant à exécuter une attaque centrale laquelle conduira plus vite et plus sûrement qu'une attaque enveloppante au résultat cherché qui est la destruction des forces morales de l'adversaire et la dissolution de ses divers éléments.

« La bataille de l'avenir, dit l'auteur anonyme de la *Revue des Deux-Mondes*, comportera plusieurs actes, dont le premier sera d'attaquer l'adversaire avec assez de violence pour le fixer, afin de pouvoir le manœuvrer ensuite. »

Le très regretté général Maillard a, le premier, posé, en France au moins, le principe que l'on ne peut manœuvrer qu'autour d'un point fixe.

La bataille de l'avenir ne saurait échapper à la règle. Il s'agit de s'entendre ensuite sur les moyens de fixer l'ennemi. C'est là qu'éclate, ainsi qu'on le verra plus loin, une divergence absolue entre les indications fournies par notre Règlement de 1895 et les propositions de l'auteur, habilement masquées sous le nom de tendances nouvelles attribuées bien gratuitement à l'armée allemande.

« Tels sont les principes généraux admis dès 1898. Toutefois, les formes tactiques que ces principes comportent n'apparaissent pas encore. »

En effet, d'après l'auteur anonyme, les attaques d'infanterie se font encore sur trois lignes venant se fondre en une seule très épaisse, quand la première est parvenue à 400 mètres de l'ennemi.

« En 1899, les modifications tactiques sont presque nulles, comme le montre la manœuvre du 12 septembre; mais l'application de la doctrine de l'enveloppement, par le resserrement du front de marche, se dégage de plus en plus. »

L'évolution annoncée par l'auteur se serait donc effectuée durant la période comprise entre les manœuvres impériales de 1898 et celles de 1900.

Personnellement, nous pouvons parler avec assurance des manœuvres impériales allemandes de 1899, parce que nous les avons suivies en touriste et que nous avons sous les yeux les thèmes ainsi que les cartes au 1/100.000, portant en couleurs les emplacements occupés par les grandes unités, le soir de chaque journée d'opérations.

Ces manœuvres, d'un caractère presque uniquement stratégique, n'ont donné lieu qu'à un seul engagement général à double action, qui a clôturé, le 12 septembre, les opérations du XVe corps, à quatre divisions d'infanterie, plus une division de

cavalerie, contre une petite armée de quatre divisions d'infanterie et d'une division de cavalerie, formée des XIIIe et XIVe corps.

En outre, le 13 septembre, une armée comprenant 6 divisions d'infanterie et 1 corps de cavalerie (54 escadrons) a livré une bataille offensive à un ennemi figuré par le XXe corps provisoire composé de 4 divisions d'infanterie (figurées, chacune, par une brigade) et d'une division de cavalerie, à 3 brigades réelles.

Le thème général des manœuvres impériales à double action, était emprunté à la situation des derniers jours de juillet 1870.

THÈME GÉNÉRAL.

Une armée bleue commence à se réunir au nord et à l'ouest de la ligne Germersheim—Landau.

Les XIIIe et XIVe corps appartenant à cette armée achèvent leur mobilisation à Stuggard—Ulm (XIIIe) et à Mannheim—Heidelberg (XIVe).

Une armée rouge se rassemble en Alsace, et son XVe corps stationné dans cette province est prêt à marcher.

THÈME DU PARTI ROUGE.

Le XVe corps, à trois divisions d'infanterie, renforcé de la division de cavalerie B, doit franchir le Rhin le 5 septembre, en trois points (Kehl, Gambenheim, Drusenheim) et se porter en trois colonnes au delà de la Forêt-Noire, afin d'empêcher les troupes qui se mobilisent au sud du Mein de se réunir à celles du nord en Bavière rhénane.

On présume que les transports stratégiques de Munich à Mannheim, par Ulm, Bietigheim, Bruchsal, vont commencer incessamment.

Le 6 septembre, une nouvelle division d'infanterie (39e) et une brigade de cavalerie (28e) franchissent le Rhin et suivent l'itinéraire de la colonne de gauche du XVe corps.

THÈME DU PARTI BLEU.

Le XIIIe corps se concentre du 5 au 7 inclus à Stuttgard et environs.

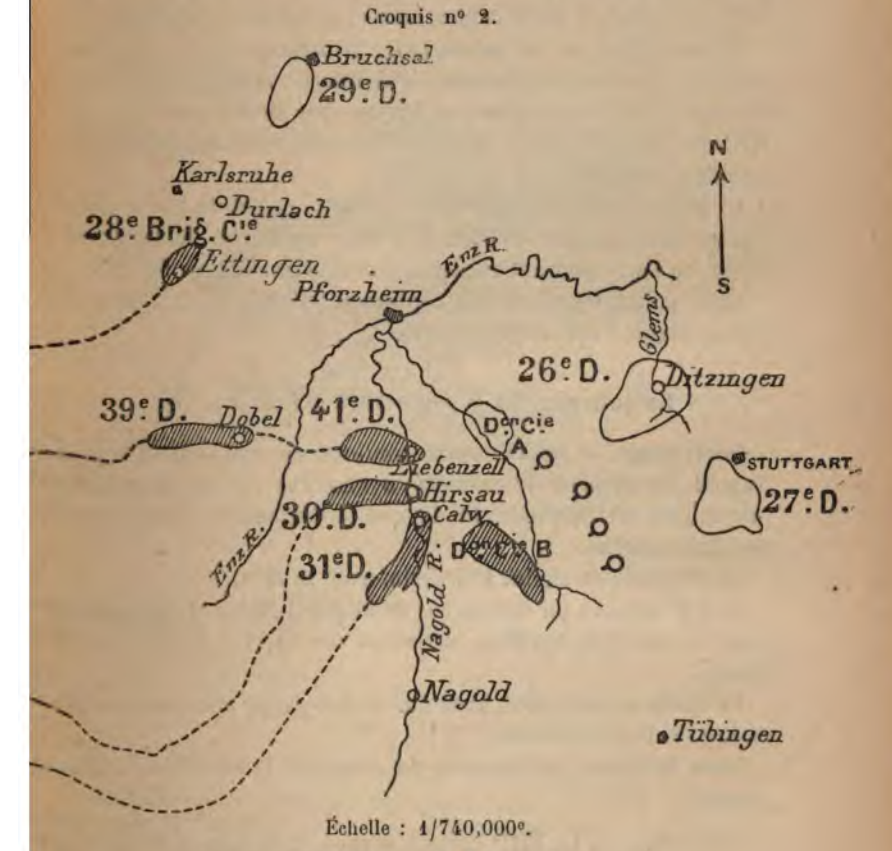
Son chef reçoit, le 5, le 6 et le 7 septembre, des nouvelles qui

lui montrent des colonnes ennemies, au nombre de trois, en mouvement de Strasbourg vers l'Est, colonnes qui sont parvenues, le 7, sur la Murg, depuis Freudenstadt jusque vers Gernsbach (front total de 40 kilomètres environ).

La journée du 8 septembre (croquis n° 2).

Parti rouge. — Le XV[e] corps, dont la colonne de gauche

Croquis n° 2.



Échelle : 1/740,000[e].

Cantonnements-bivouacs du 8 septembre au soir.

(41[e] division) est suivie à une journée de marche par la 39[e] division, atteint la Nagold le 8, avec ses avant-gardes sur le front

Calw—Hirsau—Liebenzell. Il est précédé de sa division de cavalerie B, laquelle a poussé dans la matinée jusqu'à Tiefenbronn, sur la rive droite de la Würm, mais a été refoulée par une division de cavalerie ennemie appuyée d'infanterie.

L'adversaire occupe, le soir, les passages de la Würm.

Parti bleu. — Le XIIIe corps quitte, le 8, les environs de Stuttgard, en deux colonnes, se dirigeant vers la Würm, pendant que des détachements vont occuper la ligne Malmsheim—Sindelfingen, au delà de la région boisée, à l'ouest de Stuttgard.

Dans la matinée du même jour, la division de cavalerie A, soutenue par des détachements d'infanterie, refoule la cavalerie adverse au delà de la Würm et fait occuper Merklingen ainsi que Weil-der-Stadt par de l'infanterie. La cavalerie rouge est refoulée jusqu'à Gechingen.

Le commandant du XIIIe corps forme le projet de battre séparément les colonnes ennemies, à leur débouché de la Forêt-Noire, en leur opposant successivement le gros de ses forces.

Dans ce but, il ordonne de continuer, le lendemain, la marche vers la Nagold sur trois colonnes.

La journée du 9 septembre (croquis n° 3).

Parti rouge. — Le XVe corps continue son mouvement vers la Nagold. La division de cavalerie B l'escorte sur son flanc droit jusque près d'Ostelsheim, tandis que la brigade de corps couvre son flanc gauche.

La 39e division atteint Pforzheim avec sa tête.

Le XVe corps a pu déboucher de la Forêt-Noire et concentrer, dans la matinée, ses trois divisions sur la rive gauche de la Würm.

Un faible engagement avec une avant-garde ennemie le rend maître de Weil-der-Stadt.

Dans la soirée, la division de cavalerie B se porte à l'aile gauche.

Parti bleu. — Le XIIIe corps s'avance, le 9, vers la Würm, en trois colonnes : la 26e division, sur Weil-der-Stadt, la 27e, plus au Sud, sur Döffingen et Aidlingen.

Avant l'arrivée du gros sur la Würm, l'ennemi s'est rendu

maître de Weil-der-Stadt et a bordé la rive gauche avec des forces importantes.

D'autre part, le commandant du XIIIe corps est informé, par le télégraphe, que toutes les forces rouges poussées sur la rive droite du Rhin ont franchi la Forêt-Noire et que le XIVe corps va être transporté, partie sur route, partie en chemin de fer, sur

Croquis n° 3.



Échelle : 1/740,00.e.

Bivouacs et cantonnements du 9 septembre au soir.

(Les troupes des partis opposés bivouaquent, à l'exception de la 39e division bleue et des 28e et 29e divisions rouges, qui sont cantonnées.)

Gross-Sachsenheim, en vue de former avec le XIIIe corps et la division de cavalerie A une petite armée qui devra être *concentrée*, le 11 au soir (le 10 est jour de repos), derrière la Glems,

sur la ligne Schwieberdingen—Leonberg, qui mesure 10 kilomètres dans le sens du front.

La journée du 11 septembre (croquis n° 4).

Parti rouge. — A 4 heures du matin, le commandant du XVe corps est avisé que, la nuit précédente (le 10 est jour de repos), l'ennemi a battu en retraite dans la direction de Leonberg.

Au même moment, il reçoit un télégramme du commandant de son armée, lui annonçant que l'armée d'Alsace franchira la

Croquis n° 4.



Échelle : 1/500,000e

Cantonnements-bivouacs du 11 septembre au soir.

Lauter le 12, et se portera à l'attaque des forces ennemies en voie de réunion au nord de Bien-Wald.

Le commandant du XVe corps envoie aussitôt l'ordre de rompre les rassemblements et de continuer la marche, le jour même, de façon à atteindre la ligne Heimerdingen—Eberdingen—Vaihingen, la division de cavalerie encore plus au

Nord, afin de couper au XIIIe corps bleu ses communications avec l'armée du Palatinat bavarois.

Parti bleu. — Le XIIIe corps est supposé avoir battu en retraite dans la nuit du 9 au 10 septembre (le 10 est jour de repos), mais en réalité son mouvement de recul commence, le 11 de grand matin, en deux colonnes, savoir :

La 26e division de Malmsheim sur Ditznigen ;

La 27e division, de Reuningen sur Leonberg.

Le 11 au matin également, le XIVe corps se porte :

La 28e division, sur Schwieberdingen ;

La 29e division, sur Hemmingen ;

La division de cavalerie A, à Heimsheim, couvre le mouvement de recul et se retire ensuite sur Markgröningen.

La retraite donne lieu à quelques engagements sans importance.

Dans la soirée, l'ordre arrive d'attaquer le lendemain, avec les XIIIe et XIVe corps concentrés, les forces rouges, afin de les battre et de venir ensuite renforcer l'armée du Palatinat bavarois.

La journée du 12 septembre (croquis no 5).

C'est donc le 12 septembre qu'aura lieu la bataille des quatre divisions de la petite armée bleue (XIIIe et XIVe corps), contre les trois divisions du XVe corps renforcé d'une division (la 39e).

Les opérations du 8 et du 9[1] avaient montré, de la part du XIIIe corps, l'intention d'attaquer, toutes forces réunies, les colonnes séparées du XVe corps, à leur débouché de la Forêt-Noire.

Cette manœuvre n'ayant pu se produire, par suite de l'avance prise par les colonnes du XVe corps, le XIIIe corps sensiblement inférieur à son ennemi ne pouvait que livrer un combat défensif derrière la Würm, ou bien se retirer. C'est cette seconde solution qu'il adopta, par ordre supérieur, en prévision du concours qu'allait lui prêter le XIVe corps. Mais, ce corps d'armée, de ses emplacements du 9 au soir, était capable de marcher, le 11[1],

---

[1] Le 10 étant un jour de repos doit être considéré comme inexistant pour les opérations.

du Nord au Sud, de manière à attaquer, le 12, l'aile gauche du XVe corps, dans le temps que le XIIIe corps le contiendrait de front.

C'eût été renouveler, en petit, la manœuvre de Sadowa.

Oui, mais *à la condition que le XVe corps restât immobile*, le 11, sur une position défensive; or, rien ne le faisait supposer.

Croquis n° 5.



Front du parti rouge = 6 kil.
bleu = 9 kil.

Rassemblement du 12 septembre à 6 heures du matin.

Dans le doute et afin de ne rien livrer au hasard, la directio supérieure, autrement dit le commandant de la petite arm bleue, fit sagement d'assurer la *concentration préalable* XIIIe et XIVe corps d'armée sur un front de 10 kilomètres. conformant, en cela, à la pure doctrine napoléonienne. Cec *un fait* et non une élucubration de cabinet.

Que dit à ce sujet l'écrivain de la *Revue des Deux-Mon*

« En 1899, les modifications tactiques sont presque nulles, comme le montre la manœuvre du 12 septembre; mais *la doctrine de l'enveloppement, par le resserrement du front de marche, se dégage de plus en plus.* »

On voit ce qu'il faut en penser.

Arrivons à cette bataille du 12 septembre dont parle l'écrivain en question, sans la bien connaître.

Le commandant du parti rouge[1] avait été informé, le 11, de l'arrivée de nombreuses troupes bleues aux environs de Gross-Sachsenheim (XIV[e] corps) et n'avait pu empêcher leur jonction avec les troupes (XIII[e] corps) qui faisaient face au XV[e] corps.

Il devait donc agir avec une certaine prudence et ne prendre l'offensive tactique, par sa gauche, qu'autant que l'ennemi récemment renforcé ne lui serait pas supérieur en nombre. Donc, de sa part, expectative en maintenant les avant-postes en position.

Le commandant du parti bleu[2] avait formé le projet d'établir très solidement sa division de droite (28[e] division et partie de l'artillerie de la 29[e])[3] sur un plateau ayant des vues et un champ de tir étendu vers l'Ouest, de faire attaquer l'aile droite ennemie par les deux divisions du XIII[e] corps et de maintenir provisoirement la division disponible du XIV[e] corps (la 29[e]) entre le front défensif et les troupes d'attaque pour, ensuite, soit renforcer la défense, soit au contraire participer à l'attaque.

D'après les ordres envoyés dans la nuit par chacun des chefs de partis :

Les divisions rouges devaient être rassemblées, le 12, à 6 heures du matin, suivant le dispositif qu'indique le croquis n° 5, et les divisions bleues, rassemblées également, à la même heure, aux emplacements portés sur le même croquis.

Les divisions de cavalerie B (rouge) et A (bleue) avaient reçu, chacune de leur côté, des missions particulières qui les amenèrent à se neutraliser pendant toute la durée du combat; il n'en sera donc plus question.

---

[1] Le général baron de Meerscheidt-Hüllessem.

[2] S. M. l'Empereur.

[3] La 28[e] division construisit, le 12, de très bonne heure des tranchées-abris et des épaulements pour l'artillerie.

L'avant-garde de la 29e division bleue fit brèche, vers 6 heures du matin, dans la ligne d'avant-postes qui lui faisait face, gagna rapidement du terrain et s'empara de Hochdorf, village situé au sommet d'un mamelon faisant saillie sur le front du parti rouge.

L'avant-garde de la 29e division bleue (un régiment), une fois maîtresse de Hochdorf, fut renforcée par l'autre régiment de la même brigade, puis rejointe par un groupe d'artillerie, mais, vers 8 heures, les 30e et 41e divisions rouges exécutèrent un grand retour offensif lequel eut pour résultat de faire perdre Hochdorf aux Bleus et de les rejeter dans le bas-fond à l'Est.

A ce moment, le lieutenant-général baron de Meerscheidt-Hüllessem, en dépit du caractère auguste de son adversaire, voulut battre le parti bleu et il le pouvait, car il disposait de trois divisions contre deux, sa division de droite (la 31e) devant suffire à contenir l'aile gauche (XIIIe corps) de l'adversaire pendant le temps que durerait l'acte décisif du côté opposé.

Dans ces conditions, le premier prêt l'emporte s'il attaque sans plus tarder, attendu que l'autre arrivera trop tard à la riposte et ne pourra que s'efforcer d'atténuer les conséquences de l'échec subit au point d'attaque.

A 8 heures il s'en fallait de beaucoup que le XIIIe corps bleu fit sentir son action.

D'ailleurs il devait être paralysé par la 31e division rouge laquelle était rassemblée en position d'échelon refusé et débordant par rapport aux autres divisions du XVe corps rouge.

Il en résulte que le XIVe corps bleu va avoir sur les bras trois divisions rouges (30e, 41e et 39e), dont deux, la 41e et surtout la 39e, débordent son aile droite constituée par la 28e division.

Un peu après 8 heures, la 39e division rouge s'ébranle vers Pulverdingen, mais les arbitres guidés par un sentiment assez excusable de leur part déclarent que les troupes de cette division ne peuvent progresser à découvert, sous le feu des batteries bleues du plateau à l'est de ce village.

Le XIIIe corps que le commandant du parti bleu (l'empereur) supposait en marche par divisions massées depuis 6 heures du matin aurait dû atteindre vers 8 heures la ligne Hemmingen—Heimerdingen, mais, par suite de retards inexpliqués, les 26e et

27e divisions bleues venaient seulement de quitter, à cette heure-là (8 heures), leurs points de rassemblement initiaux.

A la guerre les diverses phases du combat exigeant trois ou quatre fois plus de temps qu'en manœuvre, le départ du XIIIe corps bleu pour se porter à l'ennemi n'eût peut-être pas été trop tardif, mais, le 12 septembre 1899, Guillaume II voulant, selon son habitude, que l'action ne durât pas, en tout, plus de quatre à cinq heures, la manœuvre devait prendre fin vers 11 heures.

Aussi entre 8 heures 30 et 9 heures, l'empereur, chef du parti bleu, ne voyant pas déboucher le XIIIe corps envoya-t-il l'ordre au commandant du parti rouge, son adversaire, de neutraliser la 31e division comme si elle était refoulée par les 26e et 27e divisions bleues, et, tandis que la 39e division rouge formant l'aile gauche de son parti était tenue en échec, en vertu de la décision des arbitres exposée précédemment, par une partie de l'artillerie du XIVe corps bleu établie sur le plateau à l'est de Pulverdingen, la 29e division bleue et une brigade de la 28e division bleue, reçurent l'ordre impérial d'attaquer le centre des Rouges qui, une fois maîtres d'Hochdorf, avaient continué à gagner du terrain vers Katharinenlinde avec une partie de la 41e division et, vers Hemmingen, avec des fractions de la 30e division.

Admettons pour un instant que la 39e division rouge n'ait réellement pu s'avancer à découvert contre l'aile droite du XIVe corps bleu et que l'attaque des 26e et 27e divisions bleues (XIIIe corps) ait été enrayée par la 31e division rouge.

S'il voulait vaincre, le commandant du parti bleu n'avait dès lors plus l'embarras du choix, et l'attaque centrale s'imposait.

Cette attaque était facilitée par le terrain des abords d'Hochdorf qui forme un ventre très prononcé du côté de l'assaillant et par les boquetaux qui parsèment le pied des pentes orientales du mamelon sur lequel s'élève Hochdorf.

L'attaque fut menée, à partir de 9 heures 30, par la 58e brigade ayant ses deux régiments accolés et, dans chaque régiment, deux bataillons en chaîne et renforts et un bataillon en soutien (formation déployée), ensemble, quatre bataillons formant la chaîne sur un front de 1000 mètres et marchant contre Hochdorf en venant du Sud-Est.

Derrière la 58e brigade marchait la 57e brigade, par régiments accolés, celui de gauche ayant deux bataillons en deuxième ligne et un bataillon en troisième ligne, celui de droite, ses trois bataillons l'un derrière l'autre, toutes les troupes de la 57e brigade disposées par lignes de colonnes de compagnie.

La 58e brigade était prolongée, à droite, par une brigade de la 28e division disposée comme elle, en sorte que la première ligne d'attaque comprenait 8 bataillons en chaîne, 4 en soutien et 8 bataillons, en deuxième ligne, sur deux et même sur trois échelons de profondeur.

Au total, 20 bataillons attaquèrent Hochdorf en partant d'un front de 2,000 mètres environ qui allait en se rétrécissant un peu en se rapprochant de l'objectif, et la profondeur du dispositif mesurait 500 mètres à 600 mètres, au départ, et 300 mètres environ à l'arrivée sur la position.

Le parti rouge, au dernier moment, céda le terrain sans trop de difficultés, par courtoisie, et le combat prit fin aussitôt après l'enlèvement de Hochdorf par le parti bleu.

Pendant l'attaque, l'empereur se tenait, le sabre à la main, au centre du dispositif entre la première et la deuxième ligne de la 29e division bleue.

En résumé :

Concentration des divisions dans chaque parti sous le couvert des avant-postes avant d'entamer l'action; emploi de la fortification improvisée et d'une masse d'artillerie pour assurer au parti bleu un solide pivot de manœuvre à l'aile droite.

Marche en masse des 26e et 27e divisions (XIIIe corps) pour s'approcher de l'aile droite ennemie à attaquer par enveloppement, mais retards imprévus qui ont rendu illusoire la participation de ces deux divisions à la bataille.

Fronts de combat calculés comme autrefois en vue d'une action très énergique : le parti qui veut attaquer par enveloppement faisant prendre préalablement à sa masse de manœuvre l'intervalle strictement nécessaire (dans ce cas-ci, 3,500 mètres à 4,000 mètres), en vertu d'un plan issu de la situation stratégique et antérieur au combat.

L'attaque, vue du point (à 2,000 mètres nord-est de Hochdorf) où nous nous trouvions (cote 326), offrit un spectacle grandiose. Eût-elle réussi à la guerre? Oui, avec une artillerie

supérieure et sachant préparer l'attaque de l'infanterie; non, dans le cas contraire.

L'écrivain de la *Revue des Deux-Mondes*, après avoir décrit sommairement l'attaque de Hochdorf, dit :

« Ce sont bien là les anciennes formes tactiques, mais la manœuvre a changé de caractère, comme le prouve l'opération du lendemain 13 septembre (bataille contre ennemi figuré). »

L'auteur veut dire par là que c'est par l'enveloppement d'une aile que les Allemands chercheront désormais le succès. En cela, il commet un anachronisme, car la doctrine que Clausewitz a léguée, il y a plus de 70 ans, au grand état-major prussien repose essentiellement sur l'attaque d'aile, à la condition toutefois que l'assaillant puisse l'effectuer sans se compromettre.

Le général von der Goltz dont l'ouvrage capital : *La Nation armée* remonte à une vingtaine d'années, n'est pas moins catégorique. Seulement il estime avec juste raison qu'à l'avenir on ne rencontrera plus une aile mince comme en 1866 et 1870, parce que le défenseur aura appris à renforcer ses flancs au moyen de réserves convenablement échelonnées.

En outre, ainsi que l'a prouvé la manœuvre du 12 septembre 1899, « il est difficile de faire mouvoir sans confusion, sur un « espace de terrain limité, *les grandes masses* chargées d'exé- « cuter la manœuvre enveloppante[1] ».

La journée du 13 septembre (croquis n° 6).

Passons à la bataille du 13 septembre contre ennemi figuré.

Le *thème général* était le suivant :

« Une armée bleue venant de l'Ouest a franchi le Rhin en « amont de Selz et envahi l'Allemagne du Sud.

« Une armée rouge, réunie dans le nord-est de la Bavière, « marche à sa rencontre. »

Comme *thème particulier :*

« L'aile gauche de l'armée bleue, composée de 6 divisions « d'infanterie et d'un corps de cavalerie à deux divisions

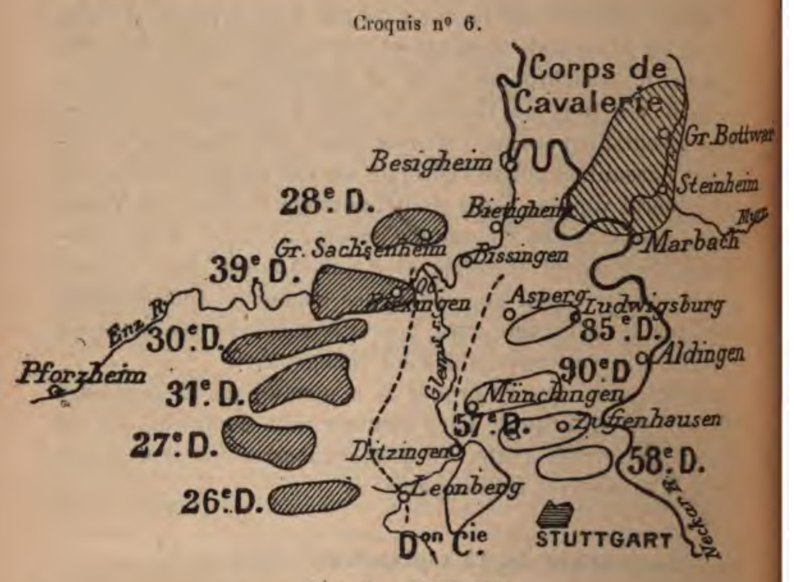
---

[1] Général VON DER GOLTZ, *La Nation armée.*

« (54 escadrons, 4 batteries, 2 bataillons de chasseurs et 2 déta-
« chements de pionniers) est parvenue, le 12 septembre après la
« marche, au contact du corps d'aile droite (XXe) de l'armée
« rouge, composé de quatre divisions d'infanterie et d'une divi-
« sion de cavalerie.

« Les avant-postes rouges tiennent la ligne de la Glems,
« depuis Markgröningen jusqu'à la région boisée, à l'ouest de
« Stuttgard. »

Croquis n° 6.



Échelle : 1/500,000e.

Cantonnements–bivouacs du 12 septembre au soir.

Les avant-postes bleus sont établis à 4 ou 5 kilomètres de ceux de l'ennemi.

La fraction de l'armée bleue est commandée par *le roi de Wurtemberg*, et le XXe corps rouge (figuré) par le général de l'infanterie *de Plessen*.

Le parti bleu occupe un front de 18 kilomètres, sans compter le corps de cavalerie, sous les ordres de l'empereur, qui se trouve sur la rive droite du Neckar, à Marbach et au Nord.

Le parti rouge figuré tient un front de 10 kilomètres.

Les gros adverses sont à 6 ou 8 kilomètres les uns des autres.

Les 26e, 27e, 31e et 30e divisions bleues font face respectivement aux 58e, 57e, 90e et 85e divisions rouges figurées.

Les 39e et 28e divisions bleues dépassent largement vers le Nord l'aile droite rouge laquelle est débordée au Nord-Est par le corps de cavalerie bleue.

La situation initiale du 13 septembre 1899 est tout à fait comparable à celle du 18 août 1870, en supposant que l'aile gauche

Croquis n° 7.



allemande n'eût éprouvé, ce jour-là, aucun retard dans sa marche de la matinée et que les IXe, Garde et XIIe corps se fussent rassemblés, par division, en face de leur objectif, avant d'entamer l'action, comme le montre le croquis n° 7 ci-contre.

D'un côté, 90,000 hommes, de l'autre, 45,000 au plus.

Chez les Allemands, attaques convergentes, celle des Saxons étant enveloppante; chez les Français, dispositif linéaire et défensive passive.

A la manœuvre du 13 septembre 1899 tout est simple. Les 26e, 27e, 31e et 30e divisions bleues, *préalablement rassemblées,* s'avancent droit sur l'ennemi, précédées de leurs avant-gardes, pendant que les 39e et 28e divisions appuient vers le Nord-Est et vont franchir l'Ens aux ponts de Bissingen (39e division) et Bietgheim (28e division).

La ligne des avant-postes bleus restés en position est franchie à 7 heures du matin, et il faut que le combat soit terminé à 11 heures.

Il n'y a donc pas de temps à perdre pour faire passer les troupes assaillantes par les diverses phases de l'action, savoir: la marche d'approche, l'engagement des avant-gardes, puis leur renforcement, le déploiement de l'artillerie, les attaques partielles pour gagner du terrain, la préparation, enfin l'exécution simultanée des attaques finales avec toutes les troupes encore disponibles, pour chasser l'ennemi de sa position principale.

C'est au moment, vers 11 heures, où l'aile droite du parti rouge, débordée par les 39e et 28e divisions bleues, se rapprochait, en battant en retraite, de la vallée du Neckar, que le corps de cavalerie bleu commandé par l'empereur fit irruption par le terrain au sud-ouest de Ludwigsburg, puis exécuta, sans temps d'arrêt, une attaque enveloppante sur trois lignes d'escadrons en colonne, dans le flanc et sur les derrières de la 85e division rouge.

Sous le rapport de la technique cavalière, cette attaque fut des plus réussies, mais elle supposait, pour rester dans la vraisemblance, une infanterie ennemie démoralisée ou à court de munitions.

Pour notre part, nous approuvons fort la grande attaque de cavalerie qui clôture, chaque année, les manœuvres impériales dans le but de permettre d'apprécier l'habileté évolutionnaire de la cavalerie en grandes masses, et aussi, pour affirmer hautement la toute-puissance du choc, quand les circonstances sont favorables et le moment bien choisi.

A la manœuvre du 13 septembre 1899, nous n'avons rien observé qui fut contraire à la doctrine courante des Allemands en matière de tactique appliquée.

L'attaque décisive s'est produite, ce jour-là, sur une aile du défenseur, concurremment avec des attaques exécutées dans le même temps, sur toute l'étendue du front ennemi.

Ce fût comme un corrigé, en petit, de la bataille de Saint-Privat.

Transportons-nous aux manœuvres impériales de 1900. L'écrivain de la *Revue des Deux-Mondes* dit à leur sujet :

« Aux manœuvres impériales de 1900, *les modifications tactiques* (?) que comporte l'application des doctrines qui viennent d'être indiquées *apparaissent en pleine lumière*.

« Dans les journées des 7 et 8 septembre, une division (la 42e) est lancée à deux marches en avant de son parti. *Elle manœuvre en rideau* (?), se déploie sur un front qui, au premier abord, paraît hors de toute proportion, se dérobe, contre-attaque et *retarde* ainsi la marche de l'adversaire; puis *elle l'attire dans une direction déterminée*, pour permettre au gros de son parti de l'attaquer en flanc. »

C'est là une manœuvre en retraite dans le genre de celles qu'ont exécutées les maréchaux Davout et Lefebvre au début de la campagne de 1809 en Allemagne, les lieutenants de Napoléon en 1813 et 1814, et Blücher en 1813, 1814 et 1815.

Durant notre professorat de l'École supérieure de guerre nous avons élaboré, à maintes reprises, des thèmes tactiques visant des manœuvres et combats en retraite que les officiers d'instruction avaient à développer, tantôt verbalement, tantôt par écrit.

Nous avons donc le droit de nous étonner que l'écrivain anonyme de la *Revue des Deux-Mondes* ait cru découvrir qu'en 1900 les Prussiens ont employé, pour la première fois, ce qu'il appelle très improprement « la manœuvre en rideau », qui n'est autre que la manœuvre en retraite, bien connue de tous ceux qui ont étudié la stratégie napoléonienne.

Clausewitz, dans son livre sur la *Grande Guerre*, consacre tout un chapitre au « mode d'action des corps avancés » établis, à grande distance de l'armée, dans la direction présumée de l'ennemi, afin de « le retarder dans ses approches », et il cite à l'appui de sa discussion le rôle joué, les 15 et 16 juin 1815, par le 1er corps prussien commandé par le général Zieten, qui parvint à contenir, sur un parcours de 15 kilomètres et pendant plus de 24 heures, 120,000 Français ayant à leur tête Napoléon.

En janvier 1871, le général de Werder n'a-t-il pas, dans le but de gagner les trois jours nécessaires à l'achèvement de ses travaux de défense sur la Lisaine, détaché des avant-gardes à une journée sur les routes que devaient suivre les Français dans leur marche sur Belfort ?

Napoléon a résumé, en quelques mots incisifs, la mission d'une arrière-garde agissant isolément, quand il a écrit :

« *L'art d'un général... d'arrière-garde* est, sans se compro-
« mettre, de *contenir l'ennemi*, de *le retarder*, de *l'obliger à*
« *mettre trois ou quatre heures à faire une lieue. La tactique*
« *seule donne les moyens d'arriver à ces grands résultats.* »

Quant au *déploiement en rideau*, dont parle l'auteur, c'est affaire de procédé dicté par la circonstance du moment et auquel nous ne nous arrèterons pas, jugeant au-dessous d'un tacticien d'épeler les lettres de l'alphabet.

L'écrivain de la *Revue des Deux-Mondes* expose ensuite, non des principes mais une série de procédés cueillis au courant des circonstances et dont il fait des règles absolues. C'est comme cet Anglais qui, faisant escale pendant quelques heures à Calais, va déjeuner au restaurant, y est servi par une fille rousse qui lui apporte une fricassée de cuisses de grenouilles ; et l'anglais d'écrire sur son carnet de voyage : « En France on se nourrit « principalement de grenouilles et toutes les femmes sont « rousses. »

Voici, par curiosité, les lois nouvelles auxquelles les chefs allemands sont supposés assujettis.

« Les fronts de marche sont systématiquement étendus.

« De grands intervalles existent parfois entre les divisions, auxquelles la plus grande initiative est laissée.

« Les officiers qui mènent le combat sont pénétrés de l'esprit du nouveau règlement.

« Tous les engagements sont nettement offensifs et, même quand la défensive stratégique est imposée à un parti, il la transforme en offensive tactique énergique, quitte à rompre le combat et à manœuvrer en retraite. »

Toujours l'histoire de l'Anglais !

De ce qu'une division a combattu en retraite pour donner le temps à sa petite armée de se réunir et de manœuvrer dans le flanc de la marche des poursuivants, l'auteur conclut à l'offensive tactique et à la rupture du combat de toutes les forces appartenant au parti contraint d'adopter la défensive stratégique.

Continuons à reproduire le catéchisme tactique que l'auteur prête aux Allemands.

« Les différentes colonnes s'engagent à fond presque simultanément. Si l'une d'elles remporte un succès dans sa zone d'action, elle s'occupe alors de ses voisines et détache de leur côté les forces qui ne lui sont pas strictement nécessaires. *Aucune ne se garde des réserves* (?). »

Ce serait le retour pur et simple à l'ordre linéaire du temps de Frédéric !

Nous souhaitons qu'il en soit ainsi dans l'avenir, mais nous savons par nos observations personnelles que, dans le présent, rien ne ressemble moins à la réalité que la peinture que l'écrivain de la *Revue des Deux-Mondes* nous en fait.

« Dès lors, la tactique de l'infanterie se caractérise ainsi : Passage direct de la colonne de route à l'ordre dispersé. Plus de rassemblements préalables. »

Les nombreuses manœuvres allemandes auxquelles nous avons assisté jusqu'en 1901, n'ont jamais débuté, sauf une ou deux fois, par le passage direct de la formation de route au déploiement en ordre dispersé. Presque toujours, les rassemblements préalables, par division ou par brigade, s'effectuaient sous le couvert des avant-postes ou des avant-gardes, et le combat de rencontre ou par surprise, qui dénote dans la plupart des cas un service de renseignements ou de reconnaissances mal fait, était soigneusement évité.

« Lignes de tirailleurs très denses dès le début de l'action. *Absence complète de réserves partielles* ou *générales*, soit *dans le bataillon, le régiment, la division!.....*

Aux manœuvres impériales de 1900, la 42e division n'a présenté, à un jour et à une heure déterminés, ni réserves partielles ni réserve générale.

L'auteur en conclut que c'est fini des réserves, grandes et petites ; il n'en faut plus, et les Allemands nous donnent l'exemple en les supprimant toutes.

Quel coup porté au bon sens!

. . . .

« Les attaques de l'infanterie formée en masses compactes ne sont plus employées. »

A l'encontre de cette assertion, nous rappelerons l'attaque de Hochdorf, le 12 septembre 1899, par 18 bataillons, et l'attaque de la 85e division rouge, le 13 septembre, par les 24 bataillons des 39e et 28e divisions bleues.

« Nulle part on ne voit un effort répondant à la conception d'une attaque décisive par un bloc d'infanterie préalablement tenu en réserve à cet effet et lancé sur un point du champ de bataille. »

En 1898, 1899 et 1900, les attaques décisives ont été des attaques d'aile parce que ce mode d'attaque est employé de longue date par les Allemands comme étant moins difficile à réaliser que l'attaque centrale ; c'est affaire d'art de la part du haut commandement, et chacun sait combien sont rares les généraux capables de gagner une bataille sur le modèle d'Austerlitz.

Auguste Comte a résumé l'histoire de l'esprit humain dans la loi des trois états qu'il énonce en ces termes :

« En tout ordre de recherches, l'esprit humain passe par trois « états successifs :

« L'état *théologique* ou fictif ;

« L'état *métaphysique* ou abstrait ;

« L'état *positif*. »

Pour nous, dans l'ordre des travaux militaires, *l'état théologique* correspond aux gens qui prennent, au cours des manifestations de l'activité guerrière, *des instantanés* qu'ils conservent précieusement pour les sérier et en faire la base de règles en quelque sorte monastiques.

Les règles une fois établies, on les respecte et on les observe à la lettre comme paroles d'évangile.

L'état métaphysique ou abstrait suppose, en art militaire, la connaissance d'un certain nombre de principes applicables aux circonstances rangées par catégories d'objets.

Ces principes, justes en eux-mêmes, parce qu'ils sont le fruit de l'expérience des hommes de guerre célèbres, ne valent dans l'application que par le degré de virtuosité de ceux qui les emploient.

Ils ne sont donc qu'une sorte d'échafaudage nécessaire à la construction de l'édifice, mais qui doit disparaître.

Nous arrivons ainsi *à l'état positif* dans lequel le militaire

exercé de longue date à mettre les principes à exécution ne se les remémore plus quand il s'agit pour lui de résoudre un problème tactique, attendu qu'ils sont passés chez lui à l'état de réflexes, et dès lors, son attention se portant avec énergie sur le cas concret soumis à son examen, de son inconscient se dégage la solution par excellence, celle que ne sauraient produire avec la même perfection de longs raisonnements appuyés sur des principes abstraits.

Les généraux allemands et leurs auxiliaires de l'état-major sont des hommes dont l'esprit est arrivé à l'état positif.

C'est en cela que réside leur force.

Qu'on ne vienne plus nous dire :

Les Allemands font comme ci, les Allemands font comme ça ! Ils font ce que les circonstances leur indiquent, parce que leurs chefs ont l'esprit positif[1].

Continuant à prendre les rêves de son imagination pour des réalités, l'écrivain de la *Revue des Deux-Mondes* continue en ces termes :

« La conception de la rupture de l'ennemi à coups d'hommes est donc abandonnée. Pourquoi cette transformation ne s'est-elle pas faite plus tôt ?

« Pour l'expliquer, on peut admettre que, jusqu'à présent, les Allemands n'ont pas jugé que le développement de l'esprit militaire de la nation fût assez avancé pour permettre un changement de tactique fondé sur l'initiative individuelle. Mais voici trente ans que *le maître d'école* (!) n'a pas cessé de préparer les générations au rôle de *citoyen dans l'armée* (!). Il a fait pénétrer au fond de l'âme des enfants l'esprit de sacrifice qui mène à la discipline librement consentie, la seule qui subsiste en campagne et que la crainte de la mort ne peut pas dominer. Par l'éducation, la préparation s'est faite. Elle a permis l'évolution tactique, et bientôt il ne restera de l'ancienne discipline coercitive que la forme apparente de l'automatisme. »

Les assertions qui précèdent sont infirmées par les faits.

L'armée allemande est atteinte depuis quelques années d'un

[1] Un jeune savant, M. Joseph Wilbois, fils du colonel notre vieux camarade de 1870, a publié en 1903 une brochure intitulée : *L'Esprit positif*, malheureusement non vendue dans le commerce, qui fourmille, sous le rapport de la physique générale, de hautes pensées réconfortantes dont un militaire peut tirer grand profit.

malaise qui va sans cesse en augmentant et dont les causes, qu'il ne nous convient pas d'exposer ni de discuter ici, sont multiples.

Jamais, depuis trente ans, l'esprit de sacrifice n'a été moindre dans les rangs de l'armée allemande qu'aujourd'hui, quelle qu'ait pu être l'influence du maître d'école. Le patriotisme, l'esprit de sacrifice, le sentiment de la discipline active ne s'enseignent d'ailleurs pas : ils se communiquent par l'exemple.

Que l'auteur lise donc le roman « Iéna ou Sedan », de F. A. Beyerlein ! Il y verra, dépeint, sous des couleurs à la vérité beaucoup trop sombres, le mal dont souffre l'armée allemande contemporaine, et il se rendra compte ainsi des illusions qui l'ont porté, il y a deux ans, à croire cette armée en pleine évolution ascendante.

Passant à l'armée russe, l'auteur nous la montre pourvue, au combat, de fortes réserves, en vertu des prescriptions de son règlement qui date de 1897.

Chaque armée a les règlements qui lui conviennent en propre. L'armée russe peu instruite et faiblement manœuvrière est pourvue sur le champ de bataille de nombreuses et fortes réserves qui sont pour elle comme un mal nécessaire.

Le général von der Goltz a écrit excellemment[1] :

« Les réserves ne sont utiles qu'à la condition d'être engagées. Or, comme la simultanéité d'emploi de toutes les forces disponibles est la meilleure garantie de succès, on pourrait être tenté de proscrire toute réserve. Mais les réserves sont nécessaires pour faire face aux incidents et aux exigences de la lutte, incidents et exigences qui ne manquent jamais de se produire ....

« On peut imaginer le cas où il conviendrait de s'abstenir de toute réserve : c'est celui où l'on connaîtrait exactement la force de l'ennemi et où ce dernier serait d'ores et déjà déployé. Il est vrai qu'il n'en sera jamais ainsi dans la réalité. »

Les réserves, les grandes surtout, doivent être considérées, suivant nous, comme des unités de manœuvre et de combat, destinées à agir ensemble, au moment et sur le terrain favorables, en vue d'amener la décision de la lutte.

---

[1] *La Nation armée.*

L'auteur de la *Revue des Deux-Mondes* se demande ensuite si les procédés de combat qu'il croit avoir été suivis aux manœuvres impériales allemandes seront les mêmes à la guerre et si l'emploi des réserves y est définitivement condamné.

A la première de ces questions, il répond :

« Les armées nombreuses fondées sur l'appel des réservistes ne peuvent avoir deux tactiques : l'une pour la paix, l'autre pour la guerre. »

Nous ferons observer que les grandes manœuvres allemandes ne comportent pas, comme en France, l'appel de deux classes de réservistes, ni même d'une seule.

D'autre part, les manœuvres impériales ne sont pas, tous les ans, coulées dans le même moule.

Tantôt, comme en 1898, 1899 et 1900, elles revêtent un caractère plus stratégique que tactique, tantôt c'est l'inverse, et il se peut même qu'elles offrent chaque jour un combat complet, ainsi qu'on l'a vu aux manœuvres de 1903.

Les forces réunies pour ces manœuvres équivalent habituellement à quatre corps d'armée et à deux divisions de cavalerie.

Dès lors, aux manœuvres à double action, chaque parti comprend la valeur de deux corps d'armée avec une division de cavalerie.

En 1899, les forces en manœuvre comprenaient 91 bataillons, 92 escadrons et 67 batteries.

En 1903, les unités tactiques mises en jeu ont été encore plus nombreuses.

Qu'un combat soit à double action ou bien qu'il comporte l'attaque d'un ennemi figuré, la durée de la manœuvre du jour ne doit pas excéder cinq heures, — c'est le désir de l'empereur — et pourtant l'action doit offrir une image aussi parfaite que possible de la guerre réelle.

Le problème ainsi posé, la solution en découle comme de source.

On opère par division, le corps d'armée étant une unité trop forte pour une petite armée ne dépassant pas la valeur de deux ou trois corps d'armée.

Les divisions stationnent en profondeur, la veille de la bataille,

ayant leurs têtes sur une seule ligne, de forme variable, suivant la situation et le but à poursuivre le lendemain.

L'offensive tactique prend la forme de l'enveloppement, de préférence à toute autre forme.

Les divisions sont rassemblées, avant le combat, en arrière de leurs avant-postes, lesquels sont depuis la veille au contact de ceux de l'ennemi.

C'est d'ailleurs ainsi, à de rares exceptions près, que les armées opposées se sont trouvées, l'une par rapport à l'autre, la veille des grandes batailles napoléoniennes.

L'intention manifeste de Guillaume II est que l'on attribue au combat offensif contre ennemi figuré, qui a lieu habituellement le dernier jour des manœuvres impériales, un caractère de force et de violence donnant, le mieux possible, l'image de la réalité.

Ce but semble avoir été atteint, au moins le 13 septembre 1899, car au moment de l'attaque finale d'ensemble, la canonnade et la fusillade étaient si nourries qu'un vieux combattant comme nous pouvait se croire, au danger près, transporté, à vingt-neuf années de distance, sur un des champs de bataille du mois d'août 1870.

Le combat qui clôture les manœuvres impériales est très décoratif, et les officiers allemands sont d'accord pour dire que l'instruction des troupes est loin d'y gagner.

Si l'on veut se rendre compte de la capacité tactique des troupes de l'Allemagne, il faut suivre des manœuvres de division, soit dans un camp d'instruction, soit en pleins champs, à l'automne.

L'auteur de la *Revue des Deux-Mondes* n'a sans doute pas rencontré dans ses lectures une explication satisfaisante de la diminution progressive du nombre et de la force des réserves proprement dites dans le combat mené par les Allemands.

Quoi qu'il en soit, il interroge en ces termes :

« Mais renoncent-ils vraiment à l'emploi des réserves, et *leur nouvelle tactique* (?) *ne serait-elle pas* une manière différente d'en comprendre l'emploi ? »

Cette interrogation est, de la part de l'auteur, une simple pré-

caution oratoire, car il va y répondre en tirant de son cerveau le secret de la prochaine guerre.

« *D'après ce qui vient d'être exposé* (?), une armée allemande composée de trois ou quatre corps d'armée *mettrait* un corps en premier échelon et lui ordonnerait d'attaquer avec ses trente-deux bataillons, engagés immédiatement en totalité. »

L'auteur en est encore au conditionnel, mais, quelques lignes plus loin, il écrira au futur, et cette fois, sur le ton de l'affirmative la plus absolue.

Si nous avons bien compris son texte, le corps de premier échelon serait « la réserve générale à l'envers », ou, suivant l'expression populaire, « la charrue avant les bœufs ».

L'auteur s'autorise de ce qu'il a exposé précédemment sur les manœuvres les plus récentes des Allemands, pour prêter à ceux-ci une doctrine nouvelle que nous n'hésitons pas à qualifier d'imaginaire.

Quelles sont les manœuvres sur lesquelles il s'appuie?

Il n'y en a qu'une seule, celle de caractère purement stratégique qu'a exécutée la 42e division, les 7 et 8 septembre 1900, dans le but de retarder un ennemi très supérieur, au moyen du combat en retraite, et de l'attirer dans une direction voulue.

D'une arrière-garde l'auteur fait une avant-garde, qu'il décore du titre de premier échelon, et fait combattre, partout et toujours, sur le modèle d'*un instantané* de la 42e division.

« En France, on se nourrit principalement de grenouilles... »

Après avoir mis sur le même plan le rôle d'une division d'arrière-garde stratégique et celui d'un corps d'armée, en avant-garde tactique, lancé à fond sur l'ennemi, l'auteur de la *Revue des Deux-Mondes* dépeint, à l'aide d'un effort considérable d'imagination, la physionomie de la bataille future.

« Le premier échelon de l'armée allemande livrera de la sorte, *pour son compte, une bataille à fond avec toutes ses ressources, en engageant jusqu'à son dernier homme et son dernier canon* et en produisant sur l'ennemi le maximum d'effet dont il est capable. »

. . . .

« Quand ce premier effort sera terminé, c'est-à-dire quand le premier corps aura gagné tout le terrain possible et qu'il sera épuisé, la bataille

marquera un temps d'arrêt. Ce sera une accalmie analogue à celle des après-midi des batailles de Gravelotte et de Saint-Privat, les 16 et 18 août 1870. Alors, le deuxième échelon, tenu jusque-là tout à fait en dehors de l'action, ayant fait manger et reposer ses hommes, viendra, soit dépasser les débris du premier, soit agir sur une autre fraction du front ou d'une aile. Il continuera les procédés du premier échelon, mais avec des troupes entièrement fraîches. »

L'auteur appelle cela une deuxième bataille. A cette deuxième bataille il en fait succéder une troisième, puis, s'il le faut, une quatrième, séparées les unes des autres par des accalmies, et ces batailles il les désigne sous le terme « *d'attaques par vagues* », qu'il semble approuver d'une façon toute particulière.

Après les combats ou batailles de Wissembourg, de Frœschwiller et de Spicheren, dans un moment où *le principe du combat d'avant-garde*, depuis longtemps appliqué par l'armée prussienne, était *absolument ignoré en France*, un officier de l'entourage de Napoléon III rédigea, au nom du souverain, à l'adresse du major général, et probablement le 10 ou le 11 août, une lettre qui fut transmise par celui-ci, le 15, au maréchal Bazaine « en guise d'héritage stratégique[1] ».

On y lit :

« Il faut opposer au premier choc (des Allemands) une partie « seulement de nos forces, car les Allemands en feront autant, « et garder la seconde partie pour l'opposer à *leur seconde* « *tournée* (*sic*) sur le champ de bataille.

« Mais, que nos deux parties *se touchent* (?) pour ainsi dire « et ne forment qu'un tout pour pouvoir arriver *illico* (*sic*), « instantanément, en ligne. »

....

« Maréchal,

« Ne pourrait-il pas se faire que, réunissant des forces « énormes pour la bataille qui est imminente, *les Prussiens ne* « *fassent entrer en ligne, successivement, mais à des intervalles*

[1] Général russe DE WOYDE, *Causes des Succès et des Revers dans la Guerre de* 1870-1871.

« *très rapprochés et petit à petit, coup sur coup*, leurs trois « armées du Nord, du Centre et du Sud ? »

On le voit, les tendances tactiques que l'écrivain anonyme de la *Revue des Deux-Mondes* suppose à l'armée allemande de 1901 ne diffèrent pas sensiblement des doctrines que l'empereur Napoléon III et son major général attribuaient au grand état-major prussien, le 15 du mois d'août, en l'an de grâce 1870.

Le général russe de Woyde[1] accorde à tort la paternité de la lettre susdite au maréchal Lebœuf son premier destinataire, mais les commentaires dont il la fait suivre, s'ils se trompent d'adresse, ne perdent rien de leur intérêt.

Nous allons les transcrire en nous gardant bien d'y ajouter un seul mot.

« On ne sait ce qui doit étonner le plus, *de la naïveté du « major général...*, *ou des phrases creuses* qu'il débite, *de son « ignorance grossière* ou enfin *de l'innocence de Bazaine qui « prend tout ce fatras au sérieux*, sans esquisser une raillerie « ou un mouvement de mécontentement. »

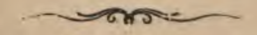
. . . .

« Un sentiment d'effroi vous saisit quand on songe que l'hon- « neur d'une vaillante armée et les destinées d'un grand peuple « ont pu être confiés à des pseudo-stratèges susceptibles de « composer ou de prendre au sérieux un tel factum... »

Décembre 1903.

Général Bonnal.

[1] *Causes des Succès et des Revers dans la Guerre de* 1870.



L'OFFICIER ÉDUCATEUR[1]

L'action morale de l'officier sur le soldat. — Comment elle devra s'exercer. — Ses bienfaisants effets.

I.

L'action exercée par l'officier éducateur sur le soldat sera double : morale et intellectuelle. Auquel de ces deux éléments devra appartenir la prépondérance ? Je réponds sans hésiter : à l'élément moral. Et voici les raisons sur lesquelles je fonde la prééminence que je lui attribue.

Les effets de l'action morale sont plus faciles à obtenir. Dit à propos, avec le ton, l'accent qui convient, le je ne sais quoi qui fait sentir qu'il vient du cœur et qui lui permet, par cela même, de trouver sans peine le chemin du cœur de celui à qui on l'adresse, — un mot, un simple mot y suffit souvent Là, pas de préparation spéciale, pas d'études préalables pour l'officier. Tout ce que je lui demande, c'est de s'être pénétré de l'idée qu'il est le tuteur naturel de son subordonné, qu'il doit exercer sur lui cette tutelle avec une sollicitude égale à celle qu'il se sent tenu d'apporter à l'accomplissement des autres devoirs de son

---

[1] Ces pages sont extraites d'un livre intitulé : l'*Officier éducateur*, dans lequel l'auteur, M. George Duruy, vient de réunir les leçons professées par lui à l'Ecole Polytechnique sur le rôle social de l'officier. (Librairie militaire R. Chapelot et Cᵉ, — Mars 1904.)

métier. Je lui demande encore de croire que l'exercice de cette tutelle sera pour lui-même une source de joies très pures et, pour celui qui la subira, le principe de cette discipline intérieure, fondée sur l'affection, la seule qui soit vraie, la seule qui soit sûre. Il me paraît superflu de vous démontrer combien, au point de vue moral, cette discipline-là l'emporte sur l'autre — celle qui n'est que l'accoutumance, obtenue du soldat par la crainte, à l'observation machinale d'une règle obéie et détestée. Mais je ne saurais appeler avec trop de soin votre attention sur ce fait que cette même discipline intérieure est au point de vue purement militaire d'un prix inestimable, car elle permet au chef qui dispose de ce levier tout puissant de demander à ses hommes des miracles de dévouement — et de les obtenir.

L'action morale est donc à mes yeux plus essentielle que l'action intellectuelle. Plus facile à exercer, elle est en même temps plus utile encore que l'autre par les effets qu'il lui appartient de procurer, car la moralité, le bon sens, la droiture, les sentiments d'honneur et de devoir, l'amour de la patrie, le caractère, en un mot, du jeune soldat, du citoyen de demain, importent plus au pays que son instruction proprement dite.

II.

Comment donc pourra s'exercer cette action?

L'instrument vous en sera fourni par des entretiens familiers, simples, sans apprêt — au moins apparent, car je ne vous interdis pas du tout, je vous recommande, au contraire, de vous munir à l'avance, dès l École même, d'une provision de petits thèmes moraux, dont le développement vous sera d'autant plus aisé que votre pensée aura depuis plus longtemps fait connaissance avec eux. Croyez-vous que les jeunes prêtres sortent du séminaire sans en emporter un certain nombre de canevas sur lesquels leur parole s'exercera avec plus d'aisance quand ils devront monter en chaire pour prêcher? J'ai dit, Messieurs, que la fonction de l'officier, telle que je la conçois, est un apostolat : faites donc, afin de vous préparer à le mieux remplir, ce que font ceux qui se destinent au sacerdoce.

Mais, me dira-t-on, ces thèmes ne seront qu'une collection de

vulgaires lieux communs. Et c'est d'un bagage pareil que vous voulez que s'approvisionne l'esprit de jeunes gens qui font partie de l'élite intellectuelle du pays !

C'est bien en effet de « lieux communs » qu'il s'agit. Et je ne rougis pas d'employer ce vocable décrié ! Et je ne crois pas vous faire injure en vous conseillant d'en tenir en réserve quelques-uns dans un coin de votre esprit, comme on met des gros sous dans sa poche quand on sort. Si l'on n'y mettait que louis d'or ou billets de banque, on serait dans de mauvaises conditions pour faire l'aumône aux malheureux — qui ne demandent pas tant, mais qui demandent pourtant quelque chose ! Et de même, ce n'est pas d'idées rares, subtiles et raffinées qu'ont besoin les humbles cœurs auxquels je vous demande d'être secourables. C'est le bon et gros pain, le pain de ménage de la morale éternelle qu'il leur faut. Or ce pain-là est toujours semblable à lui-même, et depuis que l'humanité en fait usage, en tout temps, en tout lieu, elle s'obstine avec raison à le trouver nourrissant. Ayez-en donc sur vous des tranches ! Et que la haute culture de vos esprits ne vous induise pas en la tentation mauvaise de le trouver grossier et de le dédaigner en le donnant ! Offrez-vous-en à vous-mêmes quelques morceaux de loin en loin : votre science ne s'en trouvera pas plus mal. Et quant à ceux que vous distribuerez à d'autres, dites-vous que si la substance n'en est pas de qualité aussi rare que celle de telle page de Renan, les idées ne valent pas seulement par elles-mêmes, mais aussi parce qu'ajoute à leur force l'émotion de celui qui les expose et l'intensité de sa foi en elles. Honneur, devoir, courage, patrie : autant de lieux communs. Je vous jure pourtant qu'il y a une façon qui n'est ni banale ni commune de développer ces lieux communs. Pour les rajeunir, pour faire passer un rayon de fraîche beauté sur leur vérité vieille comme le monde, il vous suffira de mettre un peu de vos âmes dans l'accent de vos paroles. Et leur antiquité vénérable refleurira, comme se ranime soudain à la fraîcheur humide d'une goutte d'eau la vie latente de ces infusoires desséchés qu'on croyait morts.

III.

Ces entretiens familiers, simples et sans apprêt, devront être empreints de cordialité. Il ne s'agira pas du tout pour vous de poser devant vos soldats des problèmes ardus de morale, fournis par des cas exceptionnels, et de les résoudre par de subtils raisonnements où ils ne verraient goutte, — mais de leur expliquer amicalement ce qu'une action donnée, choisie à dessein parmi celles dont ils peuvent être chaque jour les témoins, comporte de bien ou de mal, de noblesse ou de bassesse. Vous leur apprendrez ainsi peu à peu à peser la valeur morale de leurs actes, de leurs pensées mêmes, — habitude salutaire qui, lorsqu'elle a fait en nous du devoir et de l'honneur la loi intérieure à laquelle nous obéissons invariablement, s'appelle la vertu.

Il ne faudrait point croire, d'ailleurs, que ces petites démonstrations n'exigeront pas de votre part un peu de cette finesse d'observation que requiert toute analyse psychologique. En voulez-vous une preuve? Les soldats, comme les écoliers — auxquels ils ressemblent à tant d'égards —, ne se font guère scrupule de « chipper » quand l'occasion s'en présente. Et s'il est un axiome bien établi dans la morale de la caserne comme dans celle du collège, c'est que chipper n'est pas voler. Montrer à ces grands enfants que les deux actes ont aux yeux de la morale un très fâcheux air de famille; que la morale ne se trompe pas en affirmant leur parenté; que la pratique du premier peut conduire celui qui s'y livre d'une façon, non pas accidentelle — et vénielle par conséquent — mais fréquente, à la pratique honteuse du second ; expliquer par quelle gradation insensible et fatale l'habitude des petites capitulations conduit la lâche conscience qui s'y résigne à la faillite définitive et à la totale déchéance : n'est-ce point là, Messieurs, un joli thème de psychologie élémentaire, sur lequel un esprit doué de quelque délicatesse dans l'observation pourra déployer à souhait son ingéniosité? Cent autres exemples pourraient trouver place à côté de celui-là. Cette action morale n'est donc nullement indigne d'intelligences déliées. Elle peut, elle doit être attrayante pour ceux qui prendront à tâche de l'exercer comme il convient.

Et ceux-là seuls la trouveront fastidieuse et maussade qui, la jugeant inégale à leur mérite, prouveront simplement par cet orgueilleux dédain qu'ils manquent de ce qu'il faut de cœur pour la comprendre et de souplesse dans l'esprit pour la pratiquer avec succès.

IV.

En vous recommandant, comme un instrument éminemment propre à l'accomplissement de votre future tâche d'éducateurs ces petits entretiens, dont l'occasion vous sera fréquemment fournie par le service, je n'oublie pas que règlements militaires, conférences d'instructeurs dans nos écoles militaires, préconisent depuis longtemps ce moyen d'action sur le soldat. Mais, parcourez ces règlements, ces conférences d'officiers instructeurs. Vous y verrez l'action morale sous cette forme conseillée beaucoup plutôt que prescrite, — conseillée même avec une certaine mollesse, qui semble indiquer une confiance assez limitée dans son efficacité. Je prétends que cette obligation, beaucoup trop élastique et quelque peu facultative jusqu'à présent, doit être transformée en une obligation stricte et impérieuse, à laquelle l'officier ne saurait se soustraire sans encourir de la part de sa conscience le reproche d'avoir manqué à un véritable devoir de la profession qu'il a librement embrassée.

A cette petite innovation j'en voudrais voir s'ajouter une autre, qui, si je ne m'abuse, faciliterait puissamment l'action morale que doit exercer le chef sur ses hommes. Elle consisterait tout simplement à multiplier les relations de l'officier avec le soldat.

Ces relations sont trop rares, beaucoup trop rares. Il en résulte que ces deux hommes ne se connaissent pas assez et, chose plus grave, que n'étant pas entrés en communion l'un avec l'autre, ils se méconnaissent souvent. Si, dans la vie civile, de simples malentendus entre deux personnes peuvent avoir pour résultat des préventions réciproques, des jugements injustes qu'elles portent beaucoup trop à la légère l'une sur l'autre, qui ne sent à quelles conséquences déplorables peuvent aboutir ces mêmes malentendus se produisant au régiment entre hommes dont l'un, l'officier, est investi du droit formidable de punir les autres sans

appel ? Une justice qui frappe à l'aveugle est une justice qui se fait à bon droit exécrer. Or, il n'est possible de voir clair, de proportionner équitablement le châtiment à la faute, que lorsqu'on peut déterminer exactement les mobiles, souvent obscurs et complexes dans les cas graves, auxquels le coupable a obéi. Comment établir la genèse morale du délit et choisir par conséquent avec sûreté le tarif de répression raisonnablement applicable au fait incriminé, si vous ne connaissez du délinquant que son nom et son visage, et si vous ne savez rien de ses origines, de ses antécédents, du milieu où il a grandi, des enseignements et des exemples dont il est imprégné ? Or, remarquez-le bien, ce sont là autant d'éléments que vous n'avez pas le droit de négliger si vous voulez vraiment être justes, car ils peuvent modifier dans un sens favorable au coupable l'opinion irréfléchie que vous avez eue d'abord de son acte et incliner à plus d'indulgence la première impulsion de votre sévérité. Et si lui, d'autre part, le soldat, ne connaît pas son chef ; si ce chef n'a pas pris le soin de révéler à son subordonné un peu de son propre caractère et de ses idées, en même temps qu'il étudiait le caractère et les idées de cet homme : comment voulez-vous que ce soldat comprenne telle parole, telle réprimande, tel mouvement d'humeur de l'officier, qu'il sente le pourquoi d'un éloge ou d'un blâme ? Et à son tour, il portera sur ce chef, faute de le connaître, un jugement erroné. Il le croira méchant, quand ce chef n'était que vif et passionné pour le bien du service. Il le haïra peut-être, alors qu'il aurait pu l'aimer. Et ces deux hommes resteront en présence, côte à côte et distants, mystère l'un pour l'autre, étrangers l'un à l'autre, quoique vivant d'une même vie, alors que la besogne commune à laquelle ils se consacrent exigerait pour être bien remplie l'intime et fraternelle pénétration de leurs âmes.

Il ne faut plus, Messieurs, qu'il en soit ainsi désormais.

Le service vous fournira sans doute des occasions d'étudier vos hommes, et vous ne laisserez pas plus échapper ces occasions que celles de les initier eux-mêmes à la connaissance de votre propre caractère et de vos idées, dans ce qu'ils ont légitimement besoin d'en savoir, ne fût-ce que pour ne pas vous mécontenter à leur insu. Mais ces occasions, nées du service, sont trop rares à mon gré. Le service est d'ailleurs chose trop importante pour

qu'il convienne d'y introduire, si ce n'est avec une extrême discrétion, toute préoccupation autre que celle de la fin où il tend : le dressage militaire du jeune soldat.

Gardez-vous donc de croire que votre tâche soit achevée quand le service est fini. C'est précisément alors qu'elle commence ; c'est à ce moment, je ne crains pas de l'affirmer, que la fonction de l'officier éducateur revêt la plénitude de son efficacité bienfaisante.

V.

Dans le service, il est bon, il est nécessaire même, que le caractère de chef — et de chef très ferme — l'emporte chez l'officier sur le caractère de tuteur, d'ami, de frère aîné de ses soldats.

Le service terminé, il reste de longues heures, oisives et vides, à remplir. Je les considère comme éminemment favorables à l'action morale. C'est le moment où l'officier peut et doit apparaître au soldat désœuvré comme le bon conseiller, le directeur de conscience qui détourne des tentations mauvaises, nées de l'ennui. Le général Lyautey signale en outre les temps de repos pendant la manœuvre, pendant les marches et, dans la cavalerie, les heures interminables consacrées aux rites divers du pansage, comme pouvant fournir à l'officier d'excellentes occasions d'entrer en contact avec ses hommes. J'en dirai autant des visites à la chambrée, à l'infirmerie, à la salle de police même : toutes circonstances où il ne m'est nullement démontré que la dignité de l'officier s'oppose à ce qu'il fasse de temps en temps acte de présence auprès du soldat. Au cours des entretiens dont ces visites lui fourniront le prétexte, que d'idées saines il pourra semer ! Alors, le soldat connaîtra son chef, non plus dans la rudesse impérieuse du commandement, mais dans l'exercice d'une autorité douce, pleine de sollicitude pour tous ses besoins, soucieuse de découvrir, de panser et de guérir ses petites souffrances intimes, de lui épargner, en les devinant à demi-mot, la pudeur de les révéler. Il entendra avec une surprise émue ce lieutenant, ce capitaine l'interroger sur son village, sa famille, l'état des semailles et les promesses de la récolte, sur le métier qu'il a laissé là-bas, sur ses projets d'ave-

nir. Il découvrira que ce chef, dont la voix brève le terrorisait, tout à l'heure, à la manœuvre, en a une autre, compatissante et fraternelle ; qu'il peut sortir de cette bouche redoutée autre chose que des ordres, des menaces, quelquefois même des injures : de bonnes paroles d'affection telles qu'on ne lui en adresse plus guère, depuis qu'il est au régiment — et qui lui manquent. Une gratitude infinie remplira son humble cœur. Désormais il appartiendra corps et âme à ce supérieur qui, charitablement, est venu au secours de sa détresse morale, qui l'a réconforté. Il sera celui qui ne discute jamais un ordre, celui qui a foi en son chef, celui qui se fait au besoin casser pour lui la tête sur le champ de bataille. Je ne connais pas de salle de police, de « Biribi », de conseil de guerre même qui soit capable de réaliser, en fait de discipline, ce que cet officier aura obtenu sans effort de la simple bonté. Entendez par là non pas cette bonté inféconde et inerte qui se contente de souhaiter mollement le bien d'autrui sans rien faire pour le réaliser. La bonté dont je parle ici est une bonté éveillée, agissante, ingénieuse à provoquer les occasions qui lui permettront de se dépenser généreusement en actes. Et c'est celle-là que je vous recommande comme le plus merveilleux talisman dont un officier puisse user pour gagner l'affection et le dévouement de ses hommes.

VI.

Il ne m'échappe pas que cette action morale, telle que je la conçois, a l'inconvénient d'imposer à l'officier un supplément sensible de travail, puisque c'est précisément aux heures qui sont pour lui celles d'un repos souvent bien gagné qu'elle devra surtout intervenir. Mais il y a, Messieurs, des besognes qui reposent, parce qu'elles portent en elles je ne sais quoi de sain et de réconfortant qui se traduit en allégresse physique et morale, non pas en fatigue, pour celui qui s'en acquitte. C'est la satisfaction du bien accompli, la joie de la conscience qui circule comme un tonique généreux dans les veines. Lorsque vous rentrerez en retard à votre logis pour être restés trop longtemps au quartier à causer avec tel de vos hommes de ses petites affaires, vous vous sentirez au cœur une chaleur qui vous con-

solera amplement de trouver votre potage refroidi. Et madame la lieutenante ou madame la capitaine, j'en suis sûr, ne vous grondera pas, quand vous lui aurez expliqué pourquoi vous avez laissé passer l'heure du dîner.

Ne vous laissez donc pas dire que vous ne pourrez suffire à la tâche que je vous demande d'assumer. Cette tâche vous paraîtra non pas accablante mais légère, si vous l'aimez. Et comment ne l'aimeriez-vous pas, quand vous aurez goûté aux jouissances qu'elle procure! Ce sacrifice d'un peu de votre temps, d'un peu de votre repos ou de vos plaisirs, quelle satisfaction de le consentir en faveur d'une cause aussi belle que celle du sauvetage de ces enfants! Songez aux ennemis qui les guettent et contre lesquels il faut que vous entrepreniez de les défendre; car, livrés à eux-mêmes, aux mauvais conseils, à l'ennui, à l'affreuse monotonie des heures vides et oisives dont je vous parlais tout à l'heure, ils ne sont pas de force à lutter. Personne ni rien n'étant là pour les retenir, où voulez-vous qu'ils aillent — si ce n'est où ils prendront l'habitude d'aller, au cabaret meurtrier, où sous l'œil indifférent de la loi s'accomplit le suicide lent et sûr de notre race? Cet ennemi, l'alcool, et son alliée, la débauche, tapie dans l'ombre près de l'assommoir ou passant et repassant sinistrement devant sa porte flamboyante, quelle joie de les combattre et de les vaincre! Or, c'est une victoire à laquelle, entre autres effets salutaires, peut prétendre l'action morale, telle que je confie à vos intelligences et à vos cœurs le soin de l'exercer.

George Duruy.



L'ARMÉE DE L'AVENIR

L'ARMÉE-CADRE

AVANT-PROPOS

Les idées consignées dans cette étude-conférence avaient fait l'objet d'une note adressée, de Versailles, au Ministère de la guerre, *en 1872*, alors que tous les officiers, les amants de la patrie et de l'armée, étaient *invités* à faire connaître leurs idées personnelles sur la constitution de nos forces militaires et sur la réorganisation de l'armée, en vue d'en faire une armée vraiment nationale.

Ces mêmes idées ont ensuite fait l'objet de conférences à Versailles, à Bougival, à Paris et ont même, certain jour, eu l'honneur d'être traduites, en titre seulement, déformées, dénaturées, sous forme d'un projet de loi, présenté par un député de Paris, grand ami de l'auteur en même temps qu'admirateur passionné de Denfert et du Belfort de 1870-71. (Voir l'*Officiel*, 1874).

Dans leur formulaire actuel enfin et, en copie conforme, elles ont été remises à plusieurs généraux marquants qui en adoptèrent le principe, puis au général André, ministre de la guerre, en 1900, ainsi qu'à M. Krantz, président de la Commission de l'armée à la Chambre des députés, pour servir, au mieux possible, les intérêts de l'armée et de la patrie, aimées toujours et quand même, quand même !

Aujourd'hui, en 1904, il semblera peut-être utile et plus opportun que jamais de donner quelque publicité à ces idées mûries depuis plus de trente ans.

Essai. — Solution de la réduction du service militaire. — Satisfaction donnée aux aspirations naturelles, conscientes, justifiées, de ceux qui réclameraient ou accepteraient cette réduction, sans renier leur patriotisme, plaçant en première ligne de leurs préoccupations la défense et l'intérêt sacré de la patrie.

1er principe : Avec le caractère et le tempérament français, avec l'allant et l'humeur des vrais Français de race, à nombre à peu près égal, une armée constituée en France par des gradés et des camarades unis, sûrs les uns des autres, rompus au métier, encadrant et entraînant des hommes simplement instruits de la matérialité du métier lui-même, une telle armée, dis-je, serait supérieure à n'importe quelle autre armée du monde.

2e principe : L'esprit militaire et patriotique, conservé et entretenu dans les cadres seuls, se répandrait aisément sur la masse entière et deviendrait bien vite, comme naturellement, au premier jour de la mobilisation opérée, surtout pour une guerre nationale ou de défense, l'apanage de la masse entière, de toute l'armée rassemblée et constituée[1]. Dès le deuxième jour de sa réunion, cette masse formerait aussitôt un tout homogène.

Or, cet esprit militaire, c'est encore le premier facteur de la victoire : c'en est même le seul vrai, le seul actif, le seul efficace.

Utilisons-donc cette supériorité naturelle que le Français détient en propre et par préférence à tout autre homme de nationalité différente ; profitons-en pour alléger, autant que faire se pourrait, les charges qu'imposeront, longtemps encore, l'état de l'Europe et la nécessité de conserver à la France son influence historique, cette influence qui devrait être prépondérante dans le monde, pour le plus grand avantage de l'humanité tout entière.

3e principe : Sans la constitution de cadres solides, permanents, une armée, un rassemblement d'hommes, particulièrement une agglomération de ces Français si vifs, si alertes, si entraînés, si gais, si indépendants..... si braves par nature, si bien faits pour la guerre moderne, mais en même temps si impressionnables, si sensitifs, ne sera jamais qu'une cohue, qu'une tourbe

---

[1] Exemples : Mobiles de Belfort ; Armée du Nord.

vouée d'avance, et dès le premier échec, à la défaite, à la débâcle, à la ruine, à l'anéantissement.

4e principe : Donc, avant tout, nécessité absolue de créer, de constituer des cadres permanents pour toute la masse mobilisable.

5e principe : Constituer ces cadres pour le nombre de 40 corps d'armée, nombre qui correspond à peu près au nombre des Français valides et forts qu'aurait à armer, à enrôler, à encadrer, à mettre sur pied la France entière pour une guerre de race, une guerre nationale, une lutte pour l'existence.

6e principe : Tous les hommes de la classe dite dirigeante — et nous n'entendons pas par là une classe fermée, une caste, mais bien plutôt l'élite des générations instruites, arrivées — doivent être employés, sinon à constituer, au moins à compléter ces cadres.

Ce ne sera là, du reste, qu'imposer à cette classe des obligations ou des sacrifices en rapport avec les avantages particuliers et supérieurs que cette classe tire plus que toute autre de la conservation de cette nationalité supérieure, de cette société grandement constituée et ordonnée dont elle occupe la tête.

Organisation.

Et maintenant, comment constituer les cadres de ces 40 corps d'armée, pour que, d'une part, ils soient solides, et que, d'autre part, ils ne créent pas une charge trop lourde pour les ressources du pays ?

En trois parties :

I

Une partie permanente, formée de militaires de carrière, officiers de métier, sous-officiers rengagés, soldats de vocation rengagés aussi.

Avantages à offrir aux uns et aux autres. — Aux officiers[1] :

---

[1] Si la loi sur les retraites proportionnelles était acceptée, les officiers se pourraient répartir en trois catégories :

1° Officiers servant jusqu'à la limite d'âge du grade obtenu. (Cette limite

leur carrière, leur avenir, une retraite large, après épuisement complet de leurs forces, après passages successifs dans les cadres actifs, puis dans les cadres complémentaires; ensuite repos complet, sous réserve des engagements pour la durée de la guerre toujours ouverts aux activités non encore calmées.

Aux sous-officiers rengagés : suppléments de solde, considération, avantages matériels..... pendant leurs 15 ans de force et d'activité, puis positions civiles assurées, garanties à tous, à 33 ans d'âge, dans les administrations soit publiques, soit dépendantes, avec retraite minime simplement destinée à pourvoir aux premiers besoins de la vie matérielle.

Aux soldats de vocation : Vie aventureuse, expéditions, avancement, haute paye durant neuf ans, puis, après dix ans de service, retraite des plus minimes, avec établissement ou concession assurés dans une colonie de leur choix.

II

Une portion, formée d'un prélèvement sur le contingent désignée par voie de tirage au sort, appelée à servir *cinq ans*.

Cette portion, des plus réduites, serait formée de tous les numéros multiples de 10, par exemple.

Parmi ces hommes ou ces numéros multiples de 10, il n'y aurait plus de dispensés de droit aux articles 21 et 22 de l'ancienne loi de recrutement, mais une forte proportion de dis-

---

devrait être abaissée à 60 ans pour les généraux de division ; à 56 ans pour les généraux de brigade ; à 54 ans pour les colonels ; à 52 ans pour les lieutenants-colonels ; à 50 ans pour les commandants ; à 48 ans pour les capitaines ; à 45 ans pour les lieutenants.)

2° Officiers servant 20 ans, jouissant des deux tiers de la pension afférente à leur grade;

3° Officiers servant 10 ans, jouissant de un tiers de la pension afférente à leur grade.

Les premiers devraient servir encore 10 ans dans les cadres complémentaires, sans augmentation de retraite à la fin.

Les seconds devraient servir encore 25 ans dans les cadres complémentaires, après quoi leur retraite serait décomptée à 30 ans de service.

Les troisièmes devraient servir encore 35 ans dans les cadres complémentaires, après quoi leur retraite serait décomptée à 20 ans de service.

Cette loi serait complétée par des articles réglant, en paix comme en guerre, les appels des retraités de ces trois catégories.

pensés reconnus soutiens *indispensables* de famille, ou appartenant à des familles intéressantes comptant quatre enfants au moins, ou de jeunes gens tombant sous le coup des §§ 4, 5 et 6 de ce même article 21[1].

Des dispenses seraient maintenues pour les jeunes gens répondant aux conditions de l'ancien article 23, mais à la condition expresse que ces jeunes gens, parvenus à l'âge de 25 ans, exerceraient effectivement un emploi ou des fonctions correspondant à leur diplôme ou à leur certificat.

Tous les dispensés de cet article ayant un numéro de tirage multiple de 10 payeraient une somme assez élevée, fixée ou répartie sur plusieurs années, pour leurs quatre années de dispense de service effectif, et seraient toujours remplacés, nombre pour nombre, par un numéro pris dans le tirage, à la suite, 11, 12, 13... pour 10 ; 21, 22... pour 20, qui eux, auraient à faire cinq ans au lieu du ou des dispensés les précédant au tirage.

Les dispensés pourraient être suivis jusqu'à l'âge de 35 ans, et, en cas de non-occupation dans la vie civile, ils devraient être rappelés pour faire les quatre années de service dont ils auraient frustré l'Etat.

III

Une portion ne faisant qu'un an, sans congé autre qu'un congé de convalescence, à l'occasion, et, s'il y avait lieu, serait fournie par tous les autres hommes du contingent.

Ces hommes une fois libérés seraient appelés, tous les deux ans, jusqu'à 30 ans révolus (quatre appels), puis tous les cinq ans, de 30 à 45 ans (trois appels), pour faire une période d'exercice de treize jours, sans permission autre que celle du dimanche de la convocation (du lundi au samedi).

En rentrant dans leurs foyers, les hommes, à quelque portion qu'ils appartiennent, emporteraient, sur eux, une tenue complète en bon état (sauf les armes, les effets de grand équipement et la coiffure de guerre). Ils auraient à présenter cette tenue, ajustée à leur corpulence nouvelle et en bon état de conservation, à

---

[1] Les jeunes gens *mariés* au moment du tirage pourraient, peut-être, être ajoutés aux dispensés, ce qui, du coup, porterait un remède efficace à la dépopulation de la belle France.

chaque convocation, même à celles d'une demi-journée, dont il sera parlé plus loin. Ce serait la première tenue de guerre.

Quand cette tenue aurait été déclarée hors de service, naturellement par suite de mauvais entretien, le détenteur recevrait avis d'avoir à se présenter, à ses frais, au magasin d'un corps ou service voisin, pour en toucher une nouvelle et verser l'ancienne dont la moins-value, imputable à la négligence des détenteurs, serait portée en augmentation de ses impôts de l'année courante.

Convocations et exercices de tirs mensuels ou trimestriels. — De 20 à 30 ans, tous les mois, et de 30 à 45 ans, tous les trimestres, tous les hommes immatriculés et domiciliés dans le canton devraient se présenter un dimanche quelconque du mois ou du trimestre, à leur choix, au chef-lieu de canton, où ils se rendraient à midi à la gendarmerie, dont le chef les inspecterait et leur ferait tirer dix balles avec l'arme de guerre en service.

A cet effet, chaque gendarmerie cantonale devrait posséder dans ses rangs un gradé ayant reçu une instruction spéciale de tir. Il serait tenu là des contrôles très exacts des militaires domiciliés dans le canton, avec inscription de leurs présentations successives. On y détiendrait aussi un approvisionnement d'armes et de munitions correspondant aux inscrits sur les contrôles.

Dans chaque canton il serait toujours facile d'organiser un champ de tir à longue portée, d'un coût peu élevé, en choisissant bien l'espace qu'il suffirait alors de faire évacuer pour le laisser libre durant certaines heures de chaque dimanche.

Résumé. — L'armée à entretenir annuellement comprendrait ainsi :

1° En officiers, cadres permanents de 40 corps d'armée. Présents : 30.000 environ..........	pour mémoire.
2° Gradés inférieurs rengagés, environ..............	50.000
3° Soldats rengagés, environ......................	50.000
4° Cinq classes des hommes faisant 5 ans, soit, environ, pour tenir compte des déchets.....	75.000
5° Une classe des hommes ne faisant qu'un an de service, soit, environ........................	160.000
Total approximatif des hommes à entretenir annuellement......................	335.000

Ce qui constituerait une économie de 150,000 hommes environ sur l'effectif de paix actuel, soit, en argent, une économie de 180[1] millions environ, le coût de l'homme entretenu à l'effectif de paix ressortant actuellement à 1200 francs environ (exactement 1195 francs).

Conclusion. — Une armée ainsi constituée serait donc bien moins onéreuse à nos finances que l'armée actuelle, bien moins lourde surtout pour l'essor national, pour l'agriculture, pour l'industrie, pour le commerce, pour le travail d'un chacun, pour la vie même du pays en un mot.

Elle répondrait donc, par avance, cette organisation si simplifiée et si rationnelle, aux tendances qui se font jour de plus en plus vers une réduction du service militaire.

De sept ans, on est passé à cinq ans, puis à trois ans ; on passe aujourd'hui à deux ans ; demain on réclamera un an, puis après-demain rien, ou plutôt la suppression des armées permanentes, leur remplacement par des milices plus ou moins organisées.

Alors, c'en sera fait de la France si l'on cède, comme il en serait de toute nation européenne qui n'aurait pas assez d'énergie pour réagir contre de semblables antipatriotiques et coupables tendances.

Et nous estimons, au contraire, qu'une armée constituée comme nous l'avons dit ci-dessus, serait beaucoup plus forte, beaucoup plus homogène, beaucoup plus résistante, beaucoup plus militante même que l'armée actuelle avec son service de trois ans noyée dans ses réserves, encadrée dans des cadres improvisés hâtivement, et forcément sans grande valeur, peu sérieux enfin, malgré la bonne volonté d'un chacun.

Elle répondrait même mieux aux nécessités soit d'une guerre défensive, soit d'une guerre européenne, soit même d'une guerre hors d'Europe.

Elle correspond, en tout cas, admirablement aux qualités propres et personnelles du Français ; elle n'est pas susceptible de s'harmoniser ni avec le caractère allemand, ni avec le carac-

---

[1] Soit 100 millions seulement si l'on tient compte des obligations et dépenses générales qui ne peuvent être réduites.

tère anglais; donc, aucune concurrence à craindre, ici, d'aucun côté, dans cet ordre d'idées.

Une armée de Français ainsi groupés, ainsi soudés, serait irrésistible, invincible : c'est la conviction absolue de l'auteur, conviction mûrie dans la guerre, par la guerre.

Vœu patriotique. — Essayons! C'est le vœu le plus ardent, le vœu passionné d'un Français qui, victorieux en 1870-71 sur son petit théâtre d'action, n'a rien à venger pour lui personnellement, mais tout à venger comme Français, au nom de la France, pour Elle, son unique passion d'autrefois, de maintenant, de toujours — même alors que lui aura été imposée, par un coupable sentiment ou par crime, la retraite prématurée.

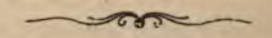
Nota. — Des décrets rendus sur avis conforme du Conseil supérieur de la guerre (sa constitution et son rôle rationnels fera l'objet d'une étude ultérieure) règleront les questions de détail nécessaires à l'application d'une loi à établir sur les bases de la présente note.

Quelques tempéraments seront peut-être nécessités pour et par la constitution d'une cavalerie entraînée, bouillante, toujours en mouvement, et aussi pour celle d'une artillerie savante et expérimentée (à étudier : réservé).

Il est bien évident qu'on aurait à puiser dans les hommes ayant servi cinq ans pour constituer les cadres complémentaires, subalternes ou inférieurs, à ajouter aux cadres permanents au moment d'une mobilisation générale; des décrets en devraient régler le fonctionnement et marquer les obligations imposées à chacun. La classe dite dirigeante se verrait, de ce chef, imposer des obligations particulières.

Pour les cadres permanents, en dehors de ceux employés à l'instruction des recrues, une instruction intensive et spéciale leur serait donnée, en chambre ou sur le terrain, par des manœuvres spéciales de cadres.

Colonel de La Laurencie.



DE

L'ORGANISATION DE L'ARMÉE COLONIALE[1]

CHAPITRE II.

DÉTAIL D'ORGANISATION DU PERSONNEL.

(Tableaux n[os] 1 à 4).

Article 6. — Service médical.

46. — Le service médical de la brigade est assuré par une ambulance de brigade à quatre sections, dont trois sont mobiles et constituent des infirmeries de légion ; la quatrième est fixe et forme l'hôpital de la brigade.

Les sections-infirmeries sont organisées dès le temps de paix, avec tout le personnel et le matériel techniques qui leur revient, de façon à pouvoir se mobiliser sans à-coups, en formation de campagne, dès qu'elles en reçoivent l'ordre.

Pendant le séjour en garnison, les différents corps et services de la brigade sont répartis, pour les soins médicaux, entre les trois infirmeries. Quand une infirmerie de légion est mobilisée, les corps non mobilisés qui y envoyaient leurs malades sont répartis entre les deux infirmeries qui restent.

47. — Le personnel de l'ambulance comprend :

1 médecin principal, chef de service ;

1 médecin-major et 1 médecin aide-major pour chacune des quatre sections,

---

[1] Voir la livraison de janvier 1904.

1 pharmacien,
1 officier d'administration comptable;
1 détachement d'infirmiers ayant la composition suivante :
 6 sergents, dont un secrétaire du médecin principal,
 6 caporaux, dont un comptable,
 5 infirmiers européens,
 27 infirmiers indigènes,

et, s'il est nécessaire, des auxiliaires civils en nombre correspondant aux besoins.

La section mobilisée comprend :

1 sous-officier,
1 caporal,
1 infirmier européen et 6 infirmiers indigènes.

En temps de garnison, le personnel sera naturellement réparti par le chef de service entre les infirmeries et l'hôpital, d'après les exigences du service.

En outre, il est affecté à l'ambulance, en garnison, dix-huit conducteurs, dont neuf ordonnances d'officiers et neuf conducteurs de voitures.

Article 7. — **Service vétérinaire.**

48. — Le service vétérinaire est, comme le service médical, assuré en dehors des corps de troupe par une ambulance à trois sections-infirmeries mobiles, soit une par légion, et une section-hôpital fixe, qui reste au chef-lieu de la brigade pour s'occuper du service général et soigner les animaux maintenus dans les dépôts quand les infirmeries sont mobilisées.

Le personnel de l'ambulance comprend :

1 vétérinaire de 1re classe, chef de service,
3 vétérinaires de 2e classe (un pour chacune des trois sections mobiles),
1 sous-officier européen pour la section fixe,
3 brigadiers européens pour les sections mobiles,
11 conducteurs indigènes, dont deux pour chaque section mobile et quatre comme ordonnances d'officiers.

En garnison, comme il y a lieu de présumer que toute l'ambulance sera réunie, le nombre des conducteurs est réduit à huit.

Les corps et services de la brigade sont répartis, pour les soins à donner aux animaux, entre les trois sections-infirmeries. Lorsqu'une légion est mobilisée, les corps qui restent en garnison sont répartis entre les deux autres.

Le personnel « troupes » affecté à l'ambulance vétérinaire lui est fourni par la compagnie de conducteurs.

Article 8. — **Service administratif.**

49. — L'état-major comprend :

1 officier supérieur, chef de service,

3 officiers subalternes, soit un par légion en cas de mobilisation,

3 officiers d'administration du commissariat, dont un pour les bureaux, un pour les subsistances et un pour l'habillement et le campement,

3 adjudants pour doubler les officiers d'administration, les remplacer en cas d'indisponibilité et faire partie des formations de campagne.

Les secrétaires et plantons nécessaires à l'état-major sont pris dans la compagnie de secrétaires et ouvriers du commissariat.

Les quatre officiers du commissariat sont montés et ont chacun un conducteur-ordonnance.

50. — *Compagnie de secrétaires et ouvriers du commissariat.* — Elle a pour objet de fournir tout le personnel nécessaire au service administratif, en colonne et en station.

Elle fournit aux colonnes mobilisées :

1° Des secrétaires pour l'état-major du service administratif ;

2° Un détachement d'ouvriers pour le convoi comprenant la boulangerie de campagne et le troupeau ;

3° Un détachement de commis pour la conduite de chacun des deux convois administratifs qui ravitaillent la colonne.

51. — Cette compagnie est mixte, parce que certaines professions, telles que celles de boulangers, gardiens de troupeaux, sont trop pénibles, aux colonies, pour les Européens ; ceux-ci ne doivent intervenir que pour surveiller ou diriger le travail.

La compagnie compte :

Sous-officiers européens..............	10
Ouvriers et secrétaires européens......	36
— — indigènes......	66
Total.....	112

Les effectifs ont été déterminés d'après les considérations suivantes :

Boulangerie. — Le service d'un four de campagne à quatre-vingts rations (type adopté, voir § 78), exige pour le travail à brigade simple, le seul qui soit possible en campagne :

1 brigadier de four,
1 pétrisseur,
1 servant.

Une légion ayant trois fours (§ 79), il lui faut donc neuf boulangers et un gradé, soit dix hommes.

Quand les trois légions sont mobilisées, il faut encore, au chef-lieu de la brigade, le personnel nécessaire pour préparer le pain des éléments qui n'ont pas été mobilisés. Au chef-lieu, on fait usage de fours fixes, à trois cents rations, qui exigent une brigade de quatre hommes par jour. Comme un seul four sera suffisant pour alimenter tout le personnel resté en station, il convient de compter quatre boulangers pour le dépôt du chef-lieu.

On arrive ainsi à un total de 34 boulangers.

Boucherie. — Quatre bouchers, soit un par légion et un au chef-lieu pour le dépôt.

Troupeau. — Chaque légion mobilisée est accompagnée de son troupeau pour les distributions de viande fraîche, et l'importance du troupeau doit être calculée de façon à pouvoir fournir au moins deux jours de vivres.

Aux colonies, les bœufs pèsent 200 kilos environ, et chaque animal donne, approximativement, un nombre de rations égal à son poids (en kilos). Comme la légion compte { 1070 (légion europ.) / 1159 (légion indig.) } rationnaires[1], il lui faudra, pour deux jours de viande, 11/12 bœufs.

[1] Non compris les convois administratifs qui transportent eux-mêmes leurs vivres.

On admet, en général, qu'il faut un toucheur de bœufs pour trois animaux; la conduite du troupeau exigera donc quatre hommes pour chaque légion, soit douze hommes en tout; il n'y a pas lieu d'en prévoir pour le dépôt fixe, qui recevra directement ses bœufs des fournisseurs.

Convois administratifs. — Toute légion mobilisée est, dans ce projet, suivie de deux convois administratifs, portant chacun deux jours de vivres. On a admis qu'il fallait pour la surveillance des voitures et les manipulations de leur contenu un commis d'administration pour quatre voitures; chaque convoi comprenant { 24 (légion europ.) / 26 (légion indig.) } voitures à vivres, exige donc six commis, auxquels il faut ajouter un gradé, ce qui fait sept; soit 14 pour la légion et 42 pour les trois légions. A ce nombre, il faut encore ajouter sept commis, équivalent d'un convoi, pour assurer le service des approvisionnements au chef-lieu de la brigade.

On arrive ainsi à un total de 112 hommes, cadres compris.

Ce personnel sera juste suffisant pour assurer tous les besoins du service administratif quand les trois légions seront mobilisées en même temps et séparément. Dans ce cas, il ne resterait que dix hommes au chef-lieu de la brigade, pour assurer le ravitaillement des colonnes et le fonctionnement des services de l'arrière; mais il est à présumer que ce cas sera tout à fait exceptionnel. Quand les trois légions seront mobilisées en même temps, il y en aura au moins deux qui opéreront ensemble, et il sera possible de diminuer l'effectif du personnel affecté aux convois, comme on le voit, dans les tableaux n[os] 2 et 3, par la comparaison des effectifs de même espèce correspondant d'un côté à la brigade entière, de l'autre à une légion isolée.

52. — La compagnie de secrétaires et ouvriers du commissariat est commandée par l'un des officiers d'administration du service; elle a un sergent et deux brigadiers fourriers, parce que toute colonne a trois détachements de commis et ouvriers, à chacun desquels il faut fournir un comptable.

En garnison, il est affecté à la compagnie six conducteurs indigènes pour la conduite des voitures.

53. — En colonne, les convois administratifs n°s 1 et 2 se composent des voitures à munitions de la section de parc et des voitures à vivres du service administratif. Ces convois sont placés, pour la marche, sous le commandement de l'officier d'artillerie qui a la charge du parc. Le personnel de la compagnie de secrétaires et ouvriers du commissariat du convoi est placé, pour ce qui concerne son service intérieur et son service technique, sous les ordres d'un adjudant de la compagnie.

Article 9. — **Détachement de Télégraphistes.**

53 *bis*. — Le détachement de télégraphistes de la brigade comprend :

2 officiers, et quatre équipes composées chacune de :
- 1 sous-officier,
- 2 télégraphistes européens,
- 3 aides indigènes.

A chaque légion est affectée, normalement, une équipe, la quatrième restant au chef-lieu pour assurer les communications des légions entre elles et de la brigade avec la métropole.

Article 10. — **Prévôté.**

54. — Le détachement de la prévôté comprend :

1 officier, et quatre brigades de gendarmerie, dont deux à pied et deux à cheval, composées chacune de :
- 1 sous-officier,
- 4 gendarmes.

A chaque légion est affectée, normalement, une brigade, la quatrième reste au chef-lieu pour y assurer la police.

En garnison, le détachement de la prévôté dispose d'un conducteur de voitures.

Article 11. — **Trésorerie et Postes.**

55. — Le détachement de la trésorerie et des postes comprend quatre fonctionnaires ayant rang d'officier, assistés chacun de trois secrétaires dont un sous-officier. De cette façon, on peut en affecter un à chacune des légions mobilisées et en laisser un au chef-lieu pour centraliser le service.

Le détachement dispose, en garnison, de deux conducteurs pour le service de ses voitures.

Article 12. — Montures des officiers.

55 *bis*. — Tous les officiers, sauf ceux qui occupent des emplois sédentaires au moment de la mobilisation, sont montés. Il est affecté deux chevaux aux officiers supérieurs, ainsi qu'aux capitaines commandant les escadrons de cavalerie et les batteries mobiles ; les autres officiers n'en ont qu'un.

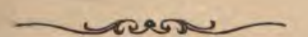
Article 13. — Récapitulation.

56. — Les tableaux nos 1, 2, 3 et 4 donnent en détail les effectifs du personnel et des animaux de la brigade coloniale de campagne et de ses légions, dans toutes les circonstances où il est utile de les connaître. Ces tableaux pour le personnel se résument ainsi :

		Pour une brigade à régiment européen.			Pour une brigade à régiment indigène.		
		Européens.	Indigènes.	Total.	Européens.	Indigènes.	Total.
Brigade en garnison.	Officiers	125	1	126	125	13	138
	Troupe	2314	835	3149	634	2843	3477
	Chevaux	»	»	354	»	»	366
	Mulets	»	»	616	»	»	616
Légion mobilisée.	Officiers	33	»	33	33	4	37
	Troupe	740	396	1136	180	1047	1207
	Chevaux	»	»	104	»	»	108
	Mulets	»	»	297	»	»	252
Brigade mobilisée non compris la partie sédentaire.	Officiers	98	»	98	98	12	110
	Troupe	2240	1158	3398	560	3111	3671
	Chevaux	»	»	326	»	»	338
	Mulets	»	»	815	»	»	740
Brigade mobilisée y compris la partie sédentaire.	Officiers	125	1	126	125	13	138
	Troupe	2314	1258	3572	634	3211	3845
	Chevaux	»	»	354	»	»	366
	Mulets	»	»	841	»	»	766

Bouliol,
Lieutenant-colonel d'artillerie coloniale.

(*A continuer.*)



TABLEAU

Récapitulation des éléments de la brigade

PERSONNEL, ANIMAUX

CORPS ET SERVICES.	AVEC RÉGIMENT EUROPÉEN.								
	EUROPÉENS.			INDIGÈNES.			Conducteurs.	Chevaux.	Mulets.
	Officiers.	Sous-officiers.	Troupe.	Officiers.	Sous-officiers.	Troupe.			
État-major	11	6	10	»	»	»	13	12	2
Régiment d'infanterie	47	128	1773	»	»	»	76	51	29
Escadron de cavalerie	5	8	44	»	6	11	»	134	16
Artillerie. — État-major	14	12	10	»	»	»	14	19	»
Artillerie. — Batterie de campagne	5	10	47	»	3	73	»	35	42
Artillerie. — Batterie de montagne	5	10	47	»	3	91	»	23	60
Artillerie. — Compagnie d'ouvriers	5	12	60	»	»	68	8	6	3
Artillerie. — Compagnie de conducteurs (type A)	4	12	11	1	8	»	236	32	110
Ambulance médicale	11	6	11	»	»	27	18	9	9
Ambulance vétérinaire (type A)	4	1	3	»	»	»	12	8	4
Service administratif. — État-major	7	3	»	»	»	»	4	4	»
Service administratif. — Compagnie de secrétaires et ouvriers (type A)	»	10	36	»	»	66	6	»	6
Détachement de Télégraphistes	2	4	8	»	»	12	2	6	2
Prévôté	1	4	16	»	»	»	2	11	1
Trésorerie et Postes	4	4	8	»	»	»	6	4	2
TOTAUX	125	230	2084	1	20	418	397	354	616

2,314 (Européens : sous-officiers et troupe) — 835 (Indigènes : sous-officiers, troupe et conducteurs)

3,149

3,275

[° 1.

iixte de campagne en garnison.

T VOITURES.

AVEC RÉGIMENT INDIGÈNE.									VOITURES.					
EUROPÉENS.			INDIGÈNES.											
Officiers.	Sous-officiers.	Troupe.	Officiers.	Sous-officiers.	Troupe.	Conducteurs.	Chevaux.	Mulets.	spéciales (matériel).	à munitions.	à bagages.	à vivres.	à eau.	TOTAL.
11	6	10	»	»	»	13	12	2	»	»	1	1	1	3
47	128	93	12	48	1968	88	63	29	12	»	(1) 28/16	28	28	(1) 96/84
5	8	44	»	6	81	»	134	16	»	»	4	8	4	16
14	12	10	»	»	»	14	19	»	Approvisionné par la compagnie des conducteurs.					
5	10	47	»	3	73	»	35	42	12	»	3	3	3	21
5	10	47	»	3	91	»	23	60	9	6	6	6	3	30
5	12	60	»	»	68	8	6	3	»	»	2	2	3	7
4	12	11	1	8	»	236	32	440	»	»	20	20	10	50
11	6	11	»	»	27	18	9	9	7	»	5	4	8	24
4	1	3	»	»	»	12	8	4	3	»	2	2	4	11
7	3	»	»	»	»	4	4	»	Approvisionné par la compagnie des secrétaires et ouvriers d'administration.					
»	10	36	»	»	66	6	»	6	»	»	4	4	4	12
2	4	8	»	»	12	2	6	2	8	»	»	(2) 1	»	9
1	4	16	»	»	»	2	11	1	»	»	1	1	1	3
4	4	8	»	»	»	6	4	2	3	»	»	(2) 1	»	4
125	230	404	13	68	2386	389	366	646	54	6	(1) 76/64	84	69	286/274 (1)
	634			2,843										
	3,477													
3,615														

(1) Le premier nombre s'applique à la brigade avec régiment européen, le second à la brigade avec régiment indigène.
(2) Voiture à vivres et à bagages.

TABLEAU

Récapitulation

PERSONNEL

CORPS ET SERVICES.	AVEC BATAILLON EUROPÉEN. Européens. Officiers.	Européens. Sous-officiers.	Européens. Troupe.	Indigènes. Officiers.	Indigènes. Sous-officiers.	Indigènes. Troupe.	Indigènes. Conducteurs.	Chevaux.	Mulets.
État-major de la légion	6	4	10	»	»	»	14	10	8
Bataillon d'infanterie	15	41	584	»	»	»	101	16	86
Peloton de cavalerie, y compris l'escorte	1	3	12	»	2	24	»	37	4
Artillerie. État-major	1	1	1	»	»	»	2	3	1
Artillerie. Section de campagne	1	3	15	»	1	24	»	10	14
Artillerie. Section de montagne	1	3	15	»	1	30	»	6	20
Artillerie. Section d'ouvriers	1	3	11	»	»	16	10	1	9
Artillerie. Section de munitions	1	1	1	»	1	1	24	4	21
Artillerie. Détachement de conducteurs pr la boulangerie et la remonte mobile	»	1	1	»	»	»	23	1	27
Infirmerie médicale	2	1	2	»	»	6	13	2	11
Infirmerie vétérinaire	1	»	1	»	»	»	4	2	3
Service administratif. État-major	(1)»	1	2	»	»	»	»	»	»
Service administratif. Boulangerie et troupeau	»	1	5	»	»	11	»	»	»
Détachement de Télégraphistes	1	1	2	»	»	3	1	2	3
Convoi administratif no 1. Parc	1	1	1	»	»	»	8	3	6
Convoi administratif no 1. Détachement de conducteurs	»	1	»	»	1	»	30	2	29
Convoi administratif no 1. Détachement du service administratif	»	1	3	»	»	3	»	»	»
Convoi administratif no 2. Parc	1	1	1	»	»	»	8	3	6
Convoi administratif no 2. Détachement de conducteurs	»	1	»	»	1	»	30	2	29
Convoi administratif no 2. Détachement du service administratif	»	1	3	»	»	3	»	»	»
TOTAUX sans les deux convois administratifs	31	64	662	»	5	115	192	94	207
TOTAUX avec les deux convois administratifs	33	70	670	»	7	121	268	104	297
		740				396			
Troupe	....	1,136							
TOTAL GÉNÉRAL	1,169							104	297

N° 2.

d'une légion.

ET ANIMAUX.

AVEC BATAILLON INDIGÈNE.									OBSERVATIONS.
EUROPÉENS.			INDIGÈNES.				Chevaux.	Mulets.	
Officiers.	Sous-officiers.	Troupe.	Officiers.	Sous-officiers.	Troupe.	Conducteurs.			
6	4	10	»	»	»	14	10	8	
15	11	24	4	16	656	73	20	54	
1	3	12	»	2	24	»	37	4	
1	1	1	»	»	»	2	3	1	
1	3	15	»	1	24	»	10	14	
1	3	15	»	1	30	»	6	20	
1	3	11	»	»	16	10	1	9	
1	1	1	»	1	1	27	4	24	
»	1	1	»	»	»	23	1	27	
2	1	2	»	»	6	13	2	11	
1	»	1	»	»	»	4	2	3	
(1)»	1	2	»	»	»	»	»	»	(1) Un officier qui compte déjà à l'état-major de la légion.
»	1	5	»	»	11	»	»	»	
1	1	2	»	»	3	1	2	3	
1	1	1	»	»	»	8	3	6	
»	1	»	»	1	»	32	2	31	
»	1	3	»	»	3	»	»	»	
1	1	1	»	»	»	8	3	6	
»	1	»	»	1	»	32	2	31	
»	1	3	»	»	3	»	»	»	
31	64	102	4	21	771	167	98	178	
33	70	110	4	23	777	247	108	252	
	180			1,047					
	1,227								
1,263							108	252	

TABLE

Récapitulation des éléments qui entrent d

PERSON

CORPS ET SERVICES.	AVEC RÉGIMENT EUROPÉEN.								
	EUROPÉENS.			INDIGÈNES.			Conducteurs.	Chevaux.	Mulets.
	Officiers.	Sous-officiers.	Troupe.	Officiers.	Sous-officiers.	Troupe.			
Etat-major de la brigade	9	5	8	»	»	»	18	11	[illegible]
Régiment d'infanterie	47	128	1,773	»	»	»	311	51	[illegible]
Escadron de cavalerie	5	8	44	»	6	81	»	134	[illegible]
Artillerie. Etat-major	6	3	4	»	»	1	12	16	[illegible]
Artillerie. Batterie de campagne	3(1)	10	47	»	3	71	»	33	[illegible]
Artillerie. Batterie de montagne	4	10	47	»	3	90	»	22	[illegible]
Artillerie. Compagnie d'ouvriers	3(2)	9	31	»	»	47	30	4	[illegible]
Artillerie. Section de munitions	1	3	4	»	1	1	65	5	[illegible]
Artillerie. Détachement de conductrs pr le service administratif et la remonte mobile	»	2	2	»	1	»	54	3	[illegible]
Ambulance médicale	7	4	7	»	»	18	40	7	[illegible]
Ambulance vétérinaire	3	»	3	»	»	»	12	6	[illegible]
Service administratif. Etat-major	4	4	6	»	»	»	6	3	[illegible]
Service administratif. Détachement de secrétaires et ouvriers	»	2	11	»	»	28	»	»	[illegible]
Détachement de Télégraphistes	1	3	6	»	»	9	1	4	[illegible]
Prévôté	1	3	12	»	»	»	4	9	[illegible]
Trésorerie et Postes	2	3	6	»	»	»	7	2	[illegible]
Convoi administratif no 1. Parc	1	1	2	»	»	1	21	4	[illegible]
Convoi administratif no 1. Détachement de conductrs	»	2	2	»	2	»	85	4	[illegible]
Convoi administratif no 1. Détachement de secrétaires et ouvriers du commisst.	»	3	6	»	»	10	»	»	[illegible]
Convoi administratif no 2. Parc	1	1	2	»	»	1	21	4	[illegible]
Convoi administratif no 2. Détachement de conductrs	»	2	2	»	2	»	85	4	[illegible]
Convoi administratif no 2. Détachement de secrétaires et ouvriers du commisst.	»	3	6	»	»	10	»	»	[illegible]
TOTAUX sans les deux convois administratifs	95	197	2,011	»	14	346	560	310	[illegible]
TOTAUX avec les deux convois administratifs	98	209	2,031	»	18	368	772	326	[illegible]
		2,240			1,158				
			3,398						
TOTAL du personnel de la brigade mobilisée		3,496							
Personnel maintenu au chef-lieu pour assurer les services de l'arrière	27	21	53	1	2	50	48	28	[illegible]
TOTAL général d'une brigade de campagne	125	230	2,084	1	20	418	820	354	[illegible]
		2,314			1,258				
			3,572						
		3,698							

N° 3.

la brigade mixte de campagne mobilisée.

ET ANIMAUX.

AVEC RÉGIMENT INDIGÈNE.									
EUROPÉENS.			INDIGÈNES.						
Officiers.	Sous-officiers.	Troupe.	Officiers.	Sous-officiers.	Troupe	Conducteurs.	Chevaux.	Mulets.	OBSERVATIONS.
9	5	8	»	»	»	18	11	9	(1) Le capitaine et deux lieutenants ; le troisième lieutenant est adjoint au chef d'escadron commandant le groupe. (2) Le capitaine et deux lieutenants ; le troisième lieutenant est adjoint au chef d'escadron directeur des parcs.
47	128	93	12	48	1,968	227	63	167	
5	8	44	»	6	81	»	134	16	
6	3	4	»	»	1	12	16	7	
3(1)	10	47	»	3	71	»	33	42	
4	10	47	»	3	90	»	22	60	
3(2)	9	31	»	»	47	30	4	27	
1	3	4	»	11	1	74	5	72	
»	2	2	»	11	»	54	3	63	
7	4	7	»	»	18	40	7	33	
3	»	3	»	»	»	12	6	9	
4	4	6	»	»	»	6	3	3	
»	2	11	»	»	28	»	»	»	
1	3	6	»	»	9	1	4	8	
1	3	12	»	»	»	4	9	5	
2	3	6	»	»	»	7	2	5	
1	1	2	»	»	1	21	4	18	
»	2	2	»	2	»	91	4	89	
»	3	6	»	»	10	»	»	»	
1	1	2	»	»	1	21	4	18	
»	2	2	»	2	»	91	4	89	
»	3	6	»	»	10	»	»	»	
96	197	331	12	62	2,314	485	322	526	
98	209	351	12	66	2,336	709	338	740	
	560			3,411					
		3,671							
4,039									
27	21	53	1	2	50	48	28	26	
125	230	404	13	68	2,386	757	366	766	
	634			3,211					
		3,845							
3,983									

TABLEAU

Éléments maintenus au chef-lieu pendant la mobilisation de la

CORPS ET SERVICES.		PERSONNEL. Européens. Officiers.	Européens. Sous-officiers.	Européens. Troupe.	Indigènes. Officiers.	Indigènes. Sous-officiers.	Indigènes. Troupe.	Conducteurs.
État-major		2	1	2	»	»	»	2
Régiment d'infanterie		»	»	»	»	»	»	»
Escadron de cavalerie		»	»	»	»	»	»	»
Artillerie	État-major	10	9	6	»	»	»	10
	Batterie de campagne	1	»	»	»	»	1	»
	Batterie de montagne	1	»	»	»	»	1	»
	Compagnie d'ouvriers	1	2	24	»	»	18	1
	Compagnie de conducteurs	1	2	2	1	2	»	20
Ambulance médicale		4	2	4	»	»	9	5
Ambulance vétérinaire		1	1	»	»	»	»	3
Service administratif.	État-major	3	»	»	»	»	»	1
	Compagnie de secrétaires et ouvriers	»	1	7	»	»	18	2
Détachement de Télégraphistes		1	1	2	»	»	3	1
Prévôté		»	1	4	»	»	»	»
Trésorerie et Postes		2	1	2	»	»	»	2
TOTAUX		27	21	53	1	2	50	48

N° 4.

brigade mixte de campagne pour assurer les services de l'arrière.

CHEVAUX.	VOITURES.				MULETS.	ARMEMENT.					
	spéciales.	à bagages.	à vivres.	à eau.		Fusils.	Carabines.	Mousquetons.	Revolvers.	Sabres d'infanterie.	Sabres de cavalerie.
1	Approvisionné par la compagnie de conducteurs					»	3	»	2	»	»
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
5	Approvisionné par la compagnie de conducteurs					»	»	6	19	»	9
1	Id.					»	»	»	1	»	»
1	Id.					»	»	»	1	»	»
1	Id.					»	»	42	3	»	2
8	»	4	4	4	20	»	»	19	7	»	5
2	1	2	1	2	3	»	15	3	2	»	»
2	»	1	»	1	1	»	»	2	2	»	1
1	Approvisionné par la compagnie de secrétaires et ouvriers					»	»	»	1	»	»
»	»	1	1	1	2	»	26	2	»	»	»
2	2	Approvisionné par la compagnie de conducteurs				»	5	»	2	»	1
2	Approvisionné par la compagnie de conducteurs					»	3	»	5	»	2
2	Id.					»	3	»	2	»	»
28	3	8	6	8	26	»	55	74	47	»	20

L'ARTILLERIE DE LA MARINE[1]

---

5. — Fabrication du Matériel.

La fabrication du matériel de l'artillerie navale soulève une question de principe fort intéressante : celle des rapports mutuels qui, dans un grand pays, doivent exister entre l'État et l'industrie privée ; la solution qui est adoptée en France mérite qu'on s'y arrête avec quelque détail en la divisant, dès l'abord, en ses parties naturelles : la *fabrication du canon*, celle des *projectiles*, celle des *affûts* et celle des *munitions*.

1° La *fabrication d'une bouche à feu* comprend trois opérations : la *production* de l'acier, le *forgeage* du métal en blocs de dimensions déterminées, l'*usinage* du canon.

Le mode d'organisation de ces trois ordres de travaux a été étudié théoriquement et expérimentalement par une Commission que les États-Unis d'Amérique, désireux de fabriquer par leurs propres ressources un matériel d'artillerie national, envoyèrent en 1883 en Europe et qui parcourut les divers pays militaires en visitant les principales usines à canon.

Le rapport de cette commission devait répondre aux trois questions suivantes :

« Le gouvernement doit-il aider les usines d'acier de la contrée en leur donnant les moyens de compléter leur outillage pour fabriquer les canons?

« Le gouvernement doit-il prendre des engagements assez considérables pour permettre aux usines d'acier de lui fournir ses canons terminés sans aucune intervention de sa part?

---

[1] Voir la livraison de février 1904.

« Le gouvernement doit-il établir une usine à canons et passer des marchés avec diverses compagnies pour les mettre en position de lui fournir le métal à canons, forgé et trempé ? »

Dans ce questionnaire, on voit que la solution radicale de l'État fabriquant totalement et par ses propres moyens les bouches à feu, depuis la production de l'acier jusqu'aux derniers détails de l'usinage, n'est pas même envisagée. La Commission la condamne, d'ailleurs, par l'exemple de la situation de l'Artillerie de terre, en France, avant 1870 :

« Avant cette époque, les fonderies du gouvernement étaient la seule source où l'on puisait le matériel d'artillerie ; les officiers chargés des travaux formaient une corporation fermée ; leurs travaux n'étaient jamais connus du public, leurs idées ne subissaient pas la critique ; l'ingéniosité et les dispositions inventives du pays étaient ignorées ou contrariées ; rien n'était prévu pour le cas où un réarmement serait nécessaire. Le résultat est bien connu ; une grande crise survint : les ateliers du gouvernement ne furent pas en état de fournir aux demandes qui leur étaient faites, et les ateliers de l'industrie furent hors d'état de produire le matériel dont on avait besoin. »

Le premier système défini par le questionnaire est celui de l'association de l'État et d'une usine ; il s'est montré à l'application fort défectueux : il tend d'ailleurs naturellement à l'absorption de l'un des deux commanditaires par l'autre. C'est ce qui est arrivé en Angleterre où, après son association avec l'usine *Armstrong* qui lui avait fourni un matériel critiquable et fort onéreux, l'Etat a dû rompre désavantageusement le contrat et la Compagnie *Armstrong* est restée propriétaire de tout l'outillage payé en commun.

En Russie, l'État est associé à l'usine d'acier d'Aboutchoff ; on y produit un matériel onéreux et l'on constate une tendance marquée à l'absorption par l'État.

Le second système est celui de l'Allemagne qui puise chez Krupp toute son artillerie. « Le gouvernement, dit la Commission, est dans ce cas, l'esclave d'une compagnie dont il subit tous les caprices et toutes les convenances ; une pareille situa-

tion n'est pas enviable; elle peut causer de graves embarras. »

Le troisième système est celui qui, de tout temps, a été adopté par l'Artillerie de la Marine française, et la Commission des États-Unis le caractérise en ces termes :

« Il semble que c'est en France qu'on a trouvé la plus heureuse combinaison pour associer l'État et l'industrie à une œuvre nationale..... Ce qui a été adopté est théoriquement parfait, et la pratique en a montré l'excellence. Les établissements de l'Etat sont conservés, mais ne sont que des fabriques de canons dans lesquelles les diverses parties de la bouche à feu sont ajustées et assemblées; mais ils ne sont pas usines métallurgiques; ils dépendent à ce point de vue des usines de l'industrie, et quelques établissements privés ont même trouvé profit à établir des ateliers d'usinage de canons pour venir en aide aux ateliers de l'État..... »

Les conclusions de la Commission sont déduites de ce résumé historique :

« Le modèle à suivre est en France; quand on inaugurera la fabrication des canons, c'est d'après ce qui a été fait en France qu'on devra s'organiser.

« ....Le troisième système satisfait la Commission et est considéré comme base nécessaire de tout système de fabrication d'artillerie.

« Il faut à l'État des ateliers pour travailler les canons, et des usines à l'industrie privée pour alimenter les ateliers de l'État.

« Une nation qui prétend à un rôle militaire doit avoir sous la main des ateliers où sont confectionnés les types et les canons d'expériences et qui en fabriquent un certain nombre pour le service; mais il ne serait pas raisonnable d'y concentrer toute la fabrication ou d'y enfermer, à la fois, les travaux d'usinage avec la production des matières qui peut avoir lieu dans les établissements de l'industrie privée. Il faut donc encourager et aider les usines de notre pays à fournir l'acier de nos canons et les intéresser aux opérations du gouvernement. »

Le rapport de la Commission, après une longue discussion au Sénat américain, a été adopté dans ses idées fondamentales.

Pour la fourniture de l'acier, matière première des canons, l'Artillerie de la Marine française fait donc appel à la concurrence des usines privées, stimule ainsi leurs progrès et leur assure, grâce à la continuité des commandes, un travail permanent comme récompense de leurs efforts et des sacrifices qu'elles s'imposent pour les progrès de la métallurgie.

N'étant ainsi l'esclave ou le tributaire d'aucune société particulière, quelque puissante qu'elle soit, elle peut même lutter victorieusement contre la coalition des usines en ayant, dans des cas extrêmes, la faculté, dont elle a usé, d'adresser des commandes aux usines étrangères ; elle possède le droit d'éliminer des marchés à venir une usine dont la production, pour quelque cause que ce soit, paraît systématiquement défectueuse, et ce droit a été exercé contre les plus riches et les plus influentes.

Elle favorise la recherche des nouveaux métaux industriels et les perfectionnements des procédés du travail de l'acier ; elle assiste avec intérêt aux efforts faits par les grandes maisons françaises pour se transformer elles-mêmes en usines à canons complètes et pour installer un outillage puissant en vue des opérations d'usinage des bouches à feu ; elle applaudit quand elle les voit créer dans leurs ateliers un matériel d'artillerie original, se faire avec lui un renom à l'étranger, entrer sur les polygones des puissances militaires en lutte avec les *Krupp* et les *Armstrong* et armer de canons Canet la flotte japonaise victorieuse au Yalu.

Elle est certaine que les progrès accomplis lui seront profitables à elle-même et qu'elle en retirera des enseignements fructueux, et, se plaçant à un point de vue plus élevé, elle est heureuse de pouvoir, à l'occasion, dans un moment critique où ses canons disponibles et son outillage personnel se trouveraient insuffisants, compter sur les usines nationales qui pourront la seconder d'une aide efficace en lui cédant leurs canons et en lui prêtant leurs ateliers.

L'Artillerie de la Marine usine ses canons à la fonderie de Ruelle, près d'Angoulême. L'usinage rassemble, pour en faire un tout, les pièces séparées, corps, tube, jaquette, frettes, qui sont livrées par les usines privées et qui ont subi chacune, à

tous les degrés de la fabrication, des épreuves sévères prescrites par les cahiers des charges ; le rayage de l'âme, la fabrication et l'ajustage des mécanismes de culasse terminent l'usinage de la bouche à feu.

L'usinage est une opération extrêmement délicate, dont dépend en grande partie la sécurité de l'arme. On conçoit donc qu'en plus des motifs qui, pour la liberté d'action nécessaire à l'État, l'obligent à se constituer une usine à canons indépendante de l'industrie privée, dont il veut se servir et non dépendre, des raisons tirées des conditions même du travail conduisent aussi à cette solution. Dans l'industrie privée, en effet, l'intérêt de tout le personnel de l'usine est de cacher soigneusement les malfaçons à la vigilance du service du contrôle, tandis que le principe contraire de la perfection du travail, comme but primordial des efforts de tous, est inculqué au personnel ouvrier et aux surveillants des établissements de l'État, pour tous les travaux qui, par leur malfaçon, mettraient en jeu la responsabilité du constructeur.

Ainsi, il fallait, en quelques mots, définir ce qui, dans un plan général d'organisation du travail, doit revenir à la concurrence ou être construit par l'État ; on pourrait dire : à la concurrence des usines privées on doit faire appel pour la fourniture de tous les objets qui, pendant la fabrication, peuvent être suivis et vérifiés à tout instant ou dont les essais, après la confection, permettent à eux seuls de reconnaître les qualités ; à l'État doivent être réservés la fabrication et l'usinage de tout le matériel dont le fonctionnement engage directement la responsabilité du service producteur et qui comporte soit quelque partie secrète, soit quelque manipulation particulièrement dangereuse, soit quelque opération délicate dont la sécurité dépende et dont les essais sur l'objet fabriqué ne suffiraient point à indiquer le succès.

C'est la règle suivie par l'Artillerie de la Marine dans le cas particulier de l'usinage des bouches à feu.

2° *Le projectile*, tout au moins l'obus de rupture, ne présentant aucune partie secrète dans sa constitution ni aucun danger spécial dans sa fabrication, le régime de la concurrence est le seul admis ; la surveillance exercée pendant la fabrication, les épreuves de tir de l'obus terminé suffisent pour éclairer complè-

tement le service consommateur sur la qualité réelle de la fourniture.

C'est en agissant sur les conditions de recette que l'Artillerie de la Marine maintient dans la voie du progrès les usines, à qui elle laisse la liberté la plus large dans les procédés de fabrication. Voici, par exemple, comment cette action sera, en pratique, exercée : pour qu'un lot de cent projectiles de rupture soit reçu, il faudra qu'un de ces projectiles, désigné par le service de la surveillance et pris au hasard dans tout le lot ou de préférence parmi ceux qui paraissent le plus défectueux, subisse victorieusement l'épreuve de tir. Cette épreuve consistera à tirer le projectile choisi, en tir oblique, avec une vitesse au choc déterminée, sur une plaque en acier, d'épaisseur fixée. Pour que le lot soit reçu, il faudra que le projectile traverse complètement la muraille et se brise en dix fragments, au plus. S'il est entier, l'usine bénéficie d'une prime de 10 p. 100 ; s'il est brisé en cinq fragments, l'État paye le prix exact du marché; en dix morceaux, l'usine subit une réduction de 10 p. 100.

Les intérêts de l'État et de l'usine en vue de la recherche d'un meilleur acier sont donc liés, et quand la majorité des lots sera reçue avec prime, l'Artillerie rendra plus dures ses conditions de recette, enregistrant ainsi, dans la fabrication de l'acier, un nouveau progrès dont l'industrie métallurgique générale fait aussi son profit.

Il est bien évident que si quelque partie secrète existait dans la fabrication des projectiles, l'État ne la confierait pas à l'industrie ; c'est ainsi que les obus à balles, dont la marine fait un usage restreint, sont demandés au Département de la guerre. La marine fabrique aussi elle-même, l'industrie n'ayant pu réussir une fabrication trop spéciale, ses projectiles en fonte dite de Ruelle, métal que cette usine, héritière de longues traditions métallurgiques, sait seule actuellement produire.

3° *Les affûts* sont une des parties du matériel de l'artillerie navale qui ne peuvent présenter aucun défaut qu'une surveillance attentive, pendant la fabrication, et les épreuves de tir ne suffisent à mettre en évidence. Aussi leur fabrication est-elle entièrement confiée à l'industrie.

La question de la fabrication des affûts offre cependant un intérêt du genre de ceux que nous cherchons à mettre en évidence dans ces pages : l'affût, dans une tourelle d'un cuirassé, doit-il être considéré comme partie intégrante de la tourelle ou comme une dépendance du canon ?

Cette distinction n'est pas purement académique et il ne s'agit même point seulement de la rivalité technique des deux corps des Constructions navales et de l'Artillerie, qui peuvent revendiquer le privilège de la construction des affûts.

La conception de l'affût-tourelle conduit à ceci : l'affût sera commandé à l'industrie en même temps que la tourelle, après appel à la concurrence et au même constructeur ; parmi les projets présentés par l'industrie privée, la préférence n'ira point forcément à celui dont l'affût, partie secondaire de la tourelle aux yeux de l'ingénieur de Constructions navales, sera le plus réussi. Le canon devient dès lors l'accessoire, et c'est lui qui, par ses formes appropriées, son poids, son équilibre, ses conditions même de chargement, devra se plier aux exigences de l'affût. Les opérations du chargement, refoulement du projectile et introduction de la gargousse, le pointage en direction et en hauteur seront assurés par les mêmes moyens mécaniques, ingénieux, mais compliqués, qui font mouvoir la tourelle à l'aide de l'électricité ou de l'eau comprimée. Comme le constructeur a toute latitude pour fournir un projet complet depuis le monte-charges jusqu'à l'affût, comme l'appel à la concurrence favorisera tantôt l'un, tantôt l'autre, il en résultera la diversité la plus grande et les solutions les plus hétérogènes, si bien que pour le même canon la nomenclature du matériel citera des affûts Farcot, des Forges et Chantiers de la Méditerranée, du Creusot, de Saint-Chamond, de la Société des Batignolles, etc., du nom des usines titulaires des marchés de tourelles.

Tel fut, jusqu'à ces dernières années, l'état de la question ; après une lutte très longue et très vive, l'artillerie a obtenu récemment (1897) la haute main aussi bien sur l'affût que sur la bouche à feu. On peut dire que le progrès fut instantané.

Tout d'abord, l'unité fut décrétée ; on rendit réglementaires, à l'exclusion de tous les autres, les tracés de l'affût qui donnait les meilleurs résultats et que présentait une des usines ; cet affût

est imposé *à priori*, et au même titre que la bouche à feu, aux fournisseurs quelconques des tourelles à venir. Ayant ce point de départ bien défini, l'étude des affûts peut maintenant se poursuivre méthodiquement ; les expériences, ne s'égarant plus sur des objets divers et contradictoires, se concentreront dans un domaine précis ; les progrès s'accumuleront dans une même direction et les perfectionnements pourront se faire avec logique, méthode et continuité.

Au point de vue immédiat et pratique, l'utilité de la réforme ne fut pas moindre. Le canon et l'affût étant maintenant considérés comme solidaires, on supprima toute liaison inutile avec les appareils moteurs du bord ; coupant les fils électriques, fermant les robinets, on fit faire à bras d'homme et sans efforts exagérés, la manœuvre des plus gros canons et, au lieu, avec leur machinerie compliquée et leur tuyauterie exposée aux avaries, de tirer un coup toutes les trois minutes, les canons de gros calibre peuvent maintenant tirer avec une vitesse triple, ce qui augmente dans la même proportion la puissance offensive de la grosse artillerie, arme décisive d'un combat naval.

C'est un exemple qui donne à réfléchir et qui montre où conduit la faute si fréquente de prendre l'accessoire pour le principal et de ne pas partir de la fonction pour en créer l'organe, mais de considérer l'organe en lui-même, telle la tourelle indépendamment du canon. Celle-ci ne se comprend que comme l'affût complet de la bouche à feu et l'on peut concevoir, comme un progrès désirable, que l'artilleur, dont le rôle actuel s'arrête à la plate-forme, puisse jeter au-dessous d'elle, sur le monte-charges et dans les soutes, le coup d'œil du maître.

4° Pour surveiller la fabrication du matériel d'artillerie, quelle qu'en soit la nature, en suivre dans toutes ses phases l'avancement progressif, signaler les malfaçons, constater les incidents du travail, vérifier dans tous leurs états les éléments du matériel ; pour se rendre compte des difficultés de la fabrication, des délais nécessaires pour la fourniture, du prix de revient réel, et par suite, pour fixer avec connaissance de cause les cahiers des charges ultérieurs ; pour signaler les progrès

généraux de la métallurgie, observer l'état de prospérité ou de déclin de l'usine, faire connaître sa puissance de production; pour servir enfin d'intermédiaire entre l'État et l'usine, l'artillerie de la marine possède un service de contrôle dit « Inspection des fabrications » qui est réparti dans les différents centres producteurs.

Le rebut d'une fourniture peut être prononcée pendant tout le courant de la fabrication et ce n'est qu'après une recette provisoire, consistant en épreuves déterminées, qui a lieu à l'usine ou dans un des polygones de la marine devant une commission mixte (Flotte, Inspection de la Marine, Artillerie) qu'a lieu la réception définitive de l'objet fabriqué.

On sait que c'est en agissant sur les conditions de recette qui sont rendues de plus en plus dures, que l'Artillerie de la Marine constate ou provoque les progrès de l'industrie.

Pour les aciers à canon, par exemple, l'introduction des essais mécaniques, c'est-à-dire des épreuves de traction, de choc, de ployage, etc., effectuées sur des éprouvettes convenablement choisies, a été à l'origine un gros progrès, puisqu'elle a substitué des données numériques aux appréciations empiriques des praticiens, et l'influence de l'Artillerie de la Marine, qui fut le premier service à les imposer, dont les méthodes d'essais sont citées parmi les plus logiques, dont les machines d'épreuves sont classiques (telle la machine de traction du colonel Maillard), n'est point contestable. D'ailleurs, il est presque passé en lieu commun de parler de l'influence de l'artillerie sur les progrès de la métallurgie, et c'est là, peut-être, un des seuls bienfaits directs qu'on peut mettre à l'actif de la paix armée.

Pour effectuer les essais mécaniques des aciers à canons, pour faire subir aux matériaux et matières employés par l'Artillerie de la Marine les épreuves réglementaires, soit physiques, soit chimiques, une installation centrale doit être prévue; elle existe près du bureau qui centralise l'Inspection des fabrications : c'est le *Laboratoire central de la Marine*. Une de ses attributions doit être la fabrication des instruments vérificateurs de haute précision qui, en portant partout l'uniformité dans les mesures, assurent soit la conformité des objets exécutés aux

plans, soit l'interchangeabilité des éléments de matériel fabriqué.

5° Nous avons, dans le précédent exposé des organes et des moyens de l'Artillerie de la Marine, passé sous silence une question fort importante, celle des *poudres*.

On sait qu'en France, un corps spécial, dit des *Poudres et Salpêtres*, est chargé de la fabrication des poudres de guerre et que ce corps appartient au Département de la guerre. L'Artillerie de la Marine lui achète les poudres dont elle a besoin.

De cette situation, il résulte évidemment que le principe général qui est à la base de tout le service de la fabrication, qui est la sauvegarde de la bonne confection et la condition essentielle de la responsabilité, le principe du contrôle permanent qui suit, à partir des matières premières et jusque dans les plus petits détails, la fabrication des objets, est violé — et justement pour la matière qui est la plus dangereuse.

Sans doute, les ingénieurs des Poudres et Salpêtres, dont la compétence n'est point ici mise en cause, s'entourent dans la fabrication de toutes les garanties possibles ; mais, cependant, aux yeux de la Marine, rien ne devrait les distinguer des fournisseurs ordinaires, et jamais la recette brute d'une fourniture n'a pu être considérée comme une garantie suffisante.

Aussi, quand il s'agit de poudres (et il suffit, pour en signaler les dangers permanents, de rappeler les catastrophes récentes et mal expliquées du *Maine* et de *Lagoubran*), la responsabilité est-elle flottante, autant dire nulle : l'Artilleur de la Marine n'a jamais accès dans une poudrerie ; il doit ignorer la nature et le mode de fabrication de la poudre et, pourtant, c'est lui qui l'utilise dans ses expériences, la conserve dans ses poudrières, l'emmagasine dans les soutes et la délivre aux marins sous tous les climats. La Marine, n'ayant aucune action sur les poudreries, ne peut diriger les recherches dans la voie qui lui semblerait préférable ; elle n'est pas maîtresse même de fixer les conditions de recette des poudres qu'on lui présente.

Cette situation offre de tels inconvénients, et tend si bien à rendre le service consommateur esclave du service producteur, que le Département de la guerre, quoique le corps des Poudres et Salpêtres lui appartienne, a cru cependant devoir, pour sauve-

garder son indépendance et rendre possible les progrès émanés de l'Artillerie, conserver une poudrerie, celle du Bouchet, sous l'autorité directe des officiers du corps de l'Artillerie.

L'Artillerie de la Marine qui, elle, est sans action sur les poudreries, a dû, à une certaine époque, faire appel à la poudrerie belge de Wetteren pour la fourniture de ses poudres. Elle doit soigneusement conserver le droit de faire usage des produits étrangers, et il peut se faire qu'elle ait quelque jour à en user, même avec les poudres sans fumée. Les progrès sont en effet possibles ailleurs qu'en France, et l'avance qu'une découverte comme celle des poudres B a permis à notre pays de prendre un instant, doit se perdre d'elle-même par le jeu automatique du progrès général, si de notre côté les perfectionnements ne sont pas incessants et suivis.

D'ailleurs, à un tout autre point de vue, le corps des Poudres et Salpêtres, à qui, certes, on ne peut reprocher d'avoir jamais été inférieur à ses fonctions, qui a doté le pays d'une poudre longtemps sans égale, qui compte des hommes du plus haut mérite, ce corps n'est-il pas un de ces corps fermés, au personnel trop peu nombreux, où des attributions trop peu variées, des études trop spéciales, font tourner constamment les mêmes hommes dans un cercle d'activité trop restreint. La Balistique Intérieure, seule branche de la science qui soit de leur étude, la fabrication de la poudre, sont des parties naturelles des connaissances de l'ingénieur d'Artillerie, et il y aurait tout intérêt, à tous les points de vue, à ce que la Marine possédât en propre, dirigées et administrées par ses officiers d'Artillerie, ses poudreries et ses fabriques d'explosifs.

6. — Expériences d'artillerie.

Avant de mettre en service un modèle nouveau d'artillerie, on doit le soumettre à des épreuves de toutes sortes qui auront pour objet de s'assurer d'abord des deux qualités primordiales d'une arme de guerre, la sécurité et la robustesse, puis d'en mesurer l'efficacité : les propriétés balistiques des projectiles, ses qualités perforantes ou explosives sont les mesures de cette efficacité.

Les résultats généraux qu'il est nécessaire de connaître pour l'utilisation pratique de l'arme dans le combat et que doivent

déterminer les expériences, se réduisent à quatre : 1° le poids et la nature de la charge de poudre ; 2° la table de tir ; 3° l'action destructive du projectile sur un but de nature déterminée ; 4° le nombre de coups que le canon peut tirer.

Ces expériences sont celles qui s'appliquent directement à l'étude du matériel à mettre en service. Mais la préparation du matériel futur exige des expériences bien plus nombreuses, quoiqu'on puisse, en ce qui concerne la bouche à feu seule, les ranger sous les quatre titres précédents.

L'Artillerie de la Marine possède sur une plage de sable, à Gâvre, près de Lorient, un polygone d'expériences pour l'étude des armes de l'artillerie navale ; une commission y est attachée à titre permanent.

La composition en personnel de la Commission de Gâvre est digne de remarque : présidée par un colonel d'Artillerie de la Marine, elle comprend tout naturellement une forte proportion d'officiers de cette arme, puis un nombre à peu près égal d'officiers de vaisseau, dont le vice-président de la Commission. Cette réunion, près des armes que les uns viennent de construire et que les autres vont servir, du corps technique et de corps combattant, qui assistent en commun aux tirs du polygone et discutent contradictoirement les rapports des expériences, la collaboration qui en résulte, l'instruction réciproque qui s'y donne, les idées qui s'y échangent, doivent faire considérer cette institution, de fondation à Gâvre, comme des plus heureuses et des plus fécondes.

La présence parmi les membres de la commission d'ingénieurs des Constructions navales, dont l'intérêt principal s'attache sans doute aux questions de perforation, de cuirassement et de projectiles, est non moins justifiée.

Enfin on peut y compter deux officiers d'Artillerie de terre, avec le rôle de sorte d'attachés militaires, chargés de renseigner leur Département sur les expériences que la marine entreprend.

Énumérer les travaux de la Commission de Gâvre depuis sa fondation en 1830 serait refaire l'histoire de l'artillerie navale en France ; énoncer les questions qu'elle a à traiter serait résumer la science de l'artilleur ; parcourir le domaine de ses

expériences serait passer la revue des armes à feu, depuis le fusil et le pistolet jusqu'au canon du plus gros calibre, en passant par le tube lance-torpilles, le tir sous-marin, le canon de sauvetage.

Dans ses procès-verbaux les expériences se trouvent détaillées au jour le jour ; dans ses rapports s'enregistrent successivement les progrès acquis ; son polygone renferme l'outillage le plus complet, parcs à canons, transbordeurs, voies ferrées, lignes télégraphiques et téléphoniques, installation pour la mesure des vitesses, appareils balistiques de tout genre, etc... Et lorsqu'on parcourt la plage où elle a dressé ses murailles cuirassées, on peut voir, rangées en ligne, brunies par la rouille, avec une inscription blanche qui rappelle leur origine, leur âge et leurs qualités, toutes les plaques de cuirasses qu'elle a essayées, et, dans ce cimetière (c'est le nom qu'on donne à leur emplacement), on pourrait lire l'histoire complète de la lutte de la cuirasse et du projectile.

Plutôt que d'entrer dans le détail du fonctionnement journalier de la Commission de Gâvre, il sera sans doute plus instructif d'essayer de caractériser sa méthode de travail et d'en définir l'esprit. Nous pouvons prendre pour guide initial un livre dont la deuxième édition est parue en 1883 ; c'est le *Traité de Balistique expérimentale*, de MM. Hélie et Hugoniot.

Le premier de ces deux auteurs était un savant sans hautes visées théoriques, ayant des qualités précieuses d'ordre et de patience, plutôt que d'originalité, et possédant bien plus la conception nette des besoins urgents de l'artillerie de son temps que l'intuition de la rapidité de ses progrès futurs ; ayant la superstition de l'expérience, il n'en voulait retenir que le résultat brutal et professait pour la théorie une méfiance raisonnée.

Hélie n'appartenait pas au cadre actif de l'Artillerie de la Marine ; il avait le titre de professeur civil à l'Ecole d'artillerie de Lorient et de rapporteur permanent de la Commission de Gâvre. Il y resta depuis 1834 jusqu'en 1885, rendant, par l'unité de ses vues, la continuité de son influence, l'ascendant de son autorité, les plus grands services à l'artillerie navale. Ces services furent d'ailleurs toujours hautement appréciés et largement récompensés.

En 1865, il publia, seul, une *Balistique expérimentale* qui est l'exposé des méthodes qu'il avait fait adopter par la Commission de Gâvre.

Vieillissant, devenu presque aveugle, quoique attaché jusqu'à sa mort, en 1885, à la Commission de Gâvre, le vieux savant continuait de s'intéresser aux expériences et aux méthodes dont il avait été l'inspirateur. Les progrès de l'artillerie ayant fait rapidement vieillir son livre, il put trouver dans le capitaine Hugoniot un collaborateur compétent et publia, en 1883, une nouvelle édition de son *Traité de Balistique*.

Hugoniot était un mathématicien hors ligne, un physicien remarquable, un esprit théorique de large envergure ; il était appelé à parcourir une carrière scientifique des plus brillantes, lorsque l'excès de travail l'emporta à l'âge de 36 ans, en 1887.

Il a laissé, à peine achevés, des travaux de tout premier ordre sur le mode de propagation des ondes dans les fluides, questions que ses études sur l'artillerie l'avaient amené à se poser. Ce n'est que maintenant que ses travaux commencent à être bien compris, et deux des savants les plus autorisés de l'heure actuelle, MM. Duhem, à Bordeaux, et M. Hadamard, au Collège de France, consacrent leurs leçons à l'exposition et au développement des belles théories du capitaine Hugoniot.

En offrant à Hélie sa collaboration, en faisant céder, par un véritable sentiment de piété pour le vieux savant, ses tendances théoriques et sa conception plus élevée de la science de l'artillerie devant les procédés des méthodes expérimentales, Hugoniot donnait l'exemple d'un rare dévouement scientifique.

Dans les trois questions principales qu'elle traite : l'étude de la trajectoire du projectile dans l'air, l'étude de l'action de la poudre dans la bouche à feu, l'étude de la perforation des murailles cuirassées, la Balistique expérimentale écarte systématiquement toute conception théorique. La science prétend ne se fonder que sur la pure expérience dont les résultats, enregistrés et conservés dans des formules empiriques, de forme absolument arbitraire, constituent, par leur obtention seule, le but suprême et unique que se propose le chercheur.

Le fond même des choses, les relations nécessaires entre les

variables, la vraisemblance des conséquences des formules, sont comptées pour rien, tant la foi dans l'expérience est exclusive. C'est le parti pris de l'humilité, du terre à terre et de la prudence. D'ailleurs, cette conception d'une science de l'artillerie purement expérimentale n'est pas isolée, et au moment où écrivait Hélie, toutes les sciences physiques, après des envolées théoriques trop prétentieuses et des échecs retentissants, avaient repris la marche humble et lente qui se borne à suivre pas à pas l'expérience sans se laisser distraire par les séductions de la théorie.

C'est ainsi qu'en physique, opérait Regnault, dont, dans les traités classiques, on trouve encore, exposées avec les plus oiseux détails, les expériences compliquées et les formules empiriques.

Mais, parce qu'elle était l'exagération même d'une méthode juste en principe et indispensable en pratique, la Balistique expérimentale portait en elle-même les causes de sa ruine. D'abord, comme cause générale et philosophique, faisant fi de la théorie dont elle paralysait les progrès, niait l'importance et méprisait l'intérêt, elle ne satisfaisait point l'esprit qui veut être conduit non par des formulaires brutaux, mais par des raisonnements rigoureux ; elle révolte le penseur qui ne peut s'imaginer que la science de l'artillerie, que les plus grands savants ont jugé digne d'occuper leurs méditations, qui a inspiré de si remarquables travaux, échoue piteusement devant tout problème usuel. Puis, cause immédiate et pratique, la Balistique expérimentale n'avait ni la souplesse suffisante, ni la généralité nécessaire pour s'adapter avec aisance aux changements dans l'artillerie qui devenaient de plus en plus fréquents et variés ; les conditions nouvelles du tir des bouches à feu sortaient à chaque instant des limites antérieures et brisaient les moules des formules qui toujours étaient à reprendre sur de nouvelles bases et se compliquaient à l'infini.

Créée, en réalité, pour un modèle d'artillerie unique, et, en somme, par son origine, résumant la seule artillerie lisse, où les éléments étaient limités en nombre et en variation, la Balistique expérimentale a pu s'élever jusqu'à l'artillerie modèle 1870 et ce fut là son apogée ; elle n'a pu suivre ensuite que d'un pas de

plus en plus boiteux les progrès successifs de l'artillerie et l'accompagner péniblement jusqu'à la fin des poudres noires en 1884 environ.

A cette date où venait justement de paraître le traité d'Hélie et d'Hugoniot, qui la résumait, elle était déjà en principe condamnée, et la Commission de Gâvre, élargissant ses méthodes, devait y faire bientôt circuler l'air vivifiant de la théorie.

Non pas que la question lui apparut aussi nettement, non pas que le changement de méthode ait été brusque, délibéré et général et que par un revirement soudain, la Commission de Gâvre ait brûlé son dieu de la veille. Il serait, au contraire, fort intéressant de montrer la lutte engagée entre les vues nouvelles et les traditions, d'exhumer des archives de la Commission, les discussions, les résistances, les tâtonnements du début, de signaler toutes les difficultés que rencontrèrent les novateurs, de constater les compromis que les deux méthodes rivales s'accordèrent mutuellement.

Ce sont là des enseignements fructueux, et si les deux opinions furent soutenues par des adversaires courtois et de bonne foi, il n'en faut pas moins rendre hommage à ceux dont la hardiesse, le patient entêtement, la netteté dans les idées, la rectitude dans le jugement, le savoir étendu, l'ascendant réel et senti, réussirent à faire sortir de l'ornière expérimentale une commission justement attachée à des méthodes qu'elle avait créées et qui avaient, avec honneur, fait leurs preuves pendant de longues années. C'est au capitaine Gossot qu'est due l'initiative de ce progrès et c'est lui qui fit la première brèche à l'édifice trop étroit où étouffait la science de l'artillerie.

Certes, dans ces méthodes nouvelles qui, successivement, sont venues éclairer toutes les parties de l'artillerie et qui continuent sans relâche l'accomplissement de leur mission, la théorie n'a point la prétention de se substituer à l'expérience ni de se poser en face d'elle en adversaire dédaigneux. C'est l'union de ces deux opérations de l'esprit dans une règle générale pour la recherche de la vérité qui constitue l'essence de la méthode : la théorie est le guide qu'on prend au départ, qu'on interroge sans cesse le long de la route, qui instruit toujours par ses réponses,

qui indique le chemin le plus sûr et qui découvre l'horizon le plus vaste. Elle saura réunir dans une même explication générale les faits les plus divers, conduire à des formules d'un type rationnel et à des calculs d'une approximation sûre. La science aura plus d'audace parce qu'elle aura une base plus large et plus solidement établie. Les résultats expérimentaux, au lieu de faire nombre, viendront à chaque instant contribuer à asseoir la théorie et ce n'est plus en eux-mêmes que les faits seront à considérer, mais suivant leur place rationnelle dans la science. La théorie saura mettre l'expérimentateur en garde contre les anomalies des expériences, et l'expérience, le théoricien contre les déductions trop audacieuses de la théorie.

C'est l'application de la méthode de Bacon : « Si les expé- « riences ne sont pas dirigées par la théorie, elles sont aveugles; « si la théorie n'est pas soutenue par l'expérience, elle devient « incertaine et trompeuse. »

Cette règle est appliquée par la Commission de Gâvre à ses trois expériences principales : étude de la trajectoire d'un projectile dans l'air pour l'établissement des tables de tir; étude de la trajectoire du projectile dans le canon pour la fixation des charges de poudre ; étude de la trajectoire du projectile dans les plaques pour le calcul des cuirassements.

En pratique, cette règle conduit aux prescriptions suivantes :

1° Ne jamais tirer un coup de canon inutile, c'est-à-dire qui fasse double emploi et tel qu'on puisse en calculer les résultats par l'interpolation généralisée, c'est-à-dire par les formules théoriques, vérifiées par les expériences antérieures ;

2° Ne jamais tirer un coup de canon reconnu nécessaire sans avoir cherché à prévoir *à priori* toutes les circonstances expérimentales que la théorie indique comme devant se produire; ainsi, on devra calculer la vitesse initiale, la pression dans l'âme, la portée, la durée du trajet, la dérivation, la pénétration dans le sol ou les plaques, et discuter chaque coup en détail, en rapprochant les résultats théoriques de ceux donnés par l'expérience, afin d'en tirer le plus d'enseignements possibles pour l'extension de la théorie ;

3° Exécuter toutes les expériences reconnues nécessaires dans les conditions les plus défavorables, pour qu'il y ait

désaccord entre la théorie et l'expérience : ainsi, par exemple, un canon de marine ayant une portée utilisable de dix kilomètres, on le tirera dans le polygone à vingt kilomètres, et c'est cette trajectoire extrême dont le calcul *à priori* devra être effectué par la théorie.

Telles sont, actuellement, les règles générales suivies par la Commission de Gâvre ; on y voit sauvegardés, avec l'économie évidente qui en résulte pour l'État, les principes véritables de la science expérimentale, et la méthode employée est telle que, n'enfermant plus les faits dans d'étroits formulaires, elle peut suivre, sans gêne, les perfectionnements futurs de l'artillerie et progresser avec elle.

La dernière règle que nous avons énoncée est d'une généralité très grande, et l'application a montré son efficacité réelle dans une circonstance critique pour l'artillerie, où la sûreté des vues directrices a su éviter de longs tâtonnements et des mécomptes dangereux : nous voulons parler du moment où les poudres sans fumée ont dû remplacer les poudres noires.

Il fallait non seulement prévoir leur application aux canons existants, mais, en outre, étudier leurs propriétés balistiques pour créer l'artillerie nouvelle qu'elles appelaient.

On poussa alors la question à l'extrême : on fit construire, à titre d'expériences purement spéculatives, un canon du calibre de 16 centimètres, dit « canon de 90 calibres », long de plus de 15 mètres et dont la volée se dévissait en trois parties ; la chambre à poudre de ce canon reçut des agrandissements successifs, jusqu'à trois fois le volume primitif ; le poids du projectile alla du simple au double. On tira systématiquement des charges variables de poudres diverses ; on atteignit des vitesses initiales de 1,200 mètres ; on étudia les trajectoires des projectiles ; on tira sur des plaques de cuirasse les obus de rupture. Enfin, le canon, usé, fut foré au calibre de 19 centimètres, et on reprit les mêmes expériences avec la nouvelle bouche à feu.

A la suite de ces expériences spéculatives, sur des canons qui sortent franchement des limites de ceux qu'on songe à employer pour le service courant, on eut, presque d'un coup, le moyen de prévoir toutes les caractéristiques de l'artillerie nouvelle à

créer. Le calcul s'attaqua aux résultats des expériences, on édifia sur ces bases des théories nouvelles qu'on sut relier aux anciennes ; on fit l'application des formules trouvées aux tirs journaliers, de sorte qu'en peu de temps, à peu de frais, par l'emploi judicieux d'expériences bien comprises, les problèmes relatifs à la construction d'un canon approprié au tir de la poudre sans fumée se sont trouvés résolus par une solution d'ensemble. Avec les canons neufs que l'on fait depuis, il n'y a plus de surprises à craindre, et les tirs que l'on exécute avec eux ne sont maintenant que de simples vérifications, de sorte que leurs propriétés sont connues avec un minimum de coups de canon et l'économie maximum pour l'État, parce qu'on n'a pas hésité, au moment voulu, à expérimenter un matériel que d'aucuns traitaient d'inutile et de fantaisiste.

Il est bien évident, d'ailleurs, que l'Artillerie de la Marine, quoique Gâvre soit son champ d'expériences le plus important, entreprend des études sur le matériel dans ses autres établissements ; que, par exemple, la fonderie de Ruelle, qui possède un petit champ de tir, pourra être mise à contribution pour la recherche des propriétés balistiques des canons ; que l'École de pyrotechnie de Toulon, plus spécialisée dans les questions d'explosifs et d'artifices, apportera sa part expérimentale à l'œuvre collective et anonyme qu'est un modèle d'artillerie de bord.

Mais, parmi les problèmes si variés que l'on rencontre dans l'artillerie, certains possèdent un caractère aussi scientifique que balistique, et sont plutôt du ressort d'un laboratoire d'artillerie que d'un polygone d'expériences. Telles seront, par exemple, les études sur le mode de combustion des poudres, qui exigent des expériences en vase clos avec des appareils spécialement combinés, les recherches sur les instruments de mesure ou le tarage de ceux qui doivent être utilisés dans tout le service, les analyses chimiques des métaux qui entrent dans la confection du matériel, la recherche de leurs propriétés mécaniques, etc.

Le *Laboratoire central de la Marine,* qui est installé à Paris, fonctionne depuis 1881 et répond à ce programme. Il comprend

un laboratoire de chimie, une salle d'essais mécaniques, un atelier de précision et un champ de tir à faible portée, situé à Sevran-Livry. L'organisation de ce service est due au général Sébert, et le champ de tir, en particulier, peut être cité comme un modèle du genre, où tout est réuni pour la commodité des expériences en vue des recherches les plus délicates.

Au général Sébert sont dus beaucoup d'appareils balistiques fort ingénieux, tels que le *vélocimètre*, qui lui a permis, en collaboration avec le capitaine Hugoniot, d'étudier le mode de combustion des poudres noires dans un mémoire classique sur les *Effets de la poudre dans un canon de dix centimètres*, tels encore que les *projectiles enregistreurs* qui renferment dans leur chambre des appareils de mesure et qui ont permis d'aborder expérimentalement l'étude de la trajectoire dans l'âme du canon, la résistance de l'air et enfin la pénétration dans les massifs cuirassés.

7. — Installation à bord.

Les canons, les affûts et les munitions, après avoir subi avec succès les épreuves réglementaires, sont installés à bord des navires dont ils doivent constituer l'armement par les soins des Directions d'artillerie des ports de guerre.

Les réparations en fin de campagne, les modifications à l'armement, l'approvisionnement en munitions et les rechanges d'artillerie sont du ressort de ce service.

Petite usine spécialisée dans la grande usine qu'est un port militaire ou un point d'appui de la flotte, elle a, sous son autorité spéciale, ses ateliers, sa salle d'armes, ses parcs et ses poudrières; elle dresse le personnel marin (armuriers de la marine) destiné à l'entretien à bord des engins compliqués que sont les canons modernes.

Le service technique de l'Artillerie de la Marine ne peut se désintéresser du fonctionnement à bord du matériel qu'il a construit; il est pourtant systématiquement tenu à l'écart de ce matériel et on lui refuse tout moyen d'investigation et de renseignement direct. Sans doute, un officier d'Artillerie de la Marine est embarqué à bord de la *Couronne*, vaisseau-école de canonnage,

avec le rôle de professeur d'artillerie pour les officiers de marine candidats à la spécialité de canonniers brevetés, et là, il peut suivre le fonctionnement de quelques pièces ; mais le vaisseau-école constitue plutôt un navire d'expériences où le matériel nouveau est essayé au point de vue pratique du tir à bord, où l'on dresse les servants et les chefs de pièce, où l'on étudie les règles du tir à la mer.

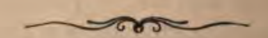
Mais à bord des bâtiments ordinaires, aucun artilleur ne figure. Cependant, de même qu'il a paru nécessaire d'embarquer sur chaque escadre un ingénieur des Constructions navales, de même un ingénieur d'artillerie d'escadre rendrait les plus utiles services.

Ses fonctions seraient, du reste, faciles à définir : n'ayant à s'immiscer en rien dans le service ordinaire des pièces du bord, tenu seulement au courant de tous les incidents de tir et de manœuvre, assistant, sans y avoir de commandement, aux tirs les plus importants, chargé d'inspecter le matériel avec l'aide des armuriers de la marine, dont il dirige le travail, passant fréquemment avec les artificiers de la marine la visite des munitions dans les soutes, l'artilleur d'escadre serait placé près de l'amiral comme conseiller technique. Il ferait partie de toutes les commissions relatives au matériel d'artillerie et qui ont pour objet quelque expérience ou quelque enquête ; il serait l'intermédiaire entre la flotte armée et les Directions d'artillerie des ports de guerre ; il aurait sa voix dans les discussions officielles sur la tactique de combat de l'escadre ; il serait chargé, par des conférences, de faire connaître aux officiers combattants les détails et les propriétés du matériel qu'ils servent ; il renseignerait la Direction d'artillerie par des rapports réguliers.

C'est là une grave lacune dans l'organisation actuelle, et l'énumération des fonctions que remplirait l'artilleur d'escadre suffit, ce semble, à en montrer l'indiscutable utilité.

Commandant P. Charbonnier,
de l'artillerie coloniale.

(*A continuer.*)



INSTRUCTION DES OFFICIERS

AU MOYEN DU JEU DE LA GUERRE

DES EXERCICES SUR LA CARTE

ET

DES EXERCICES DE CADRE SUR LE TERRAIN[1]

V.

ORGANISATION DE L'EXERCICE.

Le directeur, avons-nous dit, remplit essentiellement un rôle d'arbitre. Mais le travail se faisant sur le papier, il est nécessaire de tenir les exécutants au courant des renseignements qu'ils recevraient, de ce qu'ils verraient de leurs propres yeux, enfin du résultat des mouvements prescrits par eux ; toutes ces données doivent être communiquées en temps utile pour ne pas retarder la marche de la manœuvre. Il est donc bon de décharger le directeur du détail des calculs ayant en vue de vérifier les mouvements exécutés, de l'établissement de la situation des partis à tous les moments de la manœuvre, de la rédaction des renseignements à fournir.

Il est donc nécessaire de lui donner un ou plusieurs adjoints qui l'aideront dans ces détails et lui permettront de se consacrer tout entier à l'appréciation des situations amenées par le déroulement de la manœuvre et à la critique qui en découle. A la

---

[1] Voir la livraison de janvier 1904.

rigueur un seul adjoint suffit au directeur, et dans les états-majors où le personnel est peu nombreux, on s'en contentera. Dans les régiments au contraire, il n'y a aucun inconvénient à en augmenter le nombre et l'on en prendra un par parti ou par détachement opérant isolément, plus un ou deux à la disposition du directeur pour les éventualités.

Rôle du directeur. — Le directeur a à remplir les fonctions suivantes :

C'est lui qui établit le thème de la manœuvre à exécuter, ce qui est pour lui un travail instructif et intéressant ; de ce thème découlera, comme nous le verrons dans le prochain chapitre, un travail préliminaire écrit pour les officiers exécutants, rédaction des ordres, notes précisant la situation des détachements, etc... d'après lesquels le directeur arrêtera le point de départ définitif de l'exercice.

Pendant le cours de celui-ci, le directeur exerce un rôle d'arbitre entre les deux partis, que ceux-ci soient effectivement représentés, ou qu'il se soit réservé la direction de l'un d'eux, puisqu'il décide du sort des mouvements ordonnés. Nous traiterons plus loin l'étude détaillée de la manière dont il doit comprendre son rôle pendant la marche de l'exercice et dans quelle mesure il doit influer sur elle.

Enfin, l'exercice terminé, il présente aux exécutants un historique sommaire des opérations des deux partis pour les éclairer sur les motifs de ses décisions, et il fait la critique des résolutions prises, en motivant soigneusement ses jugements.

Rôle des adjoints au directeur. — De bons adjoints sont très utiles au directeur et rendent sa tâche bien plus légère s'ils sont au courant de leurs fonctions, en lui évitant de s'occuper de tous les détails d'exécution. Le ou les adjoints calculent les mouvements, les heures de passage ou d'arrivée, étudient le mouvement des patrouilles ou reconnaissances pour se représenter ce qu'elles verraient en réalité et leurs chances d'échapper à l'ennemi. Souvent il sera bon de leur faire rédiger les renseignements que transmettraient les reconnaissances ou les chefs des fractions engagées, préciser par écrit la situation d'ensemble ou détaillée d'un parti, ce que le chef d'un parti, du point de station choisi

par lui, peut voir de ses troupes ou de l'ennemi, etc... C'est un excellent travail pour de jeunes officiers et qui les prépare très utilement à la rédaction des rapports ou comptes rendus en manœuvre.

Enfin, les adjoints doivent placer sur la carte à grande échelle les signes conventionnels en plomb représentant les troupes, les déplacer à mesure que la manœuvre se déroule, veiller à couvrir ou à découvrir tout ou partie de ces signes selon les fonctions des officiers appelés par le directeur, etc...

Ils rangent les pièces émanant des exécutants (ordres, comptes-rendus, notes précisant la situation, etc...), tiennent un enregistrement sommaire des événements pour servir de base à la critique du directeur ou pour permettre de préciser ultérieurement les points qui sembleraient douteux, prennent notes des renseignements fournis aux exécutants, etc...

On voit que leur rôle est utile, varié et intéressant; car, se tenant près du directeur, ils voient au fur et à mesure tout le déroulement de la manœuvre.

Local. — Le local, si l'on fait une manœuvre à double action, doit comporter trois salles, une pour le directeur, une pour chaque parti. Il est même bon de disposer d'une ou deux salles supplémentaires à proximité pour permettre à certains officiers de s'isoler momentanément, soit pour rédiger des ordres, soit pour continuer la manœuvre en leur absence si l'on étudie des incidents qu'ils ne pourraient pas connaître dans la réalité.

Si un seul des partis est représenté, le directeur, selon la méthode du travail adoptée par lui, pourra soit se tenir dans la même salle que les exécutants si tout le monde prend connaissance des événements à mesure qu'ils se déroulent, soit au contraire se tenir dans une salle à part si seuls les officiers voyant se dérouler telle ou telle partie des événements sont appelés auprès de lui pour étudier ceux-ci, les autres officiers restant pendant ce temps à l'écart et n'étant informés, de vive voix ou par écrit, des événements survenus que quand et comme ils pourraient l'être en réalité.

Cartes, signes conventionnels. — Tous les officiers prenant part à l'exercice doivent être pourvus d'une carte topographique,

c'est-à-dire à l'échelle entre 1/50,000 et 1/100,000, en France par conséquent de la carte au 1/80,000 en général. Dans les régions où soit la planimétrie soit le nivellement seraient très chargés, il peut être bon de recourir à des échelles un peu plus grandes, où par conséquent le dessin est plus clair, c'est-à-dire au 1/50,000. La carte à grande échelle (du 1/5,000 au 1/20,000), généralement au 1/8,000 ou au 1/10,000 peut très bien n'être possédée qu'en un seul exemplaire qui sert en tout temps au directeur et que les exécutants consultent quand ils sont appelés auprès de lui. Les cartes en hachures sont en général plus claires, le terrain y ressort mieux, et elles permettent plus facilement d'étudier le détail des mouvements exécutés.

Toutefois il ne faut pas oublier que la carte à grande échelle n'est pas indispensable; en réalité elle est surtout commode pour le placement des signes conventionnels mobiles représentant les troupes qui donnent à l'enseignement une forme parlant davantage aux yeux. Or ces signes ne servent qu'à éviter au directeur et à ses adjoints l'effort de mémoire, et aux exécutants l'effort d'imagination nécessaires pour se représenter l'emplacement des éléments sur la carte ou le terrain. Il est même utile de faire parfois des exercices sans signes conventionnels pour forcer à faire cet effort.

Il est facile, à défaut de signes en plomb, de se servir de signes en carton coloré que l'on pique avec des punaises. Ce système est nécessaire quand on se sert d'une carte à grande échelle appliquée verticalement sur un mur ou un tableau comme cela se fait quelque fois ; ce procédé est très avantageux dans les exercices de début où le directeur se réserve la conduite d'un des partis et où tous les officiers concourant à l'exercice se tiennent constamment dans la même salle que lui ; tout le monde, si nombreux que soient les exécutants, peut ainsi avoir sous les yeux la carte et les signes conventionnels.

Quand on ne possède qu'une seule carte à grande échelle, on peut, dans ce cas, pour varier le terrain et par suite les thèmes, préparer des papillons mobiles représentant des villages, bouquets de bois, fermes isolées, étangs, des bandes de papier représentant des routes ou des cours d'eau, etc.... qu'on superpose en des points de la carte judicieusement choisis.

Dans ce cas, les exécutants ne peuvent plus suivre sur la carte

topographique ; il faut voir la carte à grande échelle. A mon avis, ce procédé n'est pas à employer souvent ; il vaut mieux renoncer à la carte à grande échelle, comme nous le disions plus haut, et ne pas se priver de l'effort personnel et individuel auquel doit se livrer à un moment donné en face de sa carte un officier chargé d'une mission bien déterminée.

Désignation des différentes fonctions à remplir. — Quelques mots maintenant sur le choix des directeurs de kriegspiel et de leurs adjoints et sur la manière de désigner les officiers pour les différentes fonctions à remplir.

Dans un corps de troupe, tant qu'on étudie de petites opérations inférieures au régiment (mais toujours en liaison avec de l'artillerie et de la cavalerie), la direction peut être exercée par les chefs de bataillon à tour de rôle, chacun d'eux s'occupant plus spécialement des officiers de son bataillon. Quand on dépasse cet effectif, la participation des officiers supérieurs comme exécutants devient utile, et la direction reviendra au colonel ou au lieutenant-colonel.

Dans un état-major, selon le nombre d'officiers qui y comptent et la nature de la manœuvre exécutée, le général lui-même prendra les fonctions de directeur ou les laissera à son chef ou sous-chef d'état-major.

On choisira comme adjoints au directeur de jeunes officiers, à l'esprit assez ouvert pour comprendre et traduire rapidement la pensée du directeur.

Dans la répartition des officiers entre les différentes fonctions, on n'est nullement obligé de tenir un strict compte du grade et de l'ancienneté, ce qui aurait pour conséquence d'exclure chaque fois les officiers les plus jeunes soit de la manœuvre, soit du commandement d'un des partis. Chacun n'est responsable de ses décisions que vis-à-vis du directeur et non du camarade commandant le parti auquel il est affecté. Cette observation s'applique surtout aux états-majors où les officiers, même de différents grades, ont une instruction théorique analogue résultant des études antérieures faites par tous. Elle s'applique également aux officiers brevetés servant dans les corps de troupe qui ont souvent des vues plus étendues sur l'ensemble des opérations et

l'emploi des différentes armes que leurs camarades de même grade non brevetés. Quand dans un corps de troupe on ne peut disposer d'officiers des autres armes pour coopérer à l'exécution du Jeu de la guerre et étudier et par conséquent montrer aux officiers du corps l'emploi de ces armes, on recourra utilement pour ce rôle soit aux officiers brevetés, soit aux officiers supérieurs et aux capitaines ayant accompli des stages d'un an dans les autres armes qui feront ainsi profiter leurs camarades de l'instruction reçue par eux pendant ces stages.

VI.

THÈME DONNÉ AUX EXÉCUTANTS. — TRAVAIL PRÉLIMINAIRE DESTINÉ A PRÉCISER LA SITUATION INITIALE DE LA MANŒUVRE A ÉTUDIER.

Etablissement du thème. — L'établissement du thème constitue le travail propre du directeur de la manœuvre.

Le thème se compose généralement de deux parties :

Une idée générale ;
Une idée spéciale à chaque parti.

L'*idée générale* sera le plus souvent la même pour les deux partis. Dans ce cas, elle ne doit rien contenir qui indique à l'un des partis la composition exacte du parti opposé, car à la guerre la force de l'adversaire n'est pour ainsi dire jamais exactement connue. Mais on peut également, s'il est nécessaire de préciser la situation d'ensemble des partis pour mettre les exécutants dans une situation initiale plus nette, donner à chaque parti une idée générale distincte.

Sans se perdre dans des considérations stratégiques d'envergure exagérée, il est nécessaire que la situation générale soit bien nettement posée de manière que tous les exécutants la comprennent de la même manière.

Un procédé souvent commode dans ce but est de supposer qu'on se trouve dans une situation historique générale bien connue de tout le monde, en précisant les modifications à y apporter ou les détails déterminant la mission des détachements considérés.

L'*idée spéciale* donne la situation de guerre particulière et la mission à remplir. Elle indique également la composition exacte du détachement mis en jeu. Si le détachement est déjà supposé en marche, le plus simple sera de donner l'ordre de marche ou la répartition des troupes pour fournir au point de départ précis.

On peut également laisser au commandant du parti le soin de placer lui-même les unités qui lui sont confiées, conformément à l'idée spéciale donnée ; ce travail préparatoire qui a le mérite de laisser entière la responsabilité du commandant un parti est la meilleure manière d'opérer.

Si les opérations du détachement dépendent de celles d'unités plus considérables, il est indispensable de préciser suffisamment la situation de ces dernières pour que le chef du détachement soit bien orienté.

La mission du détachement sera avantageusement donnée sous la forme d'un ordre de l'autorité supérieure fournissant les renseignements initiaux sur l'ennemi et indiquant d'une manière générale la mission assignée au détachement. Cette mission doit être de nature à exiger une grande initiative, laisser au chef une complète liberté de conception. Elle ne doit pas forcer le détachement à un rôle tout à fait déterminé, lui laisser le choix entre l'offensive et la défensive selon l'attitude de l'ennemi. Mais si, comme c'est le cas en général, on a en vue l'étude d'un combat, il faut que la situation et la mission portent effectivement en elles-mêmes la nécessité du combat.

Au point de vue tactique, pour être sûr que les deux partis s'accrocheront, le plus simple est de les mettre en marche tous les deux vers le même point avec des missions qui se contrarient, en fixant à chaque parti des heures ou des points de départ tels qu'ils soient forcés de s'y rencontrer. Cela n'empêche pas les commandants des partis de prendre leurs décisions avec pleine initiative dans les limites fixées par le thème, qui doit soigneusement éviter de leur imposer un procédé d'exécution, quel qu'il soit. Si, par la suite, un des partis déraille, le directeur, au moyen de renseignements, attire son attention du côté voulu en laissant aux exécutants le soin de prendre la décision qui les ramènera dans la bonne voie.

Nous avons dit plus haut qu'on ne doit pas étudier d'opéra-

tions où figure l'infanterie seule. Au début, dans les travaux de cette nature exécutés dans les régiments, il n'est pas nécessaire de faire mouvoir de grosses unités. Un détachement de trois à six compagnies, avec une cavalerie variant d'un demi-peloton à un escadron, et auquel on ajoutera plus tard une batterie, permet déjà de faire étudier à des lieutenants des opérations intéressantes.

Il est bon que les deux partis ne soient presque jamais de composition semblable. Cela facilite beaucoup la décision des engagements, et cette manière de faire se rapproche davantage de la réalité. Elle permet, en outre, de mettre en lumière les propriétés des différentes armes et l'appui qu'elles se prêtent mutuellement en faisant ressortir d'une manière pratique l'utilité d'une cavalerie supérieure à celle de l'ennemi, les services rendus par l'artillerie, la gêne causée par une artillerie trop nombreuse en proportion de l'effectif, etc.....

Quand les officiers connaissent bien l'emploi des petites unités, on élargira leurs vues en étudiant des opérations de brigades mixtes ou même de divisions. On trouvera encore dans le Jeu de la guerre le moyen le plus pratique d'étudier les petites opérations d'un caractère spécial, attaque et défense de convois, opérations sur les lignes d'étapes, investissement au début de la guerre de siège, service de couverture à la frontière pendant la mobilisation, etc. Cette variété des sujets traités a, en outre, l'avantage de soutenir l'intérêt.

Travail préliminaire écrit. — Un excellent moyen d'habituer les officiers à la rédaction des ordres est de faire rédiger par tous les officiers de chaque parti les ordres généraux qui serviront de point de départ à la manœuvre. Ce procédé permet, en outre, presque toujours, si l'on ne tient pas un compte étroit de l'ancienneté, de choisir comme chefs de partis des officiers qui ont placé les troupes dans une situation intéressante et rendant certaine sans intervention du directeur l'exécution de la manœuvre.

Les ordres généraux ayant été examinés par le directeur un jour ou deux avant la manœuvre, celui-ci désigne les chefs des partis et le rôle de chaque officier prenant part à l'exercice. Il

est bon de conserver de chaque côté deux ou trois officiers disponibles pour l'étude des missions de détail.

Ces désignations faites, le commandant du parti communique ses ordres aux officiers mis à sa disposition. Ceux-ci rédigent à leur tour les ordres d'exécution nécessaires ou des notes précisant bien nettement la situation initiale (détail des avant-postes, des cantonnements, marche des éléments de découverte, ordres de mouvement, etc......). Tous ces documents sont envoyés directement au directeur par chaque officier.

Avec son ou ses adjoints, le directeur étudie l'action des patrouilles, des reconnaissances, les premières rencontres de la cavalerie ou des avant-gardes ou avant-postes. Les adjoints rédigent pour chaque parti une feuille de renseignements qui précise la situation de chaque parti au moment choisi pour le début de la manœuvre. Au besoin, le directeur fait fournir par les exécutants les ordres complémentaires ou des notes spécifiant les détails d'exécution à mettre en lumière à l'avance. Le résultat de cette manière de procéder est que la situation étant bien nette et bien connue de tous au commencement de la séance, il n'y aura pas de temps perdu et l'on pourra entrer de suite dans l'étude de l'action.

Il y a encore un autre travail préliminaire qui, pour être indépendant de la marche de l'exercice, n'en est pas moins intéressant et très profitable à l'instruction des officiers. A la rédaction des ordres initiaux, on peut ordonner de joindre une discussion de la situation avec exposé des motifs qui ont amené à choisir telle ou telle solution. Cela force les officiers à bien préciser leur pensée et leurs intentions. Ces réflexions à donner par écrit doivent être courtes, claires, et ne contenir que les idées directrices du rédacteur. En outre, la tâche d'appréciation et de critique du directeur en est rendue plus facile, puisqu'il est ainsi initié aux mobiles qui ont guidé les exécutants.

Ce procédé est d'ailleurs logique, car la réflexion doit précéder la conception et les combinaisons qui en découlent. L'exposé des réflexions qui motivent la conception est très délicat à faire. La difficulté consiste moins à considérer en soi chacun des facteurs qui interviennent qu'à écarter dans le cas donné les facteurs peu importants et à mettre en lumière les facteurs

essentiels. Une pratique fréquente seule amènera les officiers à faire d'abord, puis à présenter leurs réflexions d'une manière à la fois brève et complète.

VII.

MARCHE DE L'EXERCICE.

Travail du directeur et de ses adjoints. — Le travail préliminaire ayant nettement précisé la position de tous les éléments représentés dans la manœuvre au moment où l'on veut commencer l'étude de celle-ci, les adjoints du directeur viennent un peu avant l'heure fixée placer les signes conventionnels sur la carte à grande échelle. Ils remettent aux intéressés les feuilles de renseignements précisant la situation au début de la manœuvre; selon le mode d'opération choisi, les officiers se réunissent dans la même salle ou les partis se rendent dans des locaux distincts.

Le directeur montre soit à tout le monde à la fois, soit à chaque parti, ce que chacun verrait de l'ennemi et de son propre parti; pour cela, il découvre en conséquence une partie des signes conventionnels placés sur la carte à grande échelle, en masquant le reste au moyen de grandes feuilles de papier.

A mesure que la situation se modifie, les adjoints établissent après chaque phase la situation exacte des deux partis en faisant mouvoir les signes conventionnels, tiennent l'horaire sommaire des opérations, classent les papiers fournis par chaque parti, etc....

Quand le directeur le juge utile, ou quand la marche de l'action l'exige, il fait fournir aux exécutants les renseignements rédigés par ses adjoints; ces renseignements, comme nous l'avons déjà dit, représentent soit ceux que fourniraient les reconnaissances, soit ce que verrait le chef du parti, le commandant de l'avant-garde, de la cavalerie, d'une fraction quelconque, etc., en arrivant en tel ou tel point. Ces renseignements doivent être clairs, précis, indiquer l'heure où ils sont rédigés et celle, s'il y a lieu, où ils parviendraient aux destinataires Pour cela, les adjoints tiennent compte des vitesses de transmission, en résistant au désir d'obtenir des transmissions trop rapides. Ces papiers ne sont remis aux intéressés qu'à mesure que le temps

s'écoule. C'est d'après eux que les exécutants rédigent les ordres ou les comptes rendus adressés au directeur, d'après lesquels les adjoints font marcher les signes conventionnels.

Dans les premiers exercices, il convient de fournir des renseignements très précis pour faciliter la besogne aux exécutants, mais en leur faisant remarquer qu'il n'en serait pas ainsi à la guerre. Poser également en principe que le fait d'avoir envoyé une reconnaissance n'entraine nullement le droit de recevoir un renseignement. A mesure que les officiers s'habituent à ce genre d'exercices, fournir des renseignements plus sommaires et quelquefois des renseignements volontairement inexacts, afin qu'on ne croie pas à tout rapport de reconnaissance comme à une chose sûre.

Quand il y a lieu de statuer sur le succès d'une attaque, le directeur, s'il n'y a pas de doute, s'inspire des données tactiques pour indiquer une solution. Si les moyens matériels des deux partis sont à peu près équivalents, il a le choix entre deux moyens de décision : 1° tirer au sort, et c'est souvent le meilleur moyen ; 2° décider arbitrairement quel sera le parti battu. Ce dernier procédé a sa raison d'être quand le directeur veut mettre un parti dans une situation déterminée ou dans une position critique pour voir comment on s'en tirera. Dans ce cas, il faut en prévenir les exécutants, afin d'éviter toute apparence de parti pris et faire comprendre qu'on n'agit ainsi que dans l'intérêt de l'instruction.

Le directeur respecte, bien entendu, les conditions de temps, mais il n'est pas nécessaire que ce soit en vraie grandeur. Si pendant deux ou trois heures il ne se passe aucun événement marquant, on les emjambe et l'on dit : il est maintenant telle heure..., etc....

De temps en temps, il est bon de préciser à chaque parti sa situation. Les premières fois, il vaut mieux le faire par écrit, pour faire travailler les adjoints et donner des bases plus fermes. Quand on aura l'habitude du Jeu de la guerre, ce soin deviendra inutile ; il suffira de le faire de vive voix.

Travail des partis. — Il est bon que tous les ordres, même verbaux, émanant des chefs des partis soient rédigés et remis au

directeur ; cela empêche ensuite d'ergoter et d'en discuter la valeur. C'est, du reste, un excellent exercice pour les officiers, snrtout quand on a soin de limiter au strict nécessaire le temps accordé pour les écrire, ce qui force à prendre et à rédiger rapidement des résolutions.

Les ordres et comptes rendus des officiers subordonnés ne sont rédigés que s'ils intéressent ou modifient la marche de l'ensemble. Il est souvent bon, quand une fraction est engagée isolément et loin des yeux du commandant du parti, d'appeler seul auprès du directeur le chef de cette fraction et de lui faire rédiger isolément le ou les comptes rendus d'après lesquels son chef de parti devra prendre une résolution ou rédiger un nouvel ordre.

Dans les moments où l'échange de renseignements écrits ralentirait trop la marche de la manœuvre, au combat par exemple, on se contentera de renseignements, de questions et de réponses verbales dont les adjoints prennent sommairement note. On peut même faire venir les officiers intéressés des deux partis, leur découvrir les pions qu'ils peuvent voir sur la carte et régler rapidement de vive voix certains incidents.

Il est bon, pour bien fixer le directeur sur les idées des exécutants, de faire apprécier à ceux-ci la situation chaque fois qu'il s'agit de prendre une résolution importante, et expliquer les motifs qui les font agir ainsi. Pour ne pas augmenter outre mesure les écritures et gagner du temps, cela se fera de vive voix, ce qui aura de plus l'avantage de forcer les officiers à expliquer oralement leurs idées d'une manière claire et précise.

Les chefs des partis ou les officiers chargés de missions indépendantes ne doivent pas attendre que le directeur les interroge. Si la situation ne leur paraît pas suffisamment nette, ils doivent d'eux-mêmes provoquer l'envoi des renseignements nécessaires; d'eux-mêmes également ils informent le directeur des ordres donnés par eux qui modifient la situation précédemment admise, fournissent les notes précisant les emplacements occupés par eux. En un mot, ils doivent faire œuvre d'iniative.

Les commandants de parti doivent procéder à l'envoi de non-

veaux ordres avec une sage retenue. Un ordre bien donné par l'autorité supérieure, n'empiétant pas sur le choix des moyens d'exécution laissé aux subordonnés, n'a que bien rarement besoin d'être modifié. On n'oubliera pas que la modération dans l'envoi des ordres est un des indices les plus sûrs du calme du commandement. Ils ne donneront donc de nouveaux ordres d'ensemble que si la situation se modifie profondément ou si la marche du combat l'exige.

Surtout, ils doivent regarder avec une certaine abnégation agir leurs subordonnés, ne pas chercher à redresser tout ce qu'ils regardent comme des erreurs : d'abord, parce qu'ils useraient à ce jeu leur fraîcheur d'esprit et leur attention au grand détriment de la direction, puis parce qu'ils risquent fort, étant placés à un autre point de vue que les exécutants, de juger moins bien qu'eux un point de détail qui est tout à fait de la compétence de ceux-ci. Si une erreur réelle a été commise, leur moyen de parer à ses suites est dans l'emploi des réserves que tout chef doit conserver à sa disposition.

Durée des séances, — Dans les manœuvres des petites unités, on continue la séance jusqu'à ce que l'un des partis soit nettement mis en état d'infériorité. Pourtant si la séance menaçait de trop durer, il vaudrait mieux mettre fin à l'exercice après une phase bien marquée.

Pour que l'intérêt ne faiblisse pas, une séance de Jeu de la guerre doit être courte. On y arrive facilement si, par le travail préparatoire, on a au préalable amené les partis au contact et si la situation initiale est nettement posée. Il suffit alors de deux heures ou de deux heures et demie, trois heures au plus, pour mener à bien une opération de petite unité comme celles que l'on étudie dans les corps de troupe. Si l'on étudie des opérations de plus vaste envergure, il faut arrêter la manœuvre sur une phase bien marquée, en rester là pour cette fois et reprendre le Jeu de la guerre un autre jour pour le terminer. Avec une demi-heure ou trois quarts d'heure de critique et d'explications à la fin, on voit qu'avec trois heures ou trois heures et demie on peut terminer complètement une séance de Jeu de la guerre ; il est prudent de ne pas la faire durer plus longtemps pour ne pas la transformer en corvée.

Résultat que doit procurer le Jeu de la guerre. — Critique.— Le plus important des enseignements qui découleront de ces exercices, en dehors de l'emploi des différentes armes et de leurs relations entre elles, c'est de forcer les officiers à comprendre les ordres d'autrui avec rapidité et initiative, et à rédiger rapidement des ordres et des comptes rendus clairs.

Le Jeu de la guerre sera une excellente école d'initiative s'il est bien conduit, si l'on sait y amener les officiers à prendre des décisions sans attendre les ordres de leurs chefs; ils s'y décideront plus facilement qu'à la manœuvre par suite de l'absence de responsabilité qui est complète dans ce genre de travail, entièrement spéculatif et sans conséquences matérielles. Ce sera par la conscience qu'ils y acquerront de leur aptitude, la meilleure des préparations à la mise en pratique de l'initiative dans les manœuvres réelles. En outre les supérieurs, voyant faire leurs subordonnés, prendront en eux assez de confiance pour s'en reposer sur eux, et s'habitueront à les laisser mettre en jeu par l'initiative la plénitude des facultés de leur intelligence et de leur caractère.

Quant au corrigé des opérations, il n'est pas toujours possible d'en donner un. Une première morale résulte des événements : c'est le succès ou l'échec des combinaisons. Le directeur se bornera en général à mettre en valeur *pourquoi* telle chose est bonne et telle autre mauvaise dans le cas concret considéré.

Les officiers des deux partis peuvent, sur la demande du directeur, ou avec son autorisation, exposer les motifs qui les ont guidés, mais ces explications ne doivent jamais dégénérer en parlotte ou en polémique; elles doivent rester très brèves.

Dans un état-major, on tendra avant tout comme nous l'avons dit, à augmenter l'esprit de décision, la rapidité de conception des exécutants; en raison de l'instruction générale étendue des officiers et de leur connaissance des autres armes, il y aura, le plus souvent, peu d'erreurs de principe. On mènera la manœuvre rondement pour faire naître le plus grand nombre possible de situations tactiques diverses et par suite faire prendre un plus grand nombre de résolutions.

Dans un corps de troupe, les observations les plus nombreuses du directeur porteront certainement sur l'emploi des

autres armes qui, au début, sera forcément défectueux. Mais cela s'améliorera bien vite avec un peu de pratique, surtout si on peut faire coopérer aux exercices sur la carte des officiers des autres armes.

NIESSEL,
Capitaine breveté,
Officier d'ordonnance du général
commandant la 14e division d'infanterie.

(*A continuer.*)



LE

RÔLE DU CORPS DÉTACHÉ

DANS

LA GUERRE MODERNE[1]

II.

NEY EN 1815.

(*Fin.*)

Pourtant rien n'était encore sérieusement compromis. Par ses hésitations de la veille, Wellington s'était chargé, nous le verrons plus loin, de nous laisser la partie belle jusqu'à midi.

Que Ney mette en branle ses corps d'armée le 16 vers 5 heures du matin, et il sera en mesure d'aborder avant 9 heures les 7,000 Anglais de Perponcher, avec les 20,000 hommes de Reille renforcés bientôt de tout le corps de d'Erlon.

Du train dont l'infanterie française sait mener ses attaques, on peut affirmer qu'à 11 heures les défenseurs des Quatre-Bras seront en pleine retraite avant que Wellington ait pu amener aucun renfort sur le champ de bataille.

Hélas! il en va tout autrement. Ney, le 16 au matin, « ne prend aucune disposition préparatoire »; il laisse ses divisions éparpillées, ses soldats au bivouac « et attend, inerte, les ordres de l'Empereur ». (Henry Houssaye.)

---

[1] Voir la livraison de février 1904.

Pour justifier sa conduite, le maréchal a allégué plus tard que Napoléon n'étant pas encore fixé le 16 au matin sur la direction où il porterait son effort principal, lui, Ney, ne pouvait l'être davantage et, faute d'indications précises, *devait attendre des ordres.*

Cet argument, toujours invoqué par le sous-ordre qui veut justifier sa *passivité*, prouve précisément que Ney ne s'était nullement pénétré de la pensée de l'Empereur.

A la vérité, Napoléon attendait pour orienter ses réserves d'être fixé sur la valeur exacte des rassemblements signalés en face de sa droite, vers Fleurus.

Était-ce une arrière-garde qui masquait la retraite des Prussiens sur Liège, ou bien le noyau d'une concentration de toute l'armée de Blücher ?

Mais, s'il importait à l'Empereur d'être fixé sur sa droite, il lui était non moins nécessaire de l'être sur sa gauche. — Les renseignements qu'il escomptait des coups de sonde donnés par l'avant-garde de Grouchy vers Fleurus, il les attendait aussi d'une autre avant-garde, celle de Ney aux Quatre-Bras.

Nul doute pour Napoléon que les Quatre-Bras n'aient été occupés la veille sans coup férir. — La preuve en est dans le bulletin des opérations daté de Fleurus, et expédié le 15 au soir à Paris.

On y relate le passage suivant :

« L'Empereur a donné le commandement de la gauche au « prince de La Moskowa, qui a eu le soir son quartier général « aux Quatre-Chemins, sur la route de Bruxelles ». S'en tenant aux instructions verbales données la veille, Napoléon *attend des nouvelles* de Ney, alors que celui-ci *attend des ordres.*

Quel scrupule pouvait donc avoir le prince de La Moskowa en poussant aux Quatre-Bras ? Si Napoléon se décidait à marcher sur Bruxelles, il était tout placé pour former l'avant-garde de l'armée qui allait s'acheminer par la route de Namur ; si, au contraire, l'Empereur trouvant les Prussiens en force, allait d'abord agir contre eux, l'aile gauche constituait le *tampon* nécessaire entre l'armée française et les Anglais, disposant en outre de la communication Brye—Sombreffe pour renforcer partiellement l'armée impériale au premier signe de Napoléon.

Sans doute l'Empereur donnant la veille à Ney un objectif

d'ailleurs très précis aurait pu l'éclairer davantage sur sa mission, mais, pour quiconque eût été pénétré des principes napoléoniens, la mission découlait naturellement de l'objectif assigné. L'erreur de Napoléon n'est pas tant de s'être montré avare d'explications sur le rôle à jouer que d'avoir confié ce rôle à un sous-ordre incapable de saisir de loin sa pensée.

Certes, ils étaient peu nombreux, les généraux français susceptibles de comprendre une méthode de guerre qu'ils voyaient pratiquer depuis vingt ans.

Cependant il y avait là Soult « le premier manœuvrier de l'Empire ». Un bon archiviste l'eût remplacé avantageusement dans les fonctions de major général (près d'un chef comme Napoléon), et le duc de Dalmatie à la tête de l'aile gauche eût fait à coup sûr autre figure et meilleure besogne que Ney.

Donc Ney attendait des ordres le 16 au matin. Encore cette position d'expectative suppose-t-elle que l'on se mette en mesure d'exécuter les instructions du quartier général dès leur arrivée.

Ici ce n'est pas le cas. Reille a toujours deux divisions rassemblées autour de Gosselies, une division à Mellet; la tête du corps de d'Erlon est à 2 kilomètres du sud de Gosselies. Quand le moment de se mettre en branle sera venu, d'Erlon devra donc attendre que Reille ait dégagé Gosselies pour commencer son mouvement.

La situation eût été tout autre si Ney avait poussé dès le matin le 2e corps à Frasnes et le 1er corps à hauteur de Mellet.

En se plaçant au même point de vue que le maréchal, cette position d'attente répondait à toutes les éventualités. S'agit-il toujours de pousser aux Quatre-Bras, on a déjà fait 8 kilomètres dans cette direction. Devra-t-on au contraire se rabattre du côté où opère Napoléon, le mouvement s'exécutera immédiatement en deux colonnes : par Villers-Perwin et Wagnelée pour le corps de Reille, par Mellet pour le corps de d'Erlon. De plus, remarque importante, de Frasnes et de l'embranchement de Mellet le trajet pour se rendre dans la région Brye—Sombreffe est plus court qu'en partant de Gosselies.

Rien ne justifiait donc, le 16, le maintien des deux corps de l'aile gauche sur leurs emplacements de la veille.

A 6 heures 30 du matin, Ney reçut une première nouvelle du

quartier général. On l'avisait que huit régiments de cavalerie étaient mis à sa disposition.

L'envoi de ces huit régiments aurait dû lever toutes les hésitations du maréchal; il prouvait d'une façon péremptoire que Napoléon ne voulait pas le rappeler à lui.

C'était pour « inonder » la plaine de Nivelles et de Braine-l'Alleud que cette cavalerie passait aux ordres de Ney, mais cette opération avait pour prologue nécessaire l'établissement de toute l'aile gauche aux Quatre-Bras.

Ney n'est pas encore convaincu, il attend toujours. L'idée d'envoyer un officier d'état-major provoquer des explications complémentaires au quartier général ne lui vient pas davantage. Il part pour Frasnes sans rien changer à son dispositif.

Enfin vers 10 heures 30 arrivent de nouvelles instructions de l'Empereur.

Cette fois il n'y a pas à tergiverser, le rôle est bien défini et toutes les dispositions à prendre sont données dans les moindres détails.

Remarquons tout d'abord que Napoléon ne réitère pas l'ordre d'occuper les Quatre-Bras. Pour lui le problème est résolu. Il indique à Ney comment il faut s'y installer, sans paraître soupçonner qu'un combat préalable sera nécessaire pour en déloger les Anglais.

Voici d'ailleurs les passages essentiels des instructions de l'Empereur.

(Correspondance 22.056). — « Je porte le maréchal Grouchy avec les 3e et 4e corps d'infanterie sur Sombreffe; je porte ma Garde à Fleurus et j'y serai de ma personne avant midi. J'y attaquerai l'ennemi si je le rencontre... là, d'après ce qui se passera je *prendrai mon parti :* peut-être à 3 heures après midi, peut-être ce soir. Mon intention est que, immédiatement après que j'aurai pris mon parti, vous soyez prêt à marcher sur Bruxelles. Je vous appuierai avec la Garde qui sera à Fleurus ou à Sombreffe, et je désirerais arriver à Bruxelles demain matin...

« Vous pouvez donc disposer vos troupes de la manière suivante :

« Première division à deux lieues en avant des Quatre-Chemins,

s'il n'y a pas d'inconvénient ; six divisions d'infanterie autour des Quatre-Chemins et une division à Marbais afin que je puisse l'attirer à moi à Sombreffe, si j'en avais besoin...

« J'ai adopté comme principe général, pendant cette campagne, de diviser mon armée en deux ailes et une réserve.

« Votre aile sera composée des quatre divisions du Ier corps, des quatre divisions du 2e corps, de deux divisions de cavalerie légère et de deux divisions du corps du comte de Valmy. Cela ne doit pas être loin de 45,000 à 50,000 hommes. Le maréchal Grouchy aura à peu près la même force et commandera l'aile droite.

« La Garde formera la réserve et je me porterai sur l'une ou l'autre aile *selon les circonstances*...

« Selon les circonstances j'affaiblirai l'une ou l'autre aile, en augmentant ma réserve...

« Je désire que vos dispositions soient bien faites pour qu'au premier ordre vos huit divisions puissent marcher rapidement et *sans obstacle* sur Bruxelles. »

Dans ces instructions deux points frappent particulièrement : d'abord le rôle des deux antennes ou corps détachés de Ney et Grouchy, s'y trouve défini d'une façon magistrale.

En second lieu, si Napoléon envisage l'éventualité d'une rencontre dans la journée avec les Prussiens, par contre il considère l'hypothèse d'une marche sur Bruxelles comme une simple *promenade militaire* qui se fera « sans obstacle ». L'Empereur ignore donc la présence d'un détachement ennemi aux Quatre-Bras, bien plus, il s'imagine que les Anglais vont faire le vide devant lui jusqu'à Bruxelles.

Il se fait une idée singulièrement erronée de la situation de ce côté. Mais s'il a de si mauvais renseignements, à qui la faute, sinon à celui qui était chargé de les fournir, le commandant de son aile gauche ?...

L'aide de camp Flahaut, porteur des instructions précitées, en avait donné communication à Reille en passant à Gosselies, puis il avait continué sur Frasnes pour les remettre à Ney.

Le simple bon sens commandait à Reille de commencer l'exécution des ordres impériaux sans attendre leur retour par la voie hiérarchique.

Hélas! la passivité de Ney avait rejailli sur ses lieutenants. Les craintes qui la veille hantaient Ney, du côté de Fleurus, avaient fini par gagner Reille.

Le malheur veut qu'un renseignement de la division Girard [1] annonce à ce moment l'approche de deux masses de six bataillons par la route de Saint-Amand.

Il n'en faut pas davantage ; ces douze bataillons ont beau être signalés à 10 kilomètres de distance dans la zone d'action du gros de l'armée impériale, Reille ne se décidera à démarrer de Gosselies que sur l'ordre direct de Ney : à midi seulement.

C'était encore une heure et demie de perdue! Dès lors, on allait se trouver en face d'une situation tout autre aux Quatre-Bras.

Pourtant, la concentration anglaise n'avait guère avancé jusqu'à midi! Il y avait aux Quatre-Bras, en tout et pour tout, les 7,000 hommes de la division Perponcher. Et encore, s'ils se trouvaient là, Wellington n'y était pour rien.

Pour s'expliquer les lenteurs et les hésitations du général anglais dans la journée du 15, il faut remonter plus en arrière et chercher leur cause première dans la répartition vicieuse de ses cantonnements sur le territoire de Belgique.

Cette répartition péchait par deux points capitaux : l'extension démesurée du front et, fait plus grave, l'absence de toute couverture organisée.

Si l'on compare à ce point de vue la situation initiale des Anglais et des Prussiens, elle est tout entière à l'avantage de ces derniers.

Pour les Prussiens, la seule direction vraiment dangereuse est la vallée de la Sambre.

Il y a bien aussi la vallée de la Meuse, mais il ne saurait être question d'un débouché de troupes nombreuses par ce couloir encaissé dans la région montueuse et difficile des Ardennes.

Dans ces conditions, le corps de Ziethen, placé en flèche à Charleroi, constitue naturellement la couverture des trois autres corps échelonnés à deux ou trois marches en arrière autour de Dinant, Namur, Liège.

---

[1] Cette division avait été dirigée vers Saint-Amand, le 15, à 8 heures du soir, sur l'ordre direct de l'Empereur.

Ce corps ayant ses avant-postes à la frontière peut donc, en disputant le terrain pied à pied, gagner le temps nécessaire aux trois autres corps pour se concentrer dans la région de Sombreffe en attendant les Anglais.

En fait, malgré l'étendue des cantonnements, malgré l'imprévu et la rapidité du débouché de l'armée française, Ziethen parvint à remplir partiellement sa mission, puisque trois corps de l'armée prussienne sur quatre prirent part à la bataille de Ligny.

La situation se présentait beaucoup moins favorable pour les Anglais.

Les Français pouvaient déboucher par Maubeuge sur Mons, par Lille ou Condé sur Ath ; enfin, hypothèse moins vraisemblable, étant donnée la nature de la région, ils pouvaient déboucher de Dunkerque sur Gand, ce qui les obligeait à passer la Sambre et l'Escaut, et présentait en outre l'inconvénient de refouler les Anglais sur les Prussiens.

Comme conséquence, il eût été nécessaire de grouper au moins *une division en couverture* sur chacune des principales directions menacées, savoir :

A Mons, pour se relier aux Prussiens et surveiller la direction de Maubeuge.

A Tournay et Pérulwelz, pour s'opposer à un débouché par Lille ou Condé.

Enfin, à Courtray, pour disputer les passages de la Lys et de l'Escaut à l'armée française, dans le cas où, manœuvrant par Dunkerque, elle chercherait à déborder la droite anglaise.

Chacune de ces divisions établie en cantonnement *serré* autour de son quartier général aurait eu des avant-gardes sur les principales directions dangereuses. — Une brigade de cavalerie lui était en outre attachée pour tendre un réseau de surveillance très étroit sur la frontière.

La nécessité où se trouvaient les Anglais de parer à plusieurs éventualités sur l'offensive ennemie, les entraînant à scinder leur *couverture* en trois groupes, on ne pouvait compter dans chacune des directions menacées sur une capacité de résistance égale au corps de Ziethen.

Les Anglais devaient donc prévoir pour leur concentration un temps plus *limité* que les Prussiens. Par conséquent, leurs can-

tonnements auraient dû être moins étendus que ceux de Blücher, et ils l'étaient davantage !...

Comme conclusion, si nous faisons la part de la nécessité de s'étaler pour vivre, les sept divisions de Wellington et sa réserve de cavalerie auraient dû avoir leurs cantonnements compris dans les limites du quadrilatère : Ninove, Bruxelles, Ath, Nivelles, dont la plus grande diagonale est de 45 kilomètres.

Partant de cette situation initiale hypothétique, il peut être intéressant de rechercher les dispositions à prendre en présence de l'offensive française.

Il est difficile d'admettre que la brigade de cavalerie attachée au groupe de couverture de Mons, n'ait pu, avec un peu de vigilance, éventer le mouvement de concentration vers Beaumont. Elle était tout au moins en mesure de signaler la lueur des bivouacs qui, le 14 au soir, embrasait l'horizon au delà de la frontière.

Dès lors, l'éveil était donné à Mons, et dans la nuit à Bruxelles.

Au reçu de ces renseignements, Wellington pouvait prescrire pour le 15 au matin, la concentration d'une division à Soignies et d'une autre à Nivelles, pour recueillir ses troupes de couverture, dans les deux éventualités d'une offensive française par Mons ou par Charleroi.

Le reste de l'armée anglaise, alerté dans ses cantonnements, était tenu prêt à marcher au premier signal. — De son côté, la division de Mons poussait de grand matin sur la route de Beaumont, jusqu'à hauteur de la transversale Binche—Bavay, jetant un fort détachement sur Binche pour se relier aux Prussiens.

Bientôt, sa cavalerie lui signalait le mouvement de fortes colonnes ennemies le long de la vallée de la Sambre.

Vers midi, les renseignements combinés de Ziethen et de la division de Mons, éclairaient suffisamment la situation pour que Wellington pût lancer à ce moment l'ordre d'amener toutes les divisions disponibles et la réserve de cavalerie sur la ligne Enghien—Braine-l'Alleud. Ce mouvement exécutable avant la nuit ne préjugeait de rien d'une façon définitive.

La majeure partie de l'armée de Wellington se trouvait simplement réunie dans un parallélogramme ayant respectivement 10 et 20 kilomètres de côté, en mesure par conséquent de se con-

centrer dans la matinée du 16, aussi bien vers Nivelles que vers Soignies.

Dans l'après-midi, la situation se dessinant davantage, la division, concentrée le 15 au matin vers Nivelles, allait occuper les Quatre-Bras. — La division de Mons, après avoir rempli sa mission, ralliait Nivelles dans la soirée.

Dans la nuit du 15 au 16, Wellington ne devait plus avoir aucun doute sur la direction définitive de l'attaque française. La concentration aux Quatre-Bras s'imposait. Il suffisait dès lors que les ordres d'exécution parvinssent aux troupes avant 5 heures du matin, pour réunir sur la gauche *huit divisions* d'infanterie et toute la réserve de cavalerie avant midi

Il ressort de la discussion précédente que beaucoup de vigilance et non moins d'activité s'imposaient au général anglais, même avec un dispositif d'attente moins étendu et une couverture fortement organisée.

Que dire de l'inertie de Wellington pendant toute la journée du 15, alors que son armée se trouvait dispersée sur toute l'étendue de la Belgique et que deux jours entiers étaient nécessaires pour la concentration des Anglais sur leur gauche ?

Ni la nouvelle de l'entrée des Français en Belgique, ni l'avis de Ziethen, arrivé à 8 heures du matin, faisant connaître que ses avant-postes sont attaqués et qu'il a sur les bras toute l'armée de Napoléon, ne peuvent déterminer le général anglais à donner l'alarme à ses cantonnements. A ses yeux le mouvement sur Charleroi est peut-être une feinte, le danger véritable peut surgir ailleurs, principalement du côté de Mons. Il veut attendre d'y voir plus clair avant de mettre ses troupes en branle. Mais comment éclaircir la situation quand on ne possède pas de troupes de couverture sur les principaux débouchés ?

Cette absence de tout élément susceptible de lui fournir des renseignements *négatifs* où *positifs* fait qu'il voit le danger partout, son esprit flotte indécis, il n'agit pas, et pourtant le temps presse !

Vers sept heures du soir seulement il se contente de lancer un ordre de concentration de son armée par divisions isolées autour de leur quartier général, à Ninove, Ath, Grammont, Bruxelles, Braine-le-Comte et Nivelles.

Enfin vers 10 heures du soir, rassuré du côté de Mons, il se

décide à esquisser une timide concentration vers sa gauche, en poussant une division à Nivelles, une à Braine-le-Comte, deux à Enghien.

Exécuté le 15 au soir, ce dispositif pouvait paraître suffisant. Mais l'heure tardive de l'expédition des ordres n'en rendaient l'exécution possible que dans la matinée du 16.

La concentration n'allait guère avancer, puisque huit lieues séparent encore Enghien des Quatre-Bras.

Et ce fut tout pour le 15.

En vérité un peu moins de flegme, un peu plus de décision et d'activité eussent été davantage de mise en face de Napoléon !

Mais la Fortune qui avait tant de fois prodigué ses faveurs au duc de Wellington, devait là encore se montrer pour lui d'une inébranlable fidélité, prouvant bien qu'elle est femme et partant parfois incompréhensible dans le choix de ses favoris.

Déjà les subordonnés par leur intelligente initiative se chargeaient de suppléer à l'inertie du commandement supérieur, singulier contraste avec l'armée française où l'inertie des sous-ordres paralysait l'exécution du plan le mieux conçu.

Nous avons vu le 15 juin le prince de Saxe-Weimar appeler de sa propre autorité quatre bataillons de Nivelles aux Quatre-Bras. De son côté Constant-Rebecque, chef d'état-major du prince d'Orange, en l'absence de ce dernier n'hésite pas à diriger sur le même point toute la division Perponcher, qui d'après l'ordre de Wellington devait se concentrer à Nivelles.

Tous deux avaient su s'inspirer de la maxime suivante posée plus tard par Napoléon à Sainte-Hélène :

« Un ordre n'exige *l'obéissance passive* que si le supérieur qui
« l'a donné se trouve sur les lieux et est en mesure de juger la
« possibilité de son exécution. »

Comprenant le but imposé à Wellington : concentration sur sa gauche ; sentant d'autre part d'après la direction de l'offensive française que le seul moyen de protéger cette concentration était de s'établir, non à Nivelles, mais aux Quatre-Bras, Constant-Rebecque et le prince de Saxe-Weimar s'étaient empressés de modifier la *lettre* des ordres pour se *conformer* à leur *esprit*.

Enfin le 16 vers minuit, Wellington, discernant d'une façon plus nette le danger véritable, se décida à mettre en mouvement

sa réserve de Bruxelles sur Waterloo où elle arriva à *huit heures du matin* (division Picton et Brunswick).

Telle était la situation générale, à 10 heures du matin, quand Wellington, venant de Bruxelles, parut à son tour aux Quatre-Bras.

Après avoir approuvé les modifications apportées à son ordre de la veille par Constant-Rebecque, le duc se porta vers Sombreffe pour s'entendre avec Blücher.

Les choses devaient rester en l'état jusqu'à 2 heures, moment où Reille allait enfin attaquer.

Le groupe de maisons et de fermes qui porte le nom des Quatre-Bras se trouve au sommet de l'angle formé par les routes de Namur à Nivelles et de Charleroi à Bruxelles.

A partir de Frasnes le terrain descend jusqu'à la vallée du ruisseau du Thy, pour remonter ensuite jusqu'aux Quatre-Bras. Les abords des Quatre-Bras sont protégés par une série de points d'appui avancés qui sont, à l'Ouest le bois du Bossu et la ferme de Pierrepont, au centre la ferme de Gémioncourt, plus à l'Est la ferme de Piraumont et enfin, limitant l'horizon de ce côté, la route de Namur dont le remblai constitue un retranchement naturel.

Le prince d'Orange, pour en imposer aux troupes de Ney et donner aux renforts le temps d'accourir, s'était contenté de laisser une réserve de deux bataillons aux Quatre-Bras, et avait garni fortement les avancées de la position en jetant quatre bataillons au bois Bossu et à Pierrepont, deux bataillons et cinq pièces à Gémioncourt et en avant de cette ferme.

Ici les considérations stratégiques et tactiques s'accordaient pour porter l'effort principal contre la gauche ennemie.

En agissant de ce côté on coupait les communications des Prussiens et des Anglais par la route de Namur, on avait en outre le terrain libre pour manœuvrer, tandis qu'en dirigeant l'effort principal contre les taillis du bois Bossu, on risquait de s'engager dans un combat long et traînant sans obtenir de décision.

Ney, bien inspiré cette fois, lança la division Bachelu à *droite*, sur Gémioncourt, et la 1re brigade de Foy par la route, conservant la 2e brigade en réserve provisoire en attendant l'entrée en ligne de la division Jérôme qui ne devait déboucher qu'à 3 heures.

Mené avec entrain par Bachelu et Foy, le mouvement aboutissait vers 3 heures à la prise des fermes de Gémioncourt et de Piraumont.

Mais à ce moment les Anglais recevaient du renfort : la division Picton par la route de Bruxelles, une brigade de cavalerie par la route de Nivelles.

Wellington, qui rentre de son entrevue avec Blücher, sent le danger pour sa gauche. Il fait rapidement border la chaussée de Namur par les soldats de Picton.

Du côté français la division Jérôme entrait en ligne à son tour. Ney a vu les progrès de sa droite; l'effort décisif s'impose de ce côté; tout doit l'encourager à y porter les renforts qui viennent de lui arriver; mais non, dans sa hâte intempestive, il lui faut la décision partout; la faute évitée au début, il va maintenant la commettre en *enfournant* toute la division Jérôme dans le bois Bossu !

Cependant Bachelu et Foy continuaient de progresser. Ils remontaient le vallon dans la direction des Quatre-Bras, quand la division Bachelu se trouve brusquement assaillie à courte distance par le feu de la division Picton, puis chargée à la baïonnette et rejetée dans le fond du vallon.

Elle peut toutefois se dégager sans trop de difficulté, grâce à un repli laissé en arrière (le 108e) et une charge très heureuse des lanciers de Piré qui oblige Picton à regagner, non sans perte, le remblai de la route de Namur.

Le reflux de la division Bachelu était à coup sûr un événement regrettable, mais ce n'était qu'un incident du combat.

Ce mouvement en avant avait forcé la division Picton à se démasquer; les forces et les positions de *l'ennemi étaient reconnues*.

Si Ney, resté conséquent avec lui-même, eût amené la division Jérôme vers sa droite, ces 7,000 hommes, appuyés des cuirassiers de Kellermann et de la cavalerie légère de Desnoëttes, n'avaient qu'à accentuer le mouvement débordant en appuyant vers la route de Namur, et toute la division Picton se trouvait prise de flanc et à revers.

Mais Ney qui vient d'engager malencontreusement la division Jérôme dans le bois Bossu, n'a plus maintenant aucune force d'infanterie disponible; la direction du combat lui échappe.

Il y a bien encore une réserve dont le maréchal escompte la prochaine arrivée : le corps de d'Erlon. Mais la fatalité aura voulu que, dans cette journée, le 2e corps fut destiné à jouer simplement le rôle d'un fantôme apparaissant puis disparaissant d'un premier champ de bataille pour reparaître sur l'autre, alors que tout est fini, et sans avoir obtenu d'autre résultat que celui de jeter la panique parmi les siens.

D'Erlon avait massé dans la matinée son corps d'armée à Jumet, à 2 kilomètres de Gosselies. Là, il n'avait pas poussé plus au Nord, la division Jérôme étant encore au sud de Gosselies.

Il dut attendre l'écoulement des derniers éléments du corps de Reille ; sa tête de colonne n'atteignait donc Gosselies qu'à 2 heures de l'après-midi.

Si, jusque-là, aucun retard n'est imputable à d'Erlon, nous allons le voir maintenant se montrer, par ses hésitations et ses lenteurs, le digne pendant de Reille et de Ney.

Le malheur veut qu'en arrivant à Gosselies des paysans lui signalent la présence d'une troupe anglaise à 12 kilomètres plus à l'Ouest, vers La Chapelle-lès-Herlaymont. Aussitôt, tout le corps va stopper, en attendant le retour d'une forte reconnaissance de cavalerie envoyée de ce côté. — La reconnaissance rentre, n'ayant rien signalé, mais tout le corps d'armée a perdu une heure et demie.

D'Erlon, qui faisait la guerre depuis vingt ans, ignorait donc l'emploi et le fonctionnement de la flanc-garde ?

Cinquante ans plus tard, la même faute commise par le général de Failly, dans des conditions analogues, devait empêcher le 5e corps français d'arriver en temps utile sur le champ de bataille de Frœschwiller......

Rassuré du côté de l'Ouest, d'Erlon avait repris sa marche vers les Quatre-Bras ; la moitié de son corps était parvenu au delà de la voie romaine, quand il fut rejoint par Forbin-Janson, officier d'ordonnance de l'Empereur, qui lui apportait l'ordre suivant, griffonné au crayon : « Portez-vous sur-le-champ avec toutes vos forces *à la hauteur* de Saint-Amand et *fondez* sur Ligny»

Forbin-Janson avait eu l'*heureuse initiative* (les exemples en sont trop rares pour ne pas être signalés) de faire faire tête de colonne à droite aux éléments du 2e corps qui n'avaient pas

dépassé la voie romaine et de les orienter dans la nouvelle direction.

D'Erlon s'empresse de communiquer à Ney l'ordre qu'il vient de recevoir et rebrousse chemin pour prendre la tête de la nouvelle colonne.

L'ordre impérial est libellé à la hâte; d'Erlon ne peut déchiffrer entièrement s'il porte « *sur la hauteur* de Saint-Amand, ou *à la hauteur* de Saint-Amand ».

Avec la première interprétation, il faut prendre la direction de Brye, qui amènera sur le flanc droit des Prussiens; tandis qu'en se dirigeant directement sur Saint-Amand, on prolongera simplement la gauche de l'Empereur.

De son côté, Forbin-Janson est incapable de donner aucun éclaircissement à ce sujet. Il n'est pas de ces officiers d'état-major tels que devait plus tard les concevoir et les former M. de Moltke. Il ignore totalement l'ensemble de la situation. Officier de raccroc, c'est un intelligent estaffette, montant bien à cheval et voilà tout.

Ayant le choix entre deux interprétations de la dépêche impériale, d'Erlon s'empresse d'adopter la plus prudente, celle qui laissera son corps d'armée le moins en l'air, et il se porte directement sur Saint-Amand, alors que l'Empereur attendait de lui une action énergique sur le flanc droit des Prussiens..... Le caractère prend toujours le dessus!

D'Erlon aurait pu malgré tout jouer un rôle efficace dans la partie engagée vers Ligny si, fidèle à la ***règle qui s'impose à tout chef amenant des renforts sur un champ de bataille, il avait devancé sa troupe, sous escorte et à vive allure, pour se renseigner sur la marche du combat, prendre langue avec le général en chef, puis, une fois orienté, retourner à son corps d'armée de façon à l'engager dans les meilleures conditions.***

En la circonstance, cet acte d'initiative aurait eu deux résultats les plus heureux.

L'Empereur, nous l'avons vu, attendait le 2e corps par une autre direction, celle de Brye. D'Erlon en devançant son corps d'armée l'eut fixé en temps utile sur l'itinéraire qu'il avait adopté et dès lors, on évitait la déplorable méprise qui fut la conséquence de cette fausse direction :

On sait que le 2e corps apparaissant d'un côté où l'on ne

l'attendait pas, fut pris pour un détachement ennemi, le corps de Vandamme se crut tourné, une reculade générale des troupes de première ligne s'ensuivit, et Napoléon dut différer son attaque centrale qui fut, par suite, donnée trop tard pour rendre décisive la victoire de Ligny.

En second lieu, si d'Erlon s'était abouché en temps utile avec l'Empereur, le contre-ordre de Ney qu'allait lui apporter ultérieurement Delcambre, n'aurait plus eu aucune valeur à ses yeux.

Mais le commandant du 1er corps n'est pas de ces ardents qui brûlent du désir de courir à l'engagement. Il se contente de cheminer tranquillement vers Saint-Amand en tête de sa colonne, oubliant même de dépêcher vers Napoléon un seul aide de camp pour l'aviser de son approche.

Tandis que cette approche, signalée au bout des lorgnettes de l'état-major de Vandamme, cause dans l'armée impériale le désarroi momentané que l'on connaît, d'Erlon est rejoint par Delcambre, retour des Quatre-Bras, où il a fait part à Ney du changement de direction prescrit au 1er corps. Cette nouvelle a porté le comble à l'exaspération du maréchal ; ces troupes dont il attendait si impatiemment l'entrée en ligne, vont donc lui échapper ! Dans son affolement, il n'a pas hésité à contrevenir directement aux prescriptions de l'Empereur et à donner l'ordre formel au général Delcambre de ramener aux Quatre-Bras le corps de d'Erlon.

Même en s'en tenant aux simples règles de la discipline *passive*, le contre-ordre apporté par Delcambre ne devait avoir aucune valeur aux yeux de d'Erlon. Selon la juste remarque de Thiers, d'Erlon, bien que placé sous les ordres immédiats de Ney, devait avant tout obéissance « au chef des chefs », à Napoléon.

De son côté Ney, en transgressant aux instructions écrites de l'Empereur, commettait la faute la plus grave.

Consciemment ou inconsciemment il sacrifiait l'intérêt général à son intérêt particulier. Cet acte d'indiscipline flagrante eût mérité, à toute autre époque, la destitution du prince de La Moskowa.

Mais il y a plus ! Ney en envoyant son contre-ordre et d'Erlon en le recevant n'ont pas réfléchi une minute que la contre-

marche du 1er corps allait se faire dans des conditions telles que son intervention aux Quatre-Bras devenait absolument illusoire.

Il était en effet 6 heures 30 du soir au moment où Delcambre rejoignit d'Erlon. A ce moment le 1er corps était aux portes du champ de bataille de Ligny, et 12 kilomètres le séparaient des Quatre-Bras !

D'Erlon eut l'aberration d'écouter Ney et de lâcher *la proie* pour *l'ombre;* il fit faire sur-le-champ, demi-tour à son corps d'armée.

Obéissant toutefois en partant à je ne sais quel scrupule stratégique, il s'imagina de combler le vide entre Ligny et les Quatre-Bras et laissa à cet effet en arrière la division Durutte à laquelle il donna comme unique prescription celle de se *montrer prudent*.

Durutte s'y conforma en tout point, chemina lentement entre Willers-Perwin et Wagnelée se contentant de timides escarmouches sur le flanc des Prussiens, et cela en dépit des murmures des sous-ordres impatients d'en découdre et las du rôle ridicule qu'on leur faisait jouer depuis le matin.

« Fondez sur Ligny », avait écrit Napoléon. « Soyez prudent », recommande d'Erlon à la seule division restée en mesure d'agir.

La voilà bien la communion d'idées entre le chef et les sous-ordres !

C'est seulement à 9 heures du soir que le 1er corps déboucha de Frasnes.

Comme c'était à prévoir, la nuit tombante venait d'interrompre la lutte aux Quatre-Bras.

De ce côté rien de décisif ne s'était passé jusqu'à 6 heures du soir faute de réserve pour alimenter le combat de part et d'autre.

Vers 5 heures du soir Ney recevait l'ordre suivant de l'Empereur:

« Vous devez manœuvrer sur-le-champ, de manière à envelopper la droite de l'ennemi (c'est-à-dire les Prussiens) et à tomber à bras raccourcis sur ses derrières; dirigez-vous sur les hauteurs de Saint-Amand et de Brye. »

A ce moment le deuxième corps est tout entier accroché devant les Quatre-Bras, Ney vient d'apprendre par Delcambre, d'autre part, le changement de direction imposé au corps de d'Erlon.

Ce changement de direction cadre parfaitement avec l'ordre impérial précité. C'est même le seul moyen d'en assurer la rapide exécution.

A quoi donc pensait Ney en rappelant d'Erlon !

Ney ne paraît plus d'ailleurs en parfaite possession de lui-même.

La preuve en est dans les charges qu'il fait exécuter à ce moment par Piré et Kellermann, charges décousues et stériles faute d'infanterie fraîche pour les appuyer.

De 6 heures à 7 heures Wellington a reçu à son tour 20,000 hommes de renfort, il s'empresse de passer à l'offensive; les Français ne cèdent le terrain que pied à pied, soutenus par l'héroïque contenance de leur chef, resté au feu l'intrépide soldat qu'il a toujours été.

Vers 9 heures du soir les troupes des deux partis avaient repris leurs positions du matin, le combat était donc resté indécis de part et d'autre. La chose avait d'ailleurs une importance secondaire si à ce moment un acte décisif amenant l'écrasement de l'adversaire se fut aussitôt accompli à Ligny.

Or, la bataille de Ligny, au lieu d'être la victoire éclatante que réclamaient les circonstances, n'a été qu'un demi-succès comme Bautzen.

Elle n'a été qu'un demi-succès uniquement parce que *l'intervention* d'une partie de l'aile gauche, prévue par Napoléon, ne s'est pas produite.

Là, comme à Bautzen, la responsabilité en revient à Ney.

Une première combinaison imaginée par Napoléon consistait à rabattre une partie des troupes de Ney « à bras raccourcis » sur les derrières des Prussiens par Brye et Sombreffe. Cette manœuvre supposait l'occupation préalable des Quatre-Bras.

Or c'est, nous l'avons vu, l'inaction du maréchal le 15 au soir et son inertie le 16 au matin qui ont permis aux Anglais de se consolider aux Quatre-Bras. Par suite, le combat du 16, au lieu d'une simple affaire d'arrière-garde qu'il eût été dans la matinée, dégénéra le soir en une lutte opiniâtre où se consumèrent inutilement toutes les forces du 2ᵉ corps.

Dans la soirée, le retard éprouvé par les troupes de Ney, rendant impossible l'exécution d'un mouvement sur les derrières

des Prussiens, Napoléon se décide à attirer d'Erlon à lui pour agir directement sur l'aile droite ennemie.

Ce mouvement est en voie d'exécution, déjà d'Erlon est aux portes du champ de bataille, quand Ney, au mépris de toutes les lois de la discipline, envoie l'ordre impératif aux troupes du 1er corps de revenir aux Quatre-Bras, sans réfléchir qu'en raison de son éloignement d'Erlon ne pourra lui apporter son appui avant la chute du jour.

Passivité, indécision, absence de toute communauté de pensée avec le général en chef, voilà ce qui caractérise l'attitude de Ney aussi bien d'ailleurs que celle de ses sous-ordres Avec de pareils lieutenants comment compter sur l'union des efforts et la foudroyante rapidité d'exécution que nécessitait la manœuvre de Ligny !

Dès lors ce n'est plus à un adversaire en déroute, mais à une armée retraitant en bon ordre qu'aura affaire le corps détaché de Grouchy. Au lieu d'une poursuite à exécuter, ce sera les problèmes complexes et délicats du détachement de flanc qu'il faudra résoudre.

Et là les qualités de bon sabreur ne suffisent pas, il faudrait les talents d'un Davout !... Voilà comment les fautes de Ney engendrèrent celle de Grouchy.

(*A continuer.*)



LA

GUERRE DE LA SUCCESSION D'AUTRICHE[1]

(1740-1748).

CAMPAGNE DE 1741-1743.

OPÉRATIONS MILITAIRES DANS LA HAUTE-AUTRICHE ET EN BAVIÈRE.

XIV.

LES DERNIÈRES OPÉRATIONS DE LA CAMPAGNE DE BAVIÈRE.

Les renseignements parvenus au quartier-général autrichien après la prise de Deggendorf tendaient tous à établir que Broglie se disposait à renoncer à la ligne de la Vils et à concentrer vers Stadt-am-Hoff les forces qu'il avait jusque-là tenues de ce côté.

Mais ce fut seulement lorsqu'on y eut connaissance de l'évacuation de Bogen qu'on en inféra que le maréchal allait désormais se borner à défendre la rive droite du Danube et qu'il s'était décidé à abandonner la Vils par suite de la concentration du corps de Lobkowitz sur la ligne Schwandorf—Nittenau.

Ce corps, resté jusque vers le 15 mai immobile dans ses quartiers entre Naab et Regen, avait en réalité commencé son mouvement de concentration le 27 mai, jour de la prise de Deggen-

---

[1] Voir les livraisons de 1903 et celle de janvier 1904.

dorf, où ses régiments de droite étaient venus camper aux environs de Schwarzenfeld, tandis que ceux de gauche avaient été poussés du côté de Reumansfelden.

Revenu le 29 à son quartier général de Fronberg, Lobkowitz y avait trouvé la nouvelle, transmise par sa cavalerie d'exploration, des premiers mouvements de retraite des troupes françaises de la Vils et d'une escarmouche à Fischbach, près de Nittenau, dans laquelle une compagnie franche, forte de 115 hommes, avait été entièrement détruite par les avant-postes du général Starhemberg.

Le 31, après avoir été informé que les Français avaient évacué pendant la journée du 30 Küen, Mitterfels, Regenstauf et même Burglengenfeld, que ses troupes de pointe avaient occupé derrière eux, Lobkowitz poussa jusqu'à Teublitz (à proximité de Burglengenfeld) ceux de ses régiments qui campaient à Schwarzenfeld.

Le lendemain, sachant que son adversaire avait entièrement quitté la rive gauche du Danube, il se porta jusqu'à Regenstauf, pendant qu'il poussait un détachement sous les ordres du général Harrach sur Stadt-am-Hof, que les Français, se repliant sur la tête de pont de Weichs, évacuaient à son approche. Afin de les décider à quitter cet ouvrage, le dernier point encore en leur pouvoir sur la gauche du Danube, Lobkowitz établit le 2 juin son gros sur les hauteurs voisines de Stadt-am-Hof et procéda à la construction de batteries destinées à démolir cette tête de pont.

Le 3 juin, il avait été rejoint par ses troupes de gauche et se trouvait avoir sous la main près de Stadt-am-Hof la presque totalité de son corps.

Pendant ce temps, le colonel Saint-Germain avait réussi à reprendre Rosenheim et à faire prisonniers les 150 Croates qu'on y avait postés. Le prince Charles, que cet incident ne préoccupa pas plus que de raison, se contenta d'envoyer de ce côté les hussards de Nadasdy et de donner au lieutenant-colonel Herberstein l'ordre de partir d'Innsbruck, d'entrer en Bavière et d'aller renforcer les troupes autrichiennes qui opéraient entre l'Inn et la Salzach.

Marie-Thérèse, qui avait reçu à Prague la nouvelle de la prise de Deggendorf et du mouvement du corps de Lobkowitz sur

Donaustauf, profita de cette circonstance pour mettre le prince Charles au courant de la situation générale des affaires et surtout de ce qui se passait sur le théâtre des opérations sur le Rhin, où les choses étaient loin de marcher au gré de ses désirs et où l'armée de la Pragmatique ne faisait que bien peu de besogne.

Après l'arrivée de cette armée sur la rive droite du Rhin, lord Stair avait poussé, le 8 mai, jusqu'à Höchst; le duc d'Arenberg s'était avancé jusqu'à Wiesbaden. Mais ces deux généraux n'avaient plus rien entrepris depuis lors, tandis qu'après avoir sensiblement renforcé le corps du prince de Dombes, qui avait aussitôt occupé Worms, le maréchal de Noailles se disposait à se porter avec toutes ses forces réunies contre l'armée de la Pragmatique. Si Marie-Thérèse s'inquiétait avec raison de la lenteur et de la mollesse des chefs de cette armée, elle se préoccupait plus sérieusement encore de l'avis qu'on lui avait fait tenir de la mise en marche de troupes que Noailles envoyait, lui affirmait-on, en Bavière. C'était là ce qu'elle avait toujours redouté; c'était pour cela que, dès le mois de mars, elle avait ordonné à d'Arenberg de prendre à tout prix l'offensive contre Noailles; qu'elle n'avait cessé d'insister auprès de l'Angleterre et du Hanovre sur la nécessité de pousser vivement les opérations de l'armée de la Pragmatique. Non seulement elle n'avait pu arriver à ses fins, mais de plus, au moment le plus critique, on l'informait de tous côtés que de graves dissentiments s'étaient élevés entre lord Stair et d'Arenberg, auquel les Anglais reprochaient à bon droit de s'opposer aux projets d'offensive de Stair.

Du reste, pendant que la reine ordonnait à d'Arenberg de se conformer aux dispositions de lord Stair et chargeait de plus le prince Charles de faire connaître au duc ses idées sur les opérations offensives, les Anglais et les Hanovriens avaient passé le Main à Höchst le 3 juin.

Dès ce moment — ses lettres au prince Charles, en date des 9 et 10 juin, et les notes qu'elle fit adresser aux directeurs des cercles de Souabe et de Franconie en fournissent la preuve patente — Marie-Thérèse songeait à la jonction de l'armée du prince Charles avec celle du Main. Pour des raisons qu'il est impossible de découvrir, ses lettres ne parvinrent au prince Charles que le

24 juin et n'exercèrent par suite aucune influence sur les opérations que ce prince avait exécutées dans l'intervalle.

Le 29 mai, à la nouvelle de l'évacuation de Bogen, le prince Charles y avait envoyé un régiment de hussards avec l'ordre de surveiller Straubing, et avait poussé sur Landau l'aile droite de sa deuxième ligne, dont la gauche restait encore près de Dingolfing. Voulant avant tout connaître le résultat et le caractère des mouvements que les Français exécutaient de la Vils et de la Naab vers le Danube, il avait attendu jusqu'au 2 juin pour masser son armée sur Deggendorf et pour prendre définitivement la résolution de forcer le passage du Danube.

Son avant-garde sous Browne avait atteint ce jour-là Lohham ; la droite de la première ligne, Deggendorf ; la gauche, Seebach ; et la droite de la deuxième, Ober-Pöring, tandis que la gauche de cette ligne sous Bernes restait devant Dingolfing. Le prince consacra les journées des 3 et 4 juin à l'exécution des mouvements préparatoires et au rassemblement du matériel de pont dont il avait besoin.

Le 5 au soir, on avait achevé la construction d'un second pont de bateaux à Seebach, et le prince, décidé à passer le Danube dans la nuit du 5 au 6, envoyait à ses généraux ses dernières instructions. Il voulait traverser le Danube sur deux points, à Lohham-Wischelburg et à Deggenau, éventuellement même, si les circonstances le permettaient, sur un troisième point près de Deggendorf, et donner le change à l'ennemi en faisant mine de vouloir jeter des ponts sur l'Isar. L'avant-garde était chargée de forcer le passage du Danube, et Browne devait à cet effet jeter sur la rive droite, à hauteur de Wischelburg, un détachement de grenadiers, dont la mission consistait à s'emparer de l'ancienne redoute des Suédois, puis à protéger les opérations d'établissement d'un pont entre Lohham et Wischelburg.

Pendant ce temps, afin de détourner l'attention de l'ennemi, Daun avait ordre de jeter un pont qui relierait Deggendorf avec une île qu'il ferait occuper par quelques troupes, et de procéder ensuite aux travaux de construction d'une autre section de pont allant de cette île à la rive droite. Le gros de l'armée devait passer le fleuve à Deggenau en se servant du pont qu'on venait de jeter à Seebach, tandis qu'un groupe de cavalerie légère franchirait l'Isar sur un pont volant à Tabertshausen (7 kilomètres en amont

de Plattling) et prendrait à revers les troupes ennemies établies à Fischerdorf et à Plattling.

Le 5 juin, à 10 heures du soir, les postes autrichiens de l'Isar ouvrirent le feu contre les avant-postes de la rive gauche et alarmèrent à un tel point les troupes françaises et bavaroises campées entre Landshut et Landau, qu'elles passèrent la nuit sous les armes et que leurs chefs ne songèrent plus qu'à couvrir le secteur confié à leur garde. Le stratagème du prince Charles avait réussi et les troupes françaises postées aux environs de Landau, immobilisées sur leurs positions, se trouvèrent par conséquent dans l'impossibilité de coopérer à la défense du Danube du côté de Fischerdorf et de Lohham.

C'était là un résultat d'autant plus important pour le prince Charles que, bien que le passage eût en effet commencé à minuit, ce fut seulement le 6, à 6 heures du matin, que les Autrichiens réussirent à prendre solidement pied sur la rive opposée.

A minuit, Browne, qui avait amené cinq compagnies de grenadiers en face de Wischelburg, embarquait dans six petits canots 40 hommes qui, quoique découverts par le poste français et accueillis à coups de fusil, parvinrent à se maintenir jusqu'au moment où ils furent successivement rejoints par les cinq compagnies et par 200 à 300 Croates et à se retrancher dans le petit village de Wischelburg en dépit de tous les efforts faits par l'ennemi pour les enlever et les jeter dans le fleuve. A 6 heures du matin, le pont était achevé et le général Browne le passait avec son avant-garde, précédée par 500 hussards, suivis et soutenus par cinq compagnies de grenadiers à cheval, un régiment et demi de dragons et quelques Croates ; les hussards se dirigèrent aussitôt en trois groupes sur Fischerdorf, Plattling et Straubing, pendant que Browne établissait ses troupes dans les fermes, à proximité de la rive.

A Deggendorf, Daun avait à la même heure (minuit) fait occuper l'île par un détachement de grenadiers, préparé l'établissement d'un pont sur le bras en avant de cette île et obligé par son feu les Français à masser, à hauteur de Fischerdorf, des troupes qui se replièrent vivement dès qu'elles eurent reçu avis du passage des Autrichiens à Wischelburg. Daun, qui avait remarqué leur retraite, jeta aussitôt un détachement sur la rive droite.

Le passage en bateaux des sections de tête du gros de l'armée à Deggenau, protégé par le feu d'une batterie de 28 pièces, avait commencé dès l'aube et s'était effectué avec d'autant moins de difficulté que les Français s'étaient presque aussitôt mis en retraite. Commencé à 7 heures, le pont de Deggenau était achevé à 10 heures et servait à toute l'armée, à l'exception des cavaliers d'Hohenems, qui traversèrent le fleuve sur le pont jeté par Browne.

La nouvelle du passage du Danube par les Autrichiens à Wischelburg, qui s'était d'abord répandue avec une si grande rapidité que les troupes postées au confluent de l'Isar en avaient déjà connaissance à 8 heures du matin, n'arriva guère que vers le soir au quartier général de Seckendorff, à un moment où chacun des différents groupes était déjà en pleine retraite.

Avant 7 heures, les sept bataillons postés entre Wischelburg et Fischerdorf avaient quitté leurs positions et s'étaient repliés dans un assez grand désordre sur Arndorf, suivis une heure après par les troupes établies en face de Plattling. Ces deux groupes furent du reste assez malmenés par les cavaliers que Brown avait jetés sur la rive droite aussitôt après l'achèvement du pont.

Les troupes qui gardaient l'Isar du côté de Landau, Dingolfing et Wörth purent, par cela même qu'elles étaient couvertes par l'Isar, et bien qu'elles n'eurent connaissance des événements, celles de Landau qu'à 10 heures, celles de Dingolfing à 11 heures et celles de Wörth à 3 heures, se retirer sans être molestées.

Seckendorff, qui avait reçu à 4 heures un billet expédié par Broglie de Straubing l'informant du passage des Autrichiens, mais qui n'avait pas attaché beaucoup d'importance à ce fait, n'en comprit toute la gravité que par le rapport d'un de ses officiers, qu'il avait envoyé à Wörth et qui avait rencontré en chemin les convois français filant sur Landshut.

Après avoir dirigé sur Altheim et Rothenburg les convois qui encombraient sa ligne de retraite et mis ses propres convois en route sur Mainburg, Seckendorff ne commença qu'entre 11 heures et minuit sa retraite sur Neuhausen, où sa petite armée, arrivée à 5 heures du matin, fit halte jusqu'à 11 heures et se porta de là sur Lindhofen, sur la rive gauche de l'Atems.

Charles VII, qui avait quitté Munich le 7 mai sous l'escorte de 2 bataillons et de 150 cuirassiers, s'était dirigé sur Friedberg, dont son escorte allait désormais constituer la garnison, et avait ensuite continué sa route sur Augsburg.

Les troupes françaises du bas Danube et de l'Isar s'étaient arrêtées le 6 au soir à Pfatter et étaient arrivées le 7 à Ratisbonne, où les avaient déjà précédées celles qui, venant de Landau et de Wörth, s'étaient repliées directement sur cette ville.

Du côté des Autrichiens, Bernes avait, dès que les Français eurent commencé leur retraite, envoyé de Vilsteburg sur Landshut 500 Croates et le soir, à 6 heures, il s'était porté sur Landau pour y passer l'Isar et rejoindre le gros de l'armée, tandis que Bärnklau, auquel il laissait les Croates, deux régiments d'infanterie et un de cavalerie, et qui se chargeait de poursuivre les Bavarois, se rendait le 7 à Landshut, où ses troupes devaient le rejoindre le lendemain, et y faisait réparer le pont de l'Isar.

Le 6 juin, dans l'après-midi, l'armée autrichienne campait près de Fischerdorf et le prince Charles transportait son quartier général à Deggendorf.

Le passage du Danube arrachait du coup aux Franco-Bavarois tout le territoire, désormais intenable pour eux, compris entre l'Isar et le Lech, et mettait en réalité fin aux opérations en Bavière.

Les troupes françaises étaient tout aussi démoralisées et découragées que celles de Seckendorff. L'apparition de quelques hussards suffisait pour jeter partout le désordre et la confusion, pour faire mettre bas les armes à des détachements supérieurs en nombre[1].

Quant à Broglie[2], il était loin de s'attendre et de croire à un

---

[1] Cf. PAJOL, *Les Guerres sous Louis XV*, p. 319. Voir une lettre de Maurice de Saxe datée des derniers jours de juin 1743.

[2] Cf. *Ibidem*, Broglie à d'Argenson, 7 juin 1743 : « Le 5 juin au soir, il (l'ennemi) a fait une attaque des canons et de mousqueterie depuis Dingolfing jusqu'à Ratisbonne (Broglie fait allusion ici au bombardement de la tête du pont de Weichs par l'artillerie de Lobkowitz), et il y a lieu de croire que l'endroit où ils ont surpris plutôt que forcé le passage qui est à Pörching, entre Bogen et Deggendorf, n'était qu'une fausse attaque, qui est devenue la bonne. »

passage du Danube à Wischelburg, et, si l'on peut adresser une critique à la façon dont le prince Charles a opéré, on devra, en tenant compte toutefois du fait que la cavalerie de Hohenems et de Berlichingen était échelonnée entre Molsten et Deggenau, lui reprocher de n'avoir pas su imprimer à la poursuite toute l'activité voulue et d'y avoir employé trop peu de monde.

C'était d'ailleurs là, en raison même de l'importance du résultat obtenu par le passage de l'armée sur la rive droite du Danube, une considération tout à fait secondaire. Mais, il faut bien le reconnaître, le prince Charles devait les avantages qu'il venait de remporter moins aux dispositions qu'il avait prises qu'aux fautes commises par Broglie.

Si le maréchal avait eu la prudence de mieux grouper ses troupes, il est plus que probable qu'il aurait réussi à empêcher les petits bateaux qui portaient les grenadiers de les jeter sur la rive droite du Danube ; qu'il aurait aisément pu profiter du temps relativement considérable qu'il fallut pour jeter un pont en aval de Deggendorf et qu'il aurait tiré parti de l'insuffisance du matériel de pont mis à la disposition de Brown, insuffisance à laquelle un heureux hasard permit seul de porter remède.

Le lendemain, 7 juin, l'armée autrichienne en marche sur Ratisbonne arriva jusqu'à Irlbach. Les hussards et les Croates de Trips et d'Esterhazy, ainsi que les 1000 chevaux allemands du général von Brettlach qui étaient restés sur les talons des Français, avaient poussé jusque dans les environs de Ratisbonne, où les troupes françaises se ralliaient.

Quant à Lobkowitz, s'il avait fait savoir au prince Charles que les Français semblaient vouloir continuer leur retraite sur Ratisbonne, il n'avait pu, en revanche, les déloger de la tête de pont de Weichs et demandait du gros canon pour le cas où ils voudraient tenir bon à Ratisbonne. Le prince Charles lui avait, dans l'intervalle, envoyé l'ordre de marcher sur Kehlheim, dès que les Français auraient quitté Ratisbonne.

Pendant qu'on envoyait 2,000 chevaux sur Straubing, où il n'y avait plus que des Bavarois, Bernes avait passé, le 7, l'Isar à Landau et rejoint le gros de l'armée. Quant à Bärnklau, qui avait ravitaillé ses troupes à Landshut et poussé ses Croates sur Erding, il se disposait à se porter sur Munich, tandis que Lüttwitz se préparait, en contournant Rosenheim, à aller passer

l'Inn à hauteur de Mülsdorf et à rejoindre Nadasdy, qui battait le pays du côté d'Ebelsberg.

Le 8, tandis que l'armée autrichienne prenait un jour de repos, les Français évacuaient Stadt-am Hof, et les Bavarois Wasserburg.

Le 9, à 3 heures du matin, le gros de l'armée du prince Charles, dont un détachement poussait jusque sous les murs de Straubing, quittait son camp d'Irlbach et se portait sur Geltolfing (sud-ouest d'Aiterhofen); mais le prince Charles, ayant appris au cours de cette marche que les Bavarois se repliaient sur Ingolstadt et que les Français continuaient leur retraite en longeant la droite du Danube, avait conçu le projet d'essayer d'atteindre Broglie. Dans l'espoir de l'obliger à accepter la lutte en rase campagne, il remit à 10 heures du soir son armée en mouvement sur Sünching (sur la grande Laaber, 7 kilomètres nord-ouest de Geiselhöring) et ne laissa devant Straubing qu'un détachement chargé d'assurer le blocus de cette place.

Bärnklau avait, entre temps, réoccupé Munich qui n'essaya même pas de résister, et ouvrit ses portes à sa petite avant-garde.

Le gros de l'armée autrichienne ne reprit sa marche sur Schierling que le 11 juin, pendant que le corps Lobkowitz débouchait de Stadt-am-Hof, se dirigeant vers Hillohe sur la Laaber.

Les cavaliers de Trips et de Brettlach avaient, entre temps, atteint l'arrière-garde française aux environs de Neustadt et l'avaient obligée à presser sa marche.

Le 12, Lobkowitz arrivait à Kehlheim, pendant que le gros de l'armée faisait halte et que les rapports de sa cavalerie d'exploration annonçaient au prince Charles qu'il n'y avait plus aucune troupe ennemie sur la droite du Danube jusqu'à la Paar.

Le lendemain 13, Amberg ouvrait ses portes à quelques dragons autrichiens, pendant que, presque sous les yeux de Charles VII, qui s'était réfugié à Augsburg, Nadasdy enlevait Friedberg et y faisait mettre bas les armes à plus de 1300 Bavarois.

Après avoir, le 7 juin, rassemblé toutes ses troupes autour de Ratisbonne, fait filer ses convois sur Ingolstadt et donné au commandant français d'Amberg l'ordre de sortir de cette ville

et de se diriger sur Ingolstadt, Broglie avait pris le parti d'accorder un peu de repos à ses troupes avant de reprendre, le 9, la marche sur Ingolstadt. Le 9 au soir, il était à Essing, le 10 à Neustadt, le 11 à Manching, derrière la petite Paar, que son arrière-garde n'atteignit qu'après avoir été harcelée pendant les deux dernières journées.

Seckendorff, qui s'était replié le 9 sur Geisenfeld, le 10 sur Oberstirum sur la Paar, s'était établi le 12 dans un camp près d'Ebenhausen, tandis que le colonel Saint-Germain avait réussi par une habile retraite à revenir de Wasserburg et de Rosenheim sur le Lech. Les deux armées, si l'on en excepte le détachement de Saint-Germain et les garnisons de Braunau, d'Eger et de Straubing, se trouvaient donc assez près l'une de l'autre pour pouvoir, dans le cas où Broglie s'y serait décidé, essayer d'arrêter les progrès et la marche du prince Charles C'était là ce qu'espérait Charles VII, c'était ce qu'il n'avait pas manqué de demander à Broglie dans sa lettre du 9 juin, lettre dans laquelle, à côté des reproches qu'il lui adressait, il avait encore insisté sur la responsabilité que le maréchal allait encourir, si à toutes les fautes qu'il avait déjà commises il ajoutait encore celle de ne pas tenter un retour offensif pour dégager Straubing.

Seckendorff voyait plus clair que l'empereur. Certain que Broglie chercherait moins que jamais à tenir tête au prince Charles, il supplia vainement, dans son rapport du 9 juin, l'empereur de renoncer à une lutte désormais inutile. Pour obéir à Charles VII, le feld-maréchal dut au contraire se rendre le 12 à Ingolstadt auprès de Broglie afin de le décider à agir. Le maréchal se borna à lui répondre qu'il avait demandé des ordres à sa cour, ordres qui ne pouvaient lui parvenir avant le 17 ou le 18. Il se garda bien de lui dire qu'il avait écrit à d'Argenson et sollicité du ministre l'autorisation d'aller rejoindre l'armée de Noailles, afin d'attaquer de concert avec lui l'armée du Main. Du reste, Broglie avait déclaré à Seckendorff que, redoutant une attaque de Lobkowitz contre le pont de Neuburg (rive gauche du Danube), il songeait à replier sur Neuburg son armée qu'il venait de ramener jusque sous le canon d'Ingolstadt[1]. En présence des récla-

[1] *Correspondance politique* 1141, au général comte de Rothenburg, Magdebourg, 22 juin 1743. « ..... Je vous avoue, quelque mauvaise opinion que j'ai

mations du général von Zastrow, commandant du contingent palatin, force fut cependant au maréchal de renoncer à ce projet et de laisser la garde de ce pont à l'armée bavaroise, qui se porta sur ce point le 14.

Le soir même, à la nouvelle de la prise de Friedberg, Seckendorff, craignant pour le pont du Lech, à Rain, avait immédiatement fait partir deux régiments de dragons et ses grenadiers, et il avait demandé à Ségur, qui venait d'arriver à Donauwörth avec douze bataillons et dix escadrons, d'y envoyer du monde. Le 13 au matin, Seckendorff, que Saint-Germain n'avait pas encore rejoint et qui avait dû jeter les troupes palatines dans Neuburg, se repliait, lui aussi, sur le Lech. Il ne lui restait plus que 5 bataillons bavarois et 3 bataillons hessois, 5 compagnies de grenadiers et 44 escadrons, de sorte que, même dans l'hypothèse la plus favorable, dans le cas où Saint-Germain, qui était encore à Landsberg, aurait réussi à opérer sa jonction avec lui, le feld-maréchal n'aurait jamais pu réunir à Rain plus de 6,500 hommes et de 5,400 chevaux.

Le 13 juin, l'armée autrichienne arrivait à Rohr et se trouvait par suite à égale hauteur avec le corps Lobkowitz établi à Kehlheim.

Voulant s'assurer avant tout la possibilité de masser toute son armée sur l'une ou l'autre des rives du Danube, le prince Charles s'occupa de prendre les mesures nécessaires pour préparer l'établissement d'un pont, tout en poussant le 14 son armée sur Siegenburg et le corps Lobkowitz sur Arresting.

Les renseignements et les rapports qu'il reçut pendant la journée du 14 lui firent connaître à ce moment que Broglie campait sur une forte position en face d'Ingolstadt, tout près des bords du Danube ; que les renforts qui lui étaient destinés étaient arrivés à Donauwörth, et, ce qui était plus grave, que, par suite de la mésintelligence existant entre ses chefs, l'armée de la Pragmatique avait repassé sur la droite du Main. Aussi,

---

eue du vieux Broglie, que sa conduite (le roi de Prusse fait ici allusion à sa retraite sur Ingolstadt) surpasse tout ce que je pouvais imaginer de lâche et d'inepte de lui. Je crois que tous les officiers qui ne sont pas dans leurs troupes peuvent s'en féliciter, car jamais il n'y a eu d'exemple d'une plus grande pusillanimité que dans les Français et les Suédois de nos jours..... »

loin de se ranger à l'avis de lord Stair, qui lui recommandait de redoubler de prudence, le prince Charles, décidé au contraire à continuer vigoureusement l'offensive, poussa le 15 ses hussards au delà de la Paar jusqu'à Rothenthurm, fit marcher Lobkowitz sur Pföring et conduisit son armée à Geisenfeld, où il voulait lui donner un jour de repos, mais où, à la suite de la reconnaissance qu'il fit pendant la journée du 17 de la position des Français, il dut se résigner à la tenir plus longtemps. Obligé de manœuvrer pour essayer de contraindre Broglie à quitter cette position, il résolut d'appeler à lui le corps Lobkowitz, qu'il lui semblait dangereux de laisser sur la rive gauche, et de pousser ensuite sur Rain avec toutes ses forces réunies.

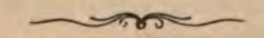
Le 19, Lobkowitz, qui avait jeté un pont à Vohburg, y passait le Danube et, le lendemain 20, l'armée commençait son mouvement sur Rain, pendant que Broglie, dans la crainte de perdre ses communications, repassait aussitôt sur la rive gauche du Danube et allait camper autour d'Ingolstadt.

Le 21, à la nouvelle que Broglie commençait sa retraite sur Donauwörth, le prince Charles envoya Lobkowitz à Pörnbach et s'avança avec son gros sur Schrobenhausen.

Le 22, le mouvement de retraite des Français s'accentuait; les hussards avaient constaté la marche de fortes colonnes françaises dans la direction de Donauwörth, tandis que, sur la rive droite du Danube, les Bavarois, postés à Rain, passaient sur la rive gauche du Lech.

Major Z.

(*A continuer.*)



LA

CAVALERIE ALLEMANDE

PENDANT LA

CAMPAGNE DE LA LOIRE 1870-71

(Jusqu'à la 2e prise d'Orléans)[1].

I.

PARIS INVESTI. — SITUATION GÉNÉRALE EN FRANCE.

Après Sedan, les armées allemandes victorieuses s'avancèrent librement sur Paris, dont l'investissement fut complété le 19 septembre.

Une morne stupeur avait envahi le pays...

Les membres du nouveau gouvernement, installés à l'Hôtel de Ville le soir du 4 Septembre, tout en prévoyant l'interruption imminente des communications avec la province, n'en avaient pas moins décidé de rester à Paris, marquant ainsi l'importance exclusive désespérément attachée à la défense de la capitale.

Dans le but de rendre cette défense aussi complète que possible, toutes les ressources dont on pouvait encore disposer après la disparition de la dernière armée régulière perdue à Sedan, furent concentrées dans la place.

Le général Trochu, gouverneur militaire et président du Gouvernement de la Défense nationale, s'occupa en hâte de réunir le matériel nécessaire à l'armement des ouvrages. Les

---

[1] Voir la livraison de décembre 1903.

bouches à feu de gros calibre furent tirées des établissements de la marine; les arsenaux furent invités à fournir leurs pièces de campagne, et le tout fut transporté à Paris par voies ferrées.

Une activité non moins grande se fit remarquer dans la constitution et l'organisation des effectifs de combat destinés à la défense régulière de ce gigantesque camp retranché, pour laquelle près de 180,000 hommes étaient indispensablement nécessaires.

Pour créer ces ressources, on disposait du 13e corps, rappelé de Mézières; du 14e, en formation à Paris; des débris de l'armée de Châlons, formés en régiments de marche, et de trois régiments de zouaves échappés à la castastrophe du 1er septembre.

La marine était pressée de fournir un nouveau contingent de 14,000 matelots.

La gendarmerie à pied, les douaniers et forestiers complétaient cet ensemble, que des enrôlements volontaires finissaient par porter à 80,000 hommes de troupes régulières, les seules encore disponibles sur toute l'étendue du territoire.

A cet effectif s'ajoutaient les 115,000 gardes mobiles, appelés sous les armes par décret impérial du 16 juillet et réunis à Paris depuis le 1er septembre.

Sur les 200,000 hommes ainsi rassemblés, la cavalerie figurait avec un petit nombre de régiments. Parmi ceux ayant appartenu aux 13e et 14e corps, une partie, sous le général Reyau, avaient gagné la Loire, où nous allons les retrouver au début des formations de la province. Le reste était à Paris, en proportion très restreinte. C'étaient la division de Champéron, la brigade de Bernis, la gendarmerie à cheval, enfin quelques régiments de spahis [1].

Quant aux armes spéciales, très au complet comme personnel et matériel, on était rassuré sur l'excellence de leurs cadres et la parfaite compétence des chefs techniques chargés de les diriger.

Paris, siège du gouvernement, objectif des armées ennemies, en absorbant la totalité des forces vives dont disposait encore la nation, marquait bien ainsi le centre vers lequel convergeaient

---

[1] Général TROCHU.

les dernières espérances, en même temps que les suprêmes efforts du pays.

L'histoire démontre, et la capitulation de Metz devait, quelques jours plus tard, singulièrement éclairer les chefs de la Défense à cet égard, qu'une armée investie est dans l'impossibilité presque absolue de franchir seule, et sans secours extérieurs, les lignes de l'ennemi. Il pouvait donc paraître imprudent, après avoir proclamé la guerre à outrance, de concentrer dans la capitale toutes les forces dont on disposait, sans souci des ressources pouvant rester à la province, à laquelle un patriotisme ardent allait demander de se lever pour une lutte sans merci contre l'envahisseur.

« Nous ne sommes pas au pouvoir, s'écriait Jules Fabvre, le 6 septembre, nous sommes au combat ; nous ne sommes pas le gouvernement d'un parti, nous sommes le gouvernement de la *Défense nationale !* » Dans la bouche de ces hommes, ces belles et patriotiques paroles n'étaient rien moins que la proclamation de la patrie en danger. C'était aussi, dans l'exaltation du moment, la croyance à la puissance des décrets de levées en masse ; c'était la foi dans l'enthousiasme populaire capable de faire les soldats invincibles ; c'était un appel à la légende de 92 !

Le maintien du gouvernement à Paris une fois décidé, il fallut donc se préoccuper d'une interruption possible des relations entre le pouvoir installé dans la capitale et celui de la province, où allaient s'organiser les nouvelles levées de l'intérieur. On envoya à Tours M. Crémieux, avec la tâche colossale de représenter le gouvernement central. M. Glais-Bizoin et le vice-amiral Fourichon, ministre de la marine, lui étaient adjoints quelques jours plus tard. L'amiral Fourichon était chargé des fonctions de ministre de la guerre, exercées à Paris par le général Le Flô. Le général Lefort lui était attaché.

Le 15 septembre, la délégation était définitivement installée.

Aussitôt commença l'organisation de la nouvelle armée demandée au patriotisme de la France. Difficulté sans exemple ! Tous les éléments de constitution des armées à former : hommes, matériels, approvisionnements, services de toutes sortes, étaient disséminés, épars, dans la France entière, ou bien étaient à créer de toutes pièces. Réunir ainsi des centaines de mille hommes, la plupart gardes nationaux, exercés quelques heures

par semaine sur la place publique du village et surpris de voir tourner au tragique ce qui jusqu'alors n'avait été, aux yeux de beaucoup d'entre eux, qu'un passe-temps patriotique; les équiper, les armer, leur donner des officiers, les encadrer, trouver des généraux; les pourvoir d'artillerie et de munitions (le 14 septembre, il existait sur la Loire quatre pièces d'artillerie !), mettre sur pied et en état de marcher ces groupes improvisés ou presque aussitôt les porter au-devant de l'ennemi, un pareil résultat devait être un tour de force[1] fait pour déconcerter les audaces les plus exaltées. Si, quelques jours plus tard, il put être entrepris et se poursuivre sous l'ardente impulsion de Gambetta, la perspective n'en allait pas encore à la mesure des vues plus circonspectes des membres de la Délégation récemment installée à Tours.

Dans l'esprit du général Lefort, les formations nouvelles ne pouvaient être destinées à tenir sérieusement une campagne. Elles n'en devaient pas moins s'organiser et donner des effectifs dont la valeur numérique pourrait être appelée à peser dans la balance, lors des pourparlers préliminaires de la paix.

C'est dans cette pensée que commença, sous sa direction, la formation d'un nouveau corps d'armée : le 15e. Les trois divisions, dont il allait se composer, devaient se constituer à *Vierzon*, *Bourges* et *Nevers*.

Dans ses instructions au général de La Motte-Rouge, appelé au commandement en chef, le ministre de la guerre assignait *Bourges* comme point de concentration du corps d'armée. Quant à l'objectif à lui donner, il appartiendrait aux circonstances ultérieures de le définir. Pour le moment, il n'entrait certainement pas dans l'esprit des chefs préposés à son organisation de le mettre en mesure de coopérer, en quoi que ce soit, à la délivrance de Paris, bien capable de résister et de triompher avec ses seules ressources !

Ce fut de ces idées que s'inspirèrent les premières mesures prises en province à l'appel du gouvernement.

Au début, le plus caractéristique élan du pays, en réponse aux décrets de « levées en masses », s'était manifesté par l'appel

---

[1] Général Trochu.

des bataillons de mobiles et des gardes nationaux organisés dans chaque département sous l'autorité des préfets, et l'impulsion des comités de défense recrutés spontanément et accrédités d'office auprès des pouvoirs civils. Ces constitutions quelque peu fiévreuses, menées en dehors et bientôt en suspicion des commandements militaires réguliers, aspiraient avant tout à la défense du département, le plus souvent du chef-lieu de canton sur la place publique duquel, aux yeux de la population accourue pour applaudir, les citoyens étaient périodiquement rassemblés pour l'exercice. Ces premières satisfactions données aux impatiences patriotiques, et dont les francs-tireurs furent bientôt la plus remarquable expression, ne pouvaient répondre aux exigences d'une situation générale embrassant le salut de la nation. Elles furent exclusivement telles jusqu'au 26 septembre, soit jusqu'au jour marqué, nous le verrons, par l'échec de la 4e division de cavalerie prussienne, au nord d'Orléans, à La Croix-Briquet.

L'amiral Fourichon fut frappé du vice fondamental d'une diffusion infailliblement destinée à laisser à la dérive ou sans emploi un effort généreux si mal ordonné ; il sentit l'impérieuse nécessité de grouper ces éléments divers sous des commandements obéissant à une vue d'ensemble et chargés de les y faire utilement concourir. Cinq grands secteurs, ayant Paris pour point de convergence, furent tracés au nord d'une ligne allant des Vosges, par le bassin de la Loire, aux rives de l'Océan, et répartis au mieux des intérêts du moment ou de la configuration du territoire. Un décret du gouvernement, en date du 26 septembre, les constitua en commandements supérieurs à la tête desquels furent placés les généraux Cambriels, à l'Est ; de Pohlès, au Centre ; d'Aurelle de Paladines, à l'Ouest ; Gudin, entre Seine et Somme ; enfin, Espivent de La Villeboinest, au Nord. Les bataillons de mobiles, dont l'organisation était à peine ébauchée, y furent appelés. Répartis en nombre variable par subdivisions, rattachés au commandement supérieur de la région, ils devaient, de concert avec les gardes nationaux mobilisés, former, au nord de la Loire, un rideau de couverture derrière lequel il s'agissait de constituer les forces de l'intérieur, et bientôt d'élaborer les plans de la résistance. Jusqu'alors, nous le répétons, la seule couverture sur laquelle, à Tours, on pût compter, n'offrit d'autre

consistance que l'illusoire et bien superficielle organisation des levées locales.

Dans leurs premières instructions, le ministre de la guerre et, avec lui, le général Lefort, recommandaient à ces troupes, ainsi placées au poste d'honneur, une attitude dont elles devaient trouver l'énergie dans leur exaltation patriotique et dans le sentiment d'une situation, dernier espoir de la nation. Il leur était enjoint d'entretenir une guerre de partisans très active dans le but de masquer les formations des nouveaux corps d'armée ; de s'opposer surtout aux incursions de la cavalerie allemande dont on pouvait redouter les tentatives éventuelles bien capables d'en troubler et d'en dissiper les fiévreuses concentrations.

C'était vouloir se faire une illusion généreuse. L'enthousiasme de 1792 avait fait place à une surexcitation venue sous le coup de la défaite et du changement récemment opéré dans la forme du gouvernement. Mal armés, mal équipés, à peine vêtus, la plupart nommant leurs chefs à l'élection, prompts à l'indiscipline, de tels éléments auxquels se mêlaient des corps francs d'éclaireurs volontaires et de francs-tireurs, répartis sur le territoire sans cohésion d'ensemble, ne pouvaient avoir la consistance capable d'arrêter un mouvement résolu des masses de la cavalerie allemande, si, d'aventure, il venait à l'esprit des commandants en chef des armées ennemies victorieuses de les jeter au cœur du pays. La configuration du terrain, d'autre part, n'était pas faite pour conjurer de telles éventualités. Ces immenses plaines de la Beauce, sans couverts importants, sans coupures transversales, ne pouvaient offrir des points d'appui bien sérieux aux efforts des premières troupes chargées d'en interdire et d'en disputer l'accès. Aussi bien ces dernières vinrent-elles instinctivement se masser aux abords de la forêt de Rambouillet, aux massifs boisés bordant l'Eure et sur la lisière de la forêt d'Orléans, c'est-à-dire aux points où la résistance devait être plus efficace.

Dans le Nord-Ouest, le général Fiéreck rassembla des bataillons de gardes mobiles autour de Rouen et d'Elbœuf, sous la protection du général Gudin qui, avec deux bataillons de marche et douze bataillons de mobiles, gardait la ligne de l'Andelle, la forêt de Lyons et la région entre Gournay et Neufchâtel.

Plus au Sud, le général Delarue, avec un régiment de mobiles et un régiment d'éclaireurs de la Seine, gardait à Vernon et à

Evreux les communications par voies ferrées entre Rouen et le Midi[1].

Sur la Loire, le général Peitavin, commandant la subdivision du Loiret, avait, dès le mois d'août, réparti sur les routes aboutissant à Orléans les bataillons de mobiles du département. Aux premiers jours de septembre, quatre de ces bataillons avaient été appelés à Paris. Il n'en restait plus qu'un constituant, avec les compagnies de dépôt des quatre autres, les seules ressources dont on pouvait disposer. On n'en essaya pas moins quelques travaux de défense autour et aux abords immédiats de la ville, ainsi que sur la lisière de la forêt d'Orléans. Les routes furent barrées, les poteaux indicateurs de la forêt enlevés, le chemin de fer et les stations organisés défensivement. Le 14 septembre, jour auquel les Allemands arrivèrent sous Paris, le bataillon était réparti sur une ligne d'environ trente kilomètres, allant de Meung, par Chilleurs, à Faye-aux-Loges.

Quelques jours plus tard, une brigade de la division de la cavalerie Reyau arriva des environs de Paris sur la Loire. Avec une batterie d'artillerie, ces deux régiments constituaient les seules unités régulières qu'on eût sous la main. Jusqu'au 23 septembre, ces troupes furent les seules réunies en avant et autour d'Orléans.

C'est derrière ce mince rideau que commença et se poursuivit l'organisation du 15e corps d'armée dans les villes du Centre.

Quelques rencontres entre nos troupes avancées et la cavalerie allemande, au nord de la Loire, vinrent bientôt jeter l'alarme au cours de nos préparatifs.

Le 21 septembre, à la suite d'une première apparition de la 4e division de cavalerie prussienne aux environs de Malesherbes, une première panique se produisit dans Orléans, et la ville fut évacuée. La garnison s'enfuit jusqu'aux environs de La Ferté-Saint-Aubin.... Ramenée plus nombreuse et mise aux ordres du général de Poblès, la défense s'organise plus activement. Déjà elle compte trois régiments rappelés d'Afrique et 1,300 tirailleurs algériens, le 29e de marche et plusieurs bataillons de mobiles.

---

[1] P. Lehautcourt.

La brigade Ressayre est venue compléter la division de cavalerie Reyau.

Le 26, l'approche de la division du prince Albrecht, marquée par quelques escarmouches dans la région de Pithiviers, vint échouer au combat de La Croix-Briquet.

La nouvelle en fut fiévreusement commentée. Il se produisit une seconde et plus inexplicable panique. Non seulement les troupes du général de Pohlès, mais encore les services publics, tels que celui de la poste, du télégraphe, la Banque de France, évacuèrent la ville. Le mouvement de retraite alla ce même jour à une journée de marche et, se poursuivant le lendemain, atteignit, au Sud, La Motte-Beuvron. On avait donné l'ordre de faire sauter les ponts de Meung, de Beaugency, de Châteauneuf...

Conjoncture extraordinaire ! Pendant que se produisait cette fuite précipitée, la cavalerie prussienne, de son côté, se repliait vers le Nord, laissant aux événements qui se préparaient dans des circonstances si impressionnables, le temps et les moyens de reprendre un cours plus énergique contre lequel elle vint échouer quelques jours plus tard.

La couverture sur laquelle on comptait était loin, on le voit, d'offrir des qualités de solidité et de sang-froid rassurantes. Telle qu'elle fut, elle n'en resta pas moins suffisante à l'étonnante mission qu'on en attendait. Elle eut la bonne fortune, en énervant les énergies des divisions de cavalerie ennemies, d'en abuser les prétentions incertaines. Elle fut, si l'on veut, le morceau d'écarlate aux mains du toréador habile à mystifier l'animal qu'il veut écarter. Elle leur déroba le sens et l'objectif de la phase qui s'ouvrait...

Aux premiers jours d'octobre, troupes rappelées d'Algérie, gardes mobiles, gardes nationaux, bataillons de marche, francs-tireurs mis le 29 septembre aux ordres du ministre de la guerre, formèrent une masse de plus de 100,000 hommes, divisés en deux corps d'armée organisés complètement avec leur artillerie et leur cavalerie. Sans doute, l'entraînement laissait à désirer. Bien des choses manquaient de celles constituant les armées solides. Tels qu'ils étaient, le 9 novembre, à Coulmiers, ils ont vaincu l'armée de von der Thann, repris Orléans, forcé les Allemands à battre confusément en retraite jusqu'aux lignes de l'investissement. Qui pourrait affirmer qu'une offensive ardente

et vigoureuse menée à ce moment, dans l'exaltation d'une première victoire, n'eût été capable de les conduire jusqu'aux murs de Paris, et savoir, d'une façon décisive, ramener la fortune !

Pour des motifs d'ordre militaire qu'il ne nous appartient pas de discuter ici, le général en chef ne crut pas devoir tenter l'aventure...

L'organisation continua. Bientôt le 17e corps, puis le 18e et le 20e furent successivement constitués, et cette armée, dont l'effectif est fait pour commander l'admiration, si l'on songe aux prodiges d'énergie dépensés à son organisation dans le désarroi de la défaite, en contact incessant avec l'ennemi, servit aux Allemands victorieux sous Paris, au cours d'un hiver des plus rigoureux, cette nouvelle et terrible campagne connue sous le nom de Campagne de la Loire. Oui, les ardentes espérances, les fiévreuses illusions ont été de courte durée ! Mais, si contre les armées régulières et aguerries de l'ennemi nous avons eu Orléans, Beaune-la-Rolande, Loigny, etc., nous avons eu aussi Vallières, Coulmiers, Villepion, et la retraite glorieuse de la première armée de la Loire ! Mieux que tout cela, après des désastres destinés à nous mettre sans retour à la merci du vainqueur, après Sedan, c'est la merveille ! Il nous a été donné de nous ravoir, de relever notre moral abattu, de reprendre confiance en notre force et en nos destinées. Ce sont là d'immenses consolations à nos désastres. Elles sont faites du sentiment de notre puissante vitalité retrouvée..., elles ont mûri par enchantement les viriles espérances de l'avenir.

De tels événements sont d'ordre moral prépondérant ; ils pèsent à longue échéance sur la vie d'une nation.

Après Iéna, la poursuite menée par la cavalerie française eut raison, en vingt jours, des forces de la monarchie prussienne dont le traité de Tilsitt confirma la déchéance. En l'état des situations ménagées aux Allemands après leurs extraordinaires victoires de 1870, il pouvait appartenir à une cavalerie entreprenante de prévenir le retour d'éventualités capables de laisser se ressaisir un pays écrasé par des désastres sans précédents. Un grand capitaine n'y eût pas manqué. Quelles ambitions doivent rester dans l'esprit des chefs d'armée disposant d'une arme semblable, mûrie par la doctrine pour des circonstances de cette envergure ?...

II.

LES ALLEMANDS SOUS PARIS. — L'INVESTISSEMENT. LES DIVISIONS DE CAVALERIE.

La victoire de Sedan venait de faire tomber aux mains des Allemands la dernière armée de la France. Paris devenait le suprême objectif de la guerre. Remises de l'inévitable confusion due au développement de la bataille, puis orientées sur l'axe normal de leurs lignes naturelles d'opération, les IIIe et IVe armées étaient aussitôt dirigées sur l'intérieur. Le Ier corps bavarois et le XIe corps, laissés provisoirement en arrière, venaient bientôt se ranger à l'aile gauche de la IIIe armée, et ces masses, dès lors soudées sur un large front, poursuivaient régulièrement leur marche offensive sur la capitale.

Les 5e et 6e divisions de cavalerie, puis, au moment de l'entrée en ligne des Bavarois et du XIe corps, les 2e et 4e divisions précédaient allègrement et à grandes distances les fronts de marche. Un instant amorcées à la poursuite du 13e corps français qui de Mézières, à la nouvelle du désastre du 1er septembre, se repliait sur l'intérieur et, grâce à la hardiesse et à la sagacité de ses manœuvres, parvenait à leur échapper, elles s'orientaient définitivement dès le 9 septembre sur les diverses parties du camp retranché. Chemin faisant on avait essuyé des coups de feu tirés par des partisans. Les habitants rassemblés à leur passage dans les villes avaient une attitude peu résignée. Dans les populations rurales elles-mêmes on remarquait les indices d'une surexcitation croissante. Ces manifestations hostiles ne laissaient pas déjà d'impressionner les ardeurs de cette cavalerie encore frémissante de son heureuse exploration autour de l'armée de Châlons. Toutefois, la proximité des têtes de colonne des corps de bataille rassurait leurs anxiétés.

Le 14, les avant-gardes atteignaient les premières limites de la zone du camp retranché.

Le 15, un ordre expédié par le grand quartier général de Château-Thierry, et adressé aux commandants des IIIe et IVe armées, déterminait les dispositions définitives de l'investis-

sement. L'armée de la Meuse s'étendait au Nord, de la Seine à la Marne. La IIIe armée allait au Sud, de l'un à l'autre et sur la rive gauche de ces deux grands cours d'eau.

A l'intérieur de Paris, se trouvaient concentrées, nous l'avons dit, les forces régulières, dernières ressources disponibles du pays. Les capitulations de Toul et Strasbourg, sur les lignes de communications avec l'Allemagne, n'étaient plus que l'affaire de quelques jours. Quant à la place de Metz dont le blocus immobilisait les 250,000 hommes des Ire et IIe armées, déjà des indices certains permettaient au grand quartier général d'en escompter à très brève échéance la libre disposition, pour le cas fort imprévu où de nouvelles levées organisées en province viendraient à constituer une armée de secours.

C'est donc dans le sentiment d'une sécurité à peu près complète que les 85 kilomètres de la ligne d'investissement furent solidement et hermétiquement occupés.

Aux limites extrêmes de la périphérie des cantonnements tenus par les corps de l'armée, les divisions de cavalerie furent réparties avec la mission d'en protéger et d'en surveiller les abords. Elles devaient en outre réquisitionner sur le territoire qu'elles occupaient, pour les besoins de l'énorme alimentation des troupes de ce vaste investissement. La 5e division, autour de Saint-Germain, surveillait la zone comprise entre la Seine et la grand'route de Dreux. La 6e division, autour du Mesnil-Saint-Denis et de Chevreuse, observait la direction de Chartres. La 2e division, à l'embouchure de l'Orge, surveillait les routes d'Orléans et de Fontainebleau avec un escadron détaché à Limours, pour se lier à la 6e division.

Une semblable mission et les limites restreintes, étroitement soudées aux secteurs tenus par les corps de bataille, dans lesquelles allait se produire leur action, devaient laisser celle-ci sans effet considérable. C'est l'échéance fatale réservée à la cavalerie agissant de pied ferme d'être à la merci d'événements que son rôle mieux compris est le plus souvent de prévenir. Aux généraux en chef, dont les directives ont tracé sous cet aspect le rôle de masses de cavalerie disponibles, la fortune a pu ménager des succès. Leurs conceptions stratégiques ont donné aux Allemands la victoire du nombre régulièrement agencé. Leurs triomphes furent sans précédents. Et cependant il nous

reste l'impression que dans cette dernière partie de la campagne ils furent sans grandeur. Au point où nous les prenons, rassurés sur leurs derrières; Saint-Quentin, Reims, Laon, Soissons, les places principales de la zone récemment traversée par leurs armées victorieuses tombées en leur pouvoir; Toul, Strasbourg et Metz assiégés ; la ligne d'opération solidement établie avec l'Allemagne; un pays affaissé sous l'écrasement de la défaite, sans le moindre corps d'armée régulière à mettre en campagne, quelles préoccupations pouvaient désormais les hanter et troubler les vues du grand quartier général? Quelles considérations d'ordre étroit pouvaient ainsi retenir attachée à la zone de Paris investi cette nombreuse cavalerie qu'appelaient plus au loin des missions autrement capables de donner des résultats décisifs?

Depuis 1815, les monarques de la Prusse avaient mis à la reconstitution de cette arme tous leurs efforts. L'organisation en divisions indépendantes l'avait trouvée préparée pour les missions stratégiques qui lui reviennent, et dont des circonstances récentes avaient logiquement appelé le développement.

Du 8 au 15 août, elles avaient étendu le rideau de leurs nombreux escadrons devant les mouvements sur Metz de la Ire et de la IIe armées. Du 25 au 31 août, elles avaient couvert, orienté et appuyé les manœuvres des IIIe et IVe armées contre l'armée de Châlons en quelques jours acculée au désastre de Sedan. Une seule des missions de la cavalerie, la mission primordiale, celle en avant des concentrations, ne lui avait pas été demandée. Sans doute l'exaltation des triomphes récents devait lui rendre moins amère l'erreur du début. Elle pouvait, par contre, la rendre jalouse de la réparer. Une occasion magnifique se présentait.... Nous l'avons vu, du 14 au 23 septembre, un mince et à peine saisissable rideau de mobiles et francs-tireurs, de Dreux par Orléans aux environs d'Auxerre, couvrait les concentrations dans les villes du Centre des nouvelles levées de la France, concentrations déjà pressenties et bientôt signalées par le service de l'espionnage. La mission unique s'offrait aux divisions de cavalerie d'en venir dissiper les fiévreux rassemblements, avec, pour attirer les ardeurs de leurs chevauchées, les immenses plaines de la Beauce, toutes les ressources d'une vaste et riche contrée; pour objectifs, des villes ouvertes ; pour adversaires, un ennemi dont ils se sont

plu à déprécier la valeur, hélas! en fait, trop peu éprouvée. La conception leur en a échappé. L'histoire dira-t-elle que la défaite pour nous en fut moins amère? Cette campagne de la Loire nous fut douloureuse, c'est vrai! mais l'essort de la résistance eut des proportions dont l'ampleur peut encore servir à notre gloire. Elle fut pour les Allemands une surprise douloureuse, puis un cauchemar de quatre mois, par un froid des plus excessifs, avec, de loin en loin, l'impression de désastres inquiétants. L'orage qui s'amoncelait pendant les derniers jours de septembre aux limites de ce sinistre horizon, ne pouvait-il appartenir aux divisions de cavalerie de le signaler et d'en dissiper les prodromes?

Quelques temps de galop et, sous le rapide assaut de leurs escadrons, tombaient par enchantement Tours, Orléans, Bourges, Vierzon; se dissipaient pour jamais les tentatives de levées en masse d'un pays frémissant, plus surexcité que résolu à la guerre à outrance qu'il lui fut cependant possible d'entreprendre.

Ni l'état-major allemand ni les divisions de cavalerie ne l'ont compris. Hésitantes et sans but défini, celles-ci se sont heurtées à Dreux, à Rambouillet, à la forêt d'Orléans, aux points où la résistance devait être et fut la plus apparente. Elles se sont aussitôt repliées. Surexcitée par l'épouvantail d'une résistance dont elle s'exagéra la mesure, cette cavalerie, que l'habitude et la doctrine mettaient en relations intimes avec les corps d'infanterie, sollicita avidement l'appui des bataillons pour escorter ses randonnées incertaines. Elle ne sut pas comprendre que le mouvement était son arme, que des manœuvres alertes devaient faire tomber les quelques résistances rencontrées en rase campagne. Mise hors d'elle-même par quelques coups de fusils à piston partis des villages et de la lisière des bois, derrière lesquels elle voyait les guérillas de la guerre d'Espagne, elle s'est exaspérée dans des succès remportés à grands renforts d'effectifs et de pièces d'artillerie, et a dû recourir à l'incendie. Triste et douloureuse déchéance d'une arme que la nature de son action doit exalter et que la griserie du mouvement, en assurant la rapidité et le prestige de ses triomphes, doit rendre chevaleresque.

Vers la fin de septembre, des patrouilles de la 5e division de cavalerie établie près de Saint-Germain en Laye, face à l'Ouest,

se heurtaient auprès du village des Alluets à quelques éclaireurs de la Seine qui, formés aux environs d'Évreux, où le général Delarue commandait, et venus sur Mantes, s'étaient ensuite dirigés par Maule et le Sud-Est. Prévenu, le général de Bredow portait sur la Mauldre un détachement composé de dix escadrons, deux bataillons et les deux batteries de la division. Aux abords des Alluets, la colonne de droite recevait des coups de fusils; l'artillerie mettait le feu au village. La colonne se portait ensuite sur Maule, promptement évacué par les Français.

Les jours suivants, de Bredow poursuit son mouvement au delà de la Mauldre et atteint les environs de Dreux. Un régiment de gardes mobiles s'est retranché dans Chérizy. Le général le fait attaquer avec toutes ses troupes et le refoule sur la rive gauche de l'Eure.

Surprise par une résistance qui se prolonge de ce côté, la 5e division renonce à pousser plus loin une offensive l'isolant quelque peu du voisinage de la IIIe armée. Elle se replie. Quelques jours plus tard, Dreux est réoccupé par des francs-tireurs et des mobiles en plus grand nombre. Le général de Bredow regagne définitivement ses premiers cantonnements auprès de Saint-Germain, laissant pour le couvrir sur la route de Versailles à Dreux un détachement de quatre compagnies, un régiment de cavalerie et une batterie.

La 6e division, inquiétée par le voisinage de francs-tireurs dont la présence lui était signalée dans les massifs boisés au-devant d'elle, avait porté, vers le 27 septembre, sur Rambouillet, le 16e hussards et un bataillon bavarois. Le 2 octobre, une rencontre se produisait entre ce détachement et quelques bataillons de mobiles aux environs d'Épernon. Pour tirer plus au clair une situation ne laissant pas de lui paraître grosse de menaces, le colonel d'Alvensleben, prenant avec lui la 15e brigade de cavalerie, deux compagnies bavaroises et la batterie à cheval, entreprenait une vaste reconnaissance sur la forêt de Rambouillet. Quelques bataillons de mobiles occupaient la partie des bois précédant Épernon. Délogés du couvert, ceux-ci s'établissaient sur les hauteurs situées en arrière, soutenaient vaillamment l'attaque de l'infanterie bavaroise, appuyée par les quatre pièces de la batterie à cheval, et se mettaient en retraite sans être autrement inquiétés. Cette démonstration parut suffisante. La cavalerie

prussienne, sans plus accentuer son offensive, se replia dans la sphère de ses cantonnements.

La 2e division était à Juvisy. Le 18 septembre, elle poussait jusqu'à Saclay, et, couverte par ses avant-postes, battait le pays aux environs d'Antony, le Petit-Bicêtre, Sceaux et Versailles.

Commandant M.

(*A continuer.*)



LES LIVRES MILITAIRES

Publié sous la Direction de la Section historique de l'État-Major de l'Armée. — Campagne de Russie (1812), par le lieutenant Fabry. — Tome IV, 11 août-19 août. — Tome V, supplément, 24 juin-10 août). — 2 vol. in-8 de 832-399 et 937 pages. — Paris, R. Chapelot et Cᵉ.

Le tome IV de cette importante publication présente les événements qui se sont passés du 11 au 19 août, la bataille de Gorodetschna, celle de Polotsk.

Cette œuvre est colossale et dénote une somme de labeur considérable. Elle démontre encore la probité et le scrupule de son auteur, pour exposer les faits le plus près de la vérité, pour produire le document qui établit cette vérité.

Infatigable, chercheur jamais satisfait, M. le lieutenant Fabry ne s'est pas contenté des documents des archives françaises ; aussi ce qui faisait le mérite des tomes précédents, fait encore le mérite de ceux dont nous rendons compte aujourd'hui. On y trouve des extraits des archives autrichiennes, des documents bavarois et russes, qui comblent les lacunes françaises et permettent de mettre au point la situation et les opérations des armées opposées.

Dans le tome IV, comme dans les précédents, M. le lieutenant Fabry a classé sous le titre de « documents annexes », ceux qui auraient inutilement allongé l'exposé des événements et des opérations, mais sont cependant indispensables pour l'étude approfondie de la Campagne.

Le tome V, lui, est complètement un recueil de documents, ce sont des pièces recueillies à Stuttgard, à Vienne, à Pétersbourg, à Munich, au cours des missions, et complétées par d'autres retrouvées aux Archives nationales, au Ministère des affaires étrangères, et formant un tout pour ainsi dire complet au moyen de la correspondance conservée au Dépôt de la guerre.

Tous ces documents sont utiles ; peut-être quelques-uns auraient-ils pu n'être pas reproduits, mais dans certains cas mieux vaut le trop que de pouvoir être accusé d'avoir négligé. On ne peut que regretter que M. Fabry ait cru devoir tomer ce volume V au lieu de IV, puisqu'il s'arrête au 10 août 1812 et que le classement des documents qu'il contient se rapporte aux trois premiers volumes. Le quatrième, en effet, commence au 11 août.

En somme, à l'aide de ces documents, l'histoire de la Campagne de 1812 se suit, s'explique, se fixe, et l'on ne peut que savoir gré à M. le lieutenant Fabry de s'être attaché à une œuvre qu'il conduit si bien et sera un monument qui demeurera. — L. H.

Journal des Campagnes du baron Percy, chirurgien en chef de la Grande Armée (1754-1825), publié par M. E. Longin. — 1 vol. in-8 de 537 pages avec un portrait. — Paris, Plon-Nourrit et Cie.

On a déjà publié sur les guerres de la Révolution et de l'Empire un grand nombre de Mémoires qui nous ont conduit, à travers la mitraille et les balles, sur tous les champs de bataille de l'Europe. Les souvenirs du baron Percy ramènent sur les mêmes champs de bataille, non plus dans l'apothéose de la victoire, mais à l'heure lugubre et tragique où le canon se tait pour faire place au râle des mourants et aux plaintes des blessés.

Percy, qui avait débuté en 1782 comme chirurgien-major au régiment de Berry-Cavalerie, fit successivement campagne aux armées de la Moselle, du Rhin, d'Helvétie et du Danube, avec Moreau, Masséna et Lecourbe. Nous le retrouvons ensuite chirurgien à la Grande Armée à Ulm, à Austerlitz, à Iéna, à Eylau, à Friedland, à Tilsitt et enfin en Espagne. Quels tableaux d'un réalisme saisissant Percy nous donne de ces effroyables hécatombes! Car Percy inscrit chaque jour sur son carnet les événements auxquels il assiste, note ses observations scientifiques et ses propres réflexions. Il approche fréquemment l'Empereur et ses maréchaux, vit dans l'intimité des grands et des humbles, observe les habitants qui le logent et les pays qu'il traverse; rien ne lui échappe. Aussi ces notes fournissent-elles une nouvelle et importante contribution à l'histoire de cette grande époque; elles mettent de plus en pleine lumière la belle figure de l'un des hommes qui honorent le plus notre pays et à qui d'ailleurs la reconnaissance du soldat a décerné le beau titre de père de la chirurgie militaire. — P.

Le général Fabvier, sa vie militaire et politique, par A. Debidour. — 1 vol. in-8 de 520 pages, avec portrait. — Paris, Plon-Nourrit et Cie.

Faute, sans doute, d'avoir écrit ses *Mémoires*, le général Fabvier, qui fut très célèbre de son vivant, était tombé depuis sa mort dans un injuste oubli. Il faut savoir gré à M. Debidour de la patience avec laquelle il a recherché, réuni, utilisé les documents originaux et inédits qui lui ont permis de reconstituer sa vie glorieuse autant qu'instructive. L'histoire fera son profit de ce livre, qui est tout le contraire d'un ouvrage de seconde main. C'est principalement dans les notes de voyage et les travaux manuscrits du général, dans sa corespondance avec sa famille, dans les lettres à lui adressées par ses amis r(notamment par les chefs du parti libéral sous la Restauration et par les patriotes grecs pendant la guerre de l'indépendance), dans les minutes de celles qu'il leur écrivait lui-même, dans ses discours et dans ses œuvres imprimées; c'est aussi dans les pièces le concernant qu'il a pu découvrir aux Archives nationales, aux Archives de la guerre et de la marine, enfin aux Archives de la société historique et ethnologique d'Athènes, qu'il a puisé les éléments de son récit. Ce récit, malgré le sympathie de l'auteur pour son héros, n'est pas du tout un panégyrique. Manifestement M. Debidour a jugé Fabvier sans rigueur, mais sans complaisance. Il le suit à travers toutes les aventures de sa dramatique existence, et toujours avec la préoccupation visible de ne dissimuler ni ses imperfections, ni ses erreurs, ni ses échecs, non plus que ses grandes qualités et ses succès.

Comme, à son sens, l'histoire a pour but non seulement de narrer les faits, mais d'en dégager l'enseignement moral qu'ils comportent, M. Debidour a voulu faire œuvre utile en retraçant la vie d'un homme qui servit toujours passionnément et à la fois la liberté, la patrie, l'humanité, et qui fut la personnification de la générosité, du courage et de l'honneur. Comme il le dit en terminant, ce n'était pas perdre son temps que d'écrire un pareil ouvrage. — P.

L'Armée japonaise. Notice publiée par le 2e Bureau de l'État-Major de l'Armée (février 1904). — Broch. in-8. — Paris, R. Chapelot et Cie.

Cette brochure présente, à l'heure actuelle, un intérêt tout particulier.

A l'encontre de la plupart des ouvrages traitant également de l'armée japonaise, elle donne l'état *actuel* de cette armée, d'après les renseignements puisés aux sources les plus sûres.

L'armée russe est connue par de nombreuses publications : l'armée japonaise, au contraire, a été jusqu'à présent reléguée dans le domaine du roman. Le 2e Bureau de l'État-Major était mieux placé que quiconque pour exposer les principales caractéristiques de cette jeune armée.

C'est au lendemain de la guerre sino-japonaise que le gouvernement mikadonal décida de réorganiser son armée et d'en augmenter considérablement les effectifs. Un projet voté en 1895-1896, comportait la création de nombreuses unités nouvelles pour toutes les armes, la transformation de l'armement de l'artillerie, de l'infanterie, etc.

Ce vaste programme vient d'être terminé, amenant l'armée japonaise à un degré de perfection qu'elle n'avait jamais atteint et qui représente pour cette jeune nation un effort tout à fait remarquable.

Cela seul suffirait donc à donner à la brochure du 2e Bureau de l'État-Major un vif intérêt d'actualité, si les événements présents ne venaient l'imposer, en quelque sorte, à l'attention de tous ceux qui voudraient se documenter impartialement sur la moins connue des deux parties belligérantes. — K. J.

Determinazione sperimentale del campo di tiro (Détermination expérimentale des champs de tir pour armes portatives), par le major du génie italien, I. Casali. — In-8 de 126 pages et 13 planches. — Rome, Enrico Voghera.

L'adoption des armes portatives de petit calibre a fait ressortir, dans les exercices de tir à la cible, les graves inconvénients des champs de tir employés jusqu'alors. Non seulement, il a fallu donner à ceux-ci une étendue permettant de plus longues portées, mais encore les aménager de manière à empêcher les accidents pouvant provenir des écarts ou des ricochets des balles.

Cette question, plus complexe qu'elle ne le semble, n'a pu recevoir une solution définitive qu'après de longues études et expériences. C'est en partant d'expériences dont il rend compte que le major Casali décrit les conditions à remplir par les nouveaux champs de tir et l'application

de ces conditions. Cette description est complétée par 13 planches, qui donnent toutes les indications nécessaires pour opérer dans la pratique.

Cette brochure pourra être très utilement consultée par tous ceux qui ont à s'occuper de l'organisation des champs de tir. — J. B.

La Balistique des armes à feu portatives, d'après le traité de *Balistica de las armas portatidas*, du colonel du génie espagnol D. Joaquin de la Llave y Garcia, professeur à l'Ecole supérieure de guerre, par le capitaine en second P. de Schietere, de l'infanterie belge. — 1 vol. in-4° de 160 pages, avec *tables balistiques* de 128 pages. — Gand, P. et R. Buyck frères.

Le *Traité de Balistique des armes à feu portatives* du colonel de la Llave a mérité les éloges de la presse militaire européenne tout entière, et l'on peut dire qu'il est unique en son genre.

Aussi doit-on féliciter le capitaine de Schietere, de l'infanterie belge, d'avoir eu l'idée d'en donner une adaptation, dans laquelle, tout en suivant pas à pas l'auteur espagnol, il a cru devoir développer certains calculs et en éclaircir d'autres par quelques notes. Il s'est efforcé, et il y a réussi, de rendre cette étude accessible aux officiers d'infanterie, ce qui était le but que s'était proposé le colonel espagnol, de généraliser, parmi eux, la résolution scientifique des problèmes balistiques relatifs au tir du fusil. Il est, en effet, important que les officiers d'infanterie mettent au premier plan de leurs études l'application, aux procédés du tir des armes à feu portatives, des procédés raisonnés et scientifiques de la balistique moderne, car on est d'accord pour reconnaître qu'on ne saurait plus aujourd'hui se contenter des anciennes théories du tir, et qu'on est en droit de demander au fusil ce qu'on demande au canon.

Il ne faut pas s'effrayer de l'assemblage des formules ou de la longueur de certains tableaux, car le savant balisticien espagnol a débarrassé son traité de toutes les théories analytiques transcendantales, et il ne met en œuvre que les moyens mathématiques les plus élémentaires.

L'ouvrage espagnol a été complété par les applications numériques concernant les données balistiques du fusil *Lebel* français, modèle 1888, du fusil *Mauser* belge, modèle 1889 et d'autres fusils en usage en Europe.

Ce livre, fort bien compris et très pratique, ne peut manquer de faire progresser la science du tir de l'infanterie et il sera consulté avec fruit par tous ceux que cette question intéresse.— J. B.

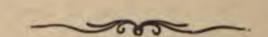


TABLE DES MATIÈRES

DU TOME XXI DE LA 10e SÉRIE

Comptes rendus de livres militaires.

R. M.

X.

Cartes, planches et figures.

Le Propriétaire-gérant : R. Chapelot.

Paris. — Imp. R. Chapelot et Cᵉ, rue Christine, 2.


Stanford University Libraries
3 6105 015 330 801

